

MISER SUR NOS **FORCES**

Rapport annuel 2002 de la Banque Royale du Canada



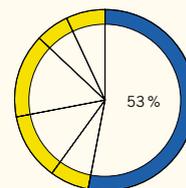


Aperçu du secteur



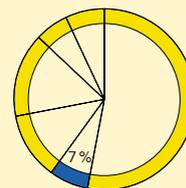
- RBC Banque Royale (2)
- RBC Centura (3)
- RBC Mortgage (3)
- RBC Builder Finance (3)
- RBC Royal Bank of Canada (4)

Le secteur RBC Banque sert plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients commerciaux d'entreprises de taille moyenne au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Ces services sont offerts grâce à un réseau de succursales, de centres d'affaires et d'autres unités, par l'intermédiaire de planificateurs financiers accrédités, de représentants hors succursale, au moyen de guichets automatiques bancaires, par téléphone et par Internet. Au nombre des services financiers offerts, notons les comptes de dépôt, les investissements et fonds communs de placement, la planification financière et les conseils financiers, les cartes de crédit et les cartes de débit, les prêts aux particuliers et aux entreprises, de même que les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.



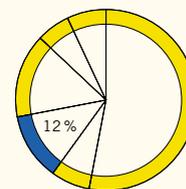
- RBC Assurances (5)
- RBC Liberty Insurance (3)

Le secteur RBC Assurances offre à plus de cinq millions de clients au Canada, aux États-Unis et à l'étranger une vaste gamme de produits et de services d'assurance crédit, d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance voyage, d'assurance habitation, d'assurance automobile de même que de réassurance. Ces produits et services sont offerts au moyen d'un large réseau de canaux de distribution qui comprend le téléphone, les courtiers indépendants, les agents de voyage, une équipe de vente exclusive et Internet.



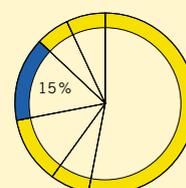
- RBC Investissements (5)
- RBC Dain Rauscher (3)
- RBC Gestion Privée Globale (5)

Le secteur RBC Investissements offre, principalement à des particuliers canadiens, américains et étrangers, des services de courtage traditionnel et autogéré, des services de planification financière, des conseils en matière de placement, des services fiduciaires aux particuliers, des services et des produits de gestion privée et de gestion de placements. Les produits et services sont offerts par l'intermédiaire du réseau de succursales canadien RBC Banque Royale, des bureaux de RBC Investissements, des succursales américaines de RBC Dain Rauscher, des bureaux de la gestion privée et d'autres bureaux partout dans le monde. Les services sont également offerts par téléphone et par Internet.



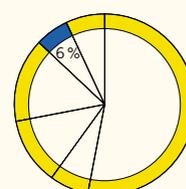
- RBC Marchés des Capitaux (5)

Le secteur RBC Marchés des Capitaux offre des services financiers de gros à une clientèle composée de grandes entreprises, de gouvernements et d'institutions en Amérique du Nord et des services relatifs à des produits et des secteurs d'activité spécialisés à l'échelle internationale. À partir de son siège social situé à Toronto, RBC Marchés des Capitaux possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 27 autres villes.



- RBC Services Internationaux (5)

Le secteur RBC Services Internationaux offre des services spécialisés de traitement des opérations à des clients commerciaux, à des entreprises et à des institutions au Canada et dans certains marchés internationaux. Les principales activités sont les services d'administration de placements, de correspondance bancaire, d'administration des fonds, de gestion de trésorerie, de paiements et de financement des échanges commerciaux. Notre participation de 50 % dans la coentreprise Solutions Moneris qui offre aux commerçants des services de traitement d'opérations effectuées par carte de crédit est également constatée sous RBC Services Internationaux.



(1) Un autre 7 % du bénéfice net est tiré du secteur Autres.
 (2) Nom de marque canadienne
 (3) Noms de marques américaines
 (4) Nom de marque des Antilles et des Bahamas
 (5) Noms de marques mondiales

Sommaire de la stratégie

Faits saillants de l'exploitation

Faits saillants financiers de base (6) – PCGR des États-Unis

- S'assurer d'une forte croissance des revenus au Canada en maximisant le maintien de notre clientèle, en intensifiant nos relations avec celle-ci et en tirant profit des transferts de patrimoine intergénérationnels et des possibilités de planification financière et de conseils financiers que nous offrons.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis en accentuant notre présence dans les États du Sud-Est américain et en bâtissant une plateforme extensible.
- Première institution financière à offrir aux concessionnaires d'automobiles et aux entreprises indépendantes de location la possibilité de traiter les opérations en ligne.
- Lancement d'un service bancaire en ligne redéfini, assorti de nouvelles caractéristiques et offrant des améliorations à 2,3 millions de clients en ligne.
- En tête du classement dans le *Investment Executive Magazine* pour sa fiche de rendement 2002 des gestionnaires de comptes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	6 %	7 666 \$	7 215 \$
Frais autres que d'intérêt	5	4 520	4 297
Bénéfice net	22	1 546	1 270
Profit économique	47	614	419
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	19,2 %	18,3 %

- S'assurer que le plus grand nombre possible de clients de RBC détiennent une assurance avec RBC Assurances.
- Continuer d'accroître nos activités aux États-Unis en nous servant de nos opérations d'envergure existantes et en élargissant les activités de la plateforme, en pénétrant de nouveaux marchés et en mettant l'accent sur des initiatives mises en œuvre à l'échelle des plateformes.
- Mettre sur pied une plateforme de services d'assurance intégrés en Amérique du Nord en optimisant lorsque possible les synergies transfrontières.
- Expansion à l'échelle nationale grâce à l'ouverture de cinq nouveaux bureaux d'assurance vie et de quatre nouveaux réseaux des agences.
- Lancement d'un nouveau produit d'assurance en cas de maladie grave pour le Canada.
- Annonce d'un nouveau produit d'assurance vie temporaire pour les États-Unis.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	7 %	580 \$	542 \$
Frais autres que d'intérêt	6	399	375
Bénéfice net	10	190	173
Profit économique	39	100	72
Rendement des capitaux propres	570 p.b.	25,7 %	20,0 %

- Établir des relations intergénérationnelles et à long terme avec nos clients au Canada en leur offrant des produits et des services à chaque étape de leurs besoins en gestion de patrimoine.
- Accroître notre présence aux États-Unis en élargissant et en intensifiant nos relations avec nos clients actuels ainsi qu'en ciblant, au fil du temps, les acquisitions qui nous permettront de générer une plus grande part du marché et d'augmenter notre croissance.
- Lancement de nouveaux services pour les clients de RBC Actions en Direct, soit le site des revenus fixes en ligne et le Calculateur de répartition de l'actif.
- Solide performance des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher en 2002 en ce qui a trait aux secteurs municipaux et imposables.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	26 %	3 647 \$	2 894 \$
Frais autres que d'intérêt	25	3 144	2 510
Bénéfice net	48	346	234
Profit économique	(114)	(14)	97
Rendement des capitaux propres	(80)p.b.	11,1 %	11,9 %

- Maintenir notre position dominante de fournisseur de services traditionnels sur tous nos marchés canadiens en continuant de tirer avantage de nos relations de longue date avec nos clients, de nos capacités en matière de négociation, de recherche et de vente ainsi que de la force de notre marque et de notre réputation.
- Fournir des services à valeur ajoutée aux États-Unis en offrant à nos clients un vaste portefeuille de produits par l'entremise de nos équipes spécialisées.
- Progrès considérables dans l'établissement de nouvelles affaires parmi les entreprises de taille moyenne américaines.
- Maintien de notre position de leader au Canada, occupant le premier ou le deuxième rang dans presque chaque secteur d'activité selon les résultats publiés.
- Lancement de la division Placements alternatifs pour répondre aux besoins des clients qui cherchent à diversifier leurs portefeuilles de placements à long terme par des produits non traditionnels.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(3)%	2 695 \$	2 781 \$
Frais autres que d'intérêt	(10)	1 627	1 804
Bénéfice net	17	439	376
Profit économique	(25)	(55)	(44)
Rendement des capitaux propres	–	10,5 %	10,5 %

- Tirer parti des relations actuelles avec nos clients pour élaborer de nouvelles activités sur des marchés ciblés au pays et à l'étranger.
- Accroître les activités au moyen d'alliances, d'acquisitions et de partenariats stratégiques; continuer à tirer avantage de la coentreprise Solutions Moneris.
- Favoriser la croissance des revenus en développant de nouveaux produits et en vendant des services à valeur ajoutée à marge plus élevée.
- Acquisition de mandats de garde, y compris ceux octroyés par Corporation Financière Mackenzie et Gestion de fonds AIM Inc., et élargissement des accords d'impartition de CI Mutual Funds Inc.
- Obtention d'excellents résultats dans plusieurs importants sondages internationaux relatifs à la satisfaction de la clientèle.
- Mise en œuvre et commercialisation d'un compte nostro pour régler les opérations effectuées en dollars canadiens pour le Système de règlement en continu.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	5 %	808 \$	769 \$
Frais autres que d'intérêt	13	548	485
Bénéfice net	(8)	173	189
Profit économique	(18)	100	122
Rendement des capitaux propres	(600)p.b.	28,7 %	34,7 %

(6) Exclusion faite des éléments exceptionnels en 2001 décrits au tableau 6, à la page 27.

Profil

La Banque Royale du Canada (RBC), qui effectue ses opérations sous le sigle RY aux bourses TSX et NYSE, et ses filiales exercent leurs activités sous la marque principale RBC Groupe Financier. RBC compte cinq principaux secteurs d'exploitation : services aux particuliers et aux entreprises (RBC Banque), gestion de patrimoine (RBC Investissements), assurances (RBC Assurances), grande entreprise et banque d'investissement (RBC Marchés des Capitaux) et garde et traitement des opérations (RBC Services Internationaux). RBC est l'une des principales entreprises de services financiers diversifiées en Amérique du Nord et celle qui occupe le premier rang au Canada en matière d'actifs et de capitalisation boursière. Au total, nous servons une clientèle de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et d'organismes du secteur public partout dans le monde dans des bureaux répartis dans plus de 30 pays.

Au Canada, nous détenons de solides parts de marché dans tous les secteurs d'exploitation. Dans le secteur des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, nous occupons le premier rang (ou le second) dans la plupart des produits de détail, y compris les prêts hypothécaires et les dépôts. Dans le secteur de la gestion de patrimoine, nous détenons la première place des banques canadiennes en ce qui a trait aux activités de courtage traditionnel (en fonction de l'actif), aux activités de gestion privée ainsi qu'à titre de fournisseur de fonds communs de placement et la deuxième place relativement aux activités de service de courtage autogéré (en fonction des comptes). En ce qui a trait aux services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, nous demeurons le plus important preneur ferme et le conseiller le plus sollicité en matière de fusions et d'acquisitions. Nos activités d'assurance sont les plus importantes parmi celles qui sont détenues par une banque canadienne, leur croissance est une des plus rapides au pays et nous dominons le marché de l'assurance voyage et de l'assurance crédit. Nous occupons de loin la première place pour ce qui est des services de garde. Au pays, notre réseau de prestation des services comprend 1 311 succursales et autres unités ainsi que 4 151 guichets automatiques bancaires. À l'heure actuelle, 2,3 millions de clients utilisent nos services en ligne et 2,4 millions de clients, nos services de téléphone.

Vision

Être l'une des principales sociétés de services financiers en Amérique du Nord et la plus importante au Canada, et avoir une présence internationale dans des créneaux où nous disposons d'un avantage concurrentiel important.

Valeurs

Excellence du service aux clients et aux collègues
Collaboration vers la réussite
Responsabilité personnelle pour un rendement élevé
Diversité visant la croissance et l'innovation
Confiance inspirée par l'intégrité dans toutes nos actions

Aux États-Unis, par l'intermédiaire de RBC Centura, RBC Mortgage, RBC Builder Finance, RBC Liberty Insurance, RBC Dain Rauscher et RBC Marchés des Capitaux, nous offrons des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de montage de prêts hypothécaires, d'assurance, de courtage traditionnel, de même que des services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement à plus de deux millions de clients. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous offrons des services bancaires à la grande entreprise et aux banques d'investissement, des services de financement des opérations commerciales, de correspondance bancaire, de trésorerie et de garde aux entreprises, de même que des services de gestion privée aux particuliers. Nous possédons également un réseau de détail aux Antilles et aux Bahamas et nous avons une présence considérable sur le marché international de la réassurance.

Objectifs

Être reconnu comme :

Le fournisseur principal incontesté de services financiers intégrés au Canada

Un fournisseur de certains services financiers aux États-Unis parmi les meilleurs de sa catégorie

Un fournisseur principal de services financiers spécialisés à l'échelle internationale

Priorités stratégiques

Bases solides

Expansion nord-américaine

Croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés

Synergie de nos plateformes

1	Sommaire des résultats	9	Expansion nord-américaine	21	Revue financière (PCGR des États-Unis)	105	Administrateurs et haute direction
2	Message du président du Conseil	13	Croissance de nos activités				
		16	Synergie de nos plateformes	21A	Revue financière (PCGR du Canada)	106	Gouvernance d'entreprise
3	Message du président et chef de la direction	18	Foire aux questions	103	Glossaire	108	Principales filiales
8	Nos objectifs et notre rendement	20	Au service de nos partenaires			CAI	Renseignements aux actionnaires

Miser sur nos forces

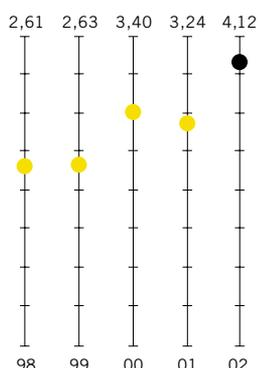
La couverture du rapport annuel de cette année réunit deux de nos plus grandes forces : nos employés et notre marque. Nous tenons à remercier tous nos employés de leurs efforts quotidiens visant à répondre aux besoins de nos actionnaires, de nos clients et des communautés selon les normes les plus élevées. La couverture du rapport de cette année présente 2 453 employés provenant du Canada, des États-Unis, des Antilles et des Bahamas.

Sommaire des résultats ⁽¹⁾

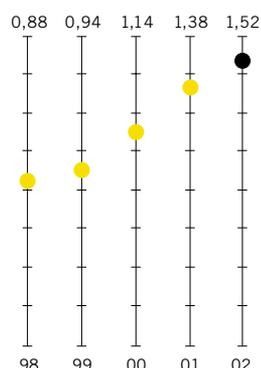
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les données autres qu'en dollars et les pourcentages)	Variation 2002/2001	2002	2001	2000	1999	1998
Résultats						
Revenu net d'intérêt (2)	10 %	7 191 \$	6 529 \$	5 307 \$	5 152 \$	5 101 \$
Revenus autres que d'intérêt	5	8 579	8 155	6 680	5 491	4 997
Revenus bruts (2)	7	15 770	14 684	11 987	10 643	10 098
Provision pour pertes sur créances	(5)	1 065	1 119	691	760	575
Frais autres que d'intérêt	6	10 244	9 641	7 628	7 141	6 510
Bénéfice net	19	2 898	2 435	2 208	1 725	1 772
Bénéfice net de base (3)	30	2 898	2 231	2 208	1 813	1 789
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	–	16,6 %	16,6 %	19,3 %	15,3 %	17,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de base (3)	150 p.b.	16,6	15,1	19,3	16,1	17,8
Profit économique (4)	44 %	838 \$	583 \$	714 \$	337 \$	461 \$
Données au bilan						
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	– %	171 523 \$	171 177 \$	156 184 \$	144 793 \$	146 772 \$
Actif	5	381 932	362 483	294 054	273 298	281 074
Dépôts	4	245 040	235 687	206 237	187 897	180 005
Débitures subordonnées	1	6 960	6 861	5 825	4 596	4 087
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	6	17 240	16 215	11 296	10 435	9 748
Ratios de capital (en vertu des règles canadiennes) (5)						
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	100 p.b.	10,4 %	9,4 %	7,3 %	7,1 %	6,2 %
Ratio du capital de première catégorie	60	9,3	8,7	8,6	8,1	7,4
Ratio du capital total	90	12,7	11,8	12,0	11,2	10,5
Ratios de capital (en vertu des règles américaines) (6)						
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	100	10,5	9,5	7,2	7,0	6,1
Ratio du capital de première catégorie	40	8,5	8,1	7,8	7,6	6,8
Ratio du capital total	70	11,9	11,2	11,3	10,7	10,1
Information sur les actions ordinaires						
Actions en circulation (en milliers)						
À la fin	(1)%	665 257	674 021	602 398	617 768	617 581
Moyenne (de base)	5	672 571	641 516	606 389	626 158	617 324
Moyenne (dilué)	5	679 153	647 216	609 865	632 305	633 626
Bénéfice par action						
De base	16	4,16 \$	3,58 \$	3,42 \$	2,50 \$	2,64 \$
Dilué	16	4,12	3,55	3,40	2,48	2,58
Dilué de base (3)	27	4,12	3,24	3,40	2,63	2,61
Cours de l'action						
Haut (7)	11	58,89	53,25	48,88	42,13	46,10
Bas (7)	8	45,05	41,60	27,25	29,65	28,75
À la clôture	16	54,41	46,80	48,30	31,73	35,55
Dividendes par action						
Valeur comptable par action – à la fin	10	1,52	1,38	1,14	0,94	0,88
Valeur comptable par action – à la fin	8	25,91	24,06	18,75	16,89	15,78
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	15	36,2	31,5	29,1	19,6	22,0
Renseignements divers						
Employés (équivalent de travail à plein temps)	1 981	59 549	57 568	49 232	51 891	51 776
Guichets automatiques bancaires	(59)	4 486	4 545	4 517	4 585	4 317
Unités de service						
Au Canada	(6)	1 311	1 317	1 333	1 410	1 422
À l'étranger	83	807	724	306	99	106

- (1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés selon les PCGR des États-Unis, à moins de mention contraire. Certaines définitions sont répertoriées dans le glossaire aux pages 103 et 104.
- (2) Selon l'équivalent imposable.
- (3) Les résultats de base ne comprennent pas les éléments exceptionnels; ces derniers pour l'exercice 2001 sont indiqués au tableau 6 à la page 27.
- (4) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples détails ayant trait au profit économique, voir la page 26.
- (5) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.
- (6) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.
- (7) Cours intrajournaliers – haut et bas.

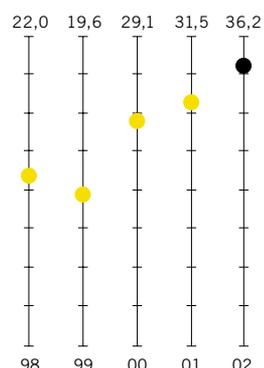
Bénéfice dilué par action de base (\$ CA)



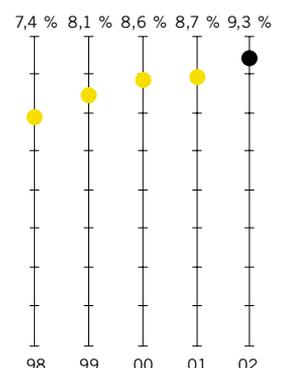
Dividendes par action (\$ CA)

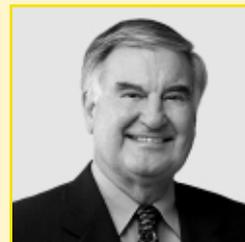


Capitalisation boursière (en milliards de dollars CA)



Ratio du capital de première catégorie (règles canadiennes)





GUY SAINT-PIERRE, O.C.
PRÉSIDENT DU CONSEIL

Je suis heureux de vous écrire aujourd'hui au nom du Conseil d'administration de la Banque Royale du Canada. L'exercice qui vient de se terminer a été tumultueux dans virtuellement tous les secteurs de l'économie, et il a été marqué par de sérieuses inquiétudes touchant la supervision et la gouvernance. Dans cet environnement, le Conseil reste déterminé à observer une gouvernance d'entreprise saine et à faire preuve de transparence dans la présentation de l'information. Nous félicitons la direction et tous les employés de RBC pour leurs réalisations et leurs efforts extraordinaires afin de relever les défis qui se sont présentés en 2002.

Au cours de l'exercice écoulé, le public a suivi avec attention et remis en question les faits et gestes des entreprises, ce qui nous a donné l'occasion de préciser nos normes en matière de gouvernance ainsi que la satisfaction de voir quelques-unes de nos pratiques de longue date être reconnues comme avant-gardistes par les organismes de réglementation et autres observateurs. Le Conseil et la direction savent qu'ils doivent rester vigilants pour favoriser et renforcer une culture de gouvernance au sein de RBC et ce, en commençant par les niveaux supérieurs.

La base du processus de gouvernance d'entreprise de RBC comprend un conseil majoritairement indépendant, composé d'un président indépendant et d'administrateurs compétents et bien renseignés qui accordent la priorité à la planification stratégique. Ils veillent à l'établissement de normes encourageant l'adoption d'un comportement éthique dans toute l'organisation, tout en cherchant constamment à améliorer les pratiques de gouvernance d'entreprise.

Nous accordons une importance considérable au processus de nomination des administrateurs. Dans le cadre de sa recherche de candidats possédant les qualités indispensables au leadership dans un secteur mondial fortement concurrentiel et complexe, le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques porte son attention sur les besoins précis de RBC et sur son orientation stratégique, tout en reconnaissant les avantages de la diversité et de nouvelles perspectives. Je pense, par exemple, aux nombreux administrateurs en provenance des États-Unis qui se sont joints à nous récemment et qui sont en quelque sorte le témoignage de l'expansion de nos activités dans ce pays.

De même, RBC met depuis longtemps l'accent sur l'importance de l'indépendance des administrateurs et continuera à suivre cette voie dans l'avenir. Ainsi, les administrateurs externes se réunissent après chaque réunion du Conseil et durant les séances de planification stratégique du Conseil. Cela permet des discussions franches sur la stratégie de l'institution en l'absence des membres de la direction. En outre, tous les comités du Conseil sont composés exclusivement d'administrateurs externes.

L'accès à l'information est également indispensable pour assurer la vigueur et l'indépendance du Conseil. RBC possède un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs et s'engage à offrir des programmes de formation permanente. RBC veille également à ce que le Conseil ait accès en tout temps à l'information dont ce dernier a besoin pour prendre des décisions ou encore, aux membres de la direction.

Ces éléments et autres points forts sont la base de notre engagement visant à améliorer constamment la gouvernance d'entreprise. RBC surveille de près les changements qui surviennent dans le secteur et dans le milieu de la réglementation et fait le suivi des initiatives en matière de gouvernance au Canada et ailleurs, évaluant ses pratiques par rapport aux autres pratiques et les adaptant au besoin. Cela permet au Conseil de prévoir et de mettre en place des modifications avantageuses quant à la meilleure pratique à suivre, plutôt que de répondre simplement aux exigences externes ou de réglementation.

À titre de président du Conseil et d'actionnaire, je suis heureux du leadership démontré par RBC dans tous les aspects de ses activités, de son rendement financier et de sa gouvernance d'entreprise. De concert avec mes collègues, je suis déterminé à travailler étroitement avec la direction dans le but de maintenir les normes élevées d'intégrité, de discipline et de gouvernance, tout en fournissant à nos actionnaires un rendement supérieur.

Le président du Conseil,

Guy Saint-Pierre, O.C.
Le 10 décembre 2002



Je suis heureux de vous annoncer que, malgré un environnement marqué par des inquiétudes persistantes relatives à la croissance économique mondiale, l'incertitude des marchés des capitaux et les tensions géopolitiques, nous avons généré, au cours de ce dernier exercice, un bénéfice net record pour nos actionnaires totalisant 2,9 milliards de dollars. Tout en ajustant quelque peu nos activités pour qu'elles affichent de bons résultats à court terme, nous avons également poursuivi l'expansion de nos capacités et assuré notre position en vue d'enregistrer une croissance à long terme soutenue et un rendement stable.

Nous possédons de nombreux atouts desquels nous avons continué à tirer avantage au cours de cet exercice. Notre diversification par secteur et situation géographique permet de stabiliser notre rendement et de réduire la volatilité du bénéfice. Au Canada, nous avons également une position dominante dans la plupart des secteurs, un bassin imposant d'environ 10 millions de clients et une marque reconnue. Ces trois éléments nous permettront de renforcer nos relations avec nos clients existants et d'accroître les affaires que nous faisons avec eux grâce à une gamme complète de produits et de services concurrentiels. De plus, nous suivons une stratégie de croissance rigoureuse. Aux États-Unis, nous avons créé une base solide qui comprend des services aux particuliers et aux entreprises, des activités de courtage traditionnel, des activités d'assurance et des activités liées aux marchés boursiers. Ces divers secteurs ont collaboré entre eux mais aussi, au cours de cet exercice, avec leurs partenaires canadiens de manière à mieux servir nos clients, à accroître nos activités et à réaliser des efficiences. Nous continuons en outre à offrir un rendement financier et une création de valeur pour nos actionnaires solides et stables. Ces derniers ont bénéficié non seulement de la plus-value du cours de nos actions mais aussi de versements continus et progressifs de dividendes depuis longtemps.

Nos objectifs

Nos trois objectifs clés consistent à être reconnus comme le fournisseur principal incontesté de services financiers intégrés au Canada, le meilleur fournisseur de certains services financiers aux États-Unis, et un fournisseur de choix de services financiers spécialisés à l'échelle internationale. Au Canada, nous sommes déterminés à conserver nos solides positions dans tous nos secteurs et à offrir nos services sur une base intégrée de façon à fournir un meilleur service et une valeur accrue à notre clientèle. Aux États-Unis, nous voulons mettre l'accent sur certains secteurs en pleine croissance, comme les services aux particuliers et aux entreprises ainsi que la gestion de patrimoine, où nous jouissons selon nous d'un avantage concurrentiel et offrons des services de première qualité. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous axons nos efforts sur les activités des services de gestion privée globale, de garde et d'opérations de change, activités dans lesquelles nous sommes solides à l'échelle mondiale et qui peuvent générer des rendements intéressants.

Notre vision, nos objectifs, nos priorités stratégiques ainsi que nos valeurs sont présentés sous la rubrique intitulée « Profil » au début de ce rapport. Nous fondons nos décisions et mesurons notre rendement, individuellement et collectivement, en fonction de ces éléments.



Nos priorités stratégiques

Pour atteindre nos objectifs, nous avons établi quatre priorités clés, soit des bases solides, une expansion nord-américaine, une croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés et une synergie de nos plateformes.

Bases solides

En 2002, nous avons réalisé un bénéfice net record de 2,9 milliards de dollars, soit une hausse de 19 % par rapport à 2001. En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition de l'an dernier, le bénéfice net a enregistré une hausse de 17 % et le bénéfice par action, de 13 %.

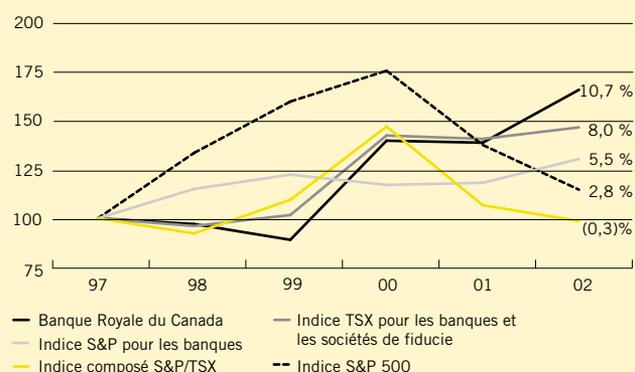
Notre but consiste à maintenir un rendement financier dans le quartile supérieur des institutions financières nord-américaines et à atteindre ou à excéder nos propres objectifs. Comme il est indiqué à la page 8, nous avons obtenu d'excellents résultats au cours de l'exercice qui vient de se terminer par rapport à presque tous nos objectifs : hausse à la fois de nos revenus et de notre bénéfice par action à un rythme supérieur à 10 %, approche rigoureuse en matière de coûts et de qualité de l'actif, amélioration de nos ratios de capital et maintien de notre rendement dans le quartile supérieur. Le cours de notre action ordinaire a augmenté de 16 % en 2002, comparativement à un rendement de 1 % de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie pour la même période.

Nos objectifs pour 2003 sont semblables à ceux que nous nous sommes fixés en 2002, à l'exception de l'objectif de croissance des revenus que nous avons ramené à une fourchette de 5 % à 8 % par rapport à celle de 7 % à 10 % pour l'exercice précédent, qui tenait compte d'un exercice complet de revenus de RBC Centura acquise alors que l'année 2001 était entamée depuis sept mois. En outre, nous avons haussé l'objectif de croissance du bénéfice par action pour le fixer entre 10 % à 15 %, ce qui reflète notre but visant à accroître les revenus à un rythme plus rapide que celui des charges et traduit nos attentes quant à une certaine reprise des activités sur les marchés financiers au cours de 2003.

Nous avons également modifié certains de nos objectifs à moyen terme. En gardant à l'esprit notre engagement ferme visant à créer de la valeur pour les actionnaires, nous avons relevé notre objectif de distribution de dividendes, qui est passé d'une fourchette de 30 % à 40 % à une fourchette de 35 % à 45 %. Notre ratio de distribution pour l'exercice 2001 s'est établi à 37 % et nous avons augmenté les dividendes sur actions ordinaires de 10 % au cours de l'exercice. Nous avons également augmenté notre ratio du capital de première catégorie pour l'établir entre 8 % et 8,5 % comparativement à 8 %. Enfin, nous rehaussons notre objectif à l'égard du ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances qui était de 0,30 % à 0,40 % pour le faire passer à 0,35 % à 0,45 %, compte tenu de l'incertitude économique persistante et de la croissance prévue dans les portefeuilles des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites et moyennes entreprises, dont les ratios de pertes sont supérieurs aux ratios fixés antérieurement.

Total du rendement composé annualisé sur cinq ans (1)

31 octobre 1997 au 31 octobre 2002



(1) En dollars canadiens, en supposant que les dividendes sont réinvestis.



Expansion nord-américaine

Un de nos objectifs primordiaux pour 2002 a été d'accroître le rendement de nos récentes acquisitions aux États-Unis. Ces acquisitions ont contribué pour 21 % de la totalité des revenus en 2002, soit une hausse par rapport à 12 % l'exercice précédent, et généré un bénéfice net de 232 millions de dollars, une hausse en comparaison d'une perte de 23 millions en fonction des résultats de base de l'exercice précédent. Ces chiffres illustrent la suppression au cours de l'exercice de la dotation à l'amortissement de l'écart d'acquisition, les résultats pour un exercice complet et le rendement supérieur de RBC Centura, les avantages liés à l'intégration de Tucker Anthony Sutro Corporation à RBC Dain Rauscher et les résultats exceptionnels provenant des activités à revenu fixe de RBC Dain Rauscher. RBC Dain Rauscher a généré un profit de 3 millions de dollars en 2002 par rapport à une perte de 73 millions en 2001. Sa charge de rémunération au titre de la rétention diminuera en 2003, ce qui sera bénéfique au rendement.

En 2002, nous avons également tenté de limiter à 1 milliard de dollars le coût d'achat global des acquisitions effectuées aux États-Unis dans le but d'orienter nos efforts sur l'intégration et l'optimisation de nos acquisitions antérieures. L'annonce de quatre acquisitions mineures totalisant 610 millions de dollars US témoigne de notre réussite à cet égard. Deux des acquisitions portent sur les services aux particuliers et aux entreprises (Eagle Bancshares, Inc. et Admiralty Bancorp, Inc.) et vont nous permettre de pénétrer les marchés à forte croissance d'Atlanta et de la Floride grâce à un nombre restreint de succursales bien situées, à une clientèle de base, à des permis bancaires et à une saine gestion. L'acquisition d'Admiralty Bancorp devrait être conclue au début de 2003. Nous avons l'intention de compléter ces petites acquisitions par l'établissement de nouvelles succursales dans des régions à forte croissance situées dans le sud-est des États-Unis.

Chacune des sociétés acquises aux États-Unis cherche à accroître ses revenus et son efficacité, tant de son propre chef qu'en collaborant étroitement avec les unités canadiennes de sa plateforme d'exploitation et avec ses sociétés sœurs aux États-Unis. À titre d'exemple, RBC Liberty Insurance a lancé un programme à

l'intention des spécialistes en matière d'assurance vie, soit une opération de ventes par recommandation visant les clients de RBC Centura avec 19 spécialistes en assurance exerçant leurs activités dans des centres bancaires en Caroline du Nord.

Nous sommes sur le point d'établir une plateforme axée sur la croissance aux États-Unis, et des renseignements détaillés relatifs à nos efforts d'expansion nord-américaine sont présentés aux pages 9 à 12.

Croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés

Nous cherchons particulièrement à accroître les secteurs qui obtiennent des rendements élevés et qui offrent d'excellentes perspectives de croissance et des ratios cours/bénéfice attrayants. Bien que d'autres secteurs aient aussi des domaines de croissance prioritaires, les deux secteurs que nous avons ciblés en vue d'une plus grande expansion à long terme sont RBC Banque et RBC Investissements. RBC Banque génère un rendement satisfaisant et stable et nous croyons que nous pouvons appliquer au marché des États-Unis les principes sur lesquels est fondée notre réussite au Canada, y compris nos remarquables capacités de gestion des relations avec la clientèle. Bien que le rendement de RBC Investissements ait été amoindri par la faiblesse des marchés financiers et des activités de négociation des clients, le rendement de ce secteur dans des conditions normales demeure excellent et nous sommes persuadés que les perspectives à long terme sont encourageantes malgré les changements démographiques et les transferts de patrimoine intergénérationnels considérables prévus.

En même temps que nous avons entrepris l'expansion de nos secteurs qui génèrent des rendements élevés, nous avons réduit les activités à faible rendement et à haute intensité de capital ainsi que les activités relativement volatiles, comme les prêts aux entreprises. Ces mesures ont contribué à réduire l'ensemble des prêts aux entreprises et des prêts aux gouvernements de 5,1 milliards de dollars au cours de ce dernier exercice. Nous avons réduit d'environ 30 % l'actif ajusté en fonction des risques dans notre service des prêts aux entreprises depuis 1998 et nous envisageons d'autres réductions.



Les avantages de notre diversification, par secteur et par région géographique, ont été visibles encore une fois en 2002. Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, près de 40 % de notre croissance du bénéfice de base provenait de nos récentes acquisitions aux États-Unis, confirmant ainsi les avantages de la diversité géographique. De plus, malgré l'incertitude persistante de la conjoncture économique et la faiblesse des marchés financiers, quatre de nos cinq plateformes d'exploitation ont enregistré une croissance du bénéfice de base supérieure à 10 %. Le quart de notre bénéfice au cours de l'exercice provenait des divisions de RBC Assurances, RBC Investissements et RBC Services Internationaux qui dépendent relativement peu de la qualité de l'actif.

Les mesures prises par les secteurs d'exploitation au cours de l'exercice pour accroître leurs activités sont présentées aux pages 13 à 15, tandis qu'une analyse détaillée de leur rendement financier et de leurs stratégies est fournie aux pages 26 à 37.

Synergie de nos plateformes

Cette nouvelle priorité stratégique nécessite de travailler de concert avec nos divers secteurs et unités fonctionnelles en vue de partager les meilleures pratiques, d'accroître les revenus en offrant des produits et des services d'un secteur donné à un client d'un autre secteur, et d'améliorer l'efficacité en éliminant le chevauchement. Nous avons cinq secteurs d'exploitation très solides ainsi qu'une vaste clientèle. En travaillant ensemble et en offrant des services intégrés à nos clients, nous croyons que nous bénéficions d'une occasion formidable d'accroître nos activités et de les exercer plus efficacement. Il existe plusieurs initiatives mises de l'avant au sein de l'organisation qui accordent une importance particulière à cette priorité, y compris le lancement de Recommandations RBC afin de mieux servir nos clients et de générer encore plus d'occasions d'affaires au sein de RBC.

Une analyse détaillée de la synergie de nos plateformes est présentée aux pages 16 et 17.

Gamme diversifiée d'activités

25 % du bénéfice provient de secteurs qui dépendent relativement peu de la qualité de l'actif (1)

CONTRIBUTION AU BÉNÉFICE NET EN 2002



(1) Les secteurs qui dépendent relativement peu de la qualité de l'actif sont RBC Assurances, RBC Investissements et RBC Services Internationaux.

Notre engagement envers nos actionnaires

Même si notre feuille de route au chapitre de la création de valeur pour les actionnaires est impressionnante, nous n'avons nullement l'intention de nous reposer sur nos lauriers. Nous continuerons à viser une rentabilité et des rendements supérieurs pour nos actionnaires en continuant d'élaborer des stratégies et des initiatives pour accroître les bénéfices de nos activités, gérer efficacement nos coûts et nos risques et utiliser notre capital de façon efficiente en réinvestissant dans nos entreprises et nos marchés de croissance et en retournant l'excédent aux actionnaires sous forme, si possible, de rachat d'actions, ainsi que sous forme de versement de dividendes. Le relèvement de notre objectif de versements de dividendes à moyen terme témoigne de notre engagement à récompenser les actionnaires.



Gouvernance d'entreprise

L'exercice qui vient de s'écouler a été marqué par des événements touchant les entreprises qui ont amené les investisseurs à examiner soigneusement la supervision et la gouvernance des entreprises. Nous avons toujours cherché à être un leader en ce qui a trait à la gouvernance d'entreprise et nous continuerons à rechercher l'adoption des normes les plus rigoureuses dans ce domaine. Nous avons également apporté un certain nombre d'ajustements à nos politiques de gouvernance; nous avons notamment effectué des changements ayant trait à la rémunération de la haute direction et des administrateurs qui sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 2002. Nous avons investi d'importantes ressources pour nous assurer que nos normes en matière de conformité et de vérification interne, nos politiques et nos procédés représentent bien les meilleures pratiques, de même qu'afin de nous assurer que nos valeurs sont bien reflétées dans chaque composante de notre organisation.

En plus des commentaires du président du Conseil présentés à la page 2, une analyse de la gouvernance d'entreprise ainsi que des mandats et des activités des comités du Conseil est présentée aux pages 106 et 107 et dans notre circulaire de la direction datée du 3 janvier 2003, qui comprend des renseignements sur la rémunération de la haute direction et des administrateurs.

Nos employés

Les excellents résultats que nous avons enregistrés au cours de l'exercice qui vient de se terminer traduisent le dévouement formidable, l'engagement et le travail remarquables et inlassables de nos employés à la grandeur de RBC. Ces derniers sont au cœur même de notre succès. En 2002, nous avons déterminé cinq valeurs clés de RBC qui sont décrites dans notre profil au début de ce rapport. Elles sont intégrées au processus d'évaluation du rendement annuel pour tous les employés et inciteront davantage nos employés à fournir un excellent service et à travailler ensemble dans un esprit de coopération et de confiance pour le bénéfice de nos clients et de nos actionnaires.

Le président et chef de la direction,

Gordon M. Nixon
Le 10 décembre 2002

	Objectifs de 2002 (1)	Rendement de 2002 (1)	Objectifs de 2003	Objectifs à moyen terme (3 à 5 ans)
1 Évaluation Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur : • Cours des actions/valeur comptable : • Cours des actions/bénéfice : Croissance du cours des actions :	Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie Supérieure à l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie	Quartile supérieur Quartile supérieur (3) Supérieure à l'indice	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2) Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2) Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)	s.o.
2 Croissance du bénéfice Augmenter le bénéfice dilué par action de :	5 % à 10 % (4)	27 % (4) 13 %, en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition	10 % à 15 %	10 % à 15 %
3 Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 % (4)	16,6 % (4)	17 % à 19 %	20 % et plus
4 Croissance des revenus Obtenir une croissance des revenus de :	7 % à 10 %	11 %	5 % à 8 %	8 % à 10 %
5 Croissance des charges Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation (5) :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Croissance des charges d'exploitation de 8 % et croissance des revenus d'exploitation de 11%. En excluant les acquisitions récentes aux États-Unis, les charges d'exploitation ont baissé de 5% et les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés.	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	s.o.
6 Qualité du portefeuille Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de vente se situant entre (6) :	0,45 % et 0,55 %	0,51 % 0,49 % déduction faite de l'incidence des produits dérivés de crédit (7)	0,45 % et 0,55 %	0,35 % et 0,45 % (se situait entre 0,30 % et 0,40 %)
7 Gestion du capital Ratios de capital (6) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,3 % et ratio du capital total de 12,7 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % et de 11 % à 12 %, respectivement.	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 8 % à 8,5 % (se situait à 8 %) Ratio du capital total de 12,7 %
Ratio de distribution (8)	s.o.	37 %	35 % à 45 %	35 % à 45 % (se situait entre 30 % et 40 %)

(1) En excluant les éléments exceptionnels en 2001 (pour la croissance du bénéfice, des revenus et des charges) expliqués en détail à la page 27.

(2) La Bourse de Toronto abandonnera l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie en mai 2003 et le remplacera par l'indice composé S&P/TSX pour les banques.

(3) Basé sur la moyenne des estimations prospectives des analystes concernant le bénéfice dilué par action (résultat de base) pour 2003, que nous avons calculée le 31 octobre 2002.

(4) Par suite de l'adoption, au premier trimestre de 2002, de nouvelles normes comptables concernant les regroupements d'entreprises au Canada et aux États-Unis, l'écart d'acquisition n'est plus amorti. Par conséquent, les objectifs concernant la croissance du bénéfice et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour 2002 ne sont plus déterminés selon la comptabilité de caisse, car le bénéfice déclaré se rapproche maintenant sensiblement du bénéfice selon la comptabilité de caisse.

(5) Les charges d'exploitation excluent les éléments exceptionnels, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et la rémunération au titre de la rétention liée aux acquisitions. Les revenus d'exploitation excluent les éléments exceptionnels.

(6) Calculé d'après les états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(7) Se reporter à l'analyse à la page 46.

(8) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées.

Expansion
nord-américaine

En 2000, nous avons fait de l'expansion nord-américaine une de nos priorités stratégiques clés. Nous avons recherché des marchés à l'extérieur du Canada car les possibilités de croissance future sont limitées par la taille du marché canadien ainsi que par notre part déjà considérable de ce marché. En outre, nous croyons que nos forces dans certaines activités canadiennes peuvent constituer des atouts exportables, particulièrement aux États-Unis. Les États-Unis représentent le choix logique pour prendre de l'expansion : leur économie est la plus forte à l'échelle mondiale, nous sommes voisins, nous partageons une culture et une langue similaires et leur secteur bancaire offre un excellent potentiel de croissance.

En raison de sa structure, le secteur des services financiers aux États-Unis est fragmenté, compte plusieurs fournisseurs de services spécialisés et, depuis peu, a recours à la prestation de services financiers intégrés par le truchement de sociétés de services financiers diversifiés. Il s'agit là pour nous d'une occasion en or étant donné que nous fournissons avec succès des services financiers intégrés comprenant des services bancaires, des services de banque d'investissement, de courtage, de gestion des investissements, de garde et d'assurances à l'échelle nationale depuis plus d'une décennie. En élargissant nos activités bancaires, d'assurances et de gestion de patrimoine aux États-Unis au moyen d'acquisitions stratégiques, nous sommes dans une situation idéale pour tirer avantage de cette tendance de plus en plus marquée.

Miser sur une forte présence aux États-Unis

Depuis avril 2000, nous avons annoncé dix acquisitions américaines pour un total de 5,3 milliards de dollars US, jetant ainsi les bases de notre croissance future. Les huit acquisitions qui ont été conclues ont augmenté le nombre total de nos clients d'environ 2,3 millions, ou 23 %, en 30 mois seulement, et nous prévoyons l'ajout d'environ 170 000 autres clients une fois la conclusion des acquisitions de Business Men's Assurance Company of America (BMA) et d'Admiralty Bancorp finalisée. Nous avons établi une plateforme diversifiée aux États-Unis en accordant une place de choix aux activités de détail, soit les services aux particuliers et aux entreprises, la gestion de patrimoine et les assurances, activités que nous connaissons bien et pour lesquelles nous remportons beaucoup de succès au Canada. Notre approche diversifiée réduit les risques par secteur et nous procure la souplesse nécessaire pour nous adapter aux changements survenant dans le monde des affaires. Cette approche nous a permis d'éviter une volatilité marquée du bénéfice au Canada et aux États-Unis et représente l'une de nos forces.

Nous avons procédé à chacune de ces acquisitions puisque, entre autres critères, nos modèles indiquaient qu'elles contribueraient au bénéfice, selon la comptabilité de caisse, d'ici trois ans. Nous avons réussi à faire l'acquisition d'entreprises qui répondent à notre stratégie, qui sont faciles à gérer en fonction de leur taille, qui génèrent de bons rendements et qui disposent d'équipes de gestion expérimentées partageant notre culture, notre philosophie d'exploitation et notre aspiration à une croissance rentable.

Les acquisitions de Centura Banks, Inc., de Liberty Life Insurance Company, de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) et de Dain Rauscher Corporation (Dain Rauscher), au cours de l'exercice 2001, représentent la première phase ou l'aspect « déploiement de notre plateforme » de notre stratégie d'expansion aux États-Unis. Cette phase a nécessité la création d'une base pour chacun des secteurs d'exploitation que nous voulions développer aux États-Unis. Manifestement, notre stratégie d'expansion s'est avérée une stratégie de mise en place, de déploiement des secteurs d'activité et non une stratégie improvisée.

En 2001, pour aider les clients à reconnaître nos entreprises américaines comme des membres du groupe RBC, nous avons adopté une marque commune qui utilise le préfixe « RBC ». En revanche, en conservant le nom de Centura Banks et de Dain Rauscher, nous tirons profit de la notoriété de la marque et de la valeur acquise au fil du temps par chaque entreprise dans ses marchés respectifs. Pour mettre davantage notre marque en évidence, nous avons fait l'acquisition, en septembre, des droits de dénomination de l'Entertainment and Sports Arena à Raleigh, en Caroline du Nord, maison mère des Hurricanes de la Caroline de la Ligue nationale de hockey et de l'équipe masculine de basket-ball de la North Carolina State University's National Collegiate Athletic Association (NCAA). En vertu des modalités de cette entente d'une durée de 20 ans, le complexe est maintenant nommé RBC Center.

Création d'une plateforme américaine

Acquisitions aux États-Unis depuis avril 2000



Mise en œuvre de la deuxième phase de notre stratégie d'expansion aux États-Unis

La deuxième phase de notre expansion aux États-Unis consiste à effectuer d'autres acquisitions relatives à des activités de services aux particuliers et aux entreprises ainsi que de gestion de patrimoine en vue de réaliser une synergie des coûts, d'acquérir d'autres secteurs géographiques et une nouvelle clientèle dans les secteurs ciblés, et à augmenter les revenus. La toute première acquisition à cet égard a été celle de Tucker Anthony Sutro, qui a été conclue le 31 octobre 2001. L'établissement de cette société en Californie et dans les États du nord-est des États-Unis vient solidifier la présence de RBC Dain Rauscher dans la plupart des autres États américains, à l'exception de la région du sud-est des États-Unis. Le regroupement de Tucker Anthony Sutro et de RBC Dain Rauscher a presque doublé la taille de notre plateforme de gestion du patrimoine aux États-Unis, devenant ainsi la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, dotée d'un réseau national de 142 bureaux de courtiers dans 39 États. Partout en Amérique du Nord, nous avons maintenant approximativement 3 400 conseillers en placement, 316 bureaux de courtiers, un montant de 270 milliards de dollars en biens administrés et un montant de 77 milliards en biens sous gestion. En 2002, d'autres acquisitions ont été menées au cours de la deuxième phase d'expansion, comme il est décrit ci-après.

Acquisitions stratégiques mineures conclues en 2002

Nous avons mentionné au début de l'exercice que nous avons l'intention de limiter nos acquisitions aux États-Unis en 2002 à un montant total de 1 milliard de dollars. Et nous avons tenu notre promesse par l'annonce de quatre acquisitions mineures ciblées totalisant environ 610 millions de dollars US.

Au mois de juin, RBC Gestion Privée Globale a acquis l'actif de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques, et l'intégration des activités de cette branche a débuté immédiatement. La prime totale offerte pour l'acquisition s'est chiffrée à environ 90 millions de dollars US, dont une tranche de 45 millions a été versée au moment de la conclusion de l'opération en 2002. Le solde qui reste à verser dépendra du rendement de l'entreprise acquise au cours de l'année suivant son acquisition. Dans le cadre de cette opération, nous avons également fait l'acquisition de l'actif et du passif figurant au bilan des activités de gestion privée, dont la position nette est d'environ 66 millions de dollars US. La clientèle de RBC Gestion Privée Globale dans les Amériques a augmenté d'environ 10 %, par l'apport de 2,9 milliards de dollars US d'actifs sous forme de services discrétionnaires de gestion des placements et de conseils en placement, de services de fiducie et de services bancaires. L'ajout de cette acquisition à nos activités de gestion privée existantes correspond à notre stratégie de croissance de nos services financiers spécialisés mondiaux. Les clients sont localisés principalement aux États-Unis, en Amérique latine et dans les Antilles. Les services seront fournis à partir des bureaux de RBC Gestion Privée Globale situés à New York, à Miami et à Toronto, mais aussi à partir de notre réseau de services internationaux des îles Caïmans, de Londres, de Jersey et de Genève.

En juillet, RBC Centura a conclu l'acquisition de Eagle Bancshares de Tucker (Géorgie) et de sa filiale Tucker Federal Bank, pour un montant de 149 millions de dollars US. Avec ses 14 succursales, Eagle Bancshares nous permet d'occuper une place importante dans le marché intéressant et à croissance élevée de l'agglomération urbaine d'Atlanta, de disposer d'un réseau de distribution de détail pour le marché des particuliers jouissant d'un avoir net élevé et de diversifier davantage notre réseau de détail américain. Les anciennes succursales de Tucker Federal Bank poursuivent maintenant leurs activités à titre de succursales de RBC Centura. Nous prévoyons que cette opération entraînera une économie des coûts d'intégration de 7 millions de dollars US, ou 25 % du prix de base de Eagle Bancshares et contribuera au bénéfice d'ici au troisième trimestre de 2003.

Le mois suivant, RBC Centura a annoncé qu'elle envisageait de faire l'acquisition de Admiralty Bancorp, une société financière de portefeuille de la Floride disposant d'une filiale de services bancaires aux entreprises, pour un montant d'environ 150 millions de dollars US. Cette acquisition concrétise davantage notre expansion dans les États du sud-est des États-Unis en nous permettant de pénétrer les marchés lucratifs et à croissance rapide des régions du centre et du sud de la Floride. Lorsque cette opération sera conclue, en janvier 2003 selon nos prévisions, le réseau des dix succursales de Admiralty Bancorp situé au centre et dans le sud de la Floride sera composé d'un total de 249 succursales offrant des services bancaires aux particuliers et aux entreprises dans cinq États du sud-est des États-Unis. Cette acquisition devrait contribuer au bénéfice au cours de l'exercice 2005, conformément à notre objectif voulant que les acquisitions génèrent des profits d'ici deux à trois ans.

En ce qui a trait au secteur des assurances, RBC Assurances a annoncé en avril qu'elle avait conclu un accord en vue d'acquérir certains actifs du groupe Generali, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie, portant sur les activités de BMA et comprenant un bloc d'affaires en cours d'environ 150 000 contrats d'assurance vie traditionnelle et de rentes, ainsi que l'infrastructure pour la création de produits d'assurance à capital variable. Dans le cadre d'une opération connexe, RBC Dain Rauscher prévoit faire l'acquisition de Jones & Babson Inc., la société de fonds communs de placement de BMA dotée de biens administrés d'une valeur de 1,5 milliard de dollars US. Ces acquisitions sont assujetties aux approbations réglementaires ainsi qu'à l'approbation des conseils d'administration et des actionnaires de la société de fonds communs de placement et aux autres modalités de clôture habituelles.

Réalisations en 2002

En plus des acquisitions stratégiques mineures qui ont totalisé moins de 1 milliard de dollars, nos objectifs pour 2002 ont consisté à consolider et à améliorer le rendement d'acquisitions faites précédemment grâce à des synergies de coûts et à des initiatives de croissance des revenus. Nous avons atteint ces objectifs. Le bénéfice net découlant des acquisitions effectuées aux États-Unis s'est établi à 232 millions de dollars en 2002, soit une hausse par rapport à une perte de 80 millions (une perte de 23 millions en excluant les éléments exceptionnels) l'exercice précédent. Ce progrès est dû aux résultats de RBC Centura pour un exercice complet, à un meilleur rendement de RBC Dain Rauscher à la suite de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, à la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition, aux avantages attribuables à l'intégration continue de nos acquisitions, à l'accroissement de nos revenus et à nos mesures de réduction des coûts. Nos revenus aux États-Unis ont augmenté à 28 % du total des revenus par rapport à seulement 7 % en 2000.

Solide rendement de RBC Centura

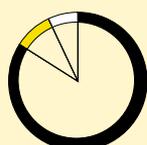
En 2002, RBC Centura a réalisé un bénéfice net de 206 millions de dollars, soit une hausse par rapport à 21 millions en 2001, puisque les résultats de RBC Centura sur cinq mois ont été inclus. À la fin de l'exercice 2002, RBC Centura avait réalisé environ 97 % de l'objectif de réduction des coûts de 70 millions de dollars US visé pour le milieu de l'exercice 2004. L'intégration de Security First Network Bank (SFNB) à RBC Centura s'est terminée plus rapidement et de façon plus efficiente que prévu à l'origine et les deux anciennes succursales de SFNB à Atlanta (Géorgie) et à Largo (Floride) poursuivent maintenant leurs activités à titre de succursales de RBC Centura. Nous avons établi des objectifs de croissance ambitieux sur trois exercices pour RBC Centura, soit une croissance des revenus de 7 % à 10 % et une augmentation de 2 % à 5 % au titre des frais autres que d'intérêt, ce qui se traduit par une très forte croissance du bénéfice net supérieure à 10 %.

Résultats encourageants de RBC Dain Rauscher

Le troisième trimestre de 2002 a constitué un point tournant pour RBC Dain Rauscher qui a affiché un profit de 10 millions de dollars au cours de ce trimestre, reflétant des réductions de coûts découlant de l'intégration de Tucker Anthony Sutro et de l'excellent rendement des services à revenu fixe. Nous avons réussi jusqu'ici à atteindre 50 % de l'objectif de réduction des coûts de 60 millions de dollars US lié à cette intégration, la tranche restante étant prévue d'ici la fin de l'exercice 2003. Pour l'exercice, RBC Dain Rauscher a affiché un bénéfice net de 3 millions de dollars, reflétant les pertes subies au cours du premier semestre de 2002, en hausse par rapport à une perte de 73 millions en 2001. Les frais de rémunération au titre de la rétention devraient connaître une baisse considérable en 2003, et enregistrer d'autres réductions au cours des prochains exercices. Grâce à ses 2 000 conseillers financiers, à la suite de l'intégration réussie de Tucker Anthony Sutro, nous croyons que RBC Dain Rauscher a la taille requise et qu'elle est en bonne position pour tirer parti du redressement du marché.

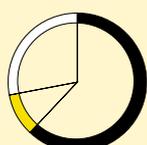
Pourcentage de la croissance des revenus aux États-Unis

REVENUS EN 2000



□ 7 % États-Unis
■ 83 % Canada
■ 10 % Autres pays

REVENUS EN 2002



□ 28 % États-Unis
■ 62 % Canada
■ 10 % Autres pays

RBC Liberty Insurance poursuit sa progression

Nous avons déployé notre plateforme d'assurances aux États-Unis grâce à l'acquisition de Liberty Life Insurance, de LIS et de certains actifs de Genelco Incorporated au cours de l'exercice 2001. Ces acquisitions nous ont permis de fournir des services d'assurances et d'administration des assurances sur le marché américain. L'acquisition en cours de BMA nous donnera les moyens d'offrir des activités d'assurances et de rentes variables. Liberty Life Insurance et LIS, dont l'écart d'acquisition était peu élevé au moment de l'achat, ont rapporté 23 millions de dollars US en 2002 comparativement à 29 millions de dollars US en 2001. Au mois de mai, RBC Liberty Insurance a terminé le déménagement de sa division des services d'administration et d'impartition des processus opérationnels, division acquise de Genelco, de St. Louis (Missouri) à Greenville (Caroline du Sud) un mois plus tôt que prévu.

Mise en œuvre de l'optimisation de nos plateformes

Au chapitre de notre priorité stratégique relative à la synergie de nos plateformes, nous évaluons les occasions d'accroître les revenus et de réduire les coûts par l'élimination du chevauchement et par des améliorations en ce qui a trait à l'efficacité opérationnelle à la fois en fonction d'un axe nord-sud au sein des plateformes individuelles et d'un axe est-ouest pour l'ensemble des plateformes aux États-Unis.

Il existe de nombreux exemples d'initiatives d'optimisation de nos plateformes qui ont donné des résultats favorables. RBC Banque poursuit l'exportation vers les États-Unis de son expertise canadienne en pratiques de ventes et en gestion du rendement ainsi qu'en gestion de secteurs et de produits. Cette mesure a eu une incidence favorable sur RBC Centura. L'utilisation des centres d'appel canadiens par RBC Centura s'est traduite par un accroissement de la capacité et du rendement et nous avons relocalisé le traitement des données au Canada. Le président de RBC Dain Rauscher, Peter Armenio, qui était auparavant à la tête de notre plateforme de courtage canadienne, travaille étroitement avec Irv Weiser et notre personnel au Canada en vue de partager les meilleures pratiques employées au sein de RBC Investissements à l'échelle de nos activités américaines. RBC Assurances partage son expertise de chef de file du marché de l'assurance des créanciers avec les entreprises RBC aux États-Unis. Une analyse supplémentaire de la synergie de nos plateformes est présentée aux pages 16 et 17.

Expansion future aux États-Unis

Quels sont les plans envisagés pour les États-Unis ? Avec près de 3 400 conseillers financiers en Amérique du Nord, nous approchons de notre objectif à moyen terme qui est de 4 000 conseillers. À court terme, les acquisitions futures de gestion de patrimoine seront, selon toute vraisemblance, des ajouts de moindre envergure à notre base existante. Notre priorité sera de

poursuivre la croissance de RBC Centura, en mettant l'accent sur des acquisitions ciblées et l'ouverture de nouvelles succursales dans le sud-est des États-Unis. Cependant, plusieurs facteurs auront une incidence sur nos perspectives de croissance aux États-Unis. Le premier facteur à considérer est le compromis entre nos priorités visant le maintien de bases solides et l'expansion nord-américaine. À court terme, une de ces priorités risque inévitablement de compromettre l'autre dans l'atteinte de ses objectifs. Néanmoins, malgré les investissements de taille effectués aux États-Unis et la faiblesse actuelle du marché du courtage, nous avons maintenu d'excellents résultats au chapitre de la rentabilité en 2002 et nous entendons continuer dans ce sens. Le deuxième facteur est le ciblage d'acquisitions judicieuses sur les plans stratégique et culturel et en ce qui a trait à la création de valeur pour les actionnaires. Bien que nous soyons toujours à l'affût d'acquisitions potentielles, nous n'avons pas l'intention d'effectuer d'investissement à moins que l'ajout ne réponde à nos exigences financières et autres. La troisième considération concerne les fusions entre les banques au Canada qui auront des répercussions non seulement sur les activités canadiennes mais aussi sur celles des États-Unis étant donné que chacune des banques canadiennes est présente aux États-Unis. Nous croyons que le regroupement de banques au Canada est inévitable et nous voulons y prendre part.

Expansion à l'extérieur de l'Amérique du Nord

Dans les Antilles, RBC Gestion Privée Globale a conclu une acquisition mineure de clients et de personnel auprès de UBS AG dans le secteur des services aux entreprises doté d'un actif de plus de 800 millions de dollars US. En outre, dans le but d'élargir les services que nous offrons à nos clients internationaux, nous avons procédé à l'expansion de nos services de courtage et comptons maintenant sur plus de 60 conseillers en placement pour servir notre clientèle extérieure disposant d'un avoir net élevé totalisant un actif de plus de 6 milliards de dollars.

RBC Marchés des Capitaux a poursuivi l'accroissement de notre secteur international principalement par l'acquisition d'équipes spécialisées. En 2002, l'équipe de financement structuré située à Londres a connu une réorganisation et une expansion, tout comme le secteur fort populaire des obligations internationales. Nous avons également modifié notre structure pour tenir compte d'une croissance mondiale future, deux de nos cinq divisions étant maintenant gérées à l'extérieur du Canada. Ainsi, nos activités mondiales de titrisation des actifs, situées à New York, qui mettaient essentiellement l'accent sur un créneau nord-américain, se sont tournées vers une structure davantage mondiale qui comprend les produits à terme.

Au cours de l'exercice 2002, nous avons complété avec succès l'intégration de Perpetual Fund Services, société ayant son siège en Australie dont nous avons fait l'acquisition en 2001. De plus, RBC Services Internationaux a accru ses activités de garde au Royaume-Uni, grâce à la signature de plusieurs mandats de garde avec des clients de ce pays, y compris J.O. Hambro et Edinburgh Fund Managers.

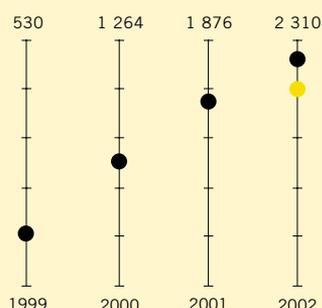


L'une de nos priorités stratégiques clés consiste à faire croître les secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés. Bien que l'accent soit mis principalement sur l'expansion de RBC Banque et de RBC Investissements, chacune des autres plateformes opérationnelles possède également des secteurs prioritaires ciblés aux fins d'expansion. Les pages suivantes présentent les initiatives prises par chacune de nos cinq divisions d'exploitation afin d'améliorer les produits et les services offerts aux clients ainsi que les réseaux permettant d'offrir ces produits. Ces initiatives s'ajoutent à celles mentionnées dans la section « Expansion nord-américaine » aux pages 9 à 12.

Le taux de pénétration des services en ligne au Canada continue d'augmenter

- 2 310 000 clients au 31 octobre 2002 (1 915 000 pour les services bancaires et 395 000 pour les services de courtage)
- Taux de pénétration de la clientèle canadienne de 23 %

CLIENTS DES SERVICES EN LIGNE AU CANADA (en milliers)



● Objectif : plus de 2 millions de clients à la fin de 2002

RBC Banque

Nous avons continué d'améliorer nos excellentes capacités en matière de gestion des relations avec la clientèle et de segmentation de la clientèle au cours de l'exercice. Le Financial Services Council de la Direct Marketing Association a reconnu nos compétences de gestion des relations avec la clientèle en nous nommant « société de l'année » en avril. Nous avons également continué à mettre sur pied des programmes visant à répondre aux besoins de secteurs spécialisés de la clientèle. À titre d'exemple, nous sommes devenus la première institution financière à fournir aux concessionnaires d'automobiles ainsi qu'aux sociétés indépendantes de prêt ou de location à la journée la capacité de traiter leurs opérations en ligne, dans leur établissement même et dans un environnement en temps réel. En outre, le système RBC-Overdrive, dont le déploiement a été effectué en janvier, fournit de l'information relative aux taux d'emprunt actuels, aux véhicules, aux états intermédiaires et aux rapports de fin de mois.

Nous avons également lancé un projet-pilote de nouveau réseau et de nouvelle marque afin d'améliorer le service offert aux quartiers urbains à faible revenu en ouvrant un établissement Cash & Save au mois d'octobre. L'emplacement de cet essai, situé dans le secteur Parkdale de Toronto, offre un horaire d'ouverture prolongé et l'accès rapide à un ensemble de services transactionnels de base, tels que l'encaissement de chèques, le paiement de comptes, les virements télégraphiques et les mandats. Ce concept a été mis au point en collaboration avec St. Christopher House, un organisme de services sociaux local, et Bain & Company, une société de conseil en stratégie commerciale internationale. L'ouverture d'établissements additionnels au Canada sera considérée si le modèle s'avère viable.

Nous avons lancé les services bancaires en ligne en 1996 et avons été reconnus à maintes reprises comme les meilleurs dans ce domaine par des observateurs externes. En septembre, nous avons lancé un service Banque en direct remanié qui offre de nouvelles fonctions ainsi que des améliorations aux clients de nos services bancaires et de courtage. Nous avons dépassé, au deuxième trimestre de l'exercice, l'objectif d'abonnement de plus de 2 millions de clients qui avait été fixé pour 2002 et, à la fin de 2002, 2,3 millions de clients disposaient d'un accès en ligne à nos services.

Nous nous sommes classés au premier rang de la fiche de rendement 2002 des gestionnaires de comptes, publiée en juillet par *Investment Executive*. Cette publication du secteur canadien a classé les principales banques et coopératives d'épargne et de crédit du Canada en fonction du niveau de satisfaction des directeurs de comptes bancaires de particuliers.

RBC Assurances

Nos nouveaux produits ont été axés sur les marchés spécialisés, et nos initiatives clés visant à accroître notre présence dans le secteur des assurances ont reposé sur des capacités de distribution accrues. Nos activités canadiennes ont pris de l'expansion en 2002, grâce à l'ouverture de cinq nouveaux bureaux de prospection de la clientèle en assurance vie – à Vancouver, à Regina, à Mississauga, à Ottawa et à Halifax – ainsi que de quatre nouveaux bureaux de réseaux d'agences situés en Colombie-Britannique et en Ontario.

Afin de mieux appuyer les professionnels canadiens de l'assurance vie qui vendent nos produits et de mieux répondre à leurs besoins, nous avons mis sur pied un nouveau centre de ressources en ligne au mois de mai. La page Web rbcsurance.com/businesspartners/life offre de précieux outils de vente ainsi que des renseignements qui devraient permettre à ces professionnels d'accroître leurs activités. Ces derniers peuvent accéder à des communiqués de presse, à des bulletins et à des articles de fond récents; à un centre d'information contenant des articles spécialisés de même que des présentations, des renseignements sur les produits et des formulaires; et à un centre de soutien aux ventes offrant des outils de vente efficaces qui peuvent être envoyés aux clients et fournissent un soutien à valeur ajoutée.

Afin de répondre au besoin croissant en matière d'assurances des Canadiens qui se déplacent au pays, nous avons lancé le Programme d'assurance voyage au Canada. Offert en février, ce programme propose, à des prix concurrentiels, des assurances médicales, des assurances bagages et des assurances annulation d'urgence complètes aux Canadiens qui se déplacent au pays.

Les nouveaux produits offerts comprennent également une assurance qui couvre un grand nombre de maladies graves et qui prévoit le versement d'une somme forfaitaire aux clients qui survivent à une maladie grave, notamment une crise cardiaque, un accident cérébrovasculaire, le cancer et l'insuffisance rénale. Ce nouveau produit, lancé en novembre 2001, constitue un ajout important à notre gamme complète de prestations-décès versées du vivant de l'assuré, ce qui complète notre éventail de produits de soins de longue durée, sans égal dans le secteur.

Profitant de nouvelles occasions de distribution, RBC Liberty Insurance a lancé une nouvelle assurance temporaire aux fins de vente directe aux consommateurs, notamment par l'entremise du Web au rbcterminsurance.com.

RBC Investissements

Nous avons accru l'offre de produits et de services aux clients canadiens et avons pris des mesures visant à améliorer et à maintenir nos capacités d'exploitation aux États-Unis et en Amérique latine.

Depuis le lancement, en décembre 2001, du site des revenus fixes en ligne, les clients de RBC Actions en Direct, notre service canadien d'investissement direct, sont en mesure d'acheter des bons du Trésor, des certificats de placement garanti (CPG) et des obligations à partir du plus grand inventaire au Canada. En juin, nous avons lancé le Calculateur de répartition de l'actif, un outil en ligne visant à aider les clients de RBC Actions en Direct à calculer la répartition d'actifs appropriée qui leur permettra d'atteindre leurs objectifs financiers.

Aux États-Unis, les activités liées aux titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher ont affiché un succès sans équivoque dans l'ensemble des secteurs municipaux et imposables en 2002, particulièrement auprès des investisseurs institutionnels des classes 2 et 3, y compris les sociétés de dépôt, les gestionnaires financiers, les compagnies d'assurance et les fonds publics. RBC Dain Rauscher a continué de se classer parmi les dix meilleurs pour ses activités liées aux titres à revenu fixe dans les palmarès nationaux aux États-Unis, et les palmarès municipaux nous ont reconnus comme l'un des dix meilleurs à l'échelle nationale dans les trois principales catégories du secteur (chef de file, co-chef de file et conseiller financier). De plus, Fixed Income Capital Markets a ouvert un comptoir de produits RBC à Chicago au mois de juillet, ce qui nous permet d'accroître l'éventail de produits de RBC Investissements offerts aux clients de RBC Dain Rauscher.

RBC Gestion Privée Globale a terminé l'intégration des activités liées aux fiducies des îles Anglo-Normandes, acquises de Ernst & Young, à Guernesey en 1999 et à Jersey en 2000, par la mise en œuvre d'une technologie commune et d'une plateforme d'exploitation unique. RBC Gestion Privée Globale a également élargi ses activités en obtenant plus de 1,5 milliard de dollars de dépôts et 2 milliards de dollars d'actifs privés de clients qui étaient auparavant gérés par d'autres banques.

RBC Marchés des Capitaux

Une recherche plus ciblée, qui s'étend maintenant à quelque 500 sociétés cotées en bourse, ainsi que la décision de centraliser nos ventes d'actions américaines et notre expertise en matière d'opérations à New York ont constitué des pas importants vers l'atteinte de notre objectif principal, qui consiste à bâtir des relations solides avec les entreprises de taille moyenne aux États-Unis. En outre, les activités de banque d'investissement ont été renforcées par l'ajout de capacités dans le domaine des souscriptions privées ainsi que par la consolidation de nos principales activités de prêt mezzanine, de prêt consortial et de prêt à rendement élevé dans un seul groupe de montage.

Au Canada, nous avons maintenu notre position de leader en 2002, et ce malgré une concurrence accrue des courtiers étrangers, la consolidation mondiale, la consolidation des monnaies et la baisse constante du nombre de sociétés canadiennes dans le peloton de tête. Notre réussite repose sur l'importance que nous accordons au maintien de relations solides ainsi que sur notre capacité à offrir aux clients une gamme complète de services de banque d'investissement. Tout au long de l'exercice, nous nous sommes classés premiers ou deuxièmes dans la quasi-totalité des secteurs selon les classements publiés pour les différents secteurs.

Nous avons continué à étendre nos activités à l'échelle internationale. Notre groupe des titres à revenu fixe de Londres a élargi ses activités en mettant au point un système de courtage électronique direct à l'intention des clients. Les volumes d'opérations ont augmenté de façon marquée à la suite de l'ajout des obligations libellées en euros à la liste des titres admis au mois de mars, ce qui a permis aux clients d'effectuer des opérations électroniques sur plus de 2 000 titres dans 9 monnaies différentes. Nos activités de change génèrent des produits importants et jouissent d'une réputation de calibre international.

Depuis le mois de juin, notre nouvelle division des Placements alternatifs a répondu aux besoins de la clientèle en ce qui a trait à des occasions non traditionnelles permettant de diversifier les portefeuilles de placements à long terme. Cette unité propose aux clients des souscriptions privées et des fonds spéculatifs, de même que des titres adossés à des créances avec flux groupés et des contrats à terme gérés.

RBC Services Internationaux

Les innovations apportées à nos produits et à nos services nous ont permis de prendre appui sur nos réalisations passées et de devenir un leader au Canada ainsi que dans le monde entier.

Nous avons fait preuve d'un leadership continu dans la prestation de services financiers au secteur public canadien par le lancement, au mois de janvier, du site *pailetickets.ca* en collaboration avec Teranet Entreprises Inc., une entreprise novatrice et un leader en matière de solutions de cybergouvernement. Ce portail Web permet aux gens de payer leurs contraventions de stationnement et leurs infractions aux règlements de la circulation en ligne en utilisant leur carte de crédit.

Nous avons établi l'infrastructure, le protocole de sécurité et les services initiaux de la nouvelle plateforme Web de Gestion de trésorerie et commerce international en 2002. Nos clients ont commencé à accéder à leurs rapports de soldes et à leurs virements intercomptes au mois d'août et, tout au long de 2003, ils recevront l'accès à d'autres services en matière de gestion de trésorerie et de commerce international.

Nous avons mis au point et commercialisé avec succès un service lié aux comptes nostro permettant de régler des opérations en dollars canadiens aux fins du système Continuous Linked Settlement (CLS), notre système international de règlement en devises. En septembre, mois de l'entrée en service de CLS, nous avons remporté 50 pour cent des mandats en dollars canadiens provenant d'institutions financières des quatre coins du globe, un pourcentage supérieur à celui de n'importe quel autre fournisseur de services liés à CLS offrant des comptes nostro.

Notre réputation d'excellence en matière de service à la clientèle et de produits novateurs nous a permis d'obtenir un nombre important de mandats de garde, y compris ceux de Corporation Financière Mackenzie et de Gestion de fonds AIM Inc., qui représentent environ 70 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Nous avons également élargi l'entente d'impartition conclue avec CI Mutual Funds Inc., de Toronto, en prenant en charge un portefeuille de fonds récemment acquis de 11 milliards de dollars. Nous fournissons maintenant des services à CI pour la totalité du portefeuille de 29 milliards de dollars de cette société.

Notre rendement a de nouveau été reconnu dans le cadre d'importants sondages de satisfaction de la clientèle à l'échelle internationale. GSCS *Benchmarks* nous a décerné le prix du meilleur programme de prêt de titres. Dans le cadre du sondage sur les services de garde internationaux du *Global Investor*, nous nous sommes classés premiers au monde pour le service aux clients européens, premiers au monde pour le service aux gestionnaires de patrimoine institutionnels européens et troisièmes au monde pour la qualité du service à la clientèle. Le sondage sur les services de garde internationaux de R&M Consultants nous a classés quatrièmes au monde pour le service à la clientèle. Pour la quatorzième année d'affilée, nous avons remporté la palme pour les services de garde canadiens dans le cadre du sondage sur les mandataires de *Global Custodian*.

RBC Groupe Financier

Dans chacun de ces cas, nos succès découlent de nos forces, notamment nos valeurs et nos employés, de l'accent mis sur la clientèle et de nos activités diversifiées. Les stratégies et les activités de nos plateformes sont guidées non seulement par leurs objectifs propres, mais également par les objectifs globaux de RBC : être le leader incontesté des services financiers intégrés au Canada, un fournisseur de premier calibre de services financiers sélectionnés aux États-Unis et un fournisseur de choix de services financiers internationaux spécialisés.

À titre de société, nous sommes fiers d'être reconnus par nos pairs dans ce secteur ainsi que par les observateurs pour nos innovations et nos forces. Faisant état de notre expansion réussie aux États-Unis et du fait que nous avons été l'une des premières banques nord-américaines à mettre l'accent sur la gestion des relations avec la clientèle, la revue *American Banker* a décerné le prix de l'innovateur de l'année 2001 au chef de la direction de RBC, Gord Nixon.

Nous avons été l'une des dix sociétés choisies au mois d'août pour figurer dans le classement annuel des leaders dans les affaires Internet, établi par la revue *iQ Magazine*. Cette publication de Cisco met en vedette les sociétés et les personnes qui, à son avis, utilisent les stratégies Internet afin d'accroître leur productivité, de fidéliser leur clientèle et d'augmenter leur efficacité. RBC a été reconnue pour son utilisation du Web qui a permis d'améliorer les échanges avec ses clients, d'offrir de nouvelles gammes de services ainsi que de réduire les coûts liés à son exploitation et à ses processus internes.

Nous nous sommes classés dans l'indice mondial de durabilité Dow Jones Sustainability World Index pour la troisième année d'affilée. Les sociétés de cet indice sont choisies parmi 2 500 des sociétés à plus forte capitalisation de l'indice mondial Dow Jones et sont reconnues pour leur position de chef de file dans leur secteur en ce qui a trait aux meilleures pratiques ainsi qu'à leur rendement sur les plans environnemental, social et économique.

Nous nous sommes vu accorder, pour la troisième année de suite et la cinquième fois de notre histoire, le titre de société CIO-100 par la revue *CIO Magazine* dans son numéro du mois d'août. RBC a été reconnue pour son approche novatrice en ce qui a trait à l'atteinte de ses objectifs commerciaux, laquelle s'appuie sur une utilisation efficiente et efficace de la technologie.

Les autres mentions importantes que nous avons reçues en matière de stratégie et de rendement comprennent :

- Le prix de la meilleure présentation de l'information financière pour une société ouverte canadienne, décerné par la revue *Investor Relations Magazine* pour la troisième année d'affilée. Les lauréats sont choisis en fonction des commentaires reçus des gestionnaires de portefeuille, des analystes et des courtiers canadiens, de même que des gestionnaires de portefeuille américains et de plus de 500 épargnants partout au Canada.
- Le meilleur conseil d'administration au Canada, selon la revue *Canadian Business*, pour la deuxième année d'affilée. La revue a fait l'éloge de RBC pour sa séparation des postes de président et de chef de la direction, l'indépendance de ses administrateurs et l'évaluation de son rendement, ainsi que pour le sens des affaires démontré par son conseil.
- Le prix d'excellence 2002 de la meilleure banque au Canada, selon *Euromoney*, grâce à une gestion saine et à une plateforme diversifiée.
- La meilleure banque au Canada, selon *Global Finance*, dans le palmarès établi par cette revue des meilleures banques au monde en 2002.



Nous avons connu une croissance et des changements exceptionnels depuis nos débuts, il y a 133 ans, mais il ne fait probablement aucun doute que les 15 dernières années ont été tout particulièrement phénoménales. Au cours de cette période, nous avons élargi nos secteurs d'exploitation, adopté de nouvelles technologies et de nouveaux canaux de distribution, procédé à un réalignement important de nos activités à l'étranger et trouvé de nouvelles façons de faire des affaires pour répondre aux besoins de nos clients. Dans le cadre de notre stratégie, nous avons notamment divisé nos activités en cinq plateformes distinctes – RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Nous exerçons des activités aux États-Unis par l'entremise des trois premières plateformes, et nous avons considérablement restructuré toutes les plateformes au cours des cinq dernières années.

Une nouvelle priorité stratégique

Cette année, nous avons ajouté une quatrième priorité clé à nos objectifs, à savoir la synergie de nos plateformes, pour reconnaître le fait que dans une société de services financiers intégrés telle que la nôtre, le tout pourrait être considérablement plus grand que la somme de ses parties. En termes clairs, la synergie de nos plateformes permet de tirer parti de tous nos secteurs d'exploitation et de toutes nos unités fonctionnelles pour accroître nos revenus, en partageant nos meilleures pratiques et en offrant à nos clients une vaste gamme de produits et de solutions intégrés. Elle permet également de réduire les coûts en éliminant les chevauchements qui se produisent lorsque les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles sont gérés de façon autonome, et non de façon intégrée. L'intégration des produits nous aidera à mieux servir nos clients tout en améliorant le maintien de notre clientèle, la croissance de nos revenus, notre efficacité et notre rentabilité.

Tirer parti de nos réussites antérieures

Nos activités d'interdistribution au Canada se sont avérées fructueuses : des recommandations au sein de RBC représentant un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de dollars ont généré plus de 16,8 milliards de dollars en nouvelles affaires entre 1997 et 2002. Cela signifie que chaque dollar de ce chiffre d'affaires s'est traduit par 1,82 \$ en nouvelles affaires. La plupart des recommandations effectuées jusqu'à présent ont été faites par RBC Banque

et visaient les services de RBC Investissements. En recommandant les clients au secteur le plus approprié, nous avons amélioré le degré de satisfaction des clients, et ces derniers font davantage affaire avec nous en retour.

Nous sommes positionnés de façon idéale pour effectuer des activités d'interdistribution, grâce à notre vaste gamme de produits et services, à notre importante clientèle, à notre gestion adéquate des relations avec la clientèle, à notre engagement à servir les intérêts des clients, à notre solide position sur les marchés canadiens et au potentiel de croissance aux États-Unis. Nous prévoyons intensifier nos activités d'interdistribution au Canada et mettre davantage l'accent sur ces activités aux États-Unis au fil du temps. C'est pourquoi nous avons lancé, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2002, Recommandations RBC, un programme de recommandation amélioré qui nous a permis d'augmenter le nombre de secteurs d'exploitation et d'employés en mesure d'effectuer des recommandations. De plus, le programme permet maintenant les recommandations entre les secteurs offrant des services aux particuliers et des services aux entreprises. D'ici la fin du premier trimestre de 2003, tous les secteurs d'exploitation de l'organisation devraient participer à ce programme. Les recommandations sont essentielles à la conduite de nos affaires et nous les intégrerons aux stratégies de toutes nos unités opérationnelles, y compris celles liées à la gestion des ventes, à la mesure du rendement, à la formation et au perfectionnement, à la reconnaissance des employés, et aux mesures prises pour assurer la satisfaction des clients et employés.

Afin de déterminer dans quels secteurs nous pourrions améliorer l'efficacité opérationnelle et accroître les revenus, nous avons adopté récemment un certain nombre d'initiatives, notamment l'initiative E², qui porte sur l'efficacité et l'efficacité. Les cadres dirigeants de nos plateformes d'exploitation et unités fonctionnelles sont à la tête de ce projet et ils se réunissent régulièrement afin d'éliminer les barrières entre les plateformes et leurs secteurs d'exploitation respectifs, de supprimer les chevauchements et de cibler des centres d'expertise pouvant être optimisés pour accroître l'efficacité et les revenus. Jusqu'à présent, l'initiative E² a permis de cerner plus de 55 projets qui donneront lieu à une réduction des coûts et à un accroissement des revenus. Nous sommes par ailleurs en train de procéder, à l'échelle de l'organisation, à un examen de nos unités fonctionnelles, de manière à déterminer les secteurs où nous pouvons améliorer notre souplesse et notre productivité.

RBC Banque

L'exemple de collaboration le plus notable qui permet à deux plateformes d'optimiser leurs compétences respectives est probablement la collaboration entre RBC Banque et RBC Investissements, qui vise à fournir des services de planification financière par le truchement de Planification financière RBC Investissements. Nous sommes bien positionnés pour conseiller les clients qui se trouvent au début de leur cycle d'investissement. Toutefois, au fur et à mesure que leurs actifs pouvant être investis augmentent et que leurs investissements revêtent un caractère plus complexe, ces clients s'adressent souvent à des planificateurs financiers indépendants pour obtenir des conseils d'ordre financier. Notre pénétration du marché relativement faible dans les segments bâtisseurs/emprunteurs et accumulateurs de patrimoine – deux segments que nous connaissons bien en raison de nos activités de gestion des relations avec la clientèle et de nos études de marché – témoigne bien de la situation. Le segment bâtisseurs/emprunteurs regroupe les particuliers qui en sont à l'étape de l'emprunt dans leur cycle d'investissement, tandis que le segment accumulateurs de patrimoine regroupe les clients qui visent à faire croître leurs placements avant la retraite ainsi qu'à préserver leur capital. Étant donné qu'un patrimoine estimatif de 80 milliards de dollars à 140 milliards passera d'une génération à l'autre chaque année au cours des 50 prochaines années au Canada, nous agissons de façon plus proactive afin d'établir des relations avec les clients dans ces deux segments clés, de répondre à leurs besoins plus complexes en matière de conseils et de les conserver à titre de clients tout au long de leur cycle d'investissement.

Dans le cadre du projet Planification financière RBC Investissements, RBC Investissements fournit son expertise en matière de conformité et d'investissements, tandis que RBC Banque fournit la clientèle, les représentants, les locaux commerciaux et une expertise sur le plan de l'efficacité des ventes. Grâce à ses quelque 1 600 planificateurs financiers accrédités, Planification financière RBC Investissements est dans une situation enviable pour offrir des solutions de planification financière personnalisées. Nous avons amorcé la mise en œuvre de ce projet et ciblé environ 370 000 clients très prometteurs de RBC Banque, et nous axons nos efforts sur le maintien des investissements et sur les occasions de transfert du patrimoine. Nous avons communiqué avec environ la moitié de ces clients pour nous assurer que nos services répondaient à leurs besoins financiers, et nous devrions communiquer avec l'autre moitié d'ici la fin du premier trimestre de 2003. Nous offrons actuellement des produits exclusifs et prévoyons lancer des produits par l'entremise de tiers d'ici la fin de 2003.

RBC Assurances

RBC Assurances a annoncé qu'elle comptait ajouter les Fonds d'investissement Royal, RBC Fonds Conseillers et les certificats de placement garanti (CPG) de RBC Banque Royale à son portefeuille de produits à compter de 2003, une fois qu'elle aura obtenu les approbations réglementaires. L'ajout de ces produits élargit la gamme de produits que nos agents d'assurance peuvent utiliser pour répondre aux besoins d'investissement des clients, et il procure un nouveau canal de distribution important pour RBC Fonds et pour les CPG de RBC Banque Royale.

Aux États-Unis, RBC Liberty Insurance a lancé un programme conçu pour offrir des solutions d'assurance aux clients de RBC Centura Bank. Dans le cadre de ce programme, chaque spécialiste de l'assurance vie de RBC Liberty Life Insurance exerce ses activités dans environ cinq succursales de RBC Centura pour lesquelles il devient le spécialiste attitré, et le personnel de chaque succursale lui recommande des clients éventuels qualifiés. Cette façon de procéder est très efficace, car elle permet à RBC Liberty Insurance d'optimiser les relations entre les clients et la Banque afin de mieux répondre aux besoins de ces derniers en matière d'assurance vie.

RBC Investissements

RBC Gestion mondiale d'actifs a uni ses efforts à ceux de RBC Marchés des Capitaux pour créer le Fonds des actions vedettes RBC Investissements, qui s'adresse aux clients à la recherche d'un produit d'investissement exclusif dont la composition et le rendement se rapprochent de ceux de la Liste des actions vedettes RBC Investissements. Les ventes ont totalisé 321 millions de dollars.

RBC Marchés des Capitaux

RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux ont uni leurs efforts pour créer RBC LinC. Ce produit fournit aux investisseurs institutionnels sur le marché canadien des services centralisés de négociation, de compensation et de garde. RBC LinC simplifie les activités de négociation et de règlement; en effet, les clients ont seulement besoin d'envoyer un jeu de directives à RBC Marchés des Capitaux aux fins du règlement et de la compensation de titres, et un lien automatique est créé avec RBC Services Internationaux pour ce qui est des services d'administration de placements.

RBC Services Internationaux

RBC Gestion Privée Globale, une division de RBC Investissements, a confié aux Services aux institutions et aux investisseurs, une division de RBC Services Internationaux, la plupart de ses activités de garde et d'administration de fonds à l'île de Jersey, îles Anglo-Normandes. Cela lui a permis de libérer des ressources de RBC Gestion Privée Globale aux fins de la création de nouvelles affaires, et d'optimiser l'efficacité des Services aux institutions et aux investisseurs eu égard à la prestation de services de gestion de placements. Nos clients ont également bénéficié de niveaux de service accrus.

Au cours de l'exercice 2002, nos actionnaires et les analystes nous ont posé des questions, dont certaines revenaient souvent. Voici ce que nous leur avons répondu.

Quels outils de gestion du risque de crédit utilisez-vous pour limiter le risque associé à votre portefeuille de prêts aux entreprises ?

Étant donné la taille des comptes au bilan, le risque de crédit constitue notre principale source de risque. Nous devons absolument gérer notre portefeuille de prêts aux entreprises de façon proactive, surtout en période de ralentissement économique. Notre équipe de gestion du risque de crédit évalue et gère le risque de crédit lié au portefeuille dans son ensemble, mais elle cherche également à limiter le risque lié aux défauts de paiement de chaque client. Au cours des dix dernières années, nous avons géré notre portefeuille de prêts de manière à réduire le profil de notre risque de crédit, et nous avons réduit notre exposition, exprimée en pourcentage des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, liée à toute société, industrie ou région géographique individuelle. Par ailleurs, depuis le dernier ralentissement économique survenu en 1991, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont reculé, passant de 57 % du total des prêts à 39 % à la fin de l'exercice 2002, et les prêts hypothécaires résidentiels, dont les ratios de pertes historiques sont très faibles, ont augmenté au cours de cette même période pour se chiffrer à 41 % par rapport à 27 %.

Une fois que le crédit est consenti, le risque peut être géré de maintes façons. Aux fins de la gestion de notre portefeuille, nous procédons à des examens – périodiques et liés aux événements – du risque-rendement de chaque emprunteur et de sa cote de crédit. Lorsque le risque-rendement d'un emprunteur n'est plus souhaitable, nous vendons parfois un prêt pour le supprimer de notre bilan, ou nous ne renouvelons pas ledit prêt. Nous participons souvent à des syndicats de prêts qui permettent de répartir le risque de crédit entre un plus grand nombre de prêteurs. Pour atténuer le risque, nous avons également recours à des instruments tels que des produits dérivés de crédit. Nous avons acquis une protection en matière de crédit d'environ 1 milliard de dollars en égard à un certain nombre de comptes présentant des risques plus élevés.

Vos capitaux autogénérés sont importants. Comment prévoyez-vous les affecter ?

À l'exercice 2002, nos capitaux autogénérés (c.-à-d. le bénéfice net, déduction faite des dividendes versés sur nos actions ordinaires et privilégiées) se sont chiffrés à 1,8 milliard de dollars. Nous avons annoncé des acquisitions totalisant 610 millions de dollars US et versé 764 millions de dollars dans le cadre de rachats d'actions ordinaires.

Lorsque nous déterminons la façon dont nos capitaux seront affectés, nous établissons un équilibre entre le besoin de maintenir des ratios de capital et des cotes de crédit élevés et notre désir d'accroître nos activités par le truchement d'acquisitions et d'investissements supplémentaires au sein de nos secteurs d'exploitation actuels, tout en améliorant les taux de rendement au moyen de rachats d'actions et en versant aux actionnaires des dividendes plus élevés.

En 2003, nous prévoyons poursuivre l'affectation de notre capital interne par le rachat d'actions, par le réinvestissement aux fins de croissance, par le versement de dividendes et éventuellement par la réalisation d'acquisitions ciblées aux États-Unis, pour autant qu'elles répondent à des paramètres stratégiques, culturels et financiers. Comme il est mentionné à la page 8, notre ration de distribution cible, qui était de 30 % à 40 %, a été majoré à 35 % à 45 %.

Que faites-vous pour maintenir votre solide position au sein du secteur des services bancaires de détail au Canada ?

Nos services aux particuliers et aux entreprises au Canada représentent plus de 40 % de notre bénéfice total. Au Canada, nous détenons actuellement la

première ou la deuxième part de marché dans presque tous nos secteurs de services de détail – et nous nous engageons à maintenir cette situation. Afin de conserver notre leadership, nous comptons améliorer notre service à la clientèle, et nous avons récemment annoncé notre décision d'embaucher 450 représentants pour nos succursales d'ici le début de 2003, et d'investir 35 millions de dollars sur une période de 3 ans pour perfectionner notre réseau de succursales. De plus, nos stratégies de segmentation de la clientèle sont conçues de manière à personnaliser nos services en fonction des besoins précis de chaque secteur et à fournir à nos clients une expérience distincte. Nous continuerons de gérer chaque secteur afin d'accroître la rentabilité de notre service à la clientèle et le nombre de produits que se procure cette clientèle auprès de nous.

Nous élaborons également des programmes de banque à rayonnement local, qui ciblent les collectivités mal desservies et visent à mieux répondre aux besoins de certaines collectivités. L'un de ces programmes, qui fait actuellement l'objet de tests, est un nouveau mécanisme de prestation de services appelé Cash & Save, qui nous permet de répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires de base, à peu de frais.

Finalement, nous croyons que des occasions incroyables s'offrent à nous dans le domaine de la planification financière, car RBC Banque et RBC Investissements ont uni leurs efforts afin d'établir des liens plus proactifs avec les clients à la recherche de conseils d'ordre financier. Nous nous efforçons également d'accaparer une plus grande part du marché touchant les transferts de patrimoine d'une génération à l'autre. Le projet de planification financière nous aidera à conserver et à mieux servir nos clients tout au long de leurs cycles de vie et, par le fait même, à accroître nos revenus ainsi que la fidélité des clients.

Quels incitatifs offrez-vous à vos employés pour atteindre les objectifs généraux et financiers établis ?

Nous sommes fermement convaincus que notre personnel est essentiel à notre succès et à l'atteinte de nos objectifs généraux. L'une des mesures clés de notre programme d'embauche vise à récompenser et à reconnaître le personnel lorsque nous atteignons ces objectifs.

Nous offrons divers programmes de rémunération afin de récompenser les employés et les équipes de travail pour leur contribution exceptionnelle. Les employés participent à des programmes d'encouragement basés sur le rendement à court terme ou axés sur le versement de commissions qui sont directement liés à nos objectifs. Ce lien direct entre le rendement du personnel et les objectifs généraux permet aux employés d'établir la corrélation avec notre résultat net. La prime de rendement à court terme versée annuellement est basée sur le rendement individuel, sur le rendement de l'unité d'exploitation et sur le rendement obtenu par rapport à nos objectifs globaux. Par ailleurs, la haute direction et la plupart des autres employés sont des actionnaires, ce qui aligne davantage les intérêts des employés sur ceux des actionnaires.

Compte tenu de la diversité qui caractérise notre effectif, les cultures organisationnelles et les marchés que nous servons, nous reconnaissons qu'un seul programme ne suffit pas à inciter les employés à maximiser leur rendement. Par conséquent, nous avons mis sur pied un programme de récompense global axé sur les quatre fondements liés à l'engagement du personnel : une rémunération concurrentielle, des programmes d'avantages sociaux exhaustifs, des occasions de promotion professionnelle et un milieu de travail stimulant et motivant. Cette approche nous aide à attirer, à embaucher et à conserver des employés désireux de participer à notre succès futur.

À quels facteurs attribuez-vous la stabilité relative des revenus tirés de vos activités de négociation ?

Nous attribuons ce rendement constant à un certain nombre de facteurs, notamment la diversification et la composition de notre portefeuille de négociation, ainsi qu'à une stratégie de négociation prudente qui se traduit par une faible valeur exposée au risque et par un nombre réduit de séances marquées par des pertes nettes de négociation. En général, les revenus tirés de nos activités de négociation résultent de l'obtention de marges concurrentielles sur des volumes de négociation plutôt que de l'achat de positions importantes en capitaux propres.

L'application de cette stratégie a permis de tirer des revenus accrus des titres de participation ainsi que des revenus liés aux taux d'intérêt et aux créances provenant des activités sur les titres à revenu fixe. Cependant, nous avons obtenu des revenus moindres sur les marchés de change et les marchés monétaires, en raison principalement d'une réduction des volumes de négociation.

Quelles sont vos perspectives économiques nord-américaines pour 2003 ?

Nous faisons preuve à cet égard d'un optimisme modéré. Un degré élevé d'incertitude associé à la turbulence des marchés des capitaux, aux perspectives de croissance mondiale et aux conflits internationaux continue de se faire sentir à l'approche de 2003. Toutefois, nous pressentons que cette incertitude s'amenuisera au fil du temps, pour faire place à une croissance accrue.

Au Canada, le secteur des entreprises a déjà manifesté certains signes de regain. La création d'emploi va bon train. Les sociétés ont accru leurs stocks ainsi que leur production. Même les investissements des entreprises ont augmenté, bien que de façon modeste et irrégulière, de concert avec une hausse des bénéfices.

La faiblesse des taux d'intérêt ainsi que la sous-évaluation de la monnaie ont joué un rôle clé dans l'amélioration des perspectives de croissance pour le Canada. Ces deux facteurs continueront d'avoir des répercussions favorables en 2003, même lorsqu'ils commenceront à se résorber et que la hausse prévue de l'inflation se matérialisera.

Les pressions à la hausse sur les prix, qui ont fait grimper le taux d'inflation mesuré selon l'indice de référence à 2,5 % à l'automne de 2002, sont susceptibles de s'intensifier et de pousser ce taux à la limite supérieure de la fourchette cible d'inflation de la Banque du Canada, qui se situe entre 1 % et 3 %. La banque centrale a déjà réagi et augmenté les taux d'intérêt à trois reprises en 2002 – pour une hausse totale de 75 points de base –

s'arrêtant seulement vers la fin de l'année, alors que des facteurs externes semblaient menacer les perspectives économiques mondiales, et particulièrement celles des États-Unis.

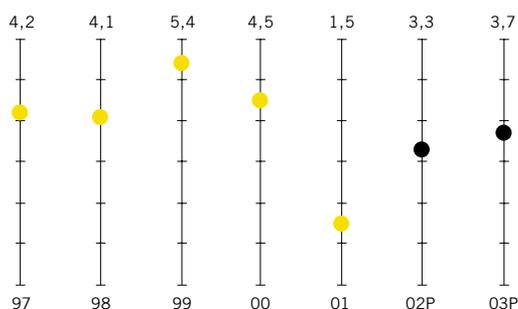
Les perspectives nord-américaines en 2003 dépendront du redressement observé dans le secteur commercial aux États-Unis. Grâce aux dépenses de consommation, l'économie américaine a pu éviter le pire en 2002, mais il sera difficile de répéter cet exploit. Les taux d'intérêt les plus bas en une génération ont incité les consommateurs à ouvrir leur portefeuille, ce qui a fait fondre en partie la demande de biens durables, tels que les véhicules à moteur et les fournitures et accessoires d'ameublement de maison, pour la période à venir. La faiblesse des taux d'intérêt devrait encore une fois soutenir la consommation en 2003, mais étant donné l'érosion de la demande future, toute hausse des dépenses de consommation devrait être limitée.

Les investissements des entreprises et la production, qui avaient commencé à s'intensifier plus tôt en 2002 parallèlement aux dépenses de consommation, ont ralenti au cours de la deuxième moitié de l'année en raison de la baisse de confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs. Un regain de confiance laisserait toutefois entrevoir de belles perspectives pour les entreprises. Les stocks des entreprises sont faibles par rapport aux ventes, et leurs résultats, grâce à une forte croissance de la productivité, augmentent et devraient continuer d'augmenter, bien que de façon modeste, en 2003. Après une année marquée par une croissance quasi nulle de l'emploi ainsi que par la stagnation des investissements des entreprises et de la production, l'année 2003 devrait nous permettre de profiter d'un répit opportun qui sera des plus salutaires.

Malgré les risques de fléchissement liés à une baisse de la confiance, nous prévoyons que l'économie aux États-Unis progressera de 3,0 % en 2003, après avoir connu une croissance prévue de 2,5 % en 2002. L'économie canadienne, dont le cycle de croissance est légèrement plus avancé, devrait progresser de 3,7 % en 2003, après avoir enregistré une croissance prévue de 3,3 % en 2002. Étant donné que les cycles économiques ne sont pas parfaitement synchronisés, la Banque du Canada pourrait devoir accorder une plus grande priorité au resserrement de la situation monétaire que la Federal Reserve aux États-Unis. De nouvelles hausses de taux d'intérêt sont prévues au Canada en 2003, l'objectif étant de maintenir le taux d'inflation à l'intérieur de la fourchette cible de la banque centrale, et la majorité de ces hausses devraient se produire au cours de la deuxième moitié de l'année. Étant donné les faibles préoccupations en matière d'inflation aux États-Unis, nous prévoyons que la Federal Reserve n'augmentera ses taux, et ce dans une mesure moindre, qu'à partir de l'automne de 2003.

Croissance du PIB réel au Canada

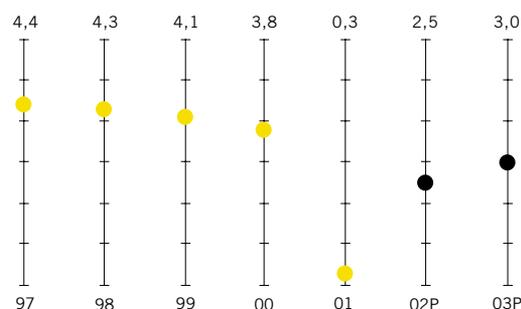
Changement en pourcentage d'une année à l'autre



P = prévision au début de décembre 2002
Sources : Statistique Canada, RBC Groupe Financier

Croissance du PIB réel aux États-Unis

Changement en pourcentage d'une année à l'autre



P = prévision au début de décembre 2002
Sources : Bureau of Economic Analysis, RBC Groupe Financier



Sur chacun des marchés que nous servons, nous cherchons à être perçus comme une organisation qui établit des relations durables avec ses clients, ses actionnaires, ses employés et ses collectivités et à leur offrir une valeur inégalée. Chacun de ces groupes joue un rôle important dans notre avenir. Nous assumons avec beaucoup de sérieux notre responsabilité relative à la qualité des produits et des services offerts à nos clients et à leur accessibilité par le truchement de divers canaux de distribution, à l'atteinte d'un rendement constamment supérieur de l'investissement à long terme de nos actionnaires, à la création d'un milieu de travail stimulant et satisfaisant pour nos employés et au partage de nos ressources pour aider au développement de collectivités locales essentielles. Nos valeurs, à savoir le service, le travail d'équipe, la responsabilisation, la diversité et l'intégration, constituent les assises de notre engagement envers nos partenaires.

Nos clients

Nous nous efforçons d'établir des relations à long terme avec chacun de nos 12 millions de clients et à leur fournir une valeur exceptionnelle, quels que soient le canal de distribution, le produit ou le service qu'ils utilisent. Notre segmentation du marché et notre expertise en matière d'information sur les clients nous permettent de nous concentrer de façon constante sur les besoins de nos clients et d'utiliser toutes nos plateformes d'exploitation pour trouver une solution financière intégrée adaptée à chaque client. Nous cherchons à mieux servir nos clients, à nous assurer leur fidélité et à obtenir en retour qu'ils fassent davantage affaire avec nous. Le traitement rapide et efficace des plaintes fait partie intégrante de notre engagement à toujours mieux servir notre clientèle. Toute question non résolue à l'aide de notre processus de gestion des plaintes habituel peut être portée à l'attention du Bureau de l'Ombudsman, lequel assure une résolution de conflits impartiale. On peut obtenir des renseignements à cet égard dans les succursales, en ligne sur le site rbc.com/ombudsman ou en communiquant avec le Bureau de l'Ombudsman : P.O. Box 1, Royal Bank Plaza, Toronto (Ontario) Canada M5J 2J5; tél. : 1 800 769-2542 ou, dans la région torontoise, (416) 974-4591; téléc. : (416) 974-6922; courriel : ombudsman@rbc.com.

Nos actionnaires

Nous sommes résolus à maximiser la valeur de l'investissement à long terme de nos actionnaires grâce à un rendement financier solide et constant, à notre expansion ciblée et profitable à l'étranger, à la croissance de nos activités dégagant un rendement élevé ou un ratio cours/bénéfice élevé, à l'interdistribution de produits et aux synergies de coûts réalisées au sein de RBC. Nous nous engageons à fournir un service excellent et des informations aux actionnaires, et à assurer le maintien de normes de gouvernance interne supérieures. Au cours des cinq dernières années, nos actionnaires ordinaires ont touché un rendement annuel total composé de 10,7 %, comparativement à -0,3 % pour l'indice composé S&P/TSX. Nous croyons que la valeur supérieure accordée à nos actions ordinaires par rapport aux autres banques canadiennes pour ce qui est du ratio cours/valeur comptable et du ratio cours/bénéfice reflète la confiance du marché à l'égard de notre stratégie, de notre rendement et de nos perspectives. Des renseignements aux actionnaires sont fournis sur le site rbc.com/investisseurs.

Nos employés

L'un de nos principaux avantages concurrentiels demeure la force de notre effectif. L'engagement de nos employés envers le travail d'équipe en vue de répondre aux besoins de nos clients et actionnaires et des collectivités est essentiel à notre succès continu. Les valeurs que préconise RBC – conjuguées à une vision, à des objectifs et à des priorités stratégiques communs – motivent nos employés à faire équipe pour façonner notre avenir. RBC est largement reconnue pour ses pratiques d'avant-garde en milieu de travail, pour son environnement innovateur qui favorise l'apprentissage continu, pour ses possibilités de carrière, pour ses programmes de rémunération et d'avantages sociaux concurrentiels et pour la valeur qu'elle accorde à la diversité de son effectif. Environ 85 % des employés admissibles détiennent de nos actions grâce au Régime d'épargne et d'actionnariat des employés.

Nos collectivités

Au cours des six dernières années, *The Globe and Mail* nous a placés au premier rang des sociétés canadiennes pour notre engagement social – classement qui témoigne de notre engagement à bâtir des collectivités en bonne santé dans les régions où nous exerçons nos activités. Cette année, nous avons fait des dons de bienfaisance de plus de 37 millions de dollars à l'échelle mondiale, incluant des subventions visant des programmes éducatifs après la classe, des fonds pour des initiatives liées aux soins de santé et des fonds pour des programmes de développement économique des collectivités. Nous avons également injecté plus de 20 millions de dollars dans le sport amateur, les arts et des événements communautaires. Nos employés ont, à titre bénévole, passé un nombre incalculable d'heures à partager leurs compétences, leurs connaissances et leur compassion afin d'assurer le mieux-être des collectivités dans lesquelles ils vivent et travaillent. La présence sociale d'une entreprise devrait toutefois se mesurer non seulement en fonction de ses dons, mais aussi par rapport à ses produits, services et programmes, à la façon dont elle exerce ses activités et à son leadership en matière de responsabilité sociale. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, visitez notre site Web rbc.com/communautaire.

Revue financière

selon les PCGR des États-Unis

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent Rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons

des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Analyse par la direction

Nous évaluons notre rendement selon les résultats déclarés (c.-à-d. tels qu'ils sont déclarés dans nos états financiers consolidés dressés selon les principes comptables généralement reconnus – les « PCGR » – des États-Unis) et selon les résultats de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels). Nous estimons que les éléments exceptionnels ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations inhabituelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser notre analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 204 millions de dollars, sont présentés au tableau 6, à la page 27. Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2002. Certaines mesures du bénéfice, telles que le bénéfice de base, ne font pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'elles puissent être comparées aux mesures

semblables présentées par d'autres sociétés. Nos récentes acquisitions aux États-Unis comprennent RBC Centura Banks, Inc. (qui inclut dorénavant Eagle Bancshares, Inc. et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), RBC Liberty Insurance et RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro Corporation). Nous présentons les résultats de base, car cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer les résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation.

L'analyse qui suit, aux pages 22 à 66, contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2001 qui sont généralement établies à partir des chiffres de base de 2001 (c.-à-d. sans tenir compte des éléments exceptionnels présentés à la page 27). Les états financiers consolidés présentés aux pages 67 à 96 sont dressés conformément aux PCGR des États-Unis.

La date de clôture de notre exercice est le 31 octobre. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimés en dollars canadiens.

Vue générale

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice net (1)	19 %	2 898 \$	2 435 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(204)
Bénéfice net de base	30 %	2 898 \$	2 231 \$

- (1) Le bénéfice net de 2001 comprend une charge de 250 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).
 (2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27.

(en dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice dilué par action (1)	16 %	4,12 \$	3,55 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(0,31)
Bénéfice dilué par action de base	27 %	4,12 \$	3,24 \$

- (1) Le bénéfice dilué par action de 2001 comprend une charge de 0,39 \$ par action au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).
 (2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27.

Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessus, le bénéfice net de l'exercice a augmenté de 463 millions de dollars ou 19 % (16 % pour le bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels de 204 millions de dollars (0,31 \$ l'action) comptabilisés en 2001 et présentés à la page 27, le bénéfice net de l'exercice a progressé de 667 millions ou 30 %, et le bénéfice par action, de 27 %. En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition de 250 millions de dollars comptabilisé en 2001, le bénéfice net a connu une hausse de 417 millions ou 17 %, et le bénéfice par action a progressé de 0,49 \$ ou 13 % en 2002, comparativement à 2001. Cette croissance de 417 millions de dollars est en grande partie attribuable à une augmentation de 153 millions du bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis (en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition constaté en 2001), à des réductions de coûts après impôts d'environ 200 millions liées à des opérations autres que nos récentes acquisitions aux États-Unis et à une diminution des provisions pour pertes sur créances d'environ 37 millions après impôts.

Le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté de nouvelles normes comptables concernant les regroupements d'entreprises, en vertu desquelles l'écart d'acquisition n'est plus amorti, mais est plutôt soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Par conséquent, nous n'avons pas comptabilisé d'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, tandis qu'en 2001, nous avons comptabilisé un amortissement de l'écart d'acquisition de 250 millions de dollars après impôts (0,39 \$ l'action).

Le bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis s'est chiffré à 232 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à (80) millions l'an dernier [(23) millions en excluant les éléments exceptionnels]. Ce résultat reflète en partie la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (qui représente 102 millions de dollars de

la croissance du bénéfice net). En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition, les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une hausse du bénéfice net de 153 millions de dollars, qui reflète principalement l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001 dont la contribution au bénéfice sur une période supplémentaire de sept mois a été comptabilisée en 2002 par rapport à 2001, les synergies découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro (société acquise le 31 octobre 2001) à celles de RBC Dain Rauscher, et le rendement amélioré de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher.

La croissance plus faible du bénéfice par action par rapport à celle du bénéfice net tient au fait que 32 millions d'actions ordinaires supplémentaires étaient en circulation en 2002 par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète surtout l'émission, au troisième trimestre de 2001, d'actions ordinaires relativement à l'acquisition de Centura Banks, Inc., contrebalancée en partie par les rachats d'actions effectués en 2002.

Comme il est indiqué dans le tableau 3 ci-dessous, les revenus aux États-Unis et à l'étranger en 2002 ont représenté 5,9 milliards de dollars ou 37 % du total des revenus, en hausse par rapport à 4,2 milliards ou 29 % en 2001. Les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une croissance des revenus dans ce pays, qui ont représenté 4,4 milliards de dollars ou 28 % du total des revenus, par rapport à 2,9 milliards ou 20 % en 2001.

Le total du bénéfice net aux États-Unis a augmenté pour s'établir à 210 millions de dollars, par rapport à (138) millions en 2001 [(81) millions en excluant les éléments exceptionnels], malgré la hausse des provisions pour pertes sur créances cette année, principalement pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

TABLEAU 3 Bénéfice par secteur géographique

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	2002				2001			
	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger	Total	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger	Total
Revenu net d'intérêt	5 550 \$	1 262 \$	379 \$	7 191 \$	5 595 \$	485 \$	449 \$	6 529 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 318	3 125	1 136	8 579	4 862	2 404	889	8 155
Revenus bruts	9 868	4 387	1 515	15 770	10 457	2 889	1 338	14 684
Provision pour pertes sur créances	529	440	96	1 065	757	379	(17)	1 119
Frais autres que d'intérêt	5 747	3 670	827	10 244	6 214	2 712	715	9 641
Charge d'impôts (1)	1 442	67	54	1 563	1 529	(64)	24	1 489
Bénéfice net	2 150 \$	210 \$	538 \$	2 898 \$	1 957 \$	(138) \$	616 \$	2 435 \$
Bénéfice net de base (2)	2 150 \$	210 \$	538 \$	2 898 \$	1 696 \$	(81) \$	616 \$	2 231 \$

- (1) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.
 (2) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au tableau 6 de la page 27. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2002.

Perspectives

Nous visons une croissance du bénéfice dilué par action de 10 % à 15 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17 % à 19 % pour l'exercice 2003, car nous nous attendons à ce que nos mesures de gestion des coûts donnent lieu à une croissance des charges inférieure à celle des revenus et à ce que les marchés financiers connaissent une certaine reprise en 2003.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2002, les revenus ont augmenté de 7 %, en raison principalement des récentes acquisitions aux États-Unis. Les revenus d'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels constatés en 2001), ou de base, ont progressé de 11 %, résultat qui reflète aussi en grande partie les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, et ils ont excédé notre objectif de croissance des revenus de base, qui était de 7 % à 10 %. En excluant les acquisitions récentes aux États-Unis, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés. Une analyse détaillée est présentée aux pages 38 à 41.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 6 % et les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (qui excluent les éléments exceptionnels, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention découlant des acquisitions) ont augmenté de 8 %, résultat qui reflète les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant les acquisitions, les charges d'exploitation ont reculé de 5 %. Une description complète est fournie aux pages 42 à 44.

Excellence de la qualité du crédit

Malgré la détérioration continue du secteur des télécommunications, les provisions pour pertes sur créances et les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé cette année. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques attribuées s'est établi à 0,50 % en 2002 (0,48 % en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit), comparativement à 0,52 % en 2001, et le ratio des prêts à intérêts non comptabilisés s'est chiffré à 1,27 %, par rapport à 1,36 % à l'exercice 2001. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,71 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 0,55 % à l'exercice 2001. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 45 à 52.

Gestion du bilan et du capital

Le total de l'actif se chiffrait à 382 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 19,5 milliards ou 5 % comparativement au 31 octobre 2001. Au 31 octobre 2002, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, par rapport à 8,7 % au 31 octobre 2001. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, par rapport à 11,8 % au 31 octobre 2001. Ces deux ratios ont surpassé les objectifs à moyen terme (de trois à cinq ans) que nous nous sommes fixés, soit 8 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 58 à 60.

Facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs

Maints facteurs, dont un grand nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient faire en sorte que les résultats diffèrent considérablement de nos attentes. Certains de ces facteurs sont décrits ci-après. D'autres, tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque lié aux activités d'assurance, le risque opérationnel et autres risques sont décrits à la section Gestion du risque qui débute à la page 53.

De par leur nature même, et comme cela est mentionné dans la « Mise en garde sur les déclarations prospectives », à la page 21, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, buts, cibles, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Facteurs relatifs à l'industrie et facteurs non liés à notre société

Étant donné que nous sommes une société de services financiers intégrés qui exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, l'environnement économique, le contexte commercial et les marchés financiers propres aux régions géographiques où nous exerçons nos activités influent sur nos revenus et sur notre bénéfice.

Des facteurs tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, la santé des marchés financiers et le terrorisme ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'affaires dans cette région. Par exemple, durant un ralentissement économique caractérisé par une hausse du chômage, une baisse du revenu familial, un recul du bénéfice des sociétés, ainsi qu'une diminution des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, la demande concernant nos prêts et autres produits baissera et la provision pour pertes sur créances augmentera probablement, entraînant par le fait même une baisse du bénéfice. Dans un même ordre d'idées, si le ralentissement actuel des marchés des actions se poursuit ou s'aggrave, il pourrait en résulter une baisse des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduira par un recul des commissions et autres revenus.

Les politiques monétaires de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis influent sur notre bénéfice.

Des variations de la masse monétaire et des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur notre rentabilité. Une baisse des taux d'intérêt se traduira par une diminution du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et par une plus-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Par contre, une hausse des taux d'intérêt donnera lieu à une augmentation du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et à une moins-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de ses répercussions possibles sur notre portefeuille autre que de négociation est fournie dans la section sur les activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation, à la page 61. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de son incidence possible sur la valeur de nos principaux titres détenus dans des portefeuilles et exposés à ce risque est présentée dans la section sur les activités de négociation, à la page 55.

Le degré de concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités peut influencer sur notre rendement.

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises où nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix des produits ou services et les changements apportés aux caractéristiques d'un produit ou service. Les activités d'interdistribution d'une société concurrente peuvent elles aussi avoir des répercussions sur la fidélisation et le maintien de la clientèle. Des entreprises non financières peuvent donner aux consommateurs l'option de payer des factures et de virer des fonds sans avoir recours à des banques. Une telle désintermédiation pourrait entraîner une réduction des commissions.

Des modifications des lois, des règlements et des politiques de réglementation qui régissent les activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation pourraient avoir des répercussions sur nos résultats.

Des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients. Des modifications des lois, des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements dans leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient influencer sur nos résultats en donnant à nos concurrents davantage d'occasions d'offrir des produits et services concurrentiels. Par ailleurs, notre non-respect des lois, règlements ou politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières susceptibles de ternir notre réputation ou de réduire notre bénéfice.

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois, aux règlements et aux politiques de réglementation des territoires où nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais qui auraient une incidence négative sur notre bénéfice.

Facteurs propres à notre société

Notre capacité à mettre en œuvre notre stratégie d'expansion aux États-Unis et d'intégration influera sur notre rendement financier.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion aux États-Unis, nous avons d'abord établi des assises et procédé à des acquisitions touchant principalement les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, l'assurance et la gestion de patrimoine. La deuxième étape vise à effectuer d'autres acquisitions stratégiques, et à accroître nos revenus grâce à une plus grande pénétration du marché, à l'offre de nouveaux produits et services, et à l'accroissement de nos activités de marketing et de vente ainsi que des recommandations auprès des sociétés exerçant leurs activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation. La deuxième étape vise également à réaliser des synergies de coûts grâce à l'intégration des services administratifs et généraux de nos unités opérationnelles. Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. De plus, bien que les résultats obtenus jusqu'à présent égalent ou excèdent nos objectifs, rien ne garantit que nous continuerons de réaliser les synergies de coûts prévues au titre des activités d'intégration des sociétés acquises. Notre rendement dépend de notre capacité à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises, mais rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'agir de la sorte.

Nos affaires dépendent de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés.

Notre succès à titre de société de services financiers intégrés dépend dans une mesure importante de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés. La concurrence à laquelle se livrent les sociétés du secteur des services financiers est vive. Bien que nos politiques et pratiques soient axées sur le recrutement et le maintien des effectifs et que le taux d'attrition des cadres soit faible, rien ne garantit que nous pourrions continuer d'attirer et de conserver des employés clés.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs incluent les modifications de la politique commerciale; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale du Canada, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs externes et propres à notre société qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que la Banque Royale du Canada peut faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Principales conventions comptables

Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 aux pages 72 à 75. Il est parfois nécessaire d'établir, eu égard à certaines conventions, des estimations et des hypothèses pouvant, dans certains cas, concerner des questions de par leur nature incertaines. Ces conventions incluent le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances, la présentation de la juste valeur de certains instruments financiers, la comptabilisation des opérations de titrisation, le calcul des coûts et obligations au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et l'évaluation de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction eu égard à l'existence de pertes probables au titre de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan à la date du bilan. Nous calculons et maintenons une provision cumulative en nous basant sur un examen exhaustif et systématique de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan. Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 73, notre évaluation porte sur la désignation et l'évaluation des comptes problèmes et sur l'estimation des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Des provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. La direction doit exercer un jugement pour déterminer le montant et la date des paiements prévus. Les pertes liées aux autres portefeuilles de prêts homogènes, à l'exception de celles au titre des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes. Ce montant représente la moyenne du pourcentage de pertes au titre du solde des prêts à intérêts non comptabilisés, et il est basé sur les données historiques et sur le jugement de la direction.

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée comme non productive d'intérêts. L'estimation des pertes liées au portefeuille repose en grande partie sur la qualité du portefeuille et sur la conjoncture. Outre les analyses statistiques effectuées, la direction doit exercer un jugement pour déterminer les facteurs suivants, qui sont appliqués aux modèles utilisés :

- La fréquence prévue des défauts de paiement
- La gravité des pertes
- Les tendances en matière de radiations
- La conjoncture, y compris la durée du cycle actuel

Nous calculons et maintenons une provision cumulative non attribuée qui reflète explicitement les éléments subjectifs et relatifs au jugement porté pour déterminer le risque de crédit et les pertes estimatives qui en résultent. Aux fins du calcul de cette provision, la direction tient compte de la conjoncture et du contexte commercial généraux, des exigences réglementaires, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances eu égard à la qualité et à la concentration du crédit.

Le recours à différentes estimations et hypothèses aux fins du calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances peut donner lieu à des provisions pour pertes sur créances et à des résultats financiers considérablement différents.

Juste valeur des instruments financiers

Nous détenons des actifs et passifs financiers, que nous inscrivons à la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les actifs et passifs de notre portefeuille de négociation, des titres destinés à la vente et des instruments dérivés. Les justes valeurs de la plupart des instruments financiers de nos portefeuilles sont déterminées en fonction des cours du marché et elles attestent le mieux de la valeur des titres, car elles découlent d'opérations effectuées par deux parties consentantes dans un marché ouvert. La note 21, aux pages 95 et 96, présente l'information comptable relative à la juste valeur estimative des instruments financiers.

Si les cours du marché présentés relatifs à certains actifs ou passifs ne sont pas disponibles, nous utilisons des modèles d'évaluation financière pour déterminer la juste valeur de ces actifs ou passifs. Une provision est constituée lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Nous constituons aussi une provision au titre du risque lié aux modèles, découlant du fait qu'il peut arriver que la valeur estimative ne reflète pas la valeur réelle en raison de certaines conditions du marché entraînant un stress. Notre unité fonctionnelle de gestion des risques, qui ne participe pas aux activités de négociation des actifs et passifs et qui peut fournir un point de vue indépendant, valide tous les principaux modèles d'évaluation financière. Les modèles d'évaluation financière internes que nous utilisons à des fins comptables font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, et ils sont approuvés par notre unité fonctionnelle de gestion des risques. La direction exerce un jugement à l'égard des hypothèses qui sous-tendent les modèles financiers, et diverses hypothèses pourraient se traduire par des justes valeurs et des résultats financiers considérablement différents.

Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 72, les variations de la juste valeur des actifs et passifs du compte de négociations sont portées au bénéfice. Les variations de la valeur des titres destinés à la vente sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, qui sont une composante des capitaux propres. Les réductions de valeur visant à refléter les pertes de valeur durables sont imputées aux résultats. Nous procédons régulièrement à des évaluations afin de déterminer l'existence de pertes de valeur autres que temporaires.

Dans le cas des instruments dérivés, nous déterminons la juste valeur au moyen de diverses méthodes incluant les cours du marché, les valeurs de marché d'instruments analogues, la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs, ainsi que d'autres modèles d'établissement des prix. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix et d'évaluation, nous nous basons, le cas échéant, sur des facteurs de marché externes tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux monétaires, ainsi que la volatilité des prix et des taux relatifs aux options et autres instruments dérivés. Les méthodes, modèles et hypothèses utilisés aux fins de l'établissement des prix et de l'évaluation des instruments dérivés sont subjectifs, et la direction doit exercer un jugement à leur égard. L'utilisation de divers modèles et de diverses méthodes et hypothèses pourrait donner lieu à des justes valeurs et à des résultats financiers considérablement différents.

Titrisation

La titrisation est un processus au moyen duquel nous cédon des prêts et d'autres actifs financiers à une structure d'accueil, qui finance l'acquisition en émettant des titres à des investisseurs. Le rendement qu'obtiennent les investisseurs découle des flux de trésorerie liés aux prêts et aux autres actifs financiers que la structure d'accueil acquiert. Des renseignements détaillés sur nos opérations de titrisation sont présentés à la note 7, aux pages 81 et 82. Une analyse de nos transactions avec des structures d'accueil est présentée aux pages 64 et 65.

Pour calculer le gain ou la perte au titre de nos opérations de titrisation, nous avons recours à des estimations et à des hypothèses concernant notamment les pertes sur créances prévues, les taux de paiement, les taux d'actualisation et la marge excédentaire estimative future. L'utilisation de diverses estimations et hypothèses pourrait se traduire par des résultats considérablement différents.

Prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons à nos employés divers régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite. La note 15 présentée à la page 88 fournit des informations sur nos obligations au titre de ces régimes. Le calcul des obligations au titre de nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite et des charges connexes nécessite le recours à des évaluations actuarielles et à des hypothèses. Les hypothèses qui servent habituellement au calcul de ces montants incluent, le cas échéant, les taux de mortalité, le taux de roulement du personnel, les coûts liés aux demandes de prestations futures, les taux d'actualisation, les niveaux de rémunération et de prestations futurs, le rendement de l'actif des régimes et les frais médicaux futurs. Le calcul de la juste valeur de l'actif des régimes se base sur les valeurs de marché, ou sur une approximation des valeurs de marché en ce qui concerne les actifs dont la valeur de marché n'est pas aisément disponible. La direction doit exercer un jugement eu égard aux évaluations actuarielles et au calcul de certaines approximations de la valeur de marché et, par conséquent, l'actif se rapportant aux prestations constatées d'avance (l'obligation) et les charges au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite pourraient différer considérablement si des hypothèses différentes sont utilisées.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Comme il est expliqué à la note 4, à la page 78, nous avons adopté le FAS 142, intitulé *Goodwill and Other Intangibles*. En vertu de cette norme comptable, l'écart d'acquisition n'est plus amorti mais est plutôt soumis à un test de dépréciation effectué au moins annuellement, au niveau des unités d'exploitation. On détermine s'il y a eu dépréciation en comparant la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. On peut déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation et de ses actifs et passifs à l'aide de diverses méthodes d'évaluation au marché incluant les valeurs à la cote, les flux de trésorerie actualisés et les valeurs de réalisation nettes. Chacune de ces techniques d'évaluation fait l'objet d'hypothèses et d'estimations, et la direction doit exercer un jugement relativement à la méthode d'évaluation et aux hypothèses et estimations. Les jugements exercés et les estimations utilisées aux fins du test de dépréciation de l'écart d'acquisition pourraient se traduire par des résultats considérablement différents.

Profit économique

Nous évaluons notre rendement en mesurant le profit économique généré, en plus d'avoir recours à plusieurs autres mesures du rendement traditionnelles, telles que le bénéfice net, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction du coût du capital utilisé par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. Le coût du capital est calculé en appliquant le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement approximatif après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, communément appelée le « capital économique ». Le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est revu annuellement. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût de ces capitaux a été établi de nouveau à la fin du premier semestre et réduit de 12,5 % à 11,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2002 était de 12 %.

Le profit économique ne fait pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'il puisse être comparé aux mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Nous présentons cependant le profit économique car cette mesure est utilisée par notre haute direction, et cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer nos résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation.

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires du point de vue du profit économique, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) qui est généré doit être supérieur au coût du capital utilisé. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur créée pour les actionnaires au fil du temps; nous croyons qu'il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. En vue d'accroître le profit économique, il faut :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficacité globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficaces;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Selon nous, l'analyse du profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction de leur risque de crédit, de leur risque de marché, de leur risque opérationnel et des autres risques. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 4 ci-après, nous avons enregistré un profit économique record de 838 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à 583 millions en 2001. Ce résultat tient au fait que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) a augmenté plus rapidement que le coût des capitaux propres. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2002 et 2001 est présenté aux tableaux des pages 28, 30, 32, 34 et 36.

TABLEAU 4 Profit économique (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 800 \$	2 300 \$	2 074 \$	1 568 \$	1 627 \$
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	–	(204)	–	88	17
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	64	286	88	67	66
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	2 864	2 382	2 162	1 723	1 710
Ressources en capital utilisées	(2 026)	(1 799)	(1 448)	(1 386)	(1 249)
Profit économique (1)	838 \$	583 \$	714 \$	337 \$	461 \$
Croissance du profit économique	44 %	(18)%	112 %	(27)%	23 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 880 \$	13 899 \$	10 725 \$	10 268 \$	9 255 \$
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	12,0 %	12,9 %	13,5 %	13,5 %	13,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(2) Moyenne de l'exercice.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 de la page 27 illustre nos résultats par secteur d'exploitation en 2002. Les résultats de 2001 incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 6 et décrits ci-après. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2002.

Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice net de 204 millions de dollars en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des revenus autres que d'intérêt : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 101 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

Nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation selon l'évaluation de leurs risques de crédit et de marché, de leur risque opérationnel et de leurs autres risques. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur Autres incluent les capitaux affectés aux unités fonctionnelles qui sont présentées dans le secteur Autres, ainsi que tout écart entre le total de nos capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à nos unités fonctionnelles. Au début de 2002, nous avons mis en œuvre certains changements visant à améliorer notre processus d'attribution du capital, et ces changements ont donné lieu à une hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Marchés des Capitaux et à RBC Investissements, ainsi qu'à une baisse des capitaux propres affectés à RBC Banque et à RBC Assurances par rapport à l'an dernier. Toutefois, l'ajout des résultats de RBC Centura Bank pour tout l'exercice en 2002, par rapport à 2001, a donné lieu à une augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque. Le montant des capitaux propres affecté au secteur Autres a augmenté en 2002. Ce résultat tient surtout au fait que les capitaux autogénérés ont éliminé le besoin d'affecter des montants supplémentaires de capitaux propres aux cinq autres secteurs d'exploitation, selon l'évaluation de leur profil de risque. Notre attribution de capital aux secteurs d'exploitation nécessite l'utilisation de diverses hypothèses et le recours au jugement.

RBC Banque a produit un rendement des capitaux propres de 19,2 % et généré 53 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a progressé de 32 % par rapport à 2001, et le bénéfice net de base (soit le bénéfice net moins les éléments exceptionnels présentés au tableau 6), de 276 millions de dollars ou 22 %, comme cela est mentionné à la page 28. Cette amélioration reflète en partie la hausse du bénéfice de base tiré des acquisitions effectuées aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura, acquise le 5 juin 2001, et RBC Mortgage), qui s'est chiffré à 206 millions de dollars par rapport à 21 millions (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) l'an dernier.

RBC Assurances a produit un rendement des capitaux propres de 25,7 % et généré 7 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a connu une hausse de 10 % par rapport à 2001, comme il est mentionné à la page 30. L'apport de RBC Liberty Insurance (acquise le 1^{er} novembre 2000) a compté pour 23 millions de dollars du bénéfice net en 2002, comparativement à 29 millions (39 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) en 2001.

RBC Investissements a produit un rendement des capitaux propres de 11,1 % et généré 12 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 32 %, et le bénéfice net de base a progressé de 112 millions de

dollars ou 48 %, comme il est mentionné à la page 32. RBC Dain Rauscher (acquise le 10 janvier 2001) a réalisé un profit de 3 millions de dollars en 2002, comparativement à une perte de 73 millions [(33) millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition] l'an dernier.

RBC Marchés des Capitaux a produit un rendement des capitaux propres de 10,5 % et généré 15 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a connu une hausse de 26 %, et le bénéfice net de base a progressé de 17 %, comme il est mentionné à la page 34.

RBC Services Internationaux a produit un rendement des capitaux propres de 28,7 % et généré 6 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, de 8 %, comme il est mentionné à la page 36.

Le secteur Autres a produit un rendement des capitaux propres de 25,0 % et généré 7 % de notre bénéfice net en 2002. Ses résultats de 2001 sont présentés à la note 3 de la page 77. La tranche inefficace de certains produits dérivés utilisés pour couvrir les flux de trésorerie, conformément au FAS 133 (*Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*), et les gains tirés de la titrisation de prêts hypothécaires ont contribué à la croissance du bénéfice.

TABLEAU 5 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2002							2001	
	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (1)	Total	De base	Déclaré
Revenu net d'intérêt	5 576 \$	223 \$	371 \$	553 \$	136 \$	332 \$	7 191 \$	6 529 \$	6 529 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 090	357	3 276	2 142	672	42	8 579	7 710	8 155
Revenus bruts	7 666	580	3 647	2 695	808	374	15 770	14 239	14 684
Provision pour pertes sur créances	626	–	(1)	465	10	(35)	1 065	1 119	1 119
Frais autres que d'intérêt	4 520	399	3 144	1 627	548	6	10 244	9 550	9 641
Charge d'impôts	947	(9)	158	143	77	99	1 415	1 200	1 350
Part des actionnaires sans contrôle	8	–	–	–	–	100	108	107	107
Majoration au montant imposable équivalent	19	–	–	21	–	–	40	32	32
Bénéfice net	1 546 \$	190 \$	346 \$	439 \$	173 \$	204 \$	2 898 \$	2 231 \$	2 435 \$
Bénéfice net									
En pourcentage du total	53 %	7 %	12 %	15 %	6 %	7 %	100 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	32 %	10 %	(32)%	26 %	(35)%	n.s.	19 %		10 %
Croissance de base par rapport à l'exercice précédent	22 %	10 %	48 %	17 %	(8)%	n.s.	30 %	1 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,2 %	25,7 %	11,1 %	10,5 %	28,7 %	25,0 %	16,6 %	15,1 %	16,6 %
Profit économique (2)	614 \$	100 \$	(14)\$	(55)\$	100 \$	93 \$	838 \$	583 \$	583 \$
Bénéfice dilué par action							4,12 \$	3,24 \$	3,55 \$

(1) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

n.s. non significatif

TABLEAU 6 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (2)	Total
Revenus autres que d'intérêt							
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	– \$	– \$	– \$	– \$	89 \$	– \$	89 \$
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	7	–	36	–	–	–	43
Gain à la vente de Gestion Placements TR	–	–	313	–	–	–	313
	7	–	349	–	89	–	445
Frais autres que d'intérêt							
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	91	–	–	–	–	–	91
Incidence totale (avant impôts)	(84)	–	349	–	89	–	354
Charge d'impôts							
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	(33)	–	70	–	12	–	49
Modification des taux d'imposition	45	–	5	27	–	24	101
Incidence totale (après impôts)	(96)\$	– \$	274 \$	(27)\$	77 \$	(24)\$	204 \$
Incidence sur le bénéfice dilué par action							0,31 \$

(1) Il n'y a eu aucun élément exceptionnel pour RBC Assurances en 2001. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

RBC Banque

Profil

RBC Banque compte une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients commerciaux du marché milieu de gamme au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des planificateurs financiers accrédités, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des services de planification financière et des conseils financiers, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.

Profil de l'industrie

Au Canada, les services bancaires aux particuliers et aux entreprises sont une industrie en pleine maturité que dominent les cinq principales banques canadiennes, bien que la concurrence soit intense et que la présence d'entreprises de services spécialisés s'accroisse dans des domaines tels que celui des cartes de crédit. Le marché aux États-Unis est plus segmenté; de nombreux marchés régionaux sont cependant marqués par une forte concurrence. Un grand nombre de banques ont élargi leur champ d'activité afin d'offrir des produits de placement ainsi que des conseils financiers et des services de planification financière aux clients nantis ainsi qu'à d'autres clients ciblés. À notre avis, les facteurs de réussite essentiels incluent la prestation aux clients de produits et services distincts et le maintien de mesures de gestion rigoureuses des dépenses, des risques de crédit et des risques opérationnels.

Nos forces

- Expérience en gestion des relations avec la clientèle, conjuguée à nos importants moyens de communication avec les clients et à une force de vente spécialisée
- Marque de services bancaires de détail bien établie au Canada
- Gamme de produits et services et capacités de distribution physiques et autres complètes par rapport à celles des entreprises de services spécialisés
- Ratio le plus élevé de pénétration des ménages pour ce qui est des services aux particuliers et part de marché la plus importante des banques canadiennes eu égard aux services aux entreprises
- L'une des premières parmi les cinq grandes banques canadiennes pour ce qui est du ratio d'efficacité
- Capacités d'intégration des sociétés acquises aux États-Unis

Notre stratégie

Notre objectif est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise, en offrant des services personnalisés à nos clients en Amérique du Nord tout en réduisant les coûts, et en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Assurer une croissance solide des revenus au Canada en maximisant le maintien de notre clientèle, en intensifiant les rapports avec la clientèle, en saisissant les occasions liées au transfert de patrimoine entre les générations et en exploitant nos capacités en matière de services de planification financière et de conseils financiers.
- Créer une expérience distincte pour les clients, fournir des services d'un niveau et d'une valeur supérieurs personnalisés en fonction des besoins de chaque segment de la clientèle, de manière à fidéliser cette dernière et à nous différencier clairement de la concurrence.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis et à l'établissement d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure.
- Renforcer le processus de gestion et d'atténuation des risques au moyen de l'utilisation effective de la technologie, de capacités améliorées de prestation de services à peu de frais et de processus de gestion rigoureux des risques de crédit, des risques opérationnels, et des risques eu égard à la réglementation et à la conformité.
- Intégrer les plateformes en augmentant les recommandations et le coût-efficacité à l'échelle de RBC au Canada et aux États-Unis.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt au Canada augmentent en 2003 et prévoyons que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts s'atténuera. Ces facteurs, conjugués à une augmentation raisonnable des prêts, devraient avoir des incidences favorables sur la croissance des revenus de nos secteurs d'exploitation au Canada. Aux États-Unis, nous prévoyons que l'ouverture de nouvelles succursales ainsi que l'acquisition d'Eagle Bancshares en juillet 2002 et d'Admiralty Bancorp, Inc. (qui devrait être conclue en janvier 2003) auront des répercussions positives sur nos revenus. Nous nous attendons également à ce que les synergies de coût tirées de l'acquisition d'Eagle Bancshares durant tout l'exercice contribuent à la croissance du bénéfice net de RBC Centura. À la lumière de nos activités continues de compression des coûts et de gestion des risques de crédit et des risques opérationnels, ainsi que d'une reprise économique, nous prévoyons une solide croissance du bénéfice de ce secteur.

Rendement financier

Le bénéfice net a progressé de 32 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net de base, de 276 millions de dollars, ou 22 %. Le bénéfice tiré des acquisitions effectuées par le secteur aux États-Unis a augmenté pour se chiffrer à 206 millions de dollars en 2002, par rapport à (36) millions l'an dernier ou à 21 millions en excluant les frais liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001 (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition comptabilisé en 2001). La hausse du bénéfice aux États-Unis reflète l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001, les réductions de coûts au titre des activités d'intégration et la croissance des revenus. Le bénéfice net de base en excluant les acquisitions effectuées aux États-Unis a connu une hausse de 7 % en raison de la poursuite des activités de gestion des coûts. Le rendement des capitaux propres de base a progressé pour s'établir à 19,2 % en 2002 par rapport à 18,3 %, malgré l'augmentation des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en raison des acquisitions effectuées aux États-Unis et de l'augmentation du volume d'activités.

Les revenus ont augmenté de 444 millions de dollars ou 6 % par rapport à 2001, résultat qui reflète la contribution de RBC Centura (y compris RBC Mortgage) et l'acquisition d'Eagle Bancshares conclue le 22 juillet 2002. Les revenus tirés des acquisitions effectuées aux États-Unis ont progressé de 635 millions de dollars en 2002. En excluant ces revenus, les revenus du secteur ont reculé de 3 % en raison de marges de taux d'intérêt plus étroites et de volumes de prêts plus faibles.

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 132 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, et le ratio d'efficacité a diminué de 180 points de base, les revenus ayant augmenté plus rapidement que les charges. Les frais autres que d'intérêt de base (qui excluent des frais de 91 millions de dollars liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001) ont progressé de 223 millions ou 5 %. Une tranche de 330 millions de dollars de la croissance des charges de base est imputable aux acquisitions effectuées aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les charges de base ont reculé de 3 % en raison de nos activités continues de gestion des coûts.

Le total de la provision pour pertes sur créances a reculé de 14 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout du portefeuille de prêts aux entreprises. Les prêts à intérêts non comptabilisés ont diminué de 144 millions de dollars ou 11 %, résultat qui reflète l'amélioration des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	4 %	5 576 \$	5 349 \$
Revenus autres que d'intérêt	12	2 090	1 873
Revenus bruts	6	7 666	7 222
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	(5)	626	662
Provision générale attribuée et provision non attribuée	n.s.	–	70
Total	(14)	626	732
Frais autres que d'intérêt (1)	3	4 520	4 388
Bénéfice net avant impôts	20	2 520	2 102
Charge d'impôts	4	947	912
Part des actionnaires sans contrôle	(20)	8	10
Majoration au montant imposable équivalent	217	19	6
Bénéfice net	32	1 546 \$	1 174 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	206 \$	(36) \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	500 p.b.	53 %	48 %
Rendement des capitaux propres	240 p.b.	19,2 %	16,8 %
Profit économique	47 %	614 \$	419 \$
Marge nette d'intérêt	(18) p.b.	3,56 %	3,74 %
Ratio d'efficacité	(180) p.b.	59,0 %	60,8 %
Ratio d'efficacité de l'exploitation (2)	(70) p.b.	58,8 %	59,5 %
Actif moyen	9 %	156 500 \$	143 000 \$
Moyenne des prêts et des acceptations	7	144 400	135 400
Moyenne des dépôts	10	122 900	111 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16	7 800	6 700
Résultats de base (3)			
Revenus bruts	6	7 666	7 215
Frais autres que d'intérêt	5	4 520	4 297
Bénéfice net	22	1 546	1 270
Bénéfice net aux États-Unis	881	206	21
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	19,2 %	18,3 %
Information relative au crédit			
Prêts à intérêts non comptabilisés	(11) %	1 157 \$	1 301 \$
Radiations nettes	3	744	724
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(1) p.b.	0,52 %	0,53 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	–	35 014	34 845

- (1) Comprend une charge de 54 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).
 (2) Le ratio d'efficacité et le ratio d'efficacité de l'exploitation sont définis à la page 104.
 (3) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.
 n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Exploité au Canada sous la marque RBC Banque Royale, RBC Banque offre des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons à nos clients des capacités de distribution physiques et autres complètes. Nous continuons de perfectionner nos réseaux de distribution, et effectuons notamment des réinvestissements importants eu égard à notre réseau de succursales et à notre effectif, ainsi qu'à nos capacités de services bancaires électroniques.

Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 28, ainsi que des produits et des conseils d'experts dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change et le financement en capital de risque. Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise à participations égales créée avec la Banque de Montréal et gérée par l'entremise de RBC Services Internationaux, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, de gestion des ventes et de segmentation de la clientèle. Nous accroîtrons les revenus en offrant à nos clients des produits et services sur mesure, en optimisant les occasions de tirer parti des événements marquants de la vie des clients et en fournissant des services de planification financière et de conseils financiers, de manière à accroître nos relations avec la clientèle en ayant recours à toutes les capacités de RBC.

Nous continuerons de renforcer nos activités de gestion des coûts en optimisant les économies d'échelle découlant de la prestation de services par voie électronique et de l'intégration des plateformes. Nous poursuivrons nos activités de gestion rigoureuse des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de conformité, y compris nos initiatives de gestion des fraudes et nos capacités accrues d'évaluation du crédit par score.

États-Unis

RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. RBC Centura comprend également RBC Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers. RBC Centura a pris de l'expansion en 2002 et acquis Eagle Bancshares, une société qui compte 14 succursales dans la région métropolitaine d'Atlanta, en Géorgie. RBC Centura a également annoncé la signature d'une convention de fusion définitive avec Admiralty Bancorp, une société qui exploite actuellement dix succursales en Floride. L'opération devrait être conclue en janvier 2003.

Nos priorités aux États-Unis sont les suivantes :

- l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis au moyen d'acquisitions ciblées et d'une stratégie d'expansion visant la création et l'acquisition de succursales;
- la création rapide d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure afin de soutenir la croissance;
- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de toutes les plateformes de RBC.

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la marque RBC Royal Bank of Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des Petites Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Faits saillants financiers par division

Les revenus tirés des activités au pays ont reculé de 201 millions de dollars ou 3 % par rapport à 2001. Ce résultat tient principalement au fait que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts de base s'est poursuivie et que les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises ont diminué. Ces baisses ont largement contrebalancé la hausse des prêts hypothécaires résidentiels et des soldes de dépôts, ainsi qu'une marge nette d'intérêt plus élevée sur les prêts hypothécaires et les cartes de crédit. Les soldes de prêts hypothécaires ont progressé, car les faibles taux d'intérêt ont favorisé les achats de maisons. Les soldes de dépôts ont augmenté et les volumes de prêts ont diminué, résultats qui reflètent l'incertitude des consommateurs et des entreprises eu égard à la conjoncture et aux marchés financiers.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(3)%	6 109 \$	6 310 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	5	68 200	64 800
Moyenne des prêts aux particuliers	(4)	23 600	24 500
Moyenne des dépôts des particuliers	2	74 400	72 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	(5)	34 100	36 000
Moyenne des dépôts des entreprises	9	30 500	28 100
Moyenne des soldes de cartes	3	6 200	6 000
Volumes des achats sur cartes	2	26 700	26 300
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	29 716	29 554
de guichets automatiques	(2)	4 151	4 236
de succursales	(1)	1 117	1 125
de clients en ligne	23	2 311 915	1 876 358

Les revenus ont augmenté de 635 millions de dollars, en raison principalement de l'inscription des résultats de RBC Centura sur tout l'exercice en 2002, par rapport à cinq mois en 2001, ainsi que de l'apport d'Eagle Bancshares depuis le 22 juillet 2002. L'augmentation de la moyenne des soldes reflète principalement l'ajout des résultats de RBC Centura pour tout l'exercice. L'importante croissance des activités de montage de prêts hypothécaires et des volumes de prêts de RBC Mortgage traduit le grand nombre d'activités de refinancement découlant des taux d'intérêt favorables.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	94 %	1 314 \$	679 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	81	2 900	1 600
Moyenne des prêts aux particuliers	154	3 300	1 300
Moyenne des dépôts des particuliers	121	8 600	3 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	126	8 800	3 900
Moyenne des dépôts des entreprises	93	5 400	2 800
Moyenne des soldes de cartes	-	100	100
Volumes des achats sur cartes	100	400	200
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	50	33,7	22,5
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	4 181	4 126
de guichets automatiques	7	275	258
de succursales (1)	1	245	242
de clients en ligne	18	89 434	75 887

(1) Exclut 252 bureaux de représentation de RBC Mortgage et de RBC Builder Finance en 2002 (264 bureaux de représentation en 2001).

Les revenus ont progressé de 10 millions de dollars ou 4 % par rapport à 2001, grâce à la vente de biens immobiliers aux îles Caïmans, laquelle a représenté environ la moitié de l'augmentation.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	4 %	243 \$	233 \$
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	(4)	1 117	1 165
de guichets automatiques	11	60	54
de succursales	10	43	39

RBC Assurances

Profil

Exploité sous la marque RBC Assurances, le secteur offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile, de même que des services de réassurance, à plus de cinq millions de clients au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Profil de l'industrie

L'industrie de l'assurance au Canada, qui compte plus de 100 sociétés d'assurance vie et plus de 200 sociétés d'assurances IARD, génère près de 60 milliards de dollars en primes annuelles. Nos activités aux États-Unis sont concentrées dans le secteur de l'assurance vie, un secteur à la fois concurrentiel et segmenté qui regroupe plus de 1 200 sociétés nationales et régionales. Plusieurs multinationales, ainsi qu'un certain nombre de sociétés offrant des services spécialisés, exercent leurs activités au sein de l'industrie de la réassurance à l'échelle internationale.

Nous notons l'existence de tendances clés dans tous nos secteurs d'exploitation, incluant des activités de regroupement, un accroissement des règlements gouvernementaux, une variation des occasions de distribution, une convergence des produits d'assurance et des produits de placement, ainsi qu'un accroissement des activités de mondialisation.

Nos forces

- Une gamme diversifiée de produits conçus pour répondre aux besoins d'un grand nombre de clients
- Une multitude de réseaux de distribution soutenus par une infrastructure solide et des compétences en matière de vente
- Une marque bien établie. En notre qualité de membre de RBC Groupe Financier, nous avons accès à une vaste gamme de services financiers, de réseaux de distribution et de clientèles
- Une position de tête dans divers marchés de l'assurance au Canada, y compris les marchés de l'assurance voyage et de l'assurance vie individuelle

Notre stratégie

Notre objectif est d'accroître nos activités en offrant un vaste éventail de produits et services au moyen de multiples réseaux de distribution au Canada et dans des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Pour ce faire, nous visons :

- à nous assurer que le plus grand nombre possible de clients de RBC ont établi des relations avec RBC Assurances;
- à cibler des activités de réassurance qui soutiennent et améliorent la rentabilité globale de nos activités d'assurance;
- à poursuivre notre expansion aux États-Unis en utilisant et en augmentant la capacité de notre plateforme existante, en pénétrant de nouveaux marchés et en nous concentrant sur des initiatives menées à l'échelle des diverses plateformes de RBC;
- à établir une plateforme intégrée de services d'assurance en Amérique du Nord en optimisant les synergies découlant des activités transfrontalières, le cas échéant, y compris l'implantation de systèmes administratifs et technologiques communs.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis, qui devrait avoir une incidence favorable sur nos activités d'assurance en 2003. Nous nous attendons à enregistrer une solide croissance des revenus de tous nos secteurs d'exploitation, en raison de l'expansion dans de nouveaux marchés dont il est fait mention dans notre stratégie, ainsi que de l'acquisition imminente de Business Men's Assurance Company of America (BMA), une société américaine qui offre des produits d'assurance vie. L'acquisition de BMA est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres modalités de clôture habituelles. Nous prévoyons que les réductions de coûts attribuables aux synergies découlant des activités transfrontalières contribueront elles aussi à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net a augmenté de 10 % par rapport à l'an dernier, et a augmenté de 1 % en excluant l'incidence de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001. Les demandes de règlement liées aux événements survenus au World Trade Center ont eu des répercussions négatives sur le bénéfice en 2001. L'apport de RBC Liberty Insurance au bénéfice net de 2002 s'est chiffré à 23 millions de dollars, en baisse par rapport à 29 millions (39 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) l'an dernier. La baisse du bénéfice de RBC Liberty Insurance est en grande partie imputable à l'augmentation du nombre de polices rachetées et à la diminution du bénéfice tiré des services d'impartition. En excluant RBC Liberty Insurance, le bénéfice net a progressé de 16 %, résultat qui reflète principalement la croissance solide des activités de réassurance et des activités au Canada.

Le rendement des capitaux propres a augmenté pour s'établir à 25,7 %, par rapport à 20,0 % en 2001, en raison de la hausse du bénéfice net et de la baisse des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, reflétant la modification de la méthode d'attribution du capital aux activités d'assurance.

Les primes ont augmenté de 12 % par rapport à l'an dernier, et les revenus ont progressé de 7 %, en raison principalement de la hausse des revenus de RBC Liberty Insurance. Cette dernière a présenté des résultats sur une période de 13 mois en 2002, comparativement à une période de onze mois en 2001, son exercice ayant été modifié afin de le faire correspondre au nôtre, passant du 30 septembre au 31 octobre. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont connu une hausse de 8 %, et les revenus sont demeurés inchangés.

Les charges ont progressé de 24 millions de dollars ou 6 %, en raison surtout des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois et d'une augmentation des effectifs, contrebalancés en partie par la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les charges ont connu une baisse de 2 %.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	12 %	2 023 \$	1 812 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises	10	1 564	1 419
Commissions/Autres	38	179	130
Moins : Prestations versées relativement aux polices	10	1 081	985
Moins : Coûts d'acquisition des polices	34	305	228
	6	357	336
Revenu net d'intérêt	8	223	206
Revenus bruts	7	580	542
Frais autres que d'intérêt (1)	6	399	375
Bénéfice net avant impôts	8	181	167
Charge d'impôts	n.s.	(9)	(6)
Bénéfice net	10 %	190 \$	173 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(10)	35 \$	39 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	–	7 %	7 %
Rendement des capitaux propres	570 p.b.	25,7 %	20,0 %
Profit économique	39 %	100 \$	72 \$
Actif moyen	10	6 900	6 300
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(12)	700	800
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	2 %	2 641	2 583

(1) Comprend une charge de 15 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

Stratégie par division

Assurance vie

Notre division de l'assurance vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurances vie et maladie au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance et de rétrocession de contrats d'assurance vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 7 000 courtiers indépendants, plus de 550 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurances vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte plus de 600 agents; la société offre aussi des produits sélectionnés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services, ainsi qu'à l'amélioration de nos réseaux de distribution.

Assurances de dommages

Notre secteur d'assurance de dommages comprend les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Au Canada, nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux groupes d'employés et à certains groupes d'affinité, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe et de transactions effectuées en personne. Les produits d'assurance voyage, qui sont vendus par l'entremise d'agents de voyage, d'Internet et de banques au Canada, comprennent l'assurance annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays, en pénétrant de nouveaux marchés de l'assurance voyage et en gérant efficacement notre portefeuille de réassurance IARD.

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés, l'administration des programmes d'assurance des créanciers bancaires et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence comprennent la coordination de la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage. Nos services de réassurance structurés procurent des solutions qui aident les entreprises à mieux gérer le risque financier.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Faits saillants financiers par division

Les primes attribuables aux activités d'assurance vie ont augmenté de 10 % en 2002, en partie en raison de l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période de 13 mois en 2002, à savoir une période supplémentaire de deux mois par rapport à 2001. En excluant les résultats de cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont progressé de 5 %, résultat qui reflète la solidité continue des activités au Canada et des activités de réassurance. La baisse du revenu de placement imputable aux faibles taux d'intérêt et l'augmentation du nombre de rachats de polices chez RBC Liberty Insurance ont contribué au recul de 5 % des revenus.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	10 %	1 529 \$	1 393 \$
Revenus bruts	(5)	429	450
Actif moyen	8	5 700	5 300
Nombre :			
De polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada (en milliers)	11	2 930	2 645
De polices d'assurance-vie en vigueur aux États-Unis (en milliers)	(11)	2 325	2 600
De biens sous gestion aux États-Unis	(2)	367	375
D'agents aux États-Unis	(4)	690	718

Les revenus tirés des assurances de dommages ont progressé en 2002, en raison principalement du rendement accru de nos activités de réassurance IARD et d'assurance voyage. En 2001, les revenus tirés de ces activités avaient subi l'incidence défavorable des demandes de règlement liées aux événements tragiques survenus au World Trade Center.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	14 %	413 \$	363 \$
Revenus bruts	88	47	25
Actif moyen	–	700	700
Nombre :			
De polices d'assurance des particuliers en vigueur – assurances habitation et automobile (en milliers)	37	93	68
De couvertures – assurance voyage (en milliers)	(7)	2 339	2 510

L'augmentation importante des primes est attribuable à la hausse des primes tirées des services de réassurance structurés, qui a contrebalancé la croissance plus faible enregistrée par nos divisions de services d'impartition aux États-Unis. La hausse des revenus reflète le rendement accru des activités de réassurance structurée et l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois. Notre réseau des agences a grossi considérablement en 2002, en raison des investissements accrus dans notre réseau de distribution exclusif.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	45 %	81 \$	56 \$
Revenus bruts	55	104	67
Actif moyen	67	500	300
Nombre :			
D'agents – Réseau des agences	22	554	455
D'appels – Services d'assistance (en milliers)	(3)	681	699
De polices administrées aux États-Unis (en milliers)	(6)	4 100	4 342

RBC Investissements

Profil

RBC Investissements offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage traditionnel et à escompte, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, et produits et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de RBC Banque Royale au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des succursales de RBC Dain Rauscher aux États-Unis, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. En septembre 2002, nous avons restructuré certains réseaux de distribution au Canada et établi une structure de gestion unique, de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées.

Profil de l'industrie

La gestion du patrimoine est un secteur hautement concurrentiel au sein duquel plusieurs grandes entreprises et petits établissements spécialisés offrent leurs produits et services aux clients fortunés et jouissant d'un avoir net élevé. Un grand nombre de ces entreprises ont récemment élaboré des stratégies afin d'attirer la clientèle ayant un avoir net élevé. La volatilité des marchés et la hausse des coûts liés à la gestion des risques propres au secteur ont entraîné une variation de la rentabilité de certaines de ces entreprises et incité un certain nombre d'entre elles à modifier leur façon de procéder. Les regroupements effectués au sein de l'industrie des fonds communs de placement n'ont pas eu de répercussions importantes sur l'environnement concurrentiel, car toutes les entreprises du secteur continuent d'accroître leurs réseaux de distribution. De plus fortes pressions s'exercent sur les services de courtage à escompte en raison de la baisse des volumes de transactions, de la conjoncture et du fait que les clients ont recours à des services non productifs de revenus tels que des services de recherche, de cotation et de calcul en ligne de la composition de l'actif.

Nos forces

- Gestion des relations avec la clientèle par un personnel expérimenté et au moyen d'applications technologiques
- Capacité d'offrir aux clients les produits et services dont ils ont besoin pour répondre à leurs objectifs financiers
- Multiples réseaux de distribution à la convenance des clients
- Accès à toute la clientèle de RBC
- Solutions axées sur des stratégies de placement données et sur la tolérance au risque des clients

Notre stratégie

Nous visons à devenir, à l'échelle internationale, le principal prestataire de solutions de placement personnalisées et exhaustives aux particuliers, et à aligner ces solutions sur les besoins des clients et sur les marchés où nous offrons nos services.

Au Canada :

- Aligner les réseaux de distribution et les types de services sur les besoins et préférences des clients.
- Établir des relations permanentes et intergénération avec les clients en leur offrant des produits et services axés sur leurs besoins liés aux diverses étapes de la gestion de leur patrimoine.

Aux États-Unis :

- Assurer notre croissance en élargissant et en approfondissant nos relations avec nos clients existants, ainsi qu'en effectuant des acquisitions ciblées au fil du temps, de manière à accroître notre part du marché et l'envergure de nos activités.

À l'échelle internationale :

- Fournir des services spécialisés à nos clients situés partout au monde.
- Offrir des solutions et fournir des conseils et des options au sein d'un environnement commercial international de plus en plus transparent.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons qu'il faudra attendre au troisième trimestre de 2003 pour constater une confiance accrue des investisseurs et une amélioration du rendement des marchés financiers, et nous nous attendons par conséquent à une croissance modeste des revenus en 2003. Les mesures de compression des coûts devraient nous aider à faire en sorte que la croissance des charges demeure inférieure à celle des revenus. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis devraient reculer d'environ 40 millions de dollars en 2003, résultat qui contribuera à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 32 %, et le bénéfice net de base a progressé de 48 %. La croissance du bénéfice net de base est attribuable à l'augmentation du bénéfice de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'à la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (un amortissement de l'écart d'acquisition de 110 millions de dollars a été constaté en 2001). Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est établi à 3 millions de dollars en 2002, par rapport à une perte de 73 millions l'an dernier (perte de 33 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition). L'amélioration du bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est produite malgré la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention, et elle reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001 (dont les activités ont depuis lors été intégrées à celles de RBC Dain Rauscher) ainsi qu'une solide croissance de sa division des services à revenu fixe. En excluant RBC Dain Rauscher, le bénéfice net de base a augmenté de 12 %, en raison surtout de la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002. Le rendement des capitaux propres est demeuré dans l'ensemble inchangé par rapport à l'an dernier, en excluant le gain tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc.

Les revenus ont connu une hausse de 12 % par rapport à 2001, ou 26 % en excluant les éléments exceptionnels de 2001. La croissance des revenus reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et les résultats solides de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher. En excluant la croissance des revenus de 875 millions de dollars de RBC Dain Rauscher, les revenus de base ont reculé de 6 % en raison du faible volume des transactions effectuées par les clients en 2002.

Les charges ont augmenté de 25 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées aux États-Unis, qui sont passés de 88 millions de dollars en 2001 à 107 millions, dont une tranche de 45 millions est imputable à Tucker Anthony Sutro. La part de RBC Dain Rauscher de la croissance des charges en 2002 s'est chiffrée à 774 millions de dollars. En excluant RBC Dain Rauscher, les charges ont reculé de 9 %, résultat qui reflète la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, l'augmentation des charges en 2001 découlant de la moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition lié à Connor Clark, ainsi que notre gestion efficace des charges.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(3)%	371 \$	384 \$
Revenus autres que d'intérêt	15	3 276	2 859
Revenus bruts	12	3 647	3 243
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	(150)	(1)	2
Total	(150)	(1)	2
Frais autres que d'intérêt (1)	25	3 144	2 510
Bénéfice net avant impôts	(31)	504	731
Charge d'impôts	(29)	158	223
Bénéfice net	(32)%	346 \$	508 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(1)\$	(81)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(900)p.b.	12 %	21 %
Rendement des capitaux propres	(1 590)p.b.	11,1 %	27,0 %
Profit économique	(114)%	(14)\$	97 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	67	3 000	1 800
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	26	3 647	2 894
Bénéfice net	48	346	234
Rendement des capitaux propres	(80)p.b.	11,1 %	11,9 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	14 %	12 001	10 512

(1) Comprend une charge de 110 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27.

Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Planification financière

La nouvelle plateforme de services de planification financière est exploitée en collaboration avec RBC Banque. Ce groupe offre des services aux clients des succursales dont les actifs pouvant être investis excèdent 50 000 \$, et dont une partie doit être placée dans des fonds communs de placement et dans des biens sous gestion. Il se compose de 1 100 planificateurs financiers et de 550 planificateurs en matière de placements et de retraite touchant des commissions, qui sont également des planificateurs financiers et des vendeurs autorisés de fonds communs de placement.

Groupe Courtage Canada et International

Ce groupe inclut notre division des services aux particuliers (services de courtage traditionnel) et RBC Actions en Direct (services de courtage à escompte) et il s'adresse aux investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et aux investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 1 420 conseillers en placement et plus de 180 représentants en placement, et ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Le groupe inclut en outre le Groupe conseils internationaux, dont les employés situés au Canada et à l'étranger servent une clientèle internationale. Notre objectif vise à maintenir notre position sur le marché canadien, en continuant d'accroître et d'améliorer nos relations avec les clients.

RBC Gestion Privée Globale – Canada

Nos groupes de conseils privés, de services fiduciaires aux particuliers et de gestion privée offrent des services aux clients ayant un avoir net élevé, ainsi que des services de gestion des relations aux clients qui désirent obtenir des solutions élaborées. Ce groupe travaille en collaboration avec RBC Gestion Privée Globale (l'unité internationale) de manière à s'assurer que nous pouvons servir les clients dont les intérêts se trouvent au Canada et à l'étranger. Au Canada, les services sont offerts par 60 conseillers en placement, 80 administrateurs fiduciaires et 200 banquiers privés situés partout au pays.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité inclut RBC Gestion Mondiale des Investissements et RBC Fonds, la deuxième société de fonds communs de placement en importance au Canada. Nous gérons des actifs de plus de 40 milliards de dollars placés dans des fonds communs de placement et des caisses communes, ainsi que d'autres actifs de nos clients. Nous offrons des produits de gestion des placements exclusifs et gérés par des tiers et fournissons des services-conseils, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale, des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes, aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales, ainsi que d'autres produits de placement. Notre objectif de 2003 est de poursuivre la stratégie mise en œuvre en 2001 afin d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement. Cette stratégie a donné lieu à une augmentation de 12 % de notre part du marché canadien des fonds communs de placement au cours des deux dernières années.

États-Unis

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher comprend une filiale de services de courtage traditionnel située à Minneapolis et une division de services à revenu fixe. RBC Dain Rauscher prévoit élargir ses activités en rehaussant et en approfondissant ses relations avec ses clients existants grâce à sa compréhension des besoins des clients et de la rentabilité potentielle de ces relations. Elle compte par ailleurs se concentrer sur les occasions susceptibles d'accroître notre part de marché et l'envergure de nos activités dans nos marchés existants. L'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, a été menée à terme en 2002 et fait de RBC Dain Rauscher la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offre des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 000 conseillers financiers, et comporte une division de services à revenu fixe comptant 280 spécialistes des services de banque d'affaires, représentants et courtiers servant une clientèle institutionnelle et des clients de détail à l'échelle du pays.

À l'échelle internationale

RBC Gestion Privée Globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé, dans plus de 100 pays. Notre objectif est d'offrir des services spécialisés aux clients ayant un avoir net élevé et des actifs supérieurs à 1 million de dollars. En 2003, nous comptons augmenter nos revenus en optimisant les capacités de gestion des relations avec la clientèle au sein du groupe, en considérant des acquisitions possibles en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, et en établissant des alliances dans les marchés où nous exerçons déjà des activités. L'ajout de services de gestion des investissements non exclusifs nous permettra d'accroître la valeur des services proposés à nos clients.

Faits saillants financiers par division

Les revenus de RBC Investissements ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention à la page 32. La baisse des revenus tirés du Groupe Courtage Canada et International est imputable à la réduction des volumes de transactions et des revenus provenant des services tarifés, qui reflète la faiblesse continue des marchés financiers. Les revenus de Gestion mondiale d'actifs ont reculé de 57 %, car les revenus en 2001 incluaient un gain de 313 millions de dollars tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc. ainsi que l'inscription des derniers résultats de cette division sur une période de dix mois.

Revenus

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2002	2001
Groupe courtage			
Canada et International	(9)%	984 \$	1 076 \$
RBC Dain Rauscher (1)	106	1 702	827
RBC Gestion Privée Globale (2)	5	678	643
Gestion mondiale d'actifs (3)	(57)	286	660
Autres (4)	(108)	(3)	37
	12 %	3 647 \$	3 243 \$

- (1) Les revenus de 2002 comprennent ceux de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.
- (2) Comprend les activités au Canada et à l'étranger ainsi que la Planification financière.
- (3) Les revenus de 2001 comprennent ceux de Gestion Placements TR Inc. jusqu'au 15 août 2001, ainsi qu'un gain de 313 millions de dollars à la vente de Gestion Placements TR Inc.
- (4) Les revenus de 2001 comprennent un gain de 36 millions de dollars à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite. En excluant ce gain, les revenus de 2001 s'établissent à 1 million de dollars.

Malgré les difficultés que les marchés financiers ont connues, le Groupe Courtage Canada et International a enregistré une croissance de ses actifs, attribuable principalement aux actifs donnant lieu à des services tarifés. L'augmentation des biens administrés de RBC Gestion Privée Globale découle de l'accroissement des nouvelles affaires, de l'acquisition des actifs de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques et d'une plus-value de 5 % de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Ces augmentations ont largement contrebalancé la diminution des biens administrés de RBC Dain Rauscher imputable au recul des valeurs du marché, ainsi que la baisse prévue par suite de la réduction du nombre de courtiers résultant de la faiblesse des marchés et de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher.

Biens administrés

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers			
Groupe courtage			
Canada et International	3 %	111 340 \$	107 760 \$
RBC Dain Rauscher	(18)	132 930	161 740
RBC Gestion Privée Globale	21	82 390	67 990
	(3)	326 660	337 490
Institutions – RBC Gestion Privée Globale			
	(1)%	396 390 \$	398 500 \$

Le recul des biens sous gestion reflète principalement la baisse de valeur des actifs imputable à la faiblesse des marchés financiers. Dans le cadre de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher, nous avons procédé au désinvestissement d'une entreprise de gestion des actifs secondaire acquise dans le cadre de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Ce désinvestissement a donné lieu à une baisse des biens sous gestion des particuliers. Une tranche importante de l'augmentation des biens sous gestion des institutions découle de l'accumulation de nouveaux actifs réalisée par RBC Gestion Privée Globale et par RBC Dain Rauscher. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés relativement stables, car la baisse des valeurs du marché a été contrebalancée par le nombre élevé de ventes nettes découlant d'une campagne fructueuse de cotisations aux REER.

Biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers			
	(23)%	35 660 \$	46 620 \$
Institutions			
	9	18 410	16 940
Fonds communs de placement			
	(1)	34 230	34 550
	(10)%	88 300 \$	98 110 \$

RBC Marchés des Capitaux

Profil

RBC Marchés des Capitaux offre des services financiers de gros aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. RBC Marchés des Capitaux, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 27 autres villes.

Profil de l'industrie

Le marché canadien des services financiers de gros est un marché établi, et un grand nombre d'entreprises canadiennes cherchent donc des occasions de croissance à l'extérieur de leur marché national, et plus particulièrement aux États-Unis. Plusieurs grandes banques d'investissement mondiales ont une position dominante sur les marchés financiers aux États-Unis, et elles cherchent à se classer dans le quartile supérieur des sociétés inscrites à l'indice S&P 500. Nous sommes toutefois d'avis que des occasions importantes s'offrent aux sociétés de services spécialisés qui cherchent à se classer dans le quartile inférieur de cet indice. La réussite en Amérique du Nord repose sur la capacité de fournir aux clients des solutions innovatrices à valeur ajoutée qui traduisent une bonne compréhension de la société et de l'industrie. Les entreprises reconnues pour leur respect de normes déontologiques élevées bénéficieront d'un nombre croissant de nouvelles occasions d'affaires.

Nos forces

- Quartile supérieur des parts de marché dans presque tous nos secteurs d'activité au Canada
- Réputation établie en tant que principal courtier en valeurs mobilières au Canada, comme en témoigne notre part de marché dominante
- Capacités supérieures de montage et de distribution, comme en témoigne notre classement aux tableaux des preneurs fermes
- Expertise et connaissance des marchés dans de nombreuses industries

Notre stratégie

Nous visons à être reconnus, d'après les classements externes, comme la principale banque de services aux entreprises et de services d'investissement au Canada, et à établir des secteurs d'exploitation intégrés fructueux en Amérique du Nord, tout en continuant d'offrir des services spécialisés à l'échelle internationale.

Les stratégies clés de RBC Marchés des Capitaux incluent les suivantes :

- Au Canada, maintenir notre position de leader en matière de prestation de services traditionnels dans tous nos marchés, en continuant d'optimiser nos relations de longue date avec la clientèle, l'étendue de nos services de négociation, de recherche et de vente, ainsi que notre marque et notre réputation sur les marchés canadiens.
- Aux États-Unis, fournir des solutions à valeur ajoutée en offrant aux clients un vaste choix de portefeuilles de produits par l'entremise d'équipes spécialisées, de manière à développer des activités intégrées en Amérique du Nord. Nous optimiserons nos capacités en matière de recherche et de services-conseils dans des secteurs d'activité ciblés en Amérique du Nord, notamment ceux de l'énergie, de la technologie, des communications, des soins de santé, des produits de grande consommation et des institutions financières de taille moyenne.
- Poursuivre l'expansion de nos services spécialisés à l'échelle internationale en offrant aux clients des solutions personnalisées à valeur ajoutée en matière d'obligations, de fonds du marché monétaire, d'opérations de change, de financement structuré, ainsi que de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis ainsi qu'à une reprise modérée des marchés financiers en 2003, et nous prévoyons par conséquent une croissance des revenus modeste en 2003. Nos perspectives tiennent au fait que nous nous attendons à ce que les volumes de transactions, les opérations de fusion et d'acquisition, ainsi que les activités de placement de nouveaux titres et les services de consultation, augmentent pour s'établir à des niveaux plus normaux. Nous avons l'intention de continuer à nous concentrer sur la gestion stratégique de nos coûts et à maintenir un taux de croissance des charges inférieur à celui des revenus. Nous comptons également gérer de façon proactive le risque de crédit lié à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Rendement financier

Le bénéfice net a augmenté de 26 %, et le bénéfice net de base, de 17 %, et les dépenses ont connu une diminution beaucoup plus importante que celle que les revenus ont subie. Le rendement des capitaux propres de base est demeuré inchangé par rapport à 2001, et la hausse du bénéfice net a été contrebalancée par un montant supplémentaire de 700 millions de dollars en capitaux propres attribuables aux actionnaires affectés à ce secteur par rapport à l'an dernier, qui reflète les changements apportés à l'attribution du capital eu égard au risque de crédit.

Les revenus ont reculé de 86 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une diminution des revenus provenant des activités de négociation de notre plateforme, qui découle de la faiblesse continue des marchés financiers et du recul des revenus tirés des activités de prêts imputable aux réductions visées eu égard au portefeuille de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont chuté de 177 millions de dollars ou 10 % en raison d'une réduction des effectifs et des frais de rémunération variable. Les frais de rémunération au titre de la rétention se rapportant à l'acquisition de Dain Rauscher Wessels, dont les activités ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux depuis le début de 2002, ont également connu une baisse pour s'établir à 51 millions de dollars, par rapport à 88 millions en 2001.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 58 millions de dollars ou 14 % par rapport à 2001, en raison principalement de certains prêts accordés à des entreprises des secteurs des télécommunications, de la câblodistribution et de l'énergie qui ont été classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par des gains tirés de produits dérivés de crédit connexes, qui ont été comptabilisés à titre de revenus autres que d'intérêt. Les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé de 20 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les radiations de prêts aux entreprises.

La baisse des impôts sur les bénéfices est attribuable aux réductions de taux dans différents territoires, de même qu'à des impôts sur les bénéfices plus élevés en 2001 en raison d'une charge fiscale spéciale de 27 millions de dollars présentée au tableau 6 de la page 27.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	29 %	553 \$	429 \$
Revenus autres que d'intérêt	(9)	2 142	2 352
Revenus bruts	(3)	2 695	2 781
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	14	465	407
Total	14	465	407
Frais autres que d'intérêt (1)	(10)	1 627	1 804
Bénéfice net avant impôts	6	603	570
Charge d'impôts	(28)	143	200
Majoration au montant imposable équivalent	–	21	21
Bénéfice net	26 %	439 \$	349 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(36)\$	(77)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	100 p.b.	15 %	14 %
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	10,5 %	9,6 %
Profit économique	n.s.	(55)\$	(44)\$
Actif moyen	13 %	180 700	159 500
Moyenne des prêts et des acceptations	(6)	28 800	30 700
Moyenne des dépôts	10	81 100	73 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21	4 000	3 300
Résultats de base (2)			
Bénéfice net	17	439	376
Rendement des capitaux propres	–	10,5 %	10,5 %
Information relative au crédit			
Prêts à intérêts non comptabilisés	(2)%	1 094 \$	1 114 \$
Radiations nettes	120	510	232
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	101 p.b.	1,77 %	0,76 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	(1)%	2 938	2 954

(1) Comprend une charge de 43 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Services des marchés financiers

Cette division, qui a été créée en novembre 2001, regroupe les activités de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées, ainsi que les services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux. Nous offrons une vaste gamme de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, et des services de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées.

Au Canada, nous exploiterons nos principales forces – expertise des marchés canadiens; étendue et durabilité de nos relations avec les clients; étendue de nos activités de négociation, de recherche et de vente; réputation de longue date pour ce qui est de notre position de principale banque d'investissement au pays – afin de continuer à offrir des services traditionnels à toutes les industries.

En Amérique du Nord, nous nous concentrerons sur diverses industries – notamment la technologie, les télécommunications, les soins de santé, l'énergie, les produits de grande consommation et les institutions financières de taille moyenne. En optimisant nos capacités en matière de recherche et de services-conseils, nous prévoyons être en mesure de nous différencier et d'offrir à nos clients cibles des connaissances supérieures en matière d'occasions de placement ainsi que des solutions axées sur le marché.

Produits financiers mondiaux

Cette division a été créée en novembre 2001 afin de reconnaître la convergence continue des produits financiers offerts aux clients. Elle regroupe des activités telles que le montage, la syndication, la titrisation, la négociation et la distribution de titres d'emprunt à l'échelle mondiale. Ces titres incluent des prêts, des obligations et des produits dérivés ayant une cote de titre de bonne qualité ou une notation sous la cote de titre de bonne qualité. Par ailleurs, la division Produits financiers mondiaux offre des services de gestion des actifs optimisés et constitue le centre d'expertise pour ce qui est des activités de négociation exclusives de RBC Marchés des Capitaux. Le regroupement de toutes ces activités nous permet de maximiser notre expertise interne et d'offrir aux clients un vaste éventail d'idées et de solutions à valeur ajoutée.

Nous entendons nous concentrer sur la détermination d'occasions qui pourraient nous permettre d'exploiter nos forces existantes et de fournir à nos clients des méthodes de structuration des transactions axées sur des solutions.

Services de trésorerie mondiaux

Les Services de trésorerie mondiaux regroupent nos activités dans le marché du change et les marchés monétaires et offrent à nos clients à l'échelle internationale des produits de change, des produits de base, des produits dérivés et des produits sur taux d'intérêt, ainsi que des services de gestion du risque de change et des services-conseils. Ces produits et services sont offerts par l'entremise d'un réseau mondial exhaustif de centres de vente et de négociation situés dans des villes telles que Toronto, Londres et New York. Nous sommes reconnus comme un leader du marché en matière de solutions de commerce électronique pour les opérations de change, et nous offrons également des services par le truchement de notre plateforme de négociation en ligne, FX Direct. Nous sommes par ailleurs membres de FXall, une plateforme de services de négociation mondiaux regroupant plusieurs banques. Nous continuerons d'investir dans des réseaux de prestation électronique innovateurs, qui nous permettent d'offrir des produits et services flexibles et élaborés.

Crédits mondiaux

La division Crédits mondiaux fournit des services de gestion centralisée de tous les risques de crédit de notre portefeuille de prêts. Bien que les prêts de gros soient essentiels à l'établissement et à l'accroissement d'activités à marge élevée, les activités de prêt doivent être effectuées de manière stratégique afin de maximiser le rendement pour les actionnaires. Nos spécialistes en gestion de portefeuille et des opérations ont recours à des outils d'analyse et de gestion des risques perfectionnés conçus pour faire en sorte que les taux de nos prêts tiennent compte des risques connexes et reflètent la valeur de tous les produits et services dont bénéficient les clients de RBC.

Nos spécialistes en matière d'opérations utilisent des structures appropriées pour fournir aux clients des solutions de crédit à valeur ajoutée, plutôt que des solutions de base. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos équipes de distribution afin de réduire davantage la taille de nos prêts aux entreprises, tout en continuant d'améliorer la qualité du bénéfice tiré de ces activités.

Placements alternatifs

La division Placements alternatifs a été créée en juin 2002 afin d'augmenter nos activités de gestion d'actifs de gros, qui regroupent à l'heure actuelle les opérations liées aux fonds spéculatifs et à des financements par capitaux propres. Les activités liées aux actifs non traditionnels fournissent des occasions de placement non conventionnelles aux particuliers ayant un avoir net élevé, aux entreprises et aux clients institutionnels. Ces options de placement incluent les fonds spéculatifs et les financements par capitaux propres, et elles peuvent s'étendre à d'autres opérations et produits tels que les prises de contrôle par emprunt, les titres de créance garantis et les contrats à terme gérés. Nous sommes positionnés idéalement pour optimiser notre infrastructure actuelle et notre connaissance supérieure des produits des autres secteurs d'exploitation de RBC qui ont des relations d'affaires bien établies avec notre clientèle cible.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à 2001, en raison notamment des facteurs suivants : le solide rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition au Canada, ainsi que des gains au titre de produits dérivés de crédit liés à des comptes classés à titre de prêts douteux au cours de l'exercice. Ces facteurs ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des activités de vente et de négociation, le faible rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition aux États-Unis, ainsi que le recul de 9 % des revenus de base tirés des activités de prêt. Ce dernier recul est imputable à une diminution des écarts et à la réduction visée du portefeuille de prêts aux entreprises, qui se traduit également par une baisse de 13 % de l'actif moyen.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	3 %	1 064 \$	1 033 \$
Actif moyen	(13)	13 600	15 700

Les revenus ont progressé de 5 % en 2002. Un environnement commercial caractérisé par des taux d'intérêt favorables au cours de l'exercice nous a aidés à accroître les revenus et les actifs de nos services traditionnels en matière d'obligations et de produits dérivés, ainsi que la croissance des revenus découlant de nouvelles initiatives en matière de titrisation, de financement avec effet de levier et de gestion des actifs. Les revenus provenant de nos activités de négociation exclusives ont reculé légèrement par rapport à 2001. Dans l'ensemble, la division a obtenu un bon rendement, malgré les difficultés que les marchés ont connues et le déplacement de nos bureaux de New York par suite des événements survenus le 11 septembre.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	5 %	883 \$	839 \$
Actif moyen	41	70 700	50 200

Les revenus ont subi une baisse de 19 % par rapport à 2001, exercice au cours duquel nous avons enregistré des revenus records. Les opérations de change se sont caractérisées par une volatilité accrue des taux de change et par une baisse des volumes, et l'incertitude liée à l'économie et aux taux d'intérêt a eu des répercussions défavorables sur les activités au sein des marchés monétaires. Les activités liées aux produits dérivés ont toutefois produit un bon rendement, et nous continuons d'augmenter nos revenus par le truchement de nos réseaux de commerce électronique.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(19)%	510 \$	627 \$
Actif moyen	5	78 500	75 100

Le recul de 29 % des revenus de la division Crédits mondiaux est en grande partie imputable au montant négatif net des ajustement à la valeur de marché apportés aux produits dérivés de crédit et aux autres instruments financiers, ainsi qu'aux réductions prévues visant notre portefeuille de prêts secondaire, qui se traduisent par un recul de 25 % de l'actif moyen. Ces diminutions ont neutralisé la croissance des revenus découlant de nos activités de prêts structurés ainsi que de nos efforts visant à favoriser les opérations de prêts se caractérisant par des valeurs plus élevées et une plus grande liquidité.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(29)%	142 \$	201 \$
Actif moyen	(25)	10 100	13 500

Les revenus ont progressé de 19 % grâce aux résultats solides de nos opérations liées aux fonds spéculatifs, qui représentent la majorité de nos revenus, et aux résultats stables de nos opérations de négociation exclusives, qui ont contrebalancé la baisse des revenus provenant des produits dérivés sur actions au Canada. Les revenus tirés de nos services de banque d'affaires ont eux aussi reculé en raison de la diminution des gains en capital et des moins-values de certains placements.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	19 %	96 \$	81 \$
Actif moyen	56	7 800	5 000

RBC Services Internationaux

Profil

RBC Services Internationaux offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services d'administration des placements, les services de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales. Notre participation de 50 % dans Solutions Moneris, une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes, est présentée sous RBC Services Internationaux.

Profil de l'industrie

L'industrie se caractérise par un nombre croissant de regroupements découlant de la mondialisation de certains secteurs. Des entreprises spécialisées et de nouveaux participants sur le marché font concurrence aux institutions financières traditionnelles. Les entreprises doivent accroître l'envergure de leurs activités pour soutenir les investissements de capitaux dans la technologie requise aux fins du lancement de nouveaux produits et services, pour permettre les changements d'infrastructure dictés par l'industrie et pour améliorer l'efficacité opérationnelle.

Nos forces

- Position de chef de file au Canada selon le volume de biens administrés et notre part du marché exprimée en pourcentage du nombre de clients
- Solides relations avec nos clients, comme en témoignent notre taux élevé de conservation de la clientèle et les nouvelles affaires générées par notre clientèle existante
- Qualité reconnue de nos services, comme en témoigne notre première place dans les sondages effectués par des tiers auprès des clients
- Élaboration et implantation continues de nouvelles solutions en matière de technologie et de service à la clientèle
- Optimisation de notre position sur le marché en alignant les ressources de RBC Services Internationaux sur l'expertise des autres plateformes de RBC, de manière à offrir des services intégrés de qualité supérieure sur le marché.

Notre stratégie

Nous désirons maintenir et améliorer notre position de chef de file au Canada et continuer à accroître notre présence concurrentielle à l'échelle internationale. À ces fins :

- nous exploiterons nos relations actuelles avec les clients afin de générer de nouvelles affaires dans des marchés nationaux et internationaux sélectionnés;
- nous accroîtrons nos activités au moyen d'alliances clés, d'acquisitions et de partenariats, et nous continuerons d'optimiser la coentreprise Solutions Moneris;
- nous assurerons la croissance de nos revenus en élaborant de nouveaux produits et en offrant des services à valeur ajoutée et à marges élevées, tels que des prêts de titres et des services-conseils en matière d'opérations commerciales;
- nous améliorerons nos plateformes liées au traitement et aux systèmes pour offrir de nouvelles capacités, accroître l'efficacité et réaliser des économies d'échelle;
- nous poursuivrons la transition vers des produits et services de paiement électronique, et nous nous concentrerons sur les solutions offertes sur le Web.

Perspectives pour 2003

Bien que nous prévoyions une hausse des taux d'intérêt au deuxième semestre de 2003, ces taux demeureront probablement faibles d'un point de vue historique et continueront d'avoir une incidence défavorable sur la croissance de nos revenus en 2003. Étant donné que nos revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse dépendent grandement des taux d'intérêt, la croissance de notre revenu net d'intérêt pourrait s'en trouver réduite. Par ailleurs, la reprise modeste des marchés financiers prévue au début du deuxième semestre de 2003 devrait avoir des répercussions positives sur les revenus tirés des opérations de change et sur les revenus provenant des services tarifés découlant d'une augmentation des biens administrés.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, en excluant le gain tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, a diminué de 8 % par rapport à l'an dernier, partiellement en raison du recul des revenus et d'une augmentation de la provision pour pertes sur créances.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 28,7 %, comparativement à un rendement des capitaux propres de base de 34,7 % en 2001. Cette baisse reflète un recul du bénéfice net ainsi qu'une augmentation de 100 millions de dollars des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en 2002. La hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur reflète la participation de 50 % dans la coentreprise Solutions Moneris, ainsi qu'une augmentation du capital attribué pour tenir compte du risque opérationnel.

Les revenus ont subi une baisse de 6 % par rapport à l'an dernier, qui reflète le recul du revenu d'intérêt imputable à la réduction des taux d'intérêt, ainsi que la diminution des revenus tirés des opérations de change, qui ont largement neutralisé une augmentation de 10 % du revenu provenant des services tarifés. Les revenus de base (qui excluent un gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris) ont progressé de 5 %. L'acquisition, le 31 juillet 2001, de Perpetual Fund Services, une société australienne qui offre des services de garde de valeurs, d'administration de placements et d'enregistrement de parts, de même que le changement dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris, ont eu une incidence positive sur les revenus. Depuis novembre 2001, nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ces facteurs, les revenus ont diminué de 3 %.

Les charges ont augmenté de 63 millions de dollars ou 13 % en 2002, en raison de l'inclusion des résultats de Perpetual Fund Services sur tout l'exercice ainsi que de nos investissements continus de capitaux dans la technologie. En excluant l'acquisition de Perpetual Fund Services et le changement dans la méthode de comptabilisation des services que nous offrons à Solutions Moneris et dont il est fait mention ci-dessus, les charges ont progressé de 2 %.

L'augmentation de la provision pour pertes sur créances et des prêts à intérêts non comptabilisés est liée à des prêts en Argentine, qui ont été comptabilisés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(8)%	136 \$	148 \$
Revenus autres que d'intérêt	(5)	672	710
Revenus bruts	(6)	808	858
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	n.s.	10	(2)
Total	n.s.	10	(2)
Frais autres que d'intérêt (1)	13	548	485
Bénéfice net avant impôts	(33)	250	375
Charge d'impôts	(29)	77	109
Bénéfice net	(35)%	173 \$	266 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(47)	9 \$	17 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(500)p.b.	6 %	11 %
Rendement des capitaux propres	(2 060)p.b.	28,7 %	49,3 %
Profit économique	(18)%	100 \$	122 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20	600	500
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	5	808	769
Bénéfice net	(8)	173	189
Rendement des capitaux propres	(600)p.b.	28,7 %	34,7 %
Information relative au crédit			
Prêts à intérêts non comptabilisés	275 %	30 \$	8 \$
Radiations nettes	(114)	(1)	7
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(40)p.b.	(0,05)%	0,35 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	1 %	2 571	2 557

(1) Comprend une charge de 8 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un chef de file en matière d'administration de placements auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. Nous exploitons 13 bureaux dans le monde, et notre réseau de services de garde internationaux s'étend sur 80 marchés.

Notre objectif consiste à continuer de miser sur notre position de chef de file au Canada pour étendre nos activités à l'échelle mondiale, tout en mettant l'accent sur les services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée.

Nous prévoyons continuer à accroître nos revenus provenant des services tarifés en :

- vendant de nouveaux produits et services à nos clients actuels;
- élargissant notre gamme de produits en Europe et dans la région Asie-Pacifique;
- explorant de nouvelles possibilités d'alliances et d'acquisitions.

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent notamment la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Notre objectif vise à tirer profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens en :

- déterminant des solutions à valeur ajoutée distinctes qui répondent aux besoins uniques des divers segments de marché;
- ajoutant des sources de revenus au moyen de nouveaux services intégrant les nouveaux produits de RBC Services Internationaux et ceux des autres plateformes d'exploitation.

Nous continuerons de surveiller et de gérer activement notre exposition aux marchés présentant des risques plus élevés.

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie, de paiement et de conseils liés aux opérations commerciales aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre groupe de gestion de trésorerie offre aux clients un vaste éventail de solutions qui favorisent une gestion plus efficace des flux de trésorerie et une meilleure intégration avec les activités de traitement des opérations des clients. Par l'entremise de Solutions Moneris, nous offrons aux commerçants des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit et de débit.

Notre objectif vise à demeurer le principal prestataire au Canada, en maintenant des relations rentables avec les clients et en accroissant notre part de marché dans les marchés stratégiques. Nous comptons pour ce faire :

- avoir recours à une segmentation du marché de manière à répondre aux besoins divers des marchés commerciaux;
- élargir la fonctionnalité de notre réseau de distribution sur le Web eu égard aux services de gestion de trésorerie et de conseils liés aux opérations commerciales;
- lancer de nouveaux produits et services liés aux opérations commerciales et accroître nos alliances commerciales afin de satisfaire aux exigences des clients en matière de commerce international, tout en gérant le risque efficacement;
- optimiser notre prestation de services de gestion de trésorerie et notre position de chef de file en matière de services.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 millions de dollars ou 1 % en 2002, car l'incidence positive de l'acquisition de Perpetual Fund Services et la hausse du revenu provenant des services tarifés ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des opérations de change et du revenu d'intérêt, imputable aux faibles taux d'intérêt. Les biens administrés ont augmenté de 3 % par rapport à 2001 en raison des nouvelles affaires générées, mais l'incidence du recul du marché des actions a largement effacé ces améliorations.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	1 %	401 \$	398 \$
Biens administrés	3	963 200	936 700

Les revenus ont reculé de 15 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une baisse du revenu d'intérêt imputable aux faibles taux d'intérêt. De plus, certains revenus provenant des services tarifés ont été transférés de RBC Services Internationaux à RBC Marchés des Capitaux en 2002, ce qui a entraîné une baisse des revenus. La diminution de l'actif moyen reflète les réductions stratégiques de la taille de notre portefeuille de prêts en Amérique latine, qui totalise actuellement 146 millions de dollars.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(13)%	98 \$	113 \$
Actif moyen	(15)	1 700	2 000
Moyenne des dépôts	–	1 700	1 700

Les revenus ont subi une baisse de 38 millions de dollars ou 11 % par rapport à 2001. En excluant le gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, les revenus ont progressé de 51 millions ou 20 %. Cette augmentation reflète principalement un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans la méthode de comptabilisation des services que nous fournissons à Solutions Moneris. Nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ce facteur, les revenus ont augmenté de 5 %, résultat qui reflète la hausse du revenu provenant des services tarifés.

Résultats

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(11)%	309 \$	347 \$
Revenus bruts de base (1)	20	309	258
Moyenne des dépôts	6	6 350	6 000
Volumes de paiement (2)	12	7 440	6 670
Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements)	(40)	0,33	0,55

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27.

(2) Rajusté pour refléter des types de paiements qui n'étaient pas inclus en 2001.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus de 7 %
- Croissance des revenus d'exploitation (de base) de 11 %, qui reflète les acquisitions
- Maintien des revenus d'exploitation, exclusion faite des acquisitions récentes aux États-Unis
- Revenu net d'intérêt en hausse de 10 %
- Marge nette d'intérêt de 1,93 %, en baisse de quatre points de base
- Revenus autres que d'intérêt en hausse de 5 %, et revenus autres que d'intérêt de base en hausse de 11 %
- Revenus autres que d'intérêt représentant 54 % du total des revenus

TABEAU 7 Revenus d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Revenu net d'intérêt	7 191 \$	6 529 \$	662 \$	10 %
Revenus autres que d'intérêt	8 579	8 155	424	5
Total des revenus (déclaré)	15 770	14 684	1 086	7
Moins : éléments exceptionnels (1)	–	(445)	(445)	n.s.
Revenus d'exploitation	15 770	14 239	1 531	11
Moins : revenus tirés des acquisitions récentes aux États-Unis (2)	(3 265)	(1 735)	1 530	88
Revenus d'exploitation, déduction faite des acquisitions récentes aux États-Unis	12 505 \$	12 504 \$	1 \$	– %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27. Il n'y a aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Représente les revenus de RBC Centura (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), mais exclut les revenus de Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.

n.s. non significatif

Le total des revenus a progressé de 1,1 milliard de dollars ou 7 % par rapport à 2001. Les revenus d'exploitation (de base) (qui excluent des gains de 445 millions de dollars tirés des éléments exceptionnels comptabilisés en 2001) ont augmenté de 1,5 milliard ou 11 % comparativement à l'an dernier.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, la croissance des revenus d'exploitation est entièrement attribuable aux revenus tirés des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier. Les charges d'exploitation ont pour leur part reculé de 5 % (comme il est expliqué dans la section Contrôle des coûts, à la page 42).

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a connu une hausse de 10 % par rapport à 2001, pour s'établir à 7,2 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, le revenu net d'intérêt a augmenté de 2 % en raison de l'augmentation des actifs productifs d'intérêts, notamment les prêts hypothécaires résidentiels, qui a largement contrebalancé la réduction des écarts sur les dépôts.

Comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a reculé de quatre points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 1,93 %, résultat qui reflète le resserrement de l'écart entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 6,55 % à l'exercice 2001 à 4,15 %.

TABEAU 8 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000
Actif moyen	371 700 \$	331 600 \$	284 100 \$
Revenu net d'intérêt (1)	7 191	6 529	5 307
Marge nette d'intérêt (2)	1,93 %	1,97 %	1,87 %

(1) Selon l'équivalent imposable.

(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Perspectives

Nous nous attendons à une certaine reprise des activités au sein des marchés financiers, à une hausse des taux d'intérêt au Canada, ainsi qu'à une croissance de l'économie au Canada et aux États-Unis un peu plus rapide qu'en 2002, et nous visons par conséquent une croissance des revenus de base de 5 % à 8 % à l'exercice 2003.

TABLEAU 9 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Au Canada	331 \$	427 \$	612 \$	6 \$	18 \$	22 \$	1,81 %	4,22 %	3,59 %
À l'étranger	15 395	16 168	13 888	476	813	802	3,09	5,03	5,77
	15 726	16 595	14 500	482	831	824	3,06	5,01	5,68
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	66 631	53 477	40 669	1 945	2 143	1 519	2,92	4,01	3,74
Titres destinés à la vente (3)	25 583	21 623	19 471	1 170	1 170	1 107	4,57	5,41	5,69
Titres détenus jusqu'à l'échéance	-	-	1 057	-	-	71	-	-	6,72
	92 214	75 100	61 197	3 115	3 313	2 697	3,38	4,41	4,41
Biens acquis en vertu de conventions de revente	35 463	29 591	21 729	651	1 163	1 078	1,84	3,93	4,96
Prêts (4)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	65 901	62 449	59 860	3 903	4 087	3 891	5,92	6,54	6,50
Prêts aux particuliers	26 631	28 089	26 949	1 734	2 325	2 290	6,51	8,28	8,50
Prêts sur cartes de crédit	4 354	4 586	3 559	519	556	405	11,92	12,12	11,38
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	30 217	33 890	34 381	1 291	1 281	1 506	4,27	3,78	4,38
À l'étranger	127 103	129 014	124 749	7 447	8 249	8 092	5,86	6,39	6,49
	41 846	33 232	24 927	3 016	3 783	3 446	7,21	11,38	13,82
	168 949	162 246	149 676	10 463	12 032	11 538	6,19	7,42	7,71
Total de l'actif productif d'intérêts	312 352	283 532	247 102	14 711	17 339	16 137	4,71	6,12	6,53
Dépôts non productifs d'intérêts à des banques	1 753	1 188	930						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres actifs	51 365	39 025	27 724						
Provision cumulative pour pertes sur créances	(2 285)	(2 035)	(1 937)						
Total de l'actif	371 700 \$	331 600 \$	284 100 \$	14 711 \$	17 339 \$	16 137 \$	3,96 %	5,23 %	5,68 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (5)									
Au Canada	111 880 \$	110 228 \$	107 533 \$	2 964 \$	4 712 \$	5 060 \$	2,65 %	4,27 %	4,71 %
À l'étranger	108 849	90 459	71 024	2 745	4 000	3 997	2,52	4,42	5,63
	220 729	200 687	178 557	5 709	8 712	9 057	2,59	4,34	5,07
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 563	16 358	14 195	797	654	656	4,07	4,00	4,62
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	19 630	19 892	11 873	414	894	653	2,11	4,49	5,50
Débitures subordonnées	7 089	6 972	5 129	406	410	344	5,73	5,88	6,71
Autres passifs portant intérêt	5 546	3 042	3 042	194	140	120	3,50	4,60	3,94
Total du passif portant intérêt	272 557	246 951	212 796	7 520	10 810	10 830	2,76	4,38	5,09
Dépôts ne portant pas intérêt	21 540	20 732	17 509						
Acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres passifs	50 526	38 092	30 811						
	353 138	315 665	271 397	7 520	10 810	10 830	2,13	3,42	3,99
Capitaux propres									
Actions privilégiées	1 682	2 036	1 978						
Actions ordinaires	16 880	13 899	10 725						
Total du passif et des capitaux propres	371 700 \$	331 600 \$	284 100 \$	7 520 \$	10 810 \$	10 830 \$	2,02 %	3,26 %	3,81 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	371 700 \$	331 600 \$	284 100 \$	7 191 \$	6 529 \$	5 307 \$	1,93 %	1,97 %	1,87 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêts moyen									
Au Canada	199 066 \$	186 480 \$	180 429 \$	6 537 \$	5 324 \$	4 796 \$	3,28 %	2,85 %	2,66 %
À l'étranger	113 286	97 052	66 673	654	1 205	511	0,58	1,24	0,77
Total	312 352 \$	283 532 \$	247 102 \$	7 191 \$	6 529 \$	5 307 \$	2,30 %	2,30 %	2,15 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 321 millions de dollars (328 millions en 2001; 274 millions en 2000). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 38,5 % (41,5 % en 2001; 42,8 % en 2000) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les titres exonérés d'impôts avaient des soldes moyens de 6 729 millions de dollars (6 752 millions en 2001; 2 848 millions en 2000), des intérêts gagnés de 233 millions (141 millions en 2001; 63 millions en 2000), ainsi que des taux moyens de 3,46 % (2,09 % en 2001; 2,21 % en 2000), respectivement.

(4) Les soldes moyens comprennent les prêts à intérêts non comptabilisés.

(5) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 39 milliards de dollars (38 milliards en 2001; 34 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 0,3 milliard (0,6 milliard en 2001; 0,7 milliard en 2000), ainsi que des taux moyens de 0,69 % (1,58 % en 2001; 2,06 % en 2000), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 47 milliards de dollars (44 milliards en 2001; 38 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 1,3 milliard (2,0 milliards en 2001; 2,0 milliards en 2000), ainsi que des taux moyens de 2,85 % (4,55 % en 2001; 5,26 % en 2000), respectivement.

TABLEAU 10 Variation du revenu net d'intérêt

	2002 sur 2001 Facteurs d'augmentation (de diminution)			2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
(en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable)						
Actif						
Dépôts à des banques						
Au Canada	(3)\$	(9)\$	(12)\$	(7)\$	3 \$	(4)\$
À l'étranger	(37)	(300)	(337)	122	(111)	11
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	459	(657)	(198)	507	117	624
Titres destinés à la vente	196	(196)	–	118	(55)	63
Titres détenus jusqu'à l'échéance	–	–	–	(71)	–	(71)
Biens acquis en vertu de conventions de revente	197	(709)	(512)	339	(254)	85
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	218	(402)	(184)	169	27	196
Prêts aux particuliers	(116)	(475)	(591)	95	(60)	35
Prêts sur cartes de crédit	(28)	(9)	(37)	123	28	151
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(147)	157	10	(21)	(204)	(225)
À l'étranger	832	(1 599)	(767)	1 016	(679)	337
Total du revenu d'intérêt	1 571 \$	(4 199)\$	(2 628)\$	2 390 \$	(1 188)\$	1 202 \$
Passif						
Dépôts						
Au Canada	70 \$	(1 818)\$	(1 748)\$	124 \$	(472)\$	(348)\$
À l'étranger	701	(1 956)	(1 255)	962	(959)	3
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	130	13	143	93	(95)	(2)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(12)	(468)	(480)	377	(136)	241
Débitures subordonnées	7	(11)	(4)	112	(46)	66
Autres passifs portant intérêt	94	(40)	54	–	20	20
Total des frais d'intérêt	990	(4 280)	(3 290)	1 668	(1 688)	(20)
Revenu net d'intérêt	581 \$	81 \$	662 \$	722 \$	500 \$	1 222 \$

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

Revenus autres que d'intérêt

Comme l'indique le tableau 11, à la page 41, les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 424 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2001, et les revenus autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6 à la page 27) ont augmenté de 869 millions ou 11 %, augmentations qui reflètent les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Les revenus autres que d'intérêt de base de RBC Banque se sont accrus de 12 %, ceux de RBC Assurances ont augmenté de 6 %, et ceux de RBC Investissements ont progressé de 31 %, résultats qui reflètent en grande partie les acquisitions effectuées. Les revenus autres que d'intérêt de base de RBC Services Internationaux ont grimpé de 8 %, mais ceux de RBC Marchés des Capitaux ont reculé de 9 %.

En excluant l'incidence des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les revenus autres que d'intérêt de base ont baissé de 133 millions de dollars ou 2 %.

Les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont connu une hausse de 23 %, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont progressé de 17 %, et les revenus tirés de la gestion de placements et des services de garde ont inscrit une hausse de 8 %, en partie en raison des acquisitions effectuées. Les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui se rapportent aux prêts hypothécaires montés aux États-Unis) se sont accrus de 17 %, les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 4 %, et les revenus tirés des activités de titrisation ont augmenté de 38 %, résultat qui reflète la titrisation, cet exercice, de prêts hypothécaires résidentiels de

3,7 milliards de dollars. Les revenus sur cartes ont reculé de 2 %. Malgré la contribution des récentes acquisitions aux États-Unis, les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 3 %. Les revenus tirés des activités d'assurance ont eux aussi subi une baisse de 3 %, et les commissions de crédit ont reculé de 6 %. Les revenus autres que d'intérêt ont connu une hausse de 255 millions de dollars ou 68 %, qui découle en partie d'une augmentation de 77 millions des revenus provenant des services tarifés touchés par RBC Dain Rauscher relativement à la prestation de services administratifs à d'autres maisons de courtage, ainsi que d'une hausse de 61 millions des gains à la valeur du marché liés aux produits dérivés et aux opérations de couverture. Ces gains à la valeur du marché sont déterminés conformément au FAS 133, intitulé *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*.

En excluant l'incidence des récentes acquisitions aux États-Unis, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont augmenté de 82 millions de dollars, les revenus tirés de la titrisation ont progressé de 47 millions, les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 16 millions, les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 8 millions, les commissions de crédit ont subi une baisse de 17 millions, les commissions sur le marché financier ont reculé de 23 millions, les commissions de gestion de placements et de services de garde ont diminué de 77 millions et les revenus tirés des activités de négociation ont connu une baisse de 302 millions.

Les revenus autres que d'intérêt ont représenté 54 % du total des revenus, soit un résultat inchangé par rapport à 2001.

TABLEAU 11 Revenus autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	1 866 \$	1 523 \$	1 538 \$	343 \$	23 %
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540	(54)	(3)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860	83	8
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756	154	17
Revenus tirés de fonds communs de placement	723	692	624	31	4
Revenus sur cartes	285	290	420	(5)	(2)
Revenus de change autres que de négociation	277	300	299	(23)	(8)
Revenus tirés des activités d'assurance	255	263	151	(8)	(3)
Revenus tirés des activités hypothécaires	240	206	–	34	17
Commissions de crédit	223	237	212	(14)	(6)
Revenus tirés de la titrisation	172	125	104	47	38
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	15	22	(16)	(7)	(32)
Perte à la vente de valeurs mobilières	(95)	(128)	(11)	33	26
Autres	632	377	203	255	68
Total des revenus autres que d'intérêt de base	8 579	7 710	6 680	869	11
Éléments exceptionnels (1)	–	445	–	(445)	n.s.
Total	8 579 \$	8 155 \$	6 680 \$	424 \$	5 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.

n.s. non significatif

TABLEAU 12 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêt (1)	127 \$	(68)\$	(365)\$
Revenus autres que d'intérêt (2)	1 766	1 820	1 540
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$
Par type de produit			
Titres de participation	753 \$	684 \$	495 \$
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	876	726	378
Contrats de change (4)	263	340	301
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	1	2	1
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$

(1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.

(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.

(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt et des contrats de garantie de taux d'intérêt.

(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés qui découlent de la tenue de marché, des ventes et des activités de négociation effectuées pour compte propre. Ces valeurs mobilières et ces produits dérivés sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 12 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'indique le tableau 12, le total des revenus tirés des activités de négociation a progressé de 141 millions de dollars ou 8 % en 2002. Ce résultat est en partie attribuable à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. Les activités de négociation effectuées pour notre propre compte sont rigoureusement gérées en fonction de la VAR et des limites relatives à la négociation. En outre, nous continuons d'effectuer la majorité des activités de négociation pour le compte de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7.

Les revenus tirés des activités de négociation des titres à revenu fixe et des instruments du marché monétaire ont augmenté de 150 millions de dollars ou 21 %, en raison surtout de la hausse des volumes de négociation de titres à revenu fixe découlant des taux d'intérêt favorables (résultant des baisses successives effectuées par les banques centrales) et de l'augmentation des activités de négociation de produits dérivés. Les revenus tirés des activités de négociation d'actions ont connu une hausse de 69 millions de dollars ou 10 %, qui découle principalement de l'inscription des revenus de Tucker Anthony Sutro. Les revenus tirés des activités de négociation des contrats de change ont reculé de 77 millions de dollars ou 23 %, baisse qui est en partie imputable à la diminution des volumes de transactions découlant de la volatilité accrue des marchés des changes.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt en hausse de 6 % par rapport à l'exercice 2001, et frais autres que d'intérêt de base en hausse de 7 %, qui reflètent les acquisitions récentes aux États-Unis
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, en baisse de 5 %, résultat qui traduit nos mesures continues de contrôle des coûts

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt ont progressé de 603 millions de dollars ou 6 %, et les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27) ont augmenté de 694 millions ou 7 % par rapport à l'exercice 2001.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions) ont connu une hausse de 708 millions de dollars ou 8 % en 2002.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis se sont chiffrés à 2,7 milliards de dollars en 2002, en hausse de 1,1 milliard. Cette augmentation importante est imputable principalement à l'inscription des charges de RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) sur tout l'exercice, ainsi qu'à des charges liées à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. En excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont reculé de 411 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2001. En excluant également l'amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux dites acquisitions, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont diminué de 261 millions de dollars ou 3 % en 2002.

Les charges d'exploitation sectorielles, en excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, sont les suivantes : les charges d'exploitation de RBC Investissements ont reculé de 133 millions de dollars ou 8 %, celles de RBC Banque ont diminué de 113 millions ou 3 %, et celles de RBC Assurances ont enregistré une baisse de 10 millions ou 5 %. Le recul des charges de RBC Banque reflète le succès continu de nos mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 1999, et la réduction des charges de RBC Investissements est en grande partie attribuable à une baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la faiblesse des marchés financiers et à nos mesures de contrôle des coûts. La baisse des charges de RBC Assurances reflète en partie la suppression, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2001, de l'amortissement de l'écart d'acquisition.

Les charges d'exploitation de RBC Marchés des Capitaux ont diminué de 140 millions de dollars ou 8 %, et celles de RBC Services Internationaux ont augmenté de 63 millions ou 13 %. La diminution des charges de RBC Marchés des Capitaux, qui est analogue à celle des charges de RBC Investissements, découle de la baisse des frais au titre de la rémunération variable et de nos mesures continues de contrôle des coûts. Un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris – une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes dans laquelle nous détenons une participation de 50 % – a eu une incidence sur la hausse des charges de RBC Services Internationaux. Nous comptabilisons dorénavant les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. Par ailleurs, l'acquisition de Perpetual Fund Services, en juillet 2001, a influé sur les charges. En excluant cette acquisition, ainsi que le changement dans le classement des services fournis à Solutions Moneris, les charges d'exploitation de RBC Services Internationaux ont augmenté de 2 %.

Les frais liés aux ressources humaines ont progressé de 589 millions de dollars ou 10 % en 2002, en raison principalement d'une hausse de 464 millions ou 17 % de la charge au titre des salaires et d'une augmentation de 100 millions ou 14 % de la charge au titre des avantages sociaux. La hausse de la charge au titre des salaires découle principalement de l'acquisition de RBC Centura et de Tucker Anthony Sutro. Le coût des prestations de retraite a connu une hausse de 129 millions de dollars cette année, qui découle en grande partie de la baisse de la juste valeur de l'actif des régimes (imputable à la faiblesse des marchés des actions), des coûts liés au règlement de demandes faites par des participants au régime de retraite du Trust Royal, et de l'augmentation des intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations de retraite. Le coût des prestations de retraite au titre des régimes à cotisations déterminées a augmenté en raison des changements apportés à la structure de notre régime aux États-Unis, ainsi que du lancement de notre régime à cotisations déterminées au Canada.

La charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite a diminué de 39 millions de dollars au cours de l'exercice, en raison surtout d'une charge de 87 millions constatée en 2001 par suite de l'examen de certains régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs connexes. Aucune charge semblable n'a été constatée à l'exercice 2002.

Les frais de rémunération au titre de la rétention ont diminué de 18 millions de dollars pour s'établir à 158 millions, en dépit de l'ajout de frais de rémunération au titre de la rétention de 45 millions liés à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Nous prévoyons que le total des frais de rémunération au titre de la rétention diminuera pour se chiffrer à environ 87 millions de dollars en 2003, et à approximativement 53 millions en 2004. Les coûts liés aux droits à la plus-value des actions ont subi une hausse légère au cours de l'exercice. Les droits à la plus-value des actions font l'objet d'une analyse à la note 16 présentée à la page 89, et leurs coûts sont déterminés en fonction de la variation du cours de nos actions et du calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais liés aux communications ont progressé de 111 millions de dollars ou 16 %, ceux liés au matériel ont augmenté de 81 millions ou 12 %, et les frais d'occupation se sont accrus de 72 millions ou 10 %. Ces résultats reflètent en grande partie l'inscription sur tout l'exercice des charges de RBC Centura Bank (acquise le 5 juin 2001) et de Tucker Anthony Sutro (acquise le 31 octobre 2001).

En excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais de matériel ont progressé de 51 millions de dollars ou 9 %, ceux liés aux ressources humaines ont diminué de 147 millions ou 3 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels a reculé de 147 millions ou 8 %, les autres frais ont baissé de 121 millions ou 12 %, les frais d'occupation ont reculé de 24 millions ou 4 %, les honoraires ont diminué de 23 millions ou 7 %, et les frais liés aux communications sont demeurés inchangés.

TABLEAU 13 Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Frais autres que d'intérêt	10 244 \$	9 641 \$	603 \$	6 %
Moins : Éléments exceptionnels (1)	-	(91)	(91)	n.s.
Frais autres que d'intérêt de base	10 244	9 550	694	7
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	(27)	(23)	4	17
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher (2)	(158)	(176)	(18)	(10)
Frais liés à l'exploitation	10 059	9 351	708	8
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes aux États-Unis (3)	(2 725)	(1 606)	1 119	70
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis	7 334	7 745	(411)	(5)
Moins : Amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux acquisitions récentes aux États-Unis	-	(150)	(150)	n.s.
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis et l'écart d'acquisition	7 334 \$	7 595 \$	(261)\$	(3)%

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Comprend Dain Rauscher Wessels pour les deux exercices, et Tucker Anthony Sutro pour 2002 seulement.

(3) Représente les frais autres que d'intérêt de RBC Centura (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), ainsi qu'une charge de 102 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001 (néant en 2002), mais exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.

n.s. non significatif

Perspectives

Pour 2003, nous prévoyons une augmentation des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABEAU 14 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	3 189 \$	2 725 \$	2 319 \$	464 \$	17 %
Rémunération variable	2 095	2 056	1 839	39	2
Frais de rémunération au titre de la rétention liés à une acquisition	158	176	–	(18)	(10)
Avantages sociaux	794	694	485	100	14
Droits à la plus-value des actions	27	23	52	4	17
	6 263	5 674	4 695	589	10
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	587	553	384	34	6
Réparations et entretien des locaux	70	55	68	15	27
Amortissement	103	91	81	12	13
Taxes foncières	11	6	15	5	83
Services publics	17	11	22	6	55
	788	716	570	72	10
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	467	375	376	92	25
Amortissement	285	296	288	(11)	(4)
	752	671	664	81	12
Communications					
Télécommunications	350	283	225	67	24
Marketing et relations publiques	211	180	173	31	17
Affranchissement et messageries	121	108	170	13	12
Papeterie et impression	108	108	127	–	–
	790	679	695	111	16
Honoraires	419	390	267	29	7
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	252	80	(252)	n.s.
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11	36	100
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	129	171	134	(42)	(25)
Déplacements et relocalisation	144	121	85	23	19
Formation des employés	46	43	38	3	7
Dons	41	35	26	6	17
Autres	800	762	363	38	5
	1 160	1 132	646	28	2
Total des frais autres que d'intérêt de base	10 244	9 550	7 628	694	7
Éléments exceptionnels (1)	–	91	–	(91)	n.s.
Total	10 244 \$	9 641 \$	7 628 \$	603 \$	6 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.
n.s. non significatif

Accent continu sur le contrôle des coûts

Les mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 2002 et au cours des exercices précédents continuent de porter leurs fruits, comme en témoigne la réduction de 5 % des charges d'exploitation (en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis) illustrée dans le tableau 13.

RBC Banque a excédé l'objectif visé, à savoir le maintien des frais autres que d'intérêt en 2002, et réduit ses frais autres que d'intérêt de 107 millions de dollars ou 3 %, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Ce résultat favorable découle du succès obtenu relativement à un certain nombre de mesures prises, dont celles mentionnées ci-après.

Accroissement des mesures de prévention de la fraude. Ces mesures se sont traduites par des économies de plus de 50 millions de dollars cette année.

Élimination du chevauchement des processus et des autres pratiques inefficaces. L'intégration des activités de cartes de crédit aux produits et activités de vente de RBC Banque Royale a donné lieu à des réductions de coûts de plus de 10 millions de dollars en 2002.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de Security First Network Bank, de RBC Builder Finance et de RBC Mortgage à RBC Centura. Grâce à l'intégration réussie de certaines unités fonctionnelles, nous avons réalisé 100 % des réductions de coûts de 70 millions de dollars US qui étaient escomptées pour une période de trois ans – atteignant ainsi notre objectif presque deux ans plus tôt que prévu.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de RBC Centura à RBC Banque Royale. Certaines activités des centres d'appels de RBC Centura ont été regroupées avec celles des centres d'appels de RBC Banque Royale au Canada, et plus de la moitié des appels que reçoit RBC Centura sont maintenant traités par les centres d'appels situés au Canada. RBC Centura prévoit également réaliser des réductions de coûts de plus de 7 millions de dollars en 2003 grâce à l'intégration de certaines activités d'Eagle Bancshares.

En préparation pour l'exercice 2003, RBC Banque est en train d'élaborer un cadre d'affaires commun axé sur les technologies électroniques. Nous croyons que ce modèle simplifié se traduira par des réductions de coûts transformationnelles, grâce à la prestation de solutions standardisées et flexibles pour tous les secteurs, réseaux et produits. Ce projet devrait donner lieu à des économies à compter de 2004.

En 2002, RBC Assurances a réalisé des réductions de coûts en impartissant la prestation des activités de soutien des technologies et de l'infrastructure au groupe Technologies et systèmes RBC, et en impartissant la fonction de la paie à un prestataire externe de services de paie. Par ailleurs, RBC Liberty Insurance a mené à terme l'intégration de logiciels liés à l'assurance et d'ententes d'impartition acquises auprès de Genelco Incorporated, et a par le fait même supprimé des coûts. De plus, RBC Liberty Insurance procède actuellement à la transition vers les systèmes d'exploitation d'ordinateur de bureau et de serveur qu'utilisent nos autres secteurs d'exploitation.

Le programme de compression des coûts de RBC Investissements, qui a été mis en œuvre en 2001 afin de contrebalancer l'incidence de la faiblesse des marchés, se poursuivra en 2003. Ce secteur continue de chercher des moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente. Par exemple, en collaborant avec l'unité des Services aux institutions et aux investisseurs de RBC Services Internationaux, l'unité RBC Gestion Privée Globale de RBC Investissements a pu réduire ses coûts en impartissant ses activités de gestion des fonds.

RBC Dain Rauscher a réduit ses coûts grâce à l'intégration continue des activités de Tucker Anthony Sutro. Elle réalise également des réductions de coûts au moyen de certaines initiatives, notamment la réduction des postes qui se chevauchent et l'optimisation des occasions de croissance qui existent déjà au sein de RBC Dain Rauscher. Cette dernière a par ailleurs réduit ses coûts en procédant à une rationalisation de certaines activités par suite des mauvaises conditions du marché. À ce jour, les réductions de coûts découlant de toutes ces initiatives se sont chiffrées à plus de 30 millions de dollars US. Les réductions de coûts au titre de l'intégration des activités de Tucker

Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher devraient aussi s'établir à environ 30 millions de dollars US en 2003.

RBC Marchés des Capitaux a continué de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2002, en raison de la faiblesse des marchés. Le secteur a réduit ses charges grâce à diverses initiatives, notamment l'intégration continue des activités des Services des marchés financiers au Canada et aux États-Unis, ainsi que les réductions ciblées des coûts liés à la gestion de notre portefeuille de prêts, des coûts relatifs aux services de soutien des technologies, et des dépenses en immobilisations au titre de la technologie. RBC Marchés des Capitaux continuera de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2003.

RBC Services Internationaux est une entreprise d'envergure, dont les coûts fixes sont relativement élevés. Afin de réduire ses coûts, le secteur cherche à améliorer son efficacité opérationnelle en augmentant les revenus de manière à réaliser des économies d'échelle et en continuant de perfectionner son infrastructure technologique. La croissance des revenus interne et les acquisitions ciblées généreront une hausse des revenus. Les acquisitions donneront lieu à des activités d'intégration qui se traduiront par des réductions des coûts.

Outre les mesures de compression des coûts de chaque plateforme, RBC Groupe Financier a mis sur pied l'initiative E² (efficacité et efficacité). Cette initiative vise principalement à éliminer le chevauchement des tâches au sein des diverses plateformes et à désigner des centres d'expertise pouvant être optimisés afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la croissance des revenus. Jusqu'à présent, cette initiative a permis de définir plus de 55 projets pouvant donner lieu à une réduction des coûts et à un accroissement des revenus.

TABLEAU 15 Impôts et autres taxes

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	1 415 \$	1 350 \$	1 412 \$
Majoration au montant imposable équivalent	40	32	28
	1 455	1 382	1 440
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	224	221	208
Cotisations sociales	245	237	188
Taxes provinciales sur le capital	107	146	108
Taxes foncières (1)	11	6	16
Taxes d'affaires	22	25	26
Taxes sur les primes d'assurance	22	21	11
	631	656	557
Total	2 086 \$	2 038 \$	1 997 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	32,0 %	34,7 %	38,8 %
Taux d'imposition effectif total (3)	41,0 %	44,5 %	47,3 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.

(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 15 ci-dessus ont totalisé 2 086 millions de dollars à l'exercice 2002, soit 1 455 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 631 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a augmenté de 73 millions de dollars par rapport à 2001, en raison surtout de la hausse du bénéfice net avant impôts. Les autres taxes ont reculé de 25 millions de dollars, en raison principalement de la diminution des taxes provinciales sur le capital.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 34,7 % en 2001 à 32,0 % en 2002. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une économie d'impôts de 7 millions de dollars à l'exercice 2002 (451 millions à l'exercice 2001) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 14 à la page 87.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations représentant 39 % du total des prêts et des acceptations, en baisse par rapport à 42 % en 2001
- Prêts à intérêts non comptabilisés en baisse de 7 %
- Prêts à intérêts non comptabilisés correspondant à 1,27 % du total des prêts et des acceptations, en baisse par rapport à 1,36 %
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, soit un résultat inchangé
- Ratio des provisions spécifiques attribuées de 0,50 %, légèrement en baisse par rapport à 0,52 %
- Ratio des radiations nettes de 0,71 %, en hausse par rapport à 0,55 %
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,3 milliards de dollars, légèrement en baisse par rapport à 2,4 milliards

Portefeuille de prêts

Malgré un environnement très difficile en 2002, le portefeuille de prêts a connu un bon rendement reflétant les changements que nous avons apportés à nos pratiques en matière de crédit au cours des deux dernières années. Au cours de l'exercice, nous avons poursuivi notre stratégie visant à réduire les risques liés à la composition de notre portefeuille, qui comporte un nombre plus élevé de prêts hypothécaires résidentiels et un nombre réduit de prêts aux entreprises, lesquels présentent des risques plus élevés et sont plus capitalistiques. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont baissé pour représenter 39 % du total des prêts et des acceptations en 2002, contre 48 % en 1998. En 2001, ce ratio s'établissait à 42 %.

Nous acquérons une protection relative au crédit afin de compenser les pertes qui pourraient découler d'une éventuelle détérioration de la solvabilité de certaines contreparties, et afin de gérer notre risque. Au 31 octobre 2002, le montant de notre protection relative au crédit s'élevait à 1 milliard de dollars, dont une tranche de 0,2 milliard se rapportait à chacun des secteurs des télécommunications, des services publics et des services financiers.

La portion de notre risque de crédit lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements ayant une cote de titre de bonne qualité a augmenté légèrement en 2002 pour s'établir à 70 %, par rapport à 69 %. Ces prêts aux entreprises et aux gouvernements incluent nos prêts aux petites entreprises, dont les cotes sont habituellement inférieures à celles de plus grandes entreprises.

Les tableaux 16 et 21, présentés à la page 47 et à la page 52, respectivement, fournissent une répartition détaillée des prêts et des acceptations. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont reculé de 5,6 milliards de dollars au Canada, et de 1,4 milliard à l'échelle internationale. La réduction à l'extérieur des États-Unis, qui se chiffre à 2,3 milliards de dollars, a été contrebalancée en partie par une augmentation de 0,9 milliard aux États-Unis. La diminution globale découle de notre stratégie commerciale, qui vise à mettre fin aux relations-clients secondaires de RBC Marchés des Capitaux. Nous n'accordons pas de prêts à des taux inférieurs au taux préférentiel aux États-Unis.

Au Canada, nous n'avons enregistré aucune augmentation notable, sauf dans le secteur de l'automobile. L'augmentation dans ce secteur est attribuable au reclassement d'environ 0,8 milliard de dollars en prêts qui étaient auparavant comptabilisés dans le secteur du transport et de l'environnement. La réduction la plus importante concerne le secteur des services publics (1,4 milliard de dollars).

Pour ce qui est de notre portefeuille aux États-Unis, des augmentations se sont produites dans le secteur des services publics (1,1 milliard de dollars) et le secteur immobilier commercial (0,8 milliard), et elles ont été contrebalancées en partie par une réduction dans le secteur des produits

industriels (0,5 milliard). L'augmentation dans le secteur des services publics concerne principalement des prêts consentis à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie. La hausse dans le secteur immobilier commercial inclut des prêts de 0,2 milliard de dollars acquis dans le cadre de l'acquisition d'Eagle Bancshares.

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, les prêts ont reculé de 2,3 milliards de dollars, notamment dans le secteur des services financiers, des services publics et des produits industriels. Les réductions globales reflètent les mesures prises pour réduire nos prêts dans la région de l'Asie-Pacifique, y compris au Japon.

L'encours des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications à l'échelle mondiale a diminué de 22 % et s'établissait à 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2002. Les prêts à des entreprises du secteur des télécommunications dont la notation est sous la cote de titre de bonne qualité se sont chiffrés à 0,9 milliard de dollars et représentent 49 % du portefeuille, en baisse par rapport à 59 %. À l'heure actuelle, sept prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, comparativement à six au 31 octobre 2001. Environ 90 % du montant initial des prêts à intérêts non comptabilisés a fait l'objet d'une radiation ou d'une provision spécifique. Cela porte le montant des prêts à intérêts non comptabilisés à 41 millions de dollars, déduction faite des provisions cumulatives, à la fin de l'exercice 2002.

Au 31 octobre 2002, l'encours des prêts accordés à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie se chiffrait à 2,0 milliards de dollars, et 48 % ont une cote de titre de bonne qualité. Le montant des prêts à intérêts non comptabilisés de 74 millions de dollars (déduction faite des provisions cumulatives) concerne trois comptes.

Une analyse supplémentaire des prêts est présentée dans la section Gestion du bilan et du capital, à la page 58.

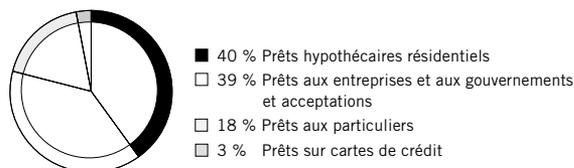
Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 72, sont réunies.

Comme l'indique le tableau 17 à la page 48, les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé de 177 millions de dollars au cours de l'exercice, pour s'établir à 2 288 millions. Ce recul traduit une baisse des ajouts nets (1 280 millions de dollars par rapport à 1 912 millions en 2001) et une augmentation des radiations (1 457 millions comparativement à 1 125 millions en 2001).

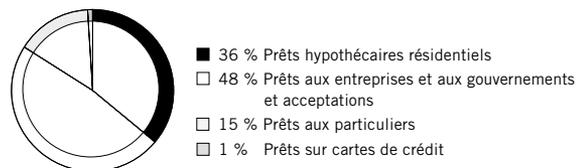
Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (2002)

Variation importante...



Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (1998)

... de la composition du portefeuille



Les prêts à intérêts non comptabilisés ont diminué tant dans le portefeuille des prêts à la consommation que dans celui des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts à la consommation, les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé de 67 millions de dollars pour s'établir à 437 millions. Au Canada, une importante réduction (75 millions de dollars) s'est produite en raison de l'amélioration globale du portefeuille, laquelle est attribuable à des initiatives récentes telles que l'implantation d'un système élaboré de modélisation des risques qui vise à optimiser le rapport risque-rendement, ainsi que l'optimisation des politiques et procédés en matière de risque (y compris l'implantation de nouveaux modèles de montage ainsi que la mise en œuvre de nouveaux procédés de recouvrement et de gestion du crédit).

Les prêts à intérêts non comptabilisés consentis aux entreprises et aux gouvernements ont chuté de 110 millions de dollars pour se chiffrer à 1 851 millions de dollars. Les réductions enregistrées au Canada (276 millions de dollars) et aux États-Unis (50 millions) ont contrebalancé les augmentations des prêts dans les autres pays (216 millions). Les prêts à intérêts non comptabilisés consentis à des entreprises du secteur canadien du transport et de l'environnement ont diminué de 136 millions de dollars, résultat qui tient au fait que les prêts consentis à une entreprise donnée sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante. Des diminutions ont également été enregistrées eu égard aux prêts consentis à des entreprises du secteur immobilier commercial (72 millions de dollars) et aux prêts accordés à de petites entreprises (56 millions). Aux États-Unis, une diminution nette s'est produite en raison de la réduction des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications (195 millions de dollars), découlant des radiations importantes effectuées. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une hausse des prêts consentis à des entreprises du secteur des services publics et du secteur des médias et de la câblodistribution. Un compte individuel a influé sur chacun de ces deux secteurs. Les prêts à intérêts non comptabilisés accordés à des entreprises en Argentine ont contribué à l'augmentation des prêts dans les autres pays.

Exprimés en pourcentage des prêts et acceptations connexes (avant déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts à intérêts non comptabilisés se sont établis à 1,27 %, en baisse par rapport à 1,36 % l'an dernier.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur

créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 065 millions de dollars à l'exercice 2002, en baisse de 54 millions par rapport à l'exercice 2001, comme l'indique le tableau 18, à la page 49.

Nous protégeons une portion de notre portefeuille contre le risque de crédit au moyen de produits dérivés de crédit. Nous offrons également des dérivés de crédit à diverses contreparties. Cette année, la provision pour pertes sur créances incluait des montants liés à un compte du secteur des télécommunications et à un compte du secteur de l'énergie qui ont été reclassés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, et qui ont été contrebalancés en partie par des gains de 102 millions de dollars et de 13 millions, respectivement, tirés des dérivés de crédit connexes. Ces montants ont été constatés à titre de revenus autres que d'intérêt, conformément au FAS 133. Nous avons également fourni une protection à des contreparties au moyen de dérivés de crédit, relativement à une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis dont les prêts se sont retrouvés en souffrance au cours de l'exercice, ce qui a entraîné une perte à la valeur de marché de 69 millions de dollars.

En ce qui concerne le portefeuille de prêts à la consommation, la provision spécifique attribuée a augmenté de 25 millions de dollars pour s'établir à 430 millions. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont connu un recul léger de 9 millions de dollars pour se chiffrer à 635 millions. Ce résultat comprend une diminution de 166 millions de dollars des prêts au Canada, contrebalancée en partie par une hausse de 52 millions des prêts aux États-Unis et par une augmentation de 105 millions des prêts dans les autres pays. La diminution au Canada concerne divers secteurs. Les prêts aux États-Unis ont augmenté dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information, mais ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une diminution des prêts accordés à des entreprises des secteurs de l'immobilier commercial et des télécommunications. L'augmentation des prêts dans le secteur de l'énergie aux États-Unis (107 millions de dollars) est imputable à un seul compte.

La provision spécifique attribuée s'est chiffrée à 0,50 % (0,48 % en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit) de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, soit un résultat en baisse par rapport à 0,52 % en 2001. Selon les PCGR du Canada, le ratio était de 0,51 %, contre 0,53 % en 2001, comparativement à l'objectif de 0,45 % à 0,55 % établi pour l'exercice 2002.

Perspectives

Compte tenu de l'incertitude qui continue de caractériser l'économie et la situation politique à l'échelle mondiale, nous prévoyons que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances se situera entre 0,45 % et 0,55 % (selon les PCGR du Canada) à l'exercice 2003, soit un objectif inchangé par rapport à 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances diffèrera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte trois composantes – les provisions cumulatives spécifiques attribuées, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 73.

Comme l'indique le tableau 19 à la page 50, la provision cumulative pour pertes sur créances a reculé de 78 millions de dollars ou 3 % entre 2001 et 2002, pour s'établir à 2 314 millions de dollars. Au cours de l'exercice, les radiations, déduction faite des recouvrements, ont représenté 1 259 millions de dollars ou 0,71 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 940 millions ou 0,55 % l'an dernier. La provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays de 31 millions de dollars a été éliminée par suite de la radiation des prêts connexes faisant entièrement l'objet de provisions.

À l'exercice 2000, nous avons conclu une entente avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux auraient été fournis à la Banque si cette dernière avait subi des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Au cours de l'exercice, la cote du réassureur a été révisée à la baisse. En raison de cette révision et d'un examen interne effectué par la direction, nous n'avons pas renouvelé l'entente pour l'exercice 2003.

Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les stratégies utilisées pour minimiser les concentrations du risque de crédit font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section Gestion du risque présentée à la page 55. Selon le tableau 16 présenté à la page 47, le risque géographique le plus élevé au pays est en Ontario, où se trouve 35 % du total des prêts et des acceptations. À l'échelle internationale, le risque le plus élevé est aux États-Unis, où se trouve 16 % du total de nos prêts et acceptations.

Comme l'indique le tableau 16 à la page 47, en excluant les petites entreprises, les concentrations du risque de crédit les plus élevées sont les secteurs des services financiers, de l'immobilier commercial et de l'énergie, où se trouvent respectivement 5 %, 4 % et 4 % du total des prêts et des acceptations.

Le tableau 20 à la page 51 illustre les concentrations du risque géographique relatif aux encours à l'extérieur du Canada. Seuls 11 % des encours concernent des clients situés à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

TABLEAU 16 Prêts et acceptations (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998	2002	1998
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique (2)	9 770 \$	9 654 \$	9 690 \$	8 840 \$	8 052 \$	5,4 %	5,1 %
Québec	15 190	13 863	16 191	14 936	14 066	8,5	8,9
Ontario	63 627	70 164	60 999	54 724	51 977	35,5	33,0
Provinces des Prairies (3)	26 989	25 192	29 402	25 521	23 288	15,0	14,8
Colombie-Britannique	23 367	22 696	25 118	23 141	22 295	13,0	14,2
Total au Canada	138 943	141 569	141 400	127 162	119 678	77,4	76,0
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	67 700	64 066	61 444	58 524	55 836	37,7	35,5
Prêts aux particuliers	25 918	27 202	27 207	24 353	21 814	14,5	13,9
Prêts sur cartes de crédit	4 740	4 110	4 666	2 666	1 945	2,6	1,2
	98 358	95 378	93 317	85 543	79 595	54,8	50,6
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Petites et moyennes entreprises (4)	9 470	9 788	11 701	10 334	8 452	5,3	5,4
Exploitations agricoles	4 427	4 758	4 931	4 217	3 851	2,5	2,5
Services financiers	3 015	3 010	2 218	1 567	1 718	1,7	1,1
Services publics	2 911	4 293	3 754	3 350	3 442	1,6	2,2
Prêts hypothécaires commerciaux	2 468	2 635	2 961	2 635	2 434	1,4	1,5
Secteur immobilier commercial	2 393	2 325	2 594	2 400	2 523	1,3	1,6
Biens de consommation	2 238	2 447	2 874	2 086	2 802	1,2	1,8
Produits industriels	1 569	2 174	2 470	2 301	2 241	0,9	1,4
Transport et environnement (5)	1 450	2 138	1 519	1 562	1 392	0,8	0,9
Industrie automobile (5)	1 370	864	673	611	698	0,8	0,4
Gouvernements	1 039	1 597	1 385	2 105	1 951	0,6	1,2
Médias et câblodistribution (6)	994	1 510	1 120	1 135	959	0,5	0,6
Industrie forestière	954	1 275	1 362	1 151	1 728	0,5	1,1
Télécommunications	487	677	1 008	525	361	0,3	0,2
Mines et métaux	361	636	897	845	750	0,2	0,5
Technologies de l'information	191	203	210	191	204	0,1	0,1
Autres	5 248	5 861	6 406	4 604	4 577	2,9	2,9
	40 585	46 191	48 083	41 619	40 083	22,6	25,4
Total au Canada	138 943	141 569	141 400	127 162	119 678	77,4	76,0
À l'étranger							
États-Unis	29 192	25 944	13 415	13 060	13 717	16,3	8,7
Europe, Moyen-Orient et Afrique	6 340	7 918	6 544	6 617	13 174	3,5	8,4
Antilles	2 018	1 856	2 059	1 502	1 573	1,1	1,0
Amérique latine	1 400	1 680	1 842	2 309	3 875	0,8	2,5
Asie	1 004	1 328	1 781	2 417	4 550	0,5	2,9
Australie et Nouvelle-Zélande	677	805	771	983	825	0,4	0,5
Total à l'étranger	40 631	39 531	26 412	26 888	37 714	22,6	24,0
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	5 142	3 378	1 540	718	632	2,9	0,4
Prêts aux particuliers	6 038	5 309	812	902	947	3,3	0,6
Prêts sur cartes de crédit	174	173	-	-	-	0,1	-
	11 354	8 860	2 352	1 620	1 579	6,3	1,0
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Services financiers	6 542	9 347	7 912	6 937	10 896	3,6	6,9
Services publics	3 731	2 994	3 051	3 887	4 702	2,1	3,0
Secteur immobilier commercial	5 124	4 082	271	464	862	2,9	0,6
Biens de consommation	1 383	1 699	1 111	1 411	2 756	0,8	1,8
Produits industriels	1 199	2 116	1 749	1 325	1 881	0,7	1,2
Transport et environnement	2 442	1 571	1 487	1 975	2 296	1,4	1,5
Industrie automobile	411	527	513	878	2 264	0,2	1,4
Gouvernements	130	128	167	773	492	0,1	0,3
Médias et câblodistribution (6)	1 321	1 380	2 033	1 909	2 270	0,7	1,4
Industrie forestière	417	385	468	549	609	0,2	0,4
Télécommunications	1 246	1 558	2 244	1 206	1 756	0,7	1,1
Mines et métaux	1 192	1 071	901	881	1 323	0,6	0,8
Technologies de l'information	180	396	433	709	1 212	0,1	0,8
Autres	3 959	3 417	1 720	2 364	2 816	2,2	1,8
	29 277	30 671	24 060	25 268	36 135	16,3	23,0
Total à l'étranger	40 631	39 531	26 412	26 888	37 714	22,6	24,0
Total des prêts et des acceptations	179 574	181 100	167 812	154 050	157 392	100,0 %	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)		
Total	177 371 \$	178 822 \$	165 941 \$	152 166 \$	155 366 \$		

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2002 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 737 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial (1 788 millions en 2001); prêts de 1 583 millions liés au secteur des biens de consommation (1 665 millions en 2001); prêts de 887 millions liés au secteur des produits industriels (916 millions en 2001); prêts de 552 millions liés au secteur du transport et de l'environnement (605 millions en 2001); prêts de 377 millions liés au secteur de l'industrie automobile (434 millions en 2001); prêts de 278 millions liés au secteur de l'industrie forestière (296 millions en 2001); prêts de 125 millions liés au secteur des services publics (157 millions en 2001); prêts de 93 millions liés au secteur des technologies de l'information (133 millions en 2001); prêts de 69 millions liés au secteur des mines et métaux (s.o. en 2001); prêts de 132 millions liés au secteur des services financiers (96 millions en 2001); prêts de 77 millions liés aux secteurs des médias et de la câblodistribution (84 millions en 2001); prêts de 34 millions liés au secteur des télécommunications (45 millions en 2001); prêts de 3 526 millions liés aux autres secteurs (3 569 millions en 2001).

(5) À compter de 2002, certains montants jusque-là attribués au secteur du transport et de l'environnement ont été reclassés dans celui de l'industrie automobile.

(6) Comprend des prêts liés au secteur de la câblodistribution de 267 millions de dollars au Canada en 2002 (330 millions en 2001; 262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998), et de 634 millions de dollars à l'étranger en 2002 (625 millions en 2001; 1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998).

TABLEAU 17 Prêts à intérêts non comptabilisés

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000	1999	1998
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique (1)	107 \$	124 \$	115 \$	77 \$	60 \$
Québec	90	282	198	259	261
Ontario	471	621	572	438	543
Provinces des Prairies (2)	177	143	129	198	161
Colombie-Britannique	427	453	355	415	485
Total au Canada	1 272	1 623	1 369	1 387	1 510
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	102	142	185	173	166
Prêts aux particuliers	275	310	247	236	217
	377	452	432	409	383
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises (3)	205	261	248	232	130
Exploitations agricoles (3)	141	111	53	62	47
Services financiers	-	7	20	16	121
Services publics	1	27	-	38	6
Prêts hypothécaires commerciaux	17	22	16	25	22
Secteur immobilier commercial	23	95	90	186	182
Biens de consommation	47	11	37	43	55
Produits industriels	23	45	28	19	25
Transport et environnement	138	274	185	21	13
Industrie automobile	10	18	5	1	1
Médias et câblodistribution	18	43	36	42	29
Industrie forestière	199	195	184	233	383
Télécommunications	20	-	-	2	1
Mines et métaux	-	1	-	-	-
Technologies de l'information	6	11	8	13	13
Autres	47	50	27	45	99
	895	1 171	937	978	1 127
Total au Canada	1 272	1 623	1 369	1 387	1 510
À l'étranger					
États-Unis	584	626	145	41	18
Amérique latine	217	14	9	10	4
Europe, Moyen-Orient et Afrique	115	79	46	58	59
Antilles	71	55	48	47	62
Australie et Nouvelle-Zélande	26	23	-	-	-
Asie	3	14	33	127	308
	1 016	811	281	283	451
Pays en développement	-	31	28	34	40
Total à l'étranger	1 016	842	309	317	491
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	29	37	14	14	15
Prêts aux particuliers	31	15	-	-	-
	60	52	14	14	15
Entreprises et gouvernements					
Services financiers	77	83	41	89	90
Services publics	242	3	14	23	31
Secteur immobilier commercial	75	81	4	5	12
Biens de consommation	10	19	2	18	119
Produits industriels	30	10	83	38	76
Transport et environnement	68	91	56	-	1
Industrie automobile	29	33	-	5	43
Médias et câblodistribution (4)	56	-	-	-	-
Télécommunications	77	272	-	-	-
Mines et métaux	128	40	11	11	8
Technologies de l'information	48	76	-	-	-
Autres	116	82	84	114	96
	956	790	295	303	476
Total à l'étranger	1 016	842	309	317	491
Total (5), (6)	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$

(1) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(2) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(3) Comprend la tranche des prêts à intérêts non comptabilisés qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 64 millions de dollars pour 2002 (95 millions en 2001; 101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 10 millions (6 millions en 2001; 6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Avant 1999, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(4) Comprend uniquement des prêts à intérêts non comptabilisés liés au secteur de la câblodistribution.

(5) Comprend des biens saisis de 32 millions de dollars en 2002 (37 millions en 2001; 16 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998).

(6) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas inclus dans les prêts à intérêts non comptabilisés s'élèvent à 217 millions de dollars en 2002 (245 millions en 2001).

TABEAU 18 Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000	1999	1998
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique (1)	59 \$	63 \$	58 \$	32 \$	35 \$
Québec	(5)	43	22	71	63
Ontario	330	398	342	52	144
Provinces des Prairies (2)	86	81	64	95	53
Colombie-Britannique	59	104	40	192	132
Total au Canada	529	689	526	442	427
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	3	8	-	4	9
Prêts aux particuliers	266	265	301	172	171
Prêts sur cartes de crédit	135	125	102	55	28
	404	398	403	231	208
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	110	164	105	113	48
Exploitations agricoles	22	20	4	2	4
Services financiers	(27)	(9)	-	5	113
Services publics	4	17	(8)	12	1
Prêts hypothécaires commerciaux	(5)	7	2	8	6
Secteur immobilier commercial	(15)	15	(17)	9	(30)
Biens de consommation	19	2	7	11	23
Produits industriels	(7)	14	2	(10)	(6)
Transport et environnement	(19)	13	56	7	(27)
Industrie automobile	-	17	-	-	-
Médias et câblodistribution	(7)	13	12	8	4
Industrie forestière	4	7	(36)	81	76
Télécommunications	59	-	(1)	(32)	(29)
Mines et métaux	(1)	-	(1)	1	-
Technologies de l'information	3	3	8	8	5
Autres	(15)	8	(10)	(12)	31
	125	291	123	211	219
Total au Canada	529	689	526	442	427
À l'étranger					
États-Unis	440	377	99	45	(7)
Amérique latine	57	5	2	2	(2)
Europe, Moyen-Orient et Afrique	38	(1)	(9)	21	10
Antilles	6	(6)	3	-	3
Australie et Nouvelle-Zélande	5	4	-	-	-
Asie	(10)	(19)	(50)	20	124
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	7	-	-	1	1
Prêts aux particuliers	15	5	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	4	2	-	-	-
	26	7	-	1	1
Entreprises et gouvernements					
Services financiers	21	(3)	(21)	2	36
Services publics	141	(8)	(2)	-	21
Secteur immobilier commercial	4	65	1	2	(2)
Biens de consommation	(2)	-	(7)	(10)	(5)
Produits industriels	5	3	34	31	9
Transport et environnement	21	8	42	-	(1)
Industrie automobile	1	7	(8)	(2)	29
Médias et câblodistribution	-	3	-	-	-
Télécommunications	202	272	-	-	-
Mines et métaux	28	-	2	15	-
Technologies de l'information	41	7	-	3	-
Autres	48	(1)	4	46	40
	510	353	45	87	127
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Provisions spécifiques attribuées	1 065	1 049	571	530	555
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	-	-	-	-	(80)
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Total de la provision attribuée (3)	1 043	1 254	644	s.o.	s.o.
Provision non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$

(1) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(2) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(3) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999 et 100 millions en 1998. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

TABLEAU 19 Provision cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Provision cumulative au début	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691	760	575
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	(11)	(15)	(11)	(14)	(17)
Prêts aux particuliers	(381)	(394)	(372)	(236)	(163)
Prêts sur cartes de crédit	(172)	(169)	(150)	(65)	(52)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(330)	(296)	(225)	(524)	(250)
	(894)	(874)	(758)	(839)	(482)
À l'étranger					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(9)	-	-	-
Prêts aux particuliers	(17)	(7)	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	(6)	(2)	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(506)	(233)	(81)	(229)	(29)
Risques à l'égard des pays en développement	(33)	-	-	(4)	(325)
	(563)	(251)	(81)	(233)	(354)
	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	-	-	-	2	6
Prêts aux particuliers	68	66	44	31	26
Prêts sur cartes de crédit	37	44	48	10	24
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	72	58	48	66	80
	177	168	140	109	136
À l'étranger					
Prêts aux particuliers	2	1	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	1	-	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	18	16	22	5	8
	21	17	22	5	8
	198	185	162	114	144
Radiations nettes	(1 259)	(940)	(677)	(958)	(692)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	-	157	-	-	-
Acquisition de Eagle Bancshares, Inc.	18	-	-	-	-
Ajustements	98	81	61	32	65
Provision cumulative à la fin	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	35 \$	45 \$	46 \$	53 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	429	447	403	344	156
Prêts sur cartes de crédit	147	147	88	60	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	711	791	664	748	604
	1 322	1 430	1 201	1 205	810
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	6	4	11	9	7
Prêts aux particuliers	36	33	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	5	5	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	583	581	322	380	359
	630	623	333	389	366
Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	1 952	2 053	1 534	1 594	s.o.
Provision cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2)	251	225	337	290	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	2 203	2 278	1 871	1 884	2 026
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres (3)	109	109	98	-	-
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	2	5	6	16	40
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Pourcentage des prêts et des acceptations par rapport au total des prêts et des acceptations (4)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	38 %	35 %	37 %	38 %	36 %
Prêts aux particuliers	14	15	16	16	14
Prêts sur cartes de crédit	3	2	3	2	1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21	24	28	28	28
	76	76	84	84	79
À l'étranger	24	24	16	16	21
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

- (1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2002, en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 060 millions de dollars (1 076 millions en 2001; 765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 20 millions (21 millions en 2001; 18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (266 millions en 2001; 207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (147 millions en 2001; 88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 386 millions (385 millions en 2001; 321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 3 millions de dollars (2 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 22 millions (26 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (5 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 211 millions (224 millions en 2001; 131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.
- (2) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998. Avant le 31 octobre 1999, elles n'étaient pas séparées en deux composantes.
- (3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour éléments hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.
- (4) Les prêts et les acceptations au Canada comprennent tous les prêts et les acceptations comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABEAU 20 Encours à l'étranger (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002		2001		2000	
		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total
États-Unis – Banques	5 838 \$		7 186 \$		5 462 \$	
Gouvernement	3 257		3 834		889	
Autres	62 210		49 172		30 034	
	71 305	18,67 %	60 192	16,61 %	36 385	12,38 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	7 179		6 275		4 347	
Gouvernement	295		153		26	
Autres	5 719		5 256		5 791	
	13 193	3,45	11 684	3,22	10 164	3,46
France – Banques	2 061		2 378		2 379	
Gouvernement	86		68		45	
Autres	831		1 176		1 552	
	2 978	0,78	3 622	1,00	3 976	1,35
Allemagne – Banques	5 344		5 952		5 471	
Gouvernement	318		173		1	
Autres	381		559		643	
	6 043	1,58	6 684	1,84	6 115	2,08
Pays-Bas	2 271	0,59	2 218	0,61	1 300	0,44
Suisse	1 714	0,45	1 362	0,38	1 687	0,57
Autres	5 658	1,49	5 244	1,45	4 305	1,47
	31 857	8,34	30 814	8,50	27 547	9,37
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	247	0,06	469	0,13	645	0,22
Amérique latine						
Argentine	146	0,04	193	0,06	324	0,11
Brésil	38	0,01	71	0,02	75	0,02
Chili	800	0,21	836	0,23	751	0,26
Mexique	493	0,13	696	0,19	343	0,12
Autres	42	0,01	174	0,05	212	0,07
	1 519	0,40	1 970	0,55	1 705	0,58
Antilles						
Bahamas	1 453	0,38	1 520	0,42	1 549	0,53
Autres	485	0,13	1 902	0,52	1 952	0,66
	1 938	0,51	3 422	0,94	3 501	1,19
Asie						
Japon – Banques	321		53		634	
Gouvernement	2 426		1 663		1 599	
Autres	64		988		1 000	
	2 811	0,74	2 704	0,75	3 233	1,10
Singapour	229	0,06	217	0,06	336	0,11
République de Corée	405	0,11	449	0,12	338	0,11
Autres	38	0,01	145	0,04	188	0,07
	3 483	0,92	3 515	0,97	4 095	1,39
Australie et Nouvelle-Zélande	2 842	0,74	2 335	0,64	1 775	0,60
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	(760)	(0,20)	(728)	(0,20)	(441)	(0,15)
Total	112 431 \$	29,44 %	101 989 \$	28,14 %	75 212 \$	25,58 %

- (1) Comprend les montants contractuels suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêt à des banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêt et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.
- (2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée. Pour les exercices antérieurs à 2002, la provision cumulative pour pertes sur prêts comprend également la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays.

TABEAU 21 Prêts et acceptations aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts (1)

(en millions de dollars canadiens)	Solde des prêts			Prêts à intérêts non comptabilisés			Provision pour pertes sur créances		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Particuliers									
Prêts hypothécaires résidentiels	4 353 \$	2 666 \$	845 \$	16 \$	24 \$	– \$	7 \$	8 \$	– \$
Prêts aux particuliers	5 269	4 621	78	31	15	–	15	5	–
Prêts sur cartes de crédit	125	128	–	–	–	–	4	2	–
	9 747	7 415	923	47	39	–	26	15	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations									
Services financiers	3 770	4 104	4 521	46	30	–	11	7	–
Services publics	2 680	1 613	1 582	95	–	–	107	–	–
Secteur immobilier commercial	4 531	3 773	44	75	81	4	5	66	2
Biens de consommation	958	1 172	435	10	9	–	4	2	–
Produits industriels	974	1 513	1 107	30	8	68	8	3	40
Transport et environnement	484	788	469	36	48	56	5	(4)	42
Industrie automobile	409	408	221	29	33	–	1	6	–
Gouvernements	19	23	–	–	–	–	–	–	–
Médias et câblodistribution (2)	1 107	1 038	1 782	56	–	–	–	3	–
Industrie forestière	223	98	181	–	–	–	–	–	–
Télécommunications	689	835	1 131	77	272	–	202	272	–
Mines et métaux	70	45	104	–	–	–	–	–	–
Technologies de l'information	177	299	374	48	76	–	41	7	–
Autres	3 354	2 820	541	35	30	17	30	–	15
	19 445	18 529	12 492	537	587	145	414	362	99
	29 192 \$	25 944 \$	13 415 \$	584 \$	626 \$	145 \$	440 \$	377 \$	99 \$

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend des prêts de 522 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (455 millions en 2001; 1 162 millions en 2000) et des prêts à intérêts non comptabilisés de 56 millions liés au secteur de la câblodistribution (montant brut) en 2002.

TABEAU 22 Profil de risque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Au début	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$
Montant net des ajouts	1 280	1 912	813	743	628
Radiations et ajustements	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)
À la fin	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations connexes (1)					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,15 %	0,22 %	0,30 %	0,30 %	0,30 %
Prêts aux particuliers	1,06	1,14	0,91	0,97	0,99
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	2,36	2,75	1,97	2,24	2,52
À l'étranger	0,93	1,18	0,97	1,07	1,21
Total	2,34	1,95	1,15	1,28	1,49
Total	1,27 %	1,36 %	1,00 %	1,11 %	1,27 %
Provision cumulative pour pertes sur créances					
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	894 \$	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$
Provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays	–	31	28	34	40
Provision cumulative générale attribuée (2), (4)	1 169	1 185	863	790	s.o.
Total des provisions cumulatives attribuées (2)	2 063	2 167	1 638	1 610	s.o.
Provision cumulative non attribuée (2)	251	225	337	290	s.o.
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations	1,2 %	1,3 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %
En pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %
En pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	96 %	93 %	112 %	112 %	103 %
Provision pour pertes sur créances					
Provisions spécifiques attribuées	1 065 \$	1 049 \$	571 \$	530 \$	555 \$
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(80)
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Total de la provision attribuée (3)	1 043	1 254	644	s.o.	s.o.
Provision non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$
Provisions spécifiques attribuées, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,50 %	0,52 %	0,31 %	0,30 %	0,31 %
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,50	0,55	0,38	0,43	0,32
En pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations connexes					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	– %	0,01 %	– %	0,01 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	1,00	0,94	1,12	0,71	0,76
Prêts sur cartes de crédit	3,10	2,73	2,87	2,39	1,39
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations	0,32	0,67	0,28	0,49	0,51
À l'étranger	0,39	0,50	0,39	0,35	0,35
Total des provisions spécifiques attribuées	1,28	1,08	0,18	0,31	0,37
Total de la provision pour pertes sur créances	0,60 %	0,61 %	0,36 %	0,34 %	0,36 %
Total de la provision pour pertes sur créances	0,60	0,65	0,43	0,49	0,37
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,69 %	0,55 %	0,42 %	0,61 %	0,24 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,71 %	0,55 %	0,42 %	0,62 %	0,45 %

(1) Les prêts et les acceptations au Canada comprennent tous les prêts et acceptations comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes. Les montants des exercices antérieurs à 1999 ne reflètent pas la provision cumulative générale attribuée.

(3) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999 et 100 millions en 1998. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

(4) Comprend la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres.

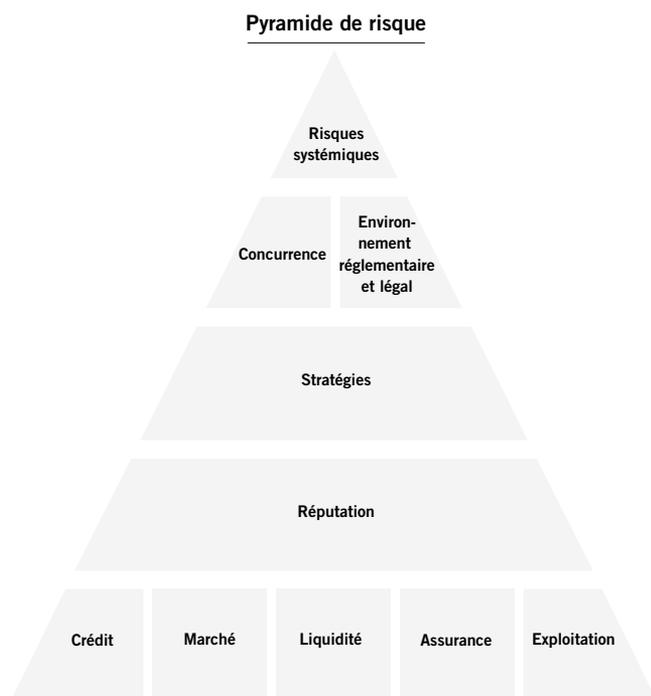
Gestion des risques

Vue générale

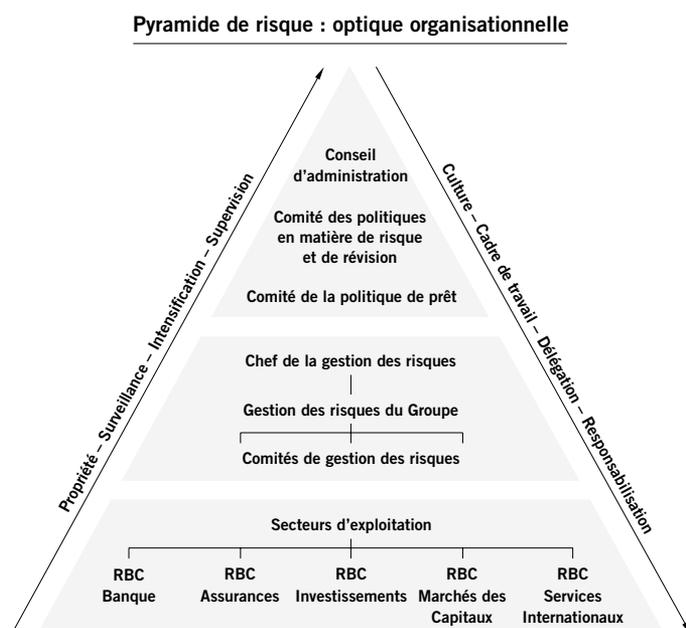
La gestion des risques vise à créer de la valeur pour les actionnaires en faisant preuve de leadership aux fins de la gestion stratégique des risques. Les priorités sont les suivantes :

- améliorer les communications concernant les risques et le goût du risque au sein de l'organisation;
- aligner le processus de gestion des risques sur nos secteurs d'exploitation;
- investir dans nos capacités, de manière à mieux mesurer, comprendre et gérer les risques;
- améliorer l'efficacité et la réactivité des principaux processus et pratiques en matière de gestion des risques, ainsi que leur accessibilité;
- attirer, former et conserver une équipe de professionnels très productifs.

Nos activités commerciales nous exposent aux risques illustrés dans la pyramide ci-dessous. Cette pyramide est le principal outil qui nous permet de déterminer et d'évaluer les risques au sein de l'organisation. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. Nous accordons une attention particulière aux risques plus contrôlables qui se trouvent au bas de la pyramide.



- Le **risque de crédit** correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un titulaire de police, un réassureur ou un garant.
- Le **risque de marché** correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.
- Le **risque de liquidité** correspond au risque que nous ne puissions pas générer ni obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations.
- Le **risque d'assurance**, qui se rapporte à notre plateforme d'assurance, est le risque inhérent à l'élaboration, à l'établissement et à l'administration de polices d'assurance, et il inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.
- Le **risque opérationnel** correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou des procédures judiciaires et réglementaires.



Optique organisationnelle

La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les secteurs d'exploitation. Ce partenariat vise à garantir que nous demeurons axés stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Les spécialistes de la gestion des risques travaillent en collaboration avec les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital.

Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil.

Conseil d'administration et Comité de la politique de prêt

L'échelon supérieur de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque illustrée à la page 53 inclut le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration, ainsi que le Comité de la politique de prêt. Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Établir, influencer et communiquer la culture de l'organisation eu égard au risque;
- Déterminer et communiquer le goût de l'organisation pour le risque;
- Établir la structure organisationnelle de la Gestion des risques du Groupe;
- Examiner et approuver les politiques de contrôle des risques;
- Examiner et surveiller les risques principaux que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer, et fournir des lignes de conduite, le cas échéant;
- S'assurer que les ressources au sein de l'organisation sont suffisantes et appropriées pour gérer les risques assumés.

Gestion des risques

L'échelon intermédiaire de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque présentée à la page 53 inclut le Chef de la gestion des risques, la Gestion des risques du Groupe et divers comités de gestion des risques, à savoir le Comité actif-passif, le Comité de la gouvernance d'entreprise aux États-Unis, le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation, le Comité de gestion des risques et d'autres comités responsables de la gestion de risques tels que le risque de taux d'intérêt et le risque commercial. En 2002, le comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil a été créé afin d'examiner les activités des structures d'accueil et de faire rapport de ses conclusions. Ce comité relève à la fois du Chef de la gestion des risques et du Chef des finances, de manière à assurer le respect des politiques et procédures liées aux structures d'accueil au sein de toute l'organisation. Une analyse plus détaillée des structures d'accueil est présentée à la page 64.

Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Élaborer et maintenir, à l'échelle de l'organisation, un cadre intégré de mesure, de gestion et de présentation des risques;
- Établir un processus exhaustif d'évaluation et d'approbation des risques incluant des politiques et procédures s'appliquant à toute l'organisation;
- Élaborer des lignes de conduite et des plafonds de risque, de manière à assurer une diversification des risques appropriée et l'optimisation du rapport risque-rendement eu égard aux portefeuilles et aux opérations;
- Aviser le Conseil d'administration et la haute direction des principaux risques que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer;
- Collaborer avec les secteurs d'exploitation afin de déterminer, de comprendre, de mesurer, d'atténuer et de surveiller les risques assumés.

Capital économique

Le capital économique représente une estimation des capitaux propres requis pour soutenir les risques. Pour le calculer, on détermine le niveau de capitaux requis pour couvrir les risques, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées. L'analyse du capital économique reflète l'optique des actionnaires et elle favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires. Le calcul du capital économique nécessite la formulation d'hypothèses et l'exercice de jugements, et le montant de capital économique calculé pourrait différer si des changements sont apportés à ces hypothèses et jugements.

Le capital économique est affecté de manière à fournir directement des mesures de rendement comparables pour chacun de nos secteurs d'exploitation, et il aide la haute direction à établir un plan stratégique, à affecter les ressources et à mesurer le rendement. Nous surveillons constamment les méthodes d'attribution du capital pour nous assurer que les risques sont quantifiés de façon constante au moyen de l'information disponible. Nous améliorons périodiquement ces méthodes et appliquons les changements sur une base prospective.

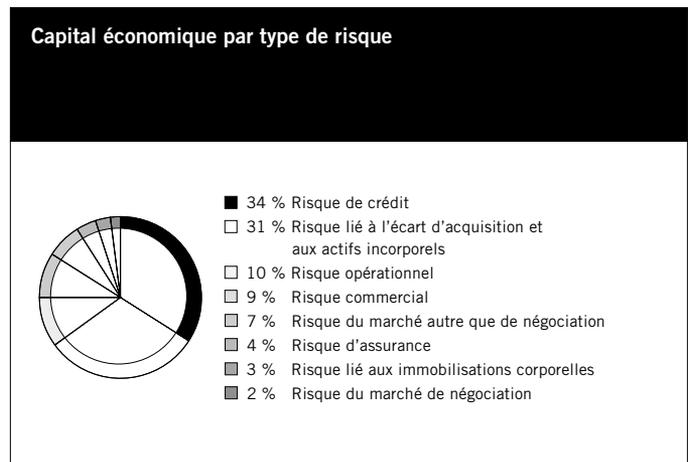
La méthode d'attribution du capital économique vise à :

- couvrir tous les risques;
- s'assurer que chaque dollar de capital représente le même niveau de risque, peu importe le secteur auquel il a été attribué;
- déterminer les exigences en matière de capital avec exactitude et impartialité;
- créer des incitatifs économiquement rationnels pour les directeurs des opérations.

Le capital économique est une composante du calcul du profit économique (se reporter à la page 26). L'attribution du capital renforce la discipline de gestion des risques. On calcule un capital économique eu égard aux huit types de risque suivants : le risque de crédit, le risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, le risque opérationnel, le risque commercial, le risque du marché autre que de négociation, le risque d'assurance, le risque lié aux immobilisations corporelles et le risque du marché de négociation. De plus amples détails sur les risques de crédit, de marché et d'assurance ainsi que sur le risque opérationnel sont fournis dans les sections qui suivent. Le risque commercial est le risque de pertes dues à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies. Les risques liés à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'aux immobilisations corporelles constituent les risques que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable nette.

La combinaison des facteurs de risque propres à diverses catégories de risque et à divers secteurs d'activité, c'est-à-dire leur diversification, permet de réduire les risques dans une certaine mesure. Nos secteurs d'exploitation bénéficient des avantages qui découlent de cette diversification. Par conséquent, le calcul du profit économique et des rendements des capitaux propres repose sur les niveaux de capital économique, lesquels tiennent compte de l'incidence de la diversification.

Le graphique suivant représente les niveaux de capital économique relatifs à chaque type de risque pour l'exercice 2002.



Les sections qui suivent analysent la façon dont nous gérons les principaux risques contrôlables, y compris les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'assurance ainsi que le risque opérationnel.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte aux instruments financiers au bilan tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux montants en équivalent-crédit relatifs aux instruments financiers hors bilan.

Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise. La gestion du risque de crédit vise à évaluer et à gérer le risque de crédit de manière à rehausser davantage notre solide culture du crédit.

Comme il est mentionné dans la section sur la qualité du crédit présentée aux pages 45 à 52, nous avons considérablement amélioré la composition de notre portefeuille de prêts. Les améliorations apportées découlent de notre stratégie visant à réduire notre portefeuille de prêts aux entreprises et à augmenter la taille de nos portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts hypothécaires résidentiels, dont les taux de perte sont très faibles.

Nous procédons continuellement à l'ajout et à l'amélioration d'outils utilisés pour analyser, mesurer et gérer le risque de crédit. Ces outils incluent des systèmes de modélisation élaborés par des tiers, des évaluations des facteurs de stress et des systèmes d'information de gestion améliorés.

Cotes de crédit

Une cote de crédit interne basée sur un examen détaillé de l'entreprise est attribuée aux entreprises qui empruntent des fonds. Cet examen tient compte des tendances des secteurs d'activité, de la compétitivité sur le marché, de la stratégie globale de l'entreprise, de sa capacité financière, de son accès à des fonds, de la gestion financière et de tous les autres risques avec lesquels l'entreprise doit composer. Notre système d'établissement des cotes de crédit se base sur une échelle de 22 points.

Nous utilisons des modèles d'évaluation du crédit par score pour déterminer les cotes de crédit attribuées eu égard aux prêts consentis aux consommateurs et à certaines petites entreprises. L'évaluation du crédit par score permet de mesurer le risque relatif lié aux prêts consentis initialement et à toute augmentation subséquente des montants prêtés. Nous surveillons le risque de crédit lié aux prêts à la consommation à l'aide de modèles d'évaluation par score et en fonction des habitudes de paiement, de manière à prédire le comportement du portefeuille.

Nous évaluons et révisons régulièrement les cotes de crédit internes et les évaluations du crédit par score.

Diversification du portefeuille

La diversification du portefeuille constitue notre principe absolu, et nos politiques et plafonds en matière de crédit sont par conséquent structurés de manière à s'assurer que notre exposition à un client, à un secteur d'activité ou à une région géographique donnée n'est pas trop grande.

Afin d'éviter les pertes excessives qui peuvent se produire si une contrepartie donnée est incapable de remplir ses obligations de paiement, nous avons établi des plafonds individuels basés sur les cotes de crédit. Dans certains cas, les prêts sont syndiqués de manière à réduire le risque global lié à une entreprise.

Nous avons également établi des plafonds pour gérer notre exposition à un pays ou secteur donnés. Nous attribuons une cote de crédit à chaque pays et à chaque secteur. Ces cotes de crédit tiennent compte de facteurs communs à toutes les entités d'un pays ou secteur donnés, qui sont indépendants de la volonté de l'entité. Nous déterminons les plafonds en nous basant sur la cote de crédit ainsi que sur notre propension au risque et notre stratégie commerciale.

Atténuation des risques

Afin d'atténuer les risques liés à certaines composantes de notre portefeuille, nous avons recours à des produits dérivés de crédit. Au 31 octobre 2002, nous avons pris des mesures d'atténuation des risques relativement au risque de crédit lié à des prêts de 1,0 milliard de dollars consentis à des entreprises. Le total de la couverture fournie à diverses contreparties au moyen de produits dérivés de crédit se chiffrait à 0,3 milliard de dollars au 31 octobre 2002.

Nous avons également recours à des ventes de prêts pour atténuer les risques. Nous identifions et vendons les prêts que nous avons consentis lorsque le rapport risque-rendement d'un emprunteur n'est plus désirable.

Afin de réagir de façon proactive à la détérioration du crédit et d'atténuer les risques, nous avons recours à un groupe spécialisé dans les comptes problématiques aux fins de la gestion et du recouvrement des prêts à intérêts non comptabilisés et de certains prêts à intérêts comptabilisés.

Risque de marché

Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de nos portefeuilles de négociation et autres que de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif. Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et notre valeur économique. Outre l'analyse suivante des activités de négociation, des renseignements sont fournis à la section Portefeuille autre que de négociation, à la page 61.

Risque d'écart de taux

Le risque d'écart de taux représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur notre bénéfice, des changements dans le degré de solvabilité des personnes à l'égard desquelles nous sommes exposés à un risque, tant sur une base individuelle qu'à l'échelle du marché. Nos sommes exposés au risque d'écart de taux en raison des obligations détenues et des produits dérivés de crédit que nous détenons. Le risque d'écart de taux lié au portefeuille de négociation découle de la tenue de marché ainsi que des activités de négociation pour compte propre dans notre unité de négociation des dérivés de crédit.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours du change sur nos résultats et notre valeur économique. Nous sommes exposés au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des produits dérivés.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans nos activités de courtage et de placement. Le risque sur actions découle également de nos activités de négociation, y compris la conclusion d'opérations sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour nos clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.

Activités de négociation

Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt et des actions. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par notre Conseil d'administration.

Nous avons récemment procédé à une mise à jour importante de notre système de gestion du risque de marché lié aux entreprises dans le cadre de notre processus permanent de renouvellement, qui vise à mettre en œuvre les meilleures pratiques et à améliorer nos capacités de supervision des risques. Cette initiative représente un jalon important qui nous permet d'évaluer les pertes possibles en appliquant de façon uniforme et opportune des techniques de modélisation de toutes les catégories de risque. En novembre 2002, nous avons obtenu les approbations réglementaires qui nous permettront d'utiliser des modèles internes relativement aux exigences en matière de capital réglementaire liées aux risques spécifiques que présentent les portefeuilles de titres d'emprunt ayant une cote de crédit de bonne qualité.

Valeur à risque

Nous gérons les risques de marché associés aux activités de négociation au moyen principalement d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR). La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que nous subirions dans nos portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. Notre VAR est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que nous pourrions subir dans nos portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. Nous utilisons une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de notre portefeuille de négociation. Le graphique de la page 56 illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2002, nous avons enregistré seulement quatre jours où des pertes de négociation nettes se sont produites, et nous n'avons pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation nettes ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

Le tableau 23 à la page suivante indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation regroupées pour les exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001. Le tableau indique également notre VAR globale, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein de notre portefeuille de négociation. Comme l'indique le tableau, notre VAR moyenne en 2002 s'est établie à 11 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à 2001. Une réduction du risque lié au portefeuille de négociation d'actions a contrebalancé une augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt (imputable à l'ajout du risque d'écart de taux dans le modèle de la VAR).

TABLEAU 23

Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	2002				2001			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Actions	7 \$	12 \$	8 \$	6 \$	8 \$	16 \$	10 \$	6 \$
Change et marchandises	2	9	3	1	2	6	3	1
Taux d'intérêt	11	14	6	2	3	9	4	2
VAR globale (2)	13 \$	18 \$	11 \$	7 \$	8 \$	18 \$	11 \$	6 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise notre méthodologie VAR pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

Nous reconnaissons que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. Nous établissons donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart sur la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

Test inversé

Des simulations rétroactives générant des profits et pertes hypothétiques servent à surveiller la validité statistique du modèle de la VAR. Les profits et pertes hypothétiques sont calculés en déterminant l'incidence des mouvements réels des cours et des taux du marché d'une journée sur un portefeuille donné maintenu à un niveau constant pendant une journée. Tous les portefeuilles de négociation font quotidiennement l'objet de simulations rétroactives. Les résultats sont présentés au BSIF trimestriellement. Au cours de l'exercice 2002, les profits et les pertes hypothétiques ont excédé la VAR à deux reprises. Ce résultat se situe dans l'intervalle de variation prévu et corrobore la validité du modèle de la VAR.

Évaluation des facteurs de stress

Nous effectuons également une analyse des pertes de négociation possibles causées par des événements engendrant un stress, à titre de contrôle supplémentaire de notre risque de marché. À cette fin, nous appliquons des scénarios historiques et des scénarios élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de notre portefeuille.

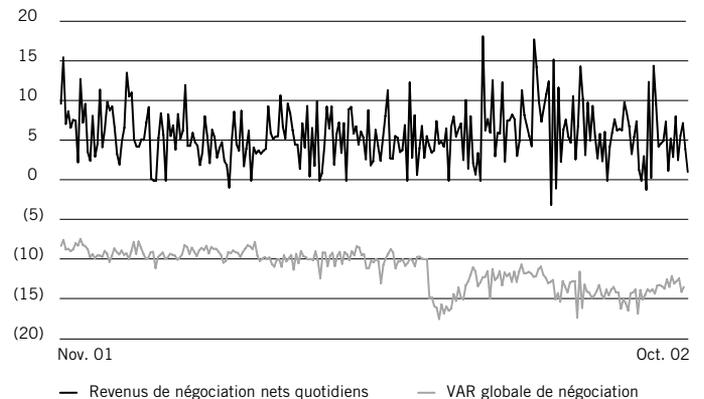
Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons générer ou obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables.

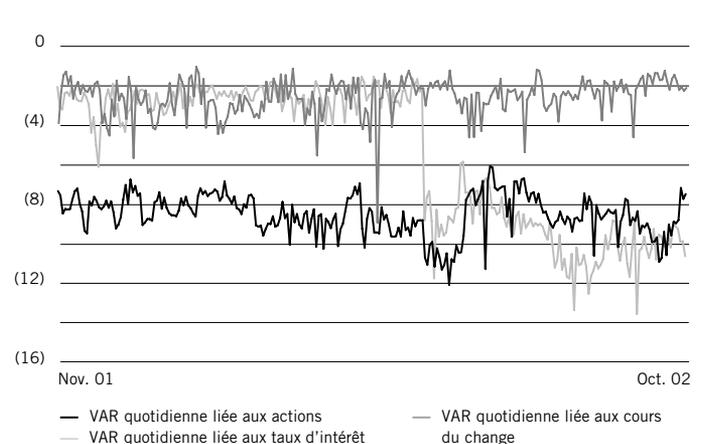
Le risque de liquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et atténués de façon appropriée. Nous avons élaboré et mis en œuvre un cadre exhaustif de gestion des liquidités, axé sur des politiques, des procédures, des méthodes et des processus de mesure.

Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif orientent et supervisent notre programme de gestion du risque de liquidité, et le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et nos principales politiques connexes. La trésorerie générale élabore des politiques, stratégies et plans d'urgence eu égard à la gestion des liquidités, et elle recommande et surveille les plafonds et coordonne les activités des filiales.

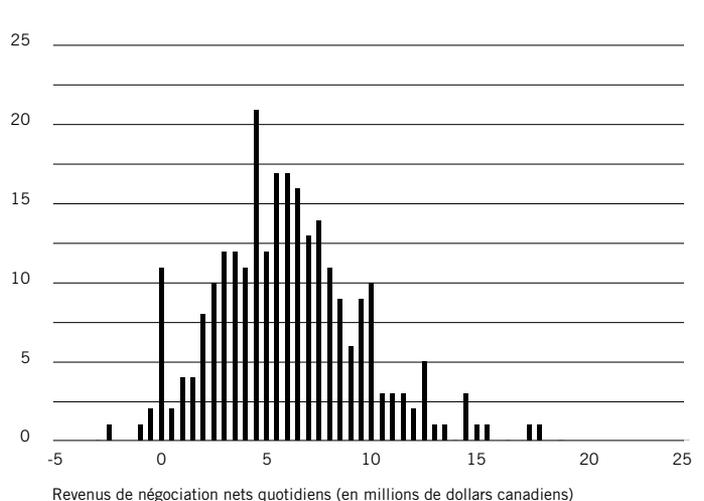
REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION (en millions de dollars canadiens)



VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT (en millions de dollars canadiens)



HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS (nombre de jours)



Notre équipe de gestion des crises de liquidité se compose de divers cadres supérieurs. Elle est responsable de l'élaboration, du maintien et de la réussite de notre plan d'urgence en matière de liquidités. Ce plan sera mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de déstabiliser notre capacité à remplir nos obligations se produisent. Cette équipe se réunit régulièrement pour examiner les scénarios de crises possibles et pour réviser les plans d'action connexes. Les risques de liquidité éventuels sont déterminés, et des dispositions sont prises afin de réduire les dommages possibles au moyen de fonds non engagés de première qualité. Ces actifs sont négociables et peuvent être vendus ou nantis immédiatement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. De plus amples renseignements sur les liquidités sont présentés dans la section Gestion des liquidités présentée à la page 62.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.

Risques liés à la conception des produits et à la tarification

Le processus de conception des produits et de tarification inclut l'estimation de nombreux facteurs, notamment les rendements des placements futurs, les statistiques de mortalité et de morbidité, les résultats techniques, les charges, les taux de polices en déchéance et les taxes. Les risques liés à la conception des produits et à la tarification représentent le risque que les résultats réels ne correspondent pas aux hypothèses formulées au moment où les prix ont été établis et, selon l'importance des écarts, des gains ou pertes financières en découleront.

Nous gérons ces risques à l'aide d'études détaillées des résultats pour corroborer les hypothèses formulées à l'égard des prix, et au moyen d'une vérification indépendante des scénarios effectuée par nos actuaires. De plus, une tranche des obligations liées aux indemnités figurant au bilan permet de couvrir l'estimation erronée ou l'altération des hypothèses formulées pour établir les prix. Nous atténuons également les risques au moyen d'activités de réassurance, principalement en ce qui concerne les risques liés aux statistiques de mortalité pour l'assurance vie et ceux relatifs aux catastrophes pour l'assurance IARD.

Risques relatifs à la gestion des sinistres

Les risques relatifs à la gestion des sinistres représentent l'exposition à un nombre plus élevé de sinistres due aux pratiques administratives en matière de règlement des sinistres. Des politiques et des procédures ont été mises en œuvre pour s'assurer que du personnel qualifié traite les demandes de règlement de façon appropriée. Des limites d'approbation permettent de s'assurer que les demandes d'un montant élevé sont traitées et examinées par du personnel expérimenté.

Risque de souscription

Le risque de souscription représente l'exposition aux pertes financières découlant de la sélection et de l'acceptation inappropriées des risques assurés. L'établissement de pleins de conservation qui varient d'un marché et d'un emplacement géographique à l'autre atténue notre exposition aux demandes de règlement élevées.

Risque de responsabilité

Un risque de responsabilité se produit lorsque les caractéristiques d'un type de risque donné sont mal interprétées et quantifiées de façon inappropriée et que les provisions au titre de ce type de risque sont inadéquates. Tous les trimestres, les actuaires examinent les hypothèses formulées pour calculer les provisions mathématiques.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes.

Nous nous efforçons de réduire les pertes opérationnelles au minimum en nous assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour toute l'organisation. Notre effectif compte une équipe de professionnels qui élaborent et mettent en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes d'établissement, d'évaluation et de gestion du risque opérationnel.

Nous avons élaboré deux processus de surveillance et d'atténuation des risques opérationnels au sein de l'organisation, et nous procédons actuellement à leur mise en œuvre.

Auto-évaluation des risques et des contrôles

L'auto-évaluation des risques et des contrôles est un processus officiel qui sert à déterminer, à documenter, à évaluer et à gérer nos risques opérationnels. Les activités de chaque secteur d'exploitation et de chaque unité fonctionnelle sont séparées de manière à former des entités aux fins de l'auto-évaluation. Chaque entité procède, dans le cadre d'une réunion de travail, à une auto-évaluation afin de déterminer les risques principaux, les contrôles requis pour atténuer les risques, la probabilité et l'incidence possible d'un problème, ainsi que l'acceptabilité du risque résiduel une fois que les contrôles existants ont été considérés.

Lorsque le risque résiduel est réputé être inacceptable, le groupe s'entendra sur un plan d'action et sur un calendrier d'exécution. Les constatations découlant des auto-évaluations effectuées sont documentées, regroupées, analysées et présentées à l'échelle du groupe.

Base de données sur les événements entraînant des pertes

Cette base de données centralisée sert à recueillir des informations sur les pertes opérationnelles. Une correspondance est établie entre les pertes découvertes et les entités formées dans le cadre du processus d'auto-évaluation des risques et des contrôles.

Des informations telles que la fréquence, la gravité et la nature des pertes opérationnelles sont recueillies. Ces données permettent de procéder à des analyses à l'échelle des secteurs d'exploitation et de l'organisation ainsi que de mieux comprendre les causes fondamentales des pertes opérationnelles et d'améliorer les stratégies d'atténuation du risque.

Activités en cours

Nous poursuivons nos activités de recherche-développement eu égard à la quantification des méthodes et aux indicateurs de risque clés, de manière à demeurer au premier rang en matière des meilleures pratiques de gestion du risque.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Prêts à la consommation en hausse de 5 %
- Dépôts en hausse de 4 %
- Capitaux autogénérés de 1,8 milliard de dollars
- Amélioration des ratios de capital
- Rachats de 764 millions de dollars d'actions ordinaires
- Rachat de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de série I et de 150 millions de dollars d'actions privilégiées de série E
- Rachat de 400 millions de dollars de débetures subordonnées et émission de 400 millions de dollars US de débetures subordonnées

Le total des actifs se chiffrait à 382 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 19,5 milliards ou 5 % par rapport au 31 octobre 2001.

Comparativement au 31 octobre 2001, les titres ont progressé de 14,3 milliards de dollars ou 18 %, et les liquidités, de 3,8 milliards ou 22 %. La croissance des titres reflète en partie l'accroissement des activités de notre unité des dérivés internationaux, qui détient des positions acheteur et vendeur dans des titres de participation.

Le total des prêts a progressé de 0,4 milliard de dollars ou 0,2 % par rapport au 31 octobre 2001. L'acquisition d'Eagle Bancshares, en juillet 2002, s'est traduite par une contribution de 1,1 milliard de dollars en prêts, et l'acquisition de la branche de gestion privée de Barclay, en juin 2002, s'est traduite par une contribution de 0,6 milliard en prêts. Les prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) ont augmenté de 5,5 milliards de dollars ou 5 %. Les prêts résidentiels hypothécaires ont connu une hausse de 5,4 milliards de dollars ou 8 % (déduction faite d'un montant de 3,7 milliards en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont reculé de 0,5 milliard ou 2 %. Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 15 %, résultat qui reflète en grande partie l'échéance de 0,4 milliard de dollars en billets à terme utilisés dans le cadre de la titrisation de créances sur cartes de crédit cette année. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 5,1 milliards de dollars ou 8 %, en raison surtout des réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises au Canada et aux États-Unis, qui visent à améliorer la qualité de notre portefeuille de prêts aux entreprises.

L'augmentation de 1,0 milliard de dollars des autres actifs découle principalement de la hausse de 2,6 milliards des montants liés aux produits dérivés, laquelle a été en grande partie contrebalancée par une baisse de 1,9 milliard de dollars des acceptations. La rubrique Autres – Autres actifs, qui affiche 13,5 milliards de dollars, inclut des créances de 805 millions (517 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Bien qu'il nous soit impossible de prévoir avec certitude le dénouement de tout litige, nous prévoyons recouvrer l'intégralité de ce montant et nous n'avons par conséquent comptabilisé aucune provision pour pertes (se reporter à la note 18, à la page 91, pour de plus amples renseignements à ce sujet).

Le total des dépôts s'est élevé à 245 milliards de dollars, en hausse de 9,4 milliards ou 4 % par rapport au 31 octobre 2001. Les dépôts productifs d'intérêts ont progressé de 8,0 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêts, de 1,4 milliard. Les dépôts des particuliers ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 12,3 milliards ou 11 %, tandis que les dépôts

bancaires ont reculé de 3,4 milliards ou 13 %. De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis à la note 10 présentée à la page 83.

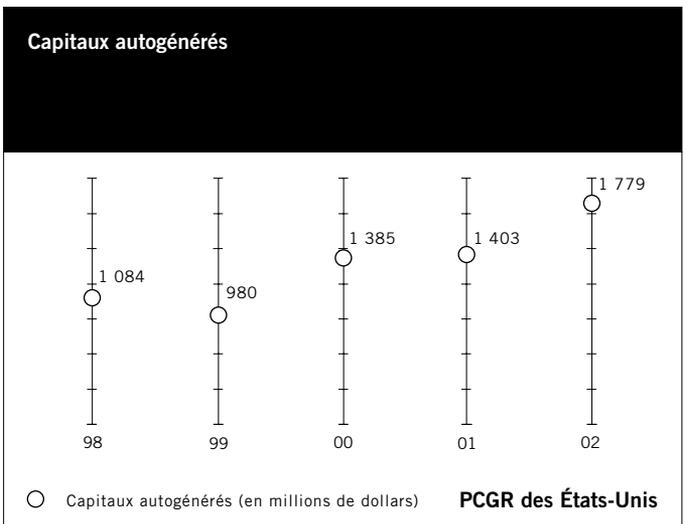
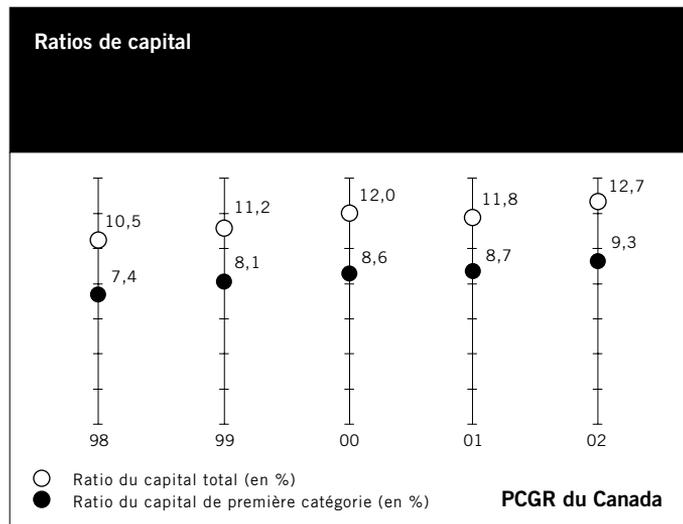
La juste valeur des prêts et des dépôts diffère de leur valeur comptable respective en raison des variations des taux d'intérêt et des changements dans la situation de crédit. La juste valeur estimative des montants de prêts exigibles des clients excédait leur valeur comptable de 2,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et de 4,4 milliards au 31 octobre 2001. La juste valeur estimative des dépôts payables aux clients excédait leur valeur comptable de 1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2002, et de 2,4 milliards au 31 octobre 2001. Le montant net de l'excédent de la juste valeur des montants de prêts exigibles des clients sur la juste valeur des dépôts payables aux clients se chiffrait à 0,8 milliard de dollars au 31 octobre 2002, comme l'indique la note 21, à la page 95. L'excédent de la juste valeur estimative des prêts et dépôts sur leur valeur comptable découle principalement d'une chute des taux d'intérêt.

Fiducie de capital RBC, une société de fiducie à capital fixe, détient un total de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus dans le capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débetures subordonnées, se chiffrait à 25,7 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 0,6 milliard, ou 3 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2001 s'explique surtout par des capitaux autogénérés de 1,8 milliard de dollars, contrebalancés en partie par des rachats de capitaux nets et des rachats d'actions nets de 0,9 milliard en 2002.

Conformément au FAS 87, intitulé *Employers' Accounting for Pensions*, nous avons inscrit une obligation additionnelle au titre des charges de retraite de 276 millions de dollars, déduction faite des impôts connexes, au poste Autres éléments du résultat global. Cette obligation additionnelle tient principalement au fait que la juste valeur de l'actif des régimes est inférieure à l'obligation cumulée au titre des charges de retraite de certains régimes cette année. La moins-value des actifs est imputable à la faiblesse des marchés des actions.

Nous capitalisons les régimes de retraite conformément aux exigences réglementaires, qui exigent qu'un régime soit capitalisé si un déficit se produit. Les hypothèses et méthodes prescrites aux fins des exigences réglementaires en matière de capitalisation diffèrent de celles appliquées à des fins comptables. Nos régimes de retraite bénéficient d'une capitalisation excédentaire. La note 15, à la page 88, décrit la capitalisation à des fins comptables.



Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous devons tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.

Nous nous sommes engagés à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Malgré la faiblesse des marchés financiers au cours de la dernière année, nous avons obtenu des niveaux de capitaux autogénérés élevés. Les conditions du marché et les réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises ont également contribué au ralentissement de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques, ce qui nous a permis de continuer à racheter des actions ainsi que certains instruments de capital en circulation. Nos cotes de crédit continuent d'accroître notre capacité à réunir des capitaux à des prix compétitifs.

Activités de gestion du capital

À l'exercice 2002, nous avons racheté 14,3 millions d'actions ordinaires. Une tranche de 4,5 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 229 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant pris fin en juin 2002, et une tranche de 9,8 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 513 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un maximum de 20 millions d'actions ordinaires, à savoir environ 3 % des actions ordinaires en circulation, entre le 24 juin 2002 et le 23 juin 2003. Au cours du quatrième trimestre de 2001, nous avons conclu une entente avec un tiers indépendant visant le rachat accéléré de six millions d'actions ordinaires. Cette entente s'est traduite par des coûts de rachat additionnels de 22 millions de dollars cette année. Au total, nous avons dépensé 764 millions de dollars au titre des rachats d'actions effectués à l'exercice 2002.

En novembre 2001, nous avons racheté 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I et, en octobre 2002, nous avons racheté 150 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série E.

En novembre 2001, nous avons émis 400 millions de dollars US de débetures subordonnées dans le cadre de notre programme européen de billets à moyen terme. En septembre 2002, nous avons racheté 400 millions de dollars de débetures subordonnées.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 24 ci-dessous.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques, selon l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 25, à la page 60, est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques prescrits par le BSIF aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié à notre portefeuille de négociation.

Nous avons pour politique de demeurer bien capitalisés afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels nous sommes exposés dans le cours de nos affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2002, nos ratios du capital de première catégorie et du capital total s'établissaient respectivement à 9,3 % et à 12,7 %. Ces ratios étaient de 8,7 % et de 11,8 % au 31 octobre 2001. Nous avons maintenu des ratios de capital supérieurs à nos objectifs à moyen terme de 8,0 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2002, nous avons majoré notre objectif pour le capital de première catégorie à moyen terme, qui était de 8 %, et l'avons porté à une fourchette de 8 % à 8,5 %. Nos ratios de capital selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au tableau 24 ci-dessous.

Modification en cours d'élaboration

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien Accord sur les fonds propres de 1988 aux termes duquel nous sommes réglementés actuellement. La proposition de la BRI en est toujours à l'étape de la discussion. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2006.

TABEAU 24 Ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 238 \$	16 141 \$	11 504 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 545	2 024	2 037
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TrucS	1 400	1 400	650
Autres	29	28	23
Écart d'acquisition	(4 832)	(4 742)	(647)
	15 380	14 851	13 567
Capital de deuxième catégorie			
Débetures subordonnées permanentes	467	477	457
Autres débetures subordonnées (2)	6 147	5 935	5 138
Provision cumulative générale (3)	1 420	1 410	1 188
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-	-	1
	8 034	7 822	6 784
Participations dans les filiales d'assurance	(2 014)	(2 107)	(960)
Autres participations importantes	(368)	(387)	(342)
Protection de premier niveau contre les pertes	(20)	(8)	(5)
Capital total	21 012 \$	20 171 \$	19 044 \$
Actif ajusté en fonction des risques	165 559 \$	171 047 \$	158 364 \$
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	9,4 %	7,3 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	9,3 %	8,7 %	8,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	12,7 %	11,8 %	12,0 %
Coefficient actif-capital (5)	17,3	17,2	15,3
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	8,5 %	8,1 %	7,8 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,9 %	11,2 %	11,3 %
Ratio capitaux propres-actif (7)	4,9 %	5,3 %	4,5 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débetures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,875 % en 2001; 0,75 % en 2000) de l'actif ajusté en fonction des risques.

(4) Le 26 novembre 2001, nous avons racheté des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I, pour un montant de 200 millions de dollars US; cette opération a réduit du même montant le capital de première catégorie. Le 8 novembre 2001, nous avons émis des débetures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total d'un montant équivalent. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma de 2001 auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma calculés en vertu des règles des États-Unis auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

TABLEAU 25 Actif ajusté en fonction des risques (1)

	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques	
			2002	2001
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Actif au bilan				
Liquidités	21 323 \$	11 %	2 284 \$	1 515 \$
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	27 712	0 %	36	–
Autres	66 088	11 %	7 137	7 341
Prêts hypothécaires résidentiels (3)				
Assurés	33 849	1 %	379	383
Ordinaires	38 950	52 %	20 168	18 511
Autres prêts et acceptations de banque (3)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	18 448	17 %	3 098	1 810
Autres	121 893	74 %	89 836	97 553
Autres actifs	48 693	12 %	5 692	6 114
	376 956 \$		128 630 \$	133 227 \$
	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent-crédit	
Instruments financiers hors bilan				
Instruments de crédit				
Garanties et lettres de crédit de soutien				
Financières	10 393 \$	100 %	10 393 \$	82 %
Non financières	3 217	50 %	1 609	100 %
Lettres de crédit documentaire	772	20 %	154	97 %
Prêts de titres	23 967	100 %	23 967	3 %
Engagements de crédit				
Échéance initiale d'un an ou moins	40 931	0 %	–	–
Échéance initiale supérieure à un an	34 115	50 %	17 058	92 %
Montants non engagés	45 978	0 %	–	–
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	23	50 %	12	100 %
	159 396 \$		53 193 \$	26 615 \$
				29 479 \$
	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent-crédit (5)	
Produits dérivés (6)				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux	198 845 \$	178 \$	299 \$	21 %
Swaps	862 264	19 608	24 357	26 %
Options achetées	55 293	563	914	28 %
	1 116 402	20 349	25 570	6 645
				5 854
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	544 719	6 802	13 049	28 %
Swaps	84 055	1 781	6 341	23 %
Options achetées	56 204	809	1 491	29 %
	684 978	9 392	20 881	5 569
				5 583
Dérivés de crédit (7)	52 151	861	2 963	29 %
Autres contrats (8)	13 126	849	1 701	31 %
Total des produits dérivés avant compensation	1 866 657 \$	31 451	51 115	13 601
Incidence des accords généraux de compensation		(20 861)	(26 930)	(7 132)
Total des produits dérivés après compensation		10 590 \$	24 185	6 469
				6 084
Total des instruments financiers hors bilan			77 378 \$	33 084 \$
				35 563 \$
Risque de marché général				3 845
				2 257
Total de l'actif ajusté en fonction des risques				165 559 \$
				171 047 \$

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, excluant l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociés sur des bourses sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur totale de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues car elles constituent nos obligations et, à ce titre, ne présentent pas de risque de crédit.

(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.

(6) Le notionnel de 5 593 millions de dollars (1 693 millions en 2001) et le coût de remplacement de 93 millions (49 millions en 2001) des produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que dans certains bons de souscription et engagements de prêts considérés comme des produits dérivés, sont exclus des montants de ce tableau.

(7) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(8) Comprend les dérivés sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Gestion de l'actif et du passif

Vue générale

La gestion de l'actif et du passif inclut l'évaluation, la surveillance et la gestion de notre portefeuille autre que de négociation, la gestion des liquidités et le financement. Il est important de noter qu'un grand nombre de facteurs détaillés dans l'Analyse par la direction, dans l'analyse des facteurs présentée aux pages 23 et 24 et dans l'analyse de la gestion des risques présentée aux pages 53 à 57 sont susceptibles d'influer sur les liquidités et les ressources en capital. Par ailleurs, les mécanismes de financement hors bilan sont souvent intégrés aux liquidités et aux ressources en capital, et ils font l'objet d'une analyse détaillée aux pages 64 et 65.

Portefeuille autre que de négociation

Les activités bancaires traditionnelles, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt décrit à la page 55 qui est la principale composante de ces risques.

Nous gérons activement le risque de taux d'intérêt lié aux activités nord-américaines autres que de négociation figurant au bilan, et nous supervisons toutes les autres activités autres que de négociation pour lesquelles des plafonds ont été établis eu égard au risque de taux d'intérêt. Nous nous efforçons d'adopter les meilleures pratiques de l'industrie et d'exécuter les activités suivantes :

Politiques

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration approuve les politiques globales qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt. Les politiques établissent les plafonds acceptables eu égard à la gestion des risques liés au revenu net d'intérêt sur un horizon de douze mois et des risques liés à la valeur économique des capitaux propres. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 6 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque sur actions lié à la valeur économique, il est égal à 12 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus.

Établissement des prix de cession interne des fonds en fonction des taux d'intérêt

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds pour centraliser le risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale et pour assurer une répartition économique du revenu d'intérêt entre les divers secteurs d'exploitation. En établissant des prix de cession interne au niveau des transactions, nous nous assurons que le risque de taux d'intérêt est transféré de façon appropriée à la trésorerie générale aux fins de gestion. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont basés sur les taux du marché et ils s'alignent sur les principes de gestion des risques. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail tiennent compte de ces taux.

Recherches appliquées

Nous sommes déterminés à établir les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus.

Nous nous concentrons sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs eu égard aux options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. En ce qui concerne le passif figurant au bilan, nous nous concentrons habituellement sur la modélisation de taux administrés et sur la sensibilité des soldes de passif aux variations des taux d'intérêt.

Mesure du risque

Nous continuons d'investir des sommes importantes dans les nouvelles technologies afin de faciliter la mesure et la gestion, en temps opportun, de notre risque de taux d'intérêt. Nous utilisons hebdomadairement divers scénarios statiques et dynamiques pour mesurer notre risque en fonction des taux relatifs aux clients ainsi que des taux sur lesquels se base l'établissement des prix de cession interne des fonds.

Les scénarios statiques nous permettent d'analyser notre risque à un moment donné en fonction de diverses hypothèses eu égard au taux d'intérêt. Ces hypothèses incluent des perturbations parallèles et des distorsions de la courbe de rendement. Nous utilisons des scénarios statiques pour évaluer la valeur économique du risque sur actions ainsi que le risque lié au revenu net d'intérêt. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant les stratégies d'établissement futur des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des hypothèses touchant notamment les fluctuations des taux d'intérêt et les variations dans la forme des courbes de rendement.

Nous mesurons hebdomadairement nos risques relativement aux activités canadiennes autres que de négociation figurant au bilan, et nous sommes en mesure de déterminer les diverses sources du risque de taux d'intérêt.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Notre objectif vise à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau constant donné. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives.

Le risque de taux d'intérêt peut être subdivisé en risque linéaire et en risque non linéaire, selon la façon dont le bilan réagit aux fluctuations des taux d'intérêt. Nous gérons le risque linéaire au moyen principalement de swaps de taux d'intérêt. Le risque non linéaire découle principalement des options intégrées à nos produits, qui permettent aux clients de modifier l'échéance de leurs prêts ou de leurs dépôts. Ainsi, un client peut choisir de rembourser un prêt personnel à l'avance ou un client potentiel peut obtenir un taux fixe sur un prêt hypothécaire avant que ce dernier ne prenne effet. La modélisation des options intégrées se fonde sur des hypothèses basées sur des recherches empiriques, et ces options sont gérées soit au moyen d'options d'achat, soit à l'aide d'une stratégie de couverture dynamique.

Le point de référence sur lequel se fonde le rendement de l'unité fonctionnelle de gestion du risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale est le rendement total. Un sous-produit de cet étalonnage est une méthodologie qui contrôle le risque modèle au moyen de simulations rétroactives des hypothèses des modèles par rapport au comportement réel des clients de façon continue.

Le tableau 26 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt liés au portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique de nos capitaux propres et sur nos résultats actuels. Ces mesures sont fondées sur notre position au 31 octobre 2002, ainsi que sur des hypothèses formulées par la direction et corroborées par des recherches empiriques. Elles présument également qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Nous définissons un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant de l'actif net (qui représente les capitaux propres) est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, notre profil de risque de taux d'intérêt se caractérise par une modification des taux liés aux actifs légèrement plus rapide que celle des taux liés aux passifs, et la durée des capitaux propres est de 2,5 ans environ.

Toutes les mesures de taux d'intérêt dont il est question dans la présente section se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné. Ces positions changent continuellement en raison de nos activités d'exploitation quotidiennes et de nos mesures de gestion des risques.

TABLEAU 26 Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation (1)

	2002		2001	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
(en millions de dollars canadiens)				
Augmentation de 100 p.b.	(309)\$	104 \$	(390)\$	96 \$
Diminution de 100 p.b.	145	(151)	256	(108)
Augmentation de 200 p.b.	(662)\$	190 \$	(842)\$	179 \$
Diminution de 200 p.b.	345	(327)	466	(294)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Gestion des liquidités

Notre cadre de gestion des liquidités vise à s'assurer que nous disposons de sources de liquidités fiables et rentables pour satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs, tant au bilan que hors bilan. Les objectifs principaux liés à ce cadre sont le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, et le maintien d'un portefeuille de titres négociables non grevés qui nous donne un accès immédiat à des liquidités.

L'unité fonctionnelle de la trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. Nos principales plateformes de négociation et de financement régionales fournissent un soutien transactionnel eu égard aux politiques et stratégies de gestion des liquidités. Le Comité de gestion des risques du Groupe et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis. Le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et les principales politiques connexes, et il est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective. Nous avons également mis sur pied un plan d'urgence, qui est maintenu et géré par l'équipe de gestion des crises de liquidité. Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités, conformément aux politiques et pratiques, ainsi qu'aux exigences réglementaires qui font autorité.

Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des risques structural, stratégique et éventuel. L'évaluation de notre position de liquidité en fonction de ces risques reflète les estimations et jugements de la direction quant au comportement de nos clients et à la conjoncture future des marchés.

Gestion du risque de liquidité structural

La composition actuelle du bilan peut donner lieu à un risque de liquidité en raison des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs. La gestion du risque de liquidité structural porte sur ce type de risque, qui est mesuré et surveillé au moyen d'évaluations continues des facteurs de stress liés à notre bilan.

Nous avons récemment adopté le modèle de capital en liquidités aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Ce modèle exhaustif, qui se fonde sur des formules, permet d'évaluer l'intégrité du bilan ainsi que notre capacité à poursuivre nos activités à titre d'entreprise en exploitation durant un événement prolongé touchant les liquidités, tel que le retrait imprévu du financement à court terme. Aux fins de l'application de ce modèle, nous assignons des décotes aux actifs figurant au bilan en nous basant sur notre évaluation des composantes génératrices de liquidités de chaque catégorie d'actifs, dans le contexte d'un modèle d'entreprise durable. Cette analyse sert à déterminer la composante non liquide des actifs figurant à notre bilan. Les passifs sont classés selon leur stabilité (allant d'un niveau de base à un niveau volatil) fondé sur des propriétés contractuelles et comportementales, de manière à déterminer les éléments constants de notre financement. Cette analyse de notre bilan nous permet d'estimer avec plus de précision notre exposition à une perte prolongée de financement non garanti, et de quantifier nos besoins de trésorerie à plus long terme.

Gestion du risque de liquidité stratégique

La gestion du risque de liquidité stratégique se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement et, le cas échéant, de mettre à jour les hypothèses et les limites. Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies eu égard au risque global du groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises et secteurs géographiques. La Trésorerie générale fournit des directives aux unités individuelles chargées d'assurer l'application uniforme des principes de gestion des flux de trésorerie dans toute l'organisation.

Gestion du risque de liquidité éventuel

Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de nuire à notre capacité de respecter nos engagements se produisent. Le plan d'urgence comporte quatre scénarios de marché d'une durée différente, et fait ressortir les risques de liquidité possibles et les mesures requises à leur égard. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres supérieurs de nos secteurs d'exploitation et unités fonctionnelles, se réunit régulièrement pour examiner et actualiser les plans de mise en œuvre et pour déterminer s'il y a lieu d'implémenter les plans en raison d'événements qui surviennent au Canada et à l'échelle mondiale.

Afin de composer avec les risques de liquidité possibles que fait ressortir notre analyse des scénarios, nous maintenons un portefeuille de valeurs mobilières négociables non grevées gardées en dépôt. Ces actifs de première qualité peuvent être vendus ou nantis facilement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant le nantissement – voir ci-dessous) totalisaient 155 milliards de dollars ou 41 % du total de l'actif au 31 octobre 2002, comparativement à 137 milliards ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie de nos actifs liquides en devises sont confiés à des banques étrangères très bien cotées. Au 31 octobre 2002, des actifs d'une valeur de 10 milliards de dollars avaient été donnés en nantissement, soit un montant en hausse par rapport à 9 milliards au 31 octobre 2001. Nos engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert se chiffraient à 39 milliards de dollars au 31 octobre 2002, comparativement à 37 milliards au 31 octobre 2001. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 18, à la page 92.

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités parce qu'elle se traduit par une plus grande souplesse du financement, qu'elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et qu'elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une mesure moindre, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à obtenir du financement non garanti et nos coûts relatifs à ce financement dépendent principalement du maintien de cotes de crédit acceptables, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de la suffisance de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. Même si nos estimations suggèrent qu'une faible révision à la baisse de nos cotes n'aurait pas de répercussions importantes sur notre capacité de financement ou sur nos coûts, nous savons qu'il est important d'éviter de telles révisions, et nous sommes déterminés à prendre des mesures qui devraient renforcer les évaluations externes de la stabilité financière de la Banque. Une série de révisions à la baisse pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement et sur nos résultats d'exploitation.

Profil des dépôts

Les dépôts des particuliers demeurent notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources « de gros » non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères. Les dépôts de particuliers constituent une source principale de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients institutionnels et d'entreprises du secteur privé maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible, et une tranche de ces fonds est considérée comme du financement de base aux fins de la liquidité structurale. Les clients

du secteur privé et les entreprises maintiennent généralement des soldes relationnels eu égard à leurs besoins de fonctionnement quotidiens. Dans certaines entreprises, les soldes collectifs sont importants et traduisent un niveau élevé de stabilité relative. Nous favorisons la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits et de la provenance géographique. Par ailleurs, nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement et surveillons constamment les faits nouveaux et les tendances qui y surviennent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre les mesures préventives qui s'imposent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 10, à la page 83.

Sources de financement à terme

La stratégie de financement à long terme fait partie intégrante de notre position de liquidité structurelle actuelle et estimative, laquelle est reflétée dans notre position de capital en liquidités. Les objectifs en matière de liquidité, ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit et la structure financière désirée influent sur nos activités annuelles de financement à long terme, y compris la composition en devises et la concentration du marché. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs. Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement, ainsi que la concentration des devises et des échéances. En 2002, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,6 milliards de dollars. Le total du financement à long terme non garanti en cours se chiffrait à 13,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002, contre 12,6 milliards au 31 octobre 2001.

Nous utilisons des programmes de titrisation des actifs à titre de source supplémentaire de financement, de manière à obtenir des liquidités et à gérer les actifs et les passifs. Plus particulièrement, nous avons obtenu un nouveau financement de 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice en procédant à la titrisation et à la vente de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement (titres adossés à des créances hypothécaires). Le total des titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus à la fin de l'exercice était de 2,4 milliards de dollars. Par ailleurs, nous avons titrisé 1,7 milliard de dollars de nos créances sur cartes de crédit au moyen de billets émis par une structure d'accueil créée aux fins de titrisation. (Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section sur les opérations de titrisation des structures d'accueil présentée à la page 64.)

Opérations hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan ou sont constatées au bilan selon des montants qui diffèrent des montants prévus aux contrats ou des capitaux nominaux. Ces opérations comportent divers risques de marché, de crédit et de liquidité, à l'égard desquels une analyse est présentée dans la section Gestion des risques, aux pages 53 à 57. Les opérations hors bilan sont effectuées soit pour notre propre compte, soit pour des clients, et elles sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement. Nos opérations hors bilan incluent l'émission d'instruments de crédit et les engagements en vertu de baux, les instruments financiers dérivés et les opérations avec des structures d'accueil. Une analyse de chacun de ces types d'opérations est présentée ci-après.

Instruments de crédit

Nous fournissons des instruments de crédit à nos clients afin de les aider à répondre à leurs besoins en matière de financement. Les garanties et les lettres de crédit de soutien, dont le risque de crédit est le même que celui lié aux prêts, fournissent l'assurance irrévocable que nous effectuerons des paiements si un client ne peut pas remplir ses obligations envers des tiers. Nous émettons également, au nom de clients, des lettres de crédit documentaire qui permettent à un tiers de tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant établi, et qui sont habituellement garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nos engagements de crédit peuvent représenter les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit. Les montants non engagés représentent les offres de crédit révocables que nous faisons à un emprunteur, mais non le crédit que nous sommes tenus d'accorder. Nous participons également à des facilités d'émission d'effets (comprenant des facilités renouvelables), qui constituent des ententes en vertu desquelles un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Le tableau 27 ci-dessous fournit un résumé détaillé de nos instruments de crédit hors bilan.

Engagements en vertu de baux

Nos engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée au tableau 27 ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite. Nos contrats de location ne comprennent aucune clause restrictive eu égard à notre capacité à payer des dividendes, à procéder à des activités de financement par emprunt ou par capitaux propres ou à conclure d'autres contrats de location.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de nos activités de négociation et de vente auprès d'institutions, nous agissons à titre de contrepartiste pour des clients en ce qui concerne les opérations sur instruments financiers dérivés. Nous jouons ce rôle afin d'aider nos clients à gérer les divers types de risques auxquels ils sont exposés. Nous effectuons également des opérations mettant en jeu des instruments financiers dérivés avec d'autres contrepartistes afin de gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de marché auxquels nous sommes exposés (une analyse des risques de marché est présentée à la page 55). Tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur (une analyse des hypothèses relatives à la juste valeur est présentée à la page 25). Bien que les opérations sur produits dérivés soient mesurées en fonction des montants de capital nominal connexe, ces montants ne sont pas inscrits au bilan, car ils servent de points de référence aux fins du calcul des paiements et ne représentent pas des montants réels échangés. Le tableau 25 présenté à la page 60 fournit des détails sur le capital nominal, l'équivalent-crédit et les soldes de l'actif ajusté en fonction des risques pour chaque type de produit dérivé. La note 19, aux pages 93 et 94, fournit des détails sur les capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance et le coût de remplacement, respectivement.

Dans la mesure où au moins une des opérations sur instruments financiers dérivés que nous effectuons concerne des sommes dues par des tiers contrepartistes, nous sommes exposés à un risque de crédit découlant des produits dérivés (une analyse du risque de crédit est présentée à la page 54). Le total du risque de crédit tel qu'il est représenté par la juste valeur de tous les produits dérivés ayant une valeur de marché positive se chiffrait à 10,6 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et il est constaté au coût de remplacement dans le bilan. Les notes 1 et 19 présentées aux pages 73 et 74 ainsi qu'aux pages 92 à 94 fournissent davantage de détails sur la comptabilisation des produits dérivés.

TABLEAU 27 Engagements en vertu de baux et instruments de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements en vertu de baux	364 \$	630 \$	470 \$	754 \$	2 218 \$
Instruments de crédit					
Garanties et lettres de crédit de soutien	4 159	6 247	1 526	1 678	13 610
Lettres de crédit documentaire	378	236	118	40	772
Engagements de crédit	44 832	10 624	4 233	15 357	75 046
Montants non engagés	814	41 121	2 835	1 208	45 978
	50 183	58 228	8 712	18 283	135 406
Total	50 547 \$	58 858 \$	9 182 \$	19 037 \$	137 624 \$

Structures d'accueil

Les structures d'accueil servent principalement à titriser des actifs financiers et autres afin d'obtenir du financement, d'atténuer le risque de crédit et de gérer le capital. Elles constituent un élément important des marchés financiers, procurant des liquidités en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles d'actifs donnés, en fonction de risques qui satisfont à leurs critères en matière d'investissement. Nous utilisons des structures d'accueil pour titriser une tranche de nos créances sur cartes de crédit. Nous offrons des services de réorganisation de structures d'accueil aux clients qui désirent obtenir des actifs financiers non conventionnels. Nous agissons également à titre d'intermédiaire ou d'agent pour des clients qui souhaitent utiliser des structures d'accueil pour titriser leurs propres actifs financiers.

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et exprès. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à la société cédante. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. Une structure d'accueil type est constituée pour acheter les actifs financiers d'une société. La structure d'accueil finance l'achat desdits actifs en émettant des titres à des investisseurs sous forme de certificats, de papier commercial ou d'autres titres d'emprunt. Les intérêts financiers des investisseurs dans une structure d'accueil se limitent habituellement à leurs intérêts dans les actifs, ainsi qu'à divers types de rehaussements de crédit liés aux actifs de la structure d'accueil, qui peuvent inclure l'accès conditionnel à un compte de dépôt en garantie, un surdimensionnement sous forme d'actifs excédentaires dans la structure d'accueil ou une facilité de crédit. Les institutions financières peuvent fournir des facilités de liquidité et de crédit ainsi que des swaps de taux d'intérêt et autres swaps pour remédier aux écarts qui existent entre les flux de trésorerie des actifs sous-jacents et les titres d'emprunt émis par la structure d'accueil.

Nous fournissons divers services aux structures d'accueil et agissons notamment à titre d'administrateur de la structure d'accueil et des portefeuilles d'actifs sous-jacents, de fiduciaire des actifs de la structure d'accueil, de fournisseur de liquidités ou de rehaussements de crédit, de contrepartiste eu égard aux opérations sur instruments financiers dérivés, et de gestionnaire des garanties.

Notre comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil gère et surveille nos liens directs avec de telles structures. Ce comité se compose de représentants d'unités fonctionnelles, incluant la gestion des risques, la trésorerie générale, les finances, le bureau de la gouvernance des filiales, le service juridique, la fiscalité, le groupe des filiales bancaires et les ressources humaines. Ses activités principales incluent la formulation des politiques qui régissent les structures d'accueil, l'examen des nouvelles opérations et des opérations inhabituelles effectuées avec ces structures, ainsi que la surveillance des activités courantes des structures d'accueil.

Le Financial Accounting Standards Board dresse actuellement de nouvelles normes comptables relatives à la consolidation des structures d'accueil. Étant donné que ces normes sont encore en préparation, leur incidence sur notre bilan n'est pas quantifiable, mais il se pourrait que nous devions éventuellement consolider certains actifs et passifs détenus dans nos structures d'accueil.

Titrisation des créances sur cartes de crédit

Nous titrisons certaines créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil. Cette dernière est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Le but principal de cette activité, d'un point de vue économique, est de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Bien que ces créances sur cartes de crédit ne soient plus inscrites dans notre bilan, nous conservons les droits de gestion ainsi que la relation avec le client.

Le transfert des créances sur cartes de crédit au dépositaire de ces actifs constitue une cession d'un point de vue juridique. De plus, notre structure de titrisation des créances sur cartes de crédit est admissible à la comptabilisation comme une vente. En vertu du FAS 140, les créances sont supprimées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte inscrit dans les revenus autres que d'intérêt. La note 7 présentée aux pages 81 et 82 fournit des informations sur nos principales activités de titrisation et sur nos hypothèses clés. Notre structure d'accueil est une « structure d'accueil

admissible » en vertu du FAS 140 (*Accounting for Transfers and Servicing of Financial Assets and Extinguishments of Liabilities*); par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas consolider cette structure d'accueil.

Nous continuons de fournir des services de gestion eu égard aux créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible. De plus, nous administrons la structure d'accueil admissible afin de nous assurer que les dépôts de documents de cette dernière sont effectués, et que les investisseurs détenant des titres adossés à des créances mobilières de cette structure touchent leurs intérêts et leurs paiements en principal en temps opportun.

Nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Par conséquent, notre excédent sert à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influencent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. La valeur actualisée de cet excédent est inscrite au bilan à titre de droits conservés dans les titres destinés à la vente. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible aux fins du paiement des charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par ladite structure.

Au 31 octobre 2002, le total des créances sur cartes de crédit titrisées et détenues hors bilan se chiffrait à 1,7 milliard de dollars, par rapport à 2,1 milliards au 31 octobre 2001. La valeur comptable de nos droits conservés dans les créances sur cartes de crédit au 31 octobre 2002 s'établissait à 15,1 millions de dollars, comparativement à 19,5 millions en 2001, et les créances en vertu des contrats de prêt subordonnés totalisaient 5,2 millions, contre 8,5 millions en 2001.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité eu égard aux structures d'accueil au sein du groupe des opérations de titrisation mondiales est l'administration de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des structures multicédantes (structures d'accueil multicédantes). Nous administrons actuellement cinq structures d'accueil multicédantes – trois au Canada et deux aux États-Unis. Les actifs financiers que ces cinq structures ont acquis de nos clients totalisent 20,6 milliards de dollars. Conformément aux normes comptables actuelles, les cinq structures d'accueil multicédantes que nous administrons ne sont pas consolidées dans notre bilan.

Nous exerçons des activités sur le marché des structures d'accueil multicédantes parce que nos clients y accordent de la valeur, qu'elles offrent une source de revenus croissante et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux structures d'accueil multicédantes pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement par l'entremise de garanties de première qualité.

Les structures d'accueil multicédantes achètent divers actifs financiers aux clients et elles financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières bénéficiant de cotes élevées. Ces structures acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre des opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de premier niveau contre les pertes liées aux actifs. Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservés dans ces structures d'accueil multicédantes. Nous fournissons ou maintenons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes de la structure d'accueil multicédante et selon les critères établis par les agences de cotation. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux structures d'accueil multicédantes. Nous touchons des commissions basées sur les prix du marché relativement à ces services, et nous les constatons à titre de revenus autres que d'intérêt. Par ailleurs, nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs que détiennent les structures d'accueil multicédantes.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers détenus par les structures d'accueil multicédantes à la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001.

Catégorie d'actifs

(en millions de dollars canadiens)	2002	2001
Cartes de crédit	4 671 \$	3 785 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	3 615	4 298
Créances au titre du matériel	2 509	2 159
Créances clients	2 479	2 094
Prêts hypothécaires résidentiels	2 004	1 682
Autres prêts	1 275	843
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	1 208	1 275
Prêts à la consommation	1 196	1 114
Titres adossés à des créances mobilières	926	487
Autres	706	579
	20 589 \$	18 316 \$

Le papier commercial qu'émet chaque structure d'accueil multicédante est émis au nom de cette dernière, et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient la structure d'accueil multicédante. Le papier commercial de la structure d'accueil multicédante ne confère aucun droit de recours à notre égard ni à l'égard des autres structures d'accueil multicédantes que nous administrons. Les structures d'accueil multicédantes ne sont dans l'ensemble pas autorisées à émettre des effets à moyen terme ou d'autres types de titres d'emprunt pour financer les achats d'actifs. Par conséquent, les passifs au titre du papier commercial de chaque structure d'accueil multicédante sont généralement égaux aux actifs que ladite structure détient. L'écart minime entre le solde des actifs et des passifs de la structure d'accueil multicédante se rapporte principalement à l'escompte ou aux intérêts débiteurs liés au papier commercial. Au 31 octobre 2002, la valeur nominale totale du papier commercial émis par la structure d'accueil multicédante se chiffrait à 20 589 millions de dollars, et le produit en espèces généré, à 20 534 millions, la différence entre ces montants représentant l'escompte sur le papier commercial.

À la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001, le total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et de crédit s'établissait comme suit :

Facilités de liquidité et de crédit

(en millions de dollars canadiens)	2002		2001	
	Engagés	En cours	Engagés	En cours
Facilités de liquidité	22 593 \$	– \$	20 614 \$	– \$
Facilités de crédit	7 211	–	3 856	–
	29 804 \$	– \$	24 470 \$	– \$

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités aux structures d'accueil multicédantes à titre de source de financement de rechange, advenant le cas où lesdites structures ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. Les modalités des facilités de garantie des liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux structures d'accueil multicédantes en cas de faillite ou pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit lié aux portefeuilles d'actifs ne serait pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. Nous sommes par conséquent d'avis que les rehaussements de crédit que nous offrons aux structures d'accueil multicédantes présentent un risque de crédit modéré.

Le risque économique que nous assumons lorsque nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels est intrinsèquement éventuel. Nos unités fonctionnelles de gestion des risques

gèrent ces risques de la même manière que tous les autres risques (éventuels ou non). Notre processus de gestion des risques tient compte des risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt liés à chaque actif. Le risque, à titre individuel ou dans son ensemble, relatif à ces composantes est réputé être acceptable. Des agences de cotation externes procèdent à un examen de toutes les opérations. Établie en fonction de notre système interne de mesure des risques décrit à la page 54, la moyenne pondérée de la qualité du crédit des actifs soutenus par nos facilités de garantie de liquidités et par nos rehaussements de crédit partiels est des plus élevées. Notre risque de liquidité basé sur le rendement historique et la qualité élevée du crédit liés aux actifs des structures d'accueil multicédantes est réputé être faible. Le risque de taux d'intérêt est réputé faible, et nous le gérons habituellement au niveau de chaque opération, en transférant la variabilité des coûts de financement aux structures de titrisation. La trésorerie générale procède à l'examen du risque éventuel lié au bilan et surveille le risque lié aux prélèvements pouvant être effectués en vertu de toute facilité de crédit.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation des structures d'accueil afin de créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces structures d'accueil afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons le risque de crédit de contrepartie de la structure d'accueil. Afin de procéder à ces opérations, nous établissons un niveau de risque interne relativement à la structure d'accueil et nous évaluons et surveillons continuellement le risque de crédit lié à cette structure. Comme c'est le cas pour tous les risques de crédit de contrepartie, ces niveaux de risque sont établis et revus conformément à notre processus habituel de gestion des risques, de manière à gérer et à surveiller le profil de ce risque de crédit de façon efficace.

Ces structures d'accueil émettent souvent des effets, à l'égard desquels des agences de cotation externes peuvent accorder des cotes. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets réorganisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons dans certains cas à titre de teneur de marché. Nous ne fournissons cependant pas de garanties ni d'autres engagements connexes à ce type de structure d'accueil. La création d'un produit réorganisé nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure actuelle, pour les structures d'accueil avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces structures.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs structures d'accueil offrant des obligations garanties par des créances, qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la banque, dans des obligations à rendement supérieur et dans du crédit mezzanine aux entreprises. En notre qualité de gestionnaire de garanties, la structure d'accueil qui offre des obligations garanties par des créances fait appel à nos services en vertu d'une entente de gestion de garanties, dans le cadre de laquelle nous lui fournissons des conseils sur l'achat et la vente des actifs garantis qu'elle détient. Nous touchons une commission prédéterminée basée sur les prix du marché, qui représente un pourcentage des actifs détenus par la structure d'accueil, eu égard à ces services-conseils.

À la clôture de l'exercice 2002, le capital nominal des obligations garanties par des créances que nous gérons se chiffrait à 1,6 milliard de dollars US (1,3 milliard de dollars US en 2001). Bien que nous ayons une participation nominale de 9,5 millions de dollars US dans la tranche « premier risque » d'une obligation garantie par des créances de 300 millions de dollars US, nous ne fournissons à ces structures d'accueil aucune facilité de liquidité ou de crédit en sus de ce montant. Les obligations garanties par des créances que nous gérons peuvent à l'occasion servir à acheter des actifs garantis montés par nous ou par d'autres sociétés affiliées. Les documents portant sur la création et l'utilisation des obligations garanties par des créances prévoient des lignes de conduite strictes relatives à l'achat de tels actifs.

Nous inscrivons le revenu provenant des services tarifés de gestion des garanties et, lorsque cela est indiqué, le revenu d'intérêt tiré des investissements dans les obligations garanties par des créances.

Comparaison des exercices 2001 et 2000

Le texte qui suit constitue une comparaison de nos résultats d'exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 67 à 96. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net de RBC Banque a progressé de 10 %, pour s'établir à 1 174 millions de dollars en 2001, par rapport à 1 064 millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a diminué de 270 points de base, pour s'établir à 16,8 %.

Le bénéfice net de RBC Assurances a augmenté de 68 %, pour s'établir à 173 millions de dollars en 2001, résultat qui reflète les acquisitions effectuées. Le rendement des capitaux propres a chuté, passant de 38,6 % à 20,0 % en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Investissements a grimpé de 23 % par rapport à 2000, pour s'établir à 508 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres a diminué de 2 080 points de base, s'établissant à 27,0 %, en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Marchés des Capitaux a subi une baisse de 30 %, pour s'établir à 349 millions de dollars, résultat qui traduit une augmentation importante de la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres a reculé de 1 120 points de base, passant à 9,6 %, en raison de la diminution du bénéfice net et de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Services Internationaux a augmenté de 44 %, pour s'établir à 266 millions de dollars. Ce résultat reflète la croissance des revenus provenant des nouvelles affaires et des services à valeur ajoutée qu'offrent maintenant les Services aux investisseurs. Le rendement des capitaux propres a progressé de 980 points de base, pour se fixer à 49,3 %.

Le bénéfice net du secteur Autres s'est amélioré, pour s'établir à (35) millions de dollars par rapport à (59) millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a diminué de 1 600 points de base, pour se chiffrer à (5,3) %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 23 % pour s'établir à 6,5 milliards de dollars en 2001, par rapport à 5,3 milliards en 2000. Cette augmentation est partiellement attribuable à l'acquisition de Centura Banks en juin 2001, qui s'est traduite par une augmentation des actifs et passifs porteurs d'intérêts figurant au bilan.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 22 % en 2001, pour s'établir à 8,2 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 26 % pour se chiffrer à 9,6 milliards de dollars. Ce résultat reflète en partie les frais imputables aux sociétés acquises, ainsi qu'une augmentation de l'amortissement de l'écart d'acquisition lié à ces acquisitions.

Charge d'impôts

Notre charge d'impôts pour 2001 s'est élevée à 1,4 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 34,7 %. La charge d'impôts pour 2000 s'était élevée à 1,4 milliard de dollars, tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 38,8 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 62 % et est passée de 691 millions de dollars en 2000 à 1 119 millions en 2001, en raison surtout de l'augmentation des provisions pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 2,3 milliards de dollars ou 1,3 % du total des prêts et des acceptations, en hausse par rapport à 1,1 % en 2000.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 102.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris plusieurs montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis. L'information financière contenue dans ce rapport annuel est en accord avec ces états financiers consolidés. La direction a également préparé les états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada, et ces états financiers consolidés ont aussi été fournis aux actionnaires.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers consolidés et des systèmes comptables qui les produisent, la direction maintient les systèmes de contrôles internes requis et conçus pour s'assurer que toutes les opérations sont dûment autorisées, que l'actif de la Banque est bien sauvegardé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le code de déontologie de la Banque et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation qui assure que la Banque et ses employés se conforment à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la Banque.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière par l'entremise d'un Comité de vérification composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la

direction ni au personnel de la Banque. Ce comité revoit les états financiers consolidés de la Banque et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité de vérification assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir les procédés de contrôles internes actuels de la Banque ainsi que les révisions prévues de ces procédés, et de conseiller les administrateurs en matière de vérification et de présentation de l'information financière. Le responsable de la conformité à la réglementation et le vérificateur interne en chef de la Banque peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification.

Au moins une fois l'an, le surintendant des institutions financières Canada effectue les examens et enquêtes concernant les opérations de la Banque qu'il juge nécessaires pour s'assurer, d'une part, que la Banque respecte fidèlement les dispositions de la *Loi sur les banques* concernant la protection des déposants et des actionnaires et, d'autre part, que la situation financière de la Banque est saine.

Les vérificateurs indépendants Deloitte & Touche, s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., nommés par les actionnaires sur recommandation du Comité de vérification, ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés de la Banque et ont présenté le rapport qui suit. Les vérificateurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité de vérification de tous les aspects de leur mandat de vérification et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Peter W. Currie
Membre du Directoire et chef des finances

Toronto, le 19 novembre 2002

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque Royale du Canada aux 31 octobre 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002 selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Également, le 19 novembre 2002, nous avons présenté aux actionnaires de la Banque un rapport des vérificateurs sans restriction par suite de notre vérification, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, des états financiers consolidés aux 31 octobre 2002 et 2001 dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada.

Deloitte & Touche, s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 19 novembre 2002

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2002	2001
Actif		
Liquidités		
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 534 \$	1 792 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	18 759	15 724
	21 293	17 516
Valeurs mobilières		
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 6 558 \$ et de 4 222 \$)	69 457	58 413
Titres destinés à la vente	25 896	22 687
	95 353	81 100
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	35 870
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	72 842	67 444
Prêts aux particuliers	31 956	32 511
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 283
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 811	66 939
	171 523	171 177
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)
	169 320	168 899
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 051	9 923
Montants se rapportant aux produits dérivés	31 250	28 642
Locaux et matériel	1 639	1 598
Écart d'acquisition	5 040	4 952
Autres actifs incorporels	665	619
Autres actifs	13 490	13 364
	60 135	59 098
	381 932 \$	362 483 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts		
Au Canada		
Ne portant pas intérêt	23 222 \$	22 397 \$
Portant intérêt	119 737	118 161
À l'étranger		
Ne portant pas intérêt	2 969	2 461
Portant intérêt	99 112	92 668
	245 040	235 687
Autres		
Acceptations	8 051	9 923
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 990	16 037
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	20 864
Montants se rapportant aux produits dérivés	32 737	29 448
Autres passifs	29 821	23 979
	109 708	100 251
Débitures subordonnées	6 960	6 861
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 469	1 479
Capitaux propres		
Capital-actions		
Actions privilégiées	1 515	1 990
Actions ordinaires (émises et en circulation – 665 257 068 et 674 020 927)	7 039	6 959
Bénéfices non répartis	10 473	9 311
Autres éléments du résultat global cumulés	(272)	(55)
	18 755	18 205
	381 932 \$	362 483 \$

Gordon M. Nixon
Président et chef de la directionRobert B. Peterson
Administrateur

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000
Revenu d'intérêt			
Prêts	10 463 \$	12 032 \$	11 538 \$
Titres du compte de négociation	1 945	2 143	1 519
Titres destinés à la vente	1 130	1 138	1 150
Biens achetés en vertu de conventions de revente	651	1 163	1 078
Dépôts à des banques	482	831	824
	14 671	17 307	16 109
Frais d'intérêt			
Dépôts	5 709	8 712	9 057
Autres passifs	1 405	1 688	1 429
Débitures subordonnées	406	410	344
	7 520	10 810	10 830
Revenu net d'intérêt	7 151	6 497	5 279
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691
	6 086	5 378	4 588
Revenus autres que d'intérêt			
Commissions sur le marché financier	1 866	1 523	1 538
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756
Revenus tirés des fonds communs de placement	723	692	624
Revenus sur cartes	285	290	420
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	277	300	299
Revenus tirés des activités d'assurance	255	263	151
Revenus tirés des activités hypothécaires	240	206	–
Commissions de crédit	223	237	212
Revenus tirés de la titrisation	172	125	104
Perte à la vente de valeurs mobilières	(95)	(128)	(11)
Gain tiré de désinvestissements	–	445	–
Autres	647	399	187
	8 579	8 155	6 680
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	6 263	5 696	4 695
Frais d'occupation	788	716	570
Matériel	752	713	664
Communications	790	679	695
Honoraires	419	411	267
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	252	80
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11
Autres	1 160	1 138	646
	10 244	9 641	7 628
Bénéfice net avant impôts	4 421	3 892	3 640
Charge d'impôts	1 415	1 350	1 412
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	3 006	2 542	2 228
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	108	107	20
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$
Dividendes sur actions privilégiées	98	135	134
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 800 \$	2 300 \$	2 074 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
Bénéfice par action (en dollars)	4,16 \$	3,58 \$	3,42 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	679 153	647 216	609 865
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,12 \$	3,55 \$	3,40 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000
Actions privilégiées			
Solde au début	1 990 \$	2 001 \$	1 973 \$
Émises	–	250	–
Rachetées aux fins d'annulation	(464)	(295)	–
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	(3)	–
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(11)	37	28
Solde à la fin	1 515	1 990	2 001
Actions ordinaires			
Solde au début	6 959	3 074	3 063
Émises	233	4 009	109
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(1)	(12)	–
Achetées aux fins d'annulation	(152)	(112)	(98)
Solde à la fin	7 039	6 959	3 074
Bénéfices non répartis			
Solde au début	9 311	8 314	7 495
Bénéfice net	2 898	2 435	2 208
Dividendes sur actions privilégiées	(98)	(135)	(134)
Dividendes sur actions ordinaires	(1 022)	(897)	(689)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(612)	(397)	(562)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(4)	(9)	(4)
Solde à la fin	10 473	9 311	8 314
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) cumulés, déduction faite des impôts connexes			
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	202	190	(56)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(54)	(38)	(36)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(127)	(190)	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	(293)	(17)	–
Solde à la fin	(272)	(55)	(92)
Capitaux propres à la fin	18 755 \$	18 205 \$	13 297 \$

Éléments du résultat global, déduction faite des impôts connexes

Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$
Autres éléments du résultat global			
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	12	246	29
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(59)	473	(2)
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	43	(475)	4
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme FAS 133	–	60	–
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(50)	(250)	–
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés aux couvertures de flux de trésorerie	113	–	–
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(276)	(17)	–
Total des éléments du résultat global	2 681 \$	2 472 \$	2 239 \$

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691
Amortissement	388	387	369
Restructuration	-	91	-
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	72	288	91
Impôts reportés	45	139	(206)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(35)	(42)	(4)
Gain tiré de désinvestissements	-	(445)	-
Gain tiré des titrisations de prêts	(54)	(29)	-
Perte à la vente de titres destinés à la vente	95	128	11
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(166)	(375)	110
Impôts exigibles	419	(460)	(434)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(2 608)	(9 299)	(4 183)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	3 289	10 872	3 355
Titres du compte de négociation	(11 044)	(8 707)	(13 539)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 953	3 009	(5 867)
Autres	1 610	(4 920)	(215)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(2 073)	(5 809)	(17 613)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêt à des banques	(3 035)	(116)	5 125
Augmentation des prêts, déduction faite des titrisations de prêts	(3 360)	(2 750)	(12 228)
Produit tiré des titrisations de prêts	1 691	1 720	-
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à l'échéance	-	-	500
Acquisitions de titres détenus jusqu'à l'échéance	-	-	(114)
Produit tiré de la vente de titres destinés à la vente	16 758	12 542	11 033
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres destinés à la vente	15 717	14 021	16 269
Acquisitions de titres destinés à la vente	(33 450)	(27 975)	(24 385)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(390)	(397)	(293)
Produit net tiré de la vente de propriétés immobilières	-	57	-
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	39	(17 474)	1 969
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	(99)	(3 120)	(323)
Produit net tiré de désinvestissements	-	478	-
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(6 129)	(23 014)	(2 447)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission de titres de fiducie (RBC TruCS)	-	750	650
Augmentation des dépôts au Canada	2 402	2 434	8 818
Augmentation des dépôts à l'étranger	4 997	15 690	9 405
Émission de débentures subordonnées	635	1 025	1 200
Débentures subordonnées échues	(101)	(42)	(20)
Débentures subordonnées rachetées	(400)	(538)	-
Émission d'actions privilégiées	-	250	-
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(464)	(295)	-
Frais d'émission	(5)	(24)	(4)
Émission d'actions ordinaires	168	657	59
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(764)	(509)	(660)
Dividendes versés	(1 104)	(972)	(791)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	245	11 629	(391)
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 335	(387)	281
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	8 944	29 668	18 547
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	742	845	(1 513)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	1 792	947	2 460
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 534 \$	1 792 \$	947 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant l'exercice	8 229 \$	11 149 \$	10 698 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	738 \$	1 443 \$	2 007 \$

NOTE 1 Principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie utilisée dans le pays où nous avons été constitués en société et exerçons principalement nos activités. Ces états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et selon les pratiques courantes de l'industrie américaine des services bancaires. Nous avons également préparé des états financiers consolidés dressés selon les PCGR du Canada, et ces états ont été fournis aux actionnaires.

Les PCGR exigent que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

Les principales conventions comptables suivies dans la préparation de ces états financiers consolidés sont résumées ci-dessous.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de toutes les filiales, compte tenu de l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. Nous avons comptabilisé l'acquisition des filiales selon la méthode de l'acquisition. La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser les placements dans des sociétés liées ou des coentreprises sur lesquelles nous exerçons une influence notable ou sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint. Ces placements sont inclus dans le poste Autres actifs. Nous avons inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt notre quote-part du bénéfice tiré de ces placements et les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces placements.

Conversion des comptes exprimés en devises

L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan; les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

Les gains et les pertes de change non réalisés sur des placements dans des succursales, des filiales et des sociétés associées étrangères qui utilisent une devise fonctionnelle autre que le dollar canadien sont inscrits au poste Autres éléments du résultat global. Au moment de l'aliénation de ces placements, le montant net du gain ou de la perte de change cumulé est porté à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les autres gains et pertes de change (déduction faite des opérations de couverture) sont inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont constatées, selon l'intention de la direction, en tant que titres du compte de négociation ou titres destinés à la vente.

Les titres du compte de négociation, qui sont acquis aux fins de vente à court terme, sont comptabilisés à leur juste valeur estimative. Les obligations découlant de la livraison des titres du compte de négociation vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés relativement à ces titres sont constatés en tant que revenus tirés des activités de négociation et inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les dividendes et les revenus d'intérêt afférents aux titres du compte de négociation sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les frais d'intérêt sur les titres portant intérêt et vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres destinés à la vente comprennent les valeurs mobilières qui peuvent être vendues pour répondre ou parer à une variation des taux d'intérêt et au risque connexe de paiement anticipé, aux variations du risque de change, aux changements des sources de financement ou des modalités, ou encore pour répondre aux besoins de liquidités. Ces valeurs mobilières sont constatées à leur juste valeur estimative. Les gains et les pertes non réalisés relativement à ces valeurs mobilières sont constatés, déduction faite des impôts et dans la mesure où ils ne sont pas couverts par des produits dérivés, au poste Autres éléments du résultat global. Les dividendes et les revenus d'intérêt sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les titres destinés à la vente comprennent les titres exonérés d'impôt qui sont des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôts, plutôt que des prêts ordinaires afin d'offrir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux.

Les gains et les pertes réalisés au moment de l'aliénation des titres destinés à la vente, qui sont calculés en fonction d'un coût moyen, ainsi que les réductions de valeur destinées à montrer une perte de valeur durable sont inclus dans le poste Perte à la vente de valeurs mobilières, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat

Nous achetons des valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et vendons des valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat. Les conventions de revente sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants d'achat initiaux des valeurs mobilières. Les conventions de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations d'emprunts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants de vente initiaux des valeurs mobilières, plus les intérêts courus sur les titres portant intérêt. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente et les intérêts payés sur les conventions de rachat sont présentés respectivement à titre de revenu d'intérêt et de frais d'intérêt.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts et des produits non gagnés, qui comprennent les intérêts non gagnés et les commissions sur prêts non amorties.

Les prêts sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par le gouvernement canadien, sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés, sauf s'ils sont entièrement garantis ou qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts garantis par le gouvernement canadien sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours. Lorsqu'un prêt est classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés, les intérêts cessent d'être cumulés et l'ensemble des intérêts précédemment cumulés mais non payés à l'égard du prêt est porté au débit de la provision pour pertes sur créances. Les intérêts reçus sur les prêts à intérêts non comptabilisés sont portés au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts à l'égard du prêt en question. Les prêts à intérêts non comptabilisés sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante lorsque tous les montants (y compris les intérêts) ont été recouverts, que toutes les charges liées aux prêts douteux ont été contrepassées et que la qualité du crédit s'est améliorée de telle sorte que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues est raisonnablement assuré.

Lorsqu'un prêt a été classé parmi les prêts à intérêts non comptabilisés, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt. Au cours de périodes subséquentes, tout recouvrement de montants précédemment radiés et toute augmentation de la valeur comptable du prêt sont portés, dans le bilan consolidé, au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts. Lorsqu'une partie du prêt est radiée et que le solde est restructuré, le nouveau prêt est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il n'y a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement du capital ou des intérêts, et que les paiements ne sont pas en souffrance depuis 90 jours.

Une garantie est demandée si elle est jugée nécessaire pour la facilité d'emprunt globale du client et ce, d'après une évaluation de la solvabilité du client.

Les actifs acquis en règlement d'un prêt problème sont inscrits à leur juste valeur ou à la valeur comptable du prêt à la date du transfert, selon le moins élevé des deux montants. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur des actifs acquis est porté au débit de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont reportées et comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée estimative de ces prêts. S'il est probable qu'un prêt en résulte, les commissions d'engagement et de mobilisation sont également incluses sous Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ces prêts. Sinon, les commissions sont comptabilisées dans le poste Autres passifs et amorties à la rubrique Revenus autres que d'intérêt pendant la période d'engagement ou de mobilisation.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime adéquat pour absorber les pertes sur créances désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais ne peuvent encore être déterminées. La provision cumulative est principalement liée aux prêts, mais peut également avoir trait aux dépôts à des

banques, aux produits dérivés et à d'autres instruments de crédit comme les acceptations, les garanties et les lettres de crédit. La provision cumulative est augmentée par la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite par les radiations, déduction faite des recouvrements.

La provision cumulative est déterminée en fonction de la désignation et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes, des pertes probables estimatives liées au reste du portefeuille et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du portefeuille et les changements de la conjoncture économique.

Provisions cumulatives spécifiques attribuées

Des provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. Les pertes liées aux autres types de portefeuilles semblables, à l'exclusion des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes, au cours d'un cycle économique. Aucune provision cumulative spécifique n'est constituée au titre des cartes de crédit, les soldes étant radiés lorsque aucun paiement n'est reçu dans les 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du prêt est à peu près inexistante.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée reflète la meilleure estimation quant aux pertes probables liées à la tranche du portefeuille de crédit qui n'a pas encore été précisément classée parmi les prêts à intérêts non comptabilisés. Ce montant est établi en appliquant les facteurs de perte prévus aux prêts en cours et aux engagements de crédit. La provision cumulative générale attribuée au titre des prêts et des acceptations de banque liés aux grandes entreprises et aux gouvernements est fondée sur l'application de facteurs de perte et de défaut de paiement prévus, en fonction d'une analyse statistique de l'évolution des pertes selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles plus homogènes, tels que les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, la provision cumulative générale attribuée est déterminée en fonction des types de portefeuilles. Les pertes sont déterminées par l'application des ratios de perte établis au moyen d'une analyse statistique de l'évolution des pertes et des tendances en matière de radiation, au cours d'un cycle économique, ajustés pour tenir compte des changements dans les produits offerts et de la qualité de crédit du portefeuille.

Provision cumulative non attribuée

La provision cumulative non attribuée reflète l'estimation par la direction quant aux pertes probables non désignées du portefeuille qui ne sont pas visées par les provisions cumulatives spécifiques attribuées ou la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte des conditions économiques et de marché, des exigences des organismes de réglementation qui ont une incidence sur les principales activités de prêt, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances en matière de qualité et de concentration du crédit. Cette provision cumulative reflète également le risque lié au modèle et à l'estimation; elle ne représente pas les pertes futures et ne remplace pas les provisions cumulatives attribuées.

Acceptations

Les acceptations sont des instruments négociables à court terme émis par nos clients à des tiers et que nous garantissons. La responsabilité éventuelle au titre des acceptations est comptabilisée comme un passif dans le bilan consolidé. Le recours contre le client, dans le cas où ces engagements devraient être acquittés, est comptabilisé comme un actif de valeur équivalente au poste Autres actifs. Les commissions gagnées sont comptabilisées à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Produits dérivés

Les produits dérivés sont utilisés dans les activités de vente et de négociation pour offrir aux clients la possibilité de gérer leurs risques de marché. Les produits dérivés sont également utilisés pour gérer nos risques à l'égard des taux d'intérêt et de change et des autres risques de marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises et de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés

sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les options sur devises et sur taux d'intérêt et les produits dérivés de crédit. Tous les produits dérivés sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur, y compris les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers ou des contrats qui ne sont pas clairement ni étroitement liés aux caractéristiques économiques de l'instrument financier ou du contrat hôte.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité. Une partie de la valeur du marché est reportée et inscrite au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif, puis amortie aux revenus sur la durée des instruments pour couvrir le risque de crédit et les frais de service directs futurs. Les gains et les pertes non réalisés sont habituellement inscrits à leur montant brut au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif et au passif; toutefois, ils sont présentés à leur montant net lorsque nous avons, à la fois, le droit juridique et l'intention de régler ces montants simultanément. Les dépôts de garantie obligatoires et les primes versées sont également inclus dans le poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif, tandis que les primes reçues sont présentées au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change lié à l'investissement net à l'étranger. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. S'il s'avère qu'un produit dérivé n'est pas hautement efficace à titre de couverture, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Couverture de la juste valeur

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. La valeur comptable de l'élément couvert est ajustée en fonction des gains ou des pertes attribuables au risque couvert, lesquels sont constatés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Ces gains ou pertes non réalisés sont contrebalancés par les variations de la juste valeur du produit dérivé.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace, si le produit dérivé est liquidé ou vendu, ou encore si l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. L'élément d'actif ou de passif ayant fait l'objet de la couverture n'est plus ajusté pour refléter les variations de la juste valeur. Les ajustements cumulatifs au titre de la juste valeur de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis au poste Revenu net d'intérêt sur la durée de vie restante de la relation de couverture initiale.

Couverture des flux de trésorerie

Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. La tranche efficace des variations de la juste valeur du produit dérivé est inscrite à la rubrique Autres éléments du résultat global, tandis que la tranche inefficace est constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les montants inscrits à la rubrique Autres éléments du résultat global relativement aux couvertures des flux de trésorerie sont reclassés au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où le revenu net d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert.

NOTE 1 Principales conventions comptables (suite)

Lorsque le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou si le produit dérivé est liquidé ou vendu, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Les montants inscrits précédemment à la rubrique Autres éléments du résultat global cumulés sont reclassés au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où le revenu net d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert. Si l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, les gains et les pertes sont immédiatement reclassés à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Couvertures de l'investissement net libellé en devises dans des filiales

Des contrats de change à terme et des passifs libellés en dollars américains sont utilisés pour gérer le risque lié aux placements effectués dans des filiales, des succursales ou des sociétés dont les activités sont libellées en une devise fonctionnelle autre que le dollar canadien. Les gains et les pertes découlant de ces instruments de couverture sont inscrits à la rubrique Autres éléments du résultat global.

Locaux et matériel

Les locaux et le matériel sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs : de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique, de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et le reste du matériel. Pour les améliorations locatives, la durée de vie utile estimative correspond à la durée du bail plus la première option de renouvellement. Les gains et les pertes résultant de l'aliénation sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Regroupements d'entreprises, écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté la norme FAS (Financial Accounting Standards) 142 intitulée *Goodwill and Other Intangible Assets*, et la norme FAS 141 intitulée *Business Combinations* relative aux regroupements d'entreprises.

En vertu de la norme portant sur les regroupements d'entreprises, tous les regroupements doivent être comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs incorporels identifiables sont constatés séparément de l'écart d'acquisition et sont inclus dans le poste Autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition correspond à l'excédent du coût d'acquisition des filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis. En vertu de la norme relative à l'écart d'acquisition et autres actifs incorporels, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation fondé sur la juste valeur au moins une fois par année. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels est constatée à titre de frais autres que d'intérêt dans la période au cours de laquelle la dépréciation survient. Les autres actifs incorporels ayant une durée de vie définie font l'objet d'un amortissement sur leur durée de vie utile estimative, et ils sont également soumis à un test de dépréciation.

Impôts sur les bénéficiaires

Nous utilisons la méthode de l'actif et du passif fiscal, laquelle exige que les impôts sur les bénéficiaires reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre les valeurs des actifs et des passifs à des fins comptables et à des fins fiscales. Par conséquent, un actif ou un passif d'impôts reportés est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur à la date de réalisation prévue des éléments sous-jacents de revenus et de charges. La charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats comprend les impôts de l'exercice et les impôts reportés. Les impôts applicables aux éléments imputés ou crédités aux capitaux propres sont déduits de ces éléments.

Le montant net impôts nets reportés résultant d'écarts temporaires est inclus dans le poste Autres actifs. Nous constituons une provision cumulative pour moins-value afin de ramener la valeur des actifs d'impôts reportés au montant estimatif devant être réalisé. De plus, l'état consolidé des résultats comprend des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôts diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes de prestations qui fournissent des prestations de retraite et certains autres avantages aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, les régimes de retraite complémentaires, les régimes à cotisations déterminées et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance vie.

Nous capitalisons annuellement nos régimes de retraite prévus par la loi et nos régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance vie en fonction des montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires compte tenu du droit à pension des employés en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. Ces régimes fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Des évaluations actuarielles sont effectuées régulièrement afin de déterminer la valeur actualisée des prestations à payer, établie en fonction de la rémunération prévue des employés jusqu'à la retraite. Les placements détenus par les caisses de retraite consistent principalement en des titres de participation, en des obligations et en des débentures. L'actif des caisses de retraite est évalué à la juste valeur.

La charge au titre des prestations constituées correspond au coût des prestations constituées au titre des services de l'année en cours, aux intérêts débiteurs sur l'obligation, au rendement des investissements prévu sur la valeur marchande de l'actif du régime, à l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés non comptabilisés et à l'amortissement des gains ou des pertes actuariels nets non comptabilisés. L'amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés participant aux régimes.

L'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite sur les montants inscrits à titre de charges est constaté comme coût des prestations de retraite payées d'avance au poste Autres actifs. L'excédent cumulatif de la charge de retraite sur les cotisations aux caisses de retraite est constaté comme charge au titre des prestations constituées au poste Autres passifs. De plus, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite sont aussi constatés sous Autres passifs.

Le coût des régimes à cotisations déterminées est imputé aux résultats au cours de la période où les services connexes sont rendus.

Une obligation additionnelle minimale doit être constatée s'il existe une obligation non capitalisée au titre des prestations constituées et i) qu'un actif a été constaté comme coût des prestations de retraite payées d'avance, ii) que l'obligation déjà constatée comme charge au titre des prestations constituées non capitalisée est inférieure à l'obligation non capitalisée au titre des prestations constituées ou iii) qu'aucune charge au titre des prestations constituées ou qu'aucun coût des prestations de retraite payées d'avance n'a été constaté. Si une obligation additionnelle doit être constatée et qu'elle excède le coût des prestations au titre des services passés non comptabilisés, l'excédent est constaté à titre d'obligation additionnelle au titre de la charge de retraite sous la rubrique Autres éléments du résultat global.

Biens administrés et biens sous gestion

Nous administrons et gérons des biens détenus par des clients, qui ne sont pas inscrits au bilan consolidé. Nous percevons des commissions de gestion des biens en contrepartie de nos services de gestion de placements et de fonds communs de placement. Nous percevons des commissions d'administration des biens en contrepartie de nos services de fiducie, de gestion de patrimoine, de garde et d'administration de biens titrisés. Les commissions sont constatées et inscrites à la rubrique Revenus autres que d'intérêt à mesure que les services sont fournis.

Titrisation des prêts

Nous effectuons périodiquement la titrisation de prêts en vendant des prêts à des entités ad hoc ou à des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées à titre de ventes lorsque nous sommes réputés avoir abandonné le contrôle de ces actifs et avoir reçu une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs transférés. Nous conservons souvent des droits de bénéficiaire relatifs aux prêts titrisés, tels que des coupons d'intérêts ou des droits de gestion et, dans certains cas, des comptes de réserve. Les gains découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt, en fonction notamment de la valeur comptable précédente des prêts visés par la cession, laquelle est répartie entre les prêts cédés et les droits conservés, compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour établir ces justes valeurs, nous utilisons les cours des marchés, le cas échéant. Lorsque de tels cours ne sont pas disponibles pour les droits conservés, nous déterminons habituellement la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, établis selon les estimations les plus probables de la direction quant aux hypothèses clés, lesquelles se rapportent notamment aux taux de paiement, à la marge excédentaire, aux pertes sur créances et aux taux d'actualisation, compte tenu des risques.

Nous continuons généralement d'assumer la responsabilité de la gestion des prêts cédés; par conséquent, nous constatons un passif de gestion à la date de cession. Ce passif est amorti aux résultats sur la durée des prêts cédés.

Les droits conservés dans le cadre de titrisations sont classés parmi les titres destinés à la vente s'ils peuvent faire l'objet d'un paiement contractuel anticipé ou être réglés d'une autre manière qui ne nous permettrait pas de recouvrer la quasi-totalité du placement comptabilisé.

Activités d'assurance

Les primes gagnées, les frais et les variations relatives aux sinistres et aux obligations liées aux indemnités sont inclus dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt. Les placements sont inclus dans les titres destinés à la vente et les sinistres et les obligations liées aux indemnités sont inclus dans les autres passifs. Le revenu de placement est inclus dans le revenu d'intérêt et les frais administratifs sont inclus dans les frais autres que d'intérêt.

Les primes découlant des contrats de longue durée, principalement des contrats d'assurance vie, sont inscrites aux résultats au moment où elles deviennent exigibles, sauf en ce qui concerne les contrats d'assurance-vie universelle et les contrats semblables à des placements, pour lesquels les primes sont créditées aux soldes des titulaires de police et constatées au poste Autres passifs. Les primes découlant des contrats de courte durée, principalement des contrats d'assurance IARD, et les frais liés aux services administratifs et aux contrats semblables à des placements sont constatés sur la durée du contrat connexe.

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités représentent les estimations au titre des indemnités d'assurance futures. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie de longue durée, à l'exception des contrats d'assurance vie universelle et des contrats semblables à des placements, sont déterminées au moyen de la méthode de la prime nivelée nette, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents et aux charges d'exploitation. Ces hypothèses sont uniquement revues lorsqu'il est déterminé que les frais d'acquisition reportés existants ne sont pas recouvrables. Pour ce qui est des contrats d'assurance vie universelle et des contrats semblables à des placements, les obligations sont égales à la valeur des comptes des titulaires de police et comprennent pour certains contrats une provision technique constituée selon la méthode de la prime nivelée nette. Les obligations liées aux contrats d'assurance IARD comprennent les primes non acquises, qui représentent la tranche non échue des primes, de même que les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés.

Les frais d'acquisition reportés sont inclus au poste Autres actifs et amortis aux rubriques Revenus autres que d'intérêt et Frais autres que d'intérêt. L'amortissement de ces frais est fonction du revenu de primes lié aux contrats de longue durée, du bénéfice brut estimatif découlant des contrats d'assurance vie universelle et des contrats semblables à des placements; pour les contrats de courte durée, l'amortissement est calculé sur la durée du contrat.

La valeur des activités acquises représente la valeur actualisée des flux de trésorerie nets estimatifs intégrés dans les contrats que nous avons acquis, et est incluse dans le poste Autres actifs. Cette valeur est amortie suivant la même méthode que les frais d'acquisition reportés liés aux contrats d'assurance-vie.

Principales modifications comptables futures

Rémunération à base d'actions

Le Financial Accounting Standards Board a proposé une nouvelle norme *Accounting for Stock-Based Compensation – Transition and Disclosure*. Cette proposition modifie le FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation* et décrit les autres traitements de transition pour une modification volontaire de la méthode de comptabilisation à la juste valeur visant la rémunération à base d'actions attribuée à des employés. Outre l'application prospective de la disposition relative à la comptabilisation à la juste valeur, le retraitement rétroactif et la constatation des coûts liés à la rémunération à base d'actions comme si la méthode de la juste valeur avait été utilisée pour toutes les attributions octroyées, modifiées ou réglées après les exercices financiers commençant après le 15 décembre 1994, est également permis.

Consolidation des entités ad hoc

Le Financial Accounting Standards Board a publié un exposé-sondage sur la consolidation des entités ad hoc, intitulé *Consolidation of Certain Special-Purpose Entities*, le 28 juin 2002. L'exposé-sondage est une interprétation du Accounting Research Bulletin 51 – *Consolidated Financial Statements*, et comporte de nouvelles directives afin de déterminer le principal bénéficiaire des entités ad hoc et celui qui devra donc consolider ces dernières. Il est actuellement impossible d'évaluer l'incidence de cet exposé-sondage.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes

2002

Acquisitions

En 2002, nous avons conclu les acquisitions du service de gestion privée de Barclays PLC dans les Amériques (Barclays) et de Eagle Bancshares, Inc. (Eagle Bancshares). Les écarts d'acquisition ont été estimés à l'aide des renseignements disponibles les plus récents à la date de ces états financiers et

peuvent être ajustés jusqu'à un an après la date de clôture de l'acquisition afin de rectifier les estimations initiales de la juste valeur de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le tableau suivant présente des données relatives aux acquisitions :

	Barclays	Eagle Bancshares
Date d'acquisition	28 juin 2002	22 juillet 2002
Secteur d'exploitation	RBC Investissements	RBC Banque
Participation acquise	–	100 %
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un versement initial en espèces d'environ 111 millions de dollars US. Une contrepartie conditionnelle au volume d'affaires conservé devrait être versée au cours de la prochaine année et sera comptabilisée comme un actif incorporel.	Chaque action ordinaire de Eagle Bancshares a été acquise contre 26 \$ US en espèces.
Juste valeur de l'actif corporel acquis	741 \$	1 844 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(640)	(1 764)
Juste valeur de l'actif corporel net identifiable acquis	101	80
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (1)	–	22
Listes de clients et relations (1)	68	–
Écart d'acquisition	–	133
Total de la contrepartie	169 \$	235 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les listes de clients et relations sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile moyenne estimative de 10 ans et de 15 ans, respectivement.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes (suite)**Acquisitions à venir***Acquisition de certaines activités américaines du groupe Generali*

Le 30 avril 2002, RBC Assurances a annoncé un accord en vue d'acquérir certains actifs du groupe Generali, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Ces actifs se composent des activités de Business Men's Assurance Company of America (BMA) et comprennent un bloc d'affaires en cours d'environ 150 000 contrats d'assurance vie traditionnelle et de rentes, ainsi que l'infrastructure pour la création de produits d'assurance à capital variable. Dans une opération connexe, RBC Dain Rauscher prévoit faire l'acquisition de Jones & Babson Inc., la société de fonds communs de placement de BMA.

Le prix d'achat estimatif de ces entreprises s'élève à environ 220 millions de dollars US. Les acquisitions sont assujetties à certaines approbations des autorités réglementaires, à l'approbation des actionnaires des clients de Jones & Babson Inc. et aux autres modalités de clôture habituelles.

Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.

Le 29 août 2002, RBC Centura Banks, Inc. (Centura), une filiale en propriété exclusive de la Banque Royale du Canada, et Admiralty Bancorp, Inc. (Admiralty) ont annoncé la signature d'une convention de fusion définitive au cours de laquelle Centura fera l'acquisition de Admiralty. La contrepartie en espèces qui devra être versée dans le cadre de l'acquisition s'est établie à environ 150 millions de dollars US. L'excédent d'environ 100 millions de dollars US du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs corporels acquis sera d'abord attribué aux actifs incorporels identifiables et le solde, à l'écart d'acquisition. L'acquisition est assujettie à certaines approbations des autorités réglementaires, à l'approbation des actionnaires de Admiralty, et aux autres modalités de clôture habituelles.

2001**Acquisitions**

Au cours de l'exercice 2001, nous avons fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et Liberty Insurance Services Corporation (Liberty), de Dain Rauscher Corporation (Dain Rauscher), de Centura Banks, Inc.

(Centura) et de Tucker Anthony Sutro Corporation (Tucker Anthony Sutro). Nous avons comptabilisé toutes ces acquisitions selon la méthode de l'acquisition. Le tableau suivant présente les données relatives à ces acquisitions :

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro
Date d'acquisition	1 ^{er} novembre 2000	10 janvier 2001	5 juin 2001	31 octobre 2001
Secteurs d'exploitation	RBC Assurances	RBC Investissements et RBC Marchés des Capitaux	RBC Banque	RBC Investissements et RBC Marchés des Capitaux
Participation acquise	100 %	100 %	100 %	100 %
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un dividende de 70 millions de dollars US versé à Liberty Life Insurance Company et un montant de 580 millions de dollars US en espèces.	Chaque action ordinaire de Dain Rauscher a été acquise contre 95 \$ US en espèces.	Environ 67 millions d'actions ordinaires de la Banque Royale ont été émises, chacune étant évaluée à 49,20 \$.	Chaque action ordinaire de Tucker Anthony Sutro a été acquise contre 24 \$ US en espèces.
Juste valeur de l'actif corporel acquis	2 858 \$	3 719 \$	18 270 \$	831 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(2 095)	(3 425)	(17 214)	(580)
Juste valeur de l'actif corporel net identifiable acquis	763	294	1 056	251
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (1)	–	–	395	–
Droits de gestion hypothécaires (1)	–	–	12	–
Écart d'acquisition	127	1 544	1 868	692
Total de la contrepartie	890 \$	1 838 \$	3 331 \$	943 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les droits de gestion hypothécaires sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile moyenne estimative de 10 ans et de 5 ans, respectivement.

Cessions

Au cours de l'exercice 2001, nous avons vendu nos services de gestion des actifs institutionnels, lesquels étaient offerts par Gestion Placements TR Inc. Le gain avant impôts tiré de cette cession s'est établi à 313 millions de dollars (251 millions après impôts) et a été inscrit à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

En outre, nous nous sommes départis de certaines autres activités et avons réalisé un gain avant impôts de 132 millions de dollars (111 millions après impôts) à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

NOTE 3 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

2002	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	5 576 \$	223 \$	371 \$	553 \$	136 \$	332 \$	7 191 \$	5 550 \$	1 262 \$	379 \$
Majoration au montant imposable équivalent	19	–	–	21	–	–	40	24	16	–
Revenu net d'intérêt	5 557	223	371	532	136	332	7 151	5 526	1 246	379
Provision pour pertes sur créances	626	–	(1)	465	10	(35)	1 065	529	440	96
Revenus autres que d'intérêt	4 931	223	372	67	126	367	6 086	4 997	806	283
Frais autres que d'intérêt	2 090	357	3 276	2 142	672	42	8 579	4 318	3 125	1 136
	4 520	399	3 144	1 627	548	6	10 244	5 747	3 670	827
Bénéfice net avant impôts	2 501	181	504	582	250	403	4 421	3 568	261	592
Charge d'impôts	947	(9)	158	143	77	99	1 415	1 318	49	48
Part des actionnaires sans contrôle	8	–	–	–	–	100	108	100	2	6
Bénéfice net (perte nette)	1 546 \$	190 \$	346 \$	439 \$	173 \$	204 \$	2 898 \$	2 150 \$	210 \$	538 \$
Total de l'actif moyen	156 500 \$	6 900 \$	15 100 \$	180 700 \$	2 400 \$	10 100 \$	371 700 \$	226 800 \$	75 800 \$	69 100 \$

2001	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	5 349 \$	206 \$	384 \$	429 \$	148 \$	13 \$	6 529 \$	5 595 \$	485 \$	449 \$
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	21	–	5	32	30	2	–
Revenu net d'intérêt	5 343	206	384	408	148	8	6 497	5 565	483	449
Provision pour pertes sur créances	732	–	2	407	(2)	(20)	1 119	757	379	(17)
Revenus autres que d'intérêt	4 611	206	382	1	150	28	5 378	4 808	104	466
Frais autres que d'intérêt	1 873	336	2 859	2 352	710	25	8 155	4 862	2 404	889
	4 388	375	2 510	1 804	485	79	9 641	6 214	2 712	715
Bénéfice net avant impôts	2 096	167	731	549	375	(26)	3 892	3 456	(204)	640
Charge d'impôts	912	(6)	223	200	109	(88)	1 350	1 402	(68)	16
Part des actionnaires sans contrôle	10	–	–	–	–	97	107	97	2	8
Bénéfice net (perte nette)	1 174 \$	173 \$	508 \$	349 \$	266 \$	(35)\$	2 435 \$	1 957 \$	(138)\$	616 \$
Total de l'actif moyen	143 000 \$	6 300 \$	11 300 \$	159 500 \$	2 400 \$	9 100 \$	331 600 \$	212 700 \$	50 900 \$	68 000 \$

2000	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 705 \$	84 \$	359 \$	43 \$	160 \$	(44)\$	5 307 \$	5 029 \$	(17)\$	295 \$
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	22	–	–	28	28	–	–
Revenu net d'intérêt	4 699	84	359	21	160	(44)	5 279	5 001	(17)	295
Provision pour pertes sur créances	649	–	(1)	91	(21)	(27)	691	646	99	(54)
Revenus autres que d'intérêt	4 050	84	360	(70)	181	(17)	4 588	4 355	(116)	349
Frais autres que d'intérêt	1 569	163	1 958	2 287	691	12	6 680	4 962	856	862
	3 776	173	1 666	1 456	547	10	7 628	6 245	640	743
Bénéfice net avant impôts	1 843	74	652	761	325	(15)	3 640	3 072	100	468
Charge d'impôts	774	(29)	239	259	140	29	1 412	1 434	29	(51)
Part des actionnaires sans contrôle	5	–	–	–	–	15	20	15	–	5
Bénéfice net (perte nette)	1 064 \$	103 \$	413 \$	502 \$	185 \$	(59)\$	2 208 \$	1 623 \$	71 \$	514 \$
Total de l'actif moyen	129 700 \$	2 200 \$	8 000 \$	131 900 \$	1 600 \$	10 700 \$	284 100 \$	198 800 \$	34 800 \$	50 500 \$

Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Les secteurs d'exploitation fonctionnent sur une base autonome en ce qui a trait à l'achat et à la vente de services intrasectoriels. La détermination

des prix de cession interne des fonds vendus ou achetés, des commissions ou des charges et crédits liés aux services fournis suit généralement les taux du marché.

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités canadiennes des centres des marchés monétaires internationaux sont comprises dans les colonnes États-Unis et Autres pays.

NOTE 4 Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté la norme FAS (Financial Accounting Standards) 142 intitulée *Goodwill and Other Intangible Assets*. En vertu de cette norme, la dépréciation de l'écart d'acquisition est déterminée au niveau des unités d'exploitation au moins une fois par année. Les unités d'exploitation regroupent les activités commerciales présentant des caractéristiques et des stratégies économiques semblables et peuvent représenter soit un secteur d'exploitation, soit une unité économique à l'intérieur d'un secteur d'exploitation.

Nous avons terminé le test de dépréciation transitoire et annuel de l'écart d'acquisition pour toutes les unités d'exploitation et déterminé que l'écart d'acquisition n'a subi aucune dépréciation.

L'amortissement des autres actifs incorporels projeté pour chacun des exercices se terminant du 31 octobre 2003 au 31 octobre 2007 est d'environ 76 millions de dollars.

Écart d'acquisition

	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Total
Solde au 31 octobre 2000	200 \$	4 \$	273 \$	93 \$	123 \$	693 \$
Écart d'acquisition acquis au cours de l'exercice	1 868	183	1 618	618	10	4 297
Amortissement de l'écart d'acquisition au cours de l'exercice	(61)	(15)	(81)	(43)	(14)	(214)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	(38)	—	—	(38)
Autres ajustements (1)	98	24	39	55	(2)	214
Solde au 31 octobre 2001	2 105	196	1 811	723	117	4 952
Écart d'acquisition acquis au cours de l'exercice	143	—	—	—	2	145
Autres ajustements (1)	(19)	(9)	(19)	(12)	2	(57)
Solde au 31 octobre 2002	2 229 \$	187 \$	1 792 \$	711 \$	121 \$	5 040 \$

(1) Les autres ajustements comprennent les conversions en devises sur l'écart d'acquisition libellé en devises autres que le dollar canadien ainsi que certains autres ajustements.

Autres actifs incorporels

	2002			2001		
	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Dépôts de base	423 \$	(50)\$	373 \$	412 \$	(17)\$	395 \$
Listes de clients et relations	318	(52)	266	233	(30)	203
Droits de gestion hypothécaires	41	(18)	23	17	(1)	16
Autres actifs incorporels	5	(2)	3	7	(2)	5
Total	787 \$	(122)\$	665 \$	669 \$	(50)\$	619 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice net, le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action présentés et les montants ajustés pour exclure l'amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes.

	2002	2001	2000
Bénéfice net :			
Bénéfice net présenté	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	—	250	77
Bénéfice net ajusté	2 898 \$	2 685 \$	2 285 \$
Bénéfice par action :			
Bénéfice par action présenté	4,16 \$	3,58 \$	3,42 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	—	0,39	0,13
Bénéfice par action ajusté	4,16 \$	3,97 \$	3,55 \$
Bénéfice dilué par action :			
Bénéfice dilué par action présenté	4,12 \$	3,55 \$	3,40 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	—	0,39	0,13
Bénéfice dilué par action ajusté	4,12 \$	3,94 \$	3,53 \$

NOTE 5 Valeurs mobilières

	Durée jusqu'à l'échéance (1)					2002 Total	2001 Total
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise		
Titres du compte de négociation (2)							
Créances du gouvernement canadien	5 226 \$	4 344 \$	1 533 \$	1 572 \$	– \$	12 675 \$	13 024 \$
Trésor américain et autres organismes américains	278	720	593	24	–	1 615	1 148
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	618	1 223	1 254	738	–	3 833	2 413
Titres hypothécaires	74	125	86	327	–	612	689
Titres adossés à des créances	65	248	2 704	3 522	–	6 539	4 428
Autres créances	9 253	4 265	2 001	2 906	579	19 004	20 785
Titres de participation	–	–	–	–	25 179	25 179	15 926
	15 514	10 925	8 171	9 089	25 758	69 457	58 413
Titres destinés à la vente (2)							
Créances du gouvernement canadien							
Coût non amorti	1 943	2 826	503	247	–	5 519	4 623
Juste valeur estimative	1 945	2 883	510	275	–	5 613	4 708
Rendement (3)	4,0 %	4,5 %	5,3 %	6,6 %	–	4,5 %	4,9 %
Trésor américain et autres organismes américains							
Coût non amorti	544	1 204	319	1	–	2 068	2 030
Juste valeur estimative	552	1 280	355	1	–	2 188	2 118
Rendement (3)	4,0 %	5,0 %	3,9 %	6,0 %	–	4,6 %	4,8 %
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE							
Coût non amorti	2 308	291	6	–	–	2 605	1 561
Juste valeur estimative	2 324	303	6	–	–	2 633	1 573
Rendement (3)	0,3 %	3,7 %	4,7 %	–	–	0,7 %	1,2 %
Titres hypothécaires							
Coût non amorti	1 126	2 730	294	435	–	4 585	4 531
Juste valeur estimative	1 136	2 782	312	457	–	4 687	4 676
Rendement (3)	5,0 %	5,0 %	7,2 %	6,5 %	–	5,3 %	5,6 %
Titres adossés à des créances							
Coût non amorti	–	98	154	75	–	327	414
Juste valeur estimative	–	98	163	83	–	344	434
Rendement (3)	–	8,3 %	6,8 %	6,6 %	–	7,2 %	8,2 %
Autres créances							
Coût non amorti	2 304	1 815	593	4 198	159	9 069	7 716
Juste valeur estimative	2 300	1 853	612	4 267	159	9 191	7 760
Rendement (3)	2,3 %	4,1 %	6,1 %	5,4 %	5,1 %	4,4 %	5,6 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	1 272	1 272	1 382
Juste valeur estimative	–	–	–	–	1 240	1 240	1 418
Coût non amorti	8 225	8 964	1 869	4 956	1 431	25 445	22 257
Juste valeur estimative	8 257	9 199	1 958	5 083	1 399	25 896	22 687
Total de la valeur comptable des titres (2)	23 771 \$	20 124 \$	10 129 \$	14 172 \$	27 157 \$	95 353 \$	81 100 \$

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.

(2) Les titres du compte de négociation et les titres destinés à la vente sont constatés à leur juste valeur estimative.

(3) Le rendement moyen pondéré est calculé en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.

Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente

	2002				2001			
	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur estimative	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur estimative
Créances du gouvernement canadien	5 519 \$	97 \$	(3) \$	5 613 \$	4 623 \$	85 \$	– \$	4 708 \$
Trésor américain et autres organismes américains	2 068	120	–	2 188	2 030	88	–	2 118
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	2 605	28	–	2 633	1 561	15	(3)	1 573
Titres hypothécaires	4 585	102	–	4 687	4 531	145	–	4 676
Titres adossés à des créances	327	28	(11)	344	414	25	(5)	434
Autres créances	9 069	201	(79)	9 191	7 716	169	(125)	7 760
Titres de participation	1 272	28	(60)	1 240	1 382	104	(68)	1 418
	25 445 \$	604 \$	(153) \$	25 896 \$	22 257 \$	631 \$	(201) \$	22 687 \$

Gains et pertes réalisés à la vente de titres destinés à la vente

	2002	2001	2000
Gains réalisés	102 \$	106 \$	106 \$
Pertes réalisées	(197)	(234)	(117)
Perte à la vente de titres	(95) \$	(128) \$	(11) \$

NOTE 6 Prêts

	2002	2001
Au Canada (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	67 700 \$	64 066 \$
Prêts aux particuliers	25 918	27 202
Prêts sur cartes de crédit	4 740	4 110
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	29 832	32 739
	128 190	128 117
Aux États-Unis (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	4 353	2 666
Prêts aux particuliers	5 269	4 621
Prêts sur cartes de crédit	125	128
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21 418	22 145
	31 165	29 560
Autres pays (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	789	712
Prêts aux particuliers	769	688
Prêts sur cartes de crédit	49	45
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	10 561	12 055
	12 168	13 500
Total des prêts (2)	171 523	171 177
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts	169 320 \$	168 899 \$

(1) Les prêts au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays comprennent tous les prêts comptabilisés, sans tenir compte de la devise dans laquelle ils sont libellés ni du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts sont présentés après déduction d'un produit non gagné de 131 millions de dollars (130 millions en 2001).

2002 – Durée jusqu'à l'échéance des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

	Durée jusqu'à l'échéance				Sensibilité aux taux d'intérêt			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux variable	Taux fixe	Non sensibles aux taux	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	27 491 \$	44 057 \$	1 294 \$	72 842 \$	8 128 \$	64 583 \$	131 \$	72 842 \$
Prêts aux particuliers	30 363	1 486	107	31 956	21 934	9 716	306	31 956
Prêts sur cartes de crédit	4 914	–	–	4 914	–	3 326	1 588	4 914
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	45 046	13 242	3 523	61 811	14 054	45 906	1 851	61 811
Total des prêts	107 814 \$	58 785 \$	4 924 \$	171 523	44 116 \$	123 531 \$	3 876 \$	171 523
Provision cumulative pour pertes sur prêts				(2 203)				(2 203)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts				169 320 \$				169 320 \$

Prêts à intérêts non comptabilisés

	2002	2001
Prêts hypothécaires résidentiels	131 \$	179 \$
Prêts aux particuliers	306	325
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	346	372
	783	876
Prêts douteux aux entreprises et aux gouvernements	1 505	1 589
	2 288 \$	2 465 \$
Provision cumulative pour prêts douteux	555 \$	614 \$
Solde moyen des prêts douteux (1)	1 607 \$	1 190 \$

(1) Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000, le solde moyen des prêts douteux s'est établi à 941 millions de dollars.

Provision cumulative pour pertes sur prêts

	2002	2001	2000
Provision cumulative pour pertes sur créances au début	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$
Radiations	(1 457)	(1 125)	(839)
Recouvrements	198	185	162
Radiations nettes	(1 259)	(940)	(677)
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691
Acquisition de Centura Banks, Inc.	–	157	–
Acquisition de Eagle Bancshares, Inc.	18	–	–
Autres	98	81	61
Provision cumulative pour pertes sur créances à la fin	2 314	2 392	1 975
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (1)	(109)	(109)	(98)
Provision cumulative pour titres	(2)	(5)	(6)
Provision cumulative pour pertes sur prêts à la fin	2 203 \$	2 278 \$	1 871 \$

(1) La provision cumulative pour engagements hors bilan et autres est comprise au poste Autres passifs.

NOTE 7 Titrisations

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 3 734 millions de dollars (800 millions en 2001) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 1 708 millions de dollars (723 millions en 2001) de tels titres. Nous avons reçu un produit en espèces net de 1 691 millions de dollars (720 millions en 2001) et avons conservé les droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 71 millions (25 millions en 2001) gagnés sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 54 millions de dollars (22 millions en 2001) sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres destinés à la vente.

Nous n'avons pas vendu de droits en copropriété dans des prêts sur cartes de crédit au cours de l'exercice (1 000 millions de dollars en 2001).

Pour les opérations finalisées au cours de l'exercice, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels à la date de titrisation s'établissaient comme suit : taux de remboursement annualisé de 12,00 %; marge excédentaire de 1,20 % et taux d'actualisation de 4,75 %.

Les pertes sur un lot statique de créances comprennent les pertes sur créances réelles subies et prévues divisées par le solde initial des prêts titrisés. Le ratio de la perte prévue sur un lot statique de créances pour les prêts sur cartes de crédit titrisés au 31 octobre 2002 s'établissaient à 0,41 %.

Le tableau suivant présente le capital des prêts, les prêts à intérêts non comptabilisés ainsi que les radiations nettes pour l'ensemble des prêts inscrits au bilan et les prêts titrisés que nous administrons aux 31 octobre 2002 et 2001 :

Prêts comptabilisés et titrisés

	2002			2001		
	Capital des prêts	Prêts à intérêts non comptabilisés (1)	Radiations nettes	Capital des prêts	Prêts à intérêts non comptabilisés (1)	Radiations nettes
Prêts hypothécaires résidentiels	78 323 \$	228 \$	12 \$	71 884 \$	283 \$	24 \$
Prêts aux particuliers	31 956	371	328	32 511	387	334
Prêts sur cartes de crédit	6 589	41	172	6 383	49	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 811	1 865	779	66 939	1 991	455
Total des prêts administrés (2)	178 679	2 505	1 291	177 717	2 710	965
Moins : Prêts titrisés (3)	7 156	–	32	6 540	–	25
Total des prêts au bilan consolidé	171 523 \$	2 505 \$	1 259 \$	171 177 \$	2 710 \$	940 \$

(1) Comprend les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés.

(2) Représente le montant net des prêts impayés et des prêts qui ont été titrisés, dont nous continuons à assurer la gestion, à l'exclusion de tout actif dont nous avons temporairement fait l'acquisition dans le but, au moment de l'acquisition, de le vendre à des structures d'accueil.

(3) Le capital des prêts comprend les prêts sur cartes de crédit de 1 675 millions de dollars (2 100 millions en 2001), les titres hypothécaires créés et vendus de 2 416 millions (1 361 millions en 2001) et les titres hypothécaires créés et non vendus de 3 065 millions (3 079 millions en 2001).

NOTE 7 Titrisations (suite)

Au 31 octobre 2002, les hypothèses économiques clés utilisées et le degré de sensibilité de la juste valeur courante de ces droits conservés advenant un changement défavorable immédiat de 10 % ou de 20 % des hypothèses clés sont présentés dans le premier tableau ci-dessous.

Ces données relatives à la sensibilité sont fondées sur des hypothèses et devraient être considérées avec prudence. Comme l'indiquent les chiffres du tableau, l'incidence d'un changement défavorable sur la juste valeur ne peut généralement pas être extrapolée, la relation entre la variation de l'hypothèse

et la variation de la juste valeur n'étant pas forcément linéaire. Également, l'incidence de la variation d'une hypothèse individuelle sur la juste valeur des droits conservés est considérée séparément, sans modification des autres hypothèses. Habituellement, la variation d'un facteur donné peut entraîner la variation d'un autre facteur, et donc accroître ou réduire le degré de sensibilité global.

Le second tableau ci-dessous présente certains flux de trésorerie provenant de titrisations en 2002 et en 2001.

Sensibilité des hypothèses clés advenant un changement défavorable (1)

	Incidence sur la juste valeur	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Juste valeur des droits conservés	15,1 \$	94,6 \$
Moyenne pondérée de la durée de la gestion qui reste à assurer (en années)	0,2	3,9
Taux de remboursement	39,07 %	13,62 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,0)\$	(2,7)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(1,9)	(5,3)
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	5,92 %	1,19 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,5)\$	(9,5)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(3,1)	(18,9)
Pertes sur créances prévues	1,68 %	–
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(0,5)\$	–
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(0,9)	–
Taux d'actualisation	12,50 %	4,55 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(0,1)\$	(0,3)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(0,1)	(0,6)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Flux de trésorerie provenant de titrisations

	2002		2001	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Produit tiré de nouvelles titrisations	– \$	1 691 \$	1 000 \$	720 \$
Produit réinvesti dans des titrisations à rechargement	8 512	303	6 972	13
Flux de trésorerie découlant des droits conservés dans le cadre de titrisations	64	15	60	10

NOTE 8 Locaux et matériel

	2002			2001
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	172 \$	– \$	172 \$	123 \$
Bâtiments	606	287	319	335
Matériel informatique	1 605	1 163	442	437
Mobilier, agencements et autre matériel	976	650	326	313
Améliorations locatives	901	521	380	390
	4 260 \$	2 621 \$	1 639 \$	1 598 \$

L'amortissement pour les locaux et le matériel s'est élevé à 388 millions de dollars et à 387 millions en 2002 et en 2001, respectivement.

NOTE 9 Autres actifs

	2002	2001
Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	3 229 \$	3 505 \$
Actif lié aux activités d'assurance (1)	2 987	2 043
Intérêts courus à recevoir	1 287	1 733
Actifs d'impôts reportés, montant net	1 003	1 047
Placements dans des sociétés liées	224	152
Coût des prestations de retraite payées d'avance (2)	109	366
Autres	4 651	4 518
	13 490 \$	13 364 \$

(1) L'actif lié aux activités d'assurance comprend, entre autres, les soldes des avances sur police, les primes impayées, les montants à recevoir d'autres assureurs relativement à des contrats de réassurance et à des ententes de mise en commun, les frais d'acquisition reportés et la valeur des activités acquises.

(2) Le coût des prestations de retraite payées d'avance représente l'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite par rapport à la charge au titre des prestations constituées.

NOTE 10 Dépôts

	2002				2001
	Dépôts à vue (1)	Dépôts à préavis (2)	Dépôts à terme fixe (3)	Total	Total
Particuliers	10 735 \$	30 065 \$	61 092 \$	101 892 \$	101 381 \$
Entreprises et gouvernements	39 004	8 864	71 898	119 766	107 485
Banques	3 084	85	20 213	23 382	26 821
	52 823 \$	39 014 \$	153 203 \$	245 040 \$	235 687 \$
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				23 222 \$	22 397 \$
États-Unis				2 078	1 918
Autres pays				891	543
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				119 737	118 161
États-Unis				35 495	25 169
Autres pays				63 617	67 499
				245 040 \$	235 687 \$

(1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts sont, pour la plupart, des comptes-chèques.

(2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont, pour la plupart, des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme fixe comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garantis et autres instruments semblables. Au 31 octobre 2002, le solde des dépôts à terme comprend aussi les billets de dépôts de premier rang de 11,3 milliards de dollars (10,7 milliards en 2001) que nous avons émis pour fournir un financement à long terme et d'autres billets et instruments au porteur semblables de 21,7 milliards (18,5 milliards en 2001) que nous avons émis.

NOTE 11 Autres passifs

	2002	2001
Emprunts à court terme des filiales	10 173 \$	6 838 \$
Sinistres et obligations liées aux indemnités	5 302	4 256
Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	3 630	3 202
Intérêts courus à payer	1 263	1 887
Charge au titre des prestations et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite constitués (1)	919	714
Dividendes à payer	289	273
Autres	8 245	6 809
	29 821 \$	23 979 \$

(1) La charge au titre des prestations et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite constitués représente l'excédent cumulatif de la charge de retraite et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite sur les cotisations aux caisses de retraite.

NOTE 12 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Tous les rachats, toutes les annulations et tous les échanges de débentures

subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du surintendant des institutions financières Canada.

Échéance	Date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée	Taux d'intérêt	Libellées en devises	2002	2001
11 janvier 2002		11,00 %		– \$	41 \$
1 ^{er} mars 2002		10,50 %		–	60
3 septembre 2007	(1)	5,40 %		–	400
3 septembre 2008	3 septembre 2003 (2)	5,45 % (3)		100	100
15 mars 2009		6,50 %	125 \$ US	195	199
12 avril 2009	12 avril 2004 (2)	5,40 % (3)		350	350
11 juin 2009	11 juin 2004 (2)	5,10 % (3)		350	350
7 juillet 2009	7 juillet 2004 (2)	6,05 % (3)		175	175
12 octobre 2009	12 octobre 2004 (2)	6,00 % (3)		150	150
15 août 2010	15 août 2005 (2)	6,40 % (3)		700	700
13 février 2011	13 février 2006 (4)	5,50 % (3)		125	125
26 avril 2011	26 avril 2006 (5)	8,20 % (3)		100	100
12 septembre 2011	12 septembre 2006 (2)	6,50 % (3)		350	350
24 octobre 2011	24 octobre 2006 (6)	6,75 % (7)	300 \$ US	467	476
8 novembre 2011	8 novembre 2006 (8)	(9)	400 \$ US	625	–
4 juin 2012	4 juin 2007 (2)	6,75 % (3)		500	500
22 janvier 2013	22 janvier 2008 (10)	6,10 % (3)		500	500
14 novembre 2014		10,00 %		200	200
25 janvier 2015	25 janvier 2010 (11)	7,10 % (3)		500	500
12 avril 2016	12 avril 2011 (12)	6,30 % (3)		400	400
8 juin 2023		9,30 %		110	110
1 ^{er} octobre 2083	(13)	(14)		250	250
6 juin 2085	(13)	(15)	300 \$ US	467	477
				6 614	6 513
Ajustement au titre de la juste valeur (16)				346	348
				6 960 \$	6 861 \$

(1) Rachetées le 3 septembre 2002, à la valeur nominale.

(2) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de cinq points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(3) Portent intérêt au taux d'intérêt stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée, et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.

(4) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de huit points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(5) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de dix points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(6) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du Trésor américain, majoré de dix points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(7) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux LIBOR semestriel en dollars US majoré de 1,00 %.

(8) Remboursables par anticipation à la valeur nominale à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée.

(9) Portent intérêt au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 0,50 % jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée, et par la suite au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 1,50 %.

(10) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 18 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(11) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 12,5 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(12) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 22 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(13) Remboursables par anticipation à toute date de paiement des intérêts à la valeur nominale.

(14) Portent intérêt au taux des acceptations de banque de 30 jours, majoré de 0,40 %.

(15) Portent intérêt au taux LIMEAN trimestriel en dollars US majoré de 0,25 %. En cas de réduction du dividende annuel que nous déclarons sur nos actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit tiré de la vente d'actions ordinaires nouvellement émises.

(16) L'ajustement au titre de la juste valeur reflète le changement apporté à la valeur comptable des débentures subordonnées faisant l'objet d'une couverture, par suite de l'adoption de la norme FAS 133. Les débentures subordonnées faisant l'objet d'une couverture précise viennent à échéance à des dates s'échelonnant entre le 24 octobre 2011 et le 12 avril 2016.

Tableau des échéances

L'ensemble des échéances des débetures subordonnées, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établissent comme suit :

2003 à 2007	– \$
2008 à 2012	4 310
Par la suite	2 650
	6 960 \$

NOTE 13 Capital-actions**Capital-actions autorisé**

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série; la contrepartie globale de la totalité des actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises ne peut excéder 10 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

Capital-actions émis et en circulation

	2002			2001			2000		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série E (1)	–	– \$	3,06 \$	1 500	149 \$	5,16 \$	1 500	149 \$	5,38 \$
À dividende non cumulatif, série H (1)	–	–	–	–	–	1,69	12 000	295	2,25
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I (1)	–	–	1,91 US	8 000	315	1,91 US	8 000	301	1,91 US
À dividende non cumulatif, série J	12 000	294	1,78	12 000	294	1,78	12 000	294	1,78
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	10 000	384	1,58 US	10 000	392	1,58 US	10 000	376	1,58 US
À dividende non cumulatif, série N	12 000	293	1,18	12 000	293	1,18	12 000	293	1,18
À dividende non cumulatif, série O	6 000	145	1,38	6 000	145	1,38	6 000	145	1,38
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	152	1,44 US	4 000	155	1,44 US	4 000	148	1,44 US
À dividende non cumulatif, série S	10 000	247	1,53	10 000	247	0,65	–	–	–
		1 515 \$			1 990 \$			2 001 \$	
Actions ordinaires									
Solde au début	674 021	6 959 \$		602 398	3 074 \$		617 768	3 063 \$	
Émises	–	–		12 305	576		–	–	
Émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (2)	5 211	175		2 819	81		2 700	59	
Émises lors de l'acquisition de Centura Banks, Inc.	–	–		67 413	3 317		–	–	
Options octroyées lors de l'acquisition de Dain Rauscher Corporation	–	14		–	33		–	–	
Émises lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée (3)	318	15		13	2		1 667	50	
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	29		–	–		–	–	
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	(1)		–	(12)		–	–	
Achetées aux fins d'annulation (4)	(14 293)	(152)		(10 927)	(112)		(19 737)	(98)	
Solde à la fin	665 257	7 039 \$	1,51 \$	674 021	6 959 \$	1,38 \$	602 398	3 074 \$	1,14 \$

- (1) Le 26 novembre et le 11 octobre 2002, nous avons racheté les actions privilégiées de premier rang de série I et E, respectivement. Le 24 août 2001, nous avons racheté les actions privilégiées de premier rang de série H.
- (2) Comprend la levée des options d'achat d'actions à même les attributions assorties des droits à la plus-value des actions combinées entraînant une contrepassation de la charge à payer, déduction faite des impôts connexes, de 8 millions de dollars.
- (3) Au cours de l'exercice, nous n'avons échangé aucune action de catégorie B (36 527 en 2001; 4 701 en 2000) mais avons échangé 1 846 897 actions de catégorie C (77 956 en 2001; 8 008 712 en 2000) émises par notre filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée contre 318 154 actions ordinaires (13 621 en 2001; 1 667 334 en 2000).
- (4) À partir de juin 2001, à la suite d'une offre publique de rachat pour une période de un an, nous avons racheté par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de la Bourse de Montréal 15 401 100 actions ordinaires à un prix moyen de 49,32 \$ par action. Conformément à cette offre, 10 927 200 actions ordinaires ont été rachetées durant l'exercice 2001 à un prix de 509 millions de dollars et 4 473 900 actions ordinaires ont été rachetées durant l'exercice 2002 à un prix de 251 millions de dollars. Le 24 juin 2002, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités sur une période de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires, ce qui représente environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. En vertu de ce renouvellement, 9 818 900 actions ordinaires ont été achetées, à un prix moyen de 52,27 \$ par action, pour un montant de 513 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2002, un total de 14 292 800 actions ordinaires ont été rachetées pour un montant de 764 millions de dollars à un prix moyen de 53,45 \$ par action.

Conditions liées aux actions privilégiées

	Dividendes par action (1)	Date de rachat (2)	Prix de rachat (3)	Dates de conversion	
				Au gré de la Banque (2), (4)	Au gré du détenteur (5)
Actions privilégiées de premier rang					
À dividende non cumulatif, série J	0,443750	24 mai 2003	25,00	24 mai 2003	24 novembre 2003
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	0,393750 US	24 mai 2003	25,00 US	24 mai 2003	24 novembre 2003
À dividende non cumulatif, série N	0,293750	24 août 2003	26,00	24 août 2003	24 août 2008
À dividende non cumulatif, série O	0,343750	24 août 2004	26,00	24 août 2004	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	0,359375 US	24 août 2004	26,00 US	24 août 2004	Non convertibles
À dividende non cumulatif, série S	0,38125	24 août 2006	26,00	24 août 2006	Non convertibles

- (1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de séries J, K, N, O, P et S sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, mai, août et novembre ou aux environs de ces dates.
- (2) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, nous pouvons, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Ces actions peuvent être rachetées i) en espèces, à un prix égal au prix de rachat indiqué ci-dessus dans le cas des actions privilégiées de premier rang de séries J et K; dans le cas des actions de série N, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2003, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix par action de 25 \$ si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2007; dans le cas des actions de séries O et P, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2004, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2008; dans le cas des actions de série S, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 26 août 2006, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2010 ou ii) en convertissant chaque action devant être rachetée, dans le cas des actions de séries J et K, en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.
- (3) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, nous pouvons racheter aux fins d'annulation les actions privilégiées de premier rang, à un prix n'excédant pas, dans le cas des actions de séries J et K, le prix de rachat précisé ci-dessus alors en vigueur, plus tous les dividendes déclarés et non versés et, dans le cas des actions de séries N, O, P et S au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.
- (4) Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, nous pouvons, aux dates précisées ci-dessus, convertir les actions privilégiées de premier rang de séries N, O, P et S en actions ordinaires. Les actions privilégiées de premier rang peuvent être converties en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.
- (5) Sous réserve du droit que nous avons de racheter nos actions ou de trouver d'autres acheteurs, le détenteur peut, à compter des dates précisées ci-dessus, convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires. Les actions de séries J, K et N peuvent être converties trimestriellement en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi* ») nous interdit de déclarer des dividendes sur nos actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, nous contrevenons, ou contreviendrions, aux règles relatives à la suffisance du capital et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la *Loi*. En outre, nous ne pouvons en aucun cas verser des dividendes sur nos actions ordinaires tant que l'ensemble des dividendes sur nos actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou réservés aux fins du versement.

En outre, nous ne pouvons déclarer ni verser un dividende sans avoir obtenu l'approbation du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) si, le jour où le dividende est déclaré, la totalité de l'ensemble des dividendes pour l'exercice excède le total de notre bénéfice net jusqu'à ce jour et de notre bénéfice net non réparti pour les deux exercices précédents.

Nous avons convenu que s'il advenait que Fiducie de capital RBC (une société de fiducie à capital fixe, qui est une filiale) ne soit pas en mesure de verser les distributions requises sur ses titres de fiducie, nous ne verserions aucun dividende de quelque nature que ce soit sur nos actions privilégiées et ordinaires.

Actuellement, ces restrictions ne limitent pas le versement de dividendes sur nos actions privilégiées et ordinaires.

Capital réglementaire

Nous sommes assujettis à des exigences en matière de capital réglementaire établies par le BSIF, exigences qui comprennent l'utilisation des PCGR du Canada. Les ratios de capital ajustés en fonction des risques et le ratio actif/capitaux propres sont deux mesures de la solidité du capital établies par le BSIF en fonction des normes de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le BSIF requiert des banques canadiennes qu'elles maintiennent des ratios minimaux du capital de première catégorie et du capital total de 4 % et de 8 %, respectivement. Cependant, le BSIF a également établi de façon formelle les ratios fondés sur le risque que doivent viser les institutions de dépôt au Canada. Ces cibles sont un ratio du capital de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du capital total d'au moins 10 %. Au 31 octobre 2002, nous avons des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 9,3 % et de 12,7 %, respectivement (8,7 % et 11,8 % en 2001).

Pour ce qui est de l'évaluation du ratio actif/capitaux propres, le BSIF précise que notre actif total, y compris certains instruments financiers hors bilan, ne peut excéder 23 fois le capital total. Au 31 octobre 2002, notre ratio actif/capitaux propres était de 17,3 fois (17,2 fois en 2001).

Au 31 octobre 2002, selon les PCGR des États-Unis et les lignes directrices fournies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis, nous avons des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 8,5 % et de 11,9 %, respectivement (8,1 % et 11,2 % en 2001).

Autres faits

En 2000, nous avons signé une convention avec un réassureur dont la cote est AAA, stipulant que celui-ci devait acheter, pour un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché établi le 27 octobre 2000 dans l'éventualité où la provision cumulative générale (attribuée et non attribuée) pour pertes sur créances devait descendre sous un certain niveau. Au cours de l'exercice, la cote du réassureur a été révisée à la baisse. Compte tenu de ce fait et à la suite d'une revue interne de la direction, la convention n'a pas été renouvelée.

NOTE 14 Impôts sur les bénéfices

	2002	2001	2000
Charge d'impôts présentée dans les résultats			
Exigibles			
Au Canada – Fédéral	681 \$	827 \$	799 \$
Provinciaux	265	354	349
À l'étranger	155	103	258
	1 101	1 284	1 406
Reportés			
Au Canada – Fédéral	205	22	38
Provinciaux	70	3	9
À l'étranger	39	41	(41)
	314	66	6
	1 415	1 350	1 412
Charge (économie) d'impôts présentée dans les capitaux propres			
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente, déduction faite des opérations de couverture	(4)	221	20
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	100	(487)	(37)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	30	(173)	–
Droits à la plus-value des actions	22	–	–
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(155)	(12)	–
	(7)	(451)	(17)
Total de la charge d'impôts	1 408 \$	899 \$	1 395 \$

Impôts reportés (écarts temporaires)

	2002	2001	2000
Actifs d'impôts reportés ⁽¹⁾			
Provision cumulative pour pertes sur créances	512 \$	582 \$	514 \$
Montant lié à la rémunération reportée	339	190	78
Montant lié aux régimes de retraite	210	105	44
Reports prospectifs de pertes fiscales	22	84	72
Locaux et matériel	–	–	83
Produits reportés	60	61	152
Autres	259	399	223
	1 402	1 421	1 166
Passifs d'impôts reportés			
Locaux et matériel	(9)	(91)	–
Charges reportées	(240)	(149)	(86)
Autres	(150)	(134)	(77)
	(399)	(374)	(163)
Actifs d'impôts reportés, montant net	1 003 \$	1 047 \$	1 003 \$

(1) Nous avons déterminé qu'il est plus probable qu'improbable que le montant des actifs d'impôts reportés sera réalisé grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et de bénéfice imposable.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

	2002		2001		2000	
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition canadien prévu par la loi	1 702 \$	38,5 %	1 615 \$	41,5 %	1 558 \$	42,8 %
Augmentation (diminution) des impôts attribuable à ce qui suit :						
Taux d'imposition moins élevé applicable aux filiales	(276)	(6,2)	(253)	(6,5)	(303)	(8,3)
Bénéfices tirés des titres exonérés d'impôts	(7)	(0,2)	(7)	(0,2)	(7)	(0,2)
Variation du taux d'imposition	33	0,7	79	2,0	20	0,5
Autres	(37)	(0,8)	(84)	(2,1)	144	4,0
Charge d'impôts/taux d'imposition effectif	1 415 \$	32,0 %	1 350 \$	34,7 %	1 412 \$	38,8 %

Le bénéfice réalisé à l'étranger par certaines filiales serait imposé uniquement au moment de son rapatriement au Canada. Comme notre direction ne prévoit pas actuellement le rapatriement de ces bénéfices non répartis, aucun passif d'impôts reportés n'a été constaté à leur égard. Selon les estimations,

les impôts qui seraient exigibles, si la totalité des bénéfices non répartis accumulés par des filiales à l'étranger était rapatriée, s'élèveraient à 841 millions de dollars au 31 octobre 2002 (772 millions en 2001; 737 millions en 2000).

NOTE 15 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées prévus par la loi qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles.

Les tableaux qui suivent présentent des données relatives à nos régimes d'avantages, incluant les montants constatés au bilan consolidé ainsi que les composantes de la charge nette des prestations de l'exercice.

Actifs des régimes, obligation au titre des prestations et capitalisation

	Régimes de retraite (1)		Autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite (2)	
	2002	2001	2002	2001
Variation de la juste valeur de l'actif des régimes (3)				
Juste valeur de l'actif des régimes au 1 ^{er} octobre	4 049 \$	4 519 \$	1 \$	67 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	(133)	(476)	-	7
Cotisations de la Banque	99	20	23	21
Cotisations des participants	19	18	1	-
Prestations versées	(258)	(251)	(25)	(22)
Règlements de régimes	(52)	-	-	(72)
Acquisitions d'entreprises	-	63	-	-
Variation des taux de change	17	12	-	-
Transferts d'autres régimes	6	144	-	-
Juste valeur de l'actif des régimes au 30 septembre	3 747 \$	4 049 \$	- \$	1 \$
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au 1 ^{er} octobre	4 044 \$	3 710 \$	693 \$	609 \$
Coût des services rendus	113	104	22	64
Intérêts débiteurs	297	268	51	49
Cotisations des participants	19	18	1	-
Perte actuarielle	280	55	318	19
Prestations versées	(258)	(251)	(25)	(22)
Transferts d'autres régimes	3	-	-	-
Modifications et compressions de régimes	59	31	7	-
Règlements de régimes	-	-	-	(72)
Acquisitions d'entreprises	2	117	-	35
Variation des taux de change	31	(9)	-	-
Variation des hypothèses	-	1	-	11
Obligation au titre des prestations constituées au 30 septembre	4 590 \$	4 044 \$	1 067 \$	693 \$
Capitalisation				
(Déficit) excédent de l'actif des régimes sur l'obligation au titre des prestations	(843)\$	5 \$	(1 067)\$	(692)\$
Perte actuarielle nette non comptabilisée	792	32	360	42
Obligation (actif) transitoire non amorti	(26)	(24)	190	207
Coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé	211	205	13	10
Cotisations entre le 30 septembre et le 31 octobre	222	-	3	-
Autres	(1)	(48)	1	1
Montant net comptabilisé au 31 octobre	355 \$	170 \$	(500)\$	(432)\$
Montants comptabilisés au bilan consolidé :				
Coût des prestations de retraite payées d'avance	109 \$	366 \$		
Charge au titre des prestations constituées à payer	(419)	(282)		
Actifs incorporels	205	57		
Autres éléments du résultat global cumulés	460	29		
Montant net comptabilisé au 31 octobre	355 \$	170 \$		
Hypothèses moyennes pondérées				
Taux d'actualisation	6,75 %	7,00 %	7,00 %	7,25 %
Taux de rendement à long terme présumé de l'actif des régimes	7,00 %	7,00 %	4,75 %	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération future	4,00 %	4,40 %	4,40 %	4,40 %

Charge au titre des prestations constituées (4)

	2002	2001	2000
Coût des services rendus	113 \$	104 \$	98 \$
Intérêts débiteurs	297	268	254
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(300)	(306)	(291)
Amortissement de l'actif transitoire	(2)	(2)	(2)
Amortissement du coût des services passés	32	17	22
Gain actuariel net comptabilisé	(27)	(45)	(41)
Perte sur règlement	52	-	-
Autres	(45)	(14)	19
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	120	22	59
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	61	30	6
Charge au titre des prestations constituées	181 \$	52 \$	65 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite (2)

	2002	2001	2000
Coût des services rendus	22 \$	64 \$	17 \$
Intérêts débiteurs	51	49	42
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	-	(1)	(3)
Amortissement de l'obligation transitoire	17	17	17
Autres	2	2	-
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	92 \$	131 \$	73 \$

Sensibilité des hypothèses clés en 2002

Prestations de retraite	Variation de l'obligation		Variation de la charge	
	2002	2001	2002	2001
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux d'actualisation	126 \$		16 \$	
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux de croissance de la rémunération future	29		2	
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse du taux de rendement à long terme sur l'actif des régimes			10	
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite	Variation de l'obligation		Variation de la charge	
	2002	2001	2002	2001
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux d'actualisation	48 \$		3 \$	
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux de croissance de la rémunération future	4		1	

- Ces montants comprennent l'actif des régimes de 3 239 millions de dollars (266 millions en 2001) et les obligations au titre des prestations constituées de 4 131 millions (567 millions en 2001) pour les régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.
- Comprend les avantages postérieurs au départ à la retraite liés à l'assurance maladie, à l'assurance soins dentaires et à l'assurance vie. Les taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé à l'égard du prochain exercice étaient de 8 % pour les soins médicaux et de 5 % pour les soins dentaires, diminuant à un taux final de 4 % en 2009. Ces taux servent à évaluer le coût prévu des prestations de retraite visées par les régimes de soins médicaux et d'assurance vie postérieurs au départ à la retraite. Une hausse de un point de pourcentage des taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé aurait fait augmenter le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 12 millions de dollars et l'obligation, de 142 millions. Une baisse de un point de pourcentage des taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé aurait fait diminuer le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 8 millions de dollars et l'obligation, de 112 millions.
- L'actif des régimes comprend 818 597 (886 384 en 2001) actions ordinaires de la Banque Royale ayant une juste valeur de 43 millions de dollars (43 millions en 2001). De plus, les dividendes totalisant 1 million de dollars (1 million en 2001) ont été reçus relativement aux actions ordinaires détenues dans l'actif des régimes au cours de l'exercice.
- La charge de retraite a été établie au moyen d'un taux d'actualisation présumé de 7,00 % (7,00 % en 2001; 7,25 % en 2000).

NOTE 16 Rémunération à base d'actions**Régime d'options d'achat d'actions**

Nous avons deux régimes d'options d'achat d'actions, un pour certains de nos employés clés et un autre pour les administrateurs qui ne sont pas nos employés. En vertu de ces régimes, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires à des prix qui ne doivent pas être inférieurs à ceux du marché le jour de l'octroi. Les options sont acquises sur une période de quatre ans pour les employés et immédiatement pour les administrateurs, et peuvent être levées pour une période n'excédant pas dix ans à partir de la date d'octroi.

Pour les options octroyées avant le 31 octobre 2002, qui n'étaient pas assorties des droits à la plus-value des actions combinés, aucune charge de rémunération n'a été constatée puisque, à la date de l'octroi, le prix de levée des options n'était pas inférieur au cours du marché des actions sous-jacentes. Lorsque les options sont levées, le produit obtenu est crédité aux actions ordinaires.

Entre le 29 novembre 1999 et le 5 juin 2001, les octrois d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions pour les employés étaient assortis des droits à la plus-value des actions combinés. Les droits à la plus-value des

actions permettent aux participants d'exercer le droit à la plus-value des actions plutôt que l'option correspondante. Ainsi, les participants reçoivent un paiement en espèces égal à la différence entre le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice et le prix d'exercice de l'option.

La charge de rémunération pour les droits à la plus-value des actions a été constatée au moyen d'estimations basées sur l'expérience acquise des participants exerçant leurs droits à la plus-value des actions plutôt que les options correspondantes. La charge de rémunération pour ces octrois, qui est amortie sur la période d'acquisition des options connexes, s'établissait à 27 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (23 millions en 2001; 52 millions en 2000).

Au cours du dernier trimestre de 2002, certains participants de la haute direction ont renoncé volontairement à leurs droits à la plus-value des actions mais ont conservé les options correspondantes. Au moment de la renonciation, le coût de rémunération a été établi et une charge à payer de 47 millions de dollars a été transférée aux capitaux propres.

Options d'achat d'actions

	2002		2001		2000	
	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
En cours au début	30 158	36,84 \$	25 880	33,61 \$	20 966	32,42 \$
Options octroyées	4 215	49,12	7 949	44,46	8 286	33,09
Levées ou exercés – Actions ordinaires	(5 211)	32,07	(2 819)	28,77	(2 700)	22,05
– Droits à la plus-value des actions	(291)	34,01	(259)	33,55	–	–
Options annulées	(392)	38,37	(593)	37,82	(672)	36,10
En cours à la fin	28 479	39,54 \$	30 158	36,84 \$	25 880	33,61 \$
Options pouvant être levées à la fin	14 050	36,07 \$	12 895	32,62 \$	8 881	30,29 \$
Options pouvant être octroyées	16 105		20 289		25 849	

Fourchette des prix de levée

	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Durée de vie contractuelle restante moyenne	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
De 14,46 \$ à 15,68 \$	587	15,57 \$	3,9	587	15,57 \$
De 24,80 \$ à 28,25 \$	2 816	26,19	6,9	2 401	25,85
De 30,00 \$ à 39,64 \$	15 175	36,68	7,1	9 595	37,90
De 43,59 \$ à 52,19 \$	9 901	49,15	9,4	1 467	49,04
Total	28 479	39,54 \$	7,8	14 050	36,07 \$

Méthode de la juste valeur

La norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, recommande l'utilisation de la méthode de la juste valeur pour la constatation d'une charge pour les attributions d'options. Elle permet l'utilisation de la méthode de la valeur intrinsèque (APB 25, *Accounting for Stock Issued to Employees*), à condition que soit présentée l'incidence pro forma de l'adoption de la méthode de la juste valeur sur le bénéfice net et sur le bénéfice par action. Pour les options assorties de droits à la plus-value des actions, la norme FAS 123 recommande la constatation d'une charge basée sur la valeur

intrinsèque pour la totalité de l'attribution. Nous adopterons prospectivement les recommandations de la norme FAS 123 pour les nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. L'incidence sera une charge estimative de 6 millions de dollars imputée au bénéfice pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003.

Nous avons présenté l'information pro forma requise comme si nous avions adopté les dispositions sur la constatation recommandées par la norme FAS 123 en 2002, en 2001 et en 2000, comme suit :

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	2002	Tel que déclaré		Données pro forma (1)		
		2001	2000	2002	2001	2000
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$	2 856 \$	2 399 \$	2 164 \$
Bénéfice par action	4,16	3,58	3,42	4,10	3,53	3,35
Bénéfice dilué par action	4,12	3,55	3,40	4,07	3,50	3,34

(1) Selon la méthode d'évaluation fondée sur la juste valeur, la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions s'y rapportant. Par conséquent, les données pro forma obtenues au moyen de cette méthode ne sont peut-être pas représentatives des résultats futurs.

Pour établir les données pro forma présentées ci-dessus, la juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2002 a été estimée à la date de l'octroi au moyen d'un modèle d'établissement des prix des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 4,89 % (5,86 % en 2001; 6,04 % en 2000), ii) une durée de vie prévue de six ans pour les

options (dix ans en 2001 et 2000), iii) une volatilité prévue de 20 % (24 % en 2001; 22 % en 2000) et iv) des dividendes prévus de 2,9 % (2,67 % en 2001; 2,60 % en 2000). La juste valeur de chacune des options octroyées était de 10,02 \$ (14,78 \$ en 2001; 10,26 \$ en 2000).

Régimes d'actionariat des employés

Nous offrons à plusieurs employés l'occasion de détenir des actions au moyen de régimes d'épargne et d'actionariat RBC. En vertu de ces régimes, les employés peuvent généralement verser des cotisations variant entre 1 % et 10 % de leur salaire annuel ou sur la base de prestations déterminées pour les employés touchant des commissions. Pour chaque cotisation se situant dans une fourchette de 1 % à 6 %, nous verserons 50 % de la cotisation de l'employé dans des actions ordinaires. Pour le régime d'épargne RBC DVM, notre cotisation annuelle maximale s'établit à 4 500 \$ par employé. Pour le régime d'intéressement RBC RU, notre cotisation annuelle maximale est fixée à 1 500 livres sterling par employé. En vertu de ces régimes, nous avons versé 49 millions de dollars (47 millions en 2001; 45 millions en 2000) pour l'acquisition d'actions ordinaires. Au 31 octobre 2002, un total de 17 397 119 actions ordinaires étaient détenues en vertu de ces régimes.

Régimes d'achat d'actions différé et autres régimes

Nous offrons des régimes d'achat d'actions différé aux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas nos employés. En vertu de ces régimes, chacune de ces personnes peut choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de sa prime de rendement annuelle ou de ses jetons de présence sous forme d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. Les actions différées génèrent, des dividendes sous forme d'actions additionnelles au taux des dividendes sur des actions ordinaires. Le participant ne peut convertir ces actions qu'au moment de prendre sa retraite, qu'en cas d'une invalidité permanente ou que lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des actions différées équivaut à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Au 31 octobre 2002, la valeur des actions différées s'établissait à 73 millions de dollars (52 millions en 2001; 26 millions en 2000). La plus-value des actions et les dividendes s'y rapportant comptabilisés dans les charges pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ces régimes se sont établis à 16 millions de dollars (8 millions en 2001; 7 millions en 2000).

Nous avons un régime de primes différées pour certains employés clés de RBC Marchés des Capitaux. En vertu de ce régime, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacun de ces employés est reporté et génère des dividendes au même taux que celui des actions ordinaires. L'employé touchera la prime en trois montants égaux versés dans les 90 jours suivant la fin de chacun des trois exercices suivants. La valeur de la prime différée sera égale à la valeur initiale de la prime rajustée en fonction des dividendes et des variations de la valeur marchande des actions ordinaires à la date à laquelle la prime est versée. Au 31 octobre 2002, la valeur du régime de primes différées s'établissait à 187 millions de dollars (128 millions en 2001; 89 millions en 2000). La plus-value des actions et les dividendes s'y rapportant comptabilisés dans les charges pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ce régime s'établissaient à 20 millions de dollars (recouvrement de 5 millions en 2001; 10 millions en 2000).

Nous offrons des régimes d'achat d'actions différé à certains employés clés de RBC Investissements, comprenant diverses périodes d'acquisition allant jusqu'à une période maximale de cinq ans. En vertu de certains de ces régimes, les attributions peuvent être reçues sous forme d'actions ordinaires détenues en fiducie, ou sous forme d'actions différées. Le participant ne peut convertir ces actions qu'au moment de prendre sa retraite, qu'en cas d'une invalidité permanente ou que lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des actions différées équivaut à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Certains régimes attribuent des actions qui suivent de près la valeur des actions ordinaires comprenant un paiement intégral en espèces à la fin de la période maximale de cinq ans. Au 31 octobre 2002, la

valeur des actions différées détenues en fiducie s'établissait à 34 millions de dollars (14 millions en 2001). Au 31 octobre 2002, la valeur de ses diverses actions s'établissait à 10 millions de dollars (4 millions en 2001). La charge de rémunération à base d'actions comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ces régimes s'établissait à 32 millions de dollars (16 millions en 2001; 14 millions en 2000).

Nous offrons un régime de participation différée aux bénéficiaires à certains employés clés. L'attribution des actions différées en fonction du rendement se compose de 50 % d'actions ordinaires et de 50 % d'actions au rendement, qui sont acquises après trois ans. Au moment de l'acquisition des actions, les actions différées en fonction du rendement peuvent être augmentées ou diminuées de 50 % selon le rendement total pour les actionnaires que nous avons obtenu par rapport à celui de 15 institutions financières nord-américaines. Relativement à cette attribution, une charge de rémunération de 11 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. La valeur des actions ordinaires détenues en fiducie au 31 octobre 2002 se chiffrait à 34 millions de dollars.

Nous offrons un régime de rémunération à moyen terme à certains hauts dirigeants. En vertu de ce régime, les attributions sont converties en actions équivalentes à des actions ordinaires. Les actions sont acquises en tranches égales sur une période de trois ans. Les actions ont une valeur équivalente à la valeur marchande des actions ordinaires à chaque date d'acquisition et sont payées en espèces ou en actions ordinaires, à notre gré. Au 31 octobre 2002, la valeur des actions s'établissait à 16 millions de dollars (21 millions en 2001). La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 à l'égard de ce régime s'est établie à 12 millions de dollars (8 millions en 2001).

Dain Rauscher maintient un régime de rémunération différée non admissible pour les employés clés conformément à une entente appelée le régime d'accumulation de patrimoine. Ce régime permet aux employés admissibles d'effectuer des reports de leur revenu annuel et de répartir ces reports parmi un choix varié de fonds, y compris un régime d'achat d'actions RBC qui suit de près la valeur de nos actions ordinaires. Certains reports peuvent aussi être admissibles à nos contributions équivalentes. Toutes les contributions équivalentes sont attribuées au régime d'achat d'actions RBC. La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement aux contributions équivalentes s'établissait à 12 millions de dollars (7 millions en 2001). La valeur des actions RBC détenues en vertu du régime au 31 octobre 2002 se chiffrait à 70 millions de dollars (7 millions en 2001).

Pour les autres régimes à base d'actions, une charge de rémunération de 19 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (14 millions en 2001; 1 million en 2000). La valeur des actions et des actions détenues en vertu de ces régimes au 31 octobre 2002 s'établissait à 10 millions de dollars (3 millions en 2001; 1 million en 2000).

Régime de stabilité du personnel

Dans le cadre de l'acquisition de Dain Rauscher, certains employés clés de cette société se sont vu offrir des attributions de maintien en fonction d'une valeur totalisant 318 millions de dollars et devant être versées uniformément sur une période de service prévue de trois à quatre ans. Les paiements devant être versés aux participants du régime sont indexés à la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ce régime s'est établie à 92 millions de dollars (143 millions en 2001). Le passif en vertu de ce régime s'est chiffré à 151 millions de dollars au 31 octobre 2002 (135 millions en 2001).

NOTE 17 Bénéfice par action

	2002	2001	2000
Bénéfice par action			
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(98)	(135)	(134)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 800 \$	2 300 \$	2 074 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
	4,16 \$	3,58 \$	3,42 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 800 \$	2 300 \$	2 074 \$
Incidence des conversions présumées (1)	–	1	2
Bénéfice net ajusté en fonction de la dilution	2 800 \$	2 301 \$	2 076 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
Actions convertibles de catégories B et C (1)	14	363	736
Options d'achat d'actions (2)	6 568	5 337	2 740
Nombre moyen d'actions ordinaires, après dilution (en milliers)	679 153	647 216	609 865
	4,12 \$	3,55 \$	3,40 \$

- (1) Les actions convertibles comprennent les actions de catégories B et C émises par notre filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée le 1^{er} novembre 1996. Les actions de catégorie B en circulation ont toutes été échangées contre des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada en 2001 et les actions de catégorie C restantes ont été échangées contre des actions ordinaires le 9 novembre 2001. Le prix des actions de catégorie C a été établi en fonction de notre cours moyen du marché des actions ordinaires pour la période de 20 jours qui précède la date de l'échange. Au cours de l'exercice, nous n'avons échangé aucune action de catégorie B (36 527 actions en 2001; 4 701 actions en 2000) mais avons échangé 1 846 897 actions de catégorie C (77 956 actions en 2001; 8 008 712 actions en 2000) contre 318 154 actions ordinaires (13 621 actions ordinaires en 2001; 1 667 334 actions en 2000).
- (2) L'incidence de la dilution liée aux options d'achat d'actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions en présumant que les options d'achat d'actions en cours sont i) levées puis ii) diminuées du nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché de nos actions ordinaires pour l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action exclut un nombre moyen de 9 761 options en cours ayant un prix de levée de 53,76 \$ (7 862 options ayant un prix de levée de 50,72 \$ et 1 956 options ayant un prix de levée de 49,03 \$ en 2001; 6 153 507 options ayant un prix de levée de 39,64 \$, 6 589 464 options ayant un prix de levée de 39,01 \$, 2 639 options ayant un prix de levée de 38,22 \$ et 393 options ayant un prix de levée de 43,59 \$ en 2000), car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

NOTE 18 Engagements et éventualités**Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit**

Le principal objectif de ces engagements est de faire en sorte que le client puisse disposer de fonds au besoin. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les garanties et les lettres de crédit de soutien, qui constituent un engagement irrévocable de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations financières envers des tiers, présentent les mêmes risques de crédit que les prêts.

Les lettres de crédit documentaire, qui sont des documents émis par nous au nom de notre client permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises, sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent.

Dans les opérations ayant trait aux prêts de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le titulaire d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la

valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres.

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations de banque, de garanties ou de lettres de crédit.

Les montants non engagés représentent le crédit que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

Une facilité d'émission d'effets constitue une entente en vertu de laquelle un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Une facilité de prise ferme renouvelable est une facilité d'émission d'effets renouvelables qui peut être utilisée pour une période déterminée.

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

	2002	2001
Garanties et lettres de crédit de soutien	13 610 \$	13 391 \$
Lettres de crédit documentaire	772	750
Prêt de titres	23 967	21 377
Engagements de crédit		
Échéance initiale d'un an ou moins	40 931	44 179
Échéance initiale supérieure à un an	34 115	39 960
Montants non engagés	45 978	53 750
Facilités d'émission d'effets/facilités de prise ferme renouvelables	23	132
	159 396 \$	173 539 \$

NOTE 18 Engagements et éventualités (suite)**Engagements en vertu de baux**

Les engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite.

Engagements en vertu de baux

2003	364 \$
2004	330
2005	300
2006	267
2007	203
Par la suite	754
Total	2 218 \$

Litiges

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus) conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperative Centrale RaiffeisenBoerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Le 31 juillet 2002, nous avons déposé une

motion visant le rejet ou l'arrêt des procédures intentées dans l'État de New York. Le 27 septembre 2002, Rabobank a déposé une demande pour arrêter les procédures que nous avons entamées auprès de la Haute Cour de Londres. Notre motion visant l'arrêt ou le rejet de la poursuite intentée et la demande de Rabobank visant l'arrêt des procédures suivent leur cours et la question relative au litige devrait être examinée par les deux tribunaux dans un avenir proche. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour perte à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élèvent contre les dispositions prises par nous et nos filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer nos droits quant aux biens donnés en garantie de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel s'y rapportant ne sera pas important.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous acceptons des garanties, généralement en vertu de conventions de revente et de conventions d'emprunt de titres. La juste valeur des garanties pouvant être vendues ou redonnées en garantie par nous totalisait 55,9 milliards de dollars (52,9 milliards en 2001). De ces garanties, une tranche de 36,4 milliards de dollars (41,9 milliards en 2001) a été vendue ou redonnée en garantie, généralement à titre de garantie relative aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert. Les détails des actifs donnés en garantie, y compris les montants qui ne peuvent être vendus ou redonnés en garantie par le créancier garanti sont présentés ci-dessous :

Actifs donnés en garantie

	2002	2001
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 418 \$	113 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 075	2 470
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Opérations sur produits dérivés	1 828	830
Emprunts et prêts de titres	19 720	16 007
Obligations relatives à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	20 855
Autres	3 389	6 095
Total	48 539 \$	46 370 \$

NOTE 19 Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée d'un instrument sous-jacent ayant trait aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux cours des titres de participation, aux prix des marchandises ou aux indices.

Types de produits dérivés

Nous avons recours aux produits dérivés décrits ci-après aux fins de négociation et à des fins autres que de négociation.

Les swaps sont des opérations dans lesquelles deux parties échangent des flux de trésorerie portant sur un capital nominal spécifié pour une période prédéterminée. Dans le cas des swaps de taux d'intérêt, il y a échange de paiements d'intérêt à taux fixe et variable sur un capital nominal. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une devise contre réception de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une autre devise. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange d'intérêt et de capital nominal dans deux devises différentes.

Les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme standardisés sont des engagements contractuels d'acheter ou de vendre un instrument financier à une date ultérieure, à un prix déterminé. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes faites sur mesure qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés sont négociés sur des bourses réglementées.

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur accorde à l'acheteur le droit, mais ne lui impose pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente), à une date déterminée, ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit.

Les produits dérivés de crédit sont des contrats dont la valeur de rachat est liée à des incidents de crédit précis, tels les faillites, les révisions à la baisse de cotes de crédit, les défauts de paiement ou les manquements à ses engagements. Les exemples de produits dérivés de crédit comprennent les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation

La plupart de nos opérations liées aux produits dérivés résultent de nos activités de vente et de négociation. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients pour leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques courants ou éventuels. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste à transmettre aux autres participants au marché les cours acheteur et vendeur dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement correspond au fait de gérer les risques du marché dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à générer des revenus dans le but de tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les produits. Nous n'effectuons que très peu d'opérations sur produits dérivés avec effet de levier. Ces opérations sont assorties d'un multiplicateur qui, pour un changement donné dans les prix du marché, pourrait entraîner une modification de la juste valeur de l'opération très différente de celle qui aurait lieu pour un produit dérivé similaire en l'absence de ce multiplicateur.

Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation

Nous utilisons également les produits dérivés pour la gestion de nos propres actifs et passifs, ce qui comprend des opérations de couverture et de placement.

Nous avons recours aux swaps de taux d'intérêt pour ajuster notre risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus. Les options sur taux d'intérêt achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Dans la gestion de nos actifs et passifs, nous avons recours à des options vendues lorsque celles-ci sont liées expressément à une option achetée sous la forme d'un tunnel. Nous avons recours à des produits dérivés de crédit pour gérer notre risque de crédit et pour diversifier les risques dans notre portefeuille de prêts.

Notre objectif global en matière de gestion du risque d'intérêt est de réduire au minimum l'incidence d'importantes fluctuations imprévues des résultats et des flux de trésorerie imputables à la volatilité des taux d'intérêt. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent accroître ou diminuer la valeur marchande des actifs et des passifs, ainsi qu'entraîner la variabilité des flux de trésorerie. Dans le cadre d'une couverture de la juste valeur, les gains et les pertes sur les produits dérivés qui se rapportent à ces actifs et à ces passifs compenseront dans une grande mesure les gains et les pertes non réalisés. Dans le cadre d'une couverture des flux de trésorerie, les produits dérivés liés aux actifs et aux passifs réduiront la variabilité des flux de trésorerie imputable aux fluctuations des taux d'intérêt.

Nous pouvons également utiliser des produits dérivés pour couvrir la valeur économique de certaines stratégies commerciales lorsque ces opérations ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ou lorsque nous jugeons qu'il est économiquement impossible d'appliquer la comptabilité de couverture. Dans de telles circonstances, la volatilité des taux d'intérêt est reflétée dans la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Couverture de la juste valeur

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, la tranche inefficace constatée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt totalisait un gain net non réalisé de 10 millions de dollars (perte de 11 millions en 2001). Pour chaque produit

dérivé, toutes les composantes de la variation de la juste valeur ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture de la juste valeur.

Nous n'avons couvert aucun engagement ferme au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002.

Couverture des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, une perte nette non réalisée de 50 millions de dollars (190 millions en 2001), déduction faite de l'ajustement de transition en vertu du FAS 133, a été inscrit à la rubrique Autres éléments du résultat global, au titre de la tranche efficace de la variation de la juste valeur des produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie. Les montants constatés à la rubrique Autres éléments du résultat global sont reclassés au bénéfice net des périodes au cours desquelles le bénéfice net a subi l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Une perte nette de 113 millions de dollars (aucune en 2001) a été reclassée au bénéfice net au cours de l'exercice. Une perte nette reportée de 59 millions de dollars (81 millions en 2001) incluse dans la rubrique Autres éléments du résultat global au 31 octobre 2002 devrait être reclassée au bénéfice net au cours des 12 prochains mois.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, un gain net non réalisé de 9 millions de dollars (20 millions en 2001) a été inscrit à la rubrique Revenus autres que d'intérêt au titre de la tranche inefficace de la couverture des flux de trésorerie. Pour chaque produit dérivé, toutes les composantes de la variation de la juste valeur ont été incluses aux fins de l'évaluation de l'efficacité de la couverture des flux de trésorerie.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous n'avons couvert aucune opération projetée.

Produits dérivés – capitaux nominaux

Les capitaux nominaux, qui sont présentés hors bilan, servent de point de référence pour le calcul des paiements et sont une mesure courante du volume des affaires. Les tableaux suivants indiquent les capitaux nominaux de nos produits dérivés selon l'échéance.

Capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance (1)

	Durée jusqu'à l'échéance			Total	2002		2001	
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans (2)		Négociation	Autres que de négociation	Négociation	Autres que de négociation
Contrats hors cote								
Contrats de taux d'intérêt								
Contrats de garantie de taux	184 487 \$	14 358 \$	– \$	198 845 \$	194 537 \$	4 308 \$	95 678 \$	– \$
Swaps	264 829	418 082	179 353	862 264	794 961	67 303	628 735	69 167
Options achetées	8 193	35 623	11 477	55 293	55 289	4	19 787	114
Options vendues	9 306	34 564	12 304	56 174	56 080	94	22 177	–
Contrats de change								
Contrats à terme	507 410	33 673	3 636	544 719	522 035	22 684	528 467	17 969
Swaps sur devises	893	3 405	5 609	9 907	9 907	–	8 618	–
Swaps simultanés de taux et de devises	10 286	37 315	26 547	74 148	71 050	3 098	63 405	2 796
Options achetées	53 200	3 004	–	56 204	56 160	44	48 542	612
Options vendues	58 594	3 242	–	61 836	61 209	627	54 133	–
Produits dérivés de crédit (3)	3 625	37 333	11 193	52 151	50 928	1 223	20 952	955
Autres contrats (4)	9 514	5 221	7 884	22 619	22 085	534	20 170	2 643
Contrats négociables en bourse								
Contrats de taux d'intérêt								
Position acheteur	19 207	7 535	19	26 761	26 761	–	20 319	–
Position vendeur	31 583	5 185	25	36 793	36 500	293	43 232	87
Options achetées	1 418	1	–	1 419	640	779	13 352	–
Options vendues	2 368	2	–	2 370	2 059	311	12 079	–
Contrats de change								
Position acheteur	27	–	–	27	27	–	348	–
Position vendeur	321	–	–	321	321	–	144	–
Autres contrats (4)	18 356	455	–	18 811	18 811	–	58 130	–
	1 183 617 \$	638 998 \$	258 047 \$	2 080 662 \$	1 979 360 \$	101 302 \$	1 658 268 \$	94 343 \$

(1) Le capital nominal de 5 593 millions de dollars (1 693 millions en 2001) de produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que dans certains bons de souscription et dans des engagements de prêts considérés comme des produits dérivés n'est pas inclus dans les montants figurant au tableau.

(2) Comprend des contrats échéant dans plus de 10 ans d'une valeur nominale de 37 322 millions de dollars (19 637 millions en 2001). Le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 1 291 millions (950 millions en 2001).

(3) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(4) Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

Risque de crédit lié aux produits dérivés

Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur du marché d'une ou de plusieurs opérations est positive pour nous. Cette valeur du marché est appelée coût de remplacement puisqu'elle représente ce qu'il nous en coûterait pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur advenant un manquement.

Aux fins de la gestion du risque de crédit interne, le montant d'équivalent-crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés est défini comme la somme du coût de remplacement et d'une majoration qui correspond à un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du

marché de l'opération jusqu'à l'échéance. Cette majoration est déterminée par des modèles statistiques qui projettent la volatilité prévue de la ou des variables sous-jacentes au produit dérivé, qu'il s'agisse du taux d'intérêt, du taux de change, du cours des actions ou du cours des marchandises. Le coût de remplacement et le montant de la majoration sont réévalués constamment au cours de la durée de chaque opération afin de s'assurer que l'on utilise des évaluations du risque de crédit appropriées. Le montant ajusté en fonction des risques est déterminé en appliquant les mesures courantes du risque de la contrepartie au montant d'équivalent-crédit.

NOTE 19 Produits dérivés (suite)

La compensation est une technique que nous utilisons qui peut réduire notre risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Les deux principales catégories de compensation sont la compensation par liquidation et la compensation des règlements. Aux termes de la clause de compensation par liquidation, en cas de manquement par la contrepartie, nous avons le droit de mettre fin à toutes les opérations visées par l'accord général à leur valeur du marché courante, puis de faire la somme des valeurs du marché en annulant les valeurs négatives par les valeurs positives pour obtenir un seul montant net à payer soit par la contrepartie, soit par nous. Dans la compensation des règlements, tous les paiements et encaissements dans la même monnaie qui doivent se faire le même jour entre des paires d'unités déterminées comprenant notre unité et celle de la contrepartie font l'objet d'une compensation, qui génère un paiement unique dans chaque monnaie, à payer soit par nous, soit par l'unité de la contrepartie. Nous insistons beaucoup auprès des contreparties pour qu'elles concluent des accords généraux de compensation. Cependant, la mesure de notre risque de crédit découlant d'opérations sur les produits dérivés n'est pas réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, à moins qu'une analyse juridique appropriée ne vienne appuyer le caractère exécutoire de cette compensation, cette analyse étant documentée dans notre politique.

Toujours dans le but de gérer le risque de crédit découlant des produits dérivés, nous concluons des accords renfermant des clauses d'évaluation à

la valeur du marché maximale avec certaines contreparties. En vertu de ces clauses, nous avons le droit de demander que la contrepartie paie ou garantis la valeur du marché courante de sa position avec nous relativement aux produits dérivés. L'utilisation de garanties ne représente pas actuellement une technique d'atténuation du risque de crédit importante pour notre part dans la gestion du risque de crédit lié aux produits dérivés.

Nous gérons le risque de crédit lié aux produits dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. Nous utilisons un seul système d'évaluation du crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces évaluations internes se rapprochent des cotes de crédit externes attribuées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les tableaux présentés ci-dessous indiquent le coût de remplacement, le montant d'équivalent-crédit et les montants ajustés en fonction des risques de nos produits dérivés à la fois avant et après l'incidence de la compensation. En 2002 et en 2001, nos pertes sur créances réelles découlant d'opérations sur les produits dérivés et le niveau des contrats douteux étaient négligeables.

Coût de remplacement des produits dérivés selon l'évaluation des risques et le type de contrepartie (1)

Au 31 octobre 2002	Cote d'évaluation des risques (2)					Type de contrepartie (3)			
	AAA, AA	A	BBB	BB ou inférieur	Total	Banques	Gouvernements de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut (4)	15 442 \$	11 008 \$	3 421 \$	1 580 \$	31 451 \$	21 427 \$	2 068 \$	7 956 \$	31 451 \$
Incidence des accords généraux de compensation	(10 638)	(7 208)	(2 142)	(873)	(20 861)	(16 343)	–	(4 518)	(20 861)
Coût de remplacement (après les accords de compensation)	4 804 \$	3 800 \$	1 279 \$	707 \$	10 590 \$	5 084 \$	2 068 \$	3 438 \$	10 590 \$
Coût de remplacement (après les accords de compensation) – 2001	3 583 \$	4 322 \$	1 515 \$	529 \$	9 949 \$	3 652 \$	1 892 \$	4 405 \$	9 949 \$

- Le coût de remplacement de 93 millions de dollars (49 millions en 2001) de produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que dans certains bons de souscription et dans des engagements de prêts considérés comme des produits dérivés n'est pas inclus dans les montants figurant au tableau.
- Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de bonne qualité tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité insatisfaisante.
- Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière de suffisance du capital du surintendant des institutions financières Canada.
- Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.

Risque de crédit lié aux produits dérivés (1)

	2002			2001		
	Coût de remplacement (2)	Montant d'équivalent-crédit (3)	Solde ajusté en fonction des risques (4)	Coût de remplacement (2)	Montant d'équivalent-crédit (3)	Solde ajusté en fonction des risques (4)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	178 \$	299 \$	64 \$	108 \$	543 \$	114 \$
Swaps	19 608	24 357	6 323	17 568	21 390	5 617
Options achetées	563	914	258	416	538	123
	20 349	25 570	6 645	18 092	22 471	5 854
Contrats de change						
Contrats à terme	6 802	13 049	3 685	6 839	12 977	3 881
Swaps	1 781	6 341	1 445	1 902	5 536	1 261
Options achetées	809	1 491	439	721	1 339	441
	9 392	20 881	5 569	9 462	19 852	5 583
Produits dérivés de crédit (5)	861	2 963	858	87	1 249	369
Autres contrats (6)	849	1 701	529	1 140	2 015	617
Produits dérivés avant les accords généraux de compensation	31 451	51 115	13 601	28 781	45 587	12 423
Incidence des accords généraux de compensation	(20 861)	(26 930)	(7 132)	(18 832)	(24 450)	(6 339)
Total des produits dérivés après les accords généraux de compensation	10 590 \$	24 185 \$	6 469 \$	9 949 \$	21 137 \$	6 084 \$

- Le coût de remplacement de 93 millions de dollars (49 millions en 2001) de produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que dans certains bons de souscription et dans des engagements de prêts considérés comme des produits dérivés n'est pas inclus dans les montants figurant au tableau.
- Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.
- Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.
- Selon les lignes directrices émises par le surintendant des institutions financières Canada.
- Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.
- Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

NOTE 20 Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur

capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative de notre rendement à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. Les concentrations décrites ci-dessous sont dans les limites établies par la direction.

	2002							2001										
	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan (1)	158 059 \$	73 %	32 450 \$	15 %	18 917 \$	9 %	5 979 \$	3 %	215 405 \$	164 429 \$	76 %	29 612 \$	14 %	17 124 \$	8 %	5 805 \$	2 %	216 970 \$
Instruments de crédit hors bilan (2)																		
Montants engagés et non engagés (3)	60 397 \$	50 %	45 573 \$	38 %	13 863 \$	11 %	1 191 \$	1 %	121 024 \$	76 832 \$	56 %	43 508 \$	32 %	14 465 \$	10 %	3 084 \$	2 %	137 889 \$
Autres	23 266	61	10 723	28	4 235	11	148	-	38 372	20 990	59	9 893	28	4 436	12	331	1	35 650
	83 663 \$	53 %	56 296 \$	35 %	18 098 \$	11 %	1 339 \$	1 %	159 396 \$	97 822 \$	56 %	53 401 \$	31 %	18 901 \$	11 %	3 415 \$	2 %	173 539 \$
Produits dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation (4), (5), (6)	7 734 \$	25 %	9 887 \$	31 %	12 232 \$	39 %	1 598 \$	5 %	31 451 \$	6 899 \$	24 %	9 154 \$	32 %	11 741 \$	41 %	987 \$	3 %	28 781 \$

- (1) Comprend les prêts et l'engagement de clients au titre d'acceptations. Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 38 % (39 % en 2001) et en Colombie-Britannique, 11 % (12 % en 2001). Aucun type d'industrie ne représente plus de 10 % du total des instruments de crédit au bilan.
- (2) Représente les instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit.
- (3) Les concentrations sectorielles les plus importantes au chapitre des engagements de crédit sont les institutions financières (35 %), le secteur des mines et de l'énergie (15 %), le transport (8 %) et la fabrication (8 %) (34 %, 15 %, 10 %, et 10 % en 2001, respectivement).
- (4) La plus forte concentration par type de contrepartie de ce risque de crédit se trouve dans les banques, soit 68 % (64 % en 2001).
- (5) Le coût de remplacement de 93 millions de dollars (49 millions en 2001) de produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que de certains bons de souscription et d'engagements de prêts considérés comme des produits dérivés n'est pas inclus dans les montants de ce tableau.
- (6) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues, sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.

NOTE 21 Juste valeur estimative des instruments financiers

La juste valeur estimative présentée ci-dessous a pour objet de déterminer approximativement à quels montants ces instruments financiers pourraient être échangés dans le cadre d'une opération courante entre des parties consentantes. Cependant, il n'y a pas de marché de négociation pour plusieurs de ces instruments financiers. Par conséquent, leur juste valeur est fondée sur des estimations établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation sur lesquelles influent fortement les hypothèses utilisées quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et

aux taux d'actualisation qui reflètent divers degrés de risque. En outre, en raison de l'utilisation d'éléments subjectifs et des incertitudes, le montant global de la juste valeur ne saurait être interprété comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

La juste valeur estimative présentée ci-dessous ne reflète pas la valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels que les éléments inclus dans le poste Locaux et matériel.

Actifs et passifs financiers

	2002			2001		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actifs financiers						
Liquidités	21 293 \$	21 293 \$	- \$	17 516 \$	17 535 \$	19 \$
Valeurs mobilières	95 353	95 353	-	81 100	81 100	-
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	35 831	-	35 870	35 870	-
Prêts	169 320	171 546	2 226	168 899	173 263	4 364
Autres actifs	51 679	51 679	-	50 668	50 668	-
Passifs financiers						
Dépôts	245 040	246 515	(1 475)	235 687	238 092	(2 405)
Acceptations	8 051	8 051	-	9 923	9 923	-
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 990	17 990	-	16 037	16 037	-
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	21 109	-	20 864	20 864	-
Autres passifs	61 639	61 639	-	52 890	52 890	-
Débitures subordonnées	6 960	6 935	25	6 861	6 845	16

NOTE 21 Juste valeur estimative des instruments financiers (suite)

Produits dérivés (1)

	2002				2001	
	Juste valeur moyenne pour l'exercice (2)		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	96 \$	82 \$	178 \$	177 \$	108 \$	79 \$
Swaps	13 650	14 323	18 468	18 930	16 211	16 692
Options achetées	385	–	564	–	442	–
Options vendues	–	325	–	474	–	352
	14 131	14 730	19 210	19 581	16 761	17 123
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	7 539	6 934	6 568	6 260	6 800	5 868
Swaps sur devises	501	294	504	340	518	315
Swaps simultanés de taux et de devises	1 462	1 853	1 109	1 678	1 309	1 975
Options achetées	827	–	809	–	715	–
Options vendues	–	729	–	586	–	560
	10 329	9 810	8 990	8 864	9 342	8 718
Produits dérivés de crédit (3)	273	259	822	483	84	79
Autres contrats (4)	1 077	2 853	1 028	3 093	1 012	2 650
	25 810 \$	27 652 \$	30 050	32 021	27 199	28 570
Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux			–	49	–	–
Swaps			1 140	842	1 357	1 104
Options achetées			1	–	–	–
Options vendues			–	13	–	–
			1 141	904	1 357	1 104
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			234	94	39	313
Swaps simultanés de taux et de devises			168	24	75	50
Options achetées			–	–	6	–
Options vendues			–	3	–	–
			402	121	120	363
Produits dérivés de crédit (3)			39	8	3	3
Autres contrats (4)			13	–	296	48
			1 595	1 033	1 776	1 518
Justes valeurs brutes totales avant la compensation			31 645	33 054	28 975	30 088
Incidence des accords généraux de compensation						
Avec l'intention de procéder au règlement, soit sur la base du solde net, soit simultanément (5)			(12)	(12)	(39)	(39)
Sans l'intention de procéder au règlement, ni sur la base du solde net, ni simultanément (6)			(20 849)	(20 849)	(18 793)	(18 793)
Total			10 784 \$	12 193 \$	10 143 \$	11 256 \$

(1) Le montant de la juste valeur de 93 millions de dollars (49 millions en 2001) de produits dérivés intégrés dans des instruments financiers, de même que dans certains bons de souscription et dans des engagements de prêts considérés comme des produits dérivés n'est pas inclus dans les montants de ce tableau.

(2) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes de fin de mois.

(3) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(4) Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

(5) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.

(6) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais que nous n'avons pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts La juste valeur du portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements repose sur l'évaluation de deux risques clés suivant le cas : le risque de taux d'intérêt et le risque de crédit. La juste valeur est calculée conformément à une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie qui utilise un taux d'actualisation basé sur les taux d'intérêt du marché actuellement exigés pour les nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes périodes à courir jusqu'à l'échéance, ajustés pour tenir compte du facteur de risque de crédit, qui est révisé au moins tous les ans. La juste valeur du portefeuille des prêts aux clients est basée sur une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ajustée pour tenir compte principalement du risque lié aux paiements anticipés. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Valeurs mobilières La juste valeur des valeurs mobilières est présentée à la note portant sur les valeurs mobilières des états financiers consolidés (note 5). Elle repose sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de tels cours, la juste valeur estimative est déterminée à l'aide des cours du marché de valeurs mobilières semblables.

Dépôts La juste valeur des dépôts à taux fixe portant une échéance fixe est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt actuellement offerts sur le marché des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes périodes à courir jusqu'à l'échéance (ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu). La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Autres actifs et passifs La valeur comptable des Autres actifs et des Autres passifs correspond approximativement à leur juste valeur, à l'exception des montants se rapportant aux produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation. L'excédent de la juste valeur nette sur la valeur comptable pour ces produits est indiqué au poste Autres actifs.

Débitures subordonnées La juste valeur des débitures subordonnées repose sur les cours du marché pour des émissions similaires ou sur les taux que nous offrons actuellement pour nos titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments financiers évalués à la valeur comptable En raison de leur échéance à court terme, la juste valeur des liquidités, des biens achetés en vertu de conventions de revente, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de nos engagements en contrepartie d'acceptations, des engagements afférents à des titres vendus à découvert et des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat est présumée correspondre approximativement à la valeur comptable.

Produits dérivés La juste valeur des produits dérivés est calculée selon différentes méthodes. Pour les instruments négociables en bourse, la juste valeur est fondée sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Pour les instruments qui ne sont pas négociables en bourse ou ceux dont le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur repose sur les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, sur l'analyse de la valeur actualisée nette ou sur un autre modèle d'établissement des prix, selon le cas.

Information supplémentaire

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Actif											
Liquidités	21 293 \$	17 516 \$	16 408 \$	23 042 \$	16 395 \$	21 392 \$	23 567 \$	17 710 \$	16 449 \$	10 874 \$	10 938 \$
Valeurs mobilières	95 353	81 100	63 461	52 736	42 538	33 343	41 261	33 220	27 695	24 011	16 146
Conventions de revente	35 831	35 870	18 303	20 272	19 907	18 642	11 446	4 591	5 259	5 304	607
Prêts											
Prêts hypothécaires résidentiels	72 842	67 444	62 984	59 242	56 468	53 369	48 120	45 131	44 109	43 781	32 609
Prêts aux particuliers	31 956	32 511	28 019	25 255	22 761	20 864	18 440	16 923	16 508	16 487	15 462
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 283	4 666	2 666	1 945	2 324	3 522	3 435	3 321	3 090	2 532
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 811	66 939	60 515	57 630	65 598	62 837	56 138	51 500	48 748	52 062	52 502
Provision cumulative pour pertes sur prêts	171 523 (2 203)	171 177 (2 278)	156 184 (1 871)	144 793 (1 884)	146 772 (2 026)	139 394 (1 769)	126 220 (1 875)	116 989 (2 003)	112 686 (2 559)	115 420 (4 255)	103 105 (3 575)
	169 320	168 899	154 313	142 909	144 746	137 625	124 345	114 986	110 127	111 165	99 530
Autres											
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 051	9 923	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	31 250	28 642	19 334	15 151	30 413	14 776	8 598	12 378	–	–	–
Locaux et matériel	1 639	1 598	1 216	1 274	1 872	1 696	1 785	1 870	1 975	2 057	1 914
Écart d'acquisition	5 040	4 952	693	660	608	668	335	333	365	447	195
Autres actifs incorporels	665	619	208	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs	13 490	13 364	8 490	7 997	13 975	8 376	8 717	5 094	5 020	4 781	3 226
	60 135	59 098	41 569	34 339	57 488	36 077	26 858	25 975	13 565	13 587	11 072
	381 932 \$	362 483 \$	294 054 \$	273 298 \$	281 074 \$	247 079 \$	227 477 \$	196 482 \$	173 095 \$	164 941 \$	138 293 \$
Passif et capitaux propres											
Dépôts											
Au Canada	142 959 \$	140 558 \$	138 124 \$	129 306 \$	123 533 \$	122 721 \$	118 482 \$	114 778 \$	106 099 \$	103 755 \$	85 203 \$
À l'étranger	102 081	95 129	68 113	58 591	56 472	50 508	43 335	28 713	29 716	26 644	27 019
	245 040	235 687	206 237	187 897	180 005	173 229	161 817	143 491	135 815	130 399	112 222
Autres											
Acceptations	8 051	9 923	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737
Titres vendus à découvert	17 990	16 037	12 873	18 740	20 488	13 062	7 063	7 128	5 569	5 362	3 628
Conventions de rachat	21 109	20 864	9 005	9 396	11 264	9 458	16 526	4 090	5 341	2 533	787
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	32 737	29 448	18 574	15 219	29 370	14 732	9 053	12 384	–	–	–
Autres passifs	29 821	23 979	15 912	15 682	12 883	10 644	12 135	10 284	7 986	8 919	5 232
	109 708	100 251	67 992	68 294	84 625	58 457	52 200	40 186	25 101	23 116	15 384
Débitures subordonnées	6 960	6 861	5 825	4 596	4 087	4 227	3 602	3 528	3 481	3 410	3 106
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 469	1 479	703	103	499	531	108	107	93	86	75
Capitaux propres											
Capital-actions											
Actions privilégiées	1 515	1 990	2 001	1 973	2 110	1 757	1 725	1 962	2 233	2 215	1 572
Actions ordinaires	7 039	6 959	3 074	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908
Bénéfices non répartis	10 473	9 311	8 314	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 823	3 041
Autres éléments du résultat global cumulés	(272)	(55)	(92)	(123)	22	254	326	106	(12)	(16)	(15)
	18 755	18 205	13 297	12 408	11 858	10 635	9 750	9 170	8 605	7 930	7 506
	381 932 \$	362 483 \$	294 054 \$	273 298 \$	281 074 \$	247 079 \$	227 477 \$	196 482 \$	173 095 \$	164 941 \$	138 293 \$

(1) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Revenu d'intérêt											
Prêts	10 463 \$	12 032 \$	11 538 \$	10 386 \$	10 426 \$	9 354 \$	9 490 \$	9 820 \$	8 693 \$	8 156 \$	8 957 \$
Valeurs mobilières	3 075	3 281	2 669	2 195	1 962	2 166	2 461	2 179	1 654	1 320	1 037
Biens achetés en vertu de conventions de vente (1)	651	1 163	1 078	893	1 169	568	366	237	206	91	–
Dépôts à des banques	482	831	824	726	750	983	891	792	454	296	396
	14 671	17 307	16 109	14 200	14 307	13 071	13 208	13 028	11 007	9 863	10 390
Frais d'intérêt											
Dépôts	5 709	8 712	9 057	7 636	7 732	6 548	7 115	7 362	5 477	4 995	5 868
Autres passifs	1 405	1 688	1 429	1 161	1 172	1 139	1 126	792	761	567	322
Débitures subordonnées	406	410	344	286	339	384	322	335	290	263	272
	7 520	10 810	10 830	9 083	9 243	8 071	8 563	8 489	6 528	5 825	6 462
Revenu net d'intérêt	7 151	6 497	5 279	5 117	5 064	5 000	4 645	4 539	4 479	4 038	3 928
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691	760	575	380	570	580	820	1 750	2 050
	6 086	5 378	4 588	4 357	4 489	4 620	4 075	3 959	3 659	2 288	1 878
Revenus autres que d'intérêt											
Commissions sur le marché financier	1 866	1 523	1 538	1 028	918	1 172	764	434	567	456	356
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540	1 106	752	606	368	362	345	414	387
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860	651	605	404	319	286	278	101	82
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756	688	664	690	701	681	661	649	654
Revenus tirés des fonds communs de placement	723	692	624	556	537	354	241	190	202	64	37
Revenus sur cartes	285	290	420	362	305	332	282	278	258	203	183
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	277	300	299	243	218	211	165	140	134	107	115
Revenus tirés des activités d'assurance	255	263	151	174	113	102	70	104	100	61	32
Revenus tirés des activités de banque d'affaires	240	206	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Commissions de crédit	223	237	212	189	183	169	153	156	156	152	152
Revenus tirés de la titrisation	172	125	104	220	226	9	–	–	–	–	–
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	(95)	(128)	(11)	28	343	37	107	17	49	169	14
Gains tirés de désinvestissements	–	445	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	647	399	187	246	133	202	96	90	113	75	90
	8 579	8 155	6 680	5 491	4 997	4 288	3 266	2 738	2 863	2 451	2 102
Frais autres que d'intérêt											
Ressources humaines	6 263	5 696	4 695	4 096	3 688	3 427	2 933	2 581	2 675	2 386	2 170
Frais d'occupation	788	716	570	564	508	559	507	473	500	593	476
Matériel	752	713	664	677	585	605	492	506	460	473	382
Communications	790	679	695	699	665	587	523	461	450	377	372
Honoraires	419	411	267	274	286	228	165	147	113	86	88
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	252	80	70	66	63	38	38	48	35	19
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	1 160	1 138	646	761	712	602	509	469	415	465	410
	10 244	9 641	7 628	7 141	6 510	6 071	5 167	4 675	4 661	4 415	3 917
Bénéfice net avant impôts	4 421	3 892	3 640	2 707	2 976	2 837	2 174	2 022	1 861	324	63
Charge d'impôts	1 415	1 350	1 412	974	1 128	1 106	795	741	655	(5)	(65)
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	3 006	2 542	2 228	1 733	1 848	1 731	1 379	1 281	1 206	329	128
Part des actionnaires sans contrôle	108	107	20	8	76	77	49	23	37	29	21
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$	1 725 \$	1 772 \$	1 654 \$	1 330 \$	1 258 \$	1 169 \$	300 \$	107 \$
Dividendes sur actions privilégiées	98	135	134	157	145	131	144	164	168	154	123
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 800 \$	2 300 \$	2 074 \$	1 568 \$	1 627 \$	1 523 \$	1 186 \$	1 094 \$	1 001 \$	146 \$	(16)\$
Bénéfice (perte) par action											
Non dilué	4,16 \$	3,58 \$	3,42 \$	2,50 \$	2,64 \$	2,46 \$	1,89 \$	1,74 \$	1,59 \$	0,23 \$	(0,03)\$
Dilué	4,12	3,55	3,40	2,48	2,58	2,42	1,89	1,74	1,59	0,23	(0,03)

(1) Pour l'exercice 1992, les montants relatifs aux biens achetés en vertu de conventions de vente sont inclus dans les prêts.

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Actions privilégiées											
Solde au début	1 990 \$	2 001 \$	1 973 \$	2 110 \$	1 757 \$	1 725 \$	1 962 \$	2 233 \$	2 215 \$	1 572 \$	1 636 \$
Émissions	–	250	–	296	300	–	–	–	–	612	–
Rachetées aux fins d'annulation	(464)	(295)	–	(393)	–	–	(236)	(267)	–	–	(99)
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	–	(3)	–	(9)	(7)	–	–	–	–	(11)	–
Gain ou perte de change	(11)	37	28	(31)	60	32	(1)	(4)	18	42	35
Solde à la fin	1 515	1 990	2 001	1 973	2 110	1 757	1 725	1 962	2 233	2 215	1 572
Actions ordinaires											
Solde au début	6 959	3 074	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908	2 724
Émissions	233	4 009	109	192	18	69	–	–	–	–	184
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	(1)	(12)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Achetées aux fins d'annulation	(152)	(112)	(98)	(52)	–	(38)	(34)	–	–	–	–
Solde à la fin	7 039	6 959	3 074	3 063	2 923	2 905	2 874	2 908	2 908	2 908	2 908
Bénéfices non répartis											
Solde au début (1)	9 311	8 314	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 839	3 041	3 421
Bénéfice net	2 898	2 435	2 208	1 725	1 772	1 654	1 330	1 258	1 169	300	107
Dividendes – actions privilégiées	(98)	(135)	(134)	(157)	(145)	(131)	(144)	(164)	(168)	(154)	(123)
actions ordinaires	(1 022)	(897)	(689)	(588)	(543)	(469)	(418)	(371)	(364)	(364)	(361)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées	(612)	(397)	(562)	(281)	–	(160)	(136)	–	–	–	–
Frais d'émission, déduction faite des impôts s'y rapportant	(4)	(9)	(4)	(7)	–	–	(1)	(5)	–	–	(3)
Solde à la fin	10 473	9 311	8 314	7 495	6 803	5 719	4 825	4 194	3 476	2 823	3 041
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts s'y rapportant											
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente (2)	202	190	(56)	(85)	56	283	349	126	–	–	–
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(54)	(38)	(36)	(38)	(34)	(29)	(23)	(20)	(12)	(16)	(15)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(127)	(190)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	(293)	(17)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(272)	(55)	(92)	(123)	22	254	326	106	(12)	(16)	(15)
Capitaux propres à la fin	18 755 \$	18 205 \$	13 297 \$	12 408 \$	11 858 \$	10 635 \$	9 750 \$	9 170 \$	8 605 \$	7 930 \$	7 506 \$
Bénéfice global, déduction faite des impôts s'y rapportant											
Bénéfice net	2 898 \$	2 435 \$	2 208 \$	1 725 \$	1 772 \$	1 654 \$	1 330 \$	1 258 \$	1 169 \$	300 \$	107 \$
Autres éléments du bénéfice global											
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente (2)	12	246	29	(141)	(227)	(66)	223	126	–	–	–
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(59)	473	(2)	(205)	164	129	(12)	(23)	96	(4)	16
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	43	(475)	4	201	(169)	(135)	9	15	(92)	3	(12)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme FAS 133	–	60	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(50)	(250)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux des trésorerie	113	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Obligation additionnelle au titre des charges de retraite	(276)	(17)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total du bénéfice global	2 681 \$	2 472 \$	2 239 \$	1 580 \$	1 540 \$	1 582 \$	1 550 \$	1 376 \$	1 173 \$	299 \$	111 \$

(1) Les bénéfices non répartis au début de 1994 ont été augmentés de 16 millions de dollars en raison de l'adoption de la norme FAS 109, *Accounting for Income Taxes*.

(2) Depuis 1995, la Banque applique la norme FAS 115, *Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities*.

Profil de risque

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Prêts à intérêts non comptabilisés											
Au début	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$	2 376 \$	2 944 \$	4 424 \$	7 582 \$	7 056 \$	3 924 \$
Montant net des ajouts (retraits)	1 280	1 912	813	743	628	81	384	(255)	(1 128)	1 643	3 639
Radiations et ajustements	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)	(638)	(952)	(1 225)	(2 030)	(1 117)	(507)
À la fin	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$	2 376 \$	2 944 \$	4 424 \$	7 582 \$	7 056 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations	1,3 %	1,4 %	1,0 %	1,1 %	1,3 %	1,2 %	1,8 %	2,4 %	3,7 %	6,2 %	6,5 %
Provision cumulative pour pertes sur créances											
Provisions cumulatives spécifiques attribuées	894 \$	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$	932 \$	1 091 \$	1 439 \$	1 962 \$	2 667 \$	1 867 \$
Provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays	–	31	28	34	40	436	444	930	940	1 107	1 383
Provision cumulative générale attribuée (1)	1 169	1 185	863	790	s.o.						
Total des provisions cumulatives attribuées (1)	2 063	2 167	1 638	1 610	s.o.						
Provision cumulative non attribuée (1)	251	225	337	290	s.o.						
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$	2 235 \$	2 669 \$	3 202 \$	4 324 \$	3 575 \$
Répartition de la provision cumulative											
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 203 \$	2 278 \$	1 871 \$	1 884 \$	2 026 \$	1 769 \$	1 875 \$	2 003 \$	2 559 \$	4 255 \$	3 575 \$
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	109	109	98	–	–	–	–	–	–	–	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	2	5	6	16	40	30	34	–	–	–	–
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	–	–	–	–	–	319	326	666	643	69	–
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$	2 235 \$	2 669 \$	3 202 \$	4 324 \$	3 575 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,2 %	1,3 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %	1,4 %	1,6 %	2,2 %	3,5 %	3,3 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,3	1,6	2,1	3,4	3,3
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés, en excluant les pays en développement	96	93	112	112	103	94	77	60	52	52	41
Provision pour pertes sur créances											
Provisions spécifiques attribuées	1 065 \$	1 049 \$	571 \$	530 \$	555 \$	330 \$	470 \$	580 \$	1 070 \$	1 775 \$	2 025 \$
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(80)	–	(300)	–	–	(250)	(300)
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.							
Total de la provision attribuée (3)	1 043	1 254	644	s.o.							
Provision non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.							
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$	380 \$	570 \$	580 \$	820 \$	1 750 \$	2 050 \$
Provisions spécifiques attribuées, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,60 %	0,61 %	0,36 %	0,34 %	0,36 %	0,23 %	0,37 %	0,48 %	0,88 %	1,64 %	1,90 %
Provisions spécifiques attribuées, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,50	0,52	0,31	0,30	0,31	0,21	0,36	0,46	0,84	1,60	1,90
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,60	0,65	0,43	0,49	0,37	0,27	0,45	0,48	0,67	1,61	1,93
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,50	0,55	0,38	0,43	0,32	0,24	0,43	0,46	0,65	1,58	1,93
Radiations nettes	1 259 \$	940 \$	677 \$	958 \$	692 \$	528 \$	1 001 \$	1 105 \$	1 979 \$	1 187 \$	547 \$
En pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,71 %	0,55 %	0,42 %	0,62 %	0,45 %	0,37 %	0,79 %	0,91 %	1,63 %	1,09 %	0,51 %

(1) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998, 750 millions en 1997, 700 millions en 1996, 300 millions en 1995, 300 millions en 1994, 550 millions en 1993 et 325 millions en 1992. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes. Les montants des exercices antérieurs à 1999 ne reflètent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) Au cours de l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres a été reclassée aux Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(3) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999, 100 millions en 1998, 50 millions en 1997, 400 millions en 1996, néant en 1995, (250) millions en 1994, 225 millions en 1993 et 325 millions en 1992. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Ratios de rendement											
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,6 %	16,6 %	19,3 %	15,3 %	17,6 %	18,3 %	15,7 %	16,2 %	16,8 %	2,4 %	(0,3)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse (1)	17,0	18,6	20,2	15,9	18,3	19,1	16,2	16,8	17,6	3,0	–
Rendement de l'actif	0,78	0,73	0,78	0,64	0,68	0,69	0,65	0,68	0,70	0,21	0,08
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	0,75	0,69	0,73	0,58	0,62	0,64	0,58	0,59	0,60	0,10	(0,01)
Marge nette d'intérêt (2)	1,93	1,97	1,87	1,91	1,95	2,10	2,28	2,49	2,72	2,88	2,93
Revenus autres que d'intérêt, en pourcentage des revenus bruts	54,4	55,5	55,7	51,6	49,5	46,0	41,1	37,4	38,7	37,4	34,5
Soldes moyens et données hors bilan en fin d'exercice											
Moyennes											
Actif (3)	371 700 \$	331 600 \$	284 100 \$	270 000 \$	261 500 \$	239 800 \$	205 200 \$	183 900 \$	166 700 \$	142 500 \$	136 200 \$
Prêts et acceptations	177 464	172 136	159 957	155 635	154 954	142 349	126 849	121 069	121 741	108 562	106 376
Dépôts	242 269	221 419	196 066	184 796	178 688	166 249	147 391	136 686	133 550	114 835	108 609
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 880	13 899	10 725	10 268	9 255	8 303	7 543	6 749	5 964	6 052	6 313
Total des capitaux propres	18 562	15 935	12 703	12 481	11 227	10 044	9 488	8 942	8 233	8 116	7 938
Biens administrés (4)	1 365 900	1 342 500	1 175 200	967 800	829 200	783 300	522 100	407 700	346 800	274 300	
Biens sous gestion (4)	90 800	100 000	92 300	81 600	73 400	67 700	51 200	40 400	39 100	33 100	
Ratios de capital (Canada) (5)											
Capital de première catégorie	15 380 \$	14 851 \$	13 567 \$	12 026 \$	11 593 \$	10 073 \$	9 037 \$	8 421 \$	7 660 \$	6 910 \$	6 740 \$
Capital total	21 012	20 171	19 044	16 698	16 480	14 705	12 069	11 913	11 525	10 941	10 483
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	165 559	171 047	158 364	149 078	157 064	147 672	128 163	121 350	120 158	117 043	114 298
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	9,4 %	7,3 %	7,1 %	6,2 %	5,8 %	6,0 %	5,8 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %
Ratio du capital de première catégorie	9,3	8,7	8,6	8,1	7,4	6,8	7,0	6,9	6,4	5,9	5,9
Ratio du capital total	12,7	11,8	12,0	11,2	10,5	10,0	9,4	9,8	9,6	9,3	9,2
Ratios de capital (É.-U.) (6)											
Capital de première catégorie	13 992 \$	13 817 \$	12 409 \$	11 334 \$	10 796 \$	9 556 \$	8 740 \$	8 612 \$	7 660 \$	6 910 \$	6 740 \$
Capital total	19 624	19 137	17 898	15 991	15 990	14 666	12 245	12 399	11 525	10 941	10 483
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	164 930	171 188	158 594	149 537	157 720	149 392	128 804	120 593	120 158	117 043	114 298
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,5 %	9,5 %	7,2 %	7,0 %	6,1 %	5,8 %	6,0 %	5,9 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %
Ratio du capital de première catégorie	8,5	8,1	7,8	7,6	6,8	6,4	6,8	7,1	6,4	5,9	5,9
Ratio du capital total	11,9	11,2	11,3	10,7	10,1	9,8	9,5	10,3	9,6	9,3	9,2
Information sur les actions ordinaires											
Actions en circulation (en milliers)											
À la fin de l'exercice	665 257	674 021	602 398	617 768	617 581	616 671	621 059	628 310	628 310	628 310	628 310
Moyenne (non dilué)	672 571	641 516	606 389	626 158	617 324	617 812	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086
Moyenne (dilué)	679 153	647 216	609 865	632 305	633 626	632 052	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086
Dividendes par action	1,52 \$	1,38 \$	1,14 \$	0,94 \$	0,88 \$	0,76 \$	0,67 \$	0,59 \$	0,58 \$	0,58 \$	0,58 \$
Valeur comptable par action	25,91	24,06	18,75	16,89	15,81	14,29	12,77	11,47	10,14	9,10	9,44
Cours de l'action – Haut (7)	58,89	53,25	48,88	42,13	46,10	38,23	22,20	15,69	15,94	14,44	14,50
Bas (7)	45,05	41,60	27,25	29,65	28,75	22,00	14,88	12,94	12,57	11,00	10,75
À la clôture	54,41	46,80	48,30	31,73	35,55	37,68	22,15	15,07	14,19	13,63	12,07
Ratio cours/bénéfice (8)	12,6	13,4	11,2	14,5	14,5	12,4	9,8	8,2	9,0	–	–
Rendement des actions (9)	2,9 %	2,9 %	3,0 %	2,6 %	2,4 %	2,5 %	3,6 %	4,1 %	4,1 %	4,6 %	4,6 %
Ratio de distribution (10)	37	39	33	37	33	31	35	34	36	–	–
Renseignements divers											
Employés (11)	59 549	57 568	49 232	51 891	51 776	48 816	46 205	49 011	49 208	52 745	49 628
Guichets automatiques bancaires	4 486	4 548	4 517	4 585	4 317	4 248	4 215	4 079	3 948	3 981	3 828
Unités de service											
Au Canada	1 311	1 317	1 333	1 410	1 422	1 453	1 493	1 577	1 596	1 731	1 661
À l'étranger (12)	807	724	306	99	106	105	103	105	97	95	83

(1) Le rendement des capitaux propres selon la comptabilité de caisse est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

(3) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.

(4) Les montants antérieurs à 1996 sont présentés au 30 septembre. Les soldes des biens administrés et des biens sous gestion ne sont pas présentés pour la période précédant 1993.

(5) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée conformément aux PCGR du Canada.

(6) Établi selon les lignes directrices fournies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée conformément aux PCGR des États-Unis.

(7) Cours intrajournaliers – haut et bas.

(8) Moyenne des cours extrêmes des actions ordinaires divisée par le bénéfice par action dilué. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.

(9) Dividendes sur actions ordinaires divisés par la moyenne des cours extrêmes.

(10) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.

(11) Selon l'équivalent de travail à plein temps.

(12) Les unités de service à l'étranger comprennent les succursales, les centres d'affaires spécialisés, les bureaux de représentation et les agences.

Sommaire des résultats trimestriels

	2002				2001			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages; selon l'équivalent imposable)								
État consolidé des résultats								
Revenu net d'intérêt	1 818 \$	1 770 \$	1 732 \$	1 871 \$	1 772 \$	1 715 \$	1 569 \$	1 473 \$
Provision pour pertes sur créances	(235)	(216)	(328)	(286)	(425)	(236)	(210)	(248)
Revenus autres que d'intérêt	2 103	2 101	2 189	2 186	2 265	1 963	1 940	1 987
Frais autres que d'intérêt	(2 601)	(2 515)	(2 519)	(2 609)	(2 636)	(2 598)	(2 263)	(2 144)
Charge d'impôts	(325)	(391)	(338)	(401)	(268)	(380)	(383)	(351)
Part des actionnaires sans contrôle	(28)	(27)	(26)	(27)	(28)	(28)	(29)	(22)
Bénéfice net	732 \$	722 \$	710 \$	734 \$	680 \$	436 \$	624 \$	695 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (1)	749 \$	738 \$	724 \$	751 \$	803 \$	518 \$	674 \$	726 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	749 \$	738 \$	724 \$	751 \$	564 \$	664 \$	674 \$	615 \$
Bénéfice par action (2)								
Non dilué	1,06 \$	1,04 \$	1,02 \$	1,05 \$	0,95 \$	0,60 \$	0,96 \$	1,09 \$
Dilué	1,05	1,02	1,01	1,04	0,94	0,60	0,95	1,08
Dilué (selon la comptabilité de caisse) (1)	1,07	1,05	1,03	1,07	1,12	0,72	1,03	1,13
Dilué (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	1,07	1,05	1,03	1,07	0,78	0,94	1,03	0,96
Ratios de rendement								
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,3 %	16,1 %	16,8 %	17,1 %	15,7 %	10,8 %	19,2 %	21,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (1)	16,7	16,5	17,1	17,5	18,6	13,1	20,8	23,0
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	16,7	16,5	17,1	17,5	12,9	17,0	20,8	19,3
Rendement de l'actif	0,76	0,78	0,78	0,79	0,78	0,50	0,78	0,89
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	0,73	0,75	0,76	0,77	0,74	0,46	0,74	0,85
Marge nette d'intérêt (3)	1,89	1,91	1,91	2,03	2,03	1,98	1,97	1,89
Revenus autres que d'intérêt, en pourcentage des revenus bruts	53,6	54,3	55,8	53,9	56,1	53,4	55,3	57,4
Bilan consolidé								
Actif								
Liquidités et valeurs mobilières	116 646 \$	111 203 \$	110 105 \$	103 920 \$	98 616 \$	95 684 \$	87 408 \$	83 634 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	34 938	33 373	30 503	35 870	25 101	26 453	21 713
Prêts hypothécaires résidentiels	72 842	70 641	70 118	69 438	67 444	66 499	64 559	63 418
Prêts aux particuliers	31 956	32 222	32 292	31 600	32 511	32 264	29 713	30 573
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 774	4 445	4 338	4 283	4 128	4 862	4 961
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 811	64 187	63 602	64 285	66 939	65 111	59 989	60 328
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 218)	(2 338)	(2 345)	(2 278)	(2 173)	(1 951)	(1 947)
Autres actifs	60 135	61 789	49 650	56 661	59 098	48 288	47 910	44 131
	381 932 \$	377 536 \$	361 247 \$	358 400 \$	362 483 \$	334 902 \$	318 943 \$	306 811 \$
Passif et capitaux propres								
Dépôts – au Canada	142 959 \$	138 801 \$	139 125 \$	139 862 \$	140 558 \$	138 095 \$	141 000 \$	135 093 \$
Dépôts – à l'étranger	102 081	107 239	98 626	96 410	95 129	87 226	73 506	71 213
Autres passifs	109 708	103 791	96 181	95 035	100 251	82 917	81 117	78 133
Débitures subordonnées	6 960	7 318	7 245	7 340	6 861	6 649	6 992	6 447
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 469	1 444	1 466	1 440	1 479	1 453	1 481	1 453
Capitaux propres	18 755	18 943	18 604	18 313	18 205	18 562	14 847	14 472
	381 932 \$	377 536 \$	361 247 \$	358 400 \$	362 483 \$	334 902 \$	318 943 \$	306 811 \$
Principaux soldes moyens et données hors bilan								
Moyennes								
Actif	382 200 \$	367 400 \$	371 100 \$	366 400 \$	346 300 \$	344 100 \$	326 900 \$	309 000 \$
Prêts et acceptations	178 004	175 364	177 438	179 128	178 042	173 951	168 600	167 863
Dépôts	248 828	238 647	239 470	242 013	232 928	224 268	215 988	210 238
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 223	17 139	16 770	16 459	16 450	14 596	12 639	11 955
Total des capitaux propres	18 855	18 800	18 445	18 210	18 497	16 725	14 648	13 952
Biens administrés	1 365 900	1 413 100	1 442 800	1 426 600	1 342 500	1 271 800	1 198 700	1 242 800
Biens sous gestion	90 800	94 200	96 200	103 300	100 000	110 500	110 400	112 500
Provision pour pertes sur créances								
Provisions spécifiques attribuées	235 \$	216 \$	328 \$	286 \$	425 \$	236 \$	210 \$	178 \$
Provision générale attribuée	(15)	4	–	(11)	108	–	–	97
Total de la provision attribuée	220	220	328	275	533	236	210	275
Provision non attribuée	15	(4)	–	11	(108)	–	–	(27)
Total	235 \$	216 \$	328 \$	286 \$	425 \$	236 \$	210 \$	248 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,27 %	1,32 %	1,41 %	1,52 %	1,36 %	1,23 %	1,18 %	1,03 %
Ratios de capital (Canada)								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	10,2 %	10,0 %	9,8 %	9,4 %	9,5 %	8,0 %	7,6 %
Capital de première catégorie	9,3	9,1	9,0	8,8	8,7	9,3	8,8	8,3
Capital total	12,7	12,7	12,6	12,3	11,8	12,3	12,3	11,5
Ratios de capital (É.-U.)								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,5 %	10,3 %	10,0 %	9,8 %	9,5 %	9,5 %	8,1 %	7,7 %
Capital de première catégorie	8,5	8,5	8,4	8,1	8,1	8,5	8,4	8,0
Capital total	11,9	12,0	11,9	11,6	11,2	11,6	11,9	11,1
Information sur les actions ordinaires								
Actions en circulation (en milliers)								
À la fin	665 257	671 671	673 860	673 596	674 021	683 312	616 516	616 209
Moyenne (non diluée)	668 868	673 787	673 751	674 465	681 758	658 296	616 365	608 824
Moyenne (diluée)	676 010	680 712	680 336	679 729	687 334	663 996	621 907	614 686
Dividendes par action	0,40 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,36 \$	0,36 \$	0,36 \$	0,33 \$	0,33 \$
Valeur comptable par action	25,91	25,71	25,13	24,70	24,06	23,87	20,82	20,26
Cours de l'action ordinaire – Haut (4)	57,55	58,89	57,07	52,45	53,25	51,50	51,25	52,80
Bas (4)	48,80	45,05	46,36	46,81	41,60	42,80	42,42	45,10
À la clôture	54,41	53,45	54,97	50,00	46,80	50,96	42,95	48,20
Rendement des actions	3,0 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	3,0 %	3,1 %	2,8 %	2,7 %
Ratio de distribution	38 %	37 %	37 %	34 %	38 %	62 %	35 %	31 %

(1) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'exclusion de l'incidence des éléments exceptionnels permet d'obtenir le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, le bénéfice par action dilué (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base.

(2) Le bénéfice par action de l'exercice ne correspond pas nécessairement au total des trimestres.

(3) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de la moyenne de l'actif.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

Revue financière

selon les PCGR du Canada

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent Rapport annuel et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons

des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui réglementent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Analyse par la direction

Nous évaluons notre rendement selon les résultats déclarés (c.-à-d. tels qu'ils sont déclarés dans nos états financiers consolidés dressés selon les principes comptables généralement reconnus – les « PCGR » – du Canada) et selon les résultats de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels). Nous estimons que les éléments exceptionnels ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations inhabituelles; cette distinction est faite afin de ne pas fausser notre analyse des tendances. Les éléments exceptionnels de l'exercice 2001, qui totalisent 230 millions de dollars, sont présentés au tableau 6, à la page 27A. Ils comprennent des gains sur certaines cessions, une charge au titre de la restructuration des services de détail aux États-Unis, des impôts relatifs à ces éléments ainsi qu'une charge d'impôts résultant de l'entrée en vigueur d'une réduction des taux d'imposition. Aucun élément exceptionnel n'a été constaté en 2002. Certaines mesures du bénéfice, telles que le bénéfice de base, ne font pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'elles puissent être comparées aux mesures

semblables présentées par d'autres sociétés. Nos récentes acquisitions aux États-Unis comprennent RBC Centura Banks, Inc. (qui inclut dorénavant Eagle Bancshares, Inc. et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), RBC Liberty Insurance et RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro Corporation). Nous présentons les résultats de base, car cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer les résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation.

L'analyse qui suit, aux pages 22A à 66A, contient des comparaisons par rapport à l'exercice 2001 qui sont généralement établies à partir des chiffres de base de 2001 (c.-à-d. sans tenir compte des éléments exceptionnels présentés à la page 27A). Les états financiers consolidés présentés aux pages 67A à 96A sont dressés conformément aux PCGR du Canada.

La date de clôture de notre exercice est le 31 octobre. Sauf mention contraire, tous les montants figurant dans l'analyse par la direction sont exprimés en dollars canadiens.

Vue générale

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice net (1)	15 %	2 762 \$	2 411 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(230)
Bénéfice net de base	27 %	2 762 \$	2 181 \$

(1) Le bénéfice net de 2001 comprend une charge avant impôts de 246 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27A.

(en dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Bénéfice dilué par action (1)	12 %	3,93 \$	3,52 \$
Incidence des éléments exceptionnels (2)		–	(0,36)
Bénéfice dilué par action de base	24 %	3,93 \$	3,16 \$

(1) Le bénéfice dilué par action de 2001 comprend une charge de 0,38 \$ par action au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Les éléments exceptionnels sont présentés au tableau 6 de la page 27A.

Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessus, le bénéfice net de l'exercice a augmenté de 351 millions de dollars ou 15 % (12 % pour le bénéfice par action). En excluant les éléments exceptionnels de 230 millions de dollars (0,36 \$ l'action) comptabilisés en 2001 et présentés à la page 27A, le bénéfice net de l'exercice a progressé de 581 millions ou 27 %, et le bénéfice par action, de 24 %. En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition de 246 millions de dollars comptabilisé en 2001, le bénéfice net a connu une hausse de 335 millions ou 14 %, et le bénéfice par action a progressé de 0,39 \$ ou 11 % en 2002, comparativement à 2001. Cette croissance de 335 millions de dollars est en grande partie attribuable à une augmentation de 132 millions du bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis (en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition constaté en 2001), à des réductions de coûts après impôts d'environ 165 millions liées à des opérations autres que nos récentes acquisitions aux États-Unis et à une diminution des provisions pour pertes sur créances d'environ 37 millions après impôts.

Le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté de nouvelles normes comptables concernant les regroupements d'entreprises, en vertu desquelles l'écart d'acquisition n'est plus amorti, mais est plutôt soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Par conséquent, nous n'avons pas comptabilisé d'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, tandis qu'en 2001, nous avons comptabilisé un amortissement de l'écart d'acquisition de 246 millions de dollars après impôts (0,38 \$ l'action).

Le bénéfice net découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis s'est chiffré à 180 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à (114) millions l'an dernier [(57) millions en excluant les éléments exceptionnels]. Ce résultat reflète en partie la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (qui représente 105 millions de dollars de

la croissance du bénéfice net). En excluant les éléments exceptionnels et l'amortissement de l'écart d'acquisition, les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une hausse du bénéfice net de 132 millions de dollars, qui reflète principalement l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001 dont la contribution au bénéfice sur une période supplémentaire de sept mois a été comptabilisée en 2002 par rapport à 2001, les synergies découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro (société acquise le 31 octobre 2001) à celles de RBC Dain Rauscher, et le rendement amélioré de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher.

La croissance plus faible du bénéfice par action par rapport à celle du bénéfice net tient au fait que 32 millions d'actions ordinaires supplémentaires étaient en circulation en 2002 par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète surtout l'émission, au troisième trimestre de 2001, d'actions ordinaires relativement à l'acquisition de Centura Banks, Inc., contrebalancée en partie par les rachats d'actions effectués en 2002.

Comme il est indiqué dans le tableau 3 ci-dessous, les revenus aux États-Unis et à l'étranger en 2002 ont représenté 5,8 milliards de dollars ou 37 % du total des revenus, en hausse par rapport à 4,2 milliards ou 28 % en 2001. Les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis ont donné lieu à une croissance des revenus dans ce pays, qui ont représenté 4,3 milliards de dollars ou 27 % du total des revenus, par rapport à 2,8 milliards ou 19 % en 2001.

Le total du bénéfice net aux États-Unis a augmenté pour s'établir à 154 millions de dollars, par rapport à (173) millions en 2001 [(116) millions en excluant les éléments exceptionnels], malgré la hausse des provisions pour pertes sur créances cette année, principalement pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

TABLEAU 3 Bénéfice par secteur géographique

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	2002				2001			
	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger	Total	Au Canada	Aux États-Unis	À l'étranger	Total
Revenu net d'intérêt	5 556 \$	1 262 \$	380 \$	7 198 \$	5 614 \$	485 \$	450 \$	6 549 \$
Autres produits	4 411	3 040	1 111	8 562	4 972	2 355	888	8 215
Revenus bruts	9 967	4 302	1 491	15 760	10 586	2 840	1 338	14 764
Provision pour pertes sur créances	529	440	96	1 065	757	379	(17)	1 119
Frais autres que d'intérêt	5 920	3 676	824	10 420	6 326	2 715	714	9 755
Charge d'impôts (1)	1 432	32	49	1 513	1 537	(81)	23	1 479
Bénéfice net	2 086 \$	154 \$	522 \$	2 762 \$	1 966 \$	(173) \$	618 \$	2 411 \$
Bénéfice net de base (2)	2 086 \$	154 \$	522 \$	2 762 \$	1 679 \$	(116) \$	618 \$	2 181 \$

(1) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.

(2) Excluant les éléments exceptionnels de 2001, lesquels sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels en 2002.

Perspectives

Nous visons une croissance du bénéfice dilué par action de 10 % à 15 %, et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17 % à 19 % pour l'exercice 2003, car nous nous attendons à ce que nos mesures de gestion des coûts donnent lieu à une croissance des charges inférieure à celle des revenus et à ce que les marchés financiers connaissent une certaine reprise en 2003.

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2002, les revenus ont augmenté de 7 %, en raison principalement des récentes acquisitions aux États-Unis. Les revenus d'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels constatés en 2001), ou de base, ont progressé de 10 %, résultat qui reflète aussi en grande partie les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, et ils ont excédé notre objectif de croissance des revenus de base, qui était de 7 % à 10 %. En excluant les acquisitions récentes aux États-Unis, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés. Une analyse détaillée est présentée aux pages 38A à 41A.

Contrôle des coûts

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 7 % et les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (qui excluent les éléments exceptionnels, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention découlant des acquisitions) ont augmenté de 8 %, résultat qui reflète les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant les acquisitions, les charges d'exploitation ont reculé de 5 %. Une description complète est fournie aux pages 42A à 44A.

Excellence de la qualité du crédit

Malgré la détérioration continue du secteur des télécommunications, les provisions pour pertes sur créances et les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé cette année. Le ratio des provisions pour pertes sur créances spécifiques s'est établi à 0,51 % en 2002 (0,49 % en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit), comparativement à 0,53 % en 2001. Au cours de l'exercice, les radiations nettes se sont chiffrées à 0,60 %, par rapport à 0,47 % à l'exercice 2001. Une analyse détaillée et des tableaux sont présentés aux pages 45A à 52A.

Gestion du bilan et du capital

Le total de l'actif se chiffrait à 377 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 17,7 milliards ou 5 % comparativement au 31 octobre 2001. Au 31 octobre 2002, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, par rapport à 8,7 % au 31 octobre 2001. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, par rapport à 11,8 % au 31 octobre 2001. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs à moyen terme (de trois à cinq ans) que nous nous sommes fixés soit 8 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. De plus amples détails sont présentés aux pages 58A à 60A.

Facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs

Maints facteurs, dont un grand nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient faire en sorte que les résultats différeront considérablement de nos attentes. Certains de ces facteurs sont décrits ci-après. D'autres, tels que le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque lié aux activités d'assurance, le risque opérationnel et autres risques sont décrits à la section Gestion du risque qui débute à la page 53A.

De par leur nature même, et comme cela est mentionné dans la « Mise en garde sur les déclarations prospectives », à la page 21A, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, buts, cibles, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Facteurs relatifs à l'industrie et facteurs non liés à notre société

Étant donné que nous sommes une société de services financiers intégrés qui exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, l'environnement économique, le contexte commercial et les marchés financiers propres aux régions géographiques où nous exerçons nos activités influent sur nos revenus et sur notre bénéfice.

Des facteurs tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, la santé des marchés financiers et le terrorisme ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'affaires dans cette région. Par exemple, durant un ralentissement économique caractérisé par une hausse du chômage, une baisse du revenu familial, un recul du bénéfice des sociétés, ainsi qu'une diminution des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, la demande concernant nos prêts et autres produits baissera et la provision pour pertes sur créances augmentera probablement, entraînant par le fait même une baisse du bénéfice. Dans un même ordre d'idées, si le ralentissement actuel des marchés des actions se poursuit ou s'aggrave, il pourrait en résulter une baisse des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduira par un recul des commissions et autres revenus.

Les politiques monétaires de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis influent sur notre bénéfice.

Des variations de la masse monétaire et des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur notre rentabilité. Une baisse des taux d'intérêt se traduira par une diminution du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et par une plus-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Par contre, une hausse des taux d'intérêt donnera lieu à une augmentation du revenu net d'intérêt tiré de notre portefeuille autre que de négociation et à une moins-value de nos principales positions acheteur sur titres exposées au risque de taux d'intérêt. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de ses répercussions possibles sur notre portefeuille autre que de négociation est fournie dans la section sur les activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation, à la page 61A. Une analyse plus détaillée du risque de taux d'intérêt et de son incidence possible sur la valeur de nos principaux titres détenus dans des portefeuilles et exposés à ce risque est présentée dans la section sur les activités de négociation, à la page 55A.

Le degré de concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités peut influencer sur notre rendement.

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises où nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix des produits ou services et les changements apportés aux caractéristiques d'un produit ou service. Les activités d'interdistribution d'une société concurrente peuvent elles aussi avoir des répercussions sur la fidélisation et le maintien de la clientèle. Des entreprises non financières peuvent donner aux consommateurs l'option de payer des factures et de virer des fonds sans avoir recours à des banques. Une telle désintermédiation pourrait entraîner une réduction des commissions.

Des modifications des lois, des règlements et des politiques de réglementation qui régissent les activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation pourraient avoir des répercussions sur nos résultats.

Des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients. Des modifications des lois, des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements dans leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient influencer sur nos résultats en donnant à nos concurrents davantage d'occasions d'offrir des produits et services concurrentiels. Par ailleurs, notre non-respect des lois, règlements ou politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières susceptibles de ternir notre réputation ou de réduire notre bénéfice.

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois, aux règlements et aux politiques de réglementation des territoires où nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais qui auraient une incidence négative sur notre bénéfice.

Facteurs propres à notre société

Notre capacité à mettre en œuvre notre stratégie d'expansion aux États-Unis et d'intégration influera sur notre rendement financier.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion aux États-Unis, nous avons d'abord établi des assises et procédé à des acquisitions touchant principalement les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, l'assurance et la gestion de patrimoine. La deuxième étape vise à effectuer d'autres acquisitions stratégiques, et à accroître nos revenus grâce à une plus grande pénétration du marché, à l'offre de nouveaux produits et services, et à l'accroissement de nos activités de marketing et de vente ainsi que des recommandations auprès des sociétés exerçant leurs activités au sein de nos divers secteurs d'exploitation. La deuxième étape vise également à réaliser des synergies de coûts grâce à l'intégration des services administratifs et généraux de nos unités opérationnelles. Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. De plus, bien que les résultats obtenus jusqu'à présent égalent ou excèdent nos objectifs, rien ne garantit que nous continuerons de réaliser les synergies de coûts prévues au titre des activités d'intégration des sociétés acquises. Notre rendement dépend de notre capacité à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises, mais rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'agir de la sorte.

Nos affaires dépendent de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés.

Notre succès à titre de société de services financiers intégrés dépend dans une mesure importante de notre capacité à attirer et à conserver des employés clés. La concurrence à laquelle se livrent les sociétés du secteur des services financiers est vive. Bien que nos politiques et pratiques soient axées sur le recrutement et le maintien des effectifs et que le taux d'attrition des cadres soit faible, rien ne garantit que nous pourrions continuer d'attirer et de conserver des employés clés.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs incluent les modifications de la politique commerciale; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque Royale du Canada, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs externes et propres à notre société qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que la Banque Royale du Canada peut faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Principales conventions comptables

Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1, aux pages 72A à 75A. Il est parfois nécessaire d'établir, eu égard à certaines conventions, des estimations et des hypothèses pouvant, dans certains cas, concerner des questions de par leur nature incertaines. Ces conventions incluent le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances, la présentation de la juste valeur de certains instruments financiers, la comptabilisation des opérations de titrisation, le calcul des coûts et obligations au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et l'évaluation de l'écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction eu égard à l'existence de pertes probables au titre de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan à la date du bilan. Nous calculons et maintenons une provision cumulative en nous basant sur un examen exhaustif et systématique de nos portefeuilles de prêts et d'engagements hors bilan. Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 73A, notre évaluation porte sur la désignation et l'évaluation des comptes problèmes et sur l'estimation des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Des provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. La direction doit exercer un jugement pour déterminer le montant et la date des paiements prévus. Les pertes liées aux autres portefeuilles de prêts homogènes, à l'exception de celles au titre des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes. Ce montant représente la moyenne du pourcentage de pertes au titre du solde des prêts à intérêts non comptabilisés, et il est basé sur les données historiques et sur le jugement de la direction.

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée comme non productive d'intérêts. L'estimation des pertes liées au portefeuille repose en grande partie sur la qualité du portefeuille et sur la conjoncture. Outre les analyses statistiques effectuées, la direction doit exercer un jugement pour déterminer les facteurs suivants, qui sont appliqués aux modèles utilisés :

- La fréquence prévue des défauts de paiement
- La gravité des pertes
- Les tendances en matière de radiations
- La conjoncture, y compris la durée du cycle actuel

Nous calculons et maintenons une provision cumulative non attribuée qui reflète explicitement les éléments subjectifs et relatifs au jugement porté pour déterminer le risque de crédit et les pertes estimatives qui en résultent. Aux fins du calcul de cette provision, la direction tient compte de la conjoncture et du contexte commercial généraux, des exigences réglementaires, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances eu égard à la qualité et à la concentration du crédit.

Le recours à différentes estimations et hypothèses aux fins du calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances peut donner lieu à des provisions pour pertes sur créances et à des résultats financiers considérablement différents.

Juste valeur des instruments financiers

Nous détenons des actifs et passifs financiers, que nous inscrivons à la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les actifs et passifs de notre portefeuille de négociation et des instruments dérivés. Les justes valeurs de la plupart des instruments financiers de nos portefeuilles sont déterminées en fonction des cours du marché et elles attestent le mieux de la valeur des titres, car elles découlent d'opérations effectuées par deux parties consentantes dans un marché ouvert. La note 21, aux pages 94A et 95A, présente l'information relative à la juste valeur estimative des instruments financiers.

Si les cours du marché présentés relatifs à certains actifs ou passifs ne sont pas disponibles, nous utilisons des modèles d'évaluation financière pour déterminer la juste valeur de ces actifs ou passifs. Une provision est constituée lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Nous constituons aussi une provision au titre du risque lié aux modèles, découlant du fait qu'il peut arriver que la valeur estimative ne reflète pas la valeur réelle en raison de certaines conditions du marché entraînant un stress. Notre unité fonctionnelle de gestion des risques, qui ne participe pas aux activités de négociation des actifs et passifs et qui peut fournir un point de vue indépendant, valide tous les principaux modèles d'évaluation financière. Les modèles d'évaluation financière internes que nous utilisons à des fins comptables font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, et ils sont approuvés par notre unité fonctionnelle de gestion des risques. La direction exerce un jugement à l'égard des hypothèses qui sous-tendent les modèles financiers, et diverses hypothèses pourraient se traduire par des justes valeurs et des résultats financiers considérablement différents.

Comme cela est mentionné à la note 1, à la page 72A, les variations de la juste valeur des actifs et passifs du compte de négociations sont portées au bénéfice. Les réductions de valeur visant à refléter les pertes de valeur durables sont imputées aux résultats. Nous procédons régulièrement à des évaluations afin de déterminer l'existence de pertes de valeur autres que temporaires.

Dans le cas des instruments dérivés, nous déterminons la juste valeur au moyen de diverses méthodes incluant les cours du marché, les valeurs de marché d'instruments analogues, la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs, ainsi que d'autres modèles d'établissement des prix. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix et d'évaluation, nous nous basons, le cas échéant, sur des facteurs de marché externes tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux monétaires, ainsi que la volatilité des prix et des taux relatifs aux options et autres instruments dérivés. Les méthodes, modèles et hypothèses utilisés aux fins de l'établissement des prix et de l'évaluation des instruments dérivés sont subjectifs, et la direction doit exercer un jugement à leur égard. L'utilisation de divers modèles et de diverses méthodes et hypothèses pourrait donner lieu à des justes valeurs et à des résultats financiers considérablement différents.

Titrisation

La titrisation est un processus au moyen duquel nous cédon des prêts et d'autres actifs financiers à une structure d'accueil, qui finance l'acquisition en émettant des titres à des investisseurs. Le rendement qu'obtiennent les investisseurs découle des flux de trésorerie liés aux prêts et aux autres actifs financiers que la structure d'accueil acquiert. Des renseignements détaillés sur nos opérations de titrisation sont présentés à la note 7, à la page 81A. Une analyse de nos transactions avec des structures d'accueil est présentée aux pages 64A et 65A.

Pour calculer le gain ou la perte au titre de nos opérations de titrisation, nous avons recours à des estimations et à des hypothèses concernant notamment les pertes sur créances prévues, les taux de paiement, les taux d'actualisation et la marge excédentaire estimative future. L'utilisation de diverses estimations et hypothèses pourrait se traduire par des résultats considérablement différents.

Prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons à nos employés divers régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite. La note 15 présentée à la page 87A fournit des informations sur nos obligations au titre de ces régimes. Le calcul des obligations au titre de nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs au départ à la retraite et des charges connexes nécessite le recours à des évaluations actuarielles et à des hypothèses. Les hypothèses qui servent habituellement au calcul de ces montants incluent, le cas échéant, les taux de mortalité, le taux de roulement du personnel, les coûts liés aux demandes de prestations futures, les taux d'actualisation, les niveaux de rémunération et de prestations futurs, le rendement de l'actif des régimes et les frais médicaux futurs. Le calcul de la juste valeur de l'actif des régimes se base sur les valeurs de marché, ou sur une approximation des valeurs de marché en ce qui concerne les actifs dont la valeur de marché n'est pas aisément disponible. La direction doit exercer un jugement eu égard aux évaluations actuarielles et au calcul de certaines approximations de la valeur de marché et, par conséquent, l'actif se rapportant aux prestations constatées d'avance (l'obligation) et les charges au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite pourraient différer considérablement si des hypothèses différentes sont utilisées.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Comme il est expliqué à la note 4, à la page 78A, nous avons adopté la norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulée « Écart d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme comptable, l'écart d'acquisition n'est plus amorti mais est plutôt soumis à un test de dépréciation effectué au moins annuellement, au niveau des unités d'exploitation. On détermine s'il y a eu dépréciation en comparant la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. On peut déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation et de ses actifs et passifs à l'aide de diverses méthodes d'évaluation au marché incluant les valeurs à la cote, les flux de trésorerie actualisés et les valeurs de réalisation nettes. Chacune de ces techniques d'évaluation fait l'objet d'hypothèses et d'estimations, et la direction doit exercer un jugement relativement à la méthode d'évaluation et aux hypothèses et estimations. Les jugements exercés et les estimations utilisées aux fins du test de dépréciation de l'écart d'acquisition pourraient se traduire par des résultats considérablement différents.

Profit économique

Nous évaluons notre rendement en mesurant le profit économique généré, en plus d'avoir recours à plusieurs autres mesures du rendement traditionnelles, telles que le bénéfice net, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) de chaque secteur, après déduction du coût du capital utilisé par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse, représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, en excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. Le coût du capital est calculé en appliquant le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le rendement approximatif après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, communément appelée le « capital économique ». Le coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est revu annuellement. En raison du recul du rendement des obligations à long terme depuis la dernière revue, le coût de ces capitaux a été établi de nouveau à la fin du premier semestre et réduit de 12,5 % à 11,5 %. La moyenne du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en 2002 était de 12 %.

Le profit économique ne fait pas l'objet d'une définition normalisée prescrite par les PCGR et il est par conséquent peu probable qu'il puisse être comparé aux mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Nous présentons cependant le profit économique car cette mesure est utilisée par notre haute direction, et cela pourrait aider certains investisseurs à évaluer nos résultats financiers et à analyser les tendances au sein de nos secteurs d'exploitation

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires du point de vue du profit économique, le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) qui est généré doit être supérieur au coût du capital utilisé. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur créée pour les actionnaires au fil du temps; nous croyons qu'il constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. En vue d'accroître le profit économique, il faut :

- augmenter le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) sans immobiliser de capital supplémentaire;
- investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif;
- améliorer l'efficacité globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficaces;
- améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation.

Selon nous, l'analyse du profit économique renforce la gestion des risques, car les capitaux sont affectés aux secteurs d'exploitation en fonction de leur risque de crédit, de leur risque de marché, de leur risque opérationnel et des autres risques. Cette discipline en matière de gestion des risques a permis d'obtenir une croissance contrôlée et de mettre l'accent sur des rendements proportionnés aux risques. De plus, le profit économique favorise la redistribution des ressources aux secteurs plus performants grâce à la réaffectation de ressources attribuées aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 4 ci-après, nous avons enregistré un profit économique de 712 millions de dollars en 2002, en hausse par rapport à 539 millions en 2001. Ce résultat tient au fait que le bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse) a augmenté plus rapidement que le coût des capitaux propres. Le profit économique des secteurs d'exploitation pour les exercices 2002 et 2001 est présenté aux tableaux des pages 28A, 30A, 32A, 34A et 36A.

TABEAU 4 Profit économique (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$	1 600 \$	1 679 \$
Ajustement au titre des éléments exceptionnels (après impôts)	–	(230)	–	102	3
Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (après impôts)	64	282	84	63	62
Bénéfice d'exploitation (selon la comptabilité de caisse)	2 728	2 328	2 224	1 765	1 744
Ressources en capital utilisées	(2 016)	(1 789)	(1 460)	(1 386)	(1 229)
Profit économique (1)	712 \$	539 \$	764 \$	379 \$	515 \$
Croissance du profit économique	32 %	(29)%	102 %	(26)%	8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 809 \$	13 843 \$	10 814 \$	10 264 \$	9 107 \$
Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	12,0 %	12,9 %	13,5 %	13,5 %	13,5 %

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(2) Moyenne de l'exercice.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 5 de la page 27A illustre nos résultats par secteur d'exploitation en 2002. Les résultats de 2001 incluent plusieurs éléments exceptionnels présentés au tableau 6 et décrits ci-après. Il n'y avait aucun élément exceptionnel en 2002.

Les éléments exceptionnels ont majoré le bénéfice net de 230 millions de dollars en 2001. Trois éléments ont généré une hausse des autres produits : un gain de 89 millions de dollars découlant de la formation, en collaboration avec la Banque de Montréal, de la coentreprise Solutions Moneris, qui offre aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit; un gain de 43 millions découlant de la vente des activités liées à l'administration des régimes de retraite collectifs et un gain de 313 millions découlant de la vente de Gestion Placements TR Inc., une société offrant des services de gestion des investissements institutionnels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté en raison d'une charge au titre de la restructuration de 91 millions de dollars liée aux activités d'intégration et aux mesures de réduction des coûts dans le secteur des services de détail aux États-Unis. La charge d'impôts a été majorée de 75 millions de dollars, ce qui reflète la réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés faisant suite à une réduction des taux d'imposition.

Nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation selon l'évaluation de leurs risques de crédit et de marché, de leur risque opérationnel et de leurs autres risques. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur Autres incluent les capitaux affectés aux unités fonctionnelles qui sont présentées dans le secteur Autres, ainsi que tout écart entre le total de nos capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à nos unités fonctionnelles. Au début de 2002, nous avons mis en œuvre certains changements visant à améliorer notre processus d'attribution du capital, et ces changements ont donné lieu à une hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Marchés des Capitaux et à RBC Investissements, ainsi qu'à une baisse des capitaux propres affectés à RBC Banque et à RBC Assurances par rapport à l'an dernier. Toutefois, l'ajout des résultats de RBC Centura Bank pour tout l'exercice en 2002, par rapport à 2001, a donné lieu à une augmentation des capitaux propres affectés à RBC Banque. Le montant des capitaux propres affecté au secteur Autres a augmenté en 2002. Ce résultat tient surtout au fait que les capitaux auto-générés ont éliminé le besoin d'affecter des montants supplémentaires de capitaux propres aux cinq autres secteurs d'exploitation, selon l'évaluation de leur profil de risque. Notre attribution de capital aux secteurs d'exploitation nécessite l'utilisation de diverses hypothèses et le recours au jugement.

RBC Banque a produit un rendement des capitaux propres de 19,1 % et généré 55 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a progressé de 30 % par rapport à 2001, et le bénéfice net de base (soit le bénéfice net moins les éléments exceptionnels présentés au tableau 6), de 266 millions de dollars ou 21 %, comme cela est mentionné à la page 28A. Cette amélioration reflète en partie la hausse du bénéfice de base tiré des acquisitions effectuées aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura, acquise le 5 juin 2001, et RBC Mortgage), qui s'est chiffré à 195 millions de dollars par rapport à 21 millions (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) l'an dernier.

RBC Assurances a produit un rendement des capitaux propres de 15,7 % et généré 4 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 12 % par rapport à 2001, comme il est mentionné à la page 30A. RBC Liberty Insurance (acquise le 1^{er} novembre 2000) a déclaré une perte nette de 18 millions de dollars en 2002, comparativement à une perte de 5 millions (bénéfice net de 8 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) en 2001.

RBC Investissements a produit un rendement des capitaux propres de 11,0 % et généré 12 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 33 %, et le bénéfice net de base a progressé de 104 millions de dollars ou 44 %, comme il est mentionné à la page 32A. RBC Dain Rauscher (acquise le 10 janvier 2001) a réalisé un profit de 3 millions de dollars en 2002, comparativement à une perte de 73 millions [(33) millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition] l'an dernier.

RBC Marchés des Capitaux a produit un rendement des capitaux propres de 10 % et généré 15 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a connu une hausse de 24 %, et le bénéfice net de base a progressé de 15 %, comme il est mentionné à la page 34A.

RBC Services Internationaux a produit un rendement des capitaux propres de 28,4 % et généré 6 % de notre bénéfice net en 2002. Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, de 8 %, comme il est mentionné à la page 36A.

Le secteur Autres a produit un rendement des capitaux propres de 24,4 % et généré 8 % de notre bénéfice net en 2002. Ses résultats de 2001 sont présentés à la note 3 de la page 77A. Les gains tirés de la titrisation de prêts hypothécaires ont contribué à la croissance du bénéfice.

TABLEAU 5 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action et les pourcentages)	2002							2001	
	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (1)	Total	De base	Déclaré
Revenu net d'intérêt	5 576 \$	223 \$	371 \$	553 \$	137 \$	338 \$	7 198 \$	6 549 \$	6 549 \$
Autres produits	2 073	285	3 274	2 112	820	(2)	8 562	7 770	8 215
Revenus bruts	7 649	508	3 645	2 665	957	336	15 760	14 319	14 764
Provision pour pertes sur créances	626	–	(1)	465	10	(35)	1 065	1 119	1 119
Frais autres que d'intérêt	4 528	437	3 146	1 627	668	14	10 420	9 664	9 755
Charge d'impôts	937	(46)	157	135	108	74	1 365	1 216	1 340
Part des actionnaires sans contrôle	8	–	–	–	–	100	108	107	107
Majoration au montant imposable équivalent	19	–	–	21	–	–	40	32	32
Bénéfice net	1 531 \$	117 \$	343 \$	417 \$	171 \$	183 \$	2 762 \$	2 181 \$	2 411 \$
Bénéfice net									
En pourcentage du total	55 %	4 %	12 %	15 %	6 %	8 %	100 %	100 %	100 %
Croissance par rapport à l'exercice précédent	30 %	(12)%	(33)%	24 %	(35)%	n.s.	15 %		6 %
Croissance de base par rapport à l'exercice précédent	21 %	(11)%	44 %	15 %	(8)%	n.s.	27 %	(4)%	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,1 %	15,7 %	11,0 %	10,0 %	28,4 %	24,4 %	15,8 %	14,8 %	16,4 %
Profit économique (2)	599 \$	27 \$	(17)\$	(76)\$	98 \$	81 \$	712 \$	539 \$	539 \$
Bénéfice dilué par action							3,93 \$	3,16 \$	3,52 \$

(1) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation, selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments exceptionnels et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels), après déduction d'une charge au titre du coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

n.s. non significatif

TABLEAU 6 Éléments exceptionnels ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 2001 (1)

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les montants par action)	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres (2)	Total
Autres produits							
Gain à la formation de la coentreprise Solutions Moneris	– \$	– \$	– \$	– \$	89 \$	– \$	89 \$
Gain à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite	7	–	36	–	–	–	43
Gain à la vente de Gestion Placements TR	–	–	313	–	–	–	313
	7	–	349	–	89	–	445
Frais autres que d'intérêt							
Frais de restructuration des activités bancaires aux États-Unis	91	–	–	–	–	–	91
Incidence totale (avant impôts)	(84)	–	349	–	89	–	354
Charge d'impôts							
Charge (économie) liée aux éléments ci-dessus	(33)	–	70	–	12	–	49
Modification des taux d'imposition	33	(2)	5	28	–	11	75
Incidence totale (après impôts)	(84)\$	2 \$	274 \$	(28)\$	77 \$	(11)\$	230 \$
Incidence sur le bénéfice dilué par action							0,36 \$

(1) Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Se rapporte à d'autres activités, lesquelles comprennent principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

RBC Banque

Profil

RBC Banque compte une clientèle de plus de 11 millions de particuliers, de PME et de clients commerciaux du marché milieu de gamme au Canada, aux États-Unis, aux Antilles et aux Bahamas. Nos capacités de distribution comprennent un réseau de succursales, de centres de services aux entreprises et d'autres unités de vente, des planificateurs financiers accrédités, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet. Nous offrons une vaste gamme de services financiers, notamment des comptes de dépôt, des fonds de placement et des fonds communs de placement, des services de planification financière et des conseils financiers, des cartes de crédit et de débit, des prêts aux entreprises et aux particuliers, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux.

Profil de l'industrie

Au Canada, les services bancaires aux particuliers et aux entreprises sont une industrie en pleine maturité que dominent les cinq principales banques canadiennes, bien que la concurrence soit intense et que la présence d'entreprises de services spécialisés s'accroisse dans des domaines tels que celui des cartes de crédit. Le marché aux États-Unis est plus segmenté; de nombreux marchés régionaux sont cependant marqués par une forte concurrence. Un grand nombre de banques ont élargi leur champ d'activité afin d'offrir des produits de placement ainsi que des conseils financiers et des services de planification financière aux clients nantis ainsi qu'à d'autres clients ciblés. À notre avis, les facteurs de réussite essentiels incluent la prestation aux clients de produits et services distincts et le maintien de mesures de gestion rigoureuses des dépenses, des risques de crédit et des risques opérationnels.

Nos forces

- Expérience en gestion des relations avec la clientèle, conjuguée à nos importants moyens de communication avec les clients et à une force de vente spécialisée
- Marque de services bancaires de détail bien établie au Canada
- Gamme de produits et services et capacités de distribution physiques et autres complètes par rapport à celles des entreprises de services spécialisés
- Ratio le plus élevé de pénétration des ménages pour ce qui est des services aux particuliers et part de marché la plus importante des banques canadiennes eu égard aux services aux entreprises
- L'une des premières parmi les cinq grandes banques canadiennes pour ce qui est du ratio d'efficacité
- Capacités d'intégration des sociétés acquises aux États-Unis

Notre stratégie

Notre objectif est de nouer des relations d'affaires rentables avec chaque client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise, en offrant des services personnalisés à nos clients en Amérique du Nord tout en réduisant les coûts, et en gérant efficacement le risque et le capital.

Nous comptons atteindre nos objectifs au moyen des stratégies suivantes :

- Assurer une croissance solide des revenus au Canada en maximisant le maintien de notre clientèle, en intensifiant les rapports avec la clientèle, en saisissant les occasions liées au transfert de patrimoine entre les générations et en exploitant nos capacités en matière de services de planification financière et de conseils financiers.
- Créer une expérience distincte pour les clients, fournir des services d'un niveau et d'une valeur supérieurs personnalisés en fonction des besoins de chaque segment de la clientèle, de manière à fidéliser cette dernière et à nous différencier clairement de la concurrence.
- Accélérer la croissance des revenus et du bénéfice aux États-Unis grâce à l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis et à l'établissement d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure.
- Renforcer le processus de gestion et d'atténuation des risques au moyen de l'utilisation effective de la technologie, de capacités améliorées de prestation de services à peu de frais et de processus de gestion rigoureux des risques de crédit, des risques opérationnels, et des risques eu égard à la réglementation et à la conformité.
- Intégrer les plateformes en augmentant les recommandations et le coût-efficacité à l'échelle de RBC au Canada et aux États-Unis.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt au Canada augmentent en 2003 et prévoyons que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts s'atténuera. Ces facteurs, conjugués à une augmentation raisonnable des prêts, devraient avoir des incidences favorables sur la croissance des revenus de nos secteurs d'exploitation au Canada. Aux États-Unis, nous prévoyons que l'ouverture de nouvelles succursales ainsi que l'acquisition d'Eagle Bancshares en juillet 2002 et d'Admiralty Bancorp, Inc. (qui devrait être conclue en janvier 2003) auront des répercussions positives sur nos revenus. Nous nous attendons également à ce que les synergies de coût tirées de l'acquisition d'Eagle Bancshares durant tout l'exercice contribuent à la croissance du bénéfice net de RBC Centura. À la lumière de nos activités continues de compression des coûts et de gestion des risques de crédit et des risques opérationnels, ainsi que d'une reprise économique, nous prévoyons une solide croissance du bénéfice de ce secteur.

Rendement financier

Le bénéfice net a progressé de 30 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net de base, de 266 millions de dollars, ou 21 %. Le bénéfice tiré des acquisitions effectuées par le secteur aux États-Unis a augmenté pour se chiffrer à 195 millions de dollars en 2002, par rapport à (36) millions l'an dernier ou à 21 millions en excluant les frais liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001 (73 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition comptabilisé en 2001). La hausse du bénéfice aux États-Unis reflète l'acquisition de Centura Banks le 5 juin 2001, les réductions de coûts au titre des activités d'intégration et la croissance des revenus. Le bénéfice net de base en excluant les acquisitions effectuées aux États-Unis a connu une hausse de 7 % en raison de la poursuite des activités de gestion des coûts. Le rendement des capitaux propres de base a progressé pour s'établir à 19,1 % en 2002 par rapport à 18,2 %, malgré l'augmentation des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en raison des acquisitions effectuées aux États-Unis et de l'augmentation du volume d'activités.

Les revenus ont augmenté de 431 millions de dollars ou 6 % par rapport à 2001, résultat qui reflète la contribution de RBC Centura (y compris RBC Mortgage) et l'acquisition d'Eagle Bancshares conclue le 22 juillet 2002. Les revenus tirés des acquisitions effectuées aux États-Unis ont progressé de 617 millions de dollars en 2002. En excluant ces revenus, les revenus du secteur ont reculé de 3 % en raison de marges de taux d'intérêt plus étroites et de volumes de prêts plus faibles.

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 139 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, et le ratio d'efficacité a diminué de 160 points de base, les revenus ayant augmenté plus rapidement que les charges. Les frais autres que d'intérêt de base (qui excluent des frais de 91 millions de dollars liés aux activités de restructuration dans le secteur des services de détail aux États-Unis en 2001) ont progressé de 230 millions ou 5 %. Une tranche de 330 millions de dollars de la croissance des charges de base est imputable aux acquisitions effectuées aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les charges de base ont reculé de 3 % en raison de nos activités continues de gestion des coûts.

Le total de la provision pour pertes sur créances a reculé de 14 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout du portefeuille de prêts aux entreprises. Les prêts douteux nets ont diminué de 92 millions de dollars, résultat qui reflète l'amélioration des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	4 %	5 576 \$	5 349 \$
Autres produits	11	2 073	1 869
Revenus bruts	6	7 649	7 218
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	(5)	626	662
Provision générale attribuée et provision générale non attribuée	n.s.	–	70
Total	(14)	626	732
Frais autres que d'intérêt (1)	3	4 528	4 389
Bénéfice net avant impôts	19	2 495	2 097
Charge d'impôts	4	937	900
Part des actionnaires sans contrôle	(20)	8	10
Majoration au montant imposable équivalent	217	19	6
Bénéfice net	30	1 531 \$	1 181 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	195 \$	(36) \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	600 p.b.	55 %	49 %
Rendement des capitaux propres	220 p.b.	19,1 %	16,9 %
Profit économique	45	599 \$	412 \$
Marge nette d'intérêt	(18)p.b.	3,56 %	3,74 %
Ratio d'efficacité	(160)p.b.	59,2 %	60,8 %
Ratio d'efficacité de l'exploitation (2)	(50)p.b.	59,0 %	59,5 %
Actif moyen	9 %	156 500 \$	143 100 \$
Moyenne des prêts et des acceptations	6	142 800	134 900
Moyenne des dépôts	10	122 900	111 400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16	7 800	6 700
Résultats de base (3)			
Revenus bruts	6	7 649	7 211
Frais autres que d'intérêt	5	4 528	4 298
Bénéfice net	21	1 531	1 265
Bénéfice net aux États-Unis	829	195	21
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	19,1 %	18,2 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	n.s.	(305) \$	(213) \$
Radiations nettes	3 %	744	724
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(2)p.b.	0,52 %	0,54 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	–	35 014	34 845

(1) Comprend une charge de 54 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Le ratio d'efficacité et le ratio d'efficacité de l'exploitation sont définis à la page 104.

(3) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A.

Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Exploité au Canada sous la marque RBC Banque Royale, RBC Banque offre des services aux particuliers, aux PME et aux clients du secteur privé dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous offrons à nos clients des capacités de distribution physiques et autres complètes. Nous continuons de perfectionner nos réseaux de distribution, et effectuons notamment des réinvestissements importants eu égard à notre réseau de succursales et à notre effectif, ainsi qu'à nos capacités de services bancaires électroniques.

Nous offrons une vaste gamme de services et de conseils financiers, comme il est détaillé à la rubrique Profil de la page 28A, ainsi que des produits et des conseils d'experts dans des domaines spécialisés tels que les opérations de change et le financement en capital de risque. Nous offrons également aux particuliers et aux entreprises un éventail complet de cartes de crédit Visa, de cartes de débit et de cartes à puce diverses. Par l'intermédiaire de Solutions Moneris, une coentreprise à participations égales créée avec la Banque de Montréal et gérée par l'entremise de RBC Services Internationaux, nous offrons aux marchands des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit ou de débit, qui comprennent notamment la location de terminaux point-de-vente et des services d'opérations électroniques sécurisées en ligne.

Notre objectif est de développer des relations d'affaires rentables avec chaque particulier et avec chaque entreprise, grâce à notre expertise en matière de gestion des relations-clients, de gestion des ventes et de segmentation de la clientèle. Nous accroîtrons nos revenus en offrant à nos clients des produits et services sur mesure, en optimisant les occasions de tirer parti des événements marquants de la vie des clients et en fournissant des services de planification financière et de conseils financiers, de manière à accroître nos relations avec la clientèle en ayant recours à toutes les capacités de RBC.

Nous continuerons de renforcer nos activités de gestion des coûts en optimisant les économies d'échelle découlant de la prestation de services par voie électronique et de l'intégration des plateformes. Nous poursuivrons nos activités de gestion rigoureuse des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de conformité, y compris nos initiatives de gestion des fraudes et nos capacités accrues d'évaluation du crédit par score.

États-Unis

RBC Centura est le principal moteur de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. La société, dont le siège se trouve à Rocky Mount, en Caroline du Nord, fournit des services aux particuliers et aux entreprises du sud-est des États-Unis. RBC Centura comprend également RBC Mortgage, une société de montage de prêts hypothécaires située à Chicago, et RBC Builder Finance, une société de financement de Houston qui offre des services aux constructeurs d'habitations et aux promoteurs immobiliers. RBC Centura a pris de l'expansion en 2002 et acquis Eagle Bancshares, une société qui compte 14 succursales dans la région métropolitaine d'Atlanta, en Géorgie. RBC Centura a également annoncé la signature d'une convention de fusion définitive avec Admiralty Bancorp, une société qui exploite actuellement dix succursales en Floride. L'opération devrait être conclue en janvier 2003.

Nos priorités aux États-Unis sont les suivantes :

- l'accroissement de notre présence dans le sud-est des États-Unis au moyen d'acquisitions ciblées et d'une stratégie d'expansion visant la création et l'acquisition de succursales;
- la création rapide d'une plateforme pouvant prendre de l'envergure afin de soutenir la croissance;
- le lancement accéléré de programmes de vente et de marketing;
- l'expansion de secteurs d'activité nationaux choisis, tels que le financement aux constructeurs d'habitations et les prêts hypothécaires résidentiels;
- l'exploitation des synergies découlant de l'intégration fonctionnelle et des occasions d'interdistribution au sein de toutes les plateformes de RBC.

Antilles et Bahamas

La division des Antilles et des Bahamas, qui exploite ses activités sous la marque RBC Royal Bank of Canada, fournit une vaste gamme de produits et de services bancaires aux particuliers et aux entreprises des Bahamas, de la Barbade, des îles Caïmans et des Petites Antilles par l'intermédiaire d'un réseau de succursales et de guichets automatiques.

Faits saillants financiers par division

Les revenus tirés des activités au pays ont reculé de 196 millions de dollars ou 3 % par rapport à 2001. Ce résultat tient principalement au fait que la pression exercée sur les écarts relatifs aux dépôts de base s'est poursuivie et que les volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises ont diminué. Ces baisses ont largement contrebalancé la hausse des prêts hypothécaires résidentiels et des soldes de dépôts, ainsi qu'une marge nette d'intérêt plus élevée sur les prêts hypothécaires et les cartes de crédit. Les soldes de prêts hypothécaires ont progressé, car les faibles taux d'intérêt ont favorisé les achats de maisons. Les soldes de dépôts ont augmenté et les volumes de prêts ont diminué, résultats qui reflètent l'incertitude des consommateurs et des entreprises eu égard à la conjoncture et aux marchés financiers.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(3)%	6 110 \$	6 306 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	5	68 200	64 800
Moyenne des prêts aux particuliers	(4)	23 600	24 500
Moyenne des dépôts des particuliers	2	74 400	72 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	(8)	32 700	35 600
Moyenne des dépôts des entreprises	9	30 500	28 100
Moyenne des soldes de cartes	3	6 200	6 000
Volumes des achats sur cartes	2	26 700	26 300
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	29 716	29 554
de guichets automatiques	(2)	4 151	4 236
de succursales	(1)	1 117	1 125
de clients en ligne	23	2 311 915	1 876 358

Les revenus ont augmenté de 617 millions de dollars, en raison principalement de l'inscription des résultats de RBC Centura sur tout l'exercice en 2002, par rapport à cinq mois en 2001, ainsi que de l'apport d'Eagle Bancshares depuis le 22 juillet 2002. L'augmentation de la moyenne des soldes reflète principalement l'ajout des résultats de RBC Centura pour tout l'exercice. L'importante croissance des activités de montage de prêts hypothécaires et des volumes de prêts de RBC Mortgage traduit le grand nombre d'activités de refinancement découlant des taux d'intérêt favorables.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	91 %	1 296 \$	679 \$
Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels	81	2 900	1 600
Moyenne des prêts aux particuliers	154	3 300	1 300
Moyenne des dépôts des particuliers	121	8 600	3 900
Moyenne des prêts aux entreprises et des acceptations	121	8 600	3 900
Moyenne des dépôts des entreprises	93	5 400	2 800
Moyenne des soldes de cartes	-	100	100
Volumes des achats sur cartes	100	400	200
Montages de prêts hypothécaires (en milliards de dollars)	50	33,7	22,5
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1	4 181	4 126
de guichets automatiques	7	275	258
de succursales (1)	1	245	242
de clients en ligne	18	89 434	75 887

(1) Exclut 252 bureaux de représentation de RBC Mortgage et de RBC Builder Finance en 2002 (264 bureaux de représentation en 2001).

Les revenus ont progressé de 10 millions de dollars ou 4 % par rapport à 2001, grâce à la vente de biens immobiliers aux îles Caïmans, laquelle a représenté environ la moitié de l'augmentation.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	4 %	243 \$	233 \$
Nombre :			
d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	(4)	1 117	1 165
de guichets automatiques	11	60	54
de succursales	10	43	39

RBC Assurances

Profil

Exploité sous la marque RBC Assurances, le secteur offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance des créanciers et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile, de même que des services de réassurance, à plus de cinq millions de clients au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyage, une équipe de vente interne et des services sur Internet.

Profil de l'industrie

L'industrie de l'assurance au Canada, qui compte plus de 100 sociétés d'assurance vie et plus de 200 sociétés d'assurances IARD, génère près de 60 milliards de dollars en primes annuelles. Nos activités aux États-Unis sont concentrées dans le secteur de l'assurance vie, un secteur à la fois concurrentiel et segmenté qui regroupe plus de 1 200 sociétés nationales et régionales. Plusieurs multinationales, ainsi qu'un certain nombre de sociétés offrant des services spécialisés, exercent leurs activités au sein de l'industrie de la réassurance à l'échelle internationale.

Nous notons l'existence de tendances clés dans tous nos secteurs d'exploitation, incluant des activités de regroupement, un accroissement des règlements gouvernementaux, une variation des occasions de distribution, une convergence des produits d'assurance et des produits de placement, ainsi qu'un accroissement des activités de mondialisation.

Nos forces

- Une gamme diversifiée de produits conçus pour répondre aux besoins d'un grand nombre de clients
- Une multitude de réseaux de distribution soutenus par une infrastructure solide et des compétences en matière de vente
- Une marque bien établie. En notre qualité de membre de RBC Groupe Financier, nous avons accès à une vaste gamme de services financiers, de réseaux de distribution et de clientèles
- Une position de tête dans divers marchés de l'assurance au Canada, y compris les marchés de l'assurance voyage et de l'assurance vie individuelle

Notre stratégie

Notre objectif est d'accroître nos activités en offrant un vaste éventail de produits et services au moyen de multiples réseaux de distribution au Canada et dans des marchés choisis aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Pour ce faire, nous visons :

- à nous assurer que le plus grand nombre possible de clients de RBC ont établi des relations avec RBC Assurances;
- à cibler des activités de réassurance qui soutiennent et améliorent la rentabilité globale de nos activités d'assurance;
- à poursuivre notre expansion aux États-Unis en utilisant et en augmentant la capacité de notre plateforme existante, en pénétrant de nouveaux marchés et en nous concentrant sur des initiatives menées à l'échelle des diverses plateformes de RBC;
- à établir une plateforme intégrée de services d'assurance en Amérique du Nord en optimisant les synergies découlant des activités transfrontalières, le cas échéant, y compris l'implantation de systèmes administratifs et technologiques communs.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis, qui devrait avoir une incidence favorable sur nos activités d'assurance en 2003. Nous nous attendons à enregistrer une solide croissance des revenus de tous nos secteurs d'exploitation, en raison de l'expansion dans de nouveaux marchés dont il est fait mention dans notre stratégie, ainsi que de l'acquisition imminente de Business Men's Assurance Company of America (BMA), une société américaine qui offre des produits d'assurance vie. L'acquisition de BMA est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres modalités de clôture habituelles. Nous prévoyons que les réductions de coûts attribuables aux synergies découlant des activités transfrontalières contribueront elles aussi à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net s'est chiffré à 117 millions de dollars, en baisse de 12 % par rapport à l'an dernier. La chute des taux d'intérêt et la faiblesse des marchés des actions ont eu des répercussions négatives sur les résultats en 2002. RBC Liberty Insurance a déclaré une perte de 18 millions de dollars, comparativement à une perte de 5 millions (bénéfice net de 8 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition) en 2001. La baisse du bénéfice de RBC Liberty Insurance est en grande partie imputable à l'augmentation du nombre de polices rachetées et à la diminution du bénéfice tiré des services d'impartition. En excluant RBC Liberty Insurance, le bénéfice net de base a diminué de 1 %.

Le rendement des capitaux propres de base a augmenté pour s'établir à 15,7 %, par rapport à 14,8 % en 2001, en raison de la baisse des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, reflétant la modification de la méthode d'attribution du capital aux activités d'assurance.

Les primes ont augmenté de 12 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la contribution de RBC Liberty Insurance, et les revenus ont progressé de 6 %, résultat qui reflète la croissance des activités de réassurance. RBC Liberty Insurance a présenté des résultats sur une période de 13 mois en 2002, comparativement à une période de onze mois en 2001, son exercice ayant été modifié afin de le faire correspondre au nôtre, passant du 30 septembre au 31 octobre. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont connu une hausse de 8 %, et les revenus ont reculé de 1 %.

Les charges ont progressé de 62 millions de dollars ou 17 %, en raison surtout des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois et d'une augmentation des effectifs, contrebalancés en partie par la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année. En excluant les résultats de RBC Liberty Insurance sur cette période supplémentaire de deux mois, les charges ont augmenté de 7 %.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	12 %	2 023 \$	1 812 \$
Autres produits			
Primes acquises	14	1 767	1 548
Commissions/Autres	(16)	109	130
Moins : Prestations versées relativement aux polices	19	1 253	1 054
Moins : Coûts d'acquisition des polices	(3)	338	350
Revenu net d'intérêt	4	285	274
	8	223	206
Revenus bruts	6	508	480
Frais autres que d'intérêt (1)	17	437	375
Bénéfice net avant impôts	(32)	71	105
Charge d'impôts	n.s.	(46)	(28)
Bénéfice net	(12)%	117 \$	133 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(250)	(6)\$	4 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(200)p.b.	4 %	6 %
Rendement des capitaux propres	70 p.b.	15,7 %	15,0 %
Profit économique	(10)%	27 \$	30 \$
Actif moyen	6	5 600	5 300
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(12)	700	800
Résultats de base (2)			
Bénéfice net	(11)	117	131
Rendement des capitaux propres	90 p.b.	15,7 %	14,8 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	2 %	2 641	2 583

(1) Comprend une charge de 13 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

Stratégie par division

Assurance vie

Notre division de l'assurance vie offre aux particuliers et aux entreprises une vaste gamme de produits individuels et collectifs d'assurances vie et maladie au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance et de rétrocession de contrats d'assurance vie à l'intention des entreprises situées partout dans le monde.

Au Canada, nos produits d'assurances vie et maladie sont distribués au moyen d'un réseau regroupant plus de 7 000 courtiers indépendants, plus de 550 agents exclusifs et une unité de vente directe. Aux États-Unis, la société Liberty Life Insurance Company, dont le siège est à Greenville, en Caroline du Sud, offre des produits d'assurances vie et maladie par l'entremise d'une équipe de vente exclusive qui compte plus de 600 agents; la société offre aussi des produits sélectionnés par l'intermédiaire de réseaux de vente directe.

Notre objectif est de poursuivre le développement de nos activités d'assurance vie grâce à l'élargissement de notre clientèle et à l'expansion de notre gamme de produits et de services, ainsi qu'à l'amélioration de nos réseaux de distribution.

Assurances de dommages

Notre secteur d'assurance de dommages comprend les assurances habitation, automobile et voyage, ainsi que les produits de réassurance IARD; elles sont offertes aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que sur certains marchés à l'étranger.

Au Canada, nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance automobile et habitation aux particuliers, aux groupes d'employés et à certains groupes d'affinité, par l'intermédiaire de réseaux de vente directe et de transactions effectuées en personne. Les produits d'assurance voyage, qui sont vendus par l'entremise d'agents de voyage, d'Internet et de banques au Canada, comprennent l'assurance annulation, l'assistance médicale à l'étranger et l'assurance bagages.

Nous participons au secteur de la réassurance IARD en assumant une part du risque lié aux polices d'assurance de biens établies par d'autres sociétés d'assurances. La plupart de nos activités dans ce secteur nous proviennent de sociétés d'assurances situées aux États-Unis et en Europe.

Notre objectif est d'accroître les activités de cette division en continuant d'intensifier nos activités d'assurances habitation et automobile au pays, en pénétrant de nouveaux marchés de l'assurance voyage et en gérant efficacement notre portefeuille de réassurance IARD.

Activités liées aux services tarifés

Nous participons à un certain nombre d'autres activités d'assurance clés et d'activités connexes qui génèrent des revenus provenant des services tarifés. Ces activités comprennent les services d'assistance aux voyageurs, les services de réassurance structurés, l'administration des programmes d'assurance des créanciers bancaires et un réseau de distribution exclusif.

Nos services d'assistance aux voyageurs et d'aide en cas d'urgence comprennent la coordination de la prestation de soins médicaux et de services d'évacuation et de transport aux clients aux prises avec une urgence durant un voyage. Nos services de réassurance structurés procurent des solutions qui aident les entreprises à mieux gérer le risque financier.

Aux États-Unis, nos activités liées aux services tarifés comprennent notamment des services d'impartition et des systèmes logiciels et administratifs offerts par l'entremise de Liberty Insurance Services Corporation (LIS). L'unité d'impartition des processus d'affaires de LIS fait la prestation de services comme la prise ferme, la facturation et le recouvrement ainsi que le traitement des demandes de règlement pour près de quatre millions de polices administrées. L'unité des solutions logicielles met au point des applications sur le Web servant à l'administration des assurances vie et maladie, des rentes et de la réassurance. Ensemble, ces unités possèdent plus de 200 sites clients et sont au service de sociétés d'assurances nationales, étrangères et multinationales partout dans le monde.

Notre but est de continuer à tirer profit de notre infrastructure et de notre technologie déjà en place et d'améliorer les programmes existants afin de faire progresser les activités de cette division.

Faits saillants financiers par division

Les primes attribuables aux activités d'assurance vie ont augmenté de 10 % en 2002, en partie en raison de l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période de 13 mois en 2002, à savoir une période supplémentaire de deux mois par rapport à 2001. En excluant les résultats de cette période supplémentaire de deux mois, les primes ont progressé de 5 %, résultat qui reflète la solidité continue des activités au Canada et des activités de réassurance. La baisse du revenu de placement imputable aux faibles taux d'intérêt et l'augmentation du nombre de rachats de polices chez RBC Liberty Insurance ont contribué au recul de 7 % des revenus.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	10 %	1 529 \$	1 393 \$
Revenus bruts	(7)	362	388
Actif moyen	2	4 400	4 300
Nombre :			
De polices d'assurances vie et maladie en vigueur au Canada (en milliers)	11	2 930	2 645
De polices d'assurance-vie en vigueur aux États-Unis (en milliers)	(11)	2 325	2 600
De biens sous gestion aux États-Unis	(2)	367	375
D'agents aux États-Unis	(4)	690	718

Les revenus tirés des assurances de dommages ont progressé en 2002, en raison principalement du rendement accru de nos activités de réassurance IARD et d'assurance voyage. En 2001, les revenus tirés de ces activités avaient subi l'incidence défavorable des demandes de règlement liées aux événements tragiques survenus au World Trade Center.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	14 %	413 \$	363 \$
Revenus bruts	80	45	25
Actif moyen	-	700	700
Nombre :			
De polices d'assurance des particuliers en vigueur – assurances habitation et automobile (en milliers)	37	93	68
De couvertures – assurance voyage (en milliers)	(7)	2 339	2 510

L'augmentation importante des primes est attribuable à la hausse des primes tirées des services de réassurance structurés, qui a contrebalancé la croissance plus faible enregistrée par nos divisions de services d'impartition aux États-Unis. La hausse des revenus reflète le rendement accru des activités de réassurance structurée et l'inscription des résultats de RBC Liberty Insurance sur une période supplémentaire de deux mois. Notre réseau des agences a grossi considérablement en 2002, en raison des investissements accrus dans notre réseau de distribution exclusif.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Primes	45 %	81 \$	56 \$
Revenus bruts	51	101	67
Actif moyen	67	500	300
Nombre :			
D'agents – Réseau des agences	22	554	455
D'appels – Services d'assistance (en milliers)	(3)	681	699
De polices administrées aux États-Unis (en milliers)	(6)	4 100	4 342

RBC Investissements

Profil

RBC Investissements offre aux particuliers au Canada, aux États-Unis et à l'étranger les services suivants : courtage traditionnel et à écart, planification financière, services-conseils en matière de placement, services fiduciaires, services bancaires de gestion privée, et produits et services de gestion des placements. Les produits et les services sont offerts au moyen du réseau de succursales de RBC Banque Royale au Canada, des bureaux de RBC Investissements, des succursales de RBC Dain Rauscher aux États-Unis, des bureaux de gestion privée et d'autres emplacements situés partout au monde. Ils sont également offerts par Internet et par téléphone. En septembre 2002, nous avons restructuré certains réseaux de distribution au Canada et établi une structure de gestion unique, de manière à mieux servir nos clients en leur offrant des solutions complètes et intégrées.

Profil de l'industrie

La gestion du patrimoine est un secteur hautement concurrentiel au sein duquel plusieurs grandes entreprises et petits établissements spécialisés offrent leurs produits et services aux clients fortunés et jouissant d'un avoir net élevé. Un grand nombre de ces entreprises ont récemment élaboré des stratégies afin d'attirer la clientèle ayant un avoir net élevé. La volatilité des marchés et la hausse des coûts liés à la gestion des risques propres au secteur ont entraîné une variation de la rentabilité de certaines de ces entreprises et incité un certain nombre d'entre elles à modifier leur façon de procéder. Les regroupements effectués au sein de l'industrie des fonds communs de placement n'ont pas eu de répercussions importantes sur l'environnement concurrentiel, car toutes les entreprises du secteur continuent d'accroître leurs réseaux de distribution. De plus fortes pressions s'exercent sur les services de courtage à escompte en raison de la baisse des volumes de transactions, de la conjoncture et du fait que les clients ont recours à des services non productifs de revenus tels que des services de recherche, de cotation et de calcul en ligne de la composition de l'actif.

Nos forces

- Gestion des relations avec la clientèle par un personnel expérimenté et au moyen d'applications technologiques
- Capacité d'offrir aux clients les produits et services dont ils ont besoin pour répondre à leurs objectifs financiers
- Multiples réseaux de distribution à la convenance des clients
- Accès à toute la clientèle de RBC
- Solutions axées sur des stratégies de placement données et sur la tolérance au risque des clients

Notre stratégie

Nous visons à devenir, à l'échelle internationale, le principal prestataire de solutions de placement personnalisées et exhaustives aux particuliers, et à aligner ces solutions sur les besoins des clients et sur les marchés où nous offrons nos services.

Au Canada :

- Aligner les réseaux de distribution et les types de services sur les besoins et préférences des clients.
- Établir des relations permanentes et intergénération avec les clients en leur offrant des produits et services axés sur leurs besoins liés aux diverses étapes de la gestion de leur patrimoine.

Aux États-Unis :

- Assurer notre croissance en élargissant et en approfondissant nos relations avec nos clients existants, ainsi qu'en effectuant des acquisitions ciblées au fil du temps, de manière à accroître notre part du marché et l'envergure de nos activités.

À l'échelle internationale :

- Fournir des services spécialisés à nos clients situés partout au monde.
- Offrir des solutions et fournir des conseils et des options au sein d'un environnement commercial international de plus en plus transparent.

Perspectives pour 2003

Nous prévoyons qu'il faudra attendre au troisième trimestre de 2003 pour constater une confiance accrue des investisseurs et une amélioration du rendement des marchés financiers, et nous nous attendons par conséquent à une croissance modeste des revenus en 2003. Les mesures de compression des coûts devraient nous aider à faire en sorte que la croissance des charges demeure inférieure à celle des revenus. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis devraient reculer d'environ 40 millions de dollars en 2003, résultat qui contribuera à la croissance du bénéfice net.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 33 %, et le bénéfice net de base a progressé de 44 %. La croissance du bénéfice net de base est attribuable à l'augmentation du bénéfice de RBC Dain Rauscher, ainsi qu'à la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année (un amortissement de l'écart d'acquisition de 107 millions de dollars a été constaté en 2001). Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est établi à 3 millions de dollars en 2002, par rapport à une perte de 73 millions l'an dernier (perte de 33 millions en excluant l'amortissement de l'écart d'acquisition). L'amélioration du bénéfice net de RBC Dain Rauscher s'est produite malgré la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention, et elle reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001 (dont les activités ont depuis lors été intégrées à celles de RBC Dain Rauscher) ainsi qu'une solide croissance de sa division des services à revenu fixe. En excluant RBC Dain Rauscher, le bénéfice net de base a augmenté de 9 %, en raison surtout de la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002. Le rendement des capitaux propres est demeuré dans l'ensemble inchangé par rapport à l'an dernier, en excluant le gain tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc.

Le rendement des capitaux propres de base a diminué pour s'établir à 11,0 %, par rapport à 12,2 %, en raison surtout d'un montant supplémentaire de 1,2 milliard de dollars en capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affecté à ce secteur en 2002. Une tranche de 700 millions de dollars de l'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires concerne l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro, et la tranche restante est en grande partie attribuable aux changements apportés au processus d'attribution du capital pour tenir compte du risque opérationnel lié à ce secteur d'exploitation.

Les revenus ont connu une hausse de 12 % par rapport à 2001, ou 26 % en excluant les éléments exceptionnels de 2001. La croissance des revenus reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et les résultats solides de la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher. En excluant la croissance des revenus de 875 millions de dollars de RBC Dain Rauscher, les revenus de base ont reculé de 6 % en raison du faible volume des transactions effectuées par les clients en 2002.

Les charges ont augmenté de 25 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'acquisition de Tucker Anthony Sutro et la hausse des frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions effectuées aux États-Unis, qui sont passés de 88 millions de dollars en 2001 à 107 millions, dont une tranche de 45 millions est imputable à Tucker Anthony Sutro. La part de RBC Dain Rauscher de la croissance des charges en 2002 s'est chiffrée à 774 millions de dollars. En excluant RBC Dain Rauscher, les charges ont reculé de 9 %, résultat qui reflète la suppression de l'amortissement de l'écart d'acquisition cette année, l'augmentation des charges en 2001 découlant de la moins-value de 38 millions de l'écart d'acquisition lié à Connor Clark, ainsi que notre gestion efficace des charges.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(4)%	371 \$	385 \$
Autres produits	14	3 274	2 861
Revenus bruts	12	3 645	3 246
Provision pour pertes sur créances		(1)	2
Provisions spécifiques attribuées	(150)	(1)	2
Total	(150)	(1)	2
Frais autres que d'intérêt (1)	25	3 146	2 507
Bénéfice net avant impôts	(32)	500	737
Charge d'impôts	(30)	157	224
Bénéfice net	(33)%	343 \$	513 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(2)\$	(81)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque		12 %	21 %
Rendement des capitaux propres	(900)p.b.	11,0 %	27,2 %
Profit économique	(1 620)p.b.	(17)\$	101 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	67	3 000	1 800
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	26	3 645	2 897
Bénéfice net	44	343	239
Rendement des capitaux propres	(120)p.b.	11,0 %	12,2 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	14 %	12 001	10 512

(1) Comprend une charge de 107 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Canada

Planification financière

La nouvelle plateforme de services de planification financière est exploitée en collaboration avec RBC Banque. Ce groupe offre des services aux clients des succursales dont les actifs pouvant être investis excèdent 50 000 \$, et dont une partie doit être placée dans des fonds communs de placement et dans des biens sous gestion. Il se compose de 1 100 planificateurs financiers et de 550 planificateurs en matière de placements et de retraite touchant des commissions, qui sont également des planificateurs financiers et des vendeurs autorisés de fonds communs de placement.

Groupe Courtage Canada et International

Ce groupe inclut notre division des services aux particuliers (services de courtage traditionnel) et RBC Actions en Direct (services de courtage à escompte) et il s'adresse aux investisseurs ayant besoin de solutions financières exhaustives fournies par des conseillers, et aux investisseurs autonomes. Les services sont offerts par plus de 1 420 conseillers en placement et plus de 180 représentants en placement, et ils sont également fournis par téléphone et par Internet. Le groupe inclut en outre le Groupe conseils internationaux, dont les employés situés au Canada et à l'étranger servent une clientèle internationale. Notre objectif vise à maintenir notre position sur le marché canadien, en continuant d'accroître et d'améliorer nos relations avec les clients.

RBC Gestion Privée Globale – Canada

Nos groupes de conseils privés, de services fiduciaires aux particuliers et de gestion privée offrent des services aux clients ayant un avoir net élevé, ainsi que des services de gestion des relations aux clients qui désirent obtenir des solutions élaborées. Ce groupe travaille en collaboration avec RBC Gestion Privée Globale (l'unité internationale) de manière à s'assurer que nous pouvons servir les clients dont les intérêts se trouvent au Canada et à l'étranger. Au Canada, les services sont offerts par 60 conseillers en placement, 80 administrateurs fiduciaires et 200 banquiers privés situés partout au pays.

Gestion mondiale d'actifs

Cette unité inclut RBC Gestion Mondiale des Investissements et RBC Fonds, la deuxième société de fonds communs de placement en importance au Canada. Nous gérons des actifs de plus de 40 milliards de dollars placés dans des fonds communs de placement et des caisses communes, ainsi que d'autres actifs de nos clients. Nous offrons des produits de gestion des placements exclusifs et gérés par des tiers et fournissons des services-conseils, par l'intermédiaire de RBC Banque Royale, des activités de distribution de RBC Investissements ainsi que par l'entremise de distributeurs externes, aux particuliers et aux clients institutionnels situés au Canada et à l'étranger. Notre gamme de fonds communs de placement et d'autres produits de mise en commun comprend un vaste choix de solutions de placement, notamment des fonds du marché monétaire, des fonds à revenu fixe, des fonds équilibrés et des fonds d'actions canadiennes, américaines et internationales, ainsi que d'autres produits de placement. Notre objectif de 2003 est de poursuivre la stratégie mise en œuvre en 2001 afin d'élargir les réseaux de distribution des services de gestion de placements et des produits de fonds communs de placement. Cette stratégie a donné lieu à une augmentation de 12 % de notre part du marché canadien des fonds communs de placement au cours des deux dernières années.

États-Unis

RBC Dain Rauscher

RBC Dain Rauscher comprend une filiale de services de courtage traditionnel située à Minneapolis et une division de services à revenu fixe. RBC Dain Rauscher prévoit élargir ses activités en rehaussant et en approfondissant ses relations avec ses clients existants grâce à sa compréhension des besoins des clients et de la rentabilité potentielle de ces relations. Elle compte par ailleurs se concentrer sur les occasions susceptibles d'accroître notre part de marché et l'envergure de nos activités dans nos marchés existants. L'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro, une société de Boston, a été menée à terme en 2002 et fait de RBC Dain Rauscher la neuvième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis, qui offre des services aux particuliers dans tout le pays par l'entremise de près de 2 000 conseillers financiers, et comporte une division de services à revenu fixe comptant 280 spécialistes des services de banque d'affaires, représentants et courtiers servant une clientèle institutionnelle et des clients de détail à l'échelle du pays.

À l'échelle internationale

RBC Gestion Privée Globale

Cette unité à vocation internationale offre des services de gestion privée, des services fiduciaires et des services-conseils en matière de placement à des clients qui disposent d'un avoir net élevé, dans plus de 100 pays. Notre objectif est d'offrir des services spécialisés aux clients ayant un avoir net élevé et des actifs supérieurs à 1 million de dollars. En 2003, nous comptons augmenter nos revenus en optimisant les capacités de gestion des relations avec la clientèle au sein du groupe en considérant des acquisitions possibles en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, et en établissant des alliances dans les marchés où nous exerçons déjà des activités. L'ajout de services de gestion des investissements non exclusifs nous permettra d'accroître la valeur des services proposés à nos clients.

Faits saillants financiers par division

Les revenus de RBC Investissements ont progressé de 12 % par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention à la page 32A. La baisse des revenus tirés du Groupe Courtage Canada et International est imputable à la réduction des volumes de transactions et des revenus provenant des services tarifés, qui reflète la faiblesse continue des marchés financiers. Les revenus de Gestion mondiale d'actifs ont reculé de 57 %, car les revenus en 2001 incluaient un gain de 313 millions de dollars tiré de la vente de Gestion Placements TR Inc. ainsi que l'inscription des derniers résultats de cette division sur une période de dix mois.

Revenus

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Groupe courtage			
Canada et International	(9)%	984 \$	1 076 \$
RBC Dain Rauscher (1)	106	1 702	827
RBC Gestion Privée Globale (2)	5	678	643
Gestion mondiale d'actifs (3)	(57)	286	660
Autres (4)	(112)	(5)	40
	12 %	3 645 \$	3 246 \$

- (1) Les revenus de 2002 comprennent ceux de Tucker Anthony Sutro, acquise le 31 octobre 2001.
- (2) Comprend les activités au Canada et à l'étranger ainsi que la Planification financière.
- (3) Les revenus de 2001 comprennent ceux de Gestion Placements TR Inc. jusqu'au 15 août 2001, ainsi qu'un gain de 313 millions de dollars à la vente de Gestion Placements TR Inc.
- (4) Les revenus de 2001 comprennent un gain de 36 millions de dollars à la vente des activités liées aux régimes collectifs de retraite. En excluant ce gain, les revenus de 2001 s'établissent à 4 millions de dollars.

Malgré les difficultés que les marchés financiers ont connues, le Groupe Courtage Canada et International a enregistré une croissance de ses actifs, attribuable principalement aux actifs donnant lieu à des services tarifés. L'augmentation des biens administrés de RBC Gestion Privée Globale découle de l'accroissement des nouvelles affaires, de l'acquisition des actifs de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques et d'une plus-value de 5 % de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Ces augmentations ont largement contrebalancé la diminution des biens administrés de RBC Dain Rauscher imputable au recul des valeurs du marché, ainsi que la baisse prévue par suite de la réduction du nombre de courtiers résultant de la faiblesse des marchés et de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher.

Biens administrés

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers			
Groupe courtage			
Canada et International	3 %	111 340 \$	107 760 \$
RBC Dain Rauscher	(18)	132 930	161 740
RBC Gestion Privée Globale	21	82 390	67 990
	(3)	326 660	337 490
Institutions – RBC Gestion Privée Globale			
	14	69 730	61 010
	(1)%	396 390 \$	398 500 \$

Le recul des biens sous gestion reflète principalement la baisse de valeur des actifs imputable à la faiblesse des marchés financiers. Dans le cadre de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher, nous avons procédé au désinvestissement d'une entreprise de gestion des actifs secondaire acquise dans le cadre de l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Ce désinvestissement a donné lieu à une baisse des biens sous gestion des particuliers. Une tranche importante de l'augmentation des biens sous gestion des institutions découle de l'accumulation de nouveaux actifs réalisée par RBC Gestion Privée Globale et par RBC Dain Rauscher. Les biens sous gestion des fonds communs de placement sont demeurés relativement stables, car la baisse des valeurs du marché a été contrebalancée par le nombre élevé de ventes nettes découlant d'une campagne fructueuse de cotisations aux REER.

Biens sous gestion

(en millions de dollars)	Variation en pourcentage	2002	2001
Particuliers			
Institutions	(23)%	35 660 \$	46 620 \$
Fonds communs de placement	9	18 410	16 940
	(1)	34 230	34 550
	(10)%	88 300 \$	98 110 \$

RBC Marchés des Capitaux

Profil

RBC Marchés des Capitaux offre des services financiers de gros aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux institutions situés en Amérique du Nord, ainsi que des produits choisis dans des industries ciblées à l'échelle internationale. RBC Marchés des Capitaux, dont le siège se trouve à Toronto, possède des centres d'expertise clés à Minneapolis, à New York et à Londres, et des bureaux dans 27 autres villes.

Profil de l'industrie

Le marché canadien des services financiers de gros est un marché établi, et un grand nombre d'entreprises canadiennes cherchent donc des occasions de croissance à l'extérieur de leur marché national, et plus particulièrement aux États-Unis. Plusieurs grandes banques d'investissement mondiales ont une position dominante sur les marchés financiers aux États-Unis, et elles cherchent à se classer dans le quartile supérieur des sociétés inscrites à l'indice S&P 500. Nous sommes toutefois d'avis que des occasions importantes s'offrent aux sociétés de services spécialisés qui cherchent à se classer dans le quartile inférieur de cet indice. La réussite en Amérique du Nord repose sur la capacité de fournir aux clients des solutions innovatrices à valeur ajoutée qui traduisent une bonne compréhension de la société et de l'industrie. Les entreprises reconnues pour leur respect de normes déontologiques élevées bénéficieront d'un nombre croissant de nouvelles occasions d'affaires.

Nos forces

- Quartile supérieur des parts de marché dans presque tous nos secteurs d'activité au Canada
- Réputation établie en tant que principal courtier en valeurs mobilières au Canada, comme en témoigne notre part de marché dominante
- Capacités supérieures de montage et de distribution, comme en témoigne notre classement aux tableaux des preneurs fermes
- Expertise et connaissance des marchés dans de nombreuses industries

Notre stratégie

Nous visons à être reconnus, d'après les classements externes, comme la principale banque de services aux entreprises et de services d'investissement au Canada, et à établir des secteurs d'exploitation intégrés fructueux en Amérique du Nord, tout en continuant d'offrir des services spécialisés à l'échelle internationale.

Les stratégies clés de RBC Marchés des Capitaux incluent les suivantes :

- Au Canada, maintenir notre position de leader en matière de prestation de services traditionnels dans tous nos marchés, en continuant d'optimiser nos relations de longue date avec la clientèle, l'étendue de nos services de négociation, de recherche et de vente, ainsi que notre marque et notre réputation sur les marchés canadiens.
- Aux États-Unis, fournir des solutions à valeur ajoutée en offrant aux clients un vaste choix de portefeuilles de produits par l'entremise d'équipes spécialisées, de manière à développer des activités intégrées en Amérique du Nord. Nous optimiserons nos capacités en matière de recherche et de services-conseils dans des secteurs d'activité ciblés en Amérique du Nord, notamment ceux de l'énergie, de la technologie, des communications, des soins de santé, des produits de grande consommation et des institutions financières de taille moyenne.
- Poursuivre l'expansion de nos services spécialisés à l'échelle internationale en offrant aux clients des solutions personnalisées à valeur ajoutée en matière d'obligations, de fonds du marché monétaire, d'opérations de change, de financement structuré, ainsi que de produits dérivés sur actions et de produits dérivés de crédit.

Perspectives pour 2003

Nous nous attendons à une croissance économique raisonnable au Canada et aux États-Unis ainsi qu'à une reprise modérée des marchés financiers en 2003, et nous prévoyons par conséquent une croissance des revenus modeste en 2003. Nos perspectives tiennent au fait que nous nous attendons à ce que les volumes de transactions, les opérations de fusion et d'acquisition, ainsi que les activités de placement de nouveaux titres et les services de consultation, augmentent pour s'établir à des niveaux plus normaux. Nous avons l'intention de continuer à nous concentrer sur la gestion stratégique de nos coûts et à maintenir un taux de croissance des charges inférieure à celui des revenus. Nous comptons également gérer de façon proactive le risque de crédit lié à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Rendement financier

Le bénéfice net a augmenté de 24 %, et le bénéfice net de base, de 15 %, et les dépenses ont connu une diminution beaucoup plus importante que celle que les revenus ont subie. Le rendement des capitaux propres de base est demeuré pour ainsi dire inchangé par rapport à 2001, et la hausse du bénéfice net a été contrebalancée par un montant supplémentaire de 700 millions de dollars en capitaux propres attribuables aux actionnaires affectés à ce secteur par rapport à l'an dernier, qui reflète les changements apportés à l'attribution du capital eu égard au risque de crédit.

Les revenus ont reculé de 111 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une diminution des revenus provenant des activités de négociation de notre plateforme, qui découle de la faiblesse continue des marchés financiers et du recul des revenus tirés des activités de prêts imputable aux réductions visées eu égard au portefeuille de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont chuté de 177 millions de dollars ou 10 % en raison d'une réduction des effectifs et des frais de rémunération variable. Les frais de rémunération au titre de la rétention se rapportant à l'acquisition de Dain Rauscher Wessels, dont les activités ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux depuis le début de 2002, ont également connu une baisse pour s'établir à 51 millions de dollars, par rapport à 88 millions en 2001.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 58 millions de dollars ou 14 % par rapport à 2001, en raison principalement de certains prêts accordés à des entreprises des secteurs des télécommunications, de la câblodistribution et de l'énergie qui ont été classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés au cours de l'exercice. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par des gains tirés de produits dérivés de crédit connexes, qui ont été comptabilisés à titre d'autres produits. Les prêts douteux nets ont reculé de 22 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les radiations de prêts aux entreprises.

La baisse des impôts sur les bénéfices est attribuable aux réductions de taux dans différents territoires, de même qu'à des impôts sur les bénéfices plus élevés en 2001 en raison d'une charge fiscale spéciale de 28 millions de dollars présentée au tableau 6 de la page 27A.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	29 %	553 \$	430 \$
Autres produits	(10)	2 112	2 346
Revenus bruts	(4)	2 665	2 776
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	14	465	407
Total	14	465	407
Frais autres que d'intérêt (1)	(10)	1 627	1 804
Bénéfice net avant impôts	1	573	565
Charge d'impôts	(35)	135	208
Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent	–	21	21
Bénéfice net	24 %	417 \$	336 \$
Bénéfice net aux États-Unis	n.s.	(40)\$	(77)\$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	100 p.b.	15 %	14 %
Rendement des capitaux propres	70 p.b.	10,0 %	9,3 %
Profit économique	n.s.	(76)\$	(56)\$
Actif moyen	14 %	178 200	156 400
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	3	61 400	59 600
Moyenne des dépôts	12	79 200	70 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21	4 000	3 300
Résultats de base (2)			
Bénéfice net	15	417	364
Rendement des capitaux propres	(10)p.b.	10,0 %	10,1 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	(5)%	390 \$	412 \$
Radiations nettes	120	510	232
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	44 p.b.	0,83 %	0,39 %
Nombre d'employés (selon l'équivalent de travail à plein temps)	(1)%	2 938	2 954

(1) Comprend une charge de 43 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici. n.s. non significatif

Stratégie par division

Services des marchés financiers

Cette division, qui a été créée en novembre 2001, regroupe les activités de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées, ainsi que les services bancaires à la grande entreprise et aux marchés des capitaux. Nous offrons une vaste gamme de produits de crédit et de produits de financement aux entreprises, y compris des services de prise ferme de titres de participation et de créance, des services de conseils et d'exécution en matière de fusions et d'acquisitions, et des services de recherche, de vente et de négociation relativement aux actions cotées.

Au Canada, nous exploiterons nos principales forces – expertise des marchés canadiens; étendue et durabilité de nos relations avec les clients; étendue de nos activités de négociation, de recherche et de vente; réputation de longue date pour ce qui est de notre position de principale banque d'investissement au pays – afin de continuer à offrir des services traditionnels à toutes les industries.

En Amérique du Nord, nous nous concentrerons sur diverses industries – notamment la technologie, les télécommunications, les soins de santé, l'énergie, les produits de grande consommation et les institutions financières de taille moyenne. En optimisant nos capacités en matière de recherche et de services-conseils, nous prévoyons être en mesure de nous différencier et d'offrir à nos clients cibles des connaissances supérieures en matière d'occasions de placement ainsi que des solutions axées sur le marché.

Produits financiers mondiaux

Cette division a été créée en novembre 2001 afin de reconnaître la convergence continue des produits financiers offerts aux clients. Elle regroupe des activités telles que le montage, la syndication, la titrisation, la négociation et la distribution de titres d'emprunt à l'échelle mondiale. Ces titres incluent des prêts, des obligations et des produits dérivés ayant une cote de titre de bonne qualité ou une notation sous la cote de titre de bonne qualité. Par ailleurs, la division Produits financiers mondiaux offre des services de gestion des actifs optimisés et constitue le centre d'expertise pour ce qui est des activités de négociation exclusives de RBC Marchés des Capitaux. Le regroupement de toutes ces activités nous permet de maximiser notre expertise interne et d'offrir aux clients un vaste éventail d'idées et de solutions à valeur ajoutée.

Nous entendons nous concentrer sur la détermination d'occasions qui pourraient nous permettre d'exploiter nos forces existantes et de fournir à nos clients des méthodes de structuration des transactions axées sur des solutions.

Services de trésorerie mondiaux

Les Services de trésorerie mondiaux regroupent nos activités dans le marché du change et les marchés monétaires et offrent à nos clients à l'échelle internationale des produits de change, des produits de base, des produits dérivés et des produits sur taux d'intérêt, ainsi que des services de gestion du risque de change et des services-conseils. Ces produits et services sont offerts par l'entremise d'un réseau mondial exhaustif de centres de vente et de négociation situés dans des villes telles que Toronto, Londres et New York. Nous sommes reconnus comme un leader du marché en matière de solutions de commerce électronique pour les opérations de change, et nous offrons également des services par le truchement de notre plateforme de négociation en ligne, FX Direct. Nous sommes par ailleurs membres de FXall, une plateforme de services de négociation mondiaux regroupant plusieurs banques. Nous continuerons d'investir dans des réseaux de prestation électronique innovateurs, qui nous permettent d'offrir des produits et services flexibles et élaborés.

Crédits mondiaux

La division Crédits mondiaux fournit des services de gestion centralisée de tous les risques de crédit de notre portefeuille de prêts. Bien que les prêts de gros soient essentiels à l'établissement et à l'accroissement d'activités à marge élevée, les activités de prêt doivent être effectuées de manière stratégique afin de maximiser le rendement pour les actionnaires. Nos spécialistes en gestion de portefeuille et des opérations ont recours à des outils d'analyse et de gestion des risques perfectionnés conçus pour faire en sorte que les taux de nos prêts tiennent compte des risques connexes et reflètent la valeur de tous les produits et services dont bénéficient les clients de RBC.

Nos spécialistes en matière d'opérations utilisent des structures appropriées pour fournir aux clients des solutions de crédit à valeur ajoutée, plutôt que des solutions de base. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos équipes de distribution afin de réduire davantage la taille de nos prêts aux entreprises, tout en continuant d'améliorer la qualité du bénéfice tiré de ces activités.

Placements alternatifs

La division Placements alternatifs a été créée en juin 2002 afin d'augmenter nos activités de gestion d'actifs de gros, qui regroupent à l'heure actuelle les opérations liées aux fonds spéculatifs et à des financements par capitaux propres. Les activités liées aux actifs non traditionnels fournissent des occasions de placement non conventionnelles aux particuliers ayant un avoir net élevé, aux entreprises et aux clients institutionnels. Ces options de placement incluent les fonds spéculatifs et les financements par capitaux propres, et elles peuvent s'étendre à d'autres opérations et produits tels que les prises de contrôle par emprunt, les titres de créance garantis et les contrats à terme gérés. Nous sommes positionnés idéalement pour optimiser notre infrastructure actuelle et notre connaissance supérieure des produits des autres secteurs d'exploitation de RBC qui ont des relations d'affaires bien établies avec notre clientèle cible.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 % par rapport à 2001, en raison notamment des facteurs suivants : le solide rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition au Canada, ainsi que des gains au titre de produits dérivés de crédit liés à des comptes classés à titre de prêts douteux au cours de l'exercice. Ces facteurs ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des activités de vente et de négociation, le faible rendement des activités de placement de nouveaux titres et des opérations de fusion et d'acquisition aux États-Unis, ainsi que le recul de 9 % des revenus de base tirés des activités de prêt. Ce dernier recul est imputable à une diminution des écarts et à la réduction visée du portefeuille de prêts aux entreprises, qui se traduit également par une baisse de 13 % de l'actif moyen.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	3 %	1 063 \$	1 034 \$
Actif moyen	(13)	13 600	15 700

Les revenus ont progressé de 5 % en 2002. Un environnement commercial caractérisé par des taux d'intérêt favorables au cours de l'exercice nous a aidés à accroître les revenus et les actifs de nos services traditionnels en matière d'obligations et de produits dérivés, ainsi que la croissance des revenus découlant de nouvelles initiatives en matière de titrisation, de financement avec effet de levier et de gestion des actifs. Les revenus provenant de nos activités de négociation exclusives ont reculé légèrement par rapport à 2001. Dans l'ensemble, la division a obtenu un bon rendement, malgré les difficultés que les marchés ont connues et le déplacement de nos bureaux de New York par suite des événements survenus le 11 septembre.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	5 %	884 \$	839 \$
Actif moyen	41	70 700	50 200

Les revenus ont subi une baisse de 18 % par rapport à 2001, exercice au cours duquel nous avons enregistré des revenus records. Les opérations de change se sont caractérisées par une volatilité accrue des taux de change et par une baisse des volumes, et l'incertitude liée à l'économie et aux taux d'intérêt a eu des répercussions défavorables sur les activités au sein des marchés monétaires. Les activités liées aux produits dérivés ont toutefois produit un bon rendement, et nous continuons d'augmenter nos revenus par le truchement de nos réseaux de commerce électronique.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(18)%	510 \$	619 \$
Actif moyen	6	76 000	72 000

Le recul de 45 % des revenus de la division Crédits mondiaux est en grande partie imputable au montant négatif net des ajustement à la valeur de marché apportés aux produits dérivés de crédit et aux autres instruments financiers, ainsi qu'aux réductions prévues visant notre portefeuille de prêts secondaire, qui se traduit par un recul de 25 % de l'actif moyen. Ces diminutions ont neutralisé la croissance des revenus découlant de nos activités de prêts structurés ainsi que de nos efforts visant à favoriser les opérations de prêts se caractérisant par des valeurs plus élevées et une plus grande liquidité.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(45)%	112 \$	203 \$
Actif moyen	(25)	10 100	13 500

Les revenus ont progressé de 19 % grâce aux résultats solides de nos opérations liées aux fonds spéculatifs, qui représentent la majorité de nos revenus, et aux résultats stables de nos opérations de négociation exclusives, qui ont contrebalancé la baisse des revenus provenant des produits dérivés sur actions au Canada. Les revenus tirés de nos services de banque d'affaires ont eux aussi reculé en raison de la diminution des gains en capital et des moins-values de certains placements.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	19 %	96 \$	81 \$
Actif moyen	56	7 800	5 000

RBC Services Internationaux

Profil

RBC Services Internationaux offre des services spécialisés de traitement des opérations aux clients du secteur privé, aux entreprises et clients institutionnels au Canada et sur des marchés internationaux choisis. Les activités principales incluent les services d'administration des placements, les services de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie, ainsi que les services de paiement et le financement des opérations commerciales. Notre participation de 50 % dans Solutions Moneris, une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes, est présentée sous RBC Services Internationaux.

Profil de l'industrie

L'industrie se caractérise par un nombre croissant de regroupements découlant de la mondialisation de certains secteurs. Des entreprises spécialisées et de nouveaux participants sur le marché font concurrence aux institutions financières traditionnelles. Les entreprises doivent accroître l'envergure de leurs activités pour soutenir les investissements de capitaux dans la technologie requise aux fins du lancement de nouveaux produits et services, pour permettre les changements d'infrastructure dictés par l'industrie et pour améliorer l'efficacité opérationnelle.

Nos forces

- Position de chef de file au Canada selon le volume de biens administrés et notre part du marché exprimée en pourcentage du nombre de clients
- Solides relations avec nos clients, comme en témoignent notre taux élevé de conservation de la clientèle et les nouvelles affaires générées par notre clientèle existante
- Qualité reconnue de nos services, comme en témoigne notre première place dans les sondages effectués par des tiers auprès des clients
- Élaboration et implantation continues de nouvelles solutions en matière de technologie et de service à la clientèle
- Optimisation de notre position sur le marché en alignant les ressources de RBC Services Internationaux sur l'expertise des autres plateformes de RBC, de manière à offrir des services intégrés de qualité supérieure sur le marché.

Notre stratégie

Nous désirons maintenir et améliorer notre position de chef de file au Canada et continuer à accroître notre présence concurrentielle à l'échelle internationale. À ces fins :

- nous exploiterons nos relations actuelles avec les clients afin de générer de nouvelles affaires dans des marchés nationaux et internationaux sélectionnés;
- nous accroîtrons nos activités au moyen d'alliances clés, d'acquisitions et de partenariats, et nous continuerons d'optimiser la coentreprise Solutions Moneris;
- nous assurerons la croissance de nos revenus en élaborant de nouveaux produits et en offrant des services à valeur ajoutée et à marges élevées, tels que des prêts de titres et des services-conseils en matière d'opérations commerciales;
- nous améliorerons nos plateformes liées au traitement et aux systèmes pour offrir de nouvelles capacités, accroître l'efficacité et réaliser des économies d'échelle;
- nous poursuivrons la transition vers des produits et services de paiement électronique, et nous nous concentrerons sur les solutions offertes sur le Web.

Perspectives pour 2003

Bien que nous prévoyions une hausse des taux d'intérêt au deuxième semestre de 2003, ces taux demeureront probablement faibles d'un point de vue historique et continueront d'avoir une incidence défavorable sur la croissance de nos revenus en 2003. Étant donné que nos revenus tirés des dépôts et des soldes de caisse dépendent grandement des taux d'intérêt, la croissance de notre revenu net d'intérêt pourrait s'en trouver réduite. Par ailleurs, la reprise modeste des marchés financiers prévue au début du deuxième semestre de 2003 devrait avoir des répercussions positives sur les revenus tirés des opérations de change et sur les revenus provenant des services tarifés découlant d'une augmentation des biens administrés.

Rendement financier

Le bénéfice net a reculé de 35 %, et le bénéfice net de base, en excluant le gain tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, a diminué de 8 % par rapport à l'an dernier, partiellement en raison du recul des revenus et d'une augmentation de la provision pour pertes sur créances.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 28,4 %, comparativement à un rendement des capitaux propres de base de 34,3 % en 2001. Cette baisse reflète un recul du bénéfice net ainsi qu'une augmentation de 100 millions de dollars des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en 2002. La hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés au secteur reflète la participation de 50 % dans la coentreprise Solutions Moneris, ainsi qu'une augmentation du capital attribué pour tenir compte du risque opérationnel.

Les revenus ont subi une baisse de 4 % par rapport à l'an dernier, qui reflète le recul du revenu d'intérêt imputable à la réduction des taux d'intérêt, ainsi que la diminution des revenus tirés des opérations de change, qui ont largement neutralisé une augmentation de 10 % du revenu provenant des services tarifés. Les revenus de base (qui excluent un gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris) ont progressé de 5 %. L'acquisition, le 31 juillet 2001, de Perpetual Fund Services, une société australienne qui offre des services de garde de valeurs, d'administration de placements et d'enregistrement de parts, de même que le changement dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris, ont eu une incidence positive sur les revenus. Depuis novembre 2001, nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ces facteurs, les revenus sont demeurés inchangés.

Les charges ont augmenté de 69 millions de dollars ou 12 % en 2002, en raison de l'inclusion des résultats de Perpetual Fund Services sur tout l'exercice ainsi que de nos investissements continus de capitaux dans la technologie. En excluant l'acquisition de Perpetual Fund Services et le changement dans la méthode de comptabilisation des services que nous offrons à Solutions Moneris et dont il est fait mention ci-dessus, les charges ont progressé de 5 %.

L'augmentation de la provision pour pertes sur créances et des prêts douteux nets est liée à des prêts en Argentine, qui ont été comptabilisés à titre de prêts douteux au cours de l'exercice.

Résultats

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenu net d'intérêt	(7)%	137 \$	147 \$
Autres produits	(4)	820	851
Revenus bruts	(4)	957	998
Provision pour pertes sur créances			
Provisions spécifiques attribuées	n.s.	10	(2)
Total	n.s.	10	(2)
Frais autres que d'intérêt (1)	12	668	599
Bénéfice net avant impôts	(30)	279	401
Charge d'impôts	(22)	108	138
Bénéfice net	(35)%	171 \$	263 \$
Bénéfice net aux États-Unis	(41)	10 \$	17 \$
Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque	(500)p.b.	6 %	11 %
Rendement des capitaux propres	(2 050)p.b.	28,4 %	48,9 %
Profit économique	(19)%	98 \$	121 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20	600	500
Résultats de base (2)			
Revenus bruts	5	957	909
Bénéfice net	(8)	171	186
Rendement des capitaux propres	(590)p.b.	28,4 %	34,3 %
Information relative au crédit			
Prêts douteux, montant net	n.s.	-\$	(11)\$
Radiations nettes	(114)%	(1)	7
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(40)p.b.	(0,05)%	0,35 %
Nombre d'employés			
(selon l'équivalent de travail à plein temps)	1 %	2 571	2 557

(1) Comprend une charge de 8 millions de dollars en 2001 au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition (néant en 2002).

(2) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A. Seuls les éléments touchés par les éléments exceptionnels sont présentés ici.

n.s. non significatif

Stratégie par division

Services aux institutions et aux investisseurs

Les Services aux institutions et aux investisseurs se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, selon le volume de biens administrés, et ils sont un chef de file en matière d'administration de placements auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale. Nous exploitons 13 bureaux dans le monde, et notre réseau de services de garde internationaux s'étend sur 80 marchés.

Notre objectif consiste à continuer de miser sur notre position de chef de file au Canada pour étendre nos activités à l'échelle mondiale, tout en mettant l'accent sur les services aux gestionnaires de fonds, aux institutions financières et aux banques offrant des services de gestion privée.

Nous prévoyons continuer à accroître nos revenus provenant des services tarifés en :

- vendant de nouveaux produits et services à nos clients actuels;
- élargissant notre gamme de produits en Europe et dans la région Asie-Pacifique;
- explorant de nouvelles possibilités d'alliances et d'acquisitions.

Institutions financières

Cette division offre une gamme complète de services de correspondance bancaire aux banques partout au monde et aux maisons de courtage au Canada. Les services comprennent notamment la gestion de trésorerie, les paiements, la compensation, la négociation, les opérations de change, les prêts de produits dérivés, les prêts de titres, la garde et le règlement des titres, ainsi que le financement structuré.

Notre objectif vise à tirer profit de nos relations-clients et de notre position de chef de file sur le marché des opérations de compensation effectuées en dollars canadiens en :

- déterminant des solutions à valeur ajoutée distinctes qui répondent aux besoins uniques des divers segments de marché;
- ajoutant des sources de revenus au moyen de nouveaux services intégrant les nouveaux produits de RBC Services Internationaux et ceux des autres plateformes d'exploitation.

Nous continuerons de surveiller et de gérer activement notre exposition aux marchés présentant des risques plus élevés.

Gestion de trésorerie et commerce

La division Gestion de trésorerie et commerce fournit des services de gestion de trésorerie, de paiement et de conseils liés aux opérations commerciales aux PME ainsi qu'aux clients du secteur privé, aux entreprises et aux clients du secteur public. Notre équipe responsable du commerce offre aux importateurs et exportateurs, tant au Canada qu'à l'étranger, divers produits, services et services-conseils liés aux opérations commerciales. Notre groupe de gestion de trésorerie offre aux clients un vaste éventail de solutions qui favorisent une gestion plus efficace des flux de trésorerie et une meilleure intégration avec les activités de traitement des opérations des clients. Par l'entremise de Solutions Moneris, nous offrons aux commerçants des services de traitement des opérations effectuées par cartes de crédit et de débit.

Notre objectif vise à demeurer le principal prestataire au Canada, en maintenant des relations rentables avec les clients et en accroissant notre part de marché dans les marchés stratégiques. Nous comptons pour ce faire :

- avoir recours à une segmentation du marché de manière à répondre aux besoins divers des marchés commerciaux;
- élargir la fonctionnalité de notre réseau de distribution sur le Web eu égard aux services de gestion de trésorerie et de conseils liés aux opérations commerciales;
- lancer de nouveaux produits et services liés aux opérations commerciales et accroître nos alliances commerciales afin de satisfaire aux exigences des clients en matière de commerce international, tout en gérant le risque efficacement;
- optimiser notre prestation de services de gestion de trésorerie et notre position de chef de file en matière de services.

Faits saillants financiers par division

Les revenus ont progressé de 3 millions de dollars ou 1 % en 2002, car l'incidence positive de l'acquisition de Perpetual Fund Services et la hausse du revenu provenant des services tarifés ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des opérations de change et du revenu d'intérêt, imputable aux faibles taux d'intérêt. Les biens administrés ont augmenté de 3 % par rapport à 2001 en raison des nouvelles affaires générées, mais l'incidence du recul du marché des actions a largement effacé ces améliorations.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	1 %	401 \$	398 \$
Biens administrés	3	963 200	936 700

Les revenus ont reculé de 15 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'une baisse du revenu d'intérêt imputable aux faibles taux d'intérêt. De plus, certains revenus provenant des services tarifés ont été transférés de RBC Services Internationaux à RBC Marchés des Capitaux en 2002, ce qui a entraîné une baisse des revenus. La diminution de l'actif moyen reflète les réductions stratégiques de la taille de notre portefeuille de prêts en Amérique latine, qui totalise actuellement 146 millions de dollars.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(13)%	98 \$	113 \$
Actif moyen	(15)	1 700	2 000
Moyenne des dépôts	–	1 700	1 700

Les revenus ont subi une baisse de 29 millions de dollars ou 6 % par rapport à 2001. En excluant le gain de 89 millions de dollars tiré de la formation de la coentreprise Solutions Moneris en 2001, les revenus ont progressé de 60 millions ou 15 %. Cette augmentation reflète principalement un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans la méthode de comptabilisation des services que nous fournissons à Solutions Moneris. Nous comptabilisons les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. En excluant ce facteur, les revenus ont augmenté de 10%, résultat qui reflète la hausse du revenu provenant des services tarifés.

Résultats

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, volumes en milliers)	Variation en pourcentage	2002	2001
Revenus bruts	(6)%	458 \$	487 \$
Revenus bruts de base (1)	15	458	398
Moyenne des dépôts	6	6 350	6 000
Volumes de paiement (2)	12	7 440	6 670
Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements)	(40)	0,33	0,55

(1) Exclut les éléments exceptionnels de 2001 présentés au tableau 6 de la page 27A.

(2) Rajusté pour refléter des types de paiements qui n'étaient pas inclus en 2001.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus de 7 %
- Croissance des revenus d'exploitation (de base) de 10 %, qui reflète les acquisitions
- Maintien des revenus d'exploitation, exclusion faite des acquisitions récentes aux États-Unis
- Revenu net d'intérêt en hausse de 10 %
- Marge nette d'intérêt de 1,96 %, en baisse de quatre points de base
- Autres produits en hausse de 4 %, et autres produits de base en hausse de 10 %
- Autres produits représentant 54 % du total des revenus

TABLEAU 7 Revenus d'exploitation

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Revenu net d'intérêt	7 198 \$	6 549 \$	649 \$	10 %
Autres produits	8 562	8 215	347	4
Total des revenus (déclaré)	15 760	14 764	996	7
Moins : éléments exceptionnels (1)	–	(445)	(445)	n.s.
Revenus d'exploitation	15 760	14 319	1 441	10
Moins : revenus tirés des acquisitions récentes aux États-Unis (2)	(3 190)	(1 687)	1 503	89
Revenus d'exploitation, déduction faite des acquisitions récentes aux États-Unis	12 570 \$	12 632 \$	(62)\$	– %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Représente les revenus de RBC Centura (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), mais exclut les revenus de Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.

n.s. non significatif

Le total des revenus a progressé de 1,0 milliard de dollars ou 7 % par rapport à 2001. Les revenus d'exploitation (de base) (qui excluent des gains de 445 millions de dollars tirés des éléments exceptionnels comptabilisés en 2001) ont augmenté de 1,4 milliard ou 10 % comparativement à l'an dernier.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, la croissance des revenus d'exploitation est entièrement attribuable aux revenus tirés des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, les revenus d'exploitation sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier. Les charges d'exploitation ont pour leur part reculé de 5 % (comme il est expliqué dans la section Contrôle des coûts, à la page 42A).

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a connu une hausse de 10 % par rapport à 2001, pour s'établir à 7,2 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. En excluant lesdites acquisitions, le revenu net d'intérêt a augmenté de 2 % en raison de l'augmentation des actifs productifs d'intérêts, notamment les prêts hypothécaires résidentiels, qui a largement contrebalancé la réduction des écarts sur les dépôts.

Comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a reculé de quatre points de base par rapport à l'an dernier pour s'établir à 1,96 %, résultat qui reflète le resserrement de l'écart entre le taux préférentiel et les coûts de financement liés aux dépôts de base; cet écart découle d'une chute du taux préférentiel moyen au Canada, lequel est passé de 6,55 % à l'exercice 2001 à 4,15 %.

TABLEAU 8 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000
Actif moyen	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$
Revenu net d'intérêt (1)	7 198	6 549	5 307
Marge nette d'intérêt (2)	1,96 %	2,00 %	1,88 %

(1) Selon l'équivalent imposable.

(2) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Perspectives

Nous nous attendons à une certaine reprise des activités au sein des marchés financiers, à une hausse des taux d'intérêt au Canada, ainsi qu'à une croissance de l'économie au Canada et aux États-Unis un peu plus rapide qu'en 2002, et nous visons par conséquent une croissance des revenus de base de 5 % à 8 % à l'exercice 2003.

TABEAU 9 Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (1)			Intérêt (2)			Taux moyen		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Actif									
Dépôts à des banques									
Au Canada	367 \$	449 \$	612 \$	7 \$	18 \$	22 \$	1,91 %	4,01 %	3,59 %
À l'étranger	15 382	16 154	13 888	476	813	802	3,09	5,03	5,77
	15 749	16 603	14 500	483	831	824	3,07	5,01	5,68
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	65 422	51 429	38 450	1 945	2 143	1 519	2,97	4,17	3,95
Titres du compte de placement	25 171	21 154	20 142	1 127	1 125	1 129	4,48	5,32	5,61
Titres de substitut de prêt	407	463	495	43	45	49	10,57	9,72	9,90
	91 000	73 046	59 087	3 115	3 313	2 697	3,42	4,54	4,56
Biens acquis en vertu de conventions de revente	35 463	29 591	21 729	651	1 163	1 078	1,84	3,93	4,96
Prêts (3)									
Au Canada									
Prêts hypothécaires résidentiels	65 901	62 448	59 860	3 903	4 087	3 891	5,92	6,54	6,50
Prêts aux particuliers	26 631	28 089	26 949	1 734	2 325	2 290	6,51	8,28	8,50
Prêts sur cartes de crédit	4 354	4 586	3 559	519	556	405	11,92	12,12	11,38
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	28 650	32 347	32 927	1 291	1 281	1 506	4,51	3,96	4,57
	125 536	127 470	123 295	7 447	8 249	8 092	5,93	6,47	6,56
À l'étranger	41 132	32 836	24 495	3 016	3 783	3 446	7,33	11,52	14,07
	166 668	160 306	147 790	10 463	12 032	11 538	6,28	7,51	7,81
Total de l'actif productif d'intérêts	308 880	279 546	243 106	14 712	17 339	16 137	4,76	6,20	6,64
Dépôts non productifs d'intérêts à des banques	1 753	1 188	930						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres actifs	48 152	36 476	27 583						
Total de l'actif	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	14 712 \$	17 339 \$	16 137 \$	4,01 %	5,30 %	5,72 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (4)									
Au Canada	111 880 \$	110 228 \$	107 533 \$	2 964 \$	4 712 \$	5 060 \$	2,65 %	4,27 %	4,71 %
À l'étranger	108 620	89 629	70 575	2 745	4 000	3 997	2,53	4,46	5,66
	220 500	199 857	178 108	5 709	8 712	9 057	2,59	4,36	5,09
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 912	16 509	14 195	797	654	656	4,00	3,96	4,62
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	19 630	19 892	11 873	414	894	653	2,11	4,49	5,50
Débitures subordonnées	6 804	6 805	5 129	406	410	344	5,97	6,02	6,71
Autres passifs portant intérêt	5 546	3 042	3 042	188	120	120	3,39	3,94	3,94
Total du passif portant intérêt	272 392	246 105	212 347	7 514	10 790	10 830	2,76	4,38	5,10
Dépôts ne portant pas intérêt	19 897	18 568	15 654						
Acceptations	8 515	9 890	10 281						
Autres passifs	47 974	36 621	30 829						
	348 778	311 184	269 111	7 514	10 790	10 830	2,15	3,47	4,02
Capitaux propres									
Actions privilégiées	1 713	2 073	1 975						
Actions ordinaires	16 809	13 843	10 814						
Total du passif et des capitaux propres	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	7 514 \$	10 790 \$	10 830 \$	2,05 %	3,30 %	3,84 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	7 198 \$	6 549 \$	5 307 \$	1,96 %	2,00 %	1,88 %
Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêts moyen									
Au Canada	196 321 \$	182 904 \$	176 865 \$	6 539 \$	5 343 \$	4 796 \$	3,33 %	2,92 %	2,71 %
À l'étranger	112 559	96 642	66 241	659	1 206	511	0,59	1,25	0,77
Total	308 880 \$	279 546 \$	243 106 \$	7 198 \$	6 549 \$	5 307 \$	2,33 %	2,34 %	2,18 %

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 321 millions de dollars (328 millions en 2001; 274 millions en 2000). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la loi de 38,5 % (41,5 % en 2001; 42,8 % en 2000) et le taux d'imposition fédéral américain de 39,5 %.

(3) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux et sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances.

(4) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 39 milliards de dollars (38 milliards en 2001; 34 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 0,3 milliard (0,6 milliard en 2001; 0,7 milliard en 2000), ainsi que des taux moyens de 0,69 % (1,58 % en 2001; 2,06 % en 2000), respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 47 milliards de dollars (44 milliards en 2001; 38 milliards en 2000), des frais d'intérêt de 1,3 milliard (2,0 milliards en 2001; 2,0 milliards en 2000), ainsi que des taux moyens de 2,86 % (4,55 % en 2001; 5,26 % en 2000), respectivement.

TABLEAU 10 Variation du revenu net d'intérêt

	2002 sur 2001 Facteurs d'augmentation (de diminution)			2001 sur 2000 Facteurs d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette	Volume moyen (1)	Taux moyen (1)	Variation nette
(en millions de dollars, selon l'équivalent imposable)						
Actif						
Dépôts à des banques						
Au Canada	(3)\$	(8)\$	(11)\$	(6)\$	2 \$	(4)\$
À l'étranger	(37)	(300)	(337)	121	(110)	11
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	502	(700)	(198)	537	87	624
Titres du compte de placement	195	(193)	2	55	(59)	(4)
Titres de substitut de prêt	(6)	4	(2)	(3)	(1)	(4)
Biens acquis en vertu de conventions de revente	197	(709)	(512)	339	(254)	85
Prêts						
Au Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	218	(402)	(184)	169	27	196
Prêts aux particuliers	(116)	(475)	(591)	95	(60)	35
Prêts sur cartes de crédit	(28)	(9)	(37)	123	28	151
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(156)	166	10	(26)	(199)	(225)
À l'étranger	813	(1 580)	(767)	1 035	(698)	337
Total du revenu d'intérêt	1 579 \$	(4 206)\$	(2 627)\$	2 439 \$	(1 237)\$	1 202 \$
Passifs						
Dépôts						
Au Canada	70 \$	(1 818)\$	(1 748)\$	124 \$	(472)\$	(348)\$
À l'étranger	727	(1 982)	(1 255)	951	(948)	3
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	136	7	143	99	(101)	(2)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(12)	(468)	(480)	377	(136)	241
Débitures subordonnées	-	(4)	(4)	104	(38)	66
Autres passifs portant intérêt	87	(19)	68	-	-	-
Total des frais d'intérêt	1 008	(4 284)	(3 276)	1 655	(1 695)	(40)
Revenu net d'intérêt	571 \$	78 \$	649 \$	784 \$	458 \$	1 242 \$

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

Autres produits

Comme l'indique le tableau 11, à la page 41A, les autres produits ont progressé de 347 millions de dollars ou 4 % par rapport à 2001, et les autres produits de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6 à la page 27A) ont augmenté de 792 millions ou 10 %, augmentations qui reflètent les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Les autres produits de base de RBC Banque se sont accrus de 11 %, ceux de RBC Assurances ont augmenté de 4 %, et ceux de RBC Investissements ont progressé de 30 %, résultats qui reflètent en grande partie les acquisitions effectuées. Les autres produits de base de RBC Services Internationaux ont grimpé de 8 %, mais ceux de RBC Marchés des Capitaux ont reculé de 10 %.

En excluant l'incidence des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les autres produits de base ont baissé de 183 millions de dollars ou 3 %.

Les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont connu une hausse de 23 %, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont progressé de 17 %, et les revenus tirés de la gestion de placements et des services de garde ont inscrit une hausse de 8 %, en partie en raison des acquisitions effectuées. Les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui se rapportent aux prêts hypothécaires montés aux États-Unis) se sont accrus de 8 %, les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 4 %, et les revenus tirés des activités de titrisation ont augmenté de 41 %, résultat qui reflète la titrisation, cet exercice, de prêts hypothécaires résidentiels de

3,7 milliards de dollars. Les revenus sur cartes ont connu une hausse de 8 %. Malgré la contribution des récentes acquisitions aux États-Unis, les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 3 %. Les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 1 %, et les commissions de crédit ont reculé de 6 %. Les autres produits ont connu une hausse de 169 millions de dollars ou 53 %, qui découle en grande partie d'une augmentation de 77 millions des revenus provenant des services tarifés touchés par RBC Dain Rauscher relativement à la prestation de services administratifs à d'autres maisons de courtage, ainsi que d'une hausse de 19 millions des commissions touchées par RBC Liberty Insurance eu égard à la prestation de services administratifs à d'autres sociétés d'assurances.

En excluant l'incidence des récentes acquisitions aux États-Unis, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont augmenté de 82 millions de dollars, les revenus tirés de la titrisation ont progressé de 51 millions, les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 27 millions, les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 8 millions, les commissions de crédit ont subi une baisse de 17 millions, les commissions sur le marché financier ont reculé de 23 millions, les commissions de gestion de placements et de services de garde ont diminué de 77 millions et les revenus tirés des activités de négociation ont connu une baisse de 302 millions.

Les autres produits ont représenté 54 % du total des revenus, soit un résultat inchangé par rapport à 2001.

TABLEAU 11 Autres produits

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Commissions sur le marché financier	1 866 \$	1 523 \$	1 538 \$	343 \$	23 %
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540	(54)	(3)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860	83	8
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756	154	17
Revenus tirés de fonds communs de placement	723	692	624	31	4
Revenus sur cartes	496	458	420	38	8
Revenus de change autres que de négociation	279	312	299	(33)	(11)
Commissions de crédit	223	237	212	(14)	(6)
Revenus tirés des activités hypothécaires	222	206	–	16	8
Revenus tirés des activités d'assurance	204	201	191	3	1
Revenus tirés de la titrisation	174	123	115	51	41
Gain (perte) résultant de l'aliénation de locaux et de matériel	15	22	(16)	(7)	(32)
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	(116)	(128)	(11)	12	9
Autres	490	321	204	169	53
Total des autre produits de base	8 562	7 770	6 732	792	10
Éléments exceptionnels (1)	–	445	–	(445)	n.s.
Total	8 562 \$	8 215 \$	6 732 \$	347 \$	4 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.
n.s. non significatif

TABLEAU 12 Revenus tirés des activités de négociation

(en millions de dollars)	2002	2001	2000
Revenu net d'intérêt (1)	127 \$	(68)\$	(365)\$
Autres produits (2)	1 766	1 820	1 540
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$
Par type de produit			
Titres de participation	753 \$	684 \$	495 \$
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire (3)	876	726	378
Contrats de change (4)	263	340	301
Contrats sur marchandises et sur métaux précieux	1	2	1
Total	1 893 \$	1 752 \$	1 175 \$

- (1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation.
(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.
(3) Comprend des titres du gouvernement canadien, des titres d'emprunt de sociétés, des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuilles de produits dérivés de négociation.
(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés qui découlent de la tenue de marché, des ventes et des activités de négociation effectuées pour compte propre. Ces valeurs mobilières et ces produits dérivés sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 12 présenté ci-dessus décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'indique le tableau 12, le total des revenus tirés des activités de négociation a progressé de 141 millions de dollars ou 8 % en 2002. Ce résultat est en partie attribuable à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. Les activités de négociation effectuées pour notre propre compte sont rigoureusement gérées en fonction de la VAR et des limites relatives à la négociation. En outre, nous continuons d'effectuer la majorité des activités de négociation pour le compte de clients dans les principales devises et sur les principaux marchés des pays du G7.

Les revenus tirés des activités de négociation des titres à revenu fixe et des instruments du marché monétaire ont augmenté de 150 millions de dollars ou 21 %, en raison surtout de la hausse des volumes de négociation de titres à revenu fixe découlant des taux d'intérêt favorables (résultant des baisses successives effectuées par les banques centrales) et de l'augmentation des activités de négociation de produits dérivés. Les revenus tirés des activités de négociation d'actions ont connu une hausse de 69 millions de dollars ou 10 %, qui découle principalement de l'inscription des revenus de Tucker Anthony Sutro. Les revenus tirés des activités de négociation des contrats de change ont reculé de 77 millions de dollars ou 23 %, baisse qui est en partie imputable à la diminution des volumes de transactions découlant de la volatilité accrue des marchés des changes.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt en hausse de 7 % par rapport à l'exercice 2001, et frais autres que d'intérêt de base en hausse de 8 %, qui reflètent les acquisitions récentes aux États-Unis
- Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, en baisse de 5 %, résultat qui traduit nos mesures continues de contrôle des coûts

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les frais autres que d'intérêt ont progressé de 665 millions de dollars ou 7 %, et les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27A) ont augmenté de 756 millions ou 8 % par rapport à l'exercice 2001.

Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les éléments exceptionnels présentés au tableau 6, à la page 27A, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les frais de rémunération au titre de la rétention liés aux acquisitions) ont connu une hausse de 753 millions de dollars ou 8 % en 2002.

Les frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis se sont chiffrés à 2,7 milliards de dollars en 2002, en hausse de 1,1 milliard. Cette augmentation importante est imputable principalement à l'inscription des charges de RBC Centura (acquise le 5 juin 2001) sur tout l'exercice, ainsi qu'à des charges liées à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro le 31 octobre 2001. En excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont reculé de 370 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2001. En excluant également l'amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux acquisitions, les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation ont diminué de 227 millions de dollars ou 3 % en 2002.

Les charges d'exploitation sectorielles, en excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, sont les suivantes : les charges d'exploitation de RBC Investissements ont reculé de 135 millions de dollars ou 9 %, celles de RBC Banque ont diminué de 109 millions ou 3 %, et celles de RBC Assurances ont enregistré une hausse de 24 millions ou 13 %. Le recul des charges de RBC Banque reflète le succès continu de nos mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 1999, et la réduction des charges de RBC Investissements est en grande partie attribuable à une baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la faiblesse des marchés financiers et à nos mesures de contrôle des coûts. L'augmentation des charges de RBC Assurances reflète en partie l'inscription, sur une période supplémentaire de deux mois, des charges de RBC Liberty Insurance, ainsi qu'une hausse des frais liés au personnel.

Les charges d'exploitation de RBC Marchés des Capitaux ont diminué de 140 millions de dollars ou 8 %, et celles de RBC Services Internationaux ont augmenté de 66 millions ou 11 %. La diminution des charges de RBC Marchés des Capitaux, qui est analogue à celle des charges de RBC Investissements, découle de la baisse des frais au titre de la rémunération variable et de nos mesures continues de contrôle des coûts. Un changement, avec prise d'effet en novembre 2001, dans le classement des services que nous offrons à Solutions Moneris – une coentreprise de traitement des opérations effectuées par cartes dans laquelle nous détenons une participation de 50 % – a eu une incidence sur la hausse des charges de RBC Services Internationaux. Nous comptabilisons dorénavant les paiements liés aux services fournis à Solutions Moneris à titre de revenus, et non plus à titre de recouvrement des coûts. Par ailleurs, l'acquisition de Perpetual Fund Services, en juillet 2001, a influé sur les charges. En excluant cette acquisition, ainsi que le changement

dans le classement des services fournis à Solutions Moneris, les charges d'exploitation de RBC Services Internationaux ont augmenté de 2 %.

Les frais liés aux ressources humaines ont progressé de 614 millions de dollars ou 11 % en 2002, en raison principalement d'une hausse de 476 millions ou 17 % de la charge au titre des salaires et d'une augmentation de 96 millions ou 14 % de la charge au titre des avantages sociaux. La hausse de la charge au titre des salaires découle principalement de l'acquisition de RBC Centura et de Tucker Anthony Sutro. Le coût des prestations de retraite a connu une hausse de 129 millions de dollars cette année, qui découle en grande partie de la baisse de la juste valeur de l'actif des régimes (imputable à la faiblesse des marchés des actions), des coûts liés au règlement de demandes faites par des participants au régime de retraite du Trust Royal, et de l'augmentation des intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations de retraite. Le coût des prestations de retraite au titre des régimes à cotisations déterminées a augmenté en raison des changements apportés à la structure de notre régime aux États-Unis, ainsi que du lancement de notre régime à cotisations déterminées au Canada.

La charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite a diminué de 39 millions de dollars au cours de l'exercice, en raison surtout d'une charge de 87 millions constatée en 2001 par suite de l'examen de certains régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs connexes. Aucune charge semblable n'a été constatée à l'exercice 2002.

Les frais de rémunération au titre de la rétention ont diminué de 18 millions de dollars pour s'établir à 158 millions, en dépit de l'ajout de frais de rémunération au titre de la rétention de 45 millions liés à l'acquisition de Tucker Anthony Sutro. Nous prévoyons que le total des frais de rémunération au titre de la rétention diminuera pour se chiffrer à environ 87 millions de dollars en 2003, et à approximativement 53 millions en 2004. Les coûts liés aux droits à la plus-value des actions ont subi une hausse légère au cours de l'exercice. Les droits à la plus value des actions font l'objet d'une analyse à la note 16 présentée aux pages 88A et 89A, et leurs coûts sont déterminés en fonction de la variation du cours de nos actions et du calendrier d'acquisition, qui s'étale dans le temps.

Les frais liés aux communications ont progressé de 115 millions de dollars ou 17 %, ceux liés au matériel ont augmenté de 91 millions ou 12 %, et les frais d'occupation se sont accrus de 72 millions ou 10 %. Ces résultats reflètent en grande partie l'inscription sur tout l'exercice des charges de RBC Centura Bank (acquise le 5 juin 2001) et de Tucker Anthony Sutro (acquise le 31 octobre 2001).

En excluant les charges liées aux acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, les frais de matériel ont progressé de 61 millions de dollars ou 10 %, ceux liés aux ressources humaines ont diminué de 139 millions ou 3 %, l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels a reculé de 140 millions ou 86 %, les autres frais ont baissé de 108 millions ou 11 %, les frais d'occupation ont reculé de 24 millions ou 4 %, les honoraires ont diminué de 24 millions ou 8 %, et les frais liés aux communications ont augmenté de 4 millions ou 1 %.

TABEAU 13 Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation

(en millions de dollars)	2002	2001	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Frais autres que d'intérêt	10 420 \$	9 755 \$	665 \$	7 %
Moins : Éléments exceptionnels (1)	–	(91)	(91)	n.s.
Frais autres que d'intérêt de base	10 420	9 664	756	8
Moins : Coûts liés aux droits à la plus-value des actions	(44)	(23)	21	91
Frais de rémunération au titre de la rétention – RBC Dain Rauscher (2)	(158)	(176)	(18)	(10)
Frais liés à l'exploitation	10 218	9 465	753	8
Moins : Frais autres que d'intérêt liés aux acquisitions récentes aux États-Unis (3)	(2 732)	(1 609)	1 123	70
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis	7 486	7 856	(370)	(5)
Moins : Amortissement de l'écart d'acquisition non lié aux acquisitions récentes aux États-Unis (3)	–	(143)	(143)	n.s.
Frais liés à l'exploitation, en excluant les acquisitions récentes aux États-Unis et l'écart d'acquisition	7 486	7 713	(227)	(3)%

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2002.

(2) Comprend Dain Rauscher Wessels pour les deux exercices, et Tucker Anthony Sutro pour 2002 seulement.

(3) Représente les frais autres que d'intérêt de RBC Centura Banks (qui incluent dorénavant Eagle Bancshares et RBC Mortgage aux fins de la présente analyse par la direction, ainsi que l'entité auparavant appelée Security First Network Bank), de RBC Liberty Insurance et de RBC Dain Rauscher (incluant Tucker Anthony Sutro), ainsi qu'une charge de 105 millions de dollars au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001 (néant en 2002), mais exclut les frais de rémunération au titre de la rétention et Dain Rauscher Wessels, laquelle a été intégrée à RBC Marchés des Capitaux au début de 2002.

n.s. non significatif

Perspectives

Pour 2003, nous prévoyons une augmentation des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation.

TABEAU 14 Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	2002 sur 2001 Augmentation (diminution)	
Ressources humaines					
Salaires	3 224 \$	2 748 \$	2 319 \$	476 \$	17 %
Rémunération variable	2 095	2 056	1 839	39	2
Frais de rémunération au titre de la rétention liés à une acquisition	158	176	–	(18)	(10)
Avantages sociaux	794	698	441	96	14
Droits à la plus-value des actions	44	23	52	21	91
	6 315	5 701	4 651	614	11
Frais d'occupation					
Location des locaux, montant net	595	561	384	34	6
Réparations et entretien des locaux	70	55	68	15	27
Amortissement	103	91	81	12	13
Taxes foncières	11	6	15	5	83
Services publics	17	11	22	6	55
	796	724	570	72	10
Matériel					
Location et entretien du matériel informatique et de bureau	516	431	376	85	20
Amortissement	304	298	289	6	2
	820	729	665	91	12
Communications					
Télécommunications	361	290	225	71	24
Marketing et relations publiques	211	180	173	31	17
Affranchissement et messageries	121	108	170	13	12
Papeterie et impression	108	108	127	–	–
	801	686	695	115	17
Honoraires	419	391	267	28	7
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	248	76	(248)	n.s.
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11	36	100
Autres					
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	129	171	134	(42)	(25)
Déplacements et relocalisation	144	121	85	23	19
Formation des employés	46	43	38	3	7
Dons	41	35	26	6	17
Autres	837	779	363	58	7
	1 197	1 149	646	48	4
Total des frais autres que d'intérêt de base	10 420	9 664	7 581	756	8
Éléments exceptionnels (1)	–	91	–	(91)	n.s.
Total	10 420 \$	9 755 \$	7 581 \$	665 \$	7 %

(1) Les éléments exceptionnels de 2001 sont présentés au tableau 6 de la page 27A. Il n'y a eu aucun élément exceptionnel en 2000 ni en 2002.
n.s. non significatif

Accent continu sur le contrôle des coûts

Les mesures de contrôle des coûts mises en œuvre en 2002 et au cours des exercices précédents continuent de porter leurs fruits, comme en témoigne la réduction de 5 % des charges d'exploitation (en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis) illustrée dans le tableau 13.

RBC Banque a excédé l'objectif visé, à savoir le maintien des frais autres que d'intérêt en 2002, et réduit ses frais autres que d'intérêt de 100 millions de dollars ou 3 %, en excluant les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Ce résultat favorable découle du succès obtenu relativement à un certain nombre de mesures prises, dont celles mentionnées ci-après.

Accroissement des mesures de prévention de la fraude. Ces mesures se sont traduites par des économies de plus de 50 millions de dollars cette année.

Élimination du chevauchement des processus et des autres pratiques inefficaces. L'intégration des activités de cartes de crédit aux produits et activités de vente de RBC Banque Royale a donné lieu à des réductions de coûts de plus de 10 millions de dollars en 2002.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de Security First Network Bank, de RBC Builder Finance et de RBC Mortgage à RBC Centura. Grâce à l'intégration réussie de certaines unités fonctionnelles, nous avons réalisé 100 % des réductions de coûts de 70 millions de dollars US qui étaient escomptées pour une période de trois ans – atteignant ainsi notre objectif presque deux ans plus tôt que prévu.

Intégration de certaines unités fonctionnelles de RBC Centura à RBC Banque Royale. Certaines activités des centres d'appels de RBC Centura ont été regroupées avec celles des centres d'appels de RBC Banque Royale au Canada, et plus de la moitié des appels que reçoit RBC Centura sont maintenant traités par les centres d'appels situés au Canada. RBC Centura prévoit également réaliser des réductions de coûts de plus de 7 millions de dollars en 2003 grâce à l'intégration de certaines activités d'Eagle Bancshares.

En préparation pour l'exercice 2003, RBC Banque est en train d'élaborer un cadre d'affaires commun axé sur les technologies électroniques. Nous croyons que ce modèle simplifié se traduira par des réductions de coûts transformationnelles, grâce à la prestation de solutions standardisées et flexibles pour tous les secteurs, réseaux et produits. Ce projet devrait donner lieu à des économies à compter de 2004.

En 2002, RBC Assurances a réalisé des réductions de coûts en impartissant la prestation des activités de soutien des technologies et de l'infrastructure au groupe Technologies et systèmes RBC, et en impartissant la fonction de la paie à un prestataire externe de services de paie. Par ailleurs, RBC Liberty Insurance a mené à terme l'intégration de logiciels liés à l'assurance et d'ententes d'impartition acquises auprès de Genelco, et a par le fait même supprimé des coûts. De plus, RBC Liberty Insurance procède actuellement à la transition vers les systèmes d'exploitation d'ordinateur de bureau et de serveur qu'utilisent nos autres secteurs d'exploitation.

Le programme de compression des coûts de RBC Investissements, qui a été mis en œuvre en 2001 afin de contrebalancer l'incidence de la faiblesse des marchés, se poursuivra en 2003. Ce secteur continue de chercher des moyens de réduire les frais autres que d'intérêt de façon permanente. Par exemple, en collaborant avec l'unité des Services aux institutions et aux investisseurs de RBC Services Internationaux, l'unité RBC Gestion Privée Globale a pu réduire ses coûts en impartissant ses activités de gestion des fonds.

RBC Dain Rauscher a réduit ses coûts grâce à l'intégration continue des activités de Tucker Anthony Sutro. Elle réalise également des réductions de coûts au moyen de certaines initiatives, notamment la réduction des postes qui se chevauchent et l'optimisation des occasions de croissance qui existent déjà au sein de RBC Dain Rauscher. Cette dernière a par ailleurs réduit ses coûts en procédant à une rationalisation de certaines activités par suite des mauvaises conditions du marché. À ce jour, les réductions de coûts découlant de toutes ces initiatives se sont chiffrées à plus de 30 millions de dollars US. Les réductions de coûts au titre de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro à celles de RBC Dain Rauscher devraient aussi s'établir à environ 30 millions de dollars US en 2003.

RBC Marchés des Capitaux a continué de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2002, en raison de la faiblesse des marchés. Le secteur a réduit ses charges grâce à diverses initiatives, notamment l'intégration continue des activités des Services des marchés financiers au Canada et aux États-Unis, ainsi que les réductions ciblées des coûts liés à la gestion de notre portefeuille de prêts, des coûts relatifs aux services de soutien des technologies, et des dépenses en immobilisations au titre de la technologie. RBC Marchés des Capitaux continuera de mettre l'accent sur le contrôle des coûts en 2003.

RBC Services Internationaux est une entreprise d'envergure, dont les coûts fixes sont relativement élevés. Afin de réduire ses coûts, le secteur cherche à améliorer son efficacité opérationnelle en augmentant les revenus de manière à réaliser des économies d'échelle et en continuant de perfectionner son infrastructure technologique. La croissance des revenus interne et les acquisitions ciblées généreront une hausse des revenus. Les acquisitions donneront lieu à des activités d'intégration qui se traduiront par des réductions des coûts.

Outre les mesures de compression des coûts de chaque plateforme, RBC Groupe Financier a mis sur pied l'initiative E² (efficacité et efficacité). Cette initiative vise principalement à éliminer le chevauchement des tâches au sein des diverses plateformes et à désigner des centres d'expertise pouvant être optimisés afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la croissance des revenus. Jusqu'à présent, cette initiative a permis de définir plus de 55 projets pouvant donner lieu à une réduction des coûts et à un accroissement des revenus.

TABLEAU 15 Impôts et autres taxes

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Charge d'impôts			
État consolidé des résultats	1 365 \$	1 340 \$	1 445 \$
Majoration au montant imposable équivalent	40	32	28
	1 405	1 372	1 473
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	224	221	208
Cotisations sociales	245	237	188
Taxes provinciales sur le capital	107	146	108
Taxes foncières (1)	11	6	16
Taxes d'affaires	22	25	26
Taxes sur les primes d'assurance	22	21	11
	631	656	557
Total	2 036 \$	2 028 \$	2 030 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	32,2 %	34,7 %	38,6 %
Taux d'imposition effectif total (3)	41,5 %	44,6 %	46,9 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des autres produits concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices.

(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 15 ci-dessus ont totalisé 2 036 millions de dollars à l'exercice 2002, soit 1 405 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 631 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a augmenté de 33 millions de dollars par rapport à 2001, en raison surtout de la hausse du bénéfice net avant impôts. Les autres taxes ont reculé de 25 millions de dollars, en raison principalement de la diminution des taxes provinciales sur le capital.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a diminué, passant de 34,7 % en 2001 à 32,2 % en 2002. Ce résultat reflète une réduction des taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté une charge d'impôts de 125 millions de dollars à l'exercice 2002 (économie d'impôts de 644 millions à l'exercice 2001) dans les capitaux propres, comme l'indique la note 14 à la page 86A.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations représentant 32 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en baisse par rapport à 35 % en 2001
- Prêts douteux bruts en baisse de 7 %
- Prêts douteux nets correspondant à 0,04 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en baisse légèrement par rapport à 0,08 %
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 1,1 milliard de dollars, soit un résultat inchangé
- Ratio des provisions spécifiques de 0,51 %, légèrement en baisse par rapport à 0,53 %
- Ratio des radiations nettes de 0,60 %, en hausse par rapport à 0,47 %
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 2,3 milliards de dollars, légèrement en baisse par rapport à 2,4 milliards

Portefeuille de prêts

Malgré un environnement très difficile en 2002, le portefeuille de prêts a connu un bon rendement reflétant les changements que nous avons apportés à nos pratiques en matière de crédit au cours des deux dernières années. Au cours de l'exercice, nous avons poursuivi notre stratégie visant à réduire les risques liés à la composition de notre portefeuille, qui comporte un nombre plus élevé de prêts hypothécaires résidentiels et un nombre réduit de prêts aux entreprises, lesquels présentent des risques plus élevés et sont plus capitalistiques. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont baissé pour représenter 32 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente en 2002, contre 43 % en 1998. En 2001, ce ratio s'établissait à 35 %.

Nous acquérons une protection relative au crédit afin de compenser les pertes qui pourraient découler d'une éventuelle détérioration de la solvabilité de certaines contreparties, et afin de gérer notre risque. Au 31 octobre 2002, le montant de notre protection relative au crédit s'élevait à 1 milliard de dollars, dont une tranche de 0,2 milliard se rapportait à chacun des secteurs des télécommunications, des services publics et des services financiers.

La portion de notre risque de crédit lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements ayant une cote de titre de bonne qualité a augmenté légèrement en 2002 pour s'établir à 70 %, par rapport à 69 %. Ces prêts aux entreprises et aux gouvernements incluent nos prêts aux petites entreprises, dont les cotes sont habituellement inférieures à celles de plus grandes entreprises.

Les tableaux 16 et 21, présentés à la page 47A et à la page 52A, respectivement, fournissent une répartition détaillée des prêts, des acceptations et des conventions de revente. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont reculé de 5,6 milliards de dollars au Canada, et de 1,7 milliard à l'échelle internationale. La réduction à l'extérieur des États-Unis, qui se chiffre à 2,3 milliards de dollars, a été contrebalancée en partie par une augmentation de 0,6 milliard aux États-Unis. La diminution globale découle de notre stratégie commerciale, qui vise à mettre fin aux relations-clients secondaires de RBC Marchés des Capitaux. Nous n'accordons pas de prêts à des taux inférieurs au taux préférentiel aux États-Unis.

Au Canada, nous n'avons enregistré aucune augmentation notable, sauf dans le secteur de l'automobile. L'augmentation dans ce secteur est attribuable au reclassement d'environ 0,8 milliard de dollars en prêts qui étaient auparavant comptabilisés dans le secteur du transport et de l'environnement. La réduction la plus importante concerne le secteur des services publics (1,4 milliard de dollars).

Pour ce qui est de notre portefeuille aux États-Unis, des augmentations se sont produites dans le secteur des services publics (1,1 milliard de dollars)

et le secteur immobilier commercial (0,8 milliard), et elles ont été contrebalancées en partie par une réduction dans le secteur des produits industriels (0,5 milliard). L'augmentation dans le secteur des services publics concerne principalement des prêts consentis à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie. La hausse dans le secteur immobilier commercial inclut des prêts de 0,2 milliard de dollars acquis dans le cadre de l'acquisition d'Eagle Bancshares.

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, les prêts ont reculé de 2,3 milliards de dollars, notamment dans le secteur des services financiers, des services publics et des produits industriels. Les réductions globales reflètent les mesures prises pour réduire nos prêts dans la région de l'Asie-Pacifique, y compris au Japon.

L'encours des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications à l'échelle mondiale a diminué de 22 % et s'établissait à 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2002. Les prêts à des entreprises du secteur des télécommunications dont la notation est sous la cote de titre de bonne qualité se sont chiffrés à 0,9 milliard de dollars et représentent 49 % du portefeuille, en baisse par rapport à 59 %. À l'heure actuelle, sept prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications sont classés à titre de prêts douteux, comparativement à six au 31 octobre 2001. Environ 90 % du montant initial des prêts douteux a fait l'objet d'une radiation ou d'une provision spécifique. Cela porte le montant des prêts douteux nets à 41 millions de dollars à la fin de l'exercice 2002.

Au 31 octobre 2002, l'encours des prêts accordés à des entreprises du sous-secteur de la production d'énergie se chiffrait à 2,0 milliards de dollars, et 48 % ont une cote de titre de bonne qualité. Le montant net des prêts douteux de 74 millions de dollars concerne trois comptes.

Une analyse supplémentaire des prêts est présentée dans la section Gestion du bilan et du capital, à la page 58A.

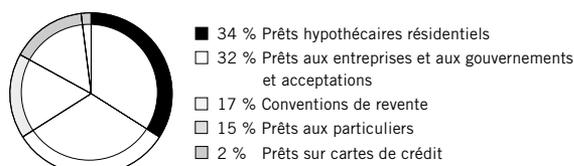
Prêts douteux

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux, c'est-à-dire que les intérêts sur ces prêts cessent d'être comptabilisés, lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 72A, sont réunies.

Comme l'indique le tableau 17 à la page 48A, les prêts douteux ont reculé de 177 millions de dollars au cours de l'exercice, pour s'établir à 2 288 millions. Ce recul traduit une baisse des ajouts nets (1 280 millions de dollars par rapport à 1 912 millions en 2001) et une augmentation des radiations (1 457 millions comparativement à 1 125 millions en 2001).

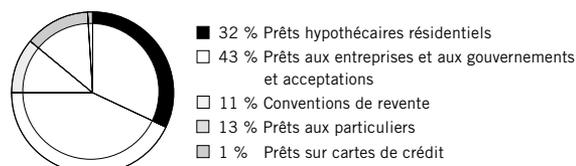
Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (2002)

Variation importante...



Composition du portefeuille des prêts et des acceptations (1998)

... de la composition du portefeuille



Les prêts douteux bruts ont diminué tant dans le portefeuille des prêts à la consommation que dans celui des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts à la consommation, les prêts douteux ont reculé de 67 millions de dollars pour s'établir à 437 millions. Au Canada, une importante réduction (75 millions de dollars) s'est produite en raison de l'amélioration globale du portefeuille, laquelle est attribuable à des initiatives récentes telles que l'implantation d'un système élaboré de modélisation des risques qui vise à optimiser le rapport risque-rendement, ainsi que l'optimisation des politiques et procédés en matière de risque (y compris l'implantation de nouveaux modèles de montage ainsi que la mise en œuvre de nouveaux procédés de recouvrement et de gestion du crédit).

Les prêts douteux bruts consentis aux entreprises et aux gouvernements ont chuté de 110 millions de dollars pour se chiffrer à 1 851 millions. Les réductions enregistrées au Canada (276 millions de dollars) et aux États-Unis (50 millions) ont contrebalancé les augmentations des prêts dans les autres pays (216 millions). Les prêts douteux bruts consentis à des entreprises du secteur canadien du transport et de l'environnement ont diminué de 136 millions de dollars, résultat qui tient au fait que les prêts consentis à une entreprise donnée sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante. Des diminutions ont également été enregistrées eu égard aux prêts consentis à des entreprises du secteur immobilier commercial (72 millions de dollars) et aux prêts accordés à de petites entreprises (56 millions). Aux États-Unis, une diminution nette s'est produite en raison de la réduction des prêts consentis à des entreprises du secteur des télécommunications (195 millions de dollars), découlant des radiations importantes effectuées. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une hausse des prêts consentis à des entreprises du secteur des services publics et du secteur des médias et de la câblodistribution. Un compte individuel a influé sur chacun de ces deux secteurs. Les prêts à intérêts non comptabilisés accordés à des entreprises en Argentine ont contribué à l'augmentation des prêts dans les autres pays.

Exprimés en pourcentage des prêts, acceptations et conventions de revente connexes (après déduction de la provision cumulative pour pertes sur prêts), les prêts douteux nets se sont établis à 0,04 %, en baisse légèrement par rapport à 0,08 % l'an dernier.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

La provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 065 millions de dollars à l'exercice 2002, en baisse de 54 millions par rapport à l'exercice 2001, comme l'indique le tableau 18, à la page 49A.

Nous protégeons une portion de notre portefeuille contre le risque de crédit au moyen de produits dérivés de crédit. Nous offrons également des dérivés de crédit à diverses contreparties. Cette année, la provision pour pertes sur créances incluait des montants liés à un compte du secteur des télécommunications et à un compte du secteur de l'énergie qui ont été reclassés à titre de prêts douteux, et qui ont été contrebalancés en partie par des gains de 102 millions de dollars tirés des dérivés de crédit connexes. Ce montant a été constaté à titre d'autres produits. Nous avons également fourni une protection à des contreparties au moyen de dérivés de crédit, relativement à une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis dont les prêts se sont retrouvés en souffrance au cours de l'exercice, ce qui a entraîné une perte à la valeur de marché de 69 millions de dollars.

En ce qui concerne le portefeuille de prêts à la consommation, la provision spécifique a augmenté de 25 millions de dollars pour s'établir à 430 millions. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont connu un recul léger de 9 millions de dollars pour se chiffrer à 635 millions. Ce résultat comprend une diminution de 166 millions de dollars des prêts au Canada, contrebalancée en partie par une hausse de 52 millions des prêts aux États-Unis et par une augmentation de 105 millions des prêts dans les autres pays. La diminution au Canada concerne divers secteurs. Les prêts aux États-Unis ont augmenté dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information, mais ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une diminution des prêts accordés à des entreprises des secteurs de l'immobilier commercial et des télécommunications. L'augmentation des prêts dans le secteur de l'énergie aux États-Unis (107 millions de dollars) est imputable à un seul compte.

La provision spécifique s'est chiffrée à 0,51% (0,49% en excluant l'incidence des produits dérivés de crédit) de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, soit un résultat en baisse par rapport à 0,53 % en 2001, comparativement à l'objectif de 0,45 % à 0,55 % établi pour l'exercice 2002.

Perspectives

Compte tenu de l'incertitude qui continue de caractériser l'économie et la situation politique à l'échelle mondiale, nous prévoyons que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances se situera entre 0,45 % et 0,55 % à l'exercice 2003, soit un objectif inchangé par rapport à 2002.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera nécessairement des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses importantes.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte trois composantes – les provisions cumulatives spécifiques, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative générale non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 73A.

Comme l'indique le tableau 19 à la page 50A, la provision cumulative pour pertes sur créances a reculé de 78 millions de dollars ou 3 % entre 2001 et 2002, pour s'établir à 2 314 millions de dollars. Au cours de l'exercice, les radiations, déduction faite des recouvrements, ont représenté 1 259 millions de dollars ou 0,60 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, par rapport à 940 millions ou 0,47 % l'an dernier. La provision cumulative à l'égard des risques-pays de 31 millions de dollars a été éliminée par suite de la radiation des prêts connexes faisant entièrement l'objet de provisions.

À l'exercice 2000, nous avons conclu une entente avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux auraient été fournis à la Banque si cette dernière avait subi des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Au cours de l'exercice, la cote du réassureur a été révisée à la baisse. En raison de cette révision et d'un examen interne effectué par la direction, nous n'avons pas renouvelé l'entente pour l'exercice 2003.

Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les stratégies utilisées pour minimiser les concentrations du risque de crédit font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section Gestion du risque présentée à la page 55A. Selon le tableau 16 présenté à la page 47A, le risque géographique le plus élevé au pays est en Ontario, où se trouve 38 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente. À l'échelle internationale, le risque le plus élevé est aux États-Unis, où se trouve 15 % du total de nos prêts, acceptations et conventions de revente.

Comme l'indique le tableau 16 à la page 47A, en excluant les petites entreprises, les concentrations du risque de crédit les plus élevées sont les secteurs des services financiers, de l'immobilier commercial et de l'énergie, où se trouvent respectivement 4 %, 3 % et 3 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente.

Le tableau 20 à la page 51A illustre les concentrations du risque géographique relatif aux encours à l'extérieur du Canada. Seuls 11 % des encours concernent des clients situés à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

TABLEAU 16 Prêts, acceptations et conventions de revente (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998	2002	1998
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique (2)	9 770 \$	9 654 \$	9 690 \$	8 840 \$	8 052 \$	4,5 %	4,5 %
Québec	15 190	13 863	16 191	14 936	14 066	7,1	7,9
Ontario	82 689	92 966	73 124	67 120	64 566	38,4	36,3
Provinces des Prairies (3)	26 989	25 192	29 402	25 521	23 288	12,5	13,1
Colombie-Britannique	23 367	22 696	25 118	23 141	22 295	10,9	12,5
Total au Canada	158 005	164 371	153 525	139 558	132 267	73,4	74,3
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	67 700	64 066	61 444	58 524	56 437	31,5	31,7
Prêts aux particuliers	25 918	27 202	27 207	24 353	21 814	12,0	12,3
Prêts sur cartes de crédit	4 740	4 110	4 666	2 666	1 945	2,2	1,1
	98 358	95 378	93 317	85 543	80 196	45,7	45,1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Petites et moyennes entreprises (4)	9 470	9 788	11 701	10 334	8 452	4,4	4,7
Exploitations agricoles	4 427	4 758	4 931	4 217	3 851	2,1	2,2
Services financiers	3 015	3 010	2 218	1 567	1 718	1,4	1,0
Services publics	2 911	4 293	3 754	3 350	3 442	1,4	1,9
Prêts hypothécaires commerciaux	2 468	2 635	2 961	2 635	2 434	1,1	1,4
Secteur immobilier commercial	2 393	2 325	2 594	2 400	2 523	1,1	1,4
Biens de consommation	2 238	2 447	2 874	2 086	2 802	1,0	1,6
Produits industriels	1 569	2 174	2 470	2 301	2 241	0,7	1,3
Transport et environnement (5)	1 450	2 138	1 519	1 562	1 392	0,7	0,8
Industrie automobile (5)	1 370	864	673	611	698	0,6	0,4
Gouvernements	1 039	1 597	1 385	2 105	1 951	0,5	1,1
Médias et câblodistribution (6)	994	1 510	1 120	1 135	959	0,5	0,5
Industrie forestière	954	1 275	1 362	1 151	1 728	0,4	1,0
Télécommunications	487	677	1 008	525	361	0,2	0,2
Mines et métaux	361	636	897	845	750	0,2	0,4
Technologies de l'information	191	203	210	191	204	0,1	0,1
Autres	5 194	5 803	6 437	4 650	4 577	2,4	2,5
	40 531	46 133	48 114	41 665	40 083	18,8	22,5
Conventions de revente	19 116	22 860	12 094	12 350	11 988	8,9	6,7
Total au Canada	158 005 \$	164 371 \$	153 525 \$	139 558 \$	132 267 \$	73,4 %	74,3 %
À l'étranger							
États-Unis	32 442 \$	29 879 \$	15 939 \$	17 247 \$	17 728 \$	15,1 %	10,0 %
Europe, Moyen-Orient et Afrique	19 006	16 860	9 782	9 642	16 822	8,8	9,5
Antilles	2 018	1 856	2 059	1 502	1 573	0,9	0,9
Amérique latine	1 400	1 680	1 842	2 309	3 875	0,6	2,2
Asie	1 004	1 328	1 781	2 417	4 550	0,5	2,5
Australie et Nouvelle-Zélande	1 468	1 207	1 218	1 693	1 085	0,7	0,6
Total à l'étranger	57 338	52 810	32 621	34 810	45 633	26,6	25,7
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	5 140	3 376	1 540	718	632	2,4	0,4
Prêts aux particuliers	6 038	5 309	812	902	947	2,8	0,5
Prêts sur cartes de crédit	174	173	-	-	-	0,1	-
	11 352	8 858	2 352	1 620	1 579	5,3	0,9
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations							
Services financiers	6 542	9 347	7 912	6 937	10 896	3,0	6,1
Services publics	3 731	2 994	3 051	3 887	4 702	1,7	2,6
Secteur immobilier commercial	5 124	4 082	271	464	862	2,4	0,5
Biens de consommation	1 383	1 699	1 111	1 411	2 756	0,6	1,5
Produits industriels	1 199	2 116	1 749	1 325	1 881	0,6	1,1
Transport et environnement	2 442	1 571	1 487	1 975	2 296	1,1	1,3
Industrie automobile	411	527	513	878	2 264	0,2	1,3
Gouvernements	130	128	167	773	492	0,1	0,3
Médias et câblodistribution (6)	1 321	1 380	2 033	1 909	2 270	0,6	1,3
Industrie forestière	417	385	468	549	609	0,2	0,3
Télécommunications	1 246	1 558	2 244	1 206	1 756	0,6	1,0
Mines et métaux	1 192	1 071	901	881	1 323	0,6	0,7
Technologies de l'information	180	396	433	709	1 212	0,1	0,7
Autres	3 953	3 688	1 720	2 364	2 816	1,8	1,6
	29 271	30 942	24 060	25 268	36 135	13,6	20,3
Conventions de revente	16 715	13 010	6 209	7 922	7 919	7,7	4,5
Total à l'étranger	57 338	52 810	32 621	34 810	45 633	26,6	25,7
Total des prêts, des acceptations et des conventions de revente	215 343	217 181	186 146	174 368	177 900	100,0 %	100,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)		
Total	213 140 \$	214 903 \$	184 275 \$	172 484 \$	175 874 \$		

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Les prêts aux petites et moyennes entreprises en 2002 se rapportent aux secteurs d'activité suivants : prêts de 1 737 millions de dollars liés au secteur immobilier commercial (1 788 millions en 2001); prêts de 1 583 millions liés au secteur des biens de consommation (1 665 millions en 2001); prêts de 887 millions liés au secteur des produits industriels (916 millions en 2001); prêts de 552 millions liés au secteur du transport et de l'environnement (605 millions en 2001); prêts de 377 millions liés au secteur de l'industrie automobile (434 millions en 2001); prêts de 278 millions liés au secteur de l'industrie forestière (296 millions en 2001); prêts de 125 millions liés au secteur des services publics (157 millions en 2001); prêts de 93 millions liés au secteur des technologies de l'information (133 millions en 2001); prêts de 69 millions liés au secteur des mines et métaux (s.o. en 2001); prêts de 132 millions liés au secteur des services financiers (96 millions en 2001); prêts de 77 millions liés aux secteurs des médias et de la câblodistribution (84 millions en 2001); prêts de 34 millions liés au secteur des télécommunications (45 millions en 2001); prêts de 3 526 millions liés aux autres secteurs (3 569 millions en 2001).

(5) À compter de 2002, certains montants jusque-là attribués au secteur du transport et de l'environnement ont été reclassés dans celui de l'industrie automobile.

(6) Comprend des prêts liés au secteur de la câblodistribution de 267 millions de dollars au Canada en 2002 (330 millions en 2001; 262 millions en 2000; 169 millions en 1999; 164 millions en 1998), et de 634 millions de dollars à l'étranger en 2002 (625 millions en 2001; 1 321 millions en 2000; 850 millions en 1999; 1 221 millions en 1998).

TABLEAU 17 Prêts douteux

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002		2001		2000	1999	1998
	Montant brut	Montant net (1)	Montant brut	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)	Montant net (1)
Au Canada							
Provinces de l'Atlantique (2)	107 \$	55 \$	124 \$	67 \$	65 \$	37 \$	24 \$
Québec	90	60	282	204	121	158	142
Ontario	471	261	621	330	287	190	80
Provinces des Prairies (3)	177	98	143	71	57	109	64
Colombie-Britannique	427	292	453	335	266	287	350
Total au Canada	1 272	766	1 623	1 007	796	781	660
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	102	87	142	118	157	131	116
Prêts aux particuliers	275	112	310	129	51	66	61
	377	199	452	247	208	197	177
Entreprises et gouvernements							
Petites et moyennes entreprises (4)	205	104	261	132	141	134	43
Exploitations agricoles (4)	141	97	111	86	39	49	31
Services financiers	-	(1)	7	2	7	1	(1)
Services publics	1	1	27	9	-	32	5
Prêts hypothécaires commerciaux	17	8	22	5	-	7	5
Secteur immobilier commercial	23	11	95	44	41	109	69
Biens de consommation	47	26	11	5	23	19	29
Produits industriels	23	12	45	26	18	6	1
Transport et environnement	138	108	274	222	120	12	3
Industrie automobile	10	3	18	5	4	-	-
Médias et câblodistribution	18	6	43	15	17	30	23
Industrie forestière	199	156	195	184	180	197	285
Télécommunications	20	6	-	-	-	-	-
Mines et métaux	-	-	1	1	(1)	(1)	-
Technologies de l'information	6	2	11	7	(2)	2	8
Autres	47	28	50	17	1	(13)	(18)
	895	567	1 171	760	588	584	483
Total au Canada	1 272	766	1 623	1 007	796	781	660
À l'étranger							
États-Unis	584	355	626	375	69	25	15
Amérique latine	217	154	14	5	3	3	1
Europe, Moyen-Orient et Afrique	115	50	79	35	7	12	24
Antilles	71	52	55	39	26	28	31
Australie et Nouvelle-Zélande	26	17	23	19	-	-	-
Asie	3	-	14	3	2	35	54
	1 016	628	811	476	107	103	125
Pays en développement	-	-	31	-	-	-	-
Total à l'étranger	1 016	628	842	476	107	103	125
Particuliers							
Prêts hypothécaires résidentiels	29	26	37	35	5	6	7
Prêts aux particuliers	31	17	15	8	-	-	-
	60	43	52	43	5	6	7
Entreprises et gouvernements							
Services financiers	77	46	83	24	(2)	22	15
Services publics	242	139	3	-	(2)	3	4
Secteur immobilier commercial	75	62	81	49	1	4	10
Biens de consommation	10	7	19	7	-	2	34
Produits industriels	30	13	10	(2)	38	15	22
Transport et environnement	68	39	91	58	25	-	1
Industrie automobile	29	22	33	25	-	(3)	10
Médias et câblodistribution (5)	56	56	-	-	-	-	-
Télécommunications	77	35	272	122	-	-	-
Mines et métaux	128	90	40	29	6	2	-
Technologies de l'information	48	17	76	70	-	-	-
Autres	116	59	82	51	36	52	22
	956	585	790	433	102	97	118
Total à l'étranger	1 016	628	842	476	107	103	125
Total (6), (7)	2 288 \$	1 394 \$	2 465 \$	1 483 \$	903 \$	884 \$	785 \$

(1) Déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

(2) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Comprend la tranche des prêts douteux qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 64 millions de dollars pour 2002 (95 millions en 2001; 101 millions en 2000; 79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 10 millions (6 millions en 2001; 6 millions en 2000; 5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Avant 1999, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts douteux.

(5) Comprend uniquement des prêts douteux liés au secteur de la câblodistribution.

(6) Comprend des biens saisis de 32 millions de dollars en 2002 (37 millions en 2001; 16 millions en 2000; 26 millions en 1999; 28 millions en 1998).

(7) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas inclus dans les prêts douteux s'élèvent à 217 millions de dollars en 2002 (245 millions en 2001).

TABEAU 18 Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000	1999	1998
Au Canada					
Provinces de l'Atlantique (1)	59 \$	63 \$	58 \$	32 \$	35 \$
Québec	(5)	43	22	71	63
Ontario	330	398	342	52	144
Provinces des Prairies (2)	86	81	64	95	53
Colombie-Britannique	59	104	40	192	132
Total au Canada	529	689	526	442	427
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	3	8	-	4	9
Prêts aux particuliers	266	265	301	172	171
Prêts sur cartes de crédit	135	125	102	55	28
	404	398	403	231	208
Entreprises et gouvernements					
Petites et moyennes entreprises	110	164	105	113	48
Exploitations agricoles	22	20	4	2	4
Services financiers	(27)	(9)	-	5	113
Services publics	4	17	(8)	12	1
Prêts hypothécaires commerciaux	(5)	7	2	8	6
Secteur immobilier commercial	(15)	15	(17)	9	(30)
Biens de consommation	19	2	7	11	23
Produits industriels	(7)	14	2	(10)	(6)
Transport et environnement	(19)	13	56	7	(27)
Industrie automobile	-	17	-	-	-
Médias et câblodistribution	(7)	13	12	8	4
Industrie forestière	4	7	(36)	81	76
Télécommunications	59	-	(1)	(32)	(29)
Mines et métaux	(1)	-	(1)	1	-
Technologies de l'information	3	3	8	8	5
Autres	(15)	8	(10)	(12)	31
	125	291	123	211	219
Total au Canada	529	689	526	442	427
À l'étranger					
États-Unis	440	377	99	45	(7)
Amérique latine	57	5	2	2	(2)
Europe, Moyen-Orient et Afrique	38	(1)	(9)	21	10
Antilles	6	(6)	3	-	3
Australie et Nouvelle-Zélande	5	4	-	-	-
Asie	(10)	(19)	(50)	20	124
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Particuliers					
Prêts hypothécaires résidentiels	7	-	-	1	1
Prêts aux particuliers	15	5	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	4	2	-	-	-
	26	7	-	1	1
Entreprises et gouvernements					
Services financiers	21	(3)	(21)	2	36
Services publics	141	(8)	(2)	-	21
Secteur immobilier commercial	4	65	1	2	(2)
Biens de consommation	(2)	-	(7)	(10)	(5)
Produits industriels	5	3	34	31	9
Transport et environnement	21	8	42	-	(1)
Industrie automobile	1	7	(8)	(2)	29
Médias et câblodistribution	-	3	-	-	-
Télécommunications	202	272	-	-	-
Mines et métaux	28	-	2	15	-
Technologies de l'information	41	7	-	3	-
Autres	48	(1)	4	46	40
	510	353	45	87	127
Total à l'étranger	536	360	45	88	128
Provisions spécifiques attribuées	1 065	1 049	571	530	555
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	-	-	-	-	(80)
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total de la provision générale (3)	-	70	120	230	100
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$

(1) Comprend Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(2) Comprend le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(3) La provision générale attribuée et la provision générale non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999 et 100 millions en 1998. Elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

TABEAU 19 Provision cumulative pour pertes sur créances

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Provision cumulative au début	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691	760	575
Radiations					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	(11)	(15)	(11)	(14)	(17)
Prêts aux particuliers	(381)	(394)	(372)	(236)	(163)
Prêts sur cartes de crédit	(172)	(169)	(150)	(65)	(52)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(330)	(296)	(225)	(524)	(250)
	(894)	(874)	(758)	(839)	(482)
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(9)	-	-	-
Prêts aux particuliers	(17)	(7)	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	(6)	(2)	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(506)	(233)	(81)	(229)	(29)
Risques à l'égard des pays en développement	(33)	-	-	(4)	(325)
	(563)	(251)	(81)	(233)	(354)
	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 072)	(836)
Recouvrements					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	-	-	-	2	6
Prêts aux particuliers	68	66	44	31	26
Prêts sur cartes de crédit	37	44	48	10	24
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	72	58	48	66	80
	177	168	140	109	136
À l'étranger					
Prêts aux particuliers	2	1	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	1	-	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	18	16	22	5	8
	21	17	22	5	8
	198	185	162	114	144
Radiations nettes	(1 259)	(940)	(677)	(958)	(692)
Acquisition de Centura Banks, Inc.	-	157	-	-	-
Acquisition de Eagle Bancshares, Inc.	18	-	-	-	-
Ajustements	98	81	61	32	65
Provision cumulative à la fin	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Attribution de la provision cumulative (1)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	35 \$	45 \$	46 \$	53 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	429	447	403	344	156
Prêts sur cartes de crédit	147	147	88	60	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	711	791	664	748	604
	1 322	1 430	1 201	1 205	810
À l'étranger, excluant les pays en développement					
Prêts hypothécaires résidentiels	6	4	11	9	7
Prêts aux particuliers	36	33	-	-	-
Prêts sur cartes de crédit	5	5	-	-	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	583	581	322	380	359
	630	623	333	389	366
Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2)	1 952	2 053	1 534	1 594	s.o.
Provision cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2)	251	225	337	290	s.o.
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	2 203	2 278	1 871	1 884	2 026
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres (3)	109	109	98	-	-
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	2	5	6	16	40
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts (4), (5)					
Au Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	32 %	30 %	33 %	34 %	32 %
Prêts aux particuliers	12	12	15	14	12
Prêts sur cartes de crédit	2	2	2	1	1
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	26	30	32	32	32
	72	74	82	81	77
À l'étranger	28	26	18	19	23
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2002, en 2001, en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 1 060 millions de dollars (1 076 millions en 2001; 765 millions en 2000; 790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 20 millions de dollars (21 millions en 2001; 18 millions en 2000; 11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 266 millions (266 millions en 2001; 207 millions en 2000; 174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 147 millions (147 millions en 2001; 88 millions en 2000; 60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 386 millions (385 millions en 2001; 321 millions en 2000; 370 millions en 1999); à l'étranger – prêts hypothécaires résidentiels, 3 millions de dollars (2 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux particuliers, 22 millions (26 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts sur cartes de crédit, 5 millions (5 millions en 2001; néant en 2000 et en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 211 millions (224 millions en 2001; 131 millions en 2000; 175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) La provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative générale non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998. Avant le 31 octobre 1999, elles n'étaient pas séparées en deux composantes.

(3) Depuis l'exercice 2000, la provision cumulative pour éléments hors bilan et autres est constatée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Les prêts comprennent les acceptations et les conventions de revente.

(5) Les prêts et les acceptations au Canada comprennent tous les prêts et les acceptations comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

TABLEAU 20 Encours à l'étranger (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002		2001		2000	
		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total		Pourcentage de l'actif total
États-Unis – Banques	5 838 \$		7 186 \$		5 462 \$	
Gouvernement	3 257		3 834		889	
Autres	62 210		49 172		30 034	
	71 305	18,92 %	60 192	16,75 %	36 385	12,56 %
Europe de l'Ouest						
Royaume-Uni – Banques	7 179		6 275		4 347	
Gouvernement	295		153		26	
Autres	5 719		5 256		5 791	
	13 193	3,50	11 684	3,25	10 164	3,51
France – Banques	2 061		2 378		2 379	
Gouvernement	86		68		45	
Autres	831		1 176		1 552	
	2 978	0,79	3 622	1,01	3 976	1,37
Allemagne – Banques	5 344		5 952		5 471	
Gouvernement	318		173		1	
Autres	381		559		643	
	6 043	1,60	6 684	1,86	6 115	2,11
Pays-Bas	2 271	0,60	2 218	0,62	1 300	0,45
Suisse	1 714	0,45	1 362	0,38	1 687	0,58
Autres	5 658	1,51	5 244	1,46	4 305	1,49
	31 857	8,45	30 814	8,58	27 547	9,51
Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique	247	0,07	469	0,13	645	0,22
Amérique latine						
Argentine	146	0,04	193	0,06	324	0,11
Brésil	38	0,01	71	0,02	75	0,02
Chili	800	0,21	836	0,23	751	0,26
Mexique	493	0,13	696	0,19	343	0,12
Autres	42	0,01	174	0,05	212	0,08
	1 519	0,40	1 970	0,55	1 705	0,59
Antilles						
Bahamas	1 453	0,38	1 520	0,42	1 549	0,54
Autres	485	0,13	1 902	0,53	1 952	0,67
	1 938	0,51	3 422	0,95	3 501	1,21
Asie						
Japon – Banques	321		53		634	
Gouvernement	2 426		1 663		1 599	
Autres	64		988		1 000	
	2 811	0,75	2 704	0,75	3 233	1,12
Singapour	229	0,06	217	0,06	336	0,11
République de Corée	405	0,11	449	0,13	338	0,11
Autres	38	0,01	145	0,04	188	0,07
	3 483	0,93	3 515	0,98	4 095	1,41
Australie et Nouvelle-Zélande	2 842	0,75	2 335	0,65	1 775	0,61
Provision cumulative pour pertes sur prêts (2)	(760)	(0,20)	(728)	(0,20)	(441)	(0,15)
Total	112 431 \$	29,83 %	101 989 \$	28,39 %	75 212 \$	25,96 %

- (1) Comprend les montants contractuels suivants, liés à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations, les dépôts productifs d'intérêts à des banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêts et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays en question. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.
- (2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée. Pour les exercices antérieurs à 2002, la provision cumulative pour pertes sur prêts comprend également la provision cumulative attribuée à l'égard des risques-pays.

TABEAU 21 Prêts, acceptations et conventions de revente aux États-Unis et données relatives à la qualité de ces prêts (1)

(en millions de dollars)	Solde des prêts			Montant brut des prêts douteux			Montant net des prêts douteux			Provision pour pertes sur créances		
	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000	2002	2001	2000
Particuliers												
Prêts hypothécaires résidentiels	4 351 \$	2 664 \$	845 \$	16 \$	24 \$	– \$	13 \$	22 \$	– \$	7 \$	8 \$	– \$
Prêts aux particuliers	5 269	4 621	78	31	15	–	17	8	–	15	5	–
Prêts sur cartes de crédit	125	128	–	–	–	–	–	–	–	4	2	–
	9 745	7 413	923	47	39	–	30	30	–	26	15	–
Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations												
Services financiers	3 770	4 104	4 521	46	30	–	35	23	–	11	7	–
Services publics	2 680	1 613	1 582	95	–	–	29	–	–	107	–	–
Secteur immobilier commercial	4 531	3 773	44	75	81	4	62	49	1	5	66	2
Biens de consommation	958	1 172	435	10	9	–	7	7	–	4	2	–
Produits industriels	974	1 513	1 107	30	8	68	13	(1)	34	8	3	40
Transport et environnement	484	788	469	36	48	56	28	26	25	5	(4)	42
Industrie automobile	409	408	221	29	33	–	22	25	–	1	6	–
Gouvernements	19	23	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Médias et câblodistribution (2)	1 107	1 038	1 782	56	–	–	56	–	–	–	3	–
Industrie forestière	223	98	181	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Télécommunications	689	835	1 131	77	272	–	35	122	–	202	272	–
Mines et métaux	70	45	104	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Technologies de l'information	177	299	374	48	76	–	17	70	–	41	7	–
Autres	3 348	3 089	541	35	30	17	21	24	9	30	–	15
	19 439	18 798	12 492	537	587	145	325	345	69	414	362	99
Conventions de revente	3 258	3 668	2 524	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	32 442 \$	29 879 \$	15 939 \$	584 \$	626 \$	145 \$	355 \$	375 \$	69 \$	440 \$	377 \$	99 \$

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend des prêts de 522 millions de dollars liés au secteur de la câblodistribution (455 millions en 2001; 1 162 millions en 2000) et des prêts douteux de 56 millions liés au secteur de la câblodistribution (montant brut) en 2002.

TABEAU 22 Profil de risque

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998
Montant brut des prêts douteux					
Au début	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$
Montant net des ajouts (retraits)	1 280	1 912	813	743	628
Radiations et ajustements	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)
À la fin	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$
Provision cumulative pour pertes sur créances					
Provisions cumulatives spécifiques	894 \$	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$
Provision cumulative à l'égard des risques-pays	–	31	28	34	40
Provision cumulative générale (2)					
Provision cumulative générale attribuée (2), (4)	1 169	1 185	863	790	s.o.
Provision cumulative générale non attribuée (2)	251	225	337	290	s.o.
Total de la provision cumulative générale (2)	1 420	1 410	1 200	1 080	850
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$
En pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %
En pourcentage des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	96 %	93 %	112 %	112 %	103 %
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes (1)					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,13 %	0,18 %	0,26 %	0,22 %	0,21 %
Prêts aux particuliers	0,43	0,48	0,19	0,27	0,28
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,00	1,17	0,99	1,05	0,86
À l'étranger	0,49	0,63	0,52	0,55	0,48
	1,05	0,85	0,33	0,32	0,31
Total avant la provision cumulative générale pour pertes sur prêts	0,65 %	0,69 %	0,49 %	0,51 %	0,44 %
Total après la provision cumulative générale pour pertes sur prêts	0,04 %	0,08 %	(0,11)%	(0,11)%	(0,04)%
Provision pour pertes sur créances					
Provisions spécifiques	1 065 \$	1 049 \$	571 \$	530 \$	555 \$
Provision à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	(80)
Provision générale (3)					
Provision générale attribuée (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.
Total de la provision générale	–	70	120	230	100
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$
En pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	– %	0,01 %	– %	0,01 %	0,02 %
Prêts aux particuliers	1,00	0,94	1,12	0,71	0,76
Prêts sur cartes de crédit	3,10	2,73	2,87	2,39	1,39
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,21	0,52	0,22	0,40	0,37
À l'étranger	0,34	0,45	0,36	0,32	0,31
	0,98	0,74	0,13	0,23	0,31
Total des provisions spécifiques	0,51 %	0,53 %	0,32 %	0,30 %	0,31 %
Total de la provision	0,51 %	0,56 %	0,38 %	0,43 %	0,32 %
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,58 %	0,47 %	0,38 %	0,54 %	0,21 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,60 %	0,47 %	0,38 %	0,55 %	0,39 %

(1) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale n'était pas séparée en provision cumulative générale attribuée et non attribuée.

(3) Avant le 1^{er} novembre 1999, la provision générale n'était pas séparée en provision générale attribuée et non attribuée.

(4) Comprend la provision cumulative pour éléments hors bilan et autres.

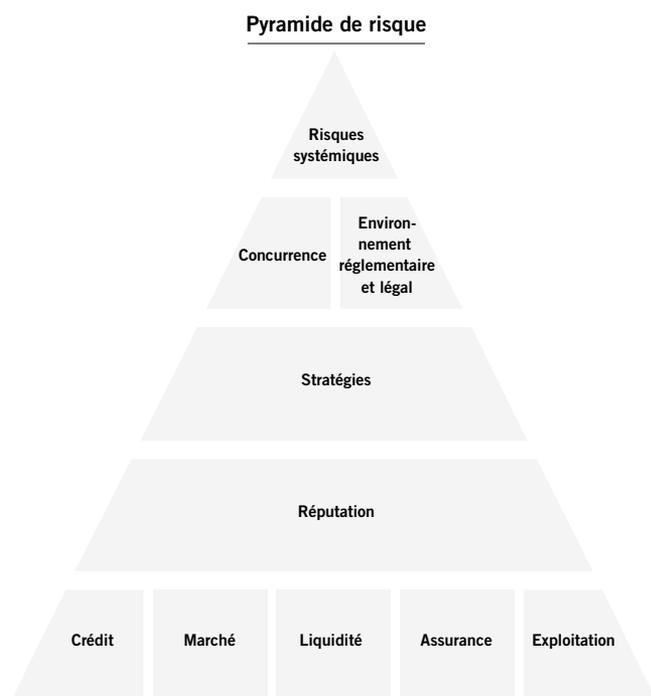
Gestion des risques

Vue générale

La gestion des risques vise à créer de la valeur pour les actionnaires en faisant preuve de leadership aux fins de la gestion stratégique des risques. Les priorités sont les suivantes :

- améliorer les communications concernant les risques et le goût du risque au sein de l'organisation;
- aligner le processus de gestion des risques sur nos secteurs d'exploitation;
- investir dans nos capacités, de manière à mieux mesurer, comprendre et gérer les risques;
- améliorer l'efficacité et la réactivité des principaux processus et pratiques en matière de gestion des risques, ainsi que leur accessibilité;
- attirer, former et conserver une équipe de professionnels très productifs.

Nos activités commerciales nous exposent aux risques illustrés dans la pyramide ci-dessous. Cette pyramide est le principal outil qui nous permet de déterminer et d'évaluer les risques au sein de l'organisation. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. Nous accordons une attention particulière aux risques plus contrôlables qui se trouvent au bas de la pyramide.



- Le **risque de crédit** correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un titulaire de police, un réassureur ou un garant.
- Le **risque de marché** correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.
- Le **risque de liquidité** correspond au risque que nous ne puissions pas générer ni obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations.
- Le **risque d'assurance**, qui se rapporte à notre plateforme d'assurance, est le risque inhérent à l'élaboration, à l'établissement et à l'administration de polices d'assurance, et il inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.
- Le **risque opérationnel** correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou des procédures judiciaires et réglementaires.



Optique organisationnelle

La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et par les secteurs d'exploitation. Ce partenariat vise à garantir que nous demeurons axés stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Les spécialistes de la gestion des risques travaillent en collaboration avec les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficiente du capital.

Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil.

Conseil d'administration et Comité de la politique de prêt

L'échelon supérieur de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque illustrée à la page 53A inclut le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration, ainsi que le Comité de la politique de prêt. Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Établir, influencer et communiquer la culture de l'organisation eu égard au risque;
- Déterminer et communiquer le goût de l'organisation pour le risque;
- Établir la structure organisationnelle de la Gestion des risques du Groupe;
- Examiner et approuver les politiques de contrôle des risques;
- Examiner et surveiller les risques principaux que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer, et fournir des lignes de conduite, le cas échéant;
- S'assurer que les ressources au sein de l'organisation sont suffisantes et appropriées pour gérer les risques assumés.

Gestion des risques

L'échelon intermédiaire de l'optique organisationnelle de la pyramide de risque présentée à la page 53A inclut le Chef de la gestion des risques, la Gestion des risques du Groupe et divers comités de gestion des risques, à savoir le Comité actif-passif, le Comité de la gouvernance d'entreprise aux États-Unis, le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation, le Comité de gestion des risques et d'autres comités responsables de la gestion de risques tels que le risque de taux d'intérêt et le risque commercial. En 2002, le comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil a été créé afin d'examiner les activités des structures d'accueil et de faire rapport de ses conclusions. Ce comité relève à la fois du Chef de la gestion des risques et du Chef des finances, de manière à assurer le respect des politiques et procédures liées aux structures d'accueil au sein de toute l'organisation. Une analyse plus détaillée des structures d'accueil est présentée à la page 64A.

Les principales responsabilités de cet échelon sont les suivantes :

- Élaborer et maintenir, à l'échelle de l'organisation, un cadre intégré de mesure, de gestion et de présentation des risques;
- Établir un processus exhaustif d'évaluation et d'approbation des risques incluant des politiques et procédures s'appliquant à toute l'organisation;
- Élaborer des lignes de conduite et des plafonds de risque, de manière à assurer une diversification des risques appropriée et l'optimisation du rapport risque-rendement eu égard aux portefeuilles et aux opérations;
- Aviser le Conseil d'administration et la haute direction des principaux risques que l'organisation assume ou avec lesquels elle doit composer;
- Collaborer avec les secteurs d'exploitation afin de déterminer, de comprendre, de mesurer, d'atténuer et de surveiller les risques assumés.

Capital économique

Le capital économique représente une estimation des capitaux propres requis pour soutenir les risques. Pour le calculer, on détermine le niveau de capitaux requis pour couvrir les risques, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées. L'analyse du capital économique reflète l'optique des actionnaires et elle favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires. Le calcul du capital économique nécessite la formulation d'hypothèses et l'exercice de jugements, et le montant de capital économique calculé pourrait différer si des changements sont apportés à ces hypothèses et jugements.

Le capital économique est affecté de manière à fournir directement des mesures de rendement comparables pour chacun de nos secteurs d'exploitation, et il aide la haute direction à établir un plan stratégique, à affecter les ressources et à mesurer le rendement. Nous surveillons constamment les méthodes d'attribution du capital pour nous assurer que les risques sont quantifiés de façon constante au moyen de l'information disponible. Nous améliorons périodiquement ces méthodes et appliquons les changements sur une base prospective.

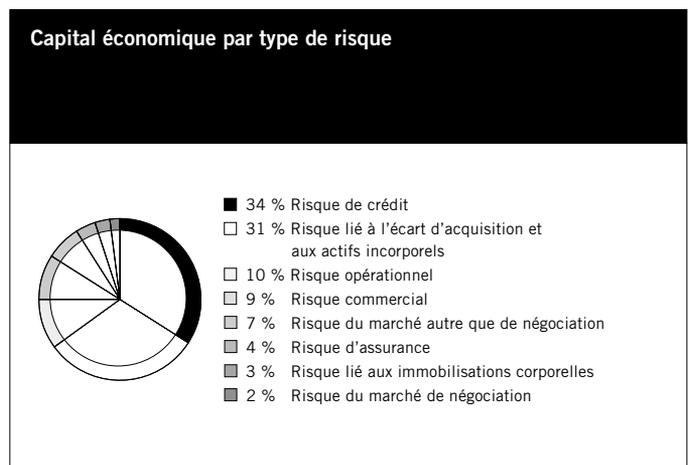
La méthode d'attribution du capital économique vise à :

- couvrir tous les risques;
- s'assurer que chaque dollar de capital représente le même niveau de risque, peu importe le secteur auquel il a été attribué;
- déterminer les exigences en matière de capital avec exactitude et impartialité;
- créer des incitatifs économiquement rationnels pour les directeurs des opérations.

Le capital économique est une composante du calcul du profit économique (se reporter à la page 26A). L'attribution du capital renforce la discipline de gestion des risques. On calcule un capital économique eu égard aux huit types de risque suivants : le risque de crédit, le risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, le risque opérationnel, le risque commercial, le risque du marché autre que de négociation, le risque d'assurance, le risque lié aux immobilisations corporelles et le risque du marché de négociation. De plus amples détails sur les risques de crédit, de marché et d'assurance ainsi que sur le risque opérationnel sont fournis dans les sections qui suivent. Le risque commercial est le risque de pertes dues à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies. Les risques liés à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'aux immobilisations corporelles constituent les risques que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable nette.

La combinaison des facteurs de risque propres à diverses catégories de risque et à divers secteurs d'activité, c'est-à-dire leur diversification, permet de réduire les risques dans une certaine mesure. Nos secteurs d'exploitation bénéficient des avantages qui découlent de cette diversification. Par conséquent, le calcul du profit économique et des rendements des capitaux propres repose sur les niveaux de capital économique, lesquels tiennent compte de l'incidence de la diversification.

Le graphique suivant représente les niveaux de capital économique relatifs à chaque type de risque pour l'exercice 2002.



Les sections qui suivent analysent la façon dont nous gérons les principaux risques contrôlables, y compris les risques de crédit, de marché, de liquidité et d'assurance ainsi que le risque opérationnel.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte aux instruments financiers au bilan tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux montants en équivalent-crédit relatifs aux instruments financiers hors bilan.

Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise. La gestion du risque de crédit vise à évaluer et à gérer le risque de crédit de manière à rehausser davantage notre solide culture du crédit.

Comme il est mentionné dans la section sur la qualité du crédit présentée aux pages 45A à 52A, nous avons considérablement amélioré la composition de notre portefeuille de prêts. Les améliorations apportées découlent de notre stratégie visant à réduire notre portefeuille de prêts aux entreprises et à augmenter la taille de nos portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts hypothécaires résidentiels, dont les taux de perte sont très faibles.

Nous procédons continuellement à l'ajout et à l'amélioration d'outils utilisés pour analyser, mesurer et gérer le risque de crédit. Ces outils incluent des systèmes de modélisation élaborés par des tiers, des évaluations des facteurs de stress et des systèmes d'information de gestion améliorés.

Cotes de crédit

Une cote de crédit interne basée sur un examen détaillé de l'entreprise est attribuée aux entreprises qui empruntent des fonds. Cet examen tient compte des tendances des secteurs d'activité, de la compétitivité sur le marché, de la stratégie globale de l'entreprise, de sa capacité financière, de son accès à des fonds, de la gestion financière et de tous les autres risques avec lesquels l'entreprise doit composer. Notre système d'établissement des cotes de crédit se base sur une échelle de 22 points.

Nous utilisons des modèles d'évaluation du crédit par score pour déterminer les cotes de crédit attribuées eu égard aux prêts consentis aux consommateurs et à certaines petites entreprises. L'évaluation du crédit par score permet de mesurer le risque relatif lié aux prêts consentis initialement et à toute augmentation subséquente des montants prêtés. Nous surveillons le risque de crédit lié aux prêts à la consommation à l'aide de modèles d'évaluation par score et en fonction des habitudes de paiement, de manière à prédire le comportement du portefeuille.

Nous évaluons et révisons régulièrement les cotes de crédit internes et les évaluations du crédit par score.

Diversification du portefeuille

La diversification du portefeuille constitue notre principe absolu, et nos politiques et plafonds en matière de crédit sont par conséquent structurés de manière à s'assurer que notre exposition à un client, à un secteur d'activité ou à une région géographique donnée n'est pas trop grande.

Afin d'éviter les pertes excessives qui peuvent se produire si une contrepartie donnée est incapable de remplir ses obligations de paiement, nous avons établi des plafonds individuels basés sur les cotes de crédit. Dans certains cas, les prêts sont syndiqués de manière à réduire le risque global lié à une entreprise.

Nous avons également établi des plafonds pour gérer notre exposition à un pays ou secteur donné. Nous attribuons une cote de crédit à chaque pays et à chaque secteur. Ces cotes de crédit tiennent compte de facteurs communs à toutes les entités d'un pays ou secteur donné, qui sont indépendants de la volonté de l'entité. Nous déterminons les plafonds en nous basant sur la cote de crédit ainsi que sur notre propension au risque et notre stratégie commerciale.

Atténuation des risques

Afin d'atténuer les risques liés à certaines composantes de notre portefeuille, nous avons recours à des produits dérivés de crédit. Au 31 octobre 2002, nous avons pris des mesures d'atténuation des risques relativement au risque de crédit lié à des prêts de 1,0 milliard de dollars consentis à des entreprises. Le total de la couverture fournie à diverses contreparties au moyen de produits dérivés de crédit se chiffrait à 0,3 milliard de dollars au 31 octobre 2002.

Nous avons également recours à des ventes de prêts pour atténuer les risques. Nous décelons et vendons les prêts que nous avons consentis lorsque le rapport risque-rendement d'un emprunteur n'est plus désirable.

Afin de réagir de façon proactive à la détérioration du crédit et d'atténuer les risques, nous avons recours à un groupe spécialisé dans les comptes problématiques aux fins de la gestion et du recouvrement des prêts à intérêts non comptabilisés et de certains prêts à intérêts comptabilisés.

Risque de marché

Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de nos portefeuilles de négociation et autres que de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif. Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et notre valeur économique. Outre l'analyse suivante des activités de négociation, des renseignements sont fournis à la section Portefeuille autre que de négociation, à la page 61A.

Risque d'écart de taux

Le risque d'écart de taux représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur notre bénéfice, des changements dans le degré de solvabilité des personnes à l'égard desquelles nous sommes exposés à un risque, tant sur une base individuelle qu'à l'échelle du marché. Nos sommes exposés au risque d'écart de taux en raison des obligations détenues et des produits dérivés de crédit que nous détenons. Le risque d'écart de taux lié au portefeuille de négociation découle de la tenue de marché ainsi que des activités de négociation pour compte propre dans notre unité de négociation des dérivés de crédit.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur nos résultats et notre valeur économique. Nous sommes exposés au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des produits dérivés.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans nos activités de courtage et de placement. Le risque sur actions découle également de nos activités de négociation, y compris la conclusion d'opérations sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour nos clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.

Activités de négociation

Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt et des actions. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions exclusives de risque de marché en respectant les autorisations accordées par notre Conseil d'administration.

Nous avons récemment procédé à une mise à jour importante de notre système de gestion du risque de marché lié aux entreprises dans le cadre de notre processus permanent de renouvellement, qui vise à mettre en œuvre les meilleures pratiques et à améliorer nos capacités de supervision des risques. Cette initiative représente un jalon important qui nous permet d'évaluer les pertes possibles en appliquant de façon uniforme et opportune des techniques de modélisation de toutes les catégories de risque. En novembre 2002, nous avons obtenu les approbations réglementaires qui nous permettront d'utiliser des modèles internes relativement aux exigences en matière de capital réglementaire liées aux risques spécifiques que présentent les portefeuilles de titres d'emprunt ayant une cote de crédit de bonne qualité.

Valeur à risque

Nous gérons les risques de marché associés aux activités de négociation au moyen principalement d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR). La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques et des informations sur les prix du marché historiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que nous subirions dans nos portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. Notre VAR est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que nous pourrions subir dans nos portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. Nous utilisons une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de notre portefeuille de négociation. Le graphique de la page 56 illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt accumulé attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2002, nous avons enregistré seulement quatre jours où des pertes de négociation nettes se sont produites, et nous n'avons pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation nettes ont dépassé l'estimation de la VAR pour cette journée.

Le tableau 23 à la page suivante indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation regroupées pour les exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001. Le tableau indique également notre VAR globale, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein de notre portefeuille de négociation. Comme l'indique le tableau, notre VAR moyenne en 2002 s'est établie à 11 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à 2001. Une réduction du risque lié au portefeuille de négociation d'actions a contrebalancé une augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt (imputable à l'ajout du risque d'écart de taux dans le modèle de la VAR).

TABLEAU 23

Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

(en millions de dollars)	2002				2001			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Actions	7 \$	12 \$	8 \$	6 \$	8 \$	16 \$	10 \$	6 \$
Change et marchandises	2	9	3	1	2	6	3	1
Taux d'intérêt	11	14	6	2	3	9	4	2
VAR globale (2)	13 \$	18 \$	11 \$	7 \$	8 \$	18 \$	11 \$	6 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

L'unité fonctionnelle de Gestion des risques du Groupe, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise notre méthodologie VAR pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

Nous reconnaissons que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché et que son usage est restreint, car elle se base sur de l'information historique uniquement. Nous établissons donc d'autres plafonds pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart sur la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.

Test inversé

Des simulations rétroactives générant des profits et pertes hypothétiques servent à surveiller la validité statistique du modèle de la VAR. Les profits et pertes hypothétiques sont calculés en déterminant l'incidence des mouvements réels des cours et des taux du marché d'une journée sur un portefeuille donné maintenu à un niveau constant pendant une journée. Tous les portefeuilles de négociation font quotidiennement l'objet de simulations rétroactives. Les résultats sont présentés au BSIF trimestriellement. Au cours de l'exercice 2002, les profits et les pertes hypothétiques ont excédé la VAR à deux reprises. Ce résultat se situe dans l'intervalle de variation prévu et corrobore la validité du modèle de la VAR.

Évaluation des facteurs de stress

Nous effectuons également une analyse des pertes de négociation possibles causées par des événements engendrant un stress, à titre de contrôle supplémentaire de notre risque de marché. À cette fin, nous appliquons des scénarios historiques et des scénarios élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de notre portefeuille.

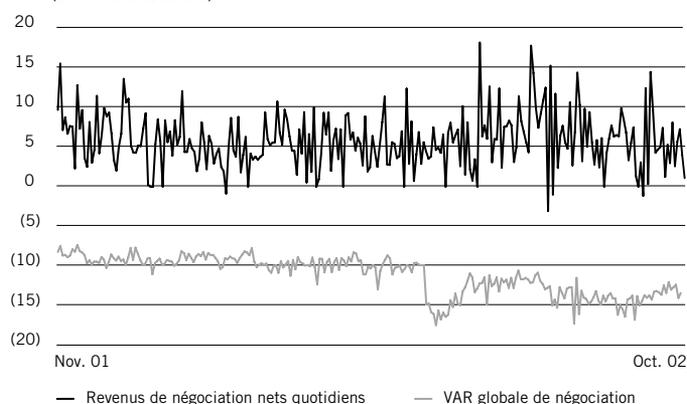
Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons générer ou obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables.

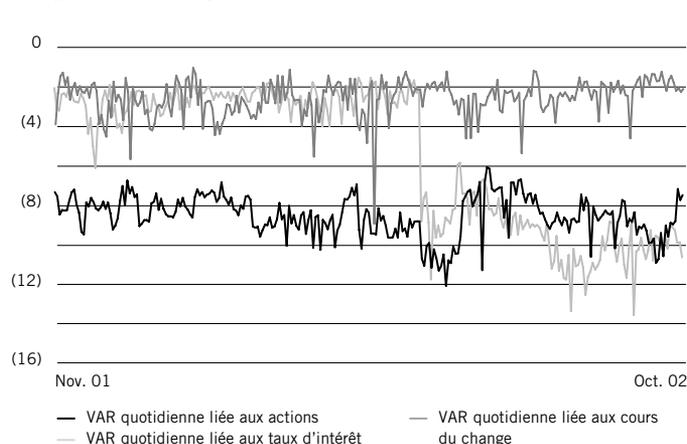
Le risque de liquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et atténués de façon appropriée. Nous avons élaboré et mis en œuvre un cadre exhaustif de gestion des liquidités, axé sur des politiques, des procédures, des méthodes et des processus de mesure.

Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif orientent et supervisent notre programme de gestion du risque de liquidité, et le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et nos principales politiques connexes. La trésorerie générale élabore des politiques, stratégies et plans d'urgence eu égard à la gestion des liquidités, et elle recommande et surveille les plafonds et coordonne les activités des filiales.

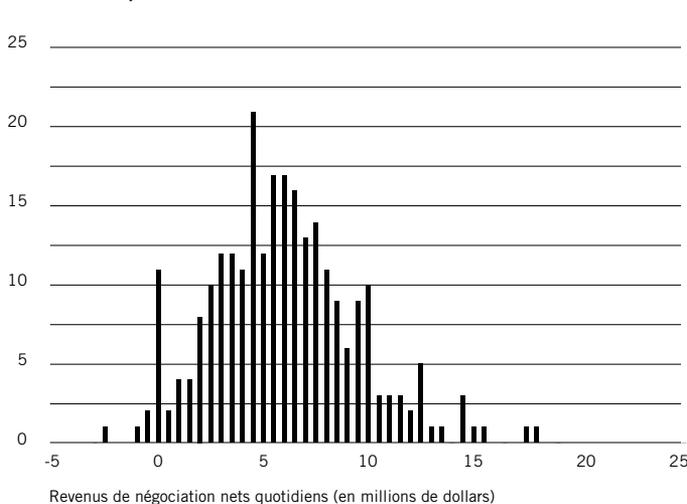
REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION (en millions de dollars)



VAR GLOBALE PAR CATÉGORIE DE RISQUE IMPORTANT (en millions de dollars)



HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS (nombre de jours)



Notre équipe de gestion des crises de liquidité se compose de divers cadres supérieurs. Elle est responsable de l'élaboration, du maintien et de la réussite de notre plan d'urgence en matière de liquidités. Ce plan sera mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de déstabiliser notre capacité à remplir nos obligations se produisent. Cette équipe se réunit régulièrement pour examiner les scénarios de crises possibles et pour réviser les plans d'action connexes. Les risques de liquidité éventuels sont déterminés, et des dispositions sont prises afin de réduire les dommages possibles au moyen de fonds non engagés de première qualité. Ces actifs sont négociables et peuvent être vendus ou nantis immédiatement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. De plus amples renseignements sur les liquidités sont présentés dans la section Gestion des liquidités présentée à la page 62A.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance inclut les risques liés à la conception et à la tarification, ceux relatifs à la gestion des sinistres, ainsi que les risques de souscription et de responsabilité.

Risques liés à la conception des produits et à la tarification

Le processus de conception des produits et de tarification inclut l'estimation de nombreux facteurs, notamment les rendements des placements futurs, les statistiques de mortalité et de morbidité, les résultats techniques, les charges, les taux de polices en déchéance et les taxes. Les risques liés à la conception des produits et à la tarification représentent le risque que les résultats réels ne correspondent pas aux hypothèses formulées au moment où les prix ont été établis et, selon l'importance des écarts, des gains ou pertes financières en découleront.

Nous gérons ces risques à l'aide d'études détaillées des résultats pour corroborer les hypothèses formulées à l'égard des prix, et au moyen d'une vérification indépendante des scénarios effectuée par nos actuaires. De plus, une tranche des obligations liées aux indemnités figurant au bilan permet de couvrir l'estimation erronée ou l'altération des hypothèses formulées pour établir les prix. Nous atténuons également les risques au moyen d'activités de réassurance, principalement en ce qui concerne les risques liés aux statistiques de mortalité pour l'assurance vie et ceux relatifs aux catastrophes pour l'assurance IARD.

Risques relatifs à la gestion des sinistres

Les risques relatifs à la gestion des sinistres représentent l'exposition à un nombre plus élevé de sinistres due aux pratiques administratives en matière de règlement des sinistres. Des politiques et des procédures ont été mises en œuvre pour s'assurer que du personnel qualifié traite les demandes de règlement de façon appropriée. Des limites d'approbation permettent de s'assurer que les demandes d'un montant élevé sont traitées et examinées par du personnel expérimenté.

Risque de souscription

Le risque de souscription représente l'exposition aux pertes financières découlant de la sélection et de l'acceptation inappropriées des risques assurés. L'établissement de pleins de conservation qui varient d'un marché et d'un emplacement géographique à l'autre atténue notre exposition aux demandes de règlement élevées.

Risque de responsabilité

Un risque de responsabilité se produit lorsque les caractéristiques d'un type de risque donné sont mal interprétées et quantifiées de façon inappropriée et que les provisions au titre de ce type de risque sont inadéquates. Tous les trimestres, les actuaires examinent les hypothèses formulées pour calculer les provisions mathématiques. Des provisions au titre des écarts défavorables sont incluses dans ces obligations afin d'atténuer ce risque.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes.

Nous nous efforçons de réduire les pertes opérationnelles au minimum en nous assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour toute l'organisation. Notre effectif compte une équipe de professionnels qui élaborent et mettent en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes d'établissement, d'évaluation et de gestion du risque opérationnel.

Nous avons élaboré deux processus de surveillance et d'atténuation des risques opérationnels au sein de l'organisation, et nous procédons actuellement à leur mise en œuvre.

Auto-évaluation des risques et des contrôles

L'auto-évaluation des risques et des contrôles est un processus officiel qui sert à déterminer, à documenter, à évaluer et à gérer nos risques opérationnels. Les activités de chaque secteur d'exploitation et de chaque unité fonctionnelle sont séparées de manière à former des entités aux fins de l'auto-évaluation. Chaque entité procède, dans le cadre d'une réunion de travail, à une auto-évaluation afin de déterminer les risques principaux, les contrôles requis pour atténuer les risques, la probabilité et l'incidence possible d'un problème, ainsi que l'acceptabilité du risque résiduel une fois que les contrôles existants ont été considérés.

Lorsque le risque résiduel est réputé être inacceptable, le groupe s'entendra sur un plan d'action et sur un calendrier d'exécution. Les constatations découlant des auto-évaluations effectuées sont documentées, regroupées, analysées et présentées à l'échelle du groupe.

Base de données sur les événements entraînant des pertes

Cette base de données centralisée sert à recueillir des informations sur les pertes opérationnelles. Une correspondance est établie entre les pertes découvertes et les entités formées dans le cadre du processus d'auto-évaluation des risques et des contrôles.

Des informations telles que la fréquence, la gravité et la nature des pertes opérationnelles sont recueillies. Ces données permettent de procéder à des analyses à l'échelle des secteurs d'exploitation et de l'organisation ainsi que de mieux comprendre les causes fondamentales des pertes opérationnelles et d'améliorer les stratégies d'atténuation du risque.

Activités en cours

Nous poursuivons nos activités de recherche-développement eu égard à la quantification des méthodes et aux indicateurs de risque clés, de manière à demeurer au premier rang en matière des meilleures pratiques de gestion du risque.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Prêts à la consommation en hausse de 5 %
- Dépôts en hausse de 4 %
- Capitaux autogénérés de 1,6 milliard de dollars
- Amélioration des ratios de capital
- Rachats de 764 millions de dollars d'actions ordinaires
- Rachat de 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de série I et de 150 millions de dollars d'actions privilégiées de série E
- Rachat de 400 millions de dollars de débentures subordonnées et émission de 400 millions de dollars US de débentures subordonnées

Le total des actifs se chiffrait à 377 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 17,7 milliards ou 5 % par rapport au 31 octobre 2001.

Comparativement au 31 octobre 2001, les titres ont progressé de 13,3 milliards de dollars ou 17 %, et les liquidités, de 3,8 milliards ou 22 %. La croissance des titres reflète en partie l'accroissement des activités de notre unité des dérivés internationaux, qui détient des positions acheteur et vendeur dans des titres de participation.

Le total des prêts a progressé de 0,1 milliard de dollars ou 0,1 % par rapport au 31 octobre 2001. L'acquisition d'Eagle Bancshares, en juillet 2002, s'est traduite par une contribution de 1,1 milliard de dollars en prêts, et l'acquisition de la branche de gestion privée de Barclay, en juin 2002, s'est traduite par une contribution de 0,6 milliard en prêts. Les prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) ont augmenté de 5,5 milliards de dollars ou 5 %. Les prêts résidentiels hypothécaires ont connu une hausse de 5,4 milliards de dollars ou 8 % (déduction faite d'un montant de 3,7 milliards en prêts hypothécaires titrisés au cours de l'exercice), et les prêts aux particuliers ont reculé de 0,5 milliard ou 2 %. Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 15 %, résultat qui reflète en grande partie l'échéance de 0,4 milliard de dollars en billets à terme utilisés dans le cadre de la titrisation de créances sur cartes de crédit cette année. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 5,4 milliards de dollars ou 8 %, en raison surtout des réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises au Canada et aux États-Unis, qui visent à améliorer la qualité de notre portefeuille de prêts aux entreprises.

L'augmentation de 0,5 milliard de dollars des autres actifs découle principalement de la hausse de 3,0 milliards des montants liés aux produits dérivés, laquelle a été en grande partie contrebalancée par une baisse de 1,9 milliard de dollars des acceptations. La rubrique Autres – Autres actifs, qui affiche 11,1 milliards de dollars, inclut des créances de 805 millions (517 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Bien qu'il nous soit impossible de prévoir avec certitude le dénouement de tout litige, nous prévoyons recouvrer l'intégralité de ce montant et nous n'avons par conséquent comptabilisé aucune provision pour pertes (se reporter à la note 18, à la page 90A, pour de plus amples renseignements à ce sujet).

Le total des dépôts s'est élevé à 243 milliards de dollars, en hausse de 10,0 milliards ou 4 % par rapport au 31 octobre 2001. Les dépôts productifs d'intérêts ont progressé de 8,2 milliards de dollars, et les dépôts non productifs d'intérêts, de 1,8 milliard. Les dépôts des particuliers ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars, et les dépôts des entreprises et des gouvernements ont augmenté de 12,4 milliards ou 12 %, tandis que les dépôts

bancaires ont reculé de 2,9 milliards ou 12 %. De plus amples renseignements sur les dépôts sont fournis à la note 10 présentée à la page 82A.

La juste valeur des prêts et des dépôts diffère de leur valeur comptable respective en raison des variations des taux d'intérêt et des changements dans la situation de crédit. La juste valeur estimative des montants de prêts exigibles des clients excédait leur valeur comptable de 2,3 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et de 4,2 milliards au 31 octobre 2001. La juste valeur estimative des dépôts payables aux clients excédait leur valeur comptable de 1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2002, et de 2,7 milliards au 31 octobre 2001. Le montant net de l'excédent de la juste valeur des montants de prêts exigibles des clients sur la juste valeur des dépôts payables aux clients se chiffrait à 0,6 milliard de dollars au 31 octobre 2002, comme l'indique la note 21, à la page 94A de nos états financiers consolidés. L'excédent de la juste valeur estimative des prêts et dépôts sur leur valeur comptable découle principalement d'une chute des taux d'intérêt.

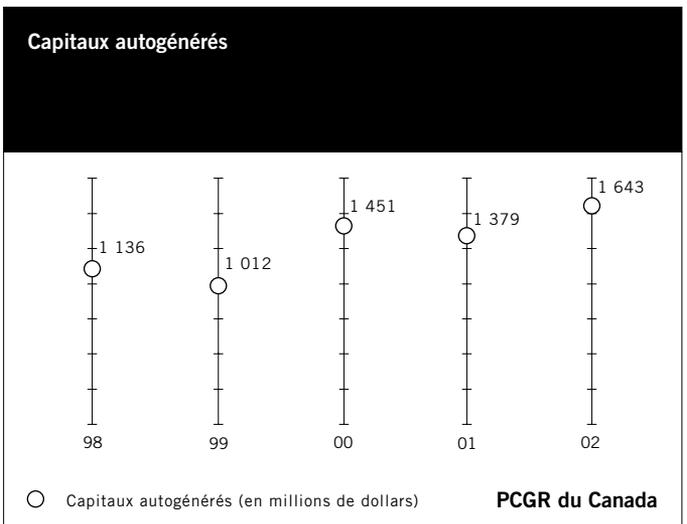
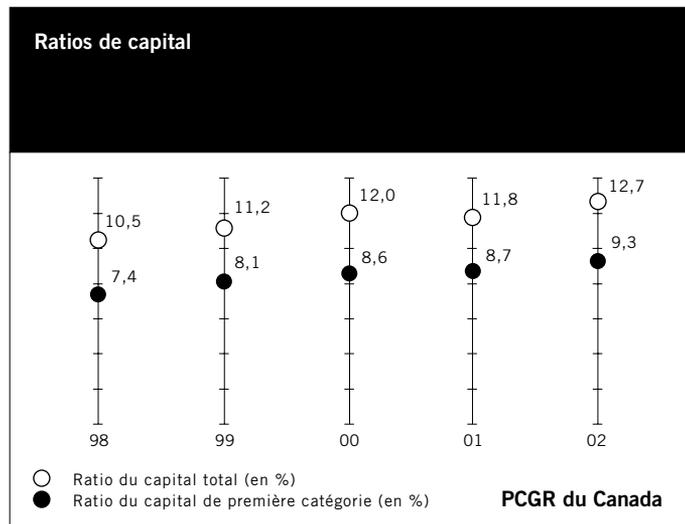
Fiducie de capital RBC, une société de fiducie à capital fixe, détient un total de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie transférables (RBC TruCS) en circulation. Les titres de fiducie RBC TruCS sont constatés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales figurant au bilan consolidé, et ils sont inclus dans le capital de première catégorie suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le total du capital figurant au bilan, qui inclut les capitaux propres et les débentures subordonnées, se chiffrait à 25,4 milliards de dollars au 31 octobre 2002, en hausse de 0,7 milliard, ou 3 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation par rapport à 2001 s'explique surtout par des capitaux autogénérés de 1,6 milliard de dollars, contrebalancés en partie par des rachats de capitaux nets et des rachats d'actions nets de 0,9 milliard en 2002.

Nous capitalisons les régimes de retraite conformément aux exigences réglementaires, qui exigent qu'un régime soit capitalisé si un déficit se produit. Les hypothèses et méthodes prescrites aux fins des exigences réglementaires en matière de capitalisation diffèrent de celles appliquées à des fins comptables. Nos régimes de retraite bénéficient d'une capitalisation excédentaire. La note 15, à la page 87A, décrit la capitalisation à des fins comptables.

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous devons tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.



Nous nous sommes engagés à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques. Malgré la faiblesse des marchés financiers au cours de la dernière année, nous avons obtenu des niveaux de capitaux autogénéérés élevés. Les conditions du marché et les réductions prévues du nombre de prêts consentis à des entreprises ont également contribué au ralentissement de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques, ce qui nous a permis de continuer à racheter des actions ainsi que certains instruments de capital en circulation. Nos cotes de crédit continuent d'accroître notre capacité à réunir des capitaux à des prix compétitifs.

Activités de gestion du capital

À l'exercice 2002, nous avons racheté 14,3 millions d'actions ordinaires. Une tranche de 4,5 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 229 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant pris fin en juin 2002, et une tranche de 9,8 millions d'actions a été rachetée en contrepartie de 513 millions de dollars dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un maximum de 20 millions d'actions ordinaires, à savoir environ 3 % des actions ordinaires en circulation, entre le 24 juin 2002 et le 23 juin 2003. Au cours du quatrième trimestre de 2001, nous avons conclu une entente avec un tiers indépendant visant le rachat accéléré de six millions d'actions ordinaires. Cette entente s'est traduite par des coûts de rachat additionnels de 22 millions de dollars cette année. Au total, nous avons dépensé 764 millions de dollars au titre des rachats d'actions effectués à l'exercice 2002.

En novembre 2001, nous avons racheté 200 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang de série I et, en octobre 2002, nous avons racheté 150 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série E.

En novembre 2001, nous avons émis 400 millions de dollars US de débetures subordonnées dans le cadre de notre programme européen de billets à moyen terme. En septembre 2002, nous avons racheté 400 millions de dollars de débetures subordonnées.

Capital réglementaire

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la

Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 24 ci-dessous.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques, selon l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 25, à la page 60A, est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques prescrits par le BSIF aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié à notre portefeuille de négociation.

Nous avons pour politique de demeurer bien capitalisés afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels nous sommes exposés dans le cours de nos affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2002, nos ratios du capital de première catégorie et du capital total s'établissaient respectivement à 9,3 % et à 12,7 %. Ces ratios étaient de 8,7 % et de 11,8 % au 31 octobre 2001. Nous avons maintenu des ratios de capital supérieurs à nos objectifs à moyen terme de 8,0 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2002, nous avons majoré notre objectif pour le capital de première catégorie à moyen terme, qui était de 8 %, et l'avons porté à une fourchette de 8 % à 8,5 %. Nos ratios de capital selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices transmises aux banques américaines par le Board of Governors of the Federal Reserve System et selon l'information financière établie en vertu des PCGR des États-Unis, sont présentés au tableau 24 ci-dessous.

Modification en cours d'élaboration

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien Accord sur les fonds propres de 1988 aux termes duquel nous sommes réglementés actuellement. La proposition de la BRI en est toujours à l'étape de la discussion. Il est peu probable que la mise en œuvre des propositions finales ait lieu avant 2006.

TABEAU 24 Ratios de capital (1)

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)

	2002	2001	2000
Capital de première catégorie			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 238 \$	16 141 \$	11 504 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 545	2 024	2 037
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales			
RBC TruCS	1 400	1 400	650
Autres	29	28	23
Écart d'acquisition	(4 832)	(4 742)	(647)
	15 380	14 851	13 567
Capital de deuxième catégorie			
Débetures subordonnées permanentes	467	477	457
Autres débetures subordonnées (2)	6 147	5 935	5 138
Provision cumulative générale (3)	1 420	1 410	1 188
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	–	–	1
	8 034	7 822	6 784
Participations dans des filiales d'assurance	(2 014)	(2 107)	(960)
Autres participations importantes	(368)	(387)	(342)
Protection de premier niveau contre les pertes	(20)	(8)	(5)
Capital total	21 012 \$	20 171 \$	19 044 \$
Actif ajusté en fonction des risques	165 559 \$	171 047 \$	158 364 \$
Ratios de capital (4)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	9,4 %	7,3 %
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	9,3 %	8,7 %	8,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	12,7 %	11,8 %	12,0 %
Coefficient actif-capital (5)	17,3	17,2	15,3
En vertu des règles des États-Unis (4), (6)			
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	8,5 %	8,1 %	7,8 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,9 %	11,2 %	11,3 %
Ratio capitaux propres-actif (7)	4,9 %	5,3 %	4,5 %

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le surintendant des institutions financières Canada et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne les éléments visés par la note 6 ci-dessous.

(2) Les débetures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % (0,75 % en 2000 et en 1999) de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, nous avons conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. Si ces actions avaient été émises, elles auraient été admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Le 26 novembre 2001, nous avons racheté des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série I, pour un montant de 200 millions de dollars US; cette opération a réduit du même montant le capital de première catégorie. Le 8 novembre 2001, nous avons émis des débetures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars US; cette opération fait augmenter le capital total d'un montant équivalent. Si ces opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2001, les ratios de capital pro forma de 2001 auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 8,5 %; ratio du capital total – 12,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis, les ratios de capital pro forma calculés en vertu des règles des États-Unis auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,9 % et ratio du capital total – 11,4 %.

(5) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(6) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(7) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

TABEAU 25 Actif ajusté en fonction des risques (1)

	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques	
			2002	2001
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)				
Actif au bilan				
Liquidités	21 323 \$	11 %	2 284 \$	1 515 \$
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	27 712	0 %	36	–
Autres	66 088	11 %	7 137	7 341
Prêts hypothécaires résidentiels (3)				
Assurés	33 849	1 %	379	383
Ordinaires	38 950	52 %	20 168	18 511
Autres prêts et acceptations (3)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE	18 448	17 %	3 098	1 810
Autres	121 893	74 %	89 836	97 553
Autres actifs	48 693	12 %	5 692	6 114
	376 956 \$		128 630 \$	133 227 \$
	Montant contractuel	Facteur de conversion de crédit	Équivalent- crédit	
Instruments financiers hors bilan				
Instruments de crédit				
Garanties et lettres de crédit de soutien				
Financières	10 393 \$	100 %	10 393 \$	82 %
Non financières	3 217	50 %	1 609	100 %
Lettres de crédit documentaire et commercial	772	20 %	154	97 %
Prêts de titres	23 967	100 %	23 967	3 %
Engagements de crédit				
Échéance initiale d'un an ou moins	40 931	0 %	–	–
Échéance initiale supérieure à un an	34 115	50 %	17 058	92 %
Montants non engagés	45 978	0 %	–	–
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	23	50 %	12	100 %
	159 396 \$		53 193 \$	26 615 \$
				29 479 \$
	Capital nominal	Coût de remplacement brut positif (4)	Équivalent- crédit (5)	
Produits dérivés				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux	198 845 \$	178 \$	299 \$	21 %
Swaps	862 264	19 608	24 357	26 %
Options achetées	55 293	563	914	28 %
	1 116 402	20 349	25 570	6 645
				5 854
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	544 719	6 802	13 049	28 %
Swaps	84 055	1 781	6 341	23 %
Options achetées	56 204	809	1 491	29 %
	684 978	9 392	20 881	5 569
				5 583
Dérivés de crédit (6)	52 151	861	2 963	29 %
Autres contrats (7)	13 126	849	1 701	31 %
Total des produits dérivés avant compensation	1 866 657 \$	31 451	51 115	13 601
				12 423
Incidence des accords généraux de compensation		(20 861)	(26 930)	(7 132)
				(6 339)
Total des produits dérivés après compensation		10 590 \$	24 185	6 469
				6 084
Total des instruments financiers hors bilan			77 378 \$	33 084 \$
				35 563 \$
Risque de marché général				3 845
				2 257
Total de l'actif ajusté en fonction des risques				165 559 \$
				171 047 \$

(1) Établi selon les lignes directrices du surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, excluant l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociés sur des bourses sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur totale de ces instruments exclus s'établissait à 194 millions de dollars au 31 octobre 2002 (194 millions en 2001). Les options vendues sont exclues car elles constituent nos obligations et, à ce titre, ne présentent pas de risque de crédit.

(5) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.

(6) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps surrendement total et les options-panier sur défaillance.

(7) Comprend les dérivés sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Gestion de l'actif et du passif

Vue générale

La gestion de l'actif et du passif inclut l'évaluation, la surveillance et la gestion de notre portefeuille autre que de négociation, la gestion des liquidités et le financement. Il est important de noter qu'un grand nombre de facteurs détaillés dans l'Analyse par la direction, dans l'analyse des facteurs présentée aux pages 23A et 24A et dans l'analyse de la gestion des risques présentée aux pages 53A à 57A sont susceptibles d'influer sur les liquidités et les ressources en capital. Par ailleurs, les mécanismes de financement hors bilan sont souvent intégrés aux liquidités et aux ressources en capital, et ils font l'objet d'une analyse détaillée aux pages 64A et 65A.

Portefeuille autre que de négociation

Les activités bancaires traditionnelles, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt décrit à la page 55A qui est la principale composante de ces risques.

Nous gérons activement le risque de taux d'intérêt lié aux activités nord-américaines autres que de négociation figurant au bilan, et nous supervisons toutes les autres activités autres que de négociation pour lesquelles des plafonds ont été établis eu égard au risque de taux d'intérêt. Nous nous efforçons d'adopter les meilleures pratiques de l'industrie et d'exécuter les activités suivantes :

Politiques

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration approuve les politiques globales qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt. Les politiques établissent les plafonds acceptables eu égard à la gestion des risques liés au revenu net d'intérêt sur un horizon de douze mois et des risques liés à la valeur économique des capitaux propres. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 6 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque sur actions lié à la valeur économique, il est égal à 12 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus.

Établissement des prix de cession interne des fonds en fonction des taux d'intérêt

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds pour centraliser le risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale et pour assurer une répartition économique du revenu d'intérêt entre les divers secteurs d'exploitation. En établissant des prix de cession interne au niveau des transactions, nous nous assurons que le risque de taux d'intérêt est transféré de façon appropriée à la trésorerie générale aux fins de gestion. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont basés sur les taux du marché et ils s'alignent sur les principes de gestion des risques. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail tiennent compte de ces taux.

Recherches appliquées

Nous sommes déterminés à établir les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus.

Nous nous concentrons sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs eu égard aux options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. En ce qui concerne le passif figurant au bilan, nous nous concentrons habituellement sur la modélisation de taux administrés et sur la sensibilité des soldes de passif aux variations des taux d'intérêt.

Mesure du risque

Nous continuons d'investir des sommes importantes dans les nouvelles technologies afin de faciliter la mesure et la gestion, en temps opportun, de notre risque de taux d'intérêt. Nous utilisons hebdomadairement divers scénarios statiques et dynamiques pour mesurer notre risque en fonction des taux relatifs aux clients ainsi que des taux sur lesquels se base l'établissement des prix de cession interne des fonds.

Les scénarios statiques nous permettent d'analyser notre risque à un moment donné en fonction de diverses hypothèses eu égard au taux d'intérêt. Ces hypothèses incluent des perturbations parallèles et des distorsions de la courbe de rendement. Nous utilisons des scénarios statiques pour évaluer la valeur économique du risque sur actions ainsi que le risque lié au revenu net d'intérêt. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant les stratégies d'établissement futur des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des hypothèses touchant notamment les fluctuations des taux d'intérêt et les variations dans la forme des courbes de rendement.

Nous mesurons hebdomadairement nos risques relativement aux activités canadiennes autres que de négociation figurant au bilan, et nous sommes en mesure de déterminer les diverses sources du risque de taux d'intérêt.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Notre objectif vise à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau constant donné. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives.

Le risque de taux d'intérêt peut être subdivisé en risque linéaire et en risque non linéaire, selon la façon dont le bilan réagit aux fluctuations des taux d'intérêt. Nous gérons le risque linéaire au moyen principalement de swaps de taux d'intérêt. Le risque non linéaire découle principalement des options intégrées à nos produits, qui permettent aux clients de modifier l'échéance de leurs prêts ou de leurs dépôts. Ainsi, un client peut choisir de rembourser un prêt personnel à l'avance ou un client potentiel peut obtenir un taux fixe sur un prêt hypothécaire avant que ce dernier ne prenne effet. La modélisation des options intégrées se fonde sur des hypothèses basées sur des recherches empiriques, et ces options sont gérées soit au moyen d'options d'achat, soit à l'aide d'une stratégie de couverture dynamique.

Le point de référence sur lequel se fonde le rendement de l'unité fonctionnelle de gestion du risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale est le rendement total. Un sous-produit de cet étalonnage est une méthodologie qui contrôle le risque modèle au moyen de simulations rétroactives des hypothèses des modèles par rapport au comportement réel des clients de façon continue.

Le tableau 26 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt liés au portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique de nos capitaux propres et sur nos résultats actuels. Ces mesures sont fondées sur notre position au 31 octobre 2002, ainsi que sur des hypothèses formulées par la direction et corroborées par des recherches empiriques. Elles présument également qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Nous définissons un bilan indifférent au risque comme un bilan dans lequel le montant de l'actif net (qui représente les capitaux propres) est investi uniformément sur une période de cinq ans. Par conséquent, notre profil de risque de taux d'intérêt se caractérise par une modification des taux liés aux actifs légèrement plus rapide que celle des taux liés aux passifs, et la durée des capitaux propres est de 2,5 ans environ.

Toutes les mesures de taux d'intérêt dont il est question dans la présente section se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné. Ces positions changent continuellement en raison de nos activités d'exploitation quotidiennes et de nos mesures de gestion des risques.

TABLEAU 26 Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation (1)

	2002		2001	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
(en millions de dollars)				
Augmentation de 100 p.b.	(309)\$	104 \$	(390)\$	96 \$
Diminution de 100 p.b.	145	(151)	256	(108)
Augmentation de 200 p.b.	(662)\$	190 \$	(842)\$	179 \$
Diminution de 200 p.b.	345	(327)	466	(294)

(1) Les montants sont présentés avant impôts au 31 octobre.

Gestion des liquidités

Notre cadre de gestion des liquidités vise à s'assurer que nous disposons de sources de liquidités fiables et rentables pour satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs, tant au bilan que hors bilan. Les objectifs principaux liés à ce cadre sont le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, et le maintien d'un portefeuille de titres négociables non grevés qui nous donne un accès immédiat à des liquidités.

L'unité fonctionnelle de la trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. Nos principales plateformes de négociation et de financement régionales fournissent un soutien transactionnel eu égard aux politiques et stratégies de gestion des liquidités. Le Comité de gestion des risques du Groupe et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis. Le Comité de vérification du Conseil d'administration approuve notre cadre de gestion des liquidités et les principales politiques connexes, et il est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective. Nous avons également mis sur pied un plan d'urgence, qui est maintenu et géré par l'équipe de gestion des crises de liquidité. Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités, conformément aux politiques et pratiques, ainsi qu'aux exigences réglementaires qui font autorité.

Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des risques structural, stratégique et éventuel. L'évaluation de notre position de liquidité en fonction de ces risques reflète les estimations et jugements de la direction quant au comportement de nos clients et à la conjoncture future des marchés.

Gestion du risque de liquidité structural

La composition actuelle du bilan peut donner lieu à un risque de liquidité en raison des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs. La gestion du risque de liquidité structural porte sur ce type de risque, qui est mesuré et surveillé au moyen d'évaluations continues des facteurs de stress liés à notre bilan.

Nous avons récemment adopté le modèle de capital en liquidités aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Ce modèle exhaustif, qui se fonde sur des formules, permet d'évaluer l'intégrité du bilan ainsi que notre capacité à poursuivre nos activités à titre d'entreprise en exploitation durant un événement prolongé touchant les liquidités, tel que le retrait imprévu du financement à court terme. Aux fins de l'application de ce modèle, nous assignons des décotes aux actifs figurant au bilan en nous basant sur notre évaluation des composantes génératrices de liquidités de chaque catégorie d'actifs, dans le contexte d'un modèle d'entreprise durable. Cette analyse sert à déterminer la composante non liquide des actifs figurant à notre bilan. Les passifs sont classés selon leur stabilité (allant d'un niveau de base à un niveau volatil) fondé sur des propriétés contractuelles et comportementales, de manière à déterminer les éléments constants de notre financement. Cette analyse de notre bilan nous permet d'estimer avec plus de précision notre exposition à une perte prolongée de financement non garanti, et de quantifier nos besoins de trésorerie à plus long terme.

Gestion du risque de liquidité stratégique

La gestion du risque de liquidité stratégique se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes données, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée périodiquement, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement et, le cas échéant, de mettre à jour les hypothèses et les limites. Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies eu égard au risque global du groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises et secteurs géographiques. La Trésorerie générale fournit des directives aux unités individuelles chargées d'assurer l'application uniforme des principes de gestion des flux de trésorerie dans toute l'organisation.

Gestion du risque de liquidité éventuel

Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront mis en œuvre si une perturbation générale du marché ou des conditions économiques défavorables susceptibles de nuire à notre capacité de respecter nos engagements se produisent. Le plan d'urgence comporte quatre scénarios de marché d'une durée différente, et fait ressortir les risques de liquidité possibles et les mesures requises à leur égard. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres supérieurs de nos secteurs d'exploitation et unités fonctionnelles, se réunit régulièrement pour examiner et actualiser les plans de mise en œuvre et pour déterminer s'il y a lieu d'implémenter les plans en raison d'événements qui surviennent au Canada et à l'échelle mondiale.

Afin de composer avec les risques de liquidité possibles que fait ressortir notre analyse des scénarios, nous maintenons un portefeuille de valeurs mobilières négociables non grevées gardées en dépôt. Ces actifs de première qualité peuvent être vendus ou nantis facilement en contrepartie d'emprunts garantis, et ils constituent une source fiable et spécifique de fonds d'urgence. De plus, nous avons accès en tout temps à un portefeuille distinct de titres admissibles pour soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement canadiens. Les actifs liquides et les actifs achetés en vertu de conventions de revente (avant le nantissement – voir ci-dessous) totalisaient 154 milliards de dollars ou 41 % du total de l'actif au 31 octobre 2002, comparativement à 136 milliards ou 38 % du total de l'actif au 31 octobre 2001. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie de nos actifs liquides en devises sont confiés à des banques étrangères très bien cotées. Au 31 octobre 2002, des actifs d'une valeur de 10 milliards de dollars avaient été donnés en nantissement, soit un montant inchangé par rapport au 31 octobre 2001. Nos engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et à des titres vendus à découvert se chiffraient à 40 milliards de dollars au 31 octobre 2002, comparativement à 37 milliards au 31 octobre 2001. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 18, à la page 91A.

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités parce qu'elle se traduit par une plus grande souplesse du financement, qu'elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et qu'elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une mesure moindre, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à obtenir du financement non garanti et nos coûts relatifs à ce financement dépendent principalement du maintien de cotes de crédit acceptables, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de la suffisance de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. Même si nos estimations suggèrent qu'une faible révision à la baisse de nos cotes n'aurait pas de répercussions importantes sur notre capacité de financement ou sur nos coûts, nous savons qu'il est important d'éviter de telles révisions, et nous sommes déterminés à prendre des mesures qui devraient renforcer les évaluations externes de la stabilité financière de la Banque. Une série de révisions à la baisse pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement et sur nos résultats d'exploitation.

Profil des dépôts

Les dépôts des particuliers demeurent notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources « de gros » non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères. Les dépôts de particuliers constituent une source principale de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients institutionnels et d'entreprises du secteur privé maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible, et une tranche de ces fonds est considérée comme du financement de base aux fins de la liquidité structurale. Les clients

du secteur privé et les entreprises maintiennent généralement des soldes relationnels eu égard à leurs besoins de fonctionnement quotidiens. Dans certaines entreprises, les soldes collectifs sont importants et traduisent un niveau élevé de stabilité relative. Nous favorisons la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits et de la provenance géographique. Par ailleurs, nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement et surveillons constamment les faits nouveaux et les tendances qui y surviennent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre les mesures préventives qui s'imposent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 10, à la page 82A.

Sources de financement à terme

La stratégie de financement à long terme fait partie intégrante de notre position de liquidité structurelle actuelle et estimative, laquelle est reflétée dans notre position de capital en liquidités. Les objectifs en matière de liquidité, ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit et la structure financière désirée influent sur nos activités annuelles de financement à long terme, y compris la composition en devises et la concentration du marché. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs. Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement, ainsi que la concentration des devises et des échéances. En 2002, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme, en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant 2,6 milliards de dollars. Le total du financement à long terme non garanti en cours se chiffrait à 13,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002, contre 12,6 milliards au 31 octobre 2001.

Nous utilisons des programmes de titrisation des actifs à titre de source supplémentaire de financement, de manière à obtenir des liquidités et à gérer les actifs et les passifs. Plus particulièrement, nous avons obtenu un nouveau financement de 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice en procédant à la titrisation et à la vente de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement (titres adossés à des créances hypothécaires). Le total des titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus à la fin de l'exercice était de 2,4 milliards de dollars. Par ailleurs, nous avons titrisé 1,7 milliard de dollars de nos créances sur cartes de crédit au moyen de billets émis par une structure d'accueil créée aux fins de titrisation. (Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section sur les opérations de titrisation des structures d'accueil présentée à la page 64A.)

Opérations hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan ou sont constatées au bilan selon des montants qui diffèrent des montants prévus aux contrats ou des capitaux nominaux. Ces opérations comportent divers risques de marché, de crédit et de liquidité, à l'égard desquels une analyse est présentée dans la section Gestion des risques, aux pages 53A à 57A. Les opérations hors bilan sont effectuées soit pour notre propre compte, soit pour des clients, et elles sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement. Nos opérations hors bilan incluent l'émission d'instruments de crédit et les engagements en vertu de baux, les instruments financiers dérivés et les opérations avec des structures d'accueil. Une analyse de chacun de ces types d'opérations est présentée ci-après.

Instruments de crédit

Nous fournissons des instruments de crédit à nos clients afin de les aider à répondre à leurs besoins en matière de financement. Les garanties et les lettres de crédit de soutien, dont le risque de crédit est le même que celui lié aux prêts, fournissent l'assurance irrévocable que nous effectuerons des paiements si un client ne peut pas remplir ses obligations envers des tiers. Nous émettons également, au nom de clients, des lettres de crédit documentaire qui permettent à un tiers de tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un montant établi, et qui sont habituellement garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nos engagements de crédit peuvent représenter les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit. Les montants non engagés représentent les offres de crédit révocables que nous faisons à un emprunteur, mais non le crédit que nous sommes tenus d'accorder. Nous participons également à des facilités d'émission d'effets (comportant des facilités renouvelables), qui constituent des ententes en vertu desquelles un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Le tableau 27 ci-dessous fournit un résumé détaillé de nos instruments de crédit hors bilan.

Engagements en vertu de baux

Nos engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée au tableau 27 ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite. Nos contrats de location ne comprennent aucune clause restrictive eu égard à notre capacité à payer des dividendes, à procéder à des activités de financement par emprunt ou par capitaux propres ou à conclure d'autres contrats de location.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de nos activités de négociation et de vente auprès d'institutions, nous agissons à titre de contrepartiste pour des clients en ce qui concerne les opérations sur instruments financiers dérivés. Nous jouons ce rôle afin d'aider nos clients à gérer les divers types de risques auxquels ils sont exposés. Nous effectuons également des opérations mettant en jeu des instruments financiers dérivés avec d'autres contrepartistes afin de gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de marché auxquels nous sommes exposés (une analyse des risques de marché est présentée à la page 55A). Tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur (une analyse des hypothèses relatives à la juste valeur est présentée à la page 25A). Bien que les opérations sur produits dérivés soient mesurées en fonction des montants de capital nominal connexe, ces montants ne sont pas inscrits au bilan, car ils servent de points de référence aux fins du calcul des paiements et ne représentent pas des montants réels échangés. Le tableau 25 présenté à la page 60A fournit des détails sur le capital nominal, l'équivalent-crédit et les soldes de l'actif ajusté en fonction des risques pour chaque type de produit dérivé. La note 19, aux pages 92A et 93A, fournit des détails sur les capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance et le coût de remplacement, respectivement.

Dans la mesure où au moins une des opérations sur instruments financiers dérivés que nous effectuons concerne des sommes dues par des tiers contrepartistes, nous sommes exposés à un risque de crédit découlant des produits dérivés (une analyse du risque de crédit est présentée à la page 54A). Le total du risque de crédit tel qu'il est représenté par la juste valeur de tous les produits dérivés ayant une valeur de marché positive se chiffrait à 10,6 milliards de dollars au 31 octobre 2002, et il est constaté au coût de remplacement dans le bilan. Les notes 1 et 19 présentées aux pages 73A et 91A à 93A fournissent davantage de détails sur la comptabilisation des produits dérivés.

TABLEAU 27 Engagements en vertu de baux et instruments de crédit

(en millions de dollars)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements en vertu de baux	364 \$	630 \$	470 \$	754 \$	2 218 \$
Instruments de crédit					
Garanties et lettres de crédit de soutien	4 159	6 247	1 526	1 678	13 610
Lettres de crédit documentaire et commercial	378	236	118	40	772
Engagements de crédit	44 832	10 624	4 233	15 357	75 046
Montants non engagés	814	41 121	2 835	1 208	45 978
	50 183	58 228	8 712	18 283	135 406
Total	50 547 \$	58 858 \$	9 182 \$	19 037 \$	137 624 \$

Structures d'accueil

Les structures d'accueil servent principalement à titriser des actifs financiers et autres afin d'obtenir du financement, d'atténuer le risque de crédit et de gérer le capital. Elles constituent un élément important des marchés financiers, procurant des liquidités en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles d'actifs donnés, en fonction de risques qui satisfont à leurs critères en matière d'investissement. Nous utilisons des structures d'accueil pour titriser une tranche de nos créances sur cartes de crédit. Nous offrons des services de réorganisation de structures d'accueil aux clients qui désirent obtenir des actifs financiers non conventionnels. Nous agissons également à titre d'intermédiaire ou d'agent pour des clients qui souhaitent utiliser des structures d'accueil pour titriser leurs propres actifs financiers.

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et exprès. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à la société cédante. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. Une structure d'accueil type est constituée pour acheter les actifs financiers d'une société. La structure d'accueil finance l'achat desdits actifs en émettant des titres à des investisseurs sous forme de certificats, de papier commercial ou d'autres titres d'emprunt. Les intérêts financiers des investisseurs dans une structure d'accueil se limitent habituellement à leurs intérêts dans les actifs, ainsi qu'à divers types de rehaussements de crédit liés aux actifs de la structure d'accueil, qui peuvent inclure l'accès conditionnel à un compte de dépôt en garantie, un surdimensionnement sous forme d'actifs excédentaires dans la structure d'accueil ou une facilité de crédit. Les institutions financières peuvent fournir des facilités de liquidité et de crédit ainsi que des swaps de taux d'intérêt et autres swaps pour remédier aux écarts qui existent entre les flux de trésorerie des actifs sous-jacents et les titres d'emprunt émis par la structure d'accueil.

Nous fournissons divers services aux structures d'accueil et agissons notamment à titre d'administrateur de la structure d'accueil et des portefeuilles d'actifs sous-jacents, de fiduciaire des actifs de la structure d'accueil, de fournisseur de liquidités ou de rehaussements de crédit, de contrepartiste eu égard aux opérations sur instruments financiers dérivés, et de gestionnaire des garanties.

Notre comité de gestion des risques liés aux structures d'accueil gère et surveille nos liens directs avec de telles structures. Ce comité se compose de représentants d'unités fonctionnelles, incluant la gestion des risques, la trésorerie générale, les finances, le bureau de la gouvernance des filiales, le service juridique, la fiscalité, le groupe des filiales bancaires et les ressources humaines. Ses activités principales incluent la formulation des politiques qui régissent les structures d'accueil, l'examen des nouvelles opérations et des opérations inhabituelles effectuées avec ces structures, ainsi que la surveillance des activités courantes des structures d'accueil.

L'ICCA prépare actuellement de nouvelles normes comptables relatives à la consolidation des structures d'accueil. Étant donné que ces normes sont en cours d'élaboration, leur incidence sur notre bilan n'est pas quantifiable, mais il se pourrait que nous devions éventuellement consolider certains actifs et passifs détenus dans nos structures d'accueil.

Titrisation des créances sur cartes de crédit

Nous titrisons certaines créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil. Cette dernière est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Le but principal de cette activité, d'un point de vue économique, est de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Bien que ces créances sur cartes de crédit ne soient plus inscrites dans notre bilan, nous conservons les droits de gestion ainsi que la relation avec le client.

Le transfert des créances sur cartes de crédit au dépositaire de ces actifs constitue une cession d'un point de vue juridique. De plus, notre structure de titrisation des créances sur cartes de crédit est admissible à la comptabilisation comme une vente. En vertu de la NOC-12, les créances sont supprimées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte inscrit dans les autres produits. La note 7 présentée à la page 81A fournit des informations sur nos principales activités de titrisation et sur nos hypothèses clés. Notre structure d'accueil est une « structure d'accueil admissible » en vertu de la NOC-12; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas consolider cette structure d'accueil.

Nous continuons de fournir des services de gestion eu égard aux créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible. De plus, nous administrons la structure d'accueil admissible afin de nous assurer que les dépôts de documents de cette dernière sont effectués, et que les investisseurs détenant des titres adossés à des créances mobilières de cette structure touchent leurs intérêts et leurs paiements en principal en temps opportun.

Nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Par conséquent, notre excédent sert à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. En vertu de la NOC-12, la valeur actualisée de l'excédent lié aux créances sur cartes de crédit cédées le 1^{er} avril 2001 ou après cette date est incluse à titre de droit conservé avec les titres du compte de placement figurant au bilan consolidé. Quant à l'excédent lié aux créances sur cartes de crédit cédées avant le 1^{er} avril 2001, il est porté aux autres produits au moment où il est reçu de la structure d'accueil admissible. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible aux fins du paiement des charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par ladite structure.

Au 31 octobre 2002, le total des créances sur cartes de crédit titrisées et détenues hors bilan se chiffrait à 1,7 milliard de dollars, par rapport à 2,1 milliards au 31 octobre 2001. La valeur comptable de nos droits conservés dans les créances sur cartes de crédit au 31 octobre 2002 s'établissait à 9,1 millions de dollars, comparativement à 9,5 millions en 2001, et les créances en vertu des contrats de prêt subordonnés totalisaient 5,2 millions, contre 8,5 millions en 2001.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité eu égard aux structures d'accueil au sein du groupe des opérations de titrisation mondiales est l'administration de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des structures multicédantes (structures d'accueil multicédantes). Nous administrons actuellement cinq structures d'accueil multicédantes – trois au Canada et deux aux États-Unis. Les actifs financiers que ces cinq structures ont acquis de nos clients totalisent 20,6 milliards de dollars. Conformément aux normes comptables actuelles, les cinq structures d'accueil multicédantes que nous administrons ne sont pas consolidées dans notre bilan.

Nous exerçons des activités sur le marché des structures d'accueil multicédantes parce que nos clients y accordent de la valeur, qu'elles offrent une source de revenus croissante et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux structures d'accueil multicédantes pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement par l'entremise de garanties de première qualité.

Les structures d'accueil multicédantes achètent divers actifs financiers aux clients et elles financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières bénéficiant de cotes élevées. Ces structures acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre des opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de premier niveau contre les pertes liées aux actifs. Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservés dans ces structures d'accueil multicédantes. Nous fournissons ou maintenons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes de la structure d'accueil multicédante et selon les critères établis par les agences de cotation. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux structures d'accueil multicédantes. Nous touchons des commissions basées sur les prix du marché relativement à ces services, et nous les constatons à titre d'autres produits. Par ailleurs, nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs que détiennent les structures d'accueil multicédantes.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers détenus par les structures d'accueil multicédantes à la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001.

Catégorie d'actifs

(en millions de dollars)	2002	2001
Cartes de crédit	4 671 \$	3 785 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	3 615	4 298
Créances au titre du matériel	2 509	2 159
Créances clients	2 479	2 094
Prêts hypothécaires résidentiels	2 004	1 682
Autres prêts	1 275	843
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	1 208	1 275
Prêts à la consommation	1 196	1 114
Titres adossés à des créances mobilières	926	487
Autres	706	579
	20 589 \$	18 316 \$

Le papier commercial qu'émet chaque structure d'accueil multicédante est émis au nom de cette dernière, et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient la structure d'accueil multicédante. Le papier commercial de la structure d'accueil multicédante ne confère aucun droit de recours à notre égard ni à l'égard des autres structures d'accueil multicédantes que nous administrons. Les structures d'accueil multicédantes ne sont dans l'ensemble pas autorisées à émettre des effets à moyen terme ou d'autres types de titres d'emprunt pour financer les achats d'actifs. Par conséquent, les passifs au titre du papier commercial de chaque structure d'accueil multicédante sont généralement égaux aux actifs que ladite structure détient. L'écart minime entre le solde des actifs et des passifs de la structure d'accueil multicédante se rapporte principalement à l'escompte ou aux intérêts débiteurs liés au papier commercial. Au 31 octobre 2002, la valeur nominale totale du papier commercial émis par la structure d'accueil multicédante se chiffrait à 20 589 millions de dollars, et le produit en espèces généré, à 20 534 millions, la différence entre ces montants représentant l'escompte sur le papier commercial.

À la clôture des exercices terminés les 31 octobre 2002 et 2001, le total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et de crédit s'établissait comme suit :

Facilités de liquidité et de crédit

(en millions de dollars)	2002		2001	
	Engagés	En cours	Engagés	En cours
Facilités de liquidité	22 593 \$	– \$	20 614 \$	– \$
Facilités de crédit	7 211	–	3 856	–
	29 804 \$	– \$	24 470 \$	– \$

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités aux structures d'accueil multicédantes à titre de source de financement de rechange, advenant le cas où lesdites structures ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. Les modalités des facilités de garantie des liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux structures d'accueil multicédantes en cas de faillite ou pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit lié aux portefeuilles d'actifs ne serait pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. Nous sommes par conséquent d'avis que les rehaussements de crédit que nous offrons aux structures d'accueil multicédantes présentent un risque de crédit modéré.

Le risque économique que nous assumons lorsque nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels est intrinsèquement éventuel. Nos unités fonctionnelles de gestion des risques

gèrent ces risques de la même manière que tous les autres risques (éventuels ou non). Notre processus de gestion des risques tient compte des risques de crédit, de liquidité et de taux d'intérêt liés à chaque actif. Le risque, à titre individuel ou dans son ensemble, relatif à ces composantes est réputé être acceptable. Des agences de cotation externes procèdent à un examen de toutes les opérations. Établie en fonction de notre système interne de mesure des risques décrit à la page 54A, la moyenne pondérée de la qualité du crédit des actifs soutenus par nos facilités de garantie de liquidités et par nos rehaussements de crédit partiels est des plus élevées. Notre risque de liquidité basé sur le rendement historique et la qualité élevée du crédit liés aux actifs des structures d'accueil multicédantes est réputé être faible. Le risque de taux d'intérêt est réputé faible, et nous le gérons habituellement au niveau de chaque opération, en transférant la variabilité des coûts de financement aux structures de titrisation. La trésorerie générale procède à l'examen du risque éventuel lié au bilan et surveille le risque lié aux prélèvements pouvant être effectués en vertu de toute facilité de crédit.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation des structures d'accueil afin de créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces structures d'accueil afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons le risque de crédit de contrepartie de la structure d'accueil. Afin de procéder à ces opérations, nous établissons un niveau de risque interne relativement à la structure d'accueil et nous évaluons et surveillons continuellement le risque de crédit lié à cette structure. Comme c'est le cas pour tous les risques de crédit de contrepartie, ces niveaux de risque sont établis et revus conformément à notre processus habituel de gestion des risques, de manière à gérer et à surveiller le profil de ce risque de crédit de façon efficace.

Ces structures d'accueil émettent souvent des effets, à l'égard desquels des agences de cotation externes peuvent accorder des cotes. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets réorganisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons dans certains cas à titre de teneur de marché. Nous ne fournissons cependant pas de garanties ni d'autres engagements connexes à ce type de structure d'accueil. La création d'un produit réorganisé nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure actuelle, pour les structures d'accueil avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces structures.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs structures d'accueil offrant des obligations garanties par des créances, qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la banque, dans des obligations à rendement supérieur et dans du crédit mezzanine aux entreprises. En notre qualité de gestionnaire de garanties, la structure d'accueil qui offre des obligations garanties par des créances fait appel à nos services en vertu d'une entente de gestion de garanties, dans le cadre de laquelle nous lui fournissons des conseils sur l'achat et la vente des actifs garantis qu'elle détient. Nous touchons une commission prédéterminée basée sur les prix du marché, qui représente un pourcentage des actifs détenus par la structure d'accueil, eu égard à ces services-conseils.

À la clôture de l'exercice 2002, le capital nominal des obligations garanties par des créances que nous gérons se chiffrait à 1,6 milliard de dollars US (1,3 milliard de dollars US en 2001). Bien que nous ayons une participation nominale de 9,5 millions de dollars US dans la tranche « premier risque » d'une obligation garantie par des créances de 300 millions de dollars US, nous ne fournissons à ces structures d'accueil aucune facilité de liquidité ou de crédit en sus de ce montant. Les obligations garanties par des créances que nous gérons peuvent à l'occasion servir à acheter des actifs garantis montés par nous ou par d'autres sociétés affiliées. Les documents portant sur la création et l'utilisation des obligations garanties par des créances prévoient des lignes de conduite strictes relatives à l'achat de tels actifs.

Nous inscrivons le revenu provenant des services tarifés de gestion des garanties et, lorsque cela est indiqué, le revenu d'intérêt tiré des investissements dans les obligations garanties par des créances.

Comparaison des exercices 2001 et 2000

Le texte qui suit constitue une comparaison de nos résultats d'exploitation pour les exercices terminés les 31 octobre 2001 et 2000. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 67A à 97A. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments exceptionnels.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net de RBC Banque a progressé de 10 %, pour s'établir à 1 181 millions de dollars en 2001, par rapport à 1 078 millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a diminué de 280 points de base, pour s'établir à 16,9 %.

Le bénéfice net de RBC Assurances a augmenté de 1 %, pour s'établir à 133 millions de dollars en 2001, résultat qui reflète les acquisitions effectuées. Le rendement des capitaux propres a chuté, passant de 49 % à 15 % en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Investissements a grimpé de 23 % par rapport à 2000, pour s'établir à 513 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres a diminué de 2 100 points de base, s'établissant à 27,2 %, en raison de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Marchés des Capitaux a subi une baisse de 34 %, pour s'établir à 336 millions de dollars, résultat qui traduit une augmentation importante de la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres a reculé de 1 180 points de base, passant à 9,3 %, en raison de la diminution du bénéfice net et de la hausse des capitaux affectés liée aux acquisitions récentes.

Le bénéfice net de RBC Services Internationaux a augmenté de 42 %, pour s'établir à 263 millions de dollars. Ce résultat reflète la croissance des revenus provenant des nouvelles affaires et des services à valeur ajoutée qu'offrent maintenant les Services aux investisseurs. Le rendement des capitaux propres a progressé de 940 points de base, pour se fixer à 48,9 %.

Le bénéfice net du secteur Autres s'est amélioré, pour s'établir à (15) millions de dollars par rapport à (45) millions en 2000. Le rendement des capitaux propres a augmenté de 10 points de base, pour se chiffrer à (2,8) %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 23 % pour s'établir à 6,5 milliards de dollars en 2001, par rapport à 5,3 milliards en 2000. Cette augmentation est partiellement attribuable à l'acquisition de Centura Banks en juin 2001, qui s'est traduite par une augmentation des actifs et passifs porteurs d'intérêts figurant au bilan.

Autres produits

Les autres produits ont progressé de 22 % en 2001, pour s'établir à 8,2 milliards de dollars, et ils ont représenté 56 % du total des revenus.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 29 % pour se chiffrer à 9,8 milliards de dollars. Ce résultat reflète en partie les frais imputables aux sociétés acquises, ainsi qu'une augmentation de l'amortissement de l'écart d'acquisition lié à ces acquisitions.

Charge d'impôts

Notre charge d'impôts pour 2001 s'est élevée à 1,3 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 34,7 %. La charge d'impôts pour 2000 s'était élevée à 1,4 milliard de dollars, tandis que le taux d'imposition effectif s'était établi à 38,6 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 62 % et est passée de 691 millions de dollars en 2000 à 1 119 millions en 2001, en raison surtout de l'augmentation des provisions pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements. Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 2,3 milliards de dollars ou 1,1 % du total des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en hausse par rapport à 1,0 % en 2000.

Information financière trimestrielle

Un sommaire des résultats des huit plus récents trimestres complets est présenté à la page 102A.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris plusieurs montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada. L'information financière contenue dans ce rapport annuel est en accord avec ces états financiers consolidés. La direction a également préparé les états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis et ces états financiers consolidés ont aussi été fournis aux actionnaires.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers consolidés et des systèmes comptables qui les produisent, la direction maintient les systèmes de contrôles internes requis et conçus pour s'assurer que toutes les opérations sont dûment autorisées, que l'actif de la Banque est bien sauvegardé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le code de déontologie de la Banque et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation qui assure que la Banque et ses employés se conforment à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la Banque.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière par l'entremise d'un Comité de vérification composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque. Ce comité revoit les états financiers

consolidés de la Banque et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité de vérification assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir les procédés de contrôles internes actuels de la Banque ainsi que les révisions prévues de ces procédés, et de conseiller les administrateurs en matière de vérification et de présentation de l'information financière. Le responsable de la conformité à la réglementation et le vérificateur interne en chef de la Banque peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification.

Au moins une fois l'an, le surintendant des institutions financières Canada effectue les examens et enquêtes concernant les opérations de la Banque qu'il juge nécessaires pour s'assurer, d'une part, que la Banque respecte fidèlement les dispositions de la *Loi sur les banques* concernant la protection des déposants et des actionnaires et, d'autre part, que la situation financière de la Banque est saine.

Les vérificateurs indépendants Deloitte & Touche, s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., nommés par les actionnaires sur recommandation du Comité de vérification, ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés de la Banque et ont présenté le rapport qui suit. Les vérificateurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité de vérification de tous les aspects de leur mandat de vérification et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Peter W. Currie
Membre du Directoire et chef des finances

Toronto, le 19 novembre 2002

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque Royale du Canada aux 31 octobre 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2002 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le surintendant des institutions financières Canada.

Également, le 19 novembre 2002, nous avons présenté aux actionnaires de la Banque un rapport des vérificateurs sans restriction par suite de notre vérification, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, des états financiers consolidés aux 31 octobre 2002 et 2001 dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Deloitte & Touche, s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 19 novembre 2002

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001
Actif		
Liquidités		
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 534 \$	1 792 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	18 789	15 743
	21 323	17 535
Valeurs mobilières		
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 6 558 \$ et de 4 222 \$)	68 328	58 192
Titres du compte de placement	25 078	21 877
Titres de substitut de prêt	394	438
	93 800	80 507
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	35 870
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	72 840	67 442
Prêts aux particuliers	31 956	32 511
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 283
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 751	67 152
	171 461	171 388
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)
	169 258	169 110
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 051	9 923
Montants se rapportant aux produits dérivés	30 258	27 240
Locaux et matériel	1 653	1 602
Écart d'acquisition	5 004	4 919
Autres actifs incorporels	665	619
Autres actifs	11 113	11 935
	56 744	56 238
	376 956 \$	359 260 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts		
Particuliers	101 892 \$	101 381 \$
Entreprises et gouvernements	119 591	107 141
Banques	22 003	24 925
	243 486	233 447
Autres		
Acceptations	8 051	9 923
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 110	16 443
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	20 864
Montants se rapportant aux produits dérivés	32 137	28 646
Autres passifs	26 197	23 780
	106 604	99 656
Débitures subordonnées	6 614	6 513
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 469	1 479
Capitaux propres		
Capital-actions		
Actions privilégiées	1 545	2 024
Actions ordinaires (émises et en circulation – 665 257 068 et 674 020 927)	7 057	6 973
Bénéfices non répartis	10 181	9 168
	18 783	18 165
	376 956 \$	359 260 \$

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

Robert B. Peterson
Administrateur

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001	2000
Revenu d'intérêt			
Prêts	10 463 \$	12 032 \$	11 538 \$
Valeurs mobilières	3 075	3 281	2 669
Biens achetés en vertu de conventions de revente	651	1 163	1 078
Dépôts à des banques	483	831	824
	14 672	17 307	16 109
Frais d'intérêt			
Dépôts	5 709	8 712	9 057
Autres passifs	1 399	1 668	1 429
Débitures subordonnées	406	410	344
	7 514	10 790	10 830
Revenu net d'intérêt	7 158	6 517	5 279
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691
	6 093	5 398	4 588
Autres produits			
Commissions sur le marché financier	1 866	1 523	1 538
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 179	1 096	860
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756
Revenus tirés des fonds communs de placement	723	692	624
Revenus sur cartes	496	458	420
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	279	312	299
Commissions de crédit	223	237	212
Revenus tirés des activités hypothécaires	222	206	–
Revenus tirés des activités d'assurance	204	201	191
Revenus tirés de la titrisation	174	123	115
Perte à la vente de valeurs mobilières	(116)	(128)	(11)
Gain tiré de désinvestissements	–	445	–
Autres	505	343	188
	8 562	8 215	6 732
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	6 315	5 723	4 651
Frais d'occupation	796	724	570
Matériel	820	771	665
Communications	801	686	695
Honoraires	419	412	267
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	248	76
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11
Autres	1 197	1 155	646
	10 420	9 755	7 581
Bénéfice net avant impôts	4 235	3 858	3 739
Charge d'impôts	1 365	1 340	1 445
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	2 870	2 518	2 294
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	108	107	20
Bénéfice net	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$
Dividendes sur actions privilégiées	98	135	134
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
Bénéfice par action (en dollars)	3,96 \$	3,55 \$	3,53 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	678 120	647 216	609 865
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,93 \$	3,52 \$	3,51 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001	2000
Actions privilégiées			
Solde au début	2 024 \$	2 037 \$	2 009 \$
Émises	–	250	–
Rachetées aux fins d'annulation	(468)	(300)	–
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(11)	37	28
Solde à la fin	1 545	2 024	2 037
Actions ordinaires			
Solde au début	6 973	3 076	3 065
Émises	236	4 009	109
Achetées aux fins d'annulation	(152)	(112)	(98)
Solde à la fin	7 057	6 973	3 076
Bénéfices non répartis			
Solde au début	9 168	8 428	7 541
Bénéfice net	2 762	2 411	2 274
Dividendes sur actions privilégiées	(98)	(135)	(134)
Dividendes sur actions ordinaires	(1 022)	(897)	(689)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable sur les avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts connexes	–	(221)	–
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(612)	(397)	(562)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(1)	(19)	(4)
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(59)	473	(2)
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	43	(475)	4
Solde à la fin	10 181	9 168	8 428
Capitaux propres à la fin	18 783 \$	18 165 \$	13 541 \$

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001	2000
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691
Amortissement	407	389	370
Restructuration	-	91	-
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	72	284	87
Impôts reportés	98	(165)	(193)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(35)	(42)	(4)
Gain tiré de désinvestissements	-	(445)	-
Gain tiré des titrisations de prêts	(54)	(29)	-
Perte à la vente de titres du compte de placement	116	128	11
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(263)	(142)	78
Impôts exigibles	419	(460)	(434)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(3 018)	(8 076)	(4 004)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	3 491	10 070	3 355
Titres du compte de négociation	(10 136)	(11 836)	(12 493)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	2667	2 869	(4 466)
Autres	(614)	(3 373)	399
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(3 023)	(7 207)	(14 329)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêt à des banques	(3 046)	(135)	5 125
Augmentation des prêts, déduction faite des titrisations de prêts	(3 087)	(2 930)	(12 213)
Produit tiré des titrisations de prêts	1 691	1 720	-
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	16 388	12 503	10 947
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	15 717	14 021	16 769
Acquisitions de titres du compte de placement	(33 093)	(27 494)	(24 453)
Diminution des titres de substitut de prêt	44	27	70
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(419)	(370)	(281)
Produit net tiré de la vente de propriétés immobilières	-	57	-
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	39	(17 474)	1 969
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	(99)	(3 120)	(323)
Produit net tiré de désinvestissements	-	478	-
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(5 865)	(22 717)	(2 390)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission de titres de fiducie (RBC TruCS)	-	750	650
Augmentation des dépôts	8 085	19 225	14 882
Émission de débentures subordonnées	635	1 025	1 200
Débentures subordonnées échues	(101)	(42)	(20)
Débentures subordonnées rachetées	(400)	(538)	-
Émission d'actions privilégiées	-	250	-
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(468)	(300)	-
Frais d'émission	(1)	(19)	(4)
Émission d'actions ordinaires	168	657	59
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(764)	(509)	(660)
Dividendes versés	(1 104)	(972)	(791)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	245	11 629	(391)
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 335	(387)	281
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	9 630	30 769	15 206
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	742	845	(1 513)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	1 792	947	2 460
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 534 \$	1 792 \$	947 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant l'exercice	8 229 \$	11 149 \$	10 698 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	738 \$	1 443 \$	2 007 \$

NOTE 1 Principales conventions comptables

Aux termes de la *Loi sur les banques*, les présents états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières Canada. Nous avons également préparé des états financiers consolidés dressés selon les PCGR des États-Unis, et ces états ont aussi été fournis aux actionnaires. La note 23 des états financiers consolidés décrit et concilie les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Les PCGR exigent que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

Les principales conventions comptables suivies dans la préparation de ces états financiers consolidés sont résumées ci-dessous.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de toutes les filiales, compte tenu de l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. Nous avons comptabilisé l'acquisition des filiales selon la méthode de l'acquisition. La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser les placements dans des sociétés liées sur lesquelles la Banque exerce une influence notable. Ces placements sont inclus dans le poste Autres actifs. Notre quote-part du bénéfice tiré de ces placements et les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces placements sont inclus dans la rubrique Autres produits. La méthode de consolidation proportionnelle est utilisée pour comptabiliser les placements sur lesquels nous exerçons un contrôle conjoint; selon cette méthode, nous consolidons la quote-part qui nous revient de chacun des actifs, des passifs, des revenus et des charges.

Conversion des comptes exprimés en devises

L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan; les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice.

Les gains et les pertes de change non réalisés (déduction faite des opérations de couverture et des impôts connexes) sur des placements dans des succursales, des filiales et des sociétés associées étrangères qui utilisent une devise fonctionnelle autre que le dollar canadien sont inscrits à la rubrique Bénéfices non répartis. Au moment de l'aliénation de ces placements, le montant net du gain ou de la perte de change cumulé est porté sous Autres produits. Les autres gains et pertes de change (déduction faite des opérations de couverture) sont inclus dans la rubrique Autres produits.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont constatées, selon l'intention de la direction, en tant que titres des comptes de négociation ou de placement.

Les titres du compte de négociation, qui sont acquis aux fins de vente à court terme, sont comptabilisés à leur juste valeur estimative. Les obligations découlant de la livraison des titres du compte de négociation vendus mais non encore acquis sont comptabilisés à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés relativement à ces titres sont constatés en tant que revenus tirés des activités de négociation et inclus dans la rubrique Autres produits. Les dividendes et les revenus d'intérêt afférents aux titres du compte de négociation sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les frais d'intérêt sur les titres portant intérêt et vendus à découvert sont comptabilisés dans les frais d'intérêt.

Les titres du compte de placement comprennent les valeurs mobilières qui peuvent être vendues pour répondre ou parer à une variation des taux d'intérêt et au risque connexe de paiement anticipé, aux variations du risque de change, aux changements des sources de financement ou des modalités, ou encore pour répondre aux besoins de liquidités. Les titres de participation du compte de placement sont constatés au coût et les titres de créance du compte de placement, au coût non amorti. Les dividendes et les revenus d'intérêt sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt. Les primes et les escomptes sur les titres de créance sont amortis au revenu d'intérêt selon la méthode du rendement effectif jusqu'à l'échéance des titres s'y rapportant. Les gains et les pertes réalisés au moment de l'aliénation des titres, qui sont calculés en fonction d'un coût moyen, ainsi que les réductions de valeur destinées à montrer une perte de valeur durable sont inclus dans le poste Perte à la vente de valeurs mobilières, sous la rubrique Autres produits.

Les titres de substitut de prêt sont des instruments de financement de clients, structurés comme des placements après impôts plutôt que des prêts ordinaires afin d'offrir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Le traitement comptable de ces titres est identique à celui des prêts et, lorsque cela est nécessaire, une réduction est apportée au moyen d'une provision cumulative pour pertes sur créances.

Biens achetés en vertu de conventions de revente et biens vendus en vertu de conventions de rachat

Nous achetons des valeurs mobilières dans le cadre de conventions de revente et vendons des valeurs mobilières en vertu de conventions de rachat. Les conventions de revente sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants d'achat initiaux des valeurs mobilières. Les conventions de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations d'emprunts assortis de garanties, et sont inscrites au bilan consolidé aux montants de vente initiaux des valeurs mobilières, plus les intérêts courus sur les titres portant intérêt. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente et les intérêts payés sur les conventions de rachat sont présentés respectivement à titre de revenu d'intérêt et de frais d'intérêt.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts et des produits non gagnés, qui comprennent les intérêts non gagnés et les commissions sur prêts non amorties.

Les prêts sont classés à titre de prêts douteux lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par le gouvernement canadien, sont classés à titre de prêts douteux, sauf s'ils sont entièrement garantis ou qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement de la dette. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts garantis par le gouvernement canadien sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours. Lorsqu'un prêt est classé à titre de prêt douteux, les intérêts cessent d'être cumulés et l'ensemble des intérêts précédemment cumulés mais non payés à l'égard du prêt est porté au débit de la provision pour pertes sur créances. Les intérêts reçus sur les prêts douteux sont portés au crédit de la provision cumulative pour pertes sur prêts à l'égard du prêt en question. Les prêts douteux sont de nouveau inscrits comme des prêts à marche satisfaisante lorsque tous les montants (y compris les intérêts) ont été recouverts, que toutes les charges liées aux prêts douteux ont été contrepassées et que la qualité du crédit s'est améliorée de telle sorte que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues est raisonnablement assuré.

Lorsqu'un prêt a été classé parmi les prêts douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt. Au cours de périodes subséquentes, tout recouvrement de montants précédemment radiés et toute augmentation de la valeur comptable du prêt sont portés, à l'état des résultats, au crédit de la provision pour pertes sur créances. Lorsqu'une partie du prêt est radiée et que le solde est restructuré, le nouveau prêt est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il n'y a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement du capital ou des intérêts, et que les paiements ne sont pas en souffrance depuis 90 jours.

Une garantie est demandée si elle est jugée nécessaire pour la facilité d'emprunt globale du client et ce, d'après une évaluation de la solvabilité du client.

Les actifs acquis en règlement d'un prêt problème sont inscrits à leur juste valeur ou à la valeur comptable du prêt à la date du transfert, selon le moins élevé des deux montants. Tout excédent de la valeur comptable du prêt sur la juste valeur des actifs acquis est porté au débit de la provision pour pertes sur prêts.

Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont reportées et comptabilisées dans le poste Revenu d'intérêt sur la durée estimative de ces prêts. S'il est probable qu'un prêt en résulte, les commissions d'engagement et de mobilisation sont également incluses sous Revenu d'intérêt sur la durée prévue de ces prêts. Sinon, les commissions sont comptabilisées dans le poste Autres passifs et amorties à la rubrique Autres produits pendant la période d'engagement ou de mobilisation.

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime adéquat pour absorber les pertes sur créances désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais ne peuvent encore être déterminées. La provision cumulative est principalement liée aux prêts, mais peut également avoir trait aux dépôts à des banques, aux produits dérivés, aux titres de substitut de prêt et à d'autres instruments de crédit comme les acceptations, les garanties et les lettres de crédit. La provision cumulative est augmentée par la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite par les radiations, déduction faite des recouvrements.

La provision cumulative est déterminée en fonction de la désignation et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes, des pertes probables estimatives liées au reste du portefeuille et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du portefeuille et les changements de la conjoncture économique.

Provisions cumulatives spécifiques

Des provisions cumulatives spécifiques sont établies afin d'absorber les pertes qui se produisent relativement à des emprunteurs précisément désignés et à des prêts plus homogènes classés à titre de prêts douteux. Les pertes liées aux prêts consentis à de grandes entreprises ou à des gouvernements désignés sont évaluées en fonction de la valeur actualisée des paiements prévus pour chaque compte individuel. Les pertes liées aux autres types de portefeuilles semblables, à l'exclusion des cartes de crédit, sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes, au cours d'un cycle économique. Aucune provision cumulative spécifique n'est constituée au titre des cartes de crédit, les soldes étant radiés lorsque aucun paiement n'est reçu dans les 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du prêt est à peu près inexistante.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée reflète la meilleure estimation quant aux pertes probables liées à la tranche du portefeuille de crédit qui n'a pas encore été précisément classée parmi les prêts douteux. Ce montant est établi trimestriellement en appliquant les facteurs de perte prévus aux prêts en cours et aux engagements de crédit. La provision cumulative générale attribuée au titre des prêts et des acceptations de banque liés aux grandes entreprises et aux gouvernements est fondée sur l'application de facteurs de perte et de défaut de paiement prévus, en fonction d'une analyse statistique de l'évolution des pertes selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles plus homogènes, tels que les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit, la provision cumulative générale attribuée est déterminée en fonction des types de portefeuilles. Les pertes sont déterminées par l'application des ratios de perte établis au moyen d'une analyse statistique de l'évolution des pertes et des tendances en matière de radiation, au cours d'un cycle économique, ajustés pour tenir compte des changements dans les produits offerts et de la qualité de crédit du portefeuille.

Provision cumulative générale non attribuée

La provision cumulative générale non attribuée reflète l'estimation par la direction quant aux pertes probables non désignées du portefeuille qui ne sont pas visées par les provisions cumulatives spécifiques ou la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation qui est revue trimestriellement tient compte des conditions économiques et de marché, des exigences des organismes de réglementation qui ont une incidence sur les principales activités de

prêt, de l'expérience récente en matière de pertes sur prêts et des tendances en matière de qualité et de concentration du crédit. Cette provision cumulative reflète également le risque lié au modèle et à l'estimation; elle ne représente pas les pertes futures et ne remplace pas d'autres provisions cumulatives.

Acceptations

Les acceptations sont des instruments négociables à court terme émis par nos clients à des tiers et que nous garantissons. La responsabilité éventuelle au titre des acceptations est comptabilisée comme un passif dans le bilan consolidé. Le recours contre le client, dans le cas où ces engagements devraient être acquittés, est comptabilisé comme un actif de valeur équivalente au poste Autres actifs. Les commissions gagnées sont comptabilisées à la rubrique Autres produits.

Produits dérivés

Les produits dérivés sont utilisés dans les activités de vente et de négociation pour offrir aux clients la possibilité de gérer leurs risques de marché. Nous utilisons également les produits dérivés pour gérer nos risques à l'égard des taux d'intérêt et de change et des autres risques de marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les contrats de change à terme de gré à gré, les swaps de devises et de taux d'intérêt, les contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt, les options sur devises et sur taux d'intérêt et les produits dérivés de crédit.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de vente et de négociation, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres produits. Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité. Une partie de la valeur du marché est reportée et inscrite au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif, puis amortie aux revenus sur la durée des instruments pour couvrir le risque de crédit et les frais de service directs futurs. Les gains et les pertes non réalisés sont habituellement inscrits à leur montant brut au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif et au passif; toutefois, ils sont présentés à leur montant net lorsque nous avons, à la fois, le droit juridique et l'intention de régler ces montants simultanément. Les dépôts de garantie obligatoires et les primes versées sont également inclus dans le poste Montants se rapportant aux produits dérivés, à l'actif, tandis que les primes reçues sont présentées au poste Montants se rapportant aux produits dérivés, au passif.

Lorsque nous utilisons les produits dérivés pour gérer nos risques, les revenus ou les charges sont constatés sur la durée de l'opération à titre d'ajustement au revenu d'intérêt ou aux frais d'intérêt. Lorsque les produits dérivés ont été désignés et utilisés efficacement aux fins de couverture, les gains et les pertes réalisés sont reportés et amortis sur la durée des actifs et des passifs couverts à titre d'ajustements au revenu d'intérêt ou aux frais d'intérêt.

Locaux et matériel

Les locaux et le matériel sont constatés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des actifs : de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique, de 7 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et le reste du matériel. Pour les améliorations locatives, la durée de vie utile estimative correspond à la durée du bail plus la première option de renouvellement. Les gains et les pertes résultant de l'aliénation sont inscrits à la rubrique Autres produits.

NOTE 1 Principales conventions comptables (suite)**Regroupements d'entreprises, écart d'acquisition et autres actifs incorporels**

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulées « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et « Regroupements d'entreprises ».

En vertu de la norme portant sur les regroupements d'entreprises, tous les regroupements doivent être comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs incorporels identifiables sont constatés séparément de l'écart d'acquisition et sont inclus dans le poste Autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition correspond à l'excédent du coût d'acquisition des filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis. En vertu de la norme relative à l'écart d'acquisition et autres actifs incorporels, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation fondé sur la juste valeur au moins une fois par année. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels est constatée à titre de frais autres que d'intérêt dans la période au cours de laquelle la dépréciation survient. Les autres actifs incorporels ayant une durée de vie définie font l'objet d'un amortissement sur leur durée de vie utile estimative, et ils sont également soumis à un test de dépréciation.

Impôts sur les bénéfiques

Nous utilisons la méthode de l'actif et du passif fiscal, laquelle exige que les impôts sur les bénéfiques reflètent l'incidence fiscale future prévue des écarts temporaires entre les valeurs des actifs et des passifs à des fins comptables et à des fins fiscales. Par conséquent, un actif ou un passif d'impôts reportés est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur à la date de réalisation prévue des éléments sous-jacents de revenus et de charges. La charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats comprend les impôts de l'exercice et les impôts reportés. Les impôts applicables aux éléments imputés ou crédités aux bénéfiques non répartis sont déduits de ces éléments.

Le montant net des impôts reportés résultant d'écarts temporaires est inclus dans le poste Autres actifs. Nous constituons une provision cumulative pour moins-value afin de ramener la valeur des actifs d'impôts reportés au montant estimatif devant être réalisé. De plus, l'état consolidé des résultats comprend des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôts diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes de prestations qui fournissent des prestations de retraite et certains autres avantages aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite prévus par la loi, les régimes de retraite complémentaires, les régimes à cotisations déterminées et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance vie.

Nous capitalisons annuellement nos régimes de retraite prévus par la loi et nos régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance vie en fonction des montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires compte tenu du droit à pension des employés en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. Ces régimes fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Des évaluations actuarielles sont effectuées régulièrement afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées, établie en fonction de la rémunération prévue des employés jusqu'à la retraite. Les placements détenus par les caisses de retraite consistent principalement en des titres de participation, en des obligations et en des débiteurs. L'actif des caisses de retraite est évalué à la juste valeur chaque année.

La charge de retraite correspond au coût des prestations constituées au titre des services de l'année en cours, aux intérêts débiteurs sur l'obligation, au rendement des investissements prévu sur la valeur marchande de l'actif du régime, à l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé et à l'amortissement des gains ou des pertes actuariels nets non comptabilisés. L'amortissement est calculé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des groupes d'employés participant aux régimes.

L'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite sur les montants inscrits à titre de charges est constaté comme coût des prestations de retraite payées d'avance au poste Autres actifs. L'excédent cumulatif de la charge de retraite sur les cotisations aux caisses de retraite est constaté comme charge au titre des prestations constituées au poste Autres passifs. De plus, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite sont aussi constatés sous Autres passifs.

Le coût des régimes à cotisations déterminées est imputé aux résultats au cours de la période où les services connexes sont rendus.

Biens administrés et biens sous gestion

Nous administrons et gérons des biens détenus par des clients, qui ne sont pas inscrits au bilan consolidé. Nous percevons des commissions de gestion des biens en contrepartie de nos services de gestion de placements et de fonds communs de placement. Nous percevons des commissions d'administration des biens en contrepartie de nos services de fiducie, de gestion de patrimoine, de garde et d'administration de biens titrisés. Les commissions sont constatées et inscrites à la rubrique Autres produits à mesure que les services sont fournis.

Titrisation des prêts

Nous effectuons périodiquement la titrisation de prêts en vendant des prêts à des structures d'accueil ou à des fiducies indépendantes, lesquelles émettent ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées à titre de ventes lorsque nous sommes réputés avoir abandonné le contrôle de ces actifs et avoir reçu une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs cédés. Nous conservons souvent des droits de bénéficiaire relatifs aux prêts titrisés, tels que des coupons d'intérêts ou des droits de gestion et, dans certains cas, des comptes de réserve. Les gains découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Autres produits, en fonction notamment de la valeur comptable précédente des prêts visés par la cession, laquelle est répartie entre les prêts cédés et les droits conservés, compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour établir ces justes valeurs, nous utilisons les cours des marchés, le cas échéant. Lorsque de tels cours ne sont pas disponibles pour les droits conservés, nous déterminons habituellement la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, établis selon les estimations les plus probables de la direction quant aux hypothèses clés, lesquelles se rapportent notamment aux taux de paiement, à la marge excédentaire, aux pertes sur créances et aux taux d'actualisation, compte tenu des risques.

Nous continuons généralement d'assumer la responsabilité de la gestion des prêts cédés; par conséquent, nous constatons un passif de gestion à la date de cession. Ce passif est amorti aux résultats sur la durée des prêts cédés.

Les droits conservés dans le cadre de titrisations sont classés parmi les titres du compte de placement s'ils peuvent faire l'objet d'un paiement contractuel anticipé ou être réglés d'une autre manière qui ne nous permettrait pas de recouvrer la quasi-totalité du placement comptabilisé.

Activités d'assurance

Les primes gagnées, les frais et les variations relatives aux sinistres et aux obligations liées aux indemnités sont inclus dans la rubrique Autres produits. Les placements sont inclus dans les titres du compte de placement et les sinistres et les obligations liées aux indemnités sont inclus dans les autres passifs. Le revenu de placement est inclus dans le revenu d'intérêt et les frais administratifs sont inclus dans les frais autres que d'intérêt.

Les primes découlant des contrats de longue durée, principalement des contrats d'assurance vie, sont inscrites aux résultats au moment où elles deviennent exigibles. Les primes découlant des contrats de courte durée, principalement des contrats d'assurance IARD, et les frais liés aux services administratifs et aux contrats semblables à des placements sont constatés sur la durée du contrat connexe.

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités représentent les estimations au titre des indemnités d'assurance futures. Les obligations liées aux contrats d'assurance vie sont déterminées au moyen de la Méthode canadienne axée sur le bilan, laquelle repose sur des hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance, aux rachats, au rendement des placements, à la participation aux excédents, aux charges d'exploitation, aux frais d'administration des polices et à la provision pour détérioration des résultats. Ces hypothèses sont revues de manière à refléter les résultats des plus récents tests empiriques. Les obligations liées aux contrats d'assurance IARD comprennent les primes non acquises, qui représentent la tranche non échue des primes, de même que les provisions estimatives au titre des sinistres déclarés et non déclarés.

Les gains et les pertes réalisés à la cession de placements soutenant les obligations d'assurance vie sont reportés et amortis dans la rubrique Autres produits sur une période maximale de 20 ans. Les écarts entre la valeur marchande et la valeur comptable ajustée des titres de participation et des placements immobiliers sont réduits de 15 % et de 10 % chaque année, respectivement.

Pour ce qui est de l'assurance vie, les frais d'acquisition reportés sont constatés implicitement dans les sinistres et obligations liées aux indemnités, conformément à la Méthode canadienne axée sur le bilan. Dans le cas de l'assurance IARD, ces frais sont constatés au poste Autres actifs et amortis sur la durée des contrats.

Principales modifications comptables futures

Relations de couverture

En novembre 2001, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (NOC-13), « Relations de couverture », dont la date d'entrée en vigueur a été reportée par l'ICCA pour les exercices commençant le 1^{er} juillet 2003 ou après cette date. Nous adopterons cette norme plus tôt que prévu, soit à partir du 1^{er} novembre 2002.

La NOC-13 établit des critères précis pour les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation afin que ces derniers soient admissibles à la comptabilité de couverture. Dans les cas où nous avons l'intention d'appliquer la comptabilité de couverture, une relation de couverture sera désignée dès sa mise en place, indiquant l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précisera l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. Dans les cas où un produit dérivé détenu à des fins autres que de négociation a été désigné et agit efficacement comme une couverture, le traitement comptable actuel continuera de s'appliquer comme nous l'avons

décrit précédemment dans cette note. S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace, la comptabilité de couverture cessera d'être appliquée sur une base prospective et la juste valeur du produit dérivé sera constatée au bilan à ce moment-là. Les montants requis pour comptabiliser le produit dérivé à la juste valeur seront reportés et inscrits aux résultats de la même manière que l'élément couvert. Les variations ultérieures de la juste valeur seront immédiatement inscrites à la rubrique Autres produits jusqu'à ce que le produit dérivé soit de nouveau admissible à la comptabilité de couverture. Au moment où le produit dérivé devient de nouveau admissible à la comptabilité de couverture, la juste valeur sera inscrite aux résultats de la même manière que l'élément couvert.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2002, les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de la NOC-13 sont inscrits à leur juste valeur au bilan. Cela augmentera l'actif de 428 millions de dollars et le passif de 395 millions. Le gain de transition de 33 millions de dollars qui en découlera sera reporté, augmentant ainsi le passif, et constaté aux résultats de la même manière que les éléments couverts initiaux.

Consolidation des entités ad hoc

L'ICCA a publié son projet de note d'orientation concernant la comptabilité intitulée « Consolidation des entités ad hoc », le 1^{er} août 2002. La note d'orientation proposée comporte des directives afin de déterminer le principal bénéficiaire des entités ad hoc et celui qui devra donc consolider ces dernières. Il est actuellement impossible d'évaluer l'incidence de cette note d'orientation proposée.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes

2002

Acquisitions

En 2002, nous avons conclu les acquisitions du service de gestion privée de Barclays PLC dans les Amériques (Barclays) et de Eagle Bancshares, Inc. (Eagle Bancshares). Les écarts d'acquisition ont été estimés à l'aide des renseignements disponibles les plus récents à la date de ces états financiers

et peuvent être ajustés jusqu'à un an après la date de clôture de l'acquisition afin de rectifier les estimations initiales de la juste valeur de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le tableau suivant présente des données relatives aux acquisitions.

	Barclays	Eagle Bancshares
Date d'acquisition	28 juin 2002	22 juillet 2002
Secteur d'exploitation	RBC Investissements	RBC Banque
Participation acquise	–	100 %
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un versement initial en espèces d'environ 111 millions de dollars US. Une contrepartie conditionnelle au volume d'affaires conservé devrait être versée au cours de la prochaine année et sera comptabilisée comme un actif incorporel.	Chaque action ordinaire de Eagle Bancshares a été acquise contre 26 \$ US en espèces.
Juste valeur de l'actif corporel acquis	741 \$	1 844 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(640)	(1 764)
Juste valeur de l'actif corporel net identifiable acquis	101	80
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (1)	–	22
Listes de clients et relations (1)	68	–
Écart d'acquisition	–	133
Total de la contrepartie	169 \$	235 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les listes de clients et relations sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile moyenne estimative de 10 ans et de 15 ans, respectivement.

NOTE 2 Acquisitions et cessions importantes (suite)**Acquisitions à venir***Acquisition de certaines activités américaines du groupe Generali*

Le 30 avril 2002, RBC Assurances a annoncé un accord en vue d'acquérir certains actifs du groupe Generali, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Ces actifs se composent des activités de Business Men's Assurance Company of America (BMA) et comprennent un bloc d'affaires en cours d'environ 150 000 contrats d'assurance vie traditionnelle et de rentes, ainsi que l'infrastructure pour la création de produits d'assurance à capital variable. Dans une opération connexe, RBC Dain Rauscher prévoit faire l'acquisition de Jones & Babson Inc., la société de fonds communs de placement de BMA.

Le prix d'achat estimatif de ces entreprises s'élève à environ 220 millions de dollars US. Les acquisitions sont assujetties à certaines approbations des autorités réglementaires, à l'approbation des clients de Jones & Babson Inc. et aux autres modalités de clôture habituelles.

Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.

Le 29 août 2002, RBC Centura Banks, Inc. (Centura), une filiale en propriété exclusive de la Banque Royale du Canada, et Admiralty Bancorp, Inc. (Admiralty) ont annoncé la signature d'une convention de fusion définitive au cours de laquelle Centura fera l'acquisition de Admiralty. La contrepartie en espèces qui devra être versée dans le cadre de l'acquisition s'est établie à environ 150 millions de dollars US. L'excédent d'environ 100 millions de dollars US du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs corporels acquis sera d'abord attribué aux actifs incorporels identifiables et le solde, à l'écart d'acquisition. L'acquisition est assujettie à certaines approbations des autorités réglementaires, à l'approbation des actionnaires de Admiralty et aux autres modalités de clôture habituelles.

2001**Acquisitions**

Au cours de l'exercice 2001, nous avons fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et Liberty Insurance Services Corporation (Liberty), de Dain Rauscher Corporation (Dain Rauscher), de Centura Banks, Inc. (Centura)

et de Tucker Anthony Sutro Corporation (Tucker Anthony Sutro). Nous avons comptabilisé toutes ces acquisitions selon la méthode de l'acquisition. Le tableau suivant présente les données relatives à ces acquisitions :

	Liberty	Dain Rauscher	Centura	Tucker Anthony Sutro
Date d'acquisition	1 ^{er} novembre 2000	10 janvier 2001	5 juin 2001	31 octobre 2001
Secteurs d'exploitation	RBC Assurances	RBC Investissements et RBC Marchés des Capitaux	RBC Banque	RBC Investissements et RBC Marchés des Capitaux
Participation acquise	100 %	100 %	100 %	100 %
Contrepartie	Les actifs ont été acquis contre un dividende de 70 millions de dollars US versé à Liberty Life Insurance Company et un montant de 580 millions de dollars US en espèces.	Chaque action ordinaire de Dain Rauscher a été acquise contre 95 \$ US en espèces.	Environ 67 millions d'actions ordinaires de la Banque Royale ont été émises, chacune étant évaluée à 49,20 \$.	Chaque action ordinaire de Tucker Anthony Sutro a été acquise contre 24 \$ US en espèces.
Juste valeur de l'actif corporel acquis	2 084 \$	3 719 \$	18 270 \$	831 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(1 383)	(3 425)	(17 214)	(580)
Juste valeur de l'actif corporel net identifiable acquis	701	294	1 056	251
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (1)	–	–	395	–
Droits de gestion hypothécaires (1)	–	–	12	–
Écart d'acquisition	189	1 544	1 868	692
Total de la contrepartie	890 \$	1 838 \$	3 331 \$	943 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base et les droits de gestion hypothécaires sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile moyenne estimative de 10 ans et de 5 ans, respectivement.

Cessions

Au cours de l'exercice 2001, nous avons vendu nos services de gestion des actifs institutionnels, lesquels étaient offerts par Gestion Placements TR Inc. Le gain avant impôts tiré de cette cession s'est établi à 313 millions de dollars (251 millions après impôts) et a été inscrit à la rubrique Autres produits.

En outre, nous nous sommes départis de certaines autres activités et avons réalisé un gain avant impôts de 132 millions de dollars (111 millions après impôts) à la rubrique Autres produits.

NOTE 3 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique

2002	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	5 576 \$	223 \$	371 \$	553 \$	137 \$	338 \$	7 198 \$	5 556 \$	1 262 \$	380 \$
Majoration au montant imposable équivalent	19	–	–	21	–	–	40	24	16	–
Revenu net d'intérêt	5 557	223	371	532	137	338	7 158	5 532	1 246	380
Provision pour pertes sur créances	626	–	(1)	465	10	(35)	1 065	529	440	96
Autres produits	4 931	223	372	67	127	373	6 093	5 003	806	284
Frais autres que d'intérêt	2 073	285	3 274	2 112	820	(2)	8 562	4 411	3 040	1 111
	4 528	437	3 146	1 627	668	14	10 420	5 920	3 676	824
Bénéfice net avant impôts	2 476	71	500	552	279	357	4 235	3 494	170	571
Charge d'impôts	937	(46)	157	135	108	74	1 365	1 308	14	43
Part des actionnaires sans contrôle	8	–	–	–	–	100	108	100	2	6
Bénéfice net (perte nette)	1 531 \$	117 \$	343 \$	417 \$	171 \$	183 \$	2 762 \$	2 086 \$	154 \$	522 \$
Total de l'actif moyen	156 500 \$	5 600 \$	15 100 \$	178 200 \$	2 500 \$	9 400 \$	367 300 \$	225 700 \$	72 600 \$	69 000 \$

2001	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	5 349 \$	206 \$	385 \$	430 \$	147 \$	32 \$	6 549 \$	5 614 \$	485 \$	450 \$
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	21	–	5	32	30	2	–
Revenu net d'intérêt	5 343	206	385	409	147	27	6 517	5 584	483	450
Provision pour pertes sur créances	732	–	2	407	(2)	(20)	1 119	757	379	(17)
Autres produits	4 611	206	383	2	149	47	5 398	4 827	104	467
Frais autres que d'intérêt	1 869	274	2 861	2 346	851	14	8 215	4 972	2 355	888
	4 389	375	2 507	1 804	599	81	9 755	6 326	2 715	714
Bénéfice net avant impôts	2 091	105	737	544	401	(20)	3 858	3 473	(256)	641
Charge d'impôts	900	(28)	224	208	138	(102)	1 340	1 410	(85)	15
Part des actionnaires sans contrôle	10	–	–	–	–	97	107	97	2	8
Bénéfice net (perte nette)	1 181 \$	133 \$	513 \$	336 \$	263 \$	(15)\$	2 411 \$	1 966 \$	(173)\$	618 \$
Total de l'actif moyen	143 100 \$	5 300 \$	11 200 \$	156 400 \$	2 400 \$	8 700 \$	327 100 \$	210 500 \$	50 200 \$	66 400 \$

2000	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investisse- ments	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Autres	Total	Canada	États- Unis	Autres pays
Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable	4 705 \$	84 \$	359 \$	43 \$	160 \$	(44)\$	5 307 \$	5 029 \$	(17)\$	295 \$
Majoration au montant imposable équivalent	6	–	–	22	–	–	28	28	–	–
Revenu net d'intérêt	4 699	84	359	21	160	(44)	5 279	5 001	(17)	295
Provision pour pertes sur créances	649	–	(1)	91	(21)	(27)	691	646	99	(54)
Autres produits	4 050	84	360	(70)	181	(17)	4 588	4 355	(116)	349
Frais autres que d'intérêt	1 570	202	1 958	2 287	691	24	6 732	4 997	856	879
	3 752	173	1 658	1 445	547	6	7 581	6 198	640	743
Bénéfice net avant impôts	1 868	113	660	772	325	1	3 739	3 154	100	485
Charge d'impôts	785	(19)	244	264	140	31	1 445	1 467	29	(51)
Part des actionnaires sans contrôle	5	–	–	–	–	15	20	15	–	5
Bénéfice net (perte nette)	1 078 \$	132 \$	416 \$	508 \$	185 \$	(45)\$	2 274 \$	1 672 \$	71 \$	531 \$
Total de l'actif moyen	129 700 \$	2 100 \$	8 000 \$	131 900 \$	1 600 \$	8 600 \$	281 900 \$	196 600 \$	34 700 \$	50 600 \$

Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

Les secteurs d'exploitation fonctionnent sur une base autonome en ce qui a trait à l'achat et à la vente de services intrasectoriels. La détermination

des prix de cession interne des fonds vendus ou achetés, des commissions ou des charges et crédits liés aux services fournis suit généralement les taux du marché.

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités canadiennes des centres des marchés monétaires internationaux sont comprises dans les colonnes États-Unis et Autres pays.

NOTE 4 Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2001, nous avons adopté la norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulée « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme, une dépréciation de l'écart d'acquisition est déterminée au niveau des unités d'exploitation au moins une fois par année. Les unités d'exploitation regroupent les activités commerciales présentant des caractéristiques et des stratégies économiques semblables et peuvent représenter soit un secteur d'exploitation, soit une unité économique à l'intérieur d'un secteur d'exploitation.

Nous avons terminé le test de dépréciation transitoire et annuel de l'écart d'acquisition pour toutes les unités d'exploitation et déterminé que l'écart d'acquisition n'a subi aucune dépréciation.

L'amortissement des autres actifs incorporels projeté pour chacun des exercices se terminant du 31 octobre 2003 au 31 octobre 2007 est d'environ 76 millions de dollars.

Écart d'acquisition

	RBC Banque	RBC Assurances	RBC Investissements	RBC Marchés des Capitaux	RBC Services Internationaux	Total
Solde au 31 octobre 2000	200 \$	4 \$	241 \$	80 \$	123 \$	648 \$
Écart d'acquisition acquis au cours de l'exercice	1 868	189	1 618	618	10	4 303
Amortissement de l'écart d'acquisition au cours de l'exercice	(61)	(15)	(78)	(42)	(14)	(210)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	(38)	–	–	(38)
Autres ajustements (1)	98	26	39	55	(2)	216
Solde au 31 octobre 2001	2 105	204	1 782	711	117	4 919
Écart d'acquisition acquis au cours de l'exercice	143	–	–	–	2	145
Autres ajustements (1)	(19)	(8)	(21)	(14)	2	(60)
Solde au 31 octobre 2002	2 229 \$	196 \$	1 761 \$	697 \$	121 \$	5 004 \$

(1) Les autres ajustements comprennent les conversions en devises sur l'écart d'acquisition libellé en devises autres que le dollar canadien ainsi que certains autres ajustements.

Autres actifs incorporels

	2002			2001		
	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Dépôts de base	423 \$	(50)\$	373 \$	412 \$	(17)\$	395 \$
Listes de clients et relations	318	(52)	266	233	(30)	203
Droits de gestion hypothécaires	41	(18)	23	17	(1)	16
Autres actifs incorporels	5	(2)	3	7	(2)	5
Total	787 \$	(122)\$	665 \$	669 \$	(50)\$	619 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice net, le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action présentés et les montants ajustés pour exclure l'amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes.

	2002	2001	2000
Bénéfice net :			
Bénéfice net présenté	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	–	246	73
Bénéfice net ajusté	2 762 \$	2 657 \$	2 347 \$
Bénéfice par action :			
Bénéfice par action présenté	3,96 \$	3,55 \$	3,53 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	–	0,38	0,12
Bénéfice par action ajusté	3,96 \$	3,93 \$	3,65 \$
Bénéfice dilué par action :			
Bénéfice dilué par action présenté	3,93 \$	3,52 \$	3,51 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts connexes	–	0,38	0,12
Bénéfice dilué par action ajusté	3,93 \$	3,90 \$	3,63 \$

NOTE 5 Valeurs mobilières

	Durée jusqu'à l'échéance (1)					2002 Total	2001 Total
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Sans échéance précise		
Titres du compte de négociation (2)							
Créances du gouvernement canadien	5 171 \$	4 690 \$	1 620 \$	1 469 \$	–	12 950 \$	13 032 \$
Trésor américain et autres organismes américains	278	809	560	32	–	1 679	953
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	618	1 223	1 254	738	–	3 833	2 413
Titres hypothécaires	71	99	86	327	–	583	689
Titres adossés à des créances	66	247	2 704	3 523	–	6 540	4 428
Autres créances	9 355	4 237	1 942	2 887	579	19 000	21 252
Titres de participation	–	–	–	–	23 743	23 743	15 425
	15 559	11 305	8 166	8 976	24 322	68 328	58 192
Titres du compte de placement (2)							
Créances du gouvernement canadien							
Coût non amorti	1 943	2 826	503	247	–	5 519	4 623
Juste valeur estimative	1 945	2 883	510	275	–	5 613	4 708
Rendement (3)	4,0 %	4,5 %	5,3 %	6,6 %	–	4,5 %	4,9 %
Trésor américain et autres organismes américains							
Coût non amorti	544	1 204	319	1	–	2 068	2 030
Juste valeur estimative	552	1 280	355	1	–	2 188	2 118
Rendement (3)	4,0 %	5,0 %	3,9 %	6,0 %	–	4,6 %	4,8 %
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE							
Coût non amorti	2 308	291	6	–	–	2 605	1 561
Juste valeur estimative	2 324	303	6	–	–	2 633	1 573
Rendement (3)	0,3 %	3,7 %	4,7 %	–	–	0,7 %	1,2 %
Titres hypothécaires							
Coût non amorti	1 126	2 730	294	435	–	4 585	4 531
Juste valeur estimative	1 136	2 782	312	457	–	4 687	4 676
Rendement (3)	5,0 %	5,0 %	7,2 %	6,5 %	–	5,3 %	5,6 %
Titres adossés à des créances							
Coût non amorti	–	98	154	75	–	327	414
Juste valeur estimative	–	98	163	83	–	344	434
Rendement (3)	–	8,3 %	6,8 %	6,6 %	–	7,2 %	8,2 %
Autres créances							
Coût non amorti	2 263	1 490	592	4 198	159	8 702	7 331
Juste valeur estimative	2 258	1 527	613	4 267	159	8 824	7 375
Rendement (3)	2,3 %	4,1 %	6,3 %	5,5 %	5,1 %	4,5 %	5,5 %
Titres de participation							
Coût	–	–	–	–	1 272	1 272	1 387
Juste valeur estimative	–	–	–	–	1 240	1 240	1 423
Coût non amorti	8 184	8 639	1 868	4 956	1 431	25 078	21 877
Juste valeur estimative	8 215	8 873	1 959	5 083	1 399	25 529	22 307
Titres de substitut de prêt (4)	50	344	–	–	–	394	438
Total de la valeur comptable des titres (2)	23 793 \$	20 288 \$	10 034 \$	13 932 \$	25 753 \$	93 800 \$	80 507 \$
Total de la juste valeur estimative des titres	23 824 \$	20 522 \$	10 125 \$	14 059 \$	25 721 \$	94 251 \$	80 937 \$

- (1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de rembourser leur emprunt à l'avance, avec ou sans pénalité pour remboursement anticipé.
- (2) Les titres du compte de négociation sont constatés à leur juste valeur estimative. Les titres du compte de placement sont constatés à leur coût non amorti pour ce qui est des titres de créance, et constatés à la valeur d'acquisition pour ce qui est des titres de participation.
- (3) Le rendement moyen pondéré est calculé en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.
- (4) La valeur comptable des titres de substitut de prêt se rapproche de la juste valeur estimative.

Gains et pertes non réalisés sur les titres du compte de placement

	2002				2001			
	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur estimative	Coût non amorti	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur estimative
Créances du gouvernement canadien	5 519 \$	97 \$	(3)\$	5 613 \$	4 623 \$	85 \$	– \$	4 708 \$
Trésor américain et autres organismes américains	2 068	120	–	2 188	2 030	88	–	2 118
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	2 605	28	–	2 633	1 561	15	(3)	1 573
Titres hypothécaires	4 585	102	–	4 687	4 531	145	–	4 676
Titres adossés à des créances	327	28	(11)	344	414	25	(5)	434
Autres créances	8 702	201	(79)	8 824	7 331	169	(125)	7 375
Titres de participation	1 272	28	(60)	1 240	1 387	104	(68)	1 423
	25 078 \$	604 \$	(153)\$	25 529 \$	21 877 \$	631 \$	(201)\$	22 307 \$

Gains et pertes réalisés à la vente de titres du compte de placement

	2002	2001	2000
Gains réalisés	78 \$	106 \$	106 \$
Pertes réalisées	(194)	(234)	(117)
Perte à la vente de titres	(116)\$	(128)\$	(11)\$

NOTE 6 Prêts

	2002	2001
Au Canada (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	67 700 \$	64 066 \$
Prêts aux particuliers	25 918	27 202
Prêts sur cartes de crédit	4 740	4 110
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	29 778	32 682
	128 136	128 060
Aux États-Unis (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	4 351	2 664
Prêts aux particuliers	5 269	4 621
Prêts sur cartes de crédit	125	128
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21 412	22 414
	31 157	29 827
Autres pays (1)		
Prêts hypothécaires résidentiels	789	712
Prêts aux particuliers	769	688
Prêts sur cartes de crédit	49	45
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	10 561	12 056
	12 168	13 501
Total des prêts (2)	171 461	171 388
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 278)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts	169 258 \$	169 110 \$

(1) Les prêts au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays comprennent tous les prêts comptabilisés, sans tenir compte de la devise dans laquelle ils sont libellés ni du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les prêts sont présentés après déduction d'un produit non gagné de 131 millions de dollars (130 millions en 2001).

2002 – Durée jusqu'à l'échéance des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

	Durée jusqu'à l'échéance				Sensibilité aux taux d'intérêt			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux variable	Taux fixe	Non sensibles aux taux	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	27 489 \$	44 057 \$	1 294 \$	72 840 \$	8 128 \$	64 581 \$	131 \$	72 840 \$
Prêts aux particuliers	30 363	1 486	107	31 956	21 934	9 716	306	31 956
Prêts sur cartes de crédit	4 914	–	–	4 914	–	3 326	1 588	4 914
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	44 986	13 242	3 523	61 751	14 054	45 846	1 851	61 751
Total des prêts	107 752 \$	58 785 \$	4 924 \$	171 461 \$	44 116 \$	123 469 \$	3 876 \$	171 461 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts				(2 203)				(2 203)
Total des prêts, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts				169 258 \$				169 258 \$

Prêts douteux

	2002		2001
	Montant brut	Provisions cumulatives spécifiques	Montant net
Prêts hypothécaires résidentiels	131 \$	(18)\$	153 \$
Prêts aux particuliers	306	(177)	137
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (1)	1 851	(699)	1 193
	2 288 \$	(894)\$	1 483 \$

(1) Comprend des provisions cumulatives spécifiques de 2 millions de dollars (5 millions en 2001) se rapportant à des titres de substitut de prêt.

Provision cumulative pour pertes sur prêts

	2002							2001
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Provision pour pertes sur créances	Eagle Bancshares à la date d'acquisition	Autres	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts hypothécaires résidentiels	49 \$	(12)\$	– \$	1 \$	4 \$	(1)\$	41 \$	49 \$
Prêts aux particuliers	480	(398)	70	283	1	29	465	480
Prêts sur cartes de crédit	152	(178)	38	140	–	–	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (1)	1 486	(869)	90	619	10	69	1 405	1 486
Provision cumulative générale non attribuée	225	–	–	22	3	1	251	225
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 392 \$	(1 457)\$	198 \$	1 065 \$	18 \$	98 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provisions cumulatives spécifiques	951 \$	(1 424)\$	198 \$	1 065 \$	10 \$	94 \$	894 \$	951 \$
Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays	31	(33)	–	–	–	2	–	31
Provision cumulative générale								
Provision cumulative générale attribuée	1 185	–	–	(22)	5	1	1 169	1 185
Provision cumulative générale non attribuée	225	–	–	22	3	1	251	225
Total de la provision cumulative générale pour pertes sur créances	1 410	–	–	–	8	2	1 420	1 410
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 392 \$	(1 457)\$	198 \$	1 065 \$	18 \$	98 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	(109)	–	–	–	–	–	(109)	(109)
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	(5)	9	–	–	–	(6)	(2)	(5)
Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts	2 278 \$	(1 448)\$	198 \$	1 065 \$	18 \$	92 \$	2 203 \$	2 278 \$

(1) Comprend un montant de 2 millions de dollars (5 millions en 2001) se rapportant à des titres de substitut de prêt, et un montant de 109 millions (109 millions en 2001) se rapportant aux éléments hors bilan et à d'autres éléments.

(2) La provision cumulative pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

NOTE 7 Titrisations

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 3 734 millions de dollars (800 millions en 2001) par la création de titres hypothécaires. Nous avons vendu pour 1 708 millions de dollars (723 millions en 2001) de tels titres. Nous avons reçu un produit en espèces net de 1 691 millions de dollars (720 millions en 2001) et avons conservé les droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 71 millions (25 millions en 2001) gagnés sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 54 millions de dollars (22 millions en 2001) sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de placement.

Nous n'avons pas vendu de droits en copropriété dans des prêts sur cartes de crédit au cours de l'exercice (1 000 millions de dollars en 2001).

Pour les opérations finalisées au cours de l'exercice, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels à la date de titrisation s'établissaient comme suit : taux de remboursement annualisé de 12,00 %; marge excédentaire de 1,20 % et taux d'actualisation de 4,75 %.

Les pertes sur un lot statique de créances comprennent les pertes sur créances réelles subies et prévues divisées par le solde initial des prêts titrisés. Le ratio de la perte prévue sur un lot statique de créances pour les prêts sur cartes de crédit titrisés au 31 octobre 2002 s'établissaient à 0,41 %.

Le tableau suivant présente le capital des prêts, les prêts douteux ainsi que les radiations nettes pour l'ensemble des prêts inscrits au bilan et les prêts titrisés que nous administrons aux 31 octobre 2002 et 2001 :

Prêts comptabilisés et titrisés

	2002			2001		
	Capital des prêts	Prêts douteux (1)	Radiations nettes	Capital des prêts	Prêts douteux (1)	Radiations nettes
Prêts hypothécaires résidentiels	78 321 \$	228 \$	12 \$	71 882 \$	283 \$	24 \$
Prêts aux particuliers	31 956	371	328	32 511	387	334
Prêts sur cartes de crédit	6 589	41	172	6 383	49	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 751	1 865	779	67 152	1 991	455
Total des prêts administrés (2)	178 617	2 505	1 291	177 928	2 710	965
Moins : Prêts titrisés (3)	7 156	–	32	6 540	–	25
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	171 461 \$	2 505 \$	1 259 \$	171 388 \$	2 710 \$	940 \$

(1) Comprend les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux.

(2) Représente le montant net des prêts impayés et des prêts qui ont été titrisés, dont nous continuons à assurer la gestion, à l'exclusion de tout actif dont nous avons temporairement fait l'acquisition dans le but, au moment de l'acquisition, de le vendre à des structures d'accueil.

(3) Le capital des prêts comprend les prêts sur cartes de crédit de 1 675 millions de dollars (2 100 millions en 2001), les titres hypothécaires créés et vendus de 2 416 millions (1 361 millions en 2001) et les titres hypothécaires créés et non vendus de 3 065 millions (3 079 millions en 2001).

Au 31 octobre 2002, les hypothèses économiques clés utilisées et le degré de sensibilité de la juste valeur courante de ces droits conservés advenant un changement défavorable immédiat de 10 % ou de 20 % des hypothèses clés sont présentés dans le premier tableau ci-dessous.

Ces données relatives à la sensibilité sont fondées sur des hypothèses et devraient être considérées avec prudence. Comme l'indiquent les chiffres du tableau, l'incidence d'un changement défavorable sur la juste valeur ne peut généralement pas être extrapolée, la relation entre la variation de l'hypothèse

et la variation de la juste valeur n'étant pas forcément linéaire. Également, l'incidence de la variation d'une hypothèse individuelle sur la juste valeur des droits conservés est considérée séparément, sans modification des autres hypothèses. Habituellement, la variation d'un facteur donné peut entraîner la variation d'un autre facteur, et donc accroître ou réduire le degré de sensibilité global.

Le second tableau ci-dessous présente certains flux de trésorerie provenant de titrisations en 2002 et en 2001.

Sensibilité des hypothèses clés advenant un changement défavorable (1)

	Incidence sur la juste valeur	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Juste valeur des droits conservés	15,1 \$	94,6 \$
Moyenne pondérée de la durée de la gestion qui reste à assurer (en années)	0,2	3,9
Taux de remboursement	39,07 %	13,62 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,0)\$	(2,7)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(1,9)	(5,3)
Marge excédentaire (déduction faite des pertes sur créances)	5,92 %	1,19 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(1,5)\$	(9,5)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(3,1)	(18,9)
Pertes sur créances prévues	1,68 %	–
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(0,5)\$	– \$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(0,9)	–
Taux d'actualisation	12,50 %	4,55 %
Incidence d'un changement défavorable de 10 % sur la juste valeur	(0,1)\$	(0,3)\$
Incidence d'un changement défavorable de 20 % sur la juste valeur	(0,1)	(0,6)

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, qui est présenté sur une base mensuelle.

Flux de trésorerie provenant de titrisations

	2002		2001	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels
Produit tiré de nouvelles titrisations	– \$	1 691 \$	1 000 \$	720 \$
Produit réinvesti dans des titrisations à rechargement	8 512	303	6 972	13
Flux de trésorerie découlant des droits conservés dans le cadre de titrisations	64	15	60	10

NOTE 8 Locaux et matériel

	2002			2001
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	172 \$	– \$	172 \$	123 \$
Bâtiments	606	287	319	335
Matériel informatique	1 654	1 198	456	441
Mobilier, agencements et autre matériel	976	650	326	313
Améliorations locatives	901	521	380	390
	4 309 \$	2 656 \$	1 653 \$	1 602 \$

L'amortissement pour les locaux et le matériel s'est élevé à 407 millions de dollars et à 389 millions en 2002 et en 2001, respectivement.

NOTE 9 Autres actifs

	2002	2001
Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	3 229 \$	3 505 \$
Intérêts courus à recevoir	999	1 096
Actifs d'impôts reportés, montant net	936	708
Actif lié aux activités d'assurance (1)	1 319	1 759
Coût des prestations de retraite payées d'avance (2)	92	69
Placements dans des sociétés liées	429	368
Autres	4 109	4 430
	11 113 \$	11 935 \$

(1) L'actif lié aux activités d'assurance comprend, entre autres, les soldes des avances sur police, les primes impayées, les montants à recevoir d'autres assureurs relativement à des contrats de réassurance et à des ententes de mise en commun et les frais d'acquisition reportés.

(2) Le coût des prestations de retraite payées d'avance représente l'excédent cumulatif des cotisations aux caisses de retraite par rapport à la charge au titre des prestations constituées.

NOTE 10 Dépôts

	2002				2001
	Dépôts à vue (1)	Dépôts à préavis (2)	Dépôts à terme fixe (3)	Total	Total
Particuliers	10 735 \$	30 065 \$	61 092 \$	101 892 \$	101 381 \$
Entreprises et gouvernements	39 004	8 864	71 723	119 591	107 141
Banques	1 705	85	20 213	22 003	24 925
	51 444 \$	39 014 \$	153 028 \$	243 486 \$	233 447 \$
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				21 843 \$	20 501 \$
États-Unis				2 078	1 918
Autres pays				891	543
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				119 737	118 161
États-Unis				35 320	24 825
Autres pays				63 617	67 499
				243 486 \$	233 447 \$

(1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts sont, pour la plupart, des comptes-chèques.

(2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont, pour la plupart, des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme fixe comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garantis et autres instruments semblables.

Au 31 octobre 2002, le solde des dépôts à terme comprend aussi les billets de dépôts de premier rang de 11,3 milliards de dollars (10,7 milliards en 2001) que nous avons émis pour fournir un financement à long terme et d'autres billets et instruments au porteur semblables de 21,7 milliards (18,5 milliards en 2001) que nous avons émis.

NOTE 11 Autres passifs

	2002	2001
Emprunts à court terme des filiales	10 173 \$	6 838 \$
Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	3 630	3 202
Sinistres et obligations liées aux indemnités	3 424	2 986
Intérêts courus à payer	1 399	2 114
Charge au titre des prestations et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite constitués (1)	574	630
Dividendes à payer	289	273
Autres	6 708	7 737
	26 197 \$	23 780 \$

(1) La charge au titre des prestations et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite constitués représente l'excédent cumulatif de la charge de retraite et des autres avantages postérieurs au départ à la retraite sur les cotisations aux caisses de retraite.

NOTE 12 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Tous les rachats, toutes les annulations et tous les échanges de débentures

subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du surintendant des institutions financières Canada.

Échéance	Date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée	Taux d'intérêt	Libellées en devises	2002	2001
11 janvier 2002		11,00 %		– \$	41 \$
1 ^{er} mars 2002		10,50 %		–	60
3 septembre 2007	(1)	5,40 %		–	400
3 septembre 2008	3 septembre 2003 (2)	5,45 % (3)		100	100
15 mars 2009		6,50 %	125 \$ US	195	199
12 avril 2009	12 avril 2004 (2)	5,40 % (3)		350	350
11 juin 2009	11 juin 2004 (2)	5,10 % (3)		350	350
7 juillet 2009	7 juillet 2004 (2)	6,05 % (3)		175	175
12 octobre 2009	12 octobre 2004 (2)	6,00 % (3)		150	150
15 août 2010	15 août 2005 (2)	6,40 % (3)		700	700
13 février 2011	13 février 2006 (4)	5,50 % (3)		125	125
26 avril 2011	26 avril 2006 (5)	8,20 % (3)		100	100
12 septembre 2011	12 septembre 2006 (2)	6,50 % (3)		350	350
24 octobre 2011	24 octobre 2006 (6)	6,75 % (7)	300 \$ US	467	476
8 novembre 2011	8 novembre 2006 (8)	(9)	400 \$ US	625	–
4 juin 2012	4 juin 2007 (2)	6,75 % (3)		500	500
22 janvier 2013	22 janvier 2008 (10)	6,10 % (3)		500	500
14 novembre 2014		10,00 %		200	200
25 janvier 2015	25 janvier 2010 (11)	7,10 % (3)		500	500
12 avril 2016	12 avril 2011 (12)	6,30 % (3)		400	400
8 juin 2023		9,30 %		110	110
1 ^{er} octobre 2083	(13)	(14)		250	250
6 juin 2085	(13)	(15)	300 \$ US	467	477
				6 614 \$	6 513 \$

(1) Rachetées le 3 septembre 2002, à la valeur nominale.

(2) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de cinq points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(3) Portent intérêt au taux d'intérêt stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée, et, par la suite, au taux des acceptations de banque de 90 jours, majoré de 1,00 %.

(4) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de huit points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(5) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de dix points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(6) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du Trésor américain, majoré de dix points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(7) Portent intérêt au taux de 6,75 % jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux LIBOR semestriel en dollars US majoré de 1,00 %.

(8) Remboursables par anticipation à la valeur nominale à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée.

(9) Portent intérêt au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 0,50 % jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée, et par la suite au taux LIBOR trimestriel en dollars US majoré de 1,50 %.

(10) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 18 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(11) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 12,5 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(12) Remboursables par anticipation en tout temps avant la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée selon le plus élevé des deux montants suivants : i) la juste valeur des débentures subordonnées basée sur le rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 22 points de base, ou ii) la valeur nominale, et par la suite en tout temps à la valeur nominale.

(13) Remboursables par anticipation à toute date de paiement des intérêts à la valeur nominale.

(14) Portent intérêt au taux des acceptations de banque de 30 jours, majoré de 0,40 %.

(15) Portent intérêt au taux LIMEAN trimestriel en dollars US majoré de 0,25 %. En cas de réduction du dividende annuel que nous déclarons sur nos actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit tiré de la vente d'actions ordinaires nouvellement émises.

NOTE 12 Débentures subordonnées (suite)**Tableau des échéances**

L'ensemble des échéances des débentures subordonnées, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établissent comme suit :

2003 à 2007	– \$
2008 à 2012	4 187
Par la suite	2 427
	6 614 \$

NOTE 13 Capital-actions**Capital-actions autorisé**

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série; la contrepartie globale de la totalité des actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises ne peut excéder 10 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

Capital-actions émis et en circulation

	2002			2001			2000		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série E (1)	–	– \$	3,06 \$	1 500	150 \$	5,16 \$	1 500	150 \$	5,38 \$
À dividende non cumulatif, série H (1)	–	–	–	–	–	1,69	12 000	300	2,25
En dollars US, à dividende non cumulatif, série I (1)	–	–	1,91 US	8 000	318	1,91 US	8 000	304	1,91 US
À dividende non cumulatif, série J	12 000	300	1,78	12 000	300	1,78	12 000	300	1,78
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	10 000	389	1,58 US	10 000	397	1,58 US	10 000	381	1,58 US
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série O	6 000	150	1,38	6 000	150	1,38	6 000	150	1,38
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	156	1,44 US	4 000	159	1,44 US	4 000	152	1,44 US
À dividende non cumulatif, série S	10 000	250	1,53	10 000	250	0,65	–	–	–
		1 545 \$			2 024 \$			2 037 \$	
Actions ordinaires									
Solde au début	674 021	6 973 \$	1,51 \$	602 398	3 076 \$	1,38 \$	617 768	3 065 \$	1,14 \$
Émises	–	–	–	12 305	576	–	–	–	–
Émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (2)	5 211	176	–	2 819	81	–	2 700	59	–
Émises lors de l'acquisition de Centura Banks, Inc.	–	–	–	67 413	3 317	–	–	–	–
Options octroyées lors de l'acquisition de Dain Rauscher Corporation	–	14	–	–	33	–	–	–	–
Émises lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée (3)	318	15	–	13	2	–	1 667	50	–
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	31	–	–	–	–	–	–	–
Achetées aux fins d'annulation (4)	(14 293)	(152)	–	(10 927)	(112)	–	(19 737)	(98)	–
Solde à la fin	665 257	7 057 \$	1,51 \$	674 021	6 973 \$	1,38 \$	602 398	3 076 \$	1,14 \$

- Le 26 novembre et le 11 octobre 2002, nous avons racheté les actions privilégiées de premier rang de série I et E, respectivement. Le 24 août 2001, nous avons racheté les actions privilégiées de premier rang de série H.
- Comprend la levée des options d'achat d'actions à même les attributions assorties des droits à la plus-value des actions combinées, entraînant une contrepassation de la charge à payer, déduction faite des impôts connexes, de 9 millions de dollars.
- Au cours de l'exercice, nous n'avons échangé aucune action de catégorie B (36 527 en 2001; 4 701 en 2000) mais avons échangé 1 846 897 actions de catégorie C (77 956 en 2001; 8 008 712 en 2000) émises par notre filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée contre 318 154 actions ordinaires (13 621 en 2001; 1 667 334 en 2000).
- À partir de juin 2001, à la suite d'une offre publique de rachat pour une période de un an, nous avons racheté par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de la Bourse de Montréal 15 401 100 actions ordinaires à un prix moyen de 49,32 \$ par action. Conformément à cette offre, 10 927 200 actions ordinaires ont été rachetées durant l'exercice 2001 à un prix de 509 millions de dollars et 4 473 900 actions ordinaires ont été rachetées durant l'exercice 2002 à un prix de 251 millions de dollars. Le 24 juin 2002, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités sur une période de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires, ce qui représente environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. En vertu de ce renouvellement, 9 818 900 actions ordinaires ont été achetées, à un prix moyen de 52,27 \$ par action, pour un montant de 513 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2002, un total de 14 292 800 actions ordinaires ont été rachetées pour un montant de 764 millions de dollars à un prix moyen de 53,45 \$ par action.

Conditions liées aux actions privilégiées

	Dividendes par action (1)	Date de rachat (2)	Prix de rachat (3)	Dates de conversion	
				Au gré de la Banque (2), (4)	Au gré du détenteur (5)
Actions privilégiées de premier rang					
À dividende non cumulatif, série J	0,443750	24 mai 2003	25,00	24 mai 2003	24 novembre 2003
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	0,393750 US	24 mai 2003	25,00 US	24 mai 2003	24 novembre 2003
À dividende non cumulatif, série N	0,293750	24 août 2003	26,00	24 août 2003	24 août 2008
À dividende non cumulatif, série O	0,343750	24 août 2004	26,00	24 août 2004	Non convertibles
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	0,359375 US	24 août 2004	26,00 US	24 août 2004	Non convertibles
À dividende non cumulatif, série S	0,38125	24 août 2006	26,00	24 août 2006	Non convertibles

- (1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de séries J, K, N, O, P et S sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, mai, août et novembre ou aux environs de ces dates.
- (2) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, nous pouvons, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Ces actions peuvent être rachetées i) en espèces, à un prix égal au prix de rachat indiqué ci-dessus dans le cas des actions privilégiées de premier rang de séries J et K; dans le cas des actions de série N, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2003, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix par action de 25 \$ si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2007; dans le cas des actions de séries O et P, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 24 août 2004, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2008; dans le cas des actions de série S, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de douze mois commençant le 26 août 2006, diminué de 0,25 \$ par la suite pour chaque période de douze mois jusqu'à atteindre le prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à compter du 24 août 2010 ou ii) en convertissant chaque action devant être rachetée, dans le cas des actions de séries J et K, en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.
- (3) Sous réserve du consentement du surintendant des institutions financières Canada et des exigences de la *Loi sur les banques*, nous pouvons racheter aux fins d'annulation les actions privilégiées de premier rang, à un prix n'excédant pas, dans le cas des actions de séries J et K, le prix de rachat précisé ci-dessus alors en vigueur, plus tous les dividendes déclarés et non versés et, dans le cas des actions de séries N, O, P et S au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.
- (4) Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, nous pouvons, aux dates précisées ci-dessus, convertir les actions privilégiées de premier rang de séries N, O, P et S en actions ordinaires. Les actions privilégiées de premier rang peuvent être converties en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.
- (5) Sous réserve du droit que nous avons de racheter nos actions ou de trouver d'autres acheteurs, le détenteur peut, à compter des dates précisées ci-dessus, convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires. Les actions de séries J, K et N peuvent être converties trimestriellement en un nombre d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors en vigueur par le plus élevé des montants suivants : 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à la date de l'opération.

Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi* ») nous interdit de déclarer des dividendes sur nos actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, nous contrevenons, ou contreviendrions, aux règles relatives à la suffisance du capital et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la *Loi*. En outre, nous ne pouvons en aucun cas verser des dividendes sur nos actions ordinaires tant que l'ensemble des dividendes sur nos actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou réservés aux fins du versement.

En outre, nous ne pouvons déclarer ni verser un dividende sans avoir obtenu l'approbation du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) si, le jour où le dividende est déclaré, la totalité de l'ensemble des dividendes pour l'exercice excède le total de notre bénéfice net jusqu'à ce jour et de notre bénéfice net non réparti pour les deux exercices précédents.

Nous avons convenu que s'il advenait que Fiducie de capital RBC (une société de fiducie à capital fixe, qui est une filiale) ne soit pas en mesure de verser les distributions requises sur ses titres de fiducie, nous ne verserions aucun dividende de quelque nature que ce soit sur nos actions privilégiées et ordinaires.

Actuellement, ces restrictions ne limitent pas le versement de dividendes sur nos actions privilégiées et ordinaires.

Capital réglementaire

Nous sommes assujettis à des exigences en matière de capital réglementaire établies par le BSIF, exigences qui comprennent l'utilisation des PCGR du Canada. Les ratios de capital ajustés en fonction des risques et le ratio actif/capitaux propres sont deux mesures de la solidité du capital établies par le BSIF en fonction des normes de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Le BSIF requiert des banques canadiennes qu'elles maintiennent des ratios minimaux du capital de première catégorie et du capital total de 4 % et de 8 %, respectivement. Cependant, le BSIF a également établi de façon formelle les ratios fondés sur le risque que doivent viser les institutions de dépôt au Canada. Ces cibles sont un ratio du capital de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du capital total d'au moins 10 %. Au 31 octobre 2002, nous avions des ratios du capital de première catégorie et du capital total de 9,3 % et de 12,7 %, respectivement (8,7 % et 11,8 % en 2001).

Pour ce qui est de l'évaluation du ratio actif/capitaux propres, le BSIF précise que notre actif total, y compris certains instruments financiers hors bilan, ne peut excéder 23 fois le capital total. Au 31 octobre 2002, notre ratio actif/capitaux propres était de 17,3 fois (17,2 fois en 2001).

Autres faits

En 2000, nous avons signé une convention avec un réassureur dont la cote est AAA, stipulant que celui-ci devait acheter, pour un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché établi le 27 octobre 2000 dans l'éventualité où la provision cumulative générale (attribuée et non attribuée) pour pertes sur créances devait descendre sous un certain niveau. Au cours de l'exercice, la cote du réassureur a été révisée à la baisse. Compte tenu de ce fait et à la suite d'une revue interne de la direction, la convention n'a pas été renouvelée.

NOTE 14 Impôts sur les bénéfices

	2002	2001	2000
Charge d'impôts présentée dans les résultats			
Exigibles			
Au Canada – Fédéral	703 \$	845 \$	799 \$
Provinciaux	272	360	349
À l'étranger	155	103	258
	1 130	1 308	1 406
Reportés			
Au Canada – Fédéral	167	16	60
Provinciaux	57	1	20
À l'étranger	11	15	(41)
	235	32	39
	1 365	1 340	1 445
Charge (économie) d'impôts présentée dans les capitaux propres			
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	100	(487)	(37)
Droits à la plus-value des actions	25	–	–
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable « Avantages sociaux futurs »	–	(157)	–
	125	(644)	(37)
Total de la charge d'impôts	1 490 \$	696 \$	1 408 \$

Impôts reportés (écarts temporaires)

	2002	2001	2000
Actifs d'impôts reportés (1)			
Provision cumulative pour pertes sur créances	512 \$	582 \$	514 \$
Montant lié à la rémunération reportée	339	190	78
Montant lié aux régimes de retraite	43	93	–
Reports prospectifs de pertes fiscales	22	84	72
Locaux et matériel	–	–	83
Produits reportés	60	61	81
Autres	259	399	223
	1 235	1 409	1 051
Passifs d'impôts reportés			
Locaux et matériel	(9)	(91)	–
Charges reportées	(77)	(88)	(59)
Montant lié aux régimes de retraite	–	–	(119)
Autres	(150)	(134)	(77)
	(236)	(313)	(255)
Actifs d'impôts reportés, montant net	999 \$	1 096 \$	796 \$

(1) Nous avons déterminé qu'il est plus probable qu'improbable que le montant des actifs d'impôts reportés sera réalisé grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et de bénéfice imposable.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

	2002		2001		2000	
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition canadien prévu par la loi	1 630 \$	38,5 %	1 601 \$	41,5 %	1 600 \$	42,8 %
Augmentation (diminution) des impôts attribuable à ce qui suit :						
Taux d'imposition moins élevé applicable aux filiales	(276)	(6,5)	(253)	(6,5)	(311)	(8,3)
Bénéfices tirés des titres exonérés d'impôts	(7)	(0,2)	(7)	(0,2)	(7)	(0,2)
Variation du taux d'imposition	33	0,8	63	1,6	36	1,0
Autres	(15)	(0,4)	(64)	(1,7)	127	3,3
Charge d'impôts/taux d'imposition effectif	1 365 \$	32,2 %	1 340 \$	34,7 %	1 445 \$	38,6 %

Le bénéfice réalisé à l'étranger par certaines filiales serait imposé uniquement au moment de son rapatriement au Canada. Comme notre direction ne prévoit pas actuellement le rapatriement de ces bénéfices non répartis, aucun passif d'impôts reportés n'a été constaté à leur égard. Selon les estimations,

les impôts qui seraient exigibles, si la totalité des bénéfices non répartis accumulés par des filiales à l'étranger était rapatriée, s'élèveraient à 841 millions de dollars au 31 octobre 2002 (772 millions en 2001; 737 millions en 2000).

NOTE 15 Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles.

Les tableaux qui suivent présentent des données relatives à nos régimes d'avantages, incluant les montants constatés au bilan consolidé ainsi que les composantes de la charge nette des prestations de l'exercice.

Actifs des régimes, obligation au titre des prestations et capitalisation

	Régimes de retraite (1)		Autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite (2)	
	2002	2001	2002	2001
Variation de la juste valeur de l'actif des régimes (3)				
Juste valeur de l'actif des régimes au 1 ^{er} octobre	4 049 \$	4 519 \$	1 \$	67 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	(133)	(476)	–	7
Cotisations de la Banque	99	20	23	21
Cotisations des participants	19	18	1	–
Prestations versées	(258)	(251)	(25)	(22)
Règlements de régimes	(52)	–	–	(72)
Acquisitions d'entreprises	–	63	–	–
Variation des taux de change	17	12	–	–
Transferts d'autres régimes	6	144	–	–
Juste valeur de l'actif des régimes au 30 septembre	3 747 \$	4 049 \$	– \$	1 \$
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au 1 ^{er} octobre	4 044 \$	3 710 \$	693 \$	609 \$
Coût des services rendus	113	104	22	64
Intérêts débiteurs	297	268	51	49
Cotisations des participants	19	18	1	–
Perte actuarielle	280	55	318	19
Prestations versées	(258)	(251)	(25)	(22)
Transferts d'autres régimes	3	–	–	–
Modifications et compressions de régimes	59	31	7	–
Règlements de régimes	–	–	–	(72)
Acquisitions d'entreprises	2	117	–	35
Variation des taux de change	31	(9)	–	–
Variation des hypothèses	–	1	–	11
Obligation au titre des prestations constituées au 30 septembre	4 590 \$	4 044 \$	1 067 \$	693 \$
Capitalisation				
(Déficit) excédent de l'actif des régimes sur l'obligation au titre des prestations constituées	(843)\$	5 \$	(1 067)\$	(692)\$
Perte actuarielle nette non comptabilisée	792	32	360	42
Obligation (actif) transitoire non amorti	(26)	(24)	190	207
Coût des prestations au titre des services passés non comptabilisé	211	205	13	10
Cotisations entre le 30 septembre et le 31 octobre	222	–	3	–
Autres	(1)	(48)	1	1
Actif payé d'avance (obligation à payer) au 31 octobre	355 \$	170 \$	(500)\$	(432)\$
Hypothèses moyennes pondérées				
Taux d'actualisation	6,75 %	7,00 %	7,00 %	7,25 %
Taux de rendement à long terme présumé de l'actif des régimes	7,00 %	7,00 %	4,75 %	4,75 %
Taux de croissance de la rémunération future	4,00 %	4,40 %	4,40 %	4,40 %

Charge au titre des prestations constituées (4)

	2002	2001	2000
Coût des services rendus	113 \$	104 \$	98 \$
Intérêts débiteurs	297	268	254
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(300)	(306)	(291)
Amortissement de l'actif transitoire	(2)	(2)	(2)
Amortissement du coût des services passés	32	17	22
Gain actuariel net comptabilisé	(27)	(45)	(41)
Perte sur règlement	52	–	–
Autres	(45)	(14)	19
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	120	22	59
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	61	30	6
Charge au titre des prestations constituées	181 \$	52 \$	65 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite (2)

	2002	2001	2000
Coût des services rendus	22 \$	64 \$	17 \$
Intérêts débiteurs	51	49	42
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	–	(1)	(3)
Amortissement de l'obligation transitoire	17	17	17
Autres	2	2	–
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	92 \$	131 \$	73 \$

Sensibilité des hypothèses clés en 2002**Prestations de retraite**

	Variation de l'obligation	Variation de la charge
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux d'actualisation	126 \$	16 \$
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux de croissance de la rémunération future	29	2
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse du taux de rendement à long terme sur l'actif des régimes	–	10

Autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Variation de l'obligation	Variation de la charge
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux d'actualisation	48 \$	3 \$
Incidence d'une variation de 0,25 % de l'hypothèse relative au taux de croissance de la rémunération future	4	1

- Ces montants comprennent l'actif des régimes de 3 239 millions de dollars (266 millions en 2001) et les obligations au titre des prestations constituées de 4 131 millions (567 millions en 2001) pour les régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.
- Comprend les avantages postérieurs au départ à la retraite liés à l'assurance maladie, à l'assurance soins dentaires et à l'assurance vie. Les taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé à l'égard du prochain exercice étaient de 8 % pour les soins médicaux et de 5 % pour les soins dentaires, diminuant à un taux final de 4 % en 2009. Une hausse de un point de pourcentage des taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé aurait fait augmenter le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 12 millions de dollars et l'obligation, de 142 millions. Une baisse de un point de pourcentage des taux tendanciels hypothétiques en matière de coûts des soins de santé aurait fait diminuer le coût des services rendus et les intérêts débiteurs de 8 millions de dollars et l'obligation, de 112 millions.
- L'actif des régimes comprend 818 597 (886 384 en 2001) actions ordinaires ayant une juste valeur de 43 millions de dollars (43 millions en 2001). De plus, des dividendes totalisant 1 million de dollars (1 million en 2001) ont été reçus relativement aux actions ordinaires détenues dans l'actif des régimes au cours de l'exercice.
- La charge de retraite a été établie au moyen d'un taux d'actualisation présumé de 7,00 % (7,00 % en 2001; 7,25 % en 2000).

NOTE 16 Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons deux régimes d'options d'achat d'actions, un pour certains de nos employés clés et un autre pour les administrateurs qui ne sont pas nos employés. En vertu de ces régimes, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires à des prix qui ne doivent pas être inférieurs à ceux du marché le jour de l'octroi. Les options sont acquises sur une période de quatre ans pour les employés et immédiatement pour les administrateurs, et peuvent être levées pour une période n'excédant pas dix ans à partir de la date d'octroi.

Pour les options octroyées avant le 31 octobre 2002, qui n'étaient pas assorties des droits à la plus-value des actions, aucune charge de rémunération n'a été constatée puisque, à la date de l'octroi, le prix de levée des options n'était pas inférieur au cours du marché des actions sous-jacentes. Lorsque les options sont levées, le produit obtenu est crédité aux actions ordinaires.

Entre le 29 novembre 1999 et le 5 juin 2001, les octrois d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions pour les employés étaient assortis des droits à la plus-value des actions. Les droits à la plus-value des actions permettent aux participants d'exercer le droit à la plus-value des actions plutôt que l'option correspondante. Ainsi, les participants reçoivent un paiement en espèces égal à la différence entre le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice et le prix d'exercice de l'option. La charge de rémunération pour ces octrois, qui est amortie sur la période d'acquisition des options connexes, s'établissait à 44 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (23 millions en 2001; 52 millions en 2000).

Au cours du dernier trimestre de 2002, certains participants de la haute direction ont renoncé volontairement à leurs droits à la plus-value des actions mais ont conservé les options correspondantes. Au moment de la renonciation, le coût de rémunération a été établi et une charge à payer de 51 millions de dollars a été transférée aux capitaux propres.

Options d'achat d'actions

	2002		2001		2000	
	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
En cours au début	30 158	36,84 \$	25 880	33,61 \$	20 966	32,42 \$
Options octroyées	4 215	49,12	7 949	44,46	8 286	33,09
Levées ou exercés – Actions ordinaires	(5 211)	32,07	(2 819)	28,77	(2 700)	22,05
– Droits à la plus-value des actions	(291)	34,01	(259)	33,55	–	–
Options annulées	(392)	38,37	(593)	37,82	(672)	36,10
En cours à la fin	28 479	39,54 \$	30 158	36,84 \$	25 880	33,61 \$
Options pouvant être levées à la fin	14 050	36,07 \$	12 895	32,62 \$	8 881	30,29 \$
Options pouvant être octroyées	16 105		20 289		25 849	

Fourchette des prix de levée

	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée	Durée de vie contractuelle restante moyenne	Nombre d'options (en milliers)	Moyenne pondérée du prix de levée
De 14,46 \$ à 15,68 \$	587	15,57 \$	3,9	587	15,57 \$
De 24,80 \$ à 28,25 \$	2 816	26,19	6,9	2 401	25,85
De 30,00 \$ à 39,64 \$	15 175	36,68	7,1	9 595	37,90
De 43,59 \$ à 52,19 \$	9 901	49,15	9,4	1 467	49,04
Total	28 479	39,54 \$	7,8	14 050	36,07 \$

Méthode de la juste valeur

Le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », recommande la constatation d'une charge au titre des attributions d'options au moyen de la méthode de la juste valeur. Elle permet l'utilisation d'autres méthodes, y compris celle fondée sur la valeur intrinsèque, à condition que les données pro forma relatives au bénéfice net et au bénéfice par action soient présentées selon la méthode de la juste valeur. Nous adopterons prospectivement les recommandations du

chapitre 3870 pour les nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. L'incidence sera une charge estimative de 6 millions de dollars aux résultats pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003.

Nous avons présenté l'information pro forma requise comme si nous avions adopté les recommandations du chapitre 3870 en matière de constatation en 2002, en 2001 et en 2000, comme suit :

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	2002	Tel que déclaré		Données pro forma (1)		
		2001	2000	2002	2001	2000
Bénéfice net	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$	2 730 \$	2 375 \$	2 230 \$
Bénéfice par action	3,96	3,55	3,53	3,91	3,49	3,46
Bénéfice dilué par action	3,93	3,52	3,51	3,89	3,47	3,44

(1) Selon la méthode d'évaluation fondée sur la juste valeur, la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions s'y rapportant. Par conséquent, les données pro forma obtenues au moyen de cette méthode ne sont peut-être pas représentatives des résultats futurs.

Pour établir les données pro forma présentées ci-dessus, la juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2002 a été estimée à la date de l'octroi au moyen d'un modèle d'établissement des prix des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt hors risque de 4,89 % (5,86 % en 2001; 6,04 % en 2000), ii) une durée de vie prévue de six ans pour les

options (dix ans en 2001 et 2000), iii) une volatilité prévue de 20 % (24 % en 2001; 22 % en 2000) et iv) des dividendes prévus de 2,9 % (2,67 % en 2001; 2,60 % en 2000). La juste valeur de chacune des options octroyées était de 10,02 \$ (14,78 \$ en 2001; 10,26 \$ en 2000).

Régimes d'actionariat des employés

Nous offrons à plusieurs employés l'occasion de détenir des actions au moyen de régimes d'épargne et d'actionariat RBC. En vertu de ces régimes, les employés peuvent généralement verser des cotisations variant entre 1 % et 10 % de leur salaire annuel ou sur la base de prestations déterminées pour les employés touchant des commissions. Pour chaque cotisation se situant dans une fourchette de 1 % à 6 %, nous verserons 50 % de la cotisation de l'employé dans des actions ordinaires. Pour le régime d'épargne RBC DVM, notre cotisation annuelle maximale s'établit à 4 500 \$ par employé. Pour le régime d'intéressement RBC RU, notre cotisation annuelle maximale est fixée à 1 500 livres sterling par employé. En vertu de ces régimes, nous avons versé 49 millions de dollars (47 millions en 2001; 45 millions en 2000) pour l'acquisition d'actions ordinaires. Au 31 octobre 2002, un total de 17 397 119 actions ordinaires étaient détenues en vertu de ces régimes.

Régimes d'achat d'actions différé et autres régimes

Nous offrons des régimes d'achat d'actions différé aux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas nos employés. En vertu de ces régimes, chacune de ces personnes peut choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de sa prime de rendement annuelle ou de ses jetons de présence sous forme d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. Les actions différées génèrent des dividendes sous forme d'actions additionnelles au taux des dividendes sur des actions ordinaires. Le participant ne peut convertir ces actions qu'au moment de prendre sa retraite, qu'en cas d'une invalidité permanente ou que lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des actions différées équivaut à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Au 31 octobre 2002, la valeur des actions différées s'établissait à 73 millions de dollars (52 millions en 2001; 26 millions en 2000). La plus-value des actions et les dividendes s'y rapportant comptabilisés dans les charges pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ces régimes se sont établis à 16 millions de dollars (8 millions en 2001; 7 millions en 2000).

Nous avons un régime de primes différées pour certains employés clés de RBC Marchés des Capitaux. En vertu de ce régime, un pourcentage de la prime de rendement annuelle de chacun de ces employés est reporté et génère des dividendes au même taux que celui des actions ordinaires. L'employé touchera la prime en trois montants égaux versés dans les 90 jours suivant la fin de chacun des trois exercices suivants. La valeur de la prime différée sera égale à la valeur initiale de la prime rajustée en fonction des dividendes et des variations de la valeur marchande des actions ordinaires à la date à laquelle la prime est versée. Au 31 octobre 2002, la valeur du régime de primes différées s'établissait à 187 millions de dollars (128 millions en 2001; 89 millions en 2000). La plus-value des actions et les dividendes s'y rapportant comptabilisés dans les charges pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ce régime s'établissaient à 20 millions de dollars (recouvrement de 5 millions en 2001; 10 millions en 2000).

Nous offrons des régimes d'achat d'actions différé à certains employés clés de RBC Investissements, comprenant diverses périodes différées d'acquisition allant jusqu'à une période maximale de cinq ans. En vertu de certains de ces régimes, les attributions peuvent être reçues sous forme d'actions différées détenues en fiducie, ou sous forme d'actions différées. Le participant ne peut convertir ces actions qu'au moment de prendre sa retraite, qu'en cas d'une invalidité permanente ou que lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des actions différées équivaut à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de conversion. Certains régimes attribuent des actions qui suivent de près la valeur des actions ordinaires comprenant un paiement intégral en espèces à la fin de la période maximale de cinq ans. Au 31 octobre

2002, la valeur des actions différées détenues en fiducie s'établissait à 34 millions de dollars (14 millions en 2001). Au 31 octobre 2002, la valeur des diverses actions s'établissait à 10 millions de dollars (4 millions en 2001). La charge de rémunération à base d'actions comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ces régimes s'établissait à 32 millions de dollars (16 millions en 2001; 14 millions en 2000).

Nous offrons un régime de participation différée aux bénéficiaires à certains employés clés. L'attribution des actions différées en fonction du rendement se compose de 50 % d'actions ordinaires et de 50 % d'actions au rendement, qui sont acquises après trois ans. Au moment de l'acquisition des actions, les actions différées en fonction du rendement peuvent être augmentées ou diminuées de 50 % selon le rendement total pour les actionnaires que nous avons obtenu par rapport à celui de 15 institutions financières nord-américaines. Relativement à cette attribution, une charge de rémunération de 11 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. La valeur des actions ordinaires détenues en fiducie au 31 octobre 2002 se chiffrait à 34 millions de dollars.

Nous offrons un régime de rémunération à moyen terme à certains hauts dirigeants. En vertu de ce régime, les attributions sont converties en actions équivalentes à des actions ordinaires. Les actions sont acquises en tranches égales sur une période de trois ans. Les actions ont une valeur équivalente à la valeur marchande des actions ordinaires à chaque date d'acquisition et sont payées en espèces ou en actions ordinaires, à notre gré. Au 31 octobre 2002, la valeur des actions s'établissait à 16 millions de dollars (21 millions en 2001). La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 à l'égard de ce régime s'est établie à 12 millions de dollars (8 millions en 2001).

Dain Rauscher maintient un régime de rémunération différée non admissible pour les employés clés conformément à une entente appelée le régime d'accumulation du patrimoine. Ce régime permet aux employés admissibles d'effectuer des reports de leur revenu annuel et de répartir ces reports parmi un choix varié de fonds, y compris un régime d'achat d'actions RBC qui suit de près la valeur de nos actions ordinaires. Certains reports peuvent aussi être admissibles à nos contributions équivalentes. Toutes les contributions équivalentes sont attribuées au régime d'achat d'actions RBC. La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement aux contributions équivalentes s'établissait à 12 millions de dollars (7 millions en 2001). La valeur des actions RBC détenues en vertu du régime au 31 octobre 2002 se chiffrait à 70 millions de dollars (7 millions en 2001).

Pour les autres régimes à base d'actions, une charge de rémunération de 19 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (14 millions en 2001; 1 million en 2000). La valeur des actions et des actions détenues en vertu de ces régimes au 31 octobre 2002 s'établissait à 10 millions de dollars (3 millions en 2001; 1 million en 2000).

Régime de stabilité du personnel

Dans le cadre de l'acquisition de Dain Rauscher, certains employés clés de cette société se sont vu offrir des attributions de maintien en fonction d'une valeur totalisant 318 millions de dollars et devant être versées uniformément sur une période de service prévue de trois à quatre ans. Les paiements devant être versés aux participants du régime sont indexés à la valeur marchande des actions ordinaires à la date d'acquisition. La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 relativement à ce régime s'est établie à 92 millions de dollars (143 millions en 2001). Le passif en vertu de ce régime s'est chiffré à 151 millions de dollars au 31 octobre 2002 (135 millions en 2001).

NOTE 17 Bénéfice par action

	2002	2001	2000
Bénéfice par action			
Bénéfice net	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(98)	(135)	(134)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
	3,96 \$	3,55 \$	3,53 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$
Incidence des conversions présumées (1)	–	1	2
Bénéfice net ajusté en fonction de la dilution	2 664 \$	2 277 \$	2 142 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	672 571	641 516	606 389
Actions convertibles de catégories B et C (1)	14	363	736
Options d'achat d'actions (2)	5 535	5 337	2 740
Nombre moyen d'actions ordinaires, après dilution (en milliers)	678 120	647 216	609 865
	3,93 \$	3,52 \$	3,51 \$

- (1) Les actions convertibles comprennent les actions de catégories B et C émises par notre filiale en propriété exclusive, Royal Bank DS Holding Inc., lors de l'acquisition de Richardson Greenshields Limitée le 1^{er} novembre 1996. Les actions de catégorie B en circulation ont toutes été échangées contre des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada en 2001 et les actions de catégorie C restantes ont été échangées contre des actions ordinaires le 9 novembre 2001. Le prix des actions de catégorie C a été établi en fonction de notre cours moyen du marché des actions ordinaires pour la période de 20 jours qui précède la date de l'échange. Au cours de l'exercice, nous n'avons échangé aucune action de catégorie B (36 527 actions en 2001; 4 701 actions en 2000) mais avons échangé 1 846 897 actions de catégorie C (77 956 actions en 2001; 8 008 712 actions en 2000) contre 318 154 actions ordinaires (13 621 actions ordinaires en 2001; 1 667 334 actions en 2000).
- (2) L'incidence de la dilution liée aux options d'achat d'actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions en présumant que les options d'achat d'actions en cours sont i) levées puis ii) diminuées du nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché de nos actions ordinaires pour l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action exclut un nombre moyen de 9 761 options en cours ayant un prix de levée de 53,76 \$ (7 862 options ayant un prix de levée de 50,72 \$ et 1 956 options ayant un prix de levée de 49,03 \$ en 2001; 6 153 507 options ayant un prix de levée de 39,64 \$, 6 589 464 options ayant un prix de levée de 39,01 \$, 2 639 options ayant un prix de levée de 38,22 \$ et 393 options ayant un prix de levée de 43,59 \$ en 2000), car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

NOTE 18 Engagements et éventualités**Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit**

Le principal objectif de ces engagements est de faire en sorte que le client puisse disposer de fonds au besoin. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les garanties et les lettres de crédit de soutien, qui constituent un engagement irrévocable de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations financières envers des tiers, présentent les mêmes risques de crédit que les prêts.

Les lettres de crédit documentaire, qui sont des documents émis par nous au nom de notre client permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises, sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent.

Dans les opérations ayant trait aux prêts de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le titulaire d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres.

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations de banque, de garanties ou de lettres de crédit.

Les montants non engagés représentent le crédit que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

Une facilité d'émission d'effets constitue une entente en vertu de laquelle un emprunteur peut émettre des titres de créance à court terme. Une facilité de prise ferme renouvelable est une facilité d'émission d'effets renouvelables qui peut être utilisée pour une période déterminée.

Instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit

	2002	2001
Garanties et lettres de crédit de soutien	13 610 \$	13 391 \$
Lettres de crédit documentaire	772	750
Prêt de titres	23 967	21 377
Engagements de crédit		
Échéance initiale d'un an ou moins	40 931	44 179
Échéance initiale supérieure à un an	34 115	39 960
Montants non engagés	45 978	53 750
Facilités d'émission d'effets/facilités de prise ferme renouvelables	23	132
	159 396 \$	173 539 \$

NOTE 18 Engagements et éventualités (suite)**Engagements en vertu de baux**

Les engagements minimaux futurs relatifs à la location de locaux et de matériel en vertu de baux à long terme non résiliables s'établissent de la façon indiquée ci-dessous pour les cinq prochains exercices et par la suite.

Engagements en vertu de baux

2003	364 \$
2004	330
2005	300
2006	267
2007	203
Par la suite	754
Total	2 218 \$

Litiges

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus) conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperative Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Le 31 juillet 2002, nous avons déposé une motion visant le rejet ou l'arrêt des procédures

intentées dans l'État de New York. Le 27 septembre 2002, Rabobank a déposé une demande pour arrêter les procédures que nous avons entamées auprès de la Haute Cour de Londres. Notre motion visant l'arrêt ou le rejet de la poursuite intentée et la demande de Rabobank visant l'arrêt des procédures suivent leur cours et la question relative au litige devrait être examinée par les deux tribunaux dans un avenir proche. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour perte à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Plusieurs de ces poursuites ont trait à des prêts et s'élèvent contre les dispositions prises par nous et nos filiales pour recouvrer des prêts en souffrance et exercer nos droits quant aux biens donnés en garantie de ces prêts. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel s'y rapportant ne sera pas important.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous acceptons des garanties, généralement en vertu de conventions de revente et de conventions d'emprunt de titres. La juste valeur des garanties pouvant être vendues ou redonnées en garantie par nous totalisait 55,9 milliards de dollars (52,9 milliards en 2001). De ces garanties, une tranche de 36,4 milliards de dollars (41,9 milliards en 2001) a été vendue ou redonnée en garantie, généralement à titre de garantie relative aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert. Les détails des actifs donnés en garantie, y compris les montants qui ne peuvent être vendus ou redonnés en garantie par le créancier garanti sont présentés ci-dessous :

Actifs donnés en garantie

	2002	2001
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 418 \$	113 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 075	2 470
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Opérations sur produits dérivés	1 828	830
Emprunts et prêts de titres	20 840	16 413
Obligations relatives à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	20 855
Autres	3 389	6 095
Total	49 659 \$	46 776 \$

NOTE 19 Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée d'un instrument sous-jacent ayant trait aux taux d'intérêt, aux taux de change, aux cours des titres de participation, aux prix des marchandises ou aux indices.

Types de produits dérivés

Nous avons recours aux produits dérivés décrits ci-après aux fins de négociation et à des fins autres que de négociation.

Les swaps sont des opérations dans lesquelles deux parties échangent des flux de trésorerie portant sur un capital nominal spécifié pour une période prédéterminée. Dans le cas des swaps de taux d'intérêt, il y a échange de paiements d'intérêt à taux fixe et variable sur un capital nominal. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une devise contre réception de paiements d'intérêt à taux fixe ou variable dans une autre devise. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange d'intérêt et de capital nominal dans deux devises différentes.

Les contrats à terme de gré à gré et les contrats à terme standardisés sont des engagements contractuels d'acheter ou de vendre un instrument financier à une date ultérieure, à un prix déterminé. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes faites sur mesure qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés sont négociés sur des bourses réglementées.

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur accorde à l'acheteur le droit, mais ne lui impose pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente), à une date déterminée, ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit.

Les produits dérivés de crédit sont des contrats dont la valeur de rachat est liée à des incidents de crédit précis, tels les faillites, les révisions à la baisse de cotes de crédit, les défauts de paiement ou les manquements à ses engagements. Les exemples de produits dérivés de crédit comprennent les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation

La plupart de nos opérations liées aux produits dérivés résultent de nos activités de vente et de négociation. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients pour leur permettre de transférer, de modifier ou de réduire les risques courants ou éventuels. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste à transmettre aux autres participants au marché les cours acheteur et vendeur dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement correspond au fait de gérer les risques du marché dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à générer des revenus dans le but de tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les produits. Nous n'effectuons que très peu d'opérations sur produits dérivés avec effet de levier. Ces opérations sont assorties d'un multiplicateur qui, pour un changement donné dans les prix du marché, pourrait entraîner une modification de la juste valeur de l'opération très différente de celle qui aurait lieu pour un produit dérivé similaire en l'absence de ce multiplicateur.

Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation

Nous utilisons également les produits dérivés pour la gestion de nos propres actifs et passifs, ce qui comprend des opérations de couverture et de placement.

Nous avons recours aux swaps de taux d'intérêt pour ajuster notre risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus. Au 31 octobre 2002, le montant représenté par les produits dérivés sur taux d'intérêt utilisés pour couvrir les opérations prévues et comptabilisés à titre de couverture de la juste valeur était négligeable. Les options sur taux d'intérêt achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Dans la gestion de nos actifs et passifs, nous avons recours à des options vendues lorsque celles-ci sont

liées expressément à une option achetée sous la forme d'un tunnel. Nous avons recours à des produits dérivés de crédit pour gérer notre risque de crédit et diversifier les risques dans notre portefeuille de prêts. Le montant de nos gains et de nos pertes reportés liés aux produits dérivés autres que de négociation utilisés pour couvrir les opérations prévues était négligeable.

Produits dérivés – capitaux nominaux

Les capitaux nominaux, qui sont présentés hors bilan, servent de point de référence pour le calcul des paiements et sont une mesure courante du volume des affaires. Les tableaux suivants indiquent les capitaux nominaux de nos produits dérivés selon l'échéance.

Capitaux nominaux des produits dérivés selon l'échéance

	Durée jusqu'à l'échéance				2002		2001	
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans (1)	Total	Négociation	Autres que de négociation	Négociation	Autres que de négociation
Contrats hors cote								
Contrats de taux d'intérêt								
Contrats de garantie de taux	184 487 \$	14 358 \$	– \$	198 845 \$	194 537 \$	4 308 \$	95 678 \$	– \$
Swaps	264 829	418 082	179 353	862 264	794 961	67 303	628 735	69 167
Options achetées	8 193	35 623	11 477	55 293	55 289	4	19 787	114
Options vendues	9 306	34 564	12 304	56 174	56 080	94	22 177	–
Contrats de change								
Contrats à terme	507 410	33 673	3 636	544 719	522 035	22 684	528 467	17 969
Swaps sur devises	893	3 405	5 609	9 907	9 907	–	8 618	–
Swaps simultanés de taux et de devises	10 286	37 315	26 547	74 148	71 050	3 098	63 405	2 796
Options achetées	53 200	3 004	–	56 204	56 160	44	48 542	612
Options vendues	58 594	3 242	–	61 836	61 209	627	54 133	–
Produits dérivés de crédit (2)	3 625	37 333	11 193	52 151	50 928	1 223	20 952	955
Autres contrats (3)	9 514	5 221	7 884	22 619	22 085	534	20 170	2 643
Contrats négociables en bourse								
Contrats de taux d'intérêt								
Position acheteur	19 207	7 535	19	26 761	26 761	–	20 319	–
Position vendeur	31 583	5 185	25	36 793	36 500	293	43 232	87
Options achetées	1 418	1	–	1 419	640	779	13 352	–
Options vendues	2 368	2	–	2 370	2 059	311	12 079	–
Contrats de change								
Position acheteur	27	–	–	27	27	–	348	–
Position vendeur	321	–	–	321	321	–	144	–
Autres contrats (3)	18 356	455	–	18 811	18 811	–	58 130	–
	1 183 617 \$	638 998 \$	258 047 \$	2 080 662 \$	1 979 360 \$	101 302 \$	1 658 268 \$	94 343 \$

(1) Comprend des contrats échéant dans plus de dix ans d'une valeur nominale de 37 322 millions de dollars (19 637 millions en 2001). Le coût de remplacement positif brut connexe s'établit à 1 291 millions (950 millions en 2001).

(2) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(3) Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

Risque de crédit lié aux produits dérivés

Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur du marché d'une ou de plusieurs opérations est positive pour nous. Cette valeur du marché est appelée coût de remplacement puisqu'elle représente ce qu'il nous en coûterait pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur advenant un manquement.

Aux fins de la gestion du risque de crédit interne, le montant d'équivalent-crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés est défini comme la somme du coût de remplacement et d'une majoration qui correspond à un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance. Cette majoration est déterminée par des modèles statistiques qui projettent la volatilité prévue de la ou des variables sous-jacentes au produit dérivé, qu'il s'agisse du taux d'intérêt, du taux de change, du cours des actions ou du cours des marchandises. Le coût de remplacement et le montant de la majoration sont réévalués constamment au cours de la durée de chaque opération afin de s'assurer que l'on utilise des évaluations du risque de crédit appropriées. Le montant ajusté en fonction des risques est déterminé en appliquant les mesures courantes du risque de la contrepartie au montant d'équivalent-crédit.

La compensation est une technique que nous utilisons qui peut réduire notre risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Les deux principales catégories de compensation sont la compensation par liquidation et la compensation des règlements. Aux termes de la clause de compensation par liquidation, en cas de manquement par la contrepartie, nous avons le droit de mettre fin à toutes les opérations visées par l'accord général à leur valeur du marché courante, puis de faire la somme des valeurs du marché en annulant les valeurs négatives par les valeurs positives pour obtenir un seul montant net à payer soit par nous, soit par la contrepartie. Dans la compensation des règlements, tous les paiements et encaissements dans la même monnaie qui doivent se faire le même jour entre des paires déterminées comprenant notre unité et celle de la contrepartie font l'objet d'une compensation,

qui génère un paiement unique dans chaque monnaie, à payer soit par nous, soit par l'unité de la contrepartie. Nous insistons beaucoup auprès des contreparties pour qu'elles concluent des accords généraux de compensation. Cependant, la mesure de notre risque de crédit découlant d'opérations sur les produits dérivés n'est pas réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, à moins qu'une analyse juridique appropriée ne vienne appuyer le caractère exécutoire de cette compensation, cette analyse étant documentée dans notre politique.

Toujours dans le but de gérer le risque de crédit découlant des produits dérivés, nous concluons des accords renfermant des clauses d'évaluation à la valeur du marché maximale avec certaines contreparties. En vertu de ces clauses, nous avons le droit de demander que la contrepartie paie ou garantisse la valeur du marché courante de sa position avec nous relativement aux produits dérivés. L'utilisation de garanties ne représente pas actuellement une technique d'atténuation du risque de crédit importante pour notre part dans la gestion du risque de crédit lié aux produits dérivés.

Nous gérons le risque de crédit lié aux produits dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille. L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. Nous utilisons un seul système d'évaluation du crédit interne pour tous les risques de crédit. Dans la plupart des cas, ces évaluations internes se rapprochent des cotes de crédit externes attribuées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les tableaux présentés ci-dessous indiquent le coût de remplacement, le montant d'équivalent-crédit et les montants ajustés en fonction des risques de nos produits dérivés à la fois avant et après l'incidence de la compensation. En 2002 et en 2001, nos pertes sur créances réelles découlant d'opérations sur les produits dérivés et le niveau des contrats douteux étaient négligeables.

NOTE 19 Produits dérivés (suite)**Coût de remplacement des produits dérivés selon l'évaluation des risques et le type de contrepartie**

Au 31 octobre 2002	Cote d'évaluation des risques (1)					Type de contrepartie (2)			
	AAA, AA	A	BBB	BB ou inférieur	Total	Banques	Gouvernements de pays membres de l'OCDE	Autres	Total
Coût de remplacement positif brut (3)	15 442 \$	11 008 \$	3 421 \$	1 580 \$	31 451 \$	21 427 \$	2 068 \$	7 956 \$	31 451 \$
Incidence des accords généraux de compensation	(10 638)	(7 208)	(2 142)	(873)	(20 861)	(16 343)	–	(4 518)	(20 861)
Coût de remplacement (après les accords de compensation)	4 804 \$	3 800 \$	1 279 \$	707 \$	10 590 \$	5 084 \$	2 068 \$	3 438 \$	10 590 \$
Coût de remplacement (après les accords de compensation) – 2001	3 583 \$	4 322 \$	1 515 \$	529 \$	9 949 \$	3 652 \$	1 892 \$	4 405 \$	9 949 \$

- (1) Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de bonne qualité tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité insatisfaisante.
- (2) Le type de contrepartie est défini conformément aux exigences en matière de suffisance du capital du surintendant des institutions financières Canada.
- (3) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.

Risque de crédit lié aux produits dérivés

	2002			2001		
	Coût de remplacement (1)	Montant d'équivalent crédit (2)	Solde ajusté en fonction des risques (3)	Coût de remplacement (1)	Montant d'équivalent crédit (2)	Solde ajusté en fonction des risques (3)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	178 \$	299 \$	64 \$	108 \$	543 \$	114 \$
Swaps	19 608	24 357	6 323	17 568	21 390	5 617
Options achetées	563	914	258	416	538	123
	20 349	25 570	6 645	18 092	22 471	5 854
Contrats de change						
Contrats à terme	6 802	13 049	3 685	6 839	12 977	3 881
Swaps	1 781	6 341	1 445	1 902	5 536	1 261
Options achetées	809	1 491	439	721	1 339	441
	9 392	20 881	5 569	9 462	19 852	5 583
Produits dérivés de crédit (4)	861	2 963	858	87	1 249	369
Autres contrats (5)	849	1 701	529	1 140	2 015	617
Produits dérivés avant les accords généraux de compensation	31 451	51 115	13 601	28 781	45 587	12 423
Incidence des accords généraux de compensation	(20 861)	(26 930)	(7 132)	(18 832)	(24 450)	(6 339)
Total des produits dérivés après les accords généraux de compensation	10 590 \$	24 185 \$	6 469 \$	9 949 \$	21 137 \$	6 084 \$

- (1) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.
- (2) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.
- (3) Selon les lignes directrices émises par le surintendant des institutions financières Canada.
- (4) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.
- (5) Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

NOTE 20 Concentrations du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit surviennent soit lorsqu'un certain nombre de clients exercent des activités similaires, soit lorsqu'ils sont situés dans le même secteur géographique ou qu'ils ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur

capacité de remplir leurs engagements contractuels. Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative de notre rendement à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. Les concentrations décrites ci-dessous sont dans les limites établies par la direction.

	2002								2001									
	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total	Canada	%	États-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan (1)	158 005 \$	73 %	32 442 \$	15 %	18 917 \$	9 %	5 979 \$	3 %	215 343 \$	164 371 \$	76 %	29 879 \$	14 %	16 724 \$	8 %	6 207 \$	2 %	217 181 \$
Instruments de crédit hors bilan (2)																		
Engagés et non engagés (3)	60 397 \$	50 %	45 573 \$	38 %	13 863 \$	11 %	1 191 \$	1 %	121 024 \$	76 832 \$	56 %	43 508 \$	32 %	14 465 \$	10 %	3 084 \$	2 %	137 889 \$
Autres	23 266	61	10 723	28	4 235	11	148	-	38 372	20 990	59	9 893	28	4 436	12	331	1	35 650
	83 663 \$	53 %	56 296 \$	35 %	18 098 \$	11 %	1 339 \$	1 %	159 396 \$	97 822 \$	56 %	53 401 \$	31 %	18 901 \$	11 %	3 415 \$	2 %	173 539 \$
Produits dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation (4), (5)	7 734 \$	25 %	9 887 \$	31 %	12 232 \$	39 %	1 598 \$	5 %	31 451 \$	6 899 \$	24 %	9 154 \$	32 %	11 741 \$	41 %	987 \$	3 %	28 781 \$

- (1) Comprend les biens achetés en vertu de conventions de revente, les prêts et l'engagement de clients au titre d'acceptations. Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 38 % (43 % en 2001) et en Colombie-Britannique, 11 % (11 % en 2001). Aucun type d'industrie ne représente plus de 10 % du total des instruments de crédit au bilan.
- (2) Représente les instruments financiers dont les montants contractuels représentent le risque de crédit.
- (3) Les concentrations sectorielles les plus importantes au chapitre des engagements de crédit sont les institutions financières (35 %), le secteur des mines et de l'énergie (15 %), le transport (8 %) et la fabrication (8 %) (34 %, 15 %, 10 %, et 10 % en 2001, respectivement).
- (4) La plus forte concentration par type de contrepartie de ce risque de crédit se trouve dans les banques, soit 68 % (64 % en 2001).
- (5) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain, sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation. Les instruments négociables en bourse sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens et sont exclus, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire. La juste valeur de 194 millions de dollars (194 millions en 2001) est exclue au 31 octobre 2002. Les options vendues sont exclues puisqu'elles représentent des engagements de notre part et que, à ce titre, elles ne constituent pas un risque de crédit.

NOTE 21 Juste valeur estimative des instruments financiers

La juste valeur estimative présentée ci-dessous a pour objet de déterminer approximativement à quels montants ces instruments financiers pourraient être échangés dans le cadre d'une opération courante entre des parties consentantes. Cependant, il n'y a pas de marché de négociation pour plusieurs de ces instruments financiers. Par conséquent, leur juste valeur est fondée sur des estimations établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation sur lesquelles influent fortement les hypothèses utilisées quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs

estimatifs et aux taux d'actualisation qui reflètent divers degrés de risque. En outre, en raison de l'utilisation d'éléments subjectifs et des incertitudes, le montant global de la juste valeur ne saurait être interprété comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

La juste valeur estimative présentée ci-dessous ne reflète pas la valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels que les éléments inclus dans le poste Locaux et matériel.

Actifs et passifs financiers

	2002			2001		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actifs financiers						
Liquidités	21 323 \$	21 323 \$	- \$	17 535 \$	17 535 \$	- \$
Valeurs mobilières	93 800	94 251	451	80 507	80 937	430
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	35 831	-	35 870	35 870	-
Prêts	169 258	171 546	2 288	169 110	173 263	4 153
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 051	8 051	-	9 923	9 923	-
Autres actifs	39 943	40 465	522	37 865	37 915	50
Passifs financiers						
Dépôts	243 486	245 136	(1 650)	233 447	236 196	(2 749)
Acceptations	8 051	8 051	-	9 923	9 923	-
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 110	19 110	-	16 443	16 443	-
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	21 109	21 109	-	20 864	20 864	-
Autres passifs	57 760	57 760	-	51 918	51 198	-
Déventures subordonnées	6 614	6 935	(321)	6 513	6 845	(332)

NOTE 21 Juste valeur estimative des instruments financiers (suite)

Produits dérivés

	2002				2001	
	Juste valeur moyenne pour l'exercice (1)		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
Produits dérivés détenus ou émis aux fins de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	96 \$	82 \$	178 \$	177 \$	108 \$	79 \$
Swaps	13 650	14 323	18 468	18 930	16 211	16 692
Options achetées	385	-	564	-	442	-
Options vendues	-	325	-	474	-	352
	14 131	14 730	19 210	19 581	16 761	17 123
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	7 539	6 934	6 568	6 260	6 800	5 868
Swaps sur devises	501	294	504	340	518	315
Swaps simultanés de taux et de devises	1 462	1 853	1 109	1 678	1 309	1 975
Options achetées	827	-	809	-	715	-
Options vendues	-	729	-	586	-	560
	10 329	9 810	8 990	8 864	9 342	8 718
Produits dérivés de crédit (2)	273	259	822	483	84	79
Autres contrats (3)	1 077	2 853	1 028	3 093	1 012	2 650
	25 810 \$	27 652 \$	30 050	32 021	27 199	28 570
Produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux			-	49	-	-
Swaps			1 140	842	1 357	1 104
Options achetées			1	-	-	-
Options vendues			-	13	-	-
			1 141	904	1 357	1 104
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			234	94	39	313
Swaps simultanés de taux et de devises			168	24	75	50
Options achetées			-	-	6	-
Options vendues			-	3	-	-
			402	121	120	363
Produits dérivés de crédit (2)			39	8	3	3
Autres contrats (3)			13	-	296	48
			1 595	1 033	1 776	1 518
Justes valeurs brutes totales avant la compensation			31 645	33 054	28 975	30 088
Incidence des accords généraux de compensation						
Avec l'intention de procéder au règlement, soit sur la base du solde net, soit simultanément (4)			(12)	(12)	(39)	(39)
Sans l'intention de procéder au règlement, ni sur la base du solde net, ni simultanément (5)			(20 849)	(20 849)	(18 793)	(18 793)
Total			10 784 \$	12 193 \$	10 143 \$	11 256 \$

(1) La juste valeur moyenne est calculée en fonction des soldes de fin de mois.

(2) Comprend les swaps sur défaillance, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaillance.

(3) Comprend les produits dérivés et les contrats sur métaux précieux, sur marchandises et sur titres de participation.

(4) Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément.

(5) Incidence additionnelle de la compensation des risques de crédit lorsque nous détenons un accord général de compensation juridiquement exécutoire en vigueur, mais que nous n'avons pas l'intention de procéder au règlement des contrats ni sur la base du solde net, ni simultanément.

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts La juste valeur du portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements repose sur l'évaluation de deux risques clés suivant le cas : le risque de taux d'intérêt et le risque de crédit. La juste valeur est calculée conformément à une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie qui utilise un taux d'actualisation basé sur les taux d'intérêt du marché actuellement exigés pour les nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes périodes à courir jusqu'à l'échéance, ajustés pour tenir compte du facteur de risque de crédit, qui est révisé au moins tous les ans. La juste valeur du portefeuille des prêts aux clients est basée sur une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ajustée pour tenir compte principalement du risque lié aux paiements anticipés. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Valeurs mobilières La juste valeur des valeurs mobilières est présentée à la note portant sur les valeurs mobilières des états financiers consolidés (note 5). Elle repose sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de tels cours, la juste valeur estimative est déterminée à l'aide des cours du marché de valeurs mobilières semblables.

Dépôts La juste valeur des dépôts à taux fixe portant une échéance fixe est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt actuellement offerts sur le marché des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes périodes à courir jusqu'à l'échéance (ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu). La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Autres actifs et passifs La valeur comptable des Autres actifs et des Autres passifs correspond approximativement à leur juste valeur, à l'exception des montants se rapportant aux produits dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation. L'excédent de la juste valeur nette sur la valeur comptable pour ces produits est indiqué au poste Autres actifs.

Débetures subordonnées La juste valeur des débetures subordonnées repose sur les cours du marché pour des émissions similaires ou sur les taux que nous offrons actuellement pour nos titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments financiers évalués à la valeur comptable En raison de leur échéance à court terme, la juste valeur des liquidités, des biens achetés en vertu de conventions de revente, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de nos engagements en contrepartie d'acceptations, des engagements afférents à des titres vendus à découvert et des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat est présumée correspondre approximativement à la valeur comptable.

Produits dérivés La juste valeur des produits dérivés est calculée selon différentes méthodes. Pour les instruments négociables en bourse, la juste valeur est fondée sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Pour les instruments qui ne sont pas négociables en bourse ou ceux dont le cours du marché n'est pas disponible, la juste valeur repose sur les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, sur l'analyse de la valeur actualisée nette ou sur un autre modèle d'établissement des prix, selon le cas.

NOTE 22 DATES CONTRACTUELLES DE MODIFICATION DES TAUX OU DES ÉCHÉANCES

Le tableau ci-dessous illustre notre exposition au risque de taux d'intérêt de la façon prescrite dans le chapitre 3860, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. Les instruments financiers figurant au bilan et hors bilan sont présentés d'après leur date d'échéance ou de modification des taux, selon la date la plus rapprochée. En outre, les taux d'intérêt réels sont indiqués, s'il y a lieu. Les taux réels indiqués représentent les taux historiques pour les instruments à taux fixe comptabilisés au coût non amorti et les taux du marché courants pour les instruments à taux variable ou les instruments comptabilisés à la juste valeur.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte des hypothèses de la direction relativement aux événements futurs lorsque les dates d'échéance ou de modification des taux prévues diffèrent sensiblement de celles qui sont stipulées par contrat. Nous tenons compte de ces hypothèses dans la gestion de l'exposition au risque de taux d'intérêt. Ces hypothèses comprennent la modification prévue des taux de certains prêts et dépôts et des instruments de négociation. La prise en compte de ces hypothèses dans le tableau consolidé relatif à la modification des taux ou des échéances au 31 octobre 2002 aurait une incidence sur l'écart sur moins d'un an, lequel passerait de (37,5) milliards de dollars à (3,7) milliards [de (35,3) milliards à (19,1) milliards en 2001].

Valeur comptable en fonction des dates contractuelles de modification des taux ou des échéances, selon la date la plus rapprochée

	Immédiatement sensible aux taux d'intérêt	Moins de 3 mois	3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
Actif								
Liquidités	– \$	16 483 \$	1 760 \$	2 013 \$	78 \$	– \$	989 \$	21 323 \$
Taux d'intérêt réel		2,32 %	2,16 %	2,10 %	2,21 %			
Valeurs mobilières								
Compte de négociation	–	5 173	2 120	2 938	10 257	3 553	1 431	25 472
Taux d'intérêt réel		3,41 %	3,00 %	3,37 %	3,88 %	4,81 %		
Compte de placement et substitut de prêt	–	13 400	4 483	3 358	10 634	12 131	24 322	68 328
Taux d'intérêt réel		2,31 %	2,07 %	2,96 %	3,79 %	4,73 %		
Biens acquis en vertu de conventions de revente	–	34 990	300	515	1	2	23	35 831
Taux d'intérêt réel		2,54 %	2,86 %	3,05 %	2,94 %	3,88 %		
Prêts	44 116	41 621	8 223	11 518	57 949	5 746	85	169 258
Taux d'intérêt réel		3,51 %	4,74 %	5,66 %	6,03 %	6,19 %		
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	56 744	56 744
	44 116	111 667	16 886	20 342	78 919	21 432	83 594	376 956
Passif								
Dépôts	98 018	79 301	13 420	22 279	28 397	2 071	–	243 486
Taux d'intérêt réel		1,80 %	2,28 %	2,80 %	4,06 %	4,11 %		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	1 581	236	465	5 858	5 285	5 685	19 110
Taux d'intérêt réel		3,81 %	2,77 %	2,84 %	3,71 %	5,16 %		
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	–	19 874	516	667	–	–	52	21 109
Taux d'intérêt réel		2,54 %	2,91 %	3,05 %				
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	66 385	66 385
Débitures subordonnées	–	1 348	–	100	3 263	1 903	–	6 614
Taux d'intérêt réel		2,40 %		5,45 %	6,25 %	7,04 %		
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	–	–	–	–	–	1 400	69	1 469
Taux d'intérêt réel						7,23 %		
Capitaux propres	–	–	–	–	700	845	17 238	18 783
Taux d'intérêt réel					6,40 %	5,63 %		
	98 018	102 104	14 172	23 511	38 218	11 504	89 429	376 956
Écart au bilan	(53 902)	9 563	2 714	(3 169)	40 701	9 928	(5 835)	–
Instruments financiers hors bilan (1)								
Produits dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif								
Swaps – tranches à payer	–	(36 659)	(734)	(2 442)	(23 421)	(4 655)	–	(67 911)
Taux d'intérêt réel		5,20 %	5,32 %	4,52 %	5,14 %	5,70 %		
Swaps – tranches à recevoir	–	34 758	1 958	6 235	19 085	5 875	–	67 911
Taux d'intérêt réel		5,01 %	3,61 %	3,61 %	5,34 %	6,08 %		
Produits dérivés utilisés aux fins de négociation	–	2 223	(59)	2 033	(383)	2 731	(6 545)	–
Taux d'intérêt réel		2,82 %	2,88 %	2,98 %	3,69 %	5,04 %		
	–	322	1 165	5 826	(4 719)	3 951	(6 545)	–
Écart total	(53 902)\$	9 885 \$	3 879 \$	2 657 \$	35 982 \$	13 879 \$	(12 380)\$	– \$
Dollars canadiens	(28 828)	9 104	3 614	112	30 953	4 475	(19 896)	(466)
Devises	(25 074)	781	265	2 545	5 029	9 404	7 516	466
Écart total	(53 902)\$	9 885 \$	3 879 \$	2 657 \$	35 982 \$	13 879 \$	(12 380)\$	– \$
Dollars canadiens – 2001	(8 064)	(786)	(7 292)	(4 784)	38 156	1 759	(24 598)	(5 609)
Devises – 2001	(18 137)	8 390	(4 529)	(136)	4 540	5 924	9 557	5 609
Écart total – 2001	(26 201)\$	7 604 \$	(11 821)\$	(4 920)\$	42 696 \$	7 683 \$	(15 041)\$	– \$

(1) Représente le montant net du capital nominal.

NOTE 23 Conciliation des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les présents états financiers consolidés sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières

Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont décrites ci-après.

Résumé de la conciliation avec les PCGR des États-Unis

	2002			2001			2000		
	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	2 762 \$	18 783 \$	376 956 \$	2 411 \$	18 165 \$	359 260 \$	2 274 \$	13 541 \$	289 740 \$
Comptabilisation des activités d'assurance (1)	72	92	1 969	41	19	1 290	(29)	(13)	416
Produits dérivés et opérations de couverture (2)	56	(72)	925	(1)	(191)	1 235	-	-	-
Coûts des droits à la plus-value des actions (3)	10	7	(4)	-	-	-	-	-	-
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées (4)	-	(293)	167	-	(17)	12	-	-	-
Reclassement des titres (5)	-	210	210	-	199	199	-	(56)	(46)
Comptabilisation à la date de transaction (6)	-	-	(146)	-	-	(1 464)	-	-	419
Modification du taux d'imposition pratiquement en vigueur (7)	-	-	-	(16)	-	-	16	16	16
Avantages complémentaires de retraite (8)	-	-	-	-	-	-	(35)	(163)	123
Prestations de retraite (8)	-	-	-	-	-	-	-	(27)	(27)
Autres (9)	(2)	28	1 855	-	30	1 951	(18)	(1)	3 413
PCGR des États-Unis	2 898 \$	18 755 \$	381 932 \$	2 435 \$	18 205 \$	362 483 \$	2 208 \$	13 297 \$	294 054 \$
Bénéfice par action	4,16 \$			3,58 \$			3,42 \$		
Bénéfice dilué par action	4,12 \$			3,55 \$			3,40 \$		

- (1) Il existe des différences entre les PCGR des États-Unis et du Canada en ce qui concerne les primes d'assurance vie, la comptabilisation des placements, les coûts d'acquisition et les sinistres et les obligations au titre des indemnités. Ces différences entraînent des écarts temporaires dans la constatation des revenus et des charges. L'application à nos activités d'assurance des PCGR des États-Unis aurait fait augmenter le bénéfice net de 72 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002; les écarts liés aux coûts d'acquisition reportés et aux sinistres et aux obligations au titre des indemnités auraient représenté, respectivement, des tranches de 24 millions de dollars et de 32 millions de l'augmentation. L'augmentation refléterait également des gains de placement réalisés de 16 millions de dollars; selon les PCGR des États-Unis, ces gains sont portés aux résultats lorsqu'ils sont réalisés, mais ils sont reportés et amortis selon les PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, les autres actifs et les autres passifs auraient augmenté de 1 969 millions de dollars et de 1 877 millions, respectivement, et les capitaux propres auraient augmenté de 92 millions au 31 octobre 2002.
- (2) Selon les PCGR des États-Unis, tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. La variation de la juste valeur des produits dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net ou, si le produit dérivé est désigné comme couverture des flux de trésorerie et qu'il s'avère efficace à ce titre, parmi les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Pour ce qui est des produits dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, la variation inscrite au bénéfice net est généralement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque visé par la couverture. Les changements comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global sont subséquemment amortis aux résultats afin de compenser l'incidence de la variabilité des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie de l'élément couvert. Selon les PCGR du Canada, seuls les produits dérivés utilisés aux fins de vente et de négociation sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, la variation de la juste valeur étant constatée dans le bénéfice net. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture selon les PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 56 millions de dollars du bénéfice net, une augmentation de 82 millions des valeurs mobilières, une augmentation de 62 millions des prêts, une augmentation de 811 millions des autres actifs, une augmentation de 175 millions des dépôts, une augmentation de 476 millions des autres passifs, une augmentation de 346 millions des débetures subordonnées, une diminution de 30 millions des liquidités, et une diminution de 72 millions des capitaux propres au 31 octobre 2002.
- (3) Entre le 29 novembre 1999 et le 5 juin 2001, les options octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions des employés étaient assorties de droits à la plus-value des actions. Un participant pouvait choisir d'exercer le droit à la plus-value des actions plutôt que de lever l'option correspondante. Le cas échéant, le participant recevait un montant en espèces égal à l'écart entre le cours de clôture de nos actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice et le prix de levée de l'option. Conformément aux PCGR des États-Unis relatifs à ce type de régime, la charge de rémunération doit être mesurée au moyen d'estimations fondées sur les données historiques relatives aux participants ayant choisi d'exercer les droits à la plus-value des actions plutôt que de lever les options correspondantes. Toutefois, selon les PCGR du Canada, un tel régime donne lieu à un passif, et la charge de rémunération doit être mesurée en prenant pour hypothèse que tous les participants exerceront leurs droits à la plus-value des actions. La constatation de la charge de rémunération en vertu des PCGR des États-Unis aurait donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 10 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002 et à une diminution de 11 millions des autres passifs au 31 octobre 2002. Par ailleurs, l'incidence des impôts connexes aurait entraîné une baisse de 4 millions de dollars des autres actifs et une augmentation des capitaux propres de 7 millions au 31 octobre 2002.
- (4) Pour ce qui est des régimes de retraite à prestations déterminées, les PCGR des États-Unis exigent que l'excédent de la tranche non capitalisée de l'obligation au titre des prestations constituées sur le coût des prestations au titre des services passés non constaté soit inscrit parmi les autres éléments du résultat global. La constatation de cette obligation additionnelle au titre des prestations constituées aurait entraîné une augmentation de 460 millions de dollars des autres passifs; en outre, les impôts reportés connexes auraient fait augmenter les autres actifs de 167 millions de dollars et les capitaux propres auraient diminué de 293 millions au 31 octobre 2002.
- (5) En vertu des PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation (constatés à leur juste valeur estimative) ou titres destinés à la vente (constatés à leur juste valeur estimative). Les gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente, en excluant les impôts connexes, sont comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global, dans les capitaux propres, sauf lorsque la variation de la juste valeur est efficacement couverte par des produits dérivés. Ces gains ou ces pertes non réalisés ayant fait l'objet d'une couverture sont constatés dans les résultats où ils sont généralement contrebalancés par les variations de la juste valeur des produits dérivés connexes. Selon les PCGR du Canada, les valeurs mobilières sont classées comme des titres du compte de placement (constatés au coût non amorti) ou des titres du compte de négociation (constatés à leur juste valeur estimative). Le classement des valeurs mobilières conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 342 millions de dollars des valeurs mobilières, une diminution de 132 millions des impôts reportés connexes inclus dans les autres actifs, et une augmentation de 210 millions des capitaux propres au 31 octobre 2002.
- (6) En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction est utilisée à la fois dans le bilan consolidé et dans l'état consolidé des résultats. Conformément aux PCGR du Canada, notre pratique consiste à comptabiliser les valeurs mobilières à la date de transaction dans le bilan consolidé, et à la date de transaction dans l'état consolidé des résultats. L'utilisation de la méthode de la comptabilisation à la date de transaction dans notre bilan consolidé aurait entraîné une diminution de 220 millions de dollars des valeurs mobilières, une diminution de 146 millions des autres passifs et une augmentation de 74 millions des autres actifs au 31 octobre 2002.
- (7) Selon les PCGR des États-Unis, l'incidence de la variation du taux d'imposition sur les impôts reportés est constatée une fois que le nouveau taux d'imposition a été promulgué. Selon les PCGR du Canada, cette incidence est constatée lorsque le nouveau taux d'imposition est pratiquement en vigueur. Les réductions du taux d'imposition des sociétés annoncées au cours de l'année civile 2000, et alors considérées comme pratiquement en vigueur, ont été promulguées en 2001.
- (8) Nous avons adopté la nouvelle norme publiée par l'ICCA relativement aux avantages sociaux futurs, laquelle exige que nous comptabilisions le coût au titre de tous les avantages postérieurs au départ à la retraite sur la durée de la carrière active des employés, plutôt que d'imputer les charges aux résultats lorsqu'elles sont engagées (selon l'ancienne méthode). La nouvelle norme nécessite également un changement du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des avantages sociaux futurs, lequel sera fondé sur un taux d'intérêt du marché plutôt que sur un taux estimatif à long terme. L'adoption de la nouvelle norme, le 1^{er} novembre 2000, a eu pour résultat d'éliminer les différences qui subsistaient entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis en matière de comptabilisation des avantages sociaux futurs, à l'exception de ce qui est expliqué à la note de bas de page 4.
- (9) Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et du Canada ont trait au droit de compensation, à la comptabilisation des contreparties et à d'autres éléments relativement peu importants. En vertu des PCGR du Canada, les placements dans des contreparties sont constatés selon la méthode de la consolidation proportionnelle, alors que conformément aux PCGR des États-Unis, ils sont comptabilisés à la valeur de consolidation. La comptabilisation de ces placements selon les PCGR des États-Unis n'aurait pas eu d'incidence sur le bénéfice net. Le montant net de ces éléments, en vertu des PCGR des États-Unis, entraînerait une réduction du bénéfice net de 2 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, ainsi qu'une augmentation des capitaux propres de 28 millions, une augmentation des actifs de 1 855 millions et une augmentation des passifs de 1 827 millions au 31 octobre 2002.

Information supplémentaire

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Actif											
Liquidités	21 323 \$	17 535 \$	16 408 \$	23 042 \$	16 395 \$	21 392 \$	23 567 \$	17 710 \$	16 449 \$	10 874 \$	10 938 \$
Valeurs mobilières	93 800	80 507	60 208	50 559	41 399	33 037	43 490	32 705	27 695	24 011	16 146
Conventions de revente	35 831	35 870	18 303	20 272	19 907	18 642	11 446	4 591	5 259	5 304	607
Prêts											
Prêts hypothécaires résidentiels	72 840	67 442	62 984	59 242	57 069	53 369	48 120	45 131	44 109	43 781	32 609
Prêts aux particuliers	31 956	32 511	28 019	25 255	22 761	20 864	18 440	16 923	16 508	16 487	15 462
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 283	4 666	2 666	1 945	2 324	3 522	3 435	3 321	3 090	2 532
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 751	67 152	60 546	57 676	65 598	62 837	56 138	51 500	48 748	52 062	52 502
Provision cumulative pour pertes sur prêts	171 461	171 388	156 215	144 839	147 373	139 394	126 220	116 989	112 686	115 420	103 105
	(2 203)	(2 278)	(1 871)	(1 884)	(2 026)	(1 769)	(1 875)	(2 003)	(2 559)	(4 255)	(3 575)
	169 258	169 110	154 344	142 955	145 347	137 625	124 345	114 986	110 127	111 165	99 530
Autres											
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 051	9 923	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	30 258	27 240	19 155	15 151	30 413	14 776	12 994	12 378	-	-	-
Locaux et matériel	1 653	1 602	1 249	1 320	1 872	1 696	1 785	1 870	1 975	2 057	1 914
Écart d'acquisition	5 004	4 919	648	611	551	607	335	333	365	447	195
Autres actifs incorporels	665	619	208	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 113	11 935	7 589	7 483	7 895	6 438	6 113	5 157	5 004	4 781	3 226
	56 744	56 238	40 477	33 822	51 351	34 078	28 650	26 038	13 549	13 587	11 072
	376 956 \$	359 260 \$	289 740 \$	270 650 \$	274 399 \$	244 774 \$	231 498 \$	196 030 \$	173 079 \$	164 941 \$	138 293 \$
Passif et capitaux propres											
Dépôts											
Particuliers	101 892 \$	101 381 \$	89 632 \$	87 359 \$	85 910 \$	86 106 \$	90 774 \$	89 929 \$	85 214 \$	84 696 \$	67 648 \$
Entreprises et gouvernements	119 591	107 141	93 618	86 223	76 107	64 368	47 799	39 900	36 422	33 781	30 245
Banques	22 003	24 925	19 646	14 315	17 988	22 755	23 244	13 662	14 179	11 922	14 329
	243 486	233 447	202 896	187 897	180 005	173 229	161 817	143 491	135 815	130 399	112 222
Autres											
Acceptations	8 051	9 923	11 628	9 257	10 620	10 561	7 423	6 300	6 205	6 302	5 737
Titres vendus à découvert	19 110	16 443	13 419	17 885	14 404	11 152	8 331	7 128	5 569	5 362	3 628
Conventions de rachat	21 109	20 864	9 005	9 396	11 264	9 458	16 526	4 090	5 341	2 533	787
Montants se rapportant aux produits dérivés (1)	32 137	28 646	18 574	15 219	29 370	14 732	13 449	12 384	-	-	-
Autres passifs	26 197	23 780	14 149	13 682	12 258	10 494	10 828	9 970	7 986	8 919	5 232
	106 604	99 656	66 775	65 439	77 916	56 397	56 557	39 872	25 101	23 116	15 384
Débitures subordonnées	6 614	6 513	5 825	4 596	4 087	4 227	3 602	3 528	3 481	3 410	3 106
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 469	1 479	703	103	499	531	108	107	93	86	75
Capitaux propres											
Capital-actions											
Actions privilégiées	1 545	2 024	2 037	2 009	2 144	1 784	1 752	1 990	2 266	2 248	1 594
Actions ordinaires	7 057	6 973	3 076	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910
Bénéfices non répartis	10 181	9 168	8 428	7 541	6 823	5 699	4 786	4 132	3 413	2 772	3 002
	18 783	18 165	13 541	12 615	11 892	10 390	9 414	9 032	8 589	7 930	7 506
	376 956 \$	359 260 \$	289 740 \$	270 650 \$	274 399 \$	244 774 \$	231 498 \$	196 030 \$	173 079 \$	164 941 \$	138 293 \$

(1) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Revenu d'intérêt											
Prêts	10 463 \$	12 032 \$	11 538 \$	10 394 \$	10 474 \$	9 354 \$	9 490 \$	9 820 \$	8 693 \$	8 156 \$	8 957 \$
Valeurs mobilières	3 075	3 281	2 669	2 190	1 914	2 166	2 461	2 179	1 654	1 320	1 037
Biens achetés en vertu de conventions de revente (1)	651	1 163	1 078	893	1 169	568	366	237	206	91	–
Dépôts à des banques	483	831	824	726	750	983	891	792	454	296	396
	14 672	17 307	16 109	14 203	14 307	13 071	13 208	13 028	11 007	9 863	10 390
Frais d'intérêt											
Dépôts	5 709	8 712	9 057	7 636	7 732	6 548	7 115	7 362	5 477	4 995	5 868
Autres passifs	1 399	1 668	1 429	1 161	1 172	1 139	1 126	792	761	567	322
Débitures subordonnées	406	410	344	286	339	384	322	335	290	263	272
	7 514	10 790	10 830	9 083	9 243	8 071	8 563	8 489	6 528	5 825	6 462
Revenu net d'intérêt	7 158	6 517	5 279	5 120	5 064	5 000	4 645	4 539	4 479	4 038	3 928
Provision pour pertes sur créances	1 065	1 119	691	760	575	380	440	580	820	1 750	2 050
	6 093	5 398	4 588	4 360	4 489	4 620	4 205	3 959	3 659	2 288	1 878
Autres produits											
Commissions sur le marché financier	1 866	1 523	1 538	1 028	918	1 172	764	434	567	456	356
Revenus tirés des activités de négociation	1 766	1 820	1 540	1 106	748	606	368	362	345	414	387
Commissions de gestion de placements et de services	1 179	1 096	860	651	605	404	319	286	278	101	82
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	1 041	887	756	688	664	690	701	681	661	649	654
Revenus tirés des fonds communs de placement	723	692	624	556	537	354	241	190	202	64	37
Revenus sur cartes	496	458	420	362	305	332	282	278	258	203	183
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	279	312	299	243	218	211	165	140	134	107	115
Commissions de crédit	223	237	212	189	183	169	153	156	156	152	152
Revenus tirés des activités hypothécaires	222	206	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Revenus tirés des activités d'assurance	204	201	191	161	113	102	70	104	100	61	32
Revenus tirés de la titrisation	174	123	115	222	218	–	–	–	–	–	–
Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières	(116)	(128)	(11)	28	343	37	107	17	49	169	14
Gains tirés de désinvestissements	–	445	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	505	343	188	246	133	202	96	90	113	75	90
	8 562	8 215	6 732	5 480	4 985	4 279	3 266	2 738	2 863	2 451	2 102
Frais autres que d'intérêt											
Ressources humaines	6 315	5 723	4 651	4 013	3 594	3 365	2 851	2 563	2 675	2 386	2 170
Frais d'occupation	796	724	570	564	508	559	507	473	500	593	476
Matériel	820	771	665	677	585	605	492	506	460	473	382
Communications	801	686	695	699	665	587	523	461	450	377	372
Honoraires	419	412	267	298	262	228	165	147	113	86	88
Amortissement de l'écart d'acquisition	–	248	76	66	62	59	38	38	48	35	19
Amortissement des autres actifs incorporels	72	36	11	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	1 197	1 155	646	743	723	650	536	469	415	465	410
	10 420	9 755	7 581	7 060	6 399	6 053	5 112	4 657	4 661	4 415	3 917
Bénéfice net avant impôts	4 235	3 858	3 739	2 780	3 075	2 846	2 359	2 040	1 861	324	63
Charge d'impôts	1 365	1 340	1 445	1 015	1 175	1 090	880	755	655	(5)	(65)
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	2 870	2 518	2 294	1 765	1 900	1 756	1 479	1 285	1 206	329	128
Part des actionnaires sans contrôle	108	107	20	8	76	77	49	23	37	29	21
Bénéfice net	2 762 \$	2 411 \$	2 274 \$	1 757 \$	1 824 \$	1 679 \$	1 430 \$	1 262 \$	1 169 \$	300 \$	107 \$
Dividendes sur actions privilégiées	98	135	134	157	145	131	144	164	168	154	123
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 664 \$	2 276 \$	2 140 \$	1 600 \$	1 679 \$	1 548 \$	1 286 \$	1 098 \$	1 001 \$	146 \$	(16) \$
Bénéfice (perte) par action											
Non dilué	3,96 \$	3,55 \$	3,53 \$	2,55 \$	2,72 \$	2,50 \$	2,05 \$	1,75 \$	1,60 \$	0,23 \$	(0,03) \$
Dilué	3,93	3,52	3,51	2,53	2,67	2,46	2,05	1,75	1,60	0,23	(0,03)

(1) Pour l'exercice 1992, les montants relatifs aux biens achetés en vertu de conventions de revente sont inclus dans les prêts.

État consolidé de la variation des capitaux propres

Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Actions privilégiées											
Solde au début	2 024 \$	2 037 \$	2 009 \$	2 144 \$	1 784 \$	1 752 \$	1 990 \$	2 266 \$	2 248 \$	1 594 \$	1 661 \$
Émises	–	250	–	296	300	–	–	–	–	612	–
Rachetées aux fins d'annulation	(468)	(300)	–	(400)	–	–	(237)	(272)	–	–	(102)
Gain ou perte de change	(11)	37	28	(31)	60	32	(1)	(4)	18	42	35
Solde à la fin	1 545	2 024	2 037	2 009	2 144	1 784	1 752	1 990	2 266	2 248	1 594
Actions ordinaires											
Solde au début	6 973	3 076	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910	2 726
Émises	236	4 009	109	192	18	69	–	–	–	–	184
Achetées aux fins d'annulation	(152)	(112)	(98)	(52)	–	(38)	(34)	–	–	–	–
Solde à la fin	7 057	6 973	3 076	3 065	2 925	2 907	2 876	2 910	2 910	2 910	2 910
Bénéfices non répartis											
Solde au début (1)	9 168	8 428	7 541	6 823	5 699	4 786	4 057	3 413	2 772	3 002	3 375
Bénéfice net	2 762	2 411	2 274	1 757	1 824	1 679	1 430	1 262	1 169	300	107
Dividendes – actions privilégiées	(98)	(135)	(134)	(157)	(145)	(131)	(144)	(164)	(168)	(154)	(123)
actions ordinaires	(1 022)	(897)	(689)	(588)	(543)	(469)	(418)	(371)	(364)	(364)	(361)
Incidence cumulative de l'adoption initiale de la norme comptable relative aux avantages sociaux futurs (2)	–	(221)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prime versée sur les actions ordinaires achetées	(612)	(397)	(562)	(281)	(7)	(160)	(136)	–	–	–	–
Frais d'émission (2)	(1)	(19)	(4)	(9)	(7)	–	–	–	–	(11)	–
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(59)	473	(2)	(205)	164	129	(12)	(23)	96	(4)	16
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés (2)	43	(475)	4	201	(169)	(135)	9	15	(92)	3	(12)
Solde à la fin	10 181	9 168	8 428	7 541	6 823	5 699	4 786	4 132	3 413	2 772	3 002
Capitaux propres à la fin	18 783 \$	18 165 \$	13 541 \$	12 615 \$	11 892 \$	10 390 \$	9 414 \$	9 032 \$	8 589 \$	7 930 \$	7 506 \$

(1) Les bénéfices non répartis au début de 1996 ont été réduits de 75 millions de dollars en raison de l'adoption de la norme comptable relative aux prêts douteux.

(2) Déduction faite des impôts s'y rapportant.

Profil de risque

Au 31 octobre (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Montant brut des prêts douteux											
Au début	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$	2 376 \$	2 944 \$	4 424 \$	7 582 \$	7 056 \$	3 924 \$
Montant net des ajouts (retraits)	1 280	1 912	813	743	628	81	384	(255)	(1 128)	1 643	3 639
Radiations et ajustements	(1 457)	(1 125)	(839)	(1 040)	(446)	(638)	(952)	(1 225)	(2 030)	(1 117)	(507)
À la fin	2 288 \$	2 465 \$	1 678 \$	1 704 \$	2 001 \$	1 819 \$	2 376 \$	2 944 \$	4 424 \$	7 582 \$	7 056 \$
En pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,6 %	2,3 %	3,6 %	6,0 %	6,4 %
Provision cumulative pour pertes sur créances											
Provisions cumulatives spécifiques	894 \$	951 \$	747 \$	786 \$	1 176 \$	932 \$	1 091 \$	1 439 \$	1 962 \$	2 667 \$	1 867 \$
Provision cumulative à l'égard des risques-pays	–	31	28	34	40	436	444	930	940	1 107	1 383
Provision cumulative générale (1)	1 169	1 185	863	790	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision cumulative générale attribuée (1)	251	225	337	290	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total de la provision cumulative générale (1)	1 420	1 410	1 200	1 080	850	750	700	300	300	550	325
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$	2 235 \$	2 669 \$	3 202 \$	4 324 \$	3 575 \$
Répartition de la provision cumulative											
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 203 \$	2 278 \$	1 871 \$	1 884 \$	2 026 \$	1 769 \$	1 875 \$	2 003 \$	2 559 \$	4 255 \$	3 575 \$
Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (2)	109	109	98	–	–	–	–	–	–	–	–
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôts	2	5	6	16	40	30	34	–	–	–	–
Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres)	–	–	–	–	–	319	326	666	643	69	–
Total	2 314 \$	2 392 \$	1 975 \$	1 900 \$	2 066 \$	2 118 \$	2 235 \$	2 669 \$	3 202 \$	4 324 \$	3 575 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,1 %	1,3 %	1,6 %	2,1 %	3,5 %	3,4 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux, en excluant les pays en développement	96	93	112	112	103	94	77	60	52	52	41
Montant net des prêts douteux	83 \$	182 \$	(199) \$	(196) \$	(65) \$	103 \$	524 \$	1 148 \$	2 093 \$	3 258 \$	3 481 \$
En pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	–	0,1 %	(0,1) %	(0,1) %	–	0,1 %	0,4 %	0,9 %	1,7 %	2,7 %	3,3 %
Provision pour pertes sur créances	1 065 \$	1 049 \$	571 \$	530 \$	555 \$	330 \$	340 \$	580 \$	1 070 \$	1 775 \$	2 025 \$
Provisions spécifiques	–	–	–	–	(80)	–	(300)	–	–	(250)	(300)
Provision générale (3)	(22)	205	73	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision générale attribuée (3)	22	(135)	47	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Provision générale non attribuée (3)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total de la provision générale	–	70	120	230	100	50	400	–	(250)	225	325
Total	1 065 \$	1 119 \$	691 \$	760 \$	575 \$	380 \$	440 \$	580 \$	820 \$	1 750 \$	2 050 \$
Provisions spécifiques, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,51 %	0,53 %	0,32 %	0,30 %	0,31 %	0,21 %	0,26 %	0,48 %	0,88 %	1,64 %	1,90 %
Provision, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,51	0,56	0,38	0,43	0,32	0,25	0,34	0,48	0,67	1,61	1,93
Radiations nettes	1 259 \$	940 \$	677 \$	958 \$	692 \$	528 \$	1 001 \$	1 105 \$	1 979 \$	1 187 \$	547 \$
En pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,60 %	0,47 %	0,38 %	0,55 %	0,39 %	0,34 %	0,77 %	0,91 %	1,63 %	1,09 %	0,51 %

(1) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale n'était pas séparée en provision cumulative générale attribuée et non attribuée.

(2) Au cours de l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres a été reclassée aux Autres passifs. Auparavant, le montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(3) Avant le 1^{er} novembre 1999, la provision générale n'était pas séparée en provision générale attribuée et non attribuée.

Faits saillants

(en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages, selon l'équivalent imposable)	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Ratios de rendement											
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,8 %	16,4 %	19,8 %	15,6 %	18,4 %	19,3 %	17,6 %	16,6 %	16,8 %	2,4 %	(0,3)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, selon la comptabilité de caisse (1)	16,2	18,5	20,6	16,2	19,1	20,1	18,1	17,1	17,6	3,0	–
Rendement de l'actif	0,75	0,74	0,81	0,65	0,70	0,70	0,70	0,69	0,70	0,21	0,08
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	0,73	0,70	0,76	0,59	0,64	0,65	0,63	0,60	0,60	0,10	(0,01)
Marge nette d'intérêt (2)	1,96	2,00	1,88	1,91	1,95	2,10	2,28	2,49	2,72	2,88	2,93
Autres produits, en pourcentage des revenus bruts	54,3	55,6	55,9	51,5	49,4	46,0	41,1	37,4	38,7	37,4	34,5
Soldes moyens et données hors bilan en fin d'exercice											
Moyennes											
Actif (3)	367 300 \$	327 100 \$	281 900 \$	269 900 \$	261 300 \$	239 500 \$	204 900 \$	183 800 \$	166 700 \$	142 500 \$	136 200 \$
Prêts, acceptations et conventions de revente	210 646	199 787	179 800	175 654	177 984	154 412	130 378	121 459	121 741	108 562	106 376
Dépôts	240 397	218 425	193 762	184 796	178 688	166 249	147 391	136 686	133 550	114 835	108 609
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 809	13 843	10 814	10 264	9 107	8 003	7 320	6 627	5 964	6 052	6 313
Total des capitaux propres	18 522	15 916	12 789	12 475	11 078	9 744	9 265	8 820	8 233	8 116	7 938
Biens administrés (4)	1 365 900	1 342 500	1 175 200	967 800	829 200	783 300	522 100	407 700	346 800	274 300	
Biens sous gestion (4)	90 800	100 000	92 300	81 600	73 400	67 700	51 200	40 400	39 100	33 100	
Ratios de capital											
Capital de première catégorie	15 380 \$	14 851 \$	13 567 \$	12 026 \$	11 593 \$	10 073 \$	9 037 \$	8 421 \$	7 660 \$	6 910 \$	6 740 \$
Capital total	21 012	20 171	19 044	16 698	16 480	14 705	12 069	11 913	11 525	10 941	10 483
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	165 559	171 047	158 364	149 078	157 064	147 672	128 163	121 350	120 158	117 043	114 298
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	9,4 %	7,3 %	7,1 %	6,2 %	5,8 %	6,0 %	5,8 %	5,3 %	4,9 %	5,2 %
Ratio du capital de première catégorie	9,3	8,7	8,6	8,1	7,4	6,8	7,0	6,9	6,4	5,9	5,9
Ratio du capital total	12,7	11,8	12,0	11,2	10,5	10,0	9,4	9,8	9,6	9,3	9,2
Information sur les actions ordinaires											
Actions en circulation (en milliers)											
À la fin de l'exercice	665 257	674 021	602 398	617 768	617 581	616 671	621 059	628 310	628 310	628 310	628 310
Moyenne (non dilué)	672 571	641 516	606 389	626 158	617 324	617 812	628 242	628 310	628 310	628 310	621 086
Moyenne (dilué)	678 120	647 216	609 865	632 305	633 626	632 052	628 624	628 310	628 310	628 310	621 086
Dividendes par action	1,52 \$	1,38 \$	1,14 \$	0,94 \$	0,88 \$	0,76 \$	0,67 \$	0,59 \$	0,58 \$	0,58 \$	0,58 \$
Valeur comptable par action	25,91	23,95	19,10	17,17	15,81	13,96	12,20	11,21	10,06	9,04	9,41
Cours de l'action – Haut (5)	58,89	53,25	48,88	42,13	46,10	38,23	22,20	15,69	15,94	14,44	14,50
Bas (5)	45,05	41,60	27,25	29,65	28,75	22,00	14,88	12,94	12,57	11,00	10,75
À la clôture	54,41	46,80	48,30	31,73	35,55	37,68	22,15	15,07	14,19	13,63	12,07
Ratio cours/bénéfice (6)	13,2	13,5	10,8	14,2	14,0	12,2	9,0	8,2	8,9	–	–
Rendement des actions (7)	2,9 %	2,9 %	3,0 %	2,6 %	2,4 %	2,5 %	3,6 %	4,1 %	4,1 %	4,6 %	4,6 %
Ratio de distribution (8)	38	39	32	37	32	30	33	34	36	–	–
Renseignements divers											
Employés (9)	59 549	57 568	49 232	51 891	51 776	48 816	46 205	49 011	49 208	52 745	49 628
Guichets automatiques bancaires	4 486	4 548	4 517	4 585	4 317	4 248	4 215	4 079	3 948	3 981	3 828
Unités de service											
Au Canada	1 311	1 317	1 333	1 410	1 422	1 453	1 493	1 577	1 596	1 731	1 661
À l'étranger (10)	807	724	306	99	106	105	103	105	97	95	83

- (1) Le rendement des capitaux propres selon la comptabilité de caisse est calculé en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels.
- (2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.
- (3) Puisque l'information ne peut être déterminée avec suffisamment de précision, les montants des exercices antérieurs à 1995 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la présentation, sur une base brute, des montants se rapportant aux produits dérivés.
- (4) Les montants antérieurs à 1996 sont présentés au 30 septembre. Les soldes des biens administrés et des biens sous gestion ne sont pas présentés pour la période précédant 1993.
- (5) Cours intrajournaliers – haut et bas.
- (6) Moyenne des cours extrêmes des actions ordinaires divisée par le bénéfice par action dilué. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
- (7) Dividendes sur actions ordinaires divisés par la moyenne des cours extrêmes.
- (8) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées. Les ratios de 1993 et de 1992 ne sont pas pertinents.
- (9) Selon l'équivalent de travail à plein temps.
- (10) Les unités de service à l'étranger comprennent les succursales, les centres d'affaires spécialisés, les bureaux de représentation et les agences.

Sommaire des résultats trimestriels

	2002				2001			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages; selon l'équivalent imposable)								
État consolidé des résultats								
Revenu net d'intérêt	1 815 \$	1 768 \$	1 746 \$	1 869 \$	1 784 \$	1 719 \$	1 580 \$	1 466 \$
Autres produits	2 043	2 104	2 192	2 223	2 255	2 008	1 924	2 028
Provision pour pertes sur créances	(235)	(216)	(328)	(286)	(425)	(236)	(210)	(248)
Frais autres que d'intérêt	(2 634)	(2 547)	(2 583)	(2 656)	(2 668)	(2 638)	(2 287)	(2 162)
Charge d'impôts	(295)	(385)	(324)	(401)	(262)	(333)	(376)	(401)
Part des actionnaires sans contrôle	(28)	(27)	(26)	(27)	(28)	(28)	(29)	(22)
Bénéfice net	666 \$	697 \$	677 \$	722 \$	656 \$	492 \$	602 \$	661 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) (1)	683 \$	713 \$	691 \$	739 \$	778 \$	573 \$	651 \$	691 \$
Bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	683 \$	713 \$	691 \$	739 \$	539 \$	660 \$	651 \$	613 \$
Bénéfice par action (2)								
Non dilué	0,96 \$	1,00 \$	0,97 \$	1,03 \$	0,92 \$	0,69 \$	0,92 \$	1,03 \$
Dilué	0,95	0,99	0,96	1,03	0,91	0,68	0,92	1,02
Dilué (selon la comptabilité de caisse) (1)	0,98	1,01	0,98	1,05	1,09	0,81	1,00	1,07
Dilué (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	0,98	1,01	0,98	1,05	0,74	0,94	1,00	0,95
Ratios de rendement								
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,8 %	15,6 %	16,0 %	16,9 %	15,2 %	12,5 %	18,7 %	20,8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) (1)	15,2	16,0	16,4	17,3	18,1	14,7	20,3	21,7
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base (1)	15,2	16,0	16,4	17,3	12,3	17,1	20,3	19,2
Rendement de l'actif	0,70	0,76	0,76	0,79	0,76	0,58	0,77	0,86
Rendement de l'actif après dividendes sur actions privilégiées	0,67	0,73	0,73	0,76	0,72	0,53	0,72	0,82
Marge nette d'intérêt (3)	1,91	1,93	1,95	2,05	2,07	2,01	2,01	1,91
Autres produits, en pourcentage des revenus bruts	53,0	54,3	55,7	54,3	55,8	53,9	54,9	58,0
Bilan consolidé								
Actif								
Liquidités et valeurs mobilières	115 123 \$	111 813 \$	107 785 \$	101 795 \$	98 042 \$	93 569 \$	86 075 \$	80 712 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente	35 831	34 938	33 373	30 503	35 870	25 101	26 453	21 713
Prêts hypothécaires résidentiels	72 840	70 639	70 116	69 436	67 442	66 497	64 557	63 418
Prêts aux particuliers	31 956	32 222	32 292	31 600	32 511	32 264	29 713	30 573
Prêts sur cartes de crédit	4 914	4 774	4 445	4 338	4 283	4 128	4 862	4 961
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	61 751	64 138	63 554	64 234	67 152	65 309	60 053	60 273
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 203)	(2 218)	(2 338)	(2 345)	(2 278)	(2 173)	(1 951)	(1 947)
Autres actifs	56 744	57 135	47 090	54 152	56 238	45 279	43 962	42 207
	376 956 \$	373 441 \$	356 317 \$	353 713 \$	359 260 \$	329 974 \$	313 724 \$	301 910 \$
Passif et capitaux propres								
Dépôts des particuliers	101 892 \$	101 072 \$	99 990 \$	100 505 \$	101 381 \$	98 970 \$	93 010 \$	90 778 \$
Dépôts d'entreprises, de gouvernements et de banques	141 594	143 383	135 888	133 659	132 066	123 321	118 326	112 344
Autres passifs	106 604	101 628	93 377	92 773	99 656	81 268	79 321	76 704
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	6 614	7 043	7 025	7 105	6 513	6 488	6 836	6 275
Total des capitaux propres	1 469	1 444	1 466	1 440	1 479	1 453	1 481	1 453
	18 783	18 871	18 571	18 231	18 165	18 474	14 750	14 356
	376 956 \$	373 441 \$	356 317 \$	353 713 \$	359 260 \$	329 974 \$	313 724 \$	301 910 \$
Principaux soldes moyens et données hors bilan								
Moyennes								
Actif	377 700 \$	362 900 \$	366 300 \$	362 400 \$	342 200 \$	339 000 \$	321 900 \$	304 400 \$
Prêts, acceptations et conventions de revente	217 168	208 338	207 531	209 439	205 275	205 241	197 328	191 231
Dépôts	247 258	236 918	237 479	239 838	230 292	221 167	212 813	206 975
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 170	17 055	16 681	16 365	16 349	14 466	12 496	11 983
Total des capitaux propres	18 833	18 747	18 387	18 149	18 433	16 633	14 541	14 016
Biens administrés	1 365 900	1 413 100	1 442 800	1 426 600	1 342 500	1 271 800	1 198 700	1 242 800
Biens sous gestion	90 800	94 200	96 200	103 300	100 000	110 500	110 400	112 500
Provision pour pertes sur créances								
Provisions spécifiques	235 \$	216 \$	328 \$	286 \$	425 \$	236 \$	210 \$	178 \$
Provision générale								
Provision générale attribuée	(15)	4	-	(11)	108	-	-	97
Provision générale non attribuée	15	(4)	-	11	(108)	-	-	(27)
Total de la provision générale	-	-	-	-	-	-	-	70
Total	235 \$	216 \$	328 \$	286 \$	425 \$	236 \$	210 \$	248 \$
Prêts douteux, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,04 %	0,07 %	0,09 %	0,18 %	0,08 %	0,01 %	0,02 %	(0,11)%
Ratios de capital								
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10,4 %	10,2 %	10,0 %	9,8 %	9,4 %	9,5 %	8,0 %	7,6 %
Capital de première catégorie	9,3	9,1	9,0	8,8	8,7	9,3	8,8	8,3
Capital total	12,7	12,7	12,6	12,3	11,8	12,3	12,3	11,5
Information sur les actions ordinaires								
Actions en circulation (en milliers)								
À la fin	665 257	671 671	673 860	673 596	674 021	683 312	616 516	616 209
Moyenne (non dilué)	668 868	673 787	673 751	674 465	681 758	658 296	616 365	608 824
Moyenne (dilué)	674 840	679 168	678 751	679 729	687 334	663 996	621 907	614 686
Dividendes par action	0,40 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,36 \$	0,36 \$	0,36 \$	0,33 \$	0,33 \$
Valeur comptable par action	25,91	25,56	25,04	24,53	23,95	23,68	20,61	20,01
Cours de l'action ordinaire – Haut (4)	57,55	58,89	57,07	52,45	53,25	51,50	51,25	52,80
Bas (4)	48,80	45,05	46,36	46,81	41,60	42,80	42,42	45,10
À la clôture	54,41	53,45	54,97	50,00	46,80	50,96	42,95	48,20
Rendement des actions	3,0 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	3,0 %	3,1 %	2,8 %	2,7 %
Ratio de distribution	41 %	38 %	39 %	35 %	39 %	54 %	36 %	32 %

(1) Le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse), le bénéfice dilué par action (selon la comptabilité de caisse) et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) sont calculés en rajoutant au bénéfice net le montant après impôts de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels. L'exclusion de l'incidence des éléments exceptionnels permet d'obtenir le bénéfice net (selon la comptabilité de caisse) de base, le bénéfice par action dilué (selon la comptabilité de caisse) de base et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (selon la comptabilité de caisse) de base.

(2) Le bénéfice par action de l'exercice ne correspond pas nécessairement au total des trimestres.

(3) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de la moyenne de l'actif.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

Glossaire

À l'étranger

Dans ce rapport annuel, cette expression se rapporte aux activités et aux clients de RBC Groupe Financier à l'extérieur du Canada.

Acceptation

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Actif ajusté en fonction des risques

Donnée utilisée dans le calcul des ratios du capital en fonction des risques. La valeur nominale des actifs est actualisée au moyen de facteurs de pondération des risques en vue d'obtenir un risque par dollar comparable pour tous les types d'actifs. Le risque inhérent aux instruments hors bilan est également reflété, d'abord par l'ajustement des valeurs théoriques en fonction des montants équivalents au bilan (ou des montants en équivalent-crédit), puis par l'application des facteurs pertinents de pondération des risques.

Bénéfice de base par action

Bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation et ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des autres titres convertibles.

Bêta

Mesure de la volatilité d'une valeur mobilière en fonction d'un indice boursier.

Biens administrés

Biens administrés par une institution financière qui sont la propriété effective des clients de cette institution et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative, et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens gérés par une institution financière qui sont la propriété effective des clients de cette institution et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Services fournis relativement aux biens sous gestion qui comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Les biens sous gestion peuvent également être administrés par l'institution financière.

Capital économique

Représente le montant de capital estimatif requis pour couvrir les risques. Ce capital est calculé en estimant le niveau de capital requis pour couvrir les risques associés à nos diverses entreprises, compte tenu de nos normes de solvabilité et cotes de crédit cibles.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux produits dérivés.

Charge de retraite payée d'avance

Excédent cumulatif du montant contribué à un régime de retraite sur le montant constaté au titre de la charge de retraite.

Clients commerciaux

Il s'agit généralement de sociétés fermées du marché milieu de gamme qui ont des besoins financiers évolués (par ex., des besoins de financement se chiffrant entre 5 et 100 millions de dollars) et sont servies par notre secteur RBC Banque. Les grandes sociétés dont les besoins de financement sont plus importants et qui requièrent un accès fréquent aux marchés financiers sont servies par notre secteur RBC Marchés des Capitaux.

Contrats à terme standardisés

Type de contrat comportant l'obligation d'acheter ou de vendre une devise ou un instrument financier à une date ultérieure donnée et à un cours stipulé d'avance sur une bourse de marchandises.

Contrats de change au comptant et contrats de change à terme

Contrat de change à terme : produit dérivé en vertu duquel les parties s'engagent à échanger une quantité donnée d'une monnaie contre une autre monnaie à une date ultérieure donnée et à un cours stipulé d'avance. Contrat de change au comptant : produit dérivé en vertu duquel les parties s'engagent à échanger une quantité donnée d'une monnaie contre une autre monnaie dans les deux jours ouvrables suivant la date du contrat.

Contrats de garantie de taux d'intérêt

Type de contrat en vertu duquel deux parties s'engagent à régler en espèces, à une date ultérieure donnée et en fonction d'un capital nominal, la différence entre un taux d'intérêt convenu et le taux d'intérêt courant.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces à une date de valeur rapprochée et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces à une date de valeur rapprochée et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure.

Coût du capital

Estimation, par la direction, du coût moyen pondéré des capitaux propres et des capitaux d'emprunt.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à mettre les résultats financiers à l'abri des risques de marché, d'intérêt ou de change (l'« exposition au risque ») liés aux opérations bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue en prenant des positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de diverses opérations de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Droits à la plus-value des actions

Droits rattachés à des options d'achat d'actions et qui peuvent être échangés contre un montant en espèces correspondant à la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture des actions ordinaires le jour précédant immédiatement la date d'exercice.

Écart d'acquisition/ Amortissement de l'écart d'acquisition

Jusqu'à la fin de 2001, l'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé pour acquérir les filiales sur la juste valeur de l'actif net acquis, et est amorti sur des périodes appropriées pouvant atteindre 20 ans, sauf dans les cas de perte de valeur durable où une réduction de valeur doit être apportée. Depuis le 1^{er} novembre 2001, par suite de l'adoption d'une nouvelle norme comptable, l'écart d'acquisition n'est plus amorti, mais plutôt soumis à un test de dépréciation sur une base périodique au niveau des unités d'exploitation.

Éléments exceptionnels

Éléments qui, de l'avis de la direction, ne font pas partie des activités commerciales courantes ou présentent un caractère inhabituel, et qui pourraient avoir une incidence sur le calcul des tendances effectué par la direction.

Engagements à accorder du crédit

Facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations de banque ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Évaluation à la valeur du marché

Évaluation des valeurs mobilières et des produits dérivés détenus aux fins de négociation établie en fonction des taux du marché à la date du bilan.

Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation

Frais autres que d'intérêt après déduction des éléments exceptionnels, du coût lié aux droits à la plus-value des actions et de certains frais d'acquisition, comme la rémunération au titre de la rétention.

Garanties et lettres de crédit de soutien

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Instruments financiers hors bilan

Divers types de produits offerts aux clients, qui correspondent à l'une ou l'autre de ces catégories : i) les ententes de crédit, qui fournissent habituellement aux clients une protection relativement aux liquidités, et ii) les produits dérivés (définis plus loin dans le présent glossaire).

Lettres de crédit documentaire

Engagements écrits pris par une banque au nom d'un client (p. ex. un importateur) permettant à un tiers (p. ex. un exportateur) de tirer des traites sur la banque jusqu'à concurrence d'un montant prédéterminé, sous réserve de conditions précises. De tels engagements sont conclus afin de faciliter le commerce international.

Majoration au montant imposable équivalent

Montant ajouté au revenu d'intérêt pour calculer le montant brut du revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres (principalement les titres de substitut de prêt) et obtenir le montant qui, s'il avait été assujéti au taux prescrit par la loi, aurait correspondu au bénéfice net après impôts présenté dans les états financiers.

La majoration de ce bénéfice au montant équivalent imposable rend possible la mesure et la comparaison uniforme du revenu net d'intérêt.

Marge nette d'intérêt

Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, divisé par la moyenne de l'actif productif d'intérêts. Cette mesure révèle avec quelle efficacité une société utilise son actif productif d'intérêts compte tenu de ses sources de financement.

Options (sur devises ou sur taux d'intérêt)

Type de contrat en vertu duquel le vendeur donne à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un montant en devises prédéterminé ou un instrument financier à un prix déterminé, à une date donnée ou au plus tard à une date donnée.

PCGR des États-Unis

Principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

PCGR du Canada

Principes comptables généralement reconnus du Canada.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle une banque agit à titre d'agent pour le propriétaire des titres, lequel accepte de prêter ses titres en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat prénégocié avec l'emprunteur. Le prêt de titres doit être entièrement garanti par l'emprunteur en tout temps. Il existe deux types d'ententes de prêt de titres, soit les ententes prévoyant une indemnité au titre du risque de crédit ou de marché et les ententes ne prévoyant pas une telle indemnité. Dans le cadre d'un prêt de titres sans indemnité, la banque n'est pas exposée à un risque de perte. Un tel risque existe pour un prêt de titres avec indemnité, en cas de défaillance par l'emprunteur combinée à une perte de valeur de la garantie.

**Prêts à intérêts non comptabilisés/
Prêts douteux**

Les prêts sont classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés (ou, selon les PCGR du Canada, à titre de prêts douteux) lorsque la direction juge que le recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 90 jours, les prêts, à l'exception des soldes de cartes de crédit et des prêts garantis par des gouvernements, sont automatiquement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés – sauf s'ils sont adéquatement garantis ou qu'un processus de recouvrement est en cours.

Produit dérivé

Contrat dont la valeur « dérive » des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des actions ou du prix des marchandises. L'utilisation de produits dérivés permet le transfert, la modification ou la réduction des risques actuels et futurs, y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les autres risques du marché. Les produits dérivés le plus souvent utilisés sont les swaps de devises et de taux

d'intérêt, les contrats de change à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les options sur devises et sur taux d'intérêt. Les produits dérivés sont négociés sur les marchés organisés ou négociés hors bourse.

Profit économique

Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation selon la comptabilité de caisse (c.-à-d. le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence après impôts des éléments non récurrents et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) après déduction d'une charge au titre du coût estimatif des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Provision cumulative pour pertes sur créances

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes sur créances identifiées et probables liées au portefeuille de prêts, d'acceptations de banque, de garanties, de lettres de soutien, de dépôts à d'autres banques et de produits dérivés. La provision cumulative comprend également la provision pour pertes sur créances, laquelle est imputée aux résultats et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements.

Provision pour pertes sur créances

Montant imputé aux résultats en vue de porter la provision cumulative pour pertes sur créances au niveau jugé approprié par la direction.

Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt, exprimés en pourcentage du revenu brut (lequel comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt). Cette mesure de la productivité permet d'évaluer le rendement par rapport aux concurrents.

Ratio d'efficacité de l'exploitation

Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, exprimés en pourcentage des revenus d'exploitation.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après déduction des dividendes sur actions privilégiées.

Ratio du capital (règles américaines)

L'actif ajusté en fonction des risques par rapport aux capitaux, exprimé en pourcentage, suivant les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System à l'intention des banques aux États-Unis, et selon l'information financière préparée en vertu des principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Ratio du capital (règles canadiennes)

L'actif ajusté en fonction des risques par rapport aux capitaux, exprimé en pourcentage, suivant les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada, lesquelles sont fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI), et selon l'information financière préparée en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rendement des actions

Dividendes par action ordinaire divisés par la moyenne des cours extrêmes.

Rendement des capitaux propres

Bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées, exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

Revenus d'exploitation

Revenus après déduction des éléments exceptionnels.

Risques

Les institutions financières sont exposées à un certain nombre de risques pouvant entraîner des pertes. Ces risques comprennent notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque lié aux activités d'assurance et le risque opérationnel.

Structure d'accueil

Il s'agit habituellement d'une entité créée dans un but unique et exprès, qui a une durée de vie limitée et sert à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elle détient par rapport à une société cédante. Les structures d'accueil sont principalement utilisées pour titriser des actifs financiers ou autres en vue de générer des fonds, de réduire le risque de crédit et de gérer le capital.

Surintendant des institutions financières (BSIF)

Principal organisme de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Swap (de devises ou de taux d'intérêt)

Type de contrat qui oblige deux parties à échanger des devises ou les flux d'intérêts connexes liés à un capital nominal pendant une période déterminée (en échangeant un taux fixe contre un taux variable, par exemple).

Titres de fiducie (RBC TruCS)

Type innovateur de capital de première catégorie. Ces titres de fiducie sont constatés au bilan consolidé au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Titres vendus à découvert

Opération dans le cadre de laquelle une partie vend des titres dont elle n'est pas propriétaire. Dans un premier temps, le vendeur emprunte les titres pour les céder à l'acheteur. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle un certain nombre d'actifs de haute qualité (principalement des prêts et des prêts hypothécaires) sont regroupés et convertis en titres standardisés, lesquels peuvent ensuite être négociés.

Valeur exposée au risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur marchande maximale que subirait les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché sur une période d'un jour.

Administrateurs et haute direction

Administrateurs

W. Geoffrey Beattie (2001)
Toronto
Président
The Woodbridge Company Limited
Vice-président du Conseil
The Thomson Corporation

George A. Cohon,
O.C., O.Ont. (1988)
Toronto
Fondateur et premier
président du Conseil
Les restaurants McDonald
du Canada limitée

Douglas T. Elix (2000)
Ridgefield, Connecticut
Vice-président principal et
chef de la direction de groupe
IBM Global Services
IBM Corporation

John T. Ferguson, F.C.A. (1990)
Edmonton
Président du Conseil
Princeton Developments Ltd.
Président du Conseil
TransAlta Corporation

L. Yves Fortier, C.C., C.R. (1992)
Montréal
Président du Conseil
Ogilvy Renault
Président du Conseil
Alcan Inc.

L'hon. Paule Gauthier,
C.P., O.C., O.Q., C.R. (1991)
Québec
Associée principale
Desjardins Ducharme Stein Monast

Brandt C. Louie, F.C.A. (2001)
West Vancouver
Président et
chef de la direction
H.Y. Louie Co. Limited
Président du Conseil et
chef de la direction
London Drugs Limited

J. Edward Newall, O.C. (1984)
Calgary
Président du Conseil
NOVA Chemicals Corporation
Président du Conseil
Canadien Pacifique Limitée

Gordon M. Nixon (2001)
Toronto
Président et
chef de la direction
Banque Royale du Canada

David P. O'Brien (1996)
Calgary
Président du Conseil
EnCana Corporation

Charlotte R. Otto (2000)
Cincinnati, Ohio
Chef des relations externes
internationales
The Procter & Gamble Company

Robert B. Peterson (1992)
Toronto
Administrateur de sociétés

J. Pedro Reinhard (2000)
Midland, Michigan
Vice-président directeur et
chef des finances
The Dow Chemical Company

Hartley T. Richardson (1996)
Winnipeg
Président et chef
de la direction
James Richardson & Fils, Ltée

Kenneth C. Rowe, F.C.I.S. (1985)*
Halifax
Président du Conseil et
chef de la direction
I.M.P. Group International Inc.

Guy Saint-Pierre, O.C. (1990)
Montréal
Président du Conseil
d'administration
Banque Royale du Canada

Cecil W. Sewell, Jr. (2001)
Raleigh, Caroline du Nord
Président émérite du Conseil
d'administration
RBC Centura Banks, Inc.

Kathleen P. Taylor (2001)
Toronto
Présidente, exploitation
internationale
Four Seasons Hotels, Inc.

Victor L. Young, O.C. (1991)
St. John's
Administrateur de sociétés

La date précisée entre parenthèses à la suite
du nom de chaque administrateur indique la
date de nomination au titre d'administrateur.
Le mandat de chaque administrateur se
termine à la fin de la prochaine assemblée
annuelle des actionnaires qui aura lieu le
28 février 2003.

* Ne sera pas candidat à l'élection du
Conseil le 28 février 2003.

Haute direction – Directoire

Elisabetta Bigsby**
Première vice-présidente directrice
Ressources humaines et
affaires publiques

Peter W. Currie
Membre du Directoire et
chef des finances

Suzanne B. Labarge
Membre du Directoire et
chef de la gestion des risques

Martin J. Lippert
Membre du Directoire
RBC Services Internationaux
et chef de l'information

W. Reay Mackay
Membre du Directoire
RBC Investissements

Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction

James T. Rager
Membre du Directoire
RBC Banque

Irving Weiser
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Dain Rauscher

W. James Westlake
Président du Conseil et
chef de la direction
RBC Assurances

Charles M. Winograd
Membre du Directoire
RBC Marchés des Capitaux

** Avec prise d'effet le 2 décembre 2002.

Gouvernance d'entreprise

Nos politiques en matière de gouvernance d'entreprise visent à renforcer la capacité du Conseil d'administration de superviser la direction et d'améliorer la valeur à long terme pour les actionnaires.

La force du Conseil repose sur divers facteurs, notamment l'indépendance du président du Conseil et les connaissances exhaustives des administrateurs; ceux-ci privilégient la planification stratégique, veillent à la mise en place de normes en matière de comportement éthique à l'échelle de l'organisation, et s'efforcent sur une base continue d'améliorer les pratiques de gouvernance d'entreprise.

Notre système de gouvernance est conforme aux lignes directrices de la Bourse de Toronto concernant l'efficacité de la gouvernance d'entreprise, y compris les lignes directrices révisées de la Bourse de Toronto qui ont été proposées au printemps de 2002, mais n'étaient pas officiellement mises en place au 31 octobre 2002.

Le Conseil a entrepris l'examen de ses pratiques par suite de la promulgation de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis et de la proposition par la Bourse de New York de nouvelles règles en matière de gouvernance d'entreprise. À mesure qu'entreront en vigueur les dispositions de la *Sarbanes-Oxley Act* et des règles proposées par la Bourse de New York, le Conseil examinera et modifiera ses pratiques de gouvernance sur une base continue afin de s'adapter à ces normes.

La circulaire de la direction sollicitant des procurations produite relativement à l'assemblée annuelle de 2003 fait la comparaison des lignes directrices de la Bourse de Toronto avec les procédés de gouvernance de la Banque; ces procédés sont également comparés à certaines règles proposées par la Bourse de New York lorsque ces dernières diffèrent considérablement des lignes directrices de la Bourse de Toronto ou s'ajoutent à celles-ci.

Responsabilités : Le Conseil dispose d'un mandat écrit qui précise ses fonctions clés; celle-ci comprennent la planification de la relève, l'évaluation du rendement de la direction, l'examen de la stratégie et des principales décisions d'entreprise, la revue et l'approbation des objectifs financiers et du plan d'exploitation, la détermination des risques, la supervision des communications et de la publication d'information et l'évaluation de l'efficacité des contrôles internes et des systèmes de gestion intégrés de la Banque. Le Conseil précise les questions qui requièrent son approbation et confie la responsabilité d'autres questions à la direction.

Composition : La force du Conseil repose sur les connaissances, la diversité, les qualités, les compétences et l'expérience de ses membres. En collaboration avec des conseillers externes, le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques recommande certains candidats au Conseil. Ces derniers sont choisis en fonction, notamment, de leur intégrité, de leur jugement, de leur indépendance, de leur expérience des affaires ou de leur compétence professionnelle, de leur expérience internationale, du lieu de leur domicile et de leur connaissance des secteurs géographiques présentant un intérêt stratégique pour la Banque.

Au 19 novembre 2002, il y avait 19 administrateurs. Au cours de l'assemblée annuelle, 18 administrateurs seront choisis. Le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques examine la composition et les mandats des quatre comités du Conseil. Les mandats et les activités des comités du Conseil sont résumés à la page 107.

Indépendance : Un administrateur externe, M. Guy Saint-Pierre, assume à la fois les fonctions de président du Conseil et celles de président du Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques. Au terme des réunions du Conseil, il préside une réunion restreinte à laquelle n'assistent que des administrateurs externes.

La politique du Conseil limite à deux le nombre d'administrateurs provenant de la direction. Actuellement, deux administrateurs, soit le président et chef de la direction de la Banque et le président émérite du Conseil d'administration de RBC Centura Banks, Inc., appartiennent à la direction.

La Banque se conforme aux dispositions de la *Loi sur les banques* et aux lignes directrices de la Bourse de Toronto concernant les administrateurs faisant partie du « groupe » de la Banque ou « reliés » à la Banque. Des 18 candidats proposés à l'élection au Conseil d'administration qui aura lieu au cours de l'assemblée annuelle, deux seulement sont « reliés » à la Banque. Il s'agit d'un nombre nettement inférieur aux limites imposées par la *Loi sur les banques* et par les lignes directrices de la Bourse de Toronto.

Les comités du Conseil sont composés exclusivement d'administrateurs non membres de la direction. Aucun des membres du Comité de vérification n'est « relié » à la Banque, et la majorité des membres de chacun des autres comités ne sont pas « reliés » à la Banque.

Le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques élabore actuellement des normes catégoriques en matière d'« indépendance » qui s'appliqueront aux membres et aux comités du Conseil et s'ajouteront aux normes déjà en vigueur liées aux notions de « groupe » et de personnes « reliées ». Il est prévu qu'après la tenue de cette assemblée annuelle, tous les membres du Comité de vérification, du Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques et du Comité des ressources humaines seront « non reliés » en vertu des normes canadiennes et qu'ils seront tous « indépendants » selon les normes américaines.

Information : Le Conseil a accès rapidement à l'information dont il a besoin pour remplir ses fonctions. Les administrateurs aident à déterminer l'ordre du jour des réunions du Conseil et des comités, reçoivent un dossier d'information complet avant chaque réunion du Conseil et des comités, et assistent à une séance annuelle de planification stratégique de la Banque. En outre, après chaque réunion d'un comité, l'ensemble du Conseil reçoit un rapport sur le travail du comité en question. Un guide de l'administrateur, centré sur les rôles et les responsabilités des membres du Conseil, est remis aux administrateurs, qui bénéficient également d'un programme de formation permanent.

Comportement éthique : Nous disposons d'un code de déontologie et de politiques connexes qui sont tous examinés par le Conseil. Ce code et ces politiques établissent des normes rigoureuses relativement au comportement éthique à l'échelle de l'organisation.

Le code de déontologie fournit à l'ensemble de l'organisation un cadre de référence unique au moyen duquel gérer les situations de nature délicate ou complexe. Il comporte notamment des lignes directrices relatives au respect de la loi, à la confidentialité, à l'intégrité et à la responsabilité individuelle; il établit également la responsabilité des employés en cas de manquement aux normes déontologiques.

Le Conseil a approuvé la création et le mandat d'un Comité de déontologie et de conformité à la réglementation composé de membres de la haute direction. Ce comité est responsable de veiller à ce que nos politiques et systèmes de gestion soient mis en œuvre de manière appropriée, de façon à assurer le respect des principes énoncés dans le code de déontologie.

Communications : Nous préconisons l'ouverture, l'excellence et la rapidité des communications. Le personnel affecté aux relations avec les investisseurs fournit des renseignements aux investisseurs actuels et éventuels et répond à leurs questions. Nous avons pour principe de faire examiner rapidement par un de nos dirigeants toute question soumise par un actionnaire. Des hauts dirigeants, y compris le président et chef de la direction, le chef des finances et la première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, rencontrent périodiquement des analystes financiers et des investisseurs institutionnels. Les conférences téléphoniques sur les résultats trimestriels avec des analystes et des investisseurs institutionnels sont diffusées en direct et archivées sur Internet et sont rendues accessibles en direct et en différé (durant la période de trois mois suivant la conférence téléphonique), par téléphone, aux épargnants, aux médias et aux gens du public intéressés. Les allocutions présentées à l'occasion de conférences d'investisseurs sont rapidement rendues accessibles au public sur Internet ou par téléphone. Nous mettons également d'importants documents d'information à la disposition du public sur le site Web consacré aux relations avec les investisseurs à l'adresse suivante : rbc.com/investisseurs.

Bureau de la gouvernance des filiales : Le Bureau de la gouvernance des filiales a été créé l'an dernier afin d'améliorer et d'harmoniser les pratiques de gouvernance au sein de nos nombreuses filiales. L'implémentation, à l'échelle des systèmes, d'une technologie logicielle de pointe permet un accès facile et rapide à l'information récente relative à l'ensemble de notre réseau international. Cette technologie permet également une surveillance uniforme des pratiques de gouvernance, ce qui réduit à la fois le risque de manquement à ces pratiques et le risque de non-conformité à la réglementation. La création du Bureau de la gouvernance des filiales a également ouvert la voie à un examen en profondeur de chaque entreprise, entraînant une rationalisation de l'organisation dont découlera, à terme, une structure de groupe plus efficace et mieux définie.

Sommaire des mandats et des activités des comités du Conseil

Le Conseil d'administration délègue une partie de son travail à des comités. Ainsi, les comités peuvent analyser les problèmes en profondeur, et l'ensemble du Conseil dispose de plus de temps pour discuter des questions à l'ordre du jour. Chacun des comités évalue, une fois l'an, son efficacité dans l'exécution de son mandat.

Comité de vérification

- Comme l'exige la *Loi sur les banques*, le Comité de vérification examine notamment les états financiers annuels et trimestriels et certains rapports spécifiés par le surintendant des institutions financières Canada.
- Au moins une fois chaque trimestre, le Comité discute d'éléments qu'il juge importants à l'occasion de rencontres distinctes avec les vérificateurs externes, la vérificatrice interne en chef et la haute direction.
- Il recommande aux actionnaires la sélection des vérificateurs externes et détient l'autorité exclusive en ce qui a trait à l'approbation des honoraires liés aux missions de vérification, ainsi qu'à l'approbation de tout service autre que de vérification fourni par les vérificateurs externes.
- Il supervise le travail des vérificateurs externes, veillant notamment au règlement des désaccords entre la direction et les vérificateurs externes relativement à la présentation de l'information financière; il examine avec les vérificateurs externes tout problème lié à la vérification ainsi que les réponses de la direction.
- Il révisé avec les vérificateurs externes le plan de vérification externe, les résultats de la vérification ainsi que les qualifications, l'indépendance et l'objectivité des vérificateurs externes, incluant les énoncés écrits délimitant les relations entre les vérificateurs externes et la Banque qui pourraient avoir une incidence sur l'indépendance et l'objectivité; il recommande des mesures que devrait prendre le Conseil pour s'assurer de l'indépendance des vérificateurs externes.
- Il demande à la direction de mettre en œuvre et de maintenir des systèmes de contrôle interne appropriés et, de concert avec la vérificatrice interne en chef et la direction, il évalue la pertinence et l'efficacité de ces systèmes.
- Il analyse le plan annuel de vérification externe de même que les fonctions, les responsabilités, le rendement, l'objectivité et la dotation en personnel du service de vérification interne.
- Il examine le mandat de la vérificatrice interne en chef et participe à sa nomination; il rencontre la vérificatrice interne en chef pour analyser des questions importantes soumises à la direction et les réponses de cette dernière à ces questions.
- Il analyse les placements et les opérations susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur l'équilibre de la Banque, révisé les rapports portant sur d'importantes questions en matière de litiges et de conformité aux règlements, et examine les prospectus se rapportant à l'émission de titres de la Banque.
- Il examine les contrôles internes de même que l'environnement de contrôle et les politiques liées à la gestion des liquidités et du capital afin d'assurer la conformité au Code de pratiques commerciales et financières saines de la Société d'assurance-dépôts du Canada (le code de la SADC).

Membres : J.T. Ferguson, J.E. Newall, R.B. Peterson (président), J.P. Reinhard, K.P. Taylor, V.L. Young

Comité de révision et de la politique du risque

- Le Comité examine les prêts qui sont accordés à des administrateurs ou à des entités au sein desquelles ces derniers sont associés, administrateurs ou dirigeants.
- Il approuve les limites de risque fixées pour la direction ainsi que toute transaction caractérisée par un risque qui dépasse ces limites.
- Il examine la présentation d'information relative aux risques importants, y compris le montant, la nature, les caractéristiques, la concentration et la qualité du portefeuille de crédit de la Banque, ainsi que tous les risques de crédit importants.
- Il établit les politiques, normes et procédés en matière d'investissement et de prêt.
- Il examine les normes en matière de conduite des affaires et de comportement éthique observées par les administrateurs, la haute direction et les employés de la Banque.
- Il analyse les politiques et les procédés en matière de gestion du risque recommandés en ce qui a trait aux risques importants (risque de crédit, risque de marché, risque structurel, risque fiduciaire et risque opérationnel) afin d'en assurer la conformité au code de la SADC.
- Il examine les procédés adoptés par la Banque afin de se conformer aux dispositions de la *Loi sur les banques* concernant les transactions intéressées.
- Il établit et contrôle les procédés régissant l'utilisation restreinte de données confidentielles, le règlement des plaintes, la communication de renseignements aux clients et les conflits d'intérêts.

Membres : J.T. Ferguson (président), L.Y. Fortier, P. Gauthier, B.C. Louie, H.T. Richardson, K.C. Rowe

Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques

- Le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques formule des recommandations concernant l'efficacité du système de gouvernance d'entreprise, y compris le programme du Conseil et l'ordre du jour à long terme, déterminant les points à discuter aux réunions du Conseil et des comités au cours de l'année, la fréquence et le contenu des réunions et la nécessité de tenir des réunions extraordinaires, le processus de communication entre le Conseil et la direction, les mandats des comités du Conseil, et les politiques régissant la taille ainsi que la composition du Conseil.
- Il évalue la performance du Conseil et de ses comités et surveille le rendement des administrateurs; dans le cadre de ce processus, les administrateurs sont appelés à évaluer périodiquement la performance du Conseil et de ses comités, évaluation dont les données sont analysées par un conseiller externe indépendant.
- Il étudie les qualifications des administrateurs candidats à la réélection.
- Il identifie et recommande au Conseil les candidats qui conviennent pour les postes d'administrateurs, et détient l'autorité exclusive en ce qui a trait au choix et à l'approbation des honoraires de tout conseiller externe utilisé pour identifier les candidats.
- Il examine les propositions des actionnaires et recommande au Conseil la réponse que doit formuler la Banque.
- Il conseille la direction sur la planification de l'assemblée annuelle stratégique des administrateurs et des cadres supérieurs.
- Il examine le montant et la forme de la rémunération des administrateurs et recommande les rajustements voulus en se fondant sur le rapport d'un conseiller indépendant.
- Il s'assure que la Banque s'acquitte de ses responsabilités déontologiques et sociales.
- Il supervise la politique des communications, y compris les méthodes de communication avec les clients, les employés, les actionnaires et les collectivités.
- Il examine les politiques visant à projeter une image positive de la Banque.
- Il revoit la politique et le budget de la Banque relativement aux contributions politiques.
- Il supervise la politique des dons aux œuvres de bienfaisance et le budget à cet égard.

Membres : G.A. Cohon, L.Y. Fortier, J.E. Newall, D.P. O'Brien, C.R. Otto, G. Saint-Pierre (président)

Comité des ressources humaines

- Le Comité des ressources humaines approuve annuellement le code de déontologie des administrateurs et des employés.
- Il examine et approuve les principes régissant le recrutement et l'embauche.
- Il examine les plans de relève des cadres supérieurs de la Banque et de ses groupes opérationnels.
- Il étudie les principales politiques de rémunération et recommande au Conseil les programmes de rémunération au rendement et de rémunération à base d'actions.
- Il examine les principaux programmes de rémunération de la Banque compte tenu de ses objectifs commerciaux et de ses activités, ainsi que des risques auxquels elle est exposée; il veille également au respect des procédés, politiques, procédures et contrôles connexes.
- En consultation avec le Comité de la gouvernance d'entreprise et des affaires publiques, il évalue, sur une base annuelle, le président du Conseil non membre de la direction.
- Il examine la description de poste du président et chef de la direction, et évalue chaque année la performance du président et chef de la direction par rapport aux objectifs approuvés.
- Il recommande au Conseil la rémunération du président et chef de la direction et de certains autres membres de la haute direction, et détient l'autorité exclusive en ce qui a trait au choix et à l'approbation des honoraires de tout conseiller en rémunération utilisé pour déterminer cette rémunération.
- Il fait des recommandations au Conseil relativement à l'administration, à la capitalisation et aux placements des régimes de retraite, et examine le rendement et la capitalisation du régime de retraite de la Banque.
- Il approuve un rapport annuel portant sur la rémunération de la haute direction, lequel est inclus dans la circulaire de la direction sollicitant des procurations.

Membres : W.G. Beattie, D.T. Elix, P. Gauthier, D.P. O'Brien (président), R.B. Peterson, G. Saint-Pierre

Principales filiales

Principales filiales (1)	Adresse du bureau principal (2)	Valeur comptable des actions avec droit de vote que détient la Banque (3)
Société d'Hypothèques de la Banque Royale (4)	Montréal (Québec), Canada	898 \$
Société Trust Royal du Canada (4)	Toronto (Ontario), Canada	771
Compagnie Trust Royal	Montréal (Québec), Canada	469
Fonds d'investissement Royal Inc.	Toronto (Ontario), Canada	3
Fiducie de capital RBC	Toronto (Ontario), Canada	506
Connor Clark Ltd.	Toronto (Ontario), Canada	38
RBC Actions en Direct Inc.	Richmond Hill (Ontario), Canada	135
RBC Alternative Assets, L.P. (2), (5)	New York (New York), États-Unis	14
RBC Technologie Capital de Risque, Inc.	Toronto (Ontario), Canada	33
RBC Partenaires Capital Limitée	Toronto (Ontario), Canada	50
Banque Royale Holding Inc.	Toronto (Ontario), Canada	14 670
Gestion Assurances RBC Inc.	Mississauga (Ontario), Canada	
Compagnie d'assurance-vie RBC	Mississauga (Ontario), Canada	
RBC Dominion valeurs mobilières Limitée (4)	Toronto (Ontario), Canada	
RBC Dominion valeurs mobilières Inc.	Toronto (Ontario), Canada	
RBC Alternative Assets, Inc. (2), (5)	New York (New York), États-Unis	
Immeubles Banque Royale Inc.	Montréal (Québec), Canada	
R.B.C. Holdings (Bahamas) Limited	Nassau, Bahamas	
Royal Bank of Canada Reinsurance (Cayman) Limited	George Town, Grand Cayman	
Royal Bank of Canada Insurance Company Ltd.	St. Michael, La Barbade	
Finance Corporation of Bahamas Limited	Nassau, Bahamas	
Investment Holdings (Cayman) Limited	George Town, Grand Cayman	
Royal Bank of Canada (Barbados) Limited	St. Michael, La Barbade	
Royal Bank of Canada (Caribbean) Corporation	St. Michael, La Barbade	
RBC Holdings (USA) Inc.	New York (New York), États-Unis	
RBC Dain Rauscher Corp. (2)	Minneapolis (Minnesota), États-Unis	
RBC Dominion Securities Corporation	New York (New York), États-Unis	
RBC Insurance Holdings (USA) Inc. (2)	Wilmington (Delaware), États-Unis	
Liberty Life Insurance Company	Greenville (Caroline du Sud), États-Unis	
RBC Holdings (Delaware) Inc. (6)	New York (New York), États-Unis	
Prism Financial Corporation	Chicago (Illinois), États-Unis	
RBC Mortgage Company	Chicago (Illinois), États-Unis	
RBC Centura Banks, Inc.	Rocky Mount (Caroline du Nord), États-Unis	3 590
RBC Centura Bank (6)	Rocky Mount (Caroline du Nord), États-Unis	
RBC Capital Investment Holdings (USA) Inc.	Wilmington (Delaware), États-Unis	69
Royal Bank of Canada Financial Corporation	St. Michael, La Barbade	4
Atlantis Holdings Limited	St. Michael, La Barbade	489
RBC Finance B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	2 329
Royal Bank of Canada Holdings (U.K.) Limited	Londres, Angleterre	
Royal Bank of Canada Europe Limited	Londres, Angleterre	
RBC Holdings (Channel Islands) Limited	Guernesey, îles Anglo-Normandes	
Royal Bank of Canada (Channel Islands) Limited	Guernesey, îles Anglo-Normandes	
RBC Investment Management (Asia) Limited	Hong Kong, Chine	5
RBC Global Services Australia Pty Limited	Sydney (Nouvelle-Galles du Sud), Australie	48

(1) La Banque détient la totalité des actions avec droit de vote de chaque filiale, à l'exception de Finance Corporation of Bahamas Limited (75 %).

(2) Toutes les filiales sont constituées sous le régime des lois de l'État ou du pays dans lequel se trouve leur bureau principal, à l'exception de RBC Alternative Assets, Inc., de RBC Alternative Assets, L.P., de RBC Holdings (USA) Inc., de RBC Dain Rauscher Corp. et de Prism Financial Corporation, constituées sous le régime des lois de l'État du Delaware, aux États-Unis.

(3) La valeur comptable (en millions de dollars) des actions avec droit de vote correspond à la participation de la Banque dans ces placements.

(4) Les filiales ont des actions sans droit de vote en circulation, que la Banque détient, directement ou indirectement, en totalité.

(5) RBC Alternative Assets, Inc. détient une participation de 1,1 % dans RBC Alternative Assets, L.P.

(6) RBC Holdings (Delaware) Inc. détient une participation de 2,4 % dans RBC Centura Banks, Inc.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Computershare Trust
Company of Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis)
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)
Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Computershare Trust Company of Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Assemblée annuelle de 2003

L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra le vendredi 28 février 2003 à 9 h 30 (HNE) au Centre Mont-Royal, au 2200, rue Mansfield, à Montréal (Québec) Canada.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2003

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	25 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de leur compte de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à Computershare Trust Company of Canada, à son adresse postale.

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries J, K, N, O, P et S	27 janvier 23 avril 23 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 10 décembre 2002)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1	AA(low)

Royal Bank's Annual Report is also published in English.



Ce rapport annuel est imprimé sur du papier sans acide et le document est entièrement recyclable.

Dépôt légal, 4^e trimestre 2002
Bibliothèque nationale du Québec

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport annuel ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport annuel. Dans ce rapport annuel, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION ET DU GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, BANQUE ROYALE, RBC, RBC GROUPE FINANCIER, RBC BANQUE, RBC ROYAL BANK OF CANADA, RBC BANQUE ROYALE, RBC INVESTISSEMENTS, RBC ASSURANCES, RBC MARCHÉS DES CAPITAUX, RBC SERVICES INTERNATIONAUX, RBC BUILDER FINANCE, RBC CENTURA, RBC DAIN RAUSCHER, RBC LIBERTY INSURANCE, RBC MORTGAGE, RBC FONDS CONSEILLERS, RBC ACTIONS EN DIRECT, FIDUCIE DE CAPITAL RBC, RBC CENTER, RBC GESTION MONDIALE D'ACTIFS, RBC FONDS, RBC GESTION PRIVÉE GLOBALE, RBC GESTION MONDIALE DES INVESTISSEMENTS, PLANIFICATION FINANCIÈRE RBC INVESTISSEMENTS, FONDS DES ACTIONS VEDETTES RBC INVESTISSEMENTS, RBC LINC, RBC-OVERDRIVE*, FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL, FONDS DE REVENU À GESTION FISCALE ROYAL, RBC.COM, BANQUEROYALE.COM, ASSURANCESRBC.COM, RBCCM.COM, CASH & SAVE, FX DIRECT et PAIETICKETS.CA, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport est la propriété d'un tiers détenteur, y compris, mais sans limiter le caractère général de ce qui précède, la marque de commerce Solutions Moneris.

* La version en français de la marque RBC-Overdrive n'était pas disponible lors de l'impression du rapport annuel 2002.

